Le quotidien d'une "école rouge". La politisation protéiforme du sport en République Démocratique Allemande, à l'exemple de la Deutsche Hochschule für Körperkultur de Leipzig (1969-1990)

Julien Beaufils

▶ **To cite this version:**

Julien Beaufils. Le quotidien d'une "école rouge". La politisation protéiforme du sport en République Démocratique Allemande, à l'exemple de la Deutsche Hochschule für Körperkultur de Leipzig (1969-1990). Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2019. Français. NNT : 2019PA030061 . tel-03506226

HAL Id: tel-03506226

https://theses.hal.science/tel-03506226v1

Submitted on 2 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

ED 514 – Études Anglophones, Germanophones et Européennes
EA 4223 – Centre d'Études et de Recherches sur l'Espace Germanophone

Thèse de doctorat en Études Germaniques

Julien Beaufils

Le quotidien d'une « école rouge ».

La politisation protéiforme du sport en République Démocratique Allemande, à l'exemple de la Deutsche Hochschule für Körperkultur *de Leipzig (1969-1990)*

Thèse dirigée par Monsieur
Armin Owzar, Professeur des Universités

Soutenue le 13 décembre 2019

Jury :
M. André Gounot, Professeur, Université de Strasbourg ;
Mme Dominique Herbet, Professeur, Université de Lille ;
Mme Hélène Miard-Delacroix, Professeur, Sorbonne – Université ;
M. Armin Owzar, Professeur, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 ;
Mme Anne-Marie Pailhès, Maître de conférences HDR, Université Paris – Nanterre.

Résumé

Le quotidien d'une « école rouge ».
La politisation protéiforme du sport en République Démocratique Allemande, à l'exemple de la Deutsche Hochschule für Körperkultur *de Leipzig (1969-1990).*

Le sport a été un des rares domaines, où l'Allemagne de l'Est a atteint l'excellence mondiale, avec 519 médailles olympiques, dont 192 en or. Toutefois, pour les dirigeants est-allemands, « le sport n'est pas un objectif en soi, c'est un moyen d'atteindre cet objectif », comme l'a prononcé Erich Honecker en 1948. Certes, la RDA a brillé lors des compétitions internationales, mais au prix d'un contrôle permanent de la part des autorités (moyens humains et financiers importants, dopage systématique, culte du secret, encadrement idéologique strict). Le but pour le SED est ici de transmettre une image de puissance à travers le sport.

Dans ce système, l'École supérieure allemande pour la culture physique de Leipzig (*Deutsche Hochschule für Körperkultur*) a joué un rôle de courroie de transmission entre les dirigeants politiques et les sportifs. Fondée en 1950 et active jusqu'en 1990, elle avait pour but de former la majorité des entraîneurs du pays. Elle constitue en cela un miroir des mécanismes en œuvre dans le sport est-allemand.

À travers des outils développés par l'*Alltagsgeschichte* (histoire du quotidien), ce travail se propose d'étudier non seulement les processus de contrôle et de politisation mis en place par le régime du SED afin de s'assurer de la réalisation des objectifs fixés, mais aussi les conséquences de la prévalence de cette idéologie sur la vie quotidienne et les résultats du travail de l'ensemble des acteurs présents au sein de l'École.

Cette étude portera sur la période allant de 1969, date de la réforme de l'École l'orientant vers le haut-niveau, à 1990, date de sa dissolution par le gouvernement de Saxe, nouvellement refondé.

Mots-clés :
DHfK, Études germaniques, Identité, RDA, Représentation internationale, Sport.

Abstract

The Everyday Life of a "Red School"
The Multidimensional Politicisation of Sport in the German Democratic Republic through the Example of the Deutsche Hochschule für Körperkultur *in Leipzig (1969-1990)*

Sport has been one of few domains, where East Germany reached global excellency by gaining 592 Olympic medals, including 192 titles. However, according to the East German leaders "sport is not a goal by itself, but a way to reach that goal", as Erich Honecker said in 1948. The GDR was brilliantly successful at international competitions, though its government had to permanently control sports activity through high financial and human means, systematical doping practices, high confidentiality, and a very strict ideological supervision. For the SED, spreading an image of power was the main goal assigned to sport.

In this system, the German College of Physical Culture of Leipzig (*Deutsche Hochschule für Körperkultur*) was considered as a place of transmission between political rulers and athletes. The College has been active between 1950 and 1990 and was required to train the majority of trainers in the country. Therefore, it is a mirror of the whole East German sport system.

With the methods of the *Alltagsgeschichte* (history of everyday life), I will deal in this dissertation with the control and politicisation mechanism, set by the SED regime in order to monitor the realisation of those goals. I will also focus on the consequences of the supremacy of ideology on the every day life and the work of all parties within the College.

This work will consider the period between 1969 and 1990, i. e. between the reform of the College towards competitive sport and its dissolution by the newly recreated government of Saxony.

Keywords:
DHfK, German studies, GDR, Identity, International Representation, Sport.

Remerciements

À l'heure d'achever ces pages, je souhaiterais très sincèrement adresser …

… ma profonde reconnaissance envers mon directeur de recherche, M. Armin Owzar*, pour ses précieux conseils, la justesse de ses remarques, sa disponibilité et surtout sa gentillesse. Ce fut une collaboration enrichissante scientifiquement, mais aussi humainement et j'espère qu'elle pourra se poursuivre ;*

… mes salutations à Mme Anne Saint-Sauveur-Henn, ma directrice de mémoire de Master, qui m'a mis le pied à l'étrier de la recherche ;

… mes remerciements aux collègues des départements d'Études Germaniques et de LÉA de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, en poste actuellement ou qui évoluent depuis sous d'autres couleurs, et qui m'ont beaucoup apporté quand j'étais étudiant et depuis que j'enseigne. Merci pour les trucs et astuces, les conseils et les discussions en salle des enseignants et dans le bureau 384. Merci également aux membres du CEREG et à l'ED 514 ;

… un chaleureux bonjour aux collègues de l'UFR des LÉA de Roubaix, du 4^{e} et du 5^{e} étage, pour m'avoir rapidement intégré parmi eux et pour les discussions multilingues du midi ;

… einen herzlichen Dank an das Team des Bundesarchivs Berlin-Lichterfeld und des Universitätsarchivs Leipzig. Einen besonderen Dank an Frau Muhl, die geduldig auf meine (zahlreichen) Fragen geanwortet hat ;

…une amicale pensée à Nadège & Rachid, sans qui la maison de la recherche est un peu moins une maison ;

… un petit coucou aux camarades doctorant · e · s et désormais docteur · e · s des salles jaune, orange et rouge, sans oublier de la feue salle 5, ainsi qu'aux ami · e · s de GIRAF-IFFD ;

… un incommensurable merci à mon équipe de relecteurs · trices de choc : Didier, Élise-Anne, Élisabeth, Gauthier, Hugo, Jérémie, Katell, Loulou, & Oliver ;

… un très solennel Prost ! *aux Burschikosen, aux fans d'Étienne & de Mylène, aux raclette-winners marseillais, aux ami · e · s de la maison d'Austerlitz, du 6^{e} sans ascenseur & de la rue des Plantes. Je ne sais pas si j'aurais pu mener ce projet à son terme sans eux. En tout cas, il aurait été beaucoup, beaucoup moins drôle !*

… de normands boujoux *à toute ma famille et mes ami · e · s ;*

… et enfin ma gratitude éternelle à Club-Mate & Nespresso, pour leur caféiné et ô combien indispensable soutien durant ces dernières semaines.

Sommaire

Table des abréviations **v**

Quelques éléments de chronologie **x**

0 Introduction **1**
0.1 Le sport et ses pouvoirs 5
0.2 Le sport en RDA : état de la recherche 11
0.3 Méthodologie et objectifs de l'étude 16
0.4 Sources utilisées 21
0.5 Structure de l'étude 24

Première partie La place de la DHfK dans le système sportif est-allemand **26**

1 La DHfK dans un système inféodé au politique **27**
1.1 Les fondements idéologiques du sport est-allemand 27
1.2 La fondation du système sportif est-allemand 40
1.3 Fondation et rôle de la DHfK 56

2 Le tournant des années 1970 **72**
2.1 Les conditions politiques en RDA au début des années 1970 72
2.2 Le tournant vers la performance sportive 89
2.3 La transformation de la DHfK en une école de haut-niveau 104

Deuxième partie Le quotidien des enseignants et personnels : sport, idéologie, secret **121**

3 Sport, orthodoxie et auto-représentation **122**
3.1 Sport et sentiment national en Allemagne de l'Est 122
3.2 Assurer l'orthodoxie au sein de l'école et des étudiants 134
3.3 Une obéissance de façade chez les étudiants ? 152

4 La mise au secret du sport de haut-niveau **166**
4.1 La mise sous cloche du sport de haut-niveau 166
4.2 La question du secret au sein de la DHfK 182
4.3 Le dopage à la DHfK 195

Troisième partie Publicité internationale et *soft power* sportif : le réseau de contacts internationaux de la DHfK 208

5 Échanges scientifiques internationaux 209
5.1 Cadre théorico-idéologique et typologie des échanges internationaux . . . 210
5.2 Les relations avec les pays socialistes 229
5.3 Les relations avec les pays capitalistes 246

6 Gagner en ambassadeurs dans les pays en développement 262
6.1 La RDA et les pays du Sud 263
6.2 Les programmes de la DHfK envers les pays en développement 281
6.3 Les contradictions des programmes 302

Quatrième partie L'implosion finale du système : le sport dans la crise et dans le processus de l'unification 315

7 Le sport et la DHfK dans la crise 316
7.1 Le sport en RDA et les problèmes économiques de la fin des années 1980 . 316
7.2 La DHfK dans la crise des années 1980 329
7.3 La DHfK dans la crise finale de 1989 339

8 La DHfK dans le processus d'unification 353
8.1 Les tentatives de « désocialisation » de la DHfK 354
8.2 Réduction des moyens et dissolution 373

9 Conclusion générale 388
9.1 Rapide résumé 388
9.2 Synthèse des résultats de l'étude 390
9.3 Possibilités d'élargissement 392

Annexes, documents et bibliographie 393

A Documents 395
A.1 Statuts de la DHfK 395
A.2 Programmes d'étude des différents cursus de la DHfK 405

B Statistiques et précis méthodologiques 409
B.1 Statistiques des relations internationales 409
B.2 Statistiques de l'*Ausländerstudium* 413

C Sources 417

D Sitographie 422

E Bibliographie 425

Table des figures 446

Index des personnes 448

Table des matières 452

Table des abréviations

ABF Faculté pour ouvriers et paysans – *Arbeiter-und-Bauern-Fakultät.*
AIESEP Association Internationale des Écoles Supérieures d'Éducation Physique.
ANC Congrès national africain – *African National Congress.*
ASIEP Association Socialiste Internationale d'Éducation Physique.
AStA Commission générale des étudiants – *Allgemeiner Studierendenausschuss.*
ATB Fédération ouvrière de gymnastique – *Arbeiter Turnbund.*
ATSB Fédération ouvrière de sport et de gymnastique – *Arbeiter Turn- und Sportbund.*
AWF Académie pour l'éducation physique Józef Piłsudski de Varsovie – *Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie.*

BISp Institut fédéral pour les sciences du sport – *Bundesinsitut für Sportwissenschaft.*
BLSV Fédération sportive du Land de Bavière – *Bayerischer Landes-Sportverband.*
BSG Associations sportives d'entreprise – *Betriebssportgemeinschaften.*

CAÉM Conseil d'Assistance Économique Mutuelle.
CCPS Comité pour la Culture Physique et le Sport – *Komitet po fizčeskoj kul'ture i sportu.*
CDU Union chrétienne-démocrate – *Christlich-demokratische Union.*
CIEPSS Conseil International pour l'Éducation Physique et la Science du Sport.
CIO Comité International Olympique.
CNO Comité National Olympique.
COJO Comité d'Organisation des Jeux Olympiques.
CPCP Conseil Pan-soviétique pour la Culture Physique – *Vsesojuznyj sovet fizi˛eskoj kul'tury.*
CPCPS Comité Pan-soviétique pour la Culture Physique et le Sport – *Vsesojuznyj komitet po delam fizičeskoj kul'tury i sporta.*
CSCE Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.
CSCP Conseil Suprême pour la Culture Physique – *Vyššij sovet fizičeskoj kul'tury.*

DAAD Office allemand d'échanges universitaires – *Deutscher Akademischer Austauschdienst.*
DFB Fédération allemande de football – *Deutscher Fußball-Bund.*
DFV Fédération de RDA de football – *Deutscher Fußball-Verband der DDR.*
DHB Fédération allemande de handball – *Deutscher Handball-Bund.*
DHfK École supérieure allemande pour la culture physique – *Deutsche Hochschule für Körperkultur.*
DiB Direction pour les relations internationales – *Direktorat für internationale Beziehungen.*

DOSAAF Société bénévole d'assistance à l'armée, à l'aviation et à la flotte – *Dobrovol'noye obshchestvo sodeystviya armii, aviatsii i flotu.*
DSA Commission allemande pour le sport – *Deutscher Sportausschuß.*
DSB Fédération allemande pour le sport – *Deutscher Sportbund.*
DSHS École supérieure allemande du sport – *Deutsche Sporthochschule.*
DT Fédération gymnique allemande – *Deutscher Turner-Bund.*
DTA Comité allemand pour le tennis de table – *Deutscher Tischtennis-Ausschuss.*
DTJ Fédération gymnique des ouvriers – *Dělnická tělovcičná jednota.*
DTSB Fédération allemande pour le sport et la gymnastique – *Deutscher Turn- und Sportbund.*
DVfL Fédération de RDA d'athlétisme – *Deutscher Verband für Leichtathletik der DDR.*

EOS École supérieure avancée – *Erweiterte Oberschule.*
ESA Procédure unifiée de détection et de sélection – *Einheitliche Sichtung und Auswahl.*

FA Fédération anglaise de football association – *Football Association.*
FDGB Fédération libre des syndicats allemands – *Freier Deutscher Gewerkschaftsbund.*
FDJ Jeunesse allemande libre – *Freie Deutsche Jugend.*
FEPSAC Fédération Européenne de Psychologie des Sports et des Activités Corporelles.
FI Fédérations Internationales.
FIFA Fédération Internationale de Football Association.
FIH Fédération International de Hockey.
FIMS Fédération Internationale de Médecine du Sport.
FISA Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron.
FIÉP Fédération Internationale d'Éducation Physique.
FKS Institut de recherche pour la culture physique et le sport –*Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport.*
FPLÉ Front Populaire de Libération de l'Érythrée.
FRELIMO Front de libération du Mozambique – *Frente de Libertação de Moçambique.*
FSAS Fédération Sportive et Athlétique Socialiste.
FSGT Fédération Sportive et Gymnique du Travail.
FSSG Fédération Socialiste des Sports et de Gymnastique.
FST Fédération Sportive du Travail.

GST Société pour le sport et la technologie – *Gesellschaft für Sport und Technik.*
GTO Prêt pour le travail et la défense – *Gotov k trudu i oborone.*
GVS Documents classés secrets – *Geheime Verschlusssachen.*

HZS Parcours d'études avancées avec diplôme d'entraîneur certifié – *Hochschulzusatzstudium mit Studienabschluss Diplomsportlehrer.*

IAAF Association internationale des fédérations d'athlétisme – *International Association of Athletics Federations.*
IAT Institut pour les sciences appliquées de l'entraînement – *Institut für Angewandte Trainingswissenschaft.*
ICPFR Comité international pour la recherche sur la forme physique – *International Commitee on Physical Fitness Research.*
IfA Institut pour les étudiants étrangers – *Institut für Ausländerstudium.*
IHF Fédération internationale de handball – *International Handball Federation.*
INSEP Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance.
IRA Armée Républicaine Irlandaise – *Irish Republican Army.*
IRS Internationale Rouge Sportive.

ISOS Internationale Sportive Ouvrière Socialiste.
ISSP Société internationale de psychologie du sport – *International Society for Sport Psychology.*
ITK Stage international pour entraîneurs – *Internationaler Trainerkursus.*

KJS Écoles sportives pour les enfants et les adolescents – *Kinder- und Jugendsportschulen.*
KMU Université-Karl-Marx de Leipzig – *Karl-Marx-Universität Leipzig.*
KoKo Coordination commerciale – *Kommerzielle Koordinierung.*
KPD Parti communiste allemand – *Kommunistische Partei Deutschlands.*
KSČ Parti communiste tchécoslovaque – *Komunistická strana Československa.*

LDPD Parti libéral-démocrate d'Allemagne – *Liberal-Demokratische Partei Deutschlands.*
LNH Ligue Nationale de Hockey.
LSK Commission pour le sport de haut-niveau – *Leistungssportkommission.*

MfAA Ministère des Affaires Étrangères – *Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten.*
MfS Ministère pour la sécurité d'État – *Ministerium für Staatssicherheit.*
MfV Ministère de l'Éducation populaire – *Ministerium für Volksbildung.*
MHF Ministère pour l'éducation supérieure et technique – *Ministerium fur das Hoch- und Fachschulwesen.*
MNV Ministère pour la Défense nationale – *Ministerium für Nationale Verteidigung.*
MPLA Mouvement populaire de libération de l'Angola – *Movimento Popular de Libertação de Angola.*

NfD Documents de service – *Nur für den Dienstgebrauch.*
NOFV Ligue de football de l'Allemagne du Nord-Est – *Nordostdeutscher Fußballverband.*
NÖSPL Nouveau système économique pour la gestion et la planification – *Neues Ökonomisches System der Planung und Leitung.*
NSDAP Parti national-socialiste des travailleurs allemands – *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei.*
NSRL Fédération nationale-socialiste pour l'éducation physique – *Nationalsozialistischer Reichsbund für Leibesübungen.*
NVA Armée nationale du peuple – *Nationale Volksarmee.*

OCDÉ Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
OIT Organisation Internationale du Travail.
ONU Organisation des Nations Unies.
OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

PAIGC Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert – *Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde.*
PCR Parti communiste roumain – *Partidul Comunist Român.*
PCUS Parti Communiste de l'Union Soviétique.
PDS Parti du socialisme démocratique – *Partei des Demokratischen Sozialismus.*
POS École supérieure polytechnique – *Polytechnische Oberschule.*
PSF Cursus de deuxième cycle avec diplôme de spécialisation – *Postgradulaes Studium mit Fachabschluss.*
PZPR Parti ouvrié unifié polonais – *Polska Zjednoczona Partia Robotnicza.*

RPC République Populaire de Chine.

SED Parti socialiste unifié d'Allemagne – *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands.*
SFIO Section Française de l'Internationale Ouvrière.
SGK Commission permanente commune – *Ständige Gemeinsame Kommission.*
SMAD Administration militaire soviétique en Allemagne – *Sowjetische Militäradministration in Deutschland.*
SMD Service de la médecine sportive de RDA – *Sportmedizinischer Dienst der DDR.*
SPD Parti Social-Démocrate d'Allemagne – *Sozialdemokratische Partei Deutschlands.*
Stako Comité d'État pour la culture physique et le sport – *Staatliches Komitee für Körperkultur und Sport.*
StB Sécurité d'État tchécoslovaque – *Státni bezpečnost.*
StKS Secrétariat d'État pour la culture physique et le sport – *Staatssekretariat für Körperkultur und Sport.*
SV Association sportive – *Sportvereinigung.*
SWAPO Organisation du peuple du Sud-Ouest africain – *South West Africa People's Organization.*

TUL Fédération finlandaise du sport ouvrier – *Suomen Työväen Urheiluliitto.*
TZ Centres d'entraînement – *Trainingszentren.*
TZGA Centre technique pour les agrès et les installations – *Technisches Zentrum für Geräte und Anlagen.*

UISP Union italienne du sport pour tous – *Unione Italiana Sport Per tutti.*
UNESCO Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture – *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.*
USFSA Union des Sociétés Françaises de Sports Athlétiques.
USSGT Union des sociétés sportives et gymniques du travail.

VD Documents de service confidentiels – *Vertraliche Dienstsachen.*
VVS Documents classés confidentiels – *Vertrauliche Verschlusssachen.*

WTZ Centre scientifique et technique pour les infrastructures sportives – *Wissenschaftlich-technisches Zentrum für Sportbauten.*

ZfW Centre pour l'information scientifique – *Zentrum für Wissenschaftinformation.*
ZIB Bureau central pour les investissements dans les infrastructures sportives – *Zentrales Investititionsbüro für Sportbauten.*
ZIJ Insitut central pour la recherche sur la jeunesse – *Zentralinstitut für Jugendforschung.*
ZOS Zone d'Occupation Soviétique.
ZZF Centre pour la recherche sur l'histoire du temps présent – *Zentrum für Zeithistorische Forschung.*

Quelques éléments de chronologie

Ce travail n'abordant pas une approche chronologique, voici quelques dates importantes concernant les thématiques de la politique du sport en RDA, ainsi que l'évolution de l'École supérieure allemande pour la culture physique – *Deutsche Hochschule für Körperkultur* (DHfK). Cette chronologie n'est pas à considérer comme exhaustive.

22.10.1950 Fondation de la DHfK.

1952 Création du Comité d'État pour la culture physique et le sport (*Staatliches Komitee für Körperkultur und Sport* – Stako) . La DHfK est placée sous son autorité direct.

11.12.1952 Fondation à la DHfK d'un service d'études à distance

1.4.1954 Premiers statuts de la DHfK

6.5.1955 La DHfK obtient le droit de délivrer des doctorats (*Promotionsrecht*)

4.7.1955 Traité d'amitié entre la DHfK et l'Institut pour la Culture Physique de l'Université-Charles de Prague

12.8.1955 Traité d'amitié entre la DHfK et l'Académie pour l'éducation physique Józef Piłsudski de Varsovie

1957 Création de la Fédération allemande pour le sport et la gymnastique (*Deutscher Turn- und Sportbund* – DTSB), qui reprend la gestion des clubs et des fédérations. La DHfK reste sous le patronage du Stako, en charge des sciences du sport

1.7.1959 Première édition de la revue *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*

29.5.1961 Manfred Ewald président de la DTSB

31.8.1962 Dissolution de la « faculté pour les travailleurs et les paysans » (*Arbeiter- und Bauernfakultät* ABF) à la DHfK

1.4.1964 Première édition du programme Stage international pour entraîneurs – *Internationaler Trainerkursus* (ITK)

1.10.1965 La DHfK obtient le droit de décerner des habilitations (*Habiliationsrecht*).

1.2.1969 Le centre de réhabilitation de Kreischa sort du périmètre de compétence de la DHfK et est placé sous l'autorité du Service de la médecine sportive de RDA – *Sportmedizinischer Dienst der DDR* (SMD). Il deviendra le lieu de suivi médical des athlètes de niveau mondial

8.4.1969 Décrets sur le sport de haut-niveau (*Leistungssportbeschluss*). Priorité est mise sur la performance par rapport au sport de masse

18.4.1969 Traité de coopération entre la DHfK et l'Institut central d'État pour la culture physique de Moscou

24.4.1969 Le centre de recherche de la DHfK (*Forschungsstelle*) est transformé en un institut indépendant, l'Institut de recherche pour la culture physique et le sport (*Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport.*)

1.5.1969 Mise en œuvre de la 3e réforme des universités

1.6.1969 Fondation de la Direction pour les relations internationales (*Direktorat für internationale Beziehungen*)

1.9.1969 Première édition de la revue *DHfK-International*

1970 Le Stako est refondu dans le Secrétariat d'État pour la culture et le sport (*Staatssekretariat für Körperkultur und Sport* – StKS). Ses attributions ne changent pas

26.8-11.9.1972 Jeux Olympiques de Munich, première participation indépendante de la RDA sous ses propres couleurs

1.9.1972 Fondation de l'Institut pour les étudiants étrangers (*Insitut für Ausländerstudium*)

12.6.1973 Le Ministère de la culture accorde à la bibliothèque de la DHfK le titre de « bibliothèque centrale pour la culture physique et le sport de RDA »

1974 Mise en place du *Staatsplanthema 14.25*, systématisant l'usage des stéroïdes anabolisants

22.6.1974 Seule et unique rencontre RDA-RFA en football, pendant la Coupe du Monde. Victoire de la RDA 1 :0 à Hambourg. But de Jürgen Sparwasser

1.9.1974 Entrée en vigueur des nouvelles maquettes d'études, correspondant à la nouvelle orientation de l'école

31.8.1975 Les derniers étudiants étrangers en *Direktstudium* quittent l'école

22.10.1975 Nouveaux statuts de la DHfK

17.7-1.8.1976 Jeux Olympiques de Montréal. La RDA, deuxième nation mondiale

1977 Contrôle anti-dopage positif pour Ilona Slupianek, un des rares cas de tests positifs pour la RDA.

1982 Signature d'un contrat de partenariat entre la DTSB et la marque adidas

8-19.2.1984 Jeux Olympiques d'Hiver de Sarajevo. La RDA, première nation mondiale

10.1.1988 Passage à l'Ouest de Jürgen Sparwasser

4.11.1988 Manfred Ewald remplacé par Klaus Eichler à la tête de la DTSB

1.1.1989 Nouveaux statuts de la DHfK

27.11.1989 Discours du recteur de la DHfK en faveur de réformes internes

1.12.1989 Dissolution du StKS, remplacé par l'Office pour la jeunesse et le sport (*Amt für Jugend und Sport*)

12.12.1989 Démission de la présidence de la DSTB

1.1.1990 Andreas Thom, premier joueur est-allemand transféré vers la *Bundesliga*

3.10.1990 Dissolution du SMD

22.6.1990 Élection d'Helmut Kirchgässner comme nouveau recteur de l'école. Première et seule élection avec plusieurs candidats

11.11.1990 Décision du gouvernement de Saxe de dissoudre la DHfK

31.12.1990 Dissolution effective de la DHfK

8.12.1993 Ouverture du nouvel institut pour les sciences du sport de l'Université de Leipzig

Chapitre 0

Introduction

> Sexuellement parlant, les Allemands de l'Ouest, qu'on peut diviser en deux catégories, les hommes et les femmes, se reproduisent comme l'Homme. En revanche, chez les Allemands de l'Est, c'est plus compliqué. Il y a trois catégories : les hommes, les femmes et les nageuses olympiques[1].

Faire figurer cette citation de l'humoriste Pierre Desproges en introduction d'un travail de thèse pourrait paraître de prime abord quelque peu provocateur, voire déplacé. Outre la personnalité parfois controversée de Desproges, ces quelques phrases offrent une représentation extrêmement caricaturale et hétéronormée de la représentation des questions de genre et des différentes manières de définir les différents types de féminité dans le domaine du sport[2]. Cette thématique trouve en outre un écho particulier dans l'actualité lors de la rédaction de ces lignes, où la remise en question d'une conception binaire des identités de genre est au cœur de nombreuses discussions, notamment dans le contexte de l'interdiction faite aux athlètes naturellement hyperandrogènes, à l'instar de Caster Semenya[3], de participer aux compétitions internationales[4].

1. Pierre Desproges. *Les Étrangers sont nuls*. Paris : Points, 1998, p. 41.

2. Pour une brève histoire de la place du genre dans l'histoire du sport, on pourra par exemple se référer à l'article de Thierry Terret, *Le genre dans l'histoire du sport* (2006). De même, pour un panorama scientifique de la question de la féminité dans le sport est-allemand, notamment en rapport avec les thématiques du dopage et de la virilisation des corps, on consultera les chapitres 7 et 8 de l'ouvrage de Gertrud Pfister, *Frauen und Sport in der DDR* (2002), p. 88-147.

3. Le 8 mai 2019, la fédération internationale d'athlétisme (IAAF) édicte, suite à de nombreuses controverses, un nouveau règlement concernant les athlètes hyperandrogènes, dont l'organisme produit naturellement des taux de testostérone largement supérieure à celui de la plupart des athlètes féminines. Ces dernières, dont la plus connue est probablement la Sud-Africaine Caster Semenya, double championne olympique et triple championne du monde du 800 m, sont désormais interdites de participer aux compétitions internationales sur les distances allant du 400 m au 1 500 m, si elles ne se soumettent pas à un traitement médical visant à réduire leur taux de testostérone ; l'IAAF avançant des raisons d'équité entre les sportives.

4. « La justice suisse empêche l'athlète hyperandrogène Caster Semenya de concourir ». In : *L'Express* (31. 7. 2019). url : https://www.lexpress.fr/actualite/sport/athletisme/la-justice-suisse-empeche-l-athlete-hyperandrogene-caster-semenya-de-concourir_2092357.html (visité le 10. 10. 2019) ; Anthony Hernandez. « Mondiaux d'athlétisme : l'ombre des athlètes hyperandrogènes plane sur la finale du 800 m ». In : *Le Monde* (30. 9. 2019). url : https://www.lemonde.fr/sport/article/2019/09/30/mondiaux-d-athletisme-l-ombre-des-athletes-hyperandrogeniques-plane-sur-la-finale-du-800-m_6013685_3242.html (visité le 10. 10. 2019).

Cette citation permet cependant de mettre en avant l'apparition probablement la plus flagrante de la République Démocratique Allemande dans l'espace public et médiatique occidental : celle des sportives, souvent athlètes ou nageuses, qui écrasaient les compétitions des années 1970 et 1980, glanant médailles et records du monde, et qui faisaient s'interroger les commentateurs par leur apparence (carrure impressionnante, larges épaules, musculature surdéveloppée, voix grave, etc.). Le parcours de figures comme Kornelia Ender, quadruple championne olympique (1976) et octuple championne du monde (1973 et 1975) en natation, Kristin Otto, sextuple médaillée d'or à Séoul en 1988, elle également en natation, ou bien Ilona Slupianek, championne olympique en 1980 et championne d'Europe en 1978 et 1982 du lancer du poids, révèle la place centrale que jouait la RDA sur la scène sportive internationale. Entre 1968 – date de la première participation d'une équipe est-allemande indépendante – et 1988, elle a ainsi récolté 519 médailles olympiques, dont 192 en or, surpassant largement la République Fédérale et ses 243 médailles, dont 67 titres. Elle a atteint à trois reprises la deuxième place du classement inofficiel des médailles (en 1976 à Montréal, 1980 à Moscou et 1988 à Séoul), à chaque fois derrière l'Union Soviétique. Le pays se révéla particulièrement dominateur dans les disciplines individuelles comme l'athlétisme, la natation, l'aviron ou le patinage de vitesse. Des performances tout à fait remarquables pour un pays d'environ 17 millions d'habitants.

Ces quelques exemples mettent également en lumière un autre aspect important des performances sportives est-allemandes : celui du dopage généralisé. Kornelia Ender a ainsi été bannie de l'équipe nationale suite à son refus de prendre certaines substances qu'elle soupçonnait être dopantes[5], Ilona Slupianek fut une des premières athlètes à avoir été contrôlées positive en 1977[6], tandis qu'après la chute du Mur, Kristin Otto fut déchue de certaines de ces récompenses, notamment ses titres de « nageuse de l'année[7] » en raison des soupçons entourant ses résultats. En effet, s'il ne faisait aucun doute déjà du temps de la division que les pratiques des entraîneurs et médecins est-allemands incluaient des produits illicites, l'ampleur de la manipulation des performances, et surtout son caractère systématique et entièrement contrôlé par l'État, ne furent révélés que quelques années après la réunification[8]. Cela conduisit les principaux responsables, notamment Manfred Ewald, figure centrale du monde sportif et Manfred Höppner, médecin

5. « Der Erinnerungsakrobat ». In : *FOCUS Magazin* (22. 4. 2000). URL : https://www.focus.de/sport/mehrsport/doping-der-erinnerungsakrobat_aid_182741.html (visité le 15. 3. 2018).

6. Werner Franke et Brigitte Berendonk. « Hormonal doping and androgenization of Athletes : a Secret Program of the German Democratic Republic Governement ». In : *Clinical Chemistry* 43.7 (1997), p. 1262-1279, p. 1268.

7. « Kristin Otto verliert ihre Auszeichnung ». In : *Spiegel-Online* (12. 3. 2013). URL : http://www.spiegel.de/sport/sonst/doping-in-der-ddr-fuenf-schwimmerinnen-verlieren-auszeichnung-a-937025.html (visité le 15. 3. 2018).

8. Paul Dimeo. *A History of Drug Use in Sport (1876 - 1976) : Beyond Good and Evil*. Londres : Routledge, 2007, p. 116.

en chef de la RDA, en prison pour « assistance à violence volontaire[9] » (*Beihilfe zur vorsätzlichen Körperverletzung*).

Il serait toutefois réducteur de croire que l'immixtion du politique dans le monde sportif ne se résumerait qu'à l'utilisation – certes massive et savamment planifiée – d'hormones dopantes. C'est en effet l'ensemble de la pratique, de la plus quotidienne à la plus élitiste, qui est considéré comme un fait politique, et que le gouvernement veut, dès ses premières années, mettre en scène et sous tutelle. Pour encourager à la pratique de masse,Walter Ulbricht en 1959 lors de la 3e Fête du Sport et de la Gymnastique (*3. Turn- und Sportfest*), se prête au jeu devant les caméras des actualités et fait quelques mouvements d'échauffement avant d'encourager tout bon citoyen socialiste[10] à s'exercer (*« Jedermann, an jedem Ort, einmal in der Woche Sport »*[11]). Le régime alla même jusqu'à introduire le rôle de l'éducation physique dans la Constitution de 1968, article 18, paragraphe 3 – un paragraphe qui sera maintenu après la révision de 1974 :

> La culture physique, le sport et la randonnée en tant qu'éléments de la culture socialiste servent à l'évolution universelle du citoyen, sur le plan corporel et intellectuel[12].

Tandis que pour mettre en avant les sportifs de haut-niveau, un arsenal très complet et précis de mesures fut progressivement mis en place par le régime : système de détection très poussé et très précoce des jeunes talents, pyramide de développement des athlètes, entraînement quasi-martial pour les sportifs d'élite comme les plus jeunes, surveillance de l'ensemble des acteurs par le Ministère pour la sécurité d'État – *Ministerium für Staatssicherheit* (MfS), ou bien – comme nous l'avons déjà vu – recours massif au dopage hormonal, et ce dès l'adolescence. La culture physique et les résultats des champions ne sont donc pas, pour les responsables du SED, uniquement le résultat d'une émulation et d'une excellence sportive ou bien de la qualité des installations et des pratiques. Ils relèvent bien davantage d'un modèle de société socialiste, qu'ils considèrent supérieur et qu'il est impératif d'afficher comme tel, notamment dans le contexte de l'affrontement entre les deux États allemands, et plus globalement de la guerre froide, cet affrontement à tous les niveaux – économique, culturel, politique, militaire, etc. – entre deux blocs

9. « Doping-Prozess : DDR-Sportchef Ewald zu 22 Monaten Haft verurteilt ». In : *Der Tagesspiegel* (18. 7. 2000). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/doping-prozess-ddr-sportchef-ewald-zu-22-monaten-haft-verurteilt/154174.html (visité le 15. 3. 2018).

10. Par « socialisme » et « socialiste », nous entendrons, lorsque nous parlerons de la RDA ou des autres démocraties populaires, la lecture marxiste du terme, correspondant aux termes allemands de « *Sozialismus* » et « *sozialistisch* », c'est-à-dire d'une phase dans le passage des sociétés depuis le capitalisme vers le communisme, et non l'acception la plus courante en français, synonyme de « social-démocratie ». La RDA se considérait d'ailleurs elle-même comme un État socialiste et non comme un État communiste, n'ayant pas achevé sa transformation. Pour des raisons stylistiques, nous utiliserons « communiste » comme synonyme de « socialiste », même si *stricto sensu*, ces deux termes désignent dans la théorie marxiste des réalités différentes.

11. « Die DDR turnt in Leipzig ». In : *60xDeutschland* (13. August 1959). URL : http://www.60xdeutschland.de/die-ddr-turnt-in-leipzig/ (visité le 15. 3. 2018).

12. *« Körperkultur, Sport und Touristik als Elemente der sozialistischen Kultur dienen der allseitigen körperlichen und geistigen Entwicklung der Bürger »* ; cité d'après : « Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 6. April 1968 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 8 (9. 4. 1968), p. 199-222, p. 208

idéologiquement opposés et ambitionnant chacun la suprématie de son modèle[13]. Dès ses débuts, la RDA a ainsi utilisé les compétitions sportives pour unifier la population autour de sa vision du conflit inter-allemand et combattre les politiques du gouvernement de Bonn. Le sport a notamment été une arme puissante pour Berlin-Est dans sa lutte contre la doctrine Hallstein et l'isolement qu'elle a provoqué : les fédérations sportives est-allemandes ont tenté par tous les moyens d'adhérer aux différentes fédérations internationales – et ce malgré les protestations de leurs homologues de RFA – et ainsi participer à des compétitions diffusées dans le monde entier[14].

Au sein de ce système, l'École supérieure allemande pour la culture physique de Leipzig (*Deutsche Hochschule für Körperkultur* – DHfK) joue un rôle pivot, en tant que relais entre les sphères étatiques et les athlètes, et ce durant toute l'existence de l'État est-allemand. Fondée en 1950 sur ordre du gouvernement central via l'article 40 de la « Loi sur la participation de la jeunesse à la construction de la République Démocratique Allemande, et sur la promotion de la jeunesse dans le domaine de l'école et du travail, du sport et du repos[15] », elle perdurera jusqu'au 1er janvier 1991 et sa dissolution, décidée et annoncée par le nouveau gouvernement du Land de Saxe vingt jours plus tôt[16]. Selon ses statuts, elle se doit d'être : « l'établissement central pour l'enseignement et la recherche dans le domaine de la culture physique de RDA[17] ». Pendant ces quarante ans, elle a ainsi contribué à former des milliers d'entraîneurs, qui ont été déployés dans les divers clubs du pays, de responsables du sport, actifs au sein des instances sportives (fédérations, ministères, sections locales, etc.) et de spécialistes en sciences du sport. En tout, ce sont près de 16 000 étudiants qui été diplômés de la DHfK[18]. Sise dans la deuxième plus grande ville de la République – derrière Berlin-Est – et véritable « capitale sportive » de la RDA, elle a lié des liens profonds avec les autres organes sportifs de la ville, notamment les clubs de haut-niveau, et bénéficier des installations (*Zentralstadion, Sportforum*, etc.). L'école a également su tisser un réseau dense de contacts dans le monde, nouant des partenariats avec des institutions similaires à l'étranger, participant à la vie de nombreux projets scientifiques internationaux ou bien encore en accueillant chaque année des dizaines d'étudiants venus de pays extra-européens. Tout ceci contribuait à faire de la DHfK un établissement dont la renommée dépassait largement les frontières de la RDA, et dont

13. Pour une histoire globale de la guerre froide, on se référera notamment à l'œuvre de Henri-Gorges Soutou, en particulier sa très complète synthèse publiée en 2011 ou bien encore à Bernd Stöver et sa monographie de référence, *Der Kalte Krieg (1947-1991)*.

14. Uta Andrea Balbier. *Kalter Krieg auf der Aschenbahn. Der deutsch-deutsche Sport, 1950-1972 eine politische Geschichte*. Paderborn : F. Schöningh, 2007.

15. « Gesetz über die Teilnahme der Jugend am Aufbau der Deutschen Demokratischen Republik und die Förderung der Jugend in Schule und Beruf, bei Sport und Erholung. Vom 8. Februar 1950 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 15 (21. 2. 1950), p. 95-99.

16. « Das Ende einer Polit-Sport Hochschule ». In : *Neue Zeit* 46.291 (14. 12. 1990), p. 16.

17. *« Die Deutsche Hochschule für Körperkultur ist die zentrale Lehr- und Forschungsstätte auf dem Gebiet der Körperkultur in der Deutschen Demokratischen Republik »* ; cité d'après : « Statuts de la DHfK » (5.4.1954). In : Büro des 1. Prorektors. « Statut der DHfK, diverse Auffassungen, Entwürfe. » UAL DHfK VWA 3635/1. (1951-1989).

18. Günter Erbach. *Die DHfK – ein Gütezeichnen der DDR-Sports und der Sportwissenschaft*. Sonderdruck der Arbeitsgruppe Sport der Gesellschaft zur Rechlinien und Humanitären Unterstützung e.V. Berlin, 12/2010. url : http://www.grh-ev.org/alte-Webseite/assets/applets/Sonderdruck-Dezember-2010.pdf (visité le 5. 4. 2018), p. 6.

le niveau était souligné par de nombreux observateurs, notamment l'ancien président du Comité International Olympique (CIO), Avery Brundage[19].

Cependant, au sein de l'école également, le fait politique est omniprésent : outre les contraintes traditionnellement imposées aux établissements d'enseignement supérieur en RDA (marxisme-léninisme comme matière obligatoire, la forme des structures imposée par le parti, etc.), la DHfK a dû également subir les influences de la politique sportive du régime avec notamment la mise en avant du sport de haut-niveau au détriment du celui de masse dans les années 1970, ou bien encore la confidentialité exigée sur les recherches dans les sciences du sport. Cette soumission au politique et le manque de liberté qui en découlait furent d'ailleurs une critique qui apparut immédiatement après la chute du Mur. Ainsi, dans l'éditorial du premier numéro de la revue officielle de l'école publié après la Révolution pacifique, le rédacteur en chef, Berndt Barth se plaignait officiellement que les enseignants – lui y compris – de l'école s'étaient « soumis aux restrictions de la part de l'appareil de l'État et du parti, ainsi que des responsables du sport en RDA[20] ».

0.1 Le sport et ses pouvoirs : une arme de choix pour un État soucieux de son image

La pratique sportive en RDA est donc bien plus qu'un simple exercice physique, c'est un fait politique à part entière qu'a voulu entièrement contrôler le gouvernement central du SED, un « cas idéal pour l'étude de la signification politique et sociale du sport dans une société[21] », pour reprendre les mots de Mike Dennis et Jonathan Grix. Cependant, comment peut-on expliquer une volonté de régler d'aussi près ce domaine d'activité que d'aucuns considèrent comme futile ? Pour être quelque peu caricatural, quel est en effet l'intérêt pour un État de s'intéresser aux activités de vingt-deux personnes en short courant après un ballon ou de quelques athlètes s'escrimant à tourner en rond le plus vite possible autour d'une piste ?

Au-delà d'une apparence qui pourrait sembler superficielle, le sport se révèle toutefois bien plus qu'une simple activité physique ou qu'un jeu. Il possède une puissance symbolique très forte dans les sociétés modernes. Dans sa dimension de culture physique pratiquée par un grand nombre, il permet d'unifier un groupe, par la transformation des corps. Il est un moyen d'atteindre un certain idéal physique, signe de vigueur, de bonne santé, et souvent de virilité martiale. Il permet également d'unifier le groupe autour d'un uniforme, d'une tenue, d'un maillot. Ces objectifs sont la quintessence du mouvement

19. Günther Wonneberger. « Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) 1950-1990) – Überblick. » In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 14-29, p. 19.

20. *« Aber gerade in diesem Punkt haben wir uns Restriktionen durch den Staats- und Parteiapparat sowie den Träger des Sports in der DDR weitgehend unterworfen »* ; cité d'après : Berndt Barth. « Vorwort ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 31.1 (1990), p. 3-6, p. 3.

21. *« An ideal case for the study of the social and political significance of sport in society »* ; cité d'après : Mike Dennis et Jonathan Grix. *Sport Under Communism. Behind the East German Miracle*. New-York : Palgrave Macmilan, 2012, p. 2.

gymnique allemand notamment, développé autour de Friedrich Ludwig Jahn au début XIX^e siècle[22], ainsi que d'autres mouvements, qui émergent sur des fondements et des idéologies différents de Jahn au cours du XX^e siècle, en particulier les mouvements d'embrigadement de la jeunesse des régimes fascistes et les tentatives des Soviétiques de créer un homme nouveau[23].

Nous nous intéresserons cependant dans ce travail davantage sur le rôle considérable que le sport joue sur l'*identité* des participants, que ce soit les joueurs même ou les spectateurs, en particulier dans son rapport au groupe et à la société qu'il l'entoure, une thématique qui apparaît dans la recherche – sous l'influence première des chercheurs anglo-saxons – dans les années 1970, et qui s'est depuis développée en une thématique construite. Pour d'aucuns, le sport peut être un véritable dérivatif dans les mains du politique : concentrées sur les joutes sportives qui prennent tout l'espace médiatique, les foules se détourneraient des question politiques et sociales. C'est le reproche souvent entendu du retour du *panem et circenses* (« du pain et des jeux du cirque ») de l'Empire romain : tant que le peuple est diverti, il se laisse contrôler[24]. Une thèse défendue par les tenants d'une position critique vis-à-vis du sport, comme Jean-Marie Brohm et sa « Théorie critique du sport » pour sa vision la plus radicale, mais également d'autres figures comme Marc Perelman. Pour Brohm notamment, le sport est à considérer comme un opium du peuple, un facteur d'aliénation de l'individu et de violences :

> Le sport est surtout un fantastique facteur de mimétisme, d'identification collective, de grégarisation, un véhicule totalitaire de ce que Spinoza appelait autrefois « l'opinion du vulgaire », que l'on nommerait aujourd'hui la doxa de foule[25].

Ce courant de la sociologie du sport, inspirée par les théories de l'École de Francfort, postule cependant d'emblée l'identité de groupe comme un facteur d'aliénation *per se*, allant *a contrario* des principaux travaux sur la question, et en premier lieu ceux issus de la collaboration entre Norbert Elias et Eric Dunning concernant la dimension sociétal du sport et sa contribution au « processus de civilisation », cher à Elias. Pour eux, le sport n'est pas qu'une canalisation de la violence, il a également un rôle constructif. Ainsi, pour Dunning :

> Dans tous les pays du monde, le sport d'institution marginale de peu de valeur, devient une institution centrale, dont la valeur est bien plus grande

22. Gertrud PFISTER. « Activités physiques, santé et construction des différences de genre en Allemagne ». In : *Clio. Histoire, femmes et sociétés* 23 (2006). URL : https://journals.openedition.org/clio/1855#xd_co_f=ZWY2ZjkyM2YtYTkzYy00ZWFlLThhMjYtMmYzMmM1OGU3MmZk~ (visité le 12. 10. 2019).

23. On pourra notamment se référer à l'ouvrage dirigé entre autres par Georges BENSOUSSAN en 2012, *Sport, corps et sociétés de masse*, qui dépeint un tableau tout à fait complet et précis de ces pratiques. Concernant l'Allemagne, c'est le cas du régime national-socialiste qui est l'archétype de ce phénomène, pour lequel on consultera notamment le rapprochement fait par Johann CHAPOUTOT entre culture du corps de l'Antiquité et visées totalitaires, dans *Le nazisme et l'Antiquité* (2012).

24. Jean-Marie BROHM. *La tyrannie sportive : théorie critique d'un opium du peuple*. Paris : Beauchesne, 2006, p. 221.

25. *Ibid.*, p. 219.

> et qui semble acquérir pour beaucoup une portée religieuse ou quasi religieuse en ce qu'elle constitue dans leur vie l'une des sources principales, sinon *la* source principale d'identification, de sens et de plaisir[26].

Le sport moderne, en particulier de haut-niveau pratiqué devant des spectateurs, facilite par ses structures mêmes – un affrontement à enjeux entre deux équipes ou deux individus – l'apparition d'une dichotomie entre un *dans-le-groupe* et un *hors-le-groupe*[27]. Cela peut apparaître à différentes échelles : à l'intérieur d'une ville, entre deux villes, ou bien au niveau de régions ou de pays.

Le sport permet donc de réunir des groupes autour de marqueurs clairs et d'objets bien définis. Il se révèle ainsi comme un véritable miroir et amplificateur des questions et tensions qui marquent une société et des rapports entre les communautés. Ainsi, pour le chercheur belge Jean-Michel De Waele, le sport est à considérer comme une « loupe sociale, au sens où il reflète en les grossissant certains traits profonds de notre société[28] ». Les compétitions sportives révèlent et grossissent donc des phénomènes identitaires ancrés dans le tissu social, et ce depuis principalement le début du XX^{e} siècle. C'est en effet à cette époque que se développe le sport *codifié* autour de clubs locaux, de sélections nationales, qui se rencontrent au sein de compétitions organisées par les fédérations internationales naissantes. La culture physique devient, notamment au sortir de la Première Guerre Mondiale, un véritable phénomène de masse prenant une place grandissante dans la société. Cela a été l'objet de nombreuses études, dont nous ne donnerons ici que quelques exemples à valeur illustrative.

Parmi les rivalités les plus vivantes et acerbes du football européen se trouve celle entre les deux clubs de Glasgow, le *Celtic FC* et les *Rangers*, une rivalité qui a notamment été analysée à travers les tensions entre les protestants et fidèles partisans de la Couronne britannique des *Rangers* face aux catholiques du *Celtic*, supporters de l'autonomie et soutien de l'Armée Républicaine Irlandaise – *Irish Republican Army* (IRA) du temps des *Troubles*[29]. De même, en RDA, les affrontements entre les deux clubs de Berlin-Est, le *BFC Dynamo* et le *1. FC Union*, ont également été considérés sous l'angle politique. Le premier, club fétiche d'Erich Mielke, ministre de la Sécurité d'État, et supporté par la *nomenklatura* du parti était haï par les partisans de l'Union, qui représentaient les travailleurs de la capitale[30]. Ce phénomène ne touche cependant pas uniquement le football, en hockey sur glace, l'antagonisme virulent des années 1980 et de la première moitié des années 1990 entre les Canadiens de Montréal, équipe à l'époque majoritairement an-

26. Eric Dunning. « La dynamique du sport moderne : la recherche de la performance et la valeur sociale du sport ». In : *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*. Sous la dir. de Norbert Elias et Eric Dunning. Paris : Fayard, 1994, p. 281-304, p. 281-282.

27. *Ibid.*, p. 306.

28. Jean-Michel De Waele et Frédéric Louault, éd. *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016, p. 8.

29. Bill Murray. « Celtic et Rangers, les Irlandais de Glasgow ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 103 (1994), p. 41-51 ; Daniel Burdsey et Robert Chappell. « And If You Know Your History. An Examination of the Formation of Football Clubs in Scotland and their Role in the Construction of Social Identity ». In : *The Sports Historian* 21.1 (2001), p. 94-106.

30. Hanns Leske. *Erich Mielke, die Stasi und das runde Leder : der Einfluss der SED und des Ministeriums für Staatssicherheit auf den Fussballsport in der DDR*. Göttingen : Die Werkstatt, 2004.

glophone, et les fleurdelysés des feu Nordiques de Québec, la capitale nationale, prend une dimension toute politique dans le cadre des débats passionnés concernant les référendums sur la souveraineté de la province[31]. Concernant les recherches sur ces phénomènes en France, on notera également l'ouvrage dirigé par Sébastien Stumpp et Denis Jallat sur les identités régionales[32], ainsi que celui d'Ulrich Pfeil sur les identités françaises et allemandes à travers le football[33].

C'est cependant sur le rôle des compétitions sportives de haut-niveau dans le processus de formation des *identités nationales* que les études d'historiens du sport et de sociologues ont été les plus nombreuses[34], et ce même si les écrits théoriques les plus importants sur la question n'accordent que peu de place à la question du sport, comme chez Anderson[35], Breuilly[36] ou Hastings[37], où cette thématique est totalement absente. Une exception cependant est à trouver chez l'historien britannique Eric Hobsbawm, qui, reprenant le concept de *communauté imaginée* (*imagined community*), créé par Benedict Anderson, nous dit ceci :

> Entre les deux-guerres, le sport international devint [...] une expression de lutte nationale, et les sportifs représentant leur nation ou leur État, essentiellement des représentants de leur communauté imaginée. [...] La communauté imaginée de millions de gens semble plus réelle quand elle se trouve réduite à onze joueurs dont on connaît les noms. L'individu, même celui qui ne fait que crier des encouragements, devient lui-même le symbole de sa nation[38].

Les compétitions internationales – et ici de football – sont en effet un vecteur important de *représentation* de cette communauté « dont les membres ne se connaissent pas, ne se sont jamais rencontrés, qui n'ont jamais entendu parler les uns des autres, mais dans l'esprit desquels vit l'image de leur communion[39] ». Le décorum autour des rencontres –

31. Steve Lasorsa. « Entre sport et passion. La rivalité Canadien-Nordiques, un reflet du nationalisme québécois des années 1980 ». Mém. de mast. Québec : Université Laval de Québec, 2011. URL : www.theses.ulaval.ca/2011/28071/28071.pdf (visité le 21. 3. 2018).

32. Sébastien Stumpp et Denis Jallat, éd. *Identités sportives et revendications régionales (XIX^e – XX^e siècles)*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2013.

33. Ulrich Pfeil, éd. *Football et identité en France et en Allemagne*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2010.

34. Là également, la littérature anglophone est très abondante, avec notamment les ouvrages de Joseph Maguire, *Global Sport : Identities, Societies, Civilizations* (1999), d'Adrian Smith et Dilwyn Porter, *Sport and National Identity in the Post-War World* (2004), ou encore d'Alan Tomlinson et Christopher Young, *National Identity and Global Sports Events* (2006).
Quelques publications également très complètes dans le domaine francophone sont à noter, notamment les travaux de Jean-Michel de Waele, *Soutenir l'équipe nationale ou football* (2016) ou *Football et identités* (2008), ou bien encore d'Albrecht Sonntag, *Les identités européennes du football* (2008).

35. Benedict Anderson. *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres : Verso, 1983.

36. John Breuilly. *Nationalism and the State*. Manchester : Manchester University Press, 1982.

37. Adrian Hastings. *The Construction of Nationhood : Ethnicity, Religion, and Nationalism*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997.

38. Eric Hobsbawm. *Nations et nationalisme depuis 1780*. Paris : Gallimard, 1992, p. 183.

39. *« It is imagined, because the members of even the smallest nation will never know of their fellow-members, meet them, or even hear of them, yet in the minds of each lives the image of their communion »* ; cité d'après : Anderson, *Imagined Communities*, *op. cit.*, p. 7.

sélections nationales, hymnes, drapeaux, etc. – permet de rendre cette *identité* commune bien plus visible et réelle que des concepts politiques ou idéologiques vagues.

Hobsbawm souligne également dans ce passage une rupture historique importante dans l'histoire du sport : celle de l'entre-deux-guerres. Cette époque marque en effet une évolution importante dans l'organisation et dans la portée des compétitions internationales, celles-ci étant organisées de manière plus sérieuse[40], le CIO et fédérations internationales s'institutionnalisent, le nombre de participants augmente et les médias – presse écrite et radio – s'intéressent de plus en plus à ces événements. Tout ceci permet d'augmenter la résonance de ces activités et donc leurs portées sur les imaginaires collectifs.

Cette époque voit également l'augmentation de l'implication des États en tant qu'acteurs de la scène sportive. À la fois par son portée symbolique, renforcée par la médiatisation, mais également grâce à l'apolitisme affiché par les instances qui le dirigent, le sport se révèle une véritable *scène diplomatique parallèle*, ou pour reprendre les mots de l'historien britannique Peter Beck, il « offre un instrument capable à la fois de refléter et d'influencer le cours des relations diplomatiques[41] ». Si les grandes compétitions internationales possèdent un fort caractère symbolique, elles génèrent cependant moins de risques sur le plan politique voire militaire que les contacts directs entre gouvernements et chefs d'États. Elles évoluent au niveau quasi-étatique, impliquant des délégations portant les couleurs des différents États et représentant, parfois de manière passionnée, ces derniers sur la scène internationale, mais avec un risque d'escalade politique et diplomatique moindre que les sommets entre diplomates et chefs de gouvernement. Le sport peut donc davantage être un champ d'expérimentations pour les acteurs de la scène internationale. De nombreux auteurs ont d'ailleurs contribué à partir des années 1990 à décrire et théoriser les relations internationales entre États via le prisme du sport[42]. De la lecture de ces ouvrages ressort le fait que les grandes compétitions internationales s'intègrent, principalement à partir de la seconde moitié du XX^{e} siècle pleinement dans la stratégie de *soft power* des différents États, pour reprendre le concept de Joseph Nye[43], d'une image de marque destinée à l'étranger, à promouvoir le pays à l'international, à tel point qu'il est parfois fait référence à l'expression de *sport power* pour décrire la politique

40. Les compétitions des Jeux Olympiques de 1900 à Paris et 1904 à Saint-Louis furent par exemple noyées au sein d'une Exposition Universelle.

41. Sports *« offer one instrument capable of both reflecting and influencing the course of international relations »* ; cité d'après : Peter Beck. *Scoring for Britain : International Football and International Politics (1900-1939)*. Londres : Frank Cass, 1999, p. 8.

42. On pourra noter les travaux pionniers de Pierre Arnaud, en collaboraition avec Alfred Wahl, *Sport et relations internationales* (1994), ou James Riordan, *Sport and International Politics* (1998), qui ont ensuite été poursuivis par des auteurs venus de la géographie, comme Pascal Gillon et Jean-Pierre Augustin (*L'Olympisme. Bilans et enjeux géopolitiques*, 2004) ou bien encore des sciences politiques comme Pascal Boniface (*Géopolitique du football*, 1998 ou *Géopolitique du sport*, 2014).
Sur notre période spécifique de la guerre froide, on appréciera particulièrement les ouvrages de Heather Dichter (*Diplomatic Games*, 2014) et de Philippe Vonnard (*Beyond Boycotts*, 2018).

43. Joseph Nye. *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*. New-York : Basic Books, 1990.

culturelle exercée via le sport[44]. En utilisant la typologie réalisée par par Pascal Gillon, on peut distinguer quatre grandes formes d'action possibles[45] :

- la rencontre sportive comme *fréquentation* entres pays, pour soigner ou cultiver une amitié – à l'image de la Course de la Paix cycliste entre les pays socialistes[46] – ou une rivalité – avec notamment les rencontres États-Unis / URSS en hockey sur glace[47]. Le sport, par son caractère inofficiel, permet également de surmonter les difficultés des relations diplomatiques et d'initier des rapprochements autrement plus difficiles. C'est la « diplomatie du ping-pong[48] » par exemple, initiée par Richard Nixon pour ouvrir des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine[49].

- la simple participation aux compétitions internationales comme preuve de reconnaissance internationale. Pour les micro-États, c'est une des rares occasions d'être présents sur la scène internationale et d'affirmer leur existence ; pour ceux dont le statut est contesté, c'est un moyen d'attirer l'attention mondiale sur ces problèmes, tout en affirmant la légitimité du pays. Aux Jeux Olympiques de Rio, on a ainsi pu voir des représentants des Tuvalu et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, petites îles du Pacifique et des Caraïbes de quelques milliers d'habitants, défiler aux côtés des délégations massives venues de Chine ou des États-Unis ; les Jeux représentant une des rares occasions pour ces États d'attirer sur eux la lumière médiatique. Ont également participé la Palestine ou le Kosovo, États dont la reconnaissance provoque de grands débats internationaux, permettant ainsi aux médias du monde entier de discuter de ces thématiques[50]. Dans notre étude, c'était également le cas pour la République Démocratique Allemande dans les premières années de son existence, qui tentait de participer à tout prix aux compétitions internationales pour contrecarrer les embêtements liés à la doctrine Hallstein.

- l'obtention de résultats sportifs comme affirmation d'un certain *soft power*. Il n'y a pas que la participation qui permet d'attirer les lumières du monde sur un pays, les performances des athlètes permettent également de faire rayonner leurs nations à travers le monde. En 2003 par exemple, Kim Collins devient champion du monde d'athlétisme sur le 100 m, la course la plus prestigieuse, braquant l'œil des caméras

44. Pim Verschuuren. « Les multiples visages du *sport power* ». In : *Revue internationale et stratégique* 89 (2013), p. 131-136.

45. Pascal Gillon. « Une lecture géopolitique du système olympique ». In : *Annales de géographie* 680 (2011), p. 425-468, p. 443-447.

46. Molly Wilkinson Johnson. « The Friedensfahrt : International Sports and East German Socialism in the 1950s ». In : *The International History Review* 29.1 (2007), p. 57-82.

47. John Soares. « Cold War, Hot Ice : International Ice Hockey, 1947-1980 ». In : *Journal of Sport History* 34.2 (2007), p. 207-230.

48. Wang Guanhua. « Friendship First : China's Sports Diplomacy during the Cold War ». In : *The Journal of American-East Asian Relations* 12.3/4 (2003), p. 133-153.

49. En 1972, les États-Unis envoient une délégation de pongistes en Chine, en réponse à une invitation du gouvernement de Pékin. Cet événement marque un premier pas dans le renouveau des relations sino-américaines, interrompues depuis la prise de pouvoir de Mao.

50. Barrie Houlihan et Jinming Zheng. « Small states : sport and politics at the margin ». In : *International Journal of Sport Policy and Politics* (2014).

du monde entier sur sa petite île de Saint-Christophe-et-Niévès[51]. Cette capacité des résultats sportifs n'est pas que visibles pour ces petites nations, car comment ne pas associer l'image du Brésil à celle de ses footballers, de la Nouvelle-Zélande à ses rugbymen ou bien de la Jamaïque à ses sprinteurs ? Sur un plan historique, ceci est également à relier avec l'URSS et sa *sbornaya* dominante en hockey sur glace.

- l'accueil de compétitions internationales pour attirer les yeux du monde. Organiser des Jeux Olympiques ou une Coupe du Monde est extrêmement onéreux, mais les caméras du monde entier sont tournées vers l'hôte pendant des semaines. L'exemple type de cette politique actuelle est le Qatar, prétro-monarchie du Golfe, qui accueille chaque année un Grand Prix moto, la manche d'ouverture de la saison d'athlétisme et de tennis, et organisera la Coupe du monde de football en 2022. Cette politique se révèle cependant à double tranchant, car ce sont également les défauts du pays qui sont mis en avant : scandales de corruption, conditions de travail de la main d'œuvre immigrée pour la construction des stades, etc. ont également fait les gros titres dans le cadre des ces compétitions[52]. Sur un plan historique, l'exemple le plus frappant est probablement celui des Jeux Olympiques de Berlin, détournés pour faire l'apologie du nouveau régime national-socialiste.

Le sport de haut-niveau joue donc un rôle majeur dans la manière dont la représentation des États est perçue par l'opinion publique. À l'intérieur du pays, il joue un rôle non négligeable, en tant que traduction visible d'un sentiment national souvent diffus, sur l'identité du groupe ; tandis qu'à l'étranger, en tant que milieu paradiplomatique, mondialisé et très largement médiatisé, il reflète une image de marque ou une certaine mise en scène des acteurs. Pour la RDA, cette fonction du sport a été un élément capital pour l'image du pays. Traditionnellement dépeinte internationalement comme un pays en échec, dépendante de Moscou, faible politiquement comme économiquement, et en lutte sur le plan interne pour créer une véritable unité au sein de la population, son intégration – relativement – rapide au monde du sport international, puis les performances de ses athlètes lui ont permis d'utiliser le sport comme un véritable étendard, symbole d'une réussite mondiale et donc d'un État fort.

0.2 Le sport en RDA : un sujet traité de manière abondante mais inégale par la recherche

En République Démocratique Allemande, ces pouvoirs symboliques du sport ont été largement utilisés par le gouvernement du Parti socialiste unifié d'Allemagne – *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (SED) à des fins politiques, et le sport est devenu un outil massif de propagande pour le régime, comme l'ont montré les nombreuses études

51. « Saint-Kitts-et-Nevis, une poignée de secondes et la gloire ». In : *Le Figaro* (28. 8. 2003), p. 1.
52. Thierry Côme et Michel Raspaud. « La diplomatie sportive, enjeu stratégique pour le Qatar ». In : *Hermès, La Revue* 81 (2018), p. 169-175.

sur les relations entre sport et politique dans l'ancienne Allemagne de l'Est. En effet, la recherche scientifique sur le sujet est très riche et florissante, mais inégalement répartie sur le plan linguistique. Dans le domaine anglophone, quelques ouvrages sont à signaler, et on notera deux travaux principaux, permettant une introduction assez complète sur le sujet, et écrites d'une part par Molly Wilkinson Johnson[53] et de l'autre par Mike Dennis ainsi que Jonathan Grix[54], qui sont complétés par une étude plus précise sur le football[55] ainsi que par quelques contributions plus ponctuelles[56]. Les informations en français sur le sujet sont plus rares et consistent en quelques articles, traduits depuis l'allemand, avec notamment le chapitre d'Uta Andrea Balbier[57] sur l'équipe olympique unifiée publié dans l'anthologie dirigée par Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil ou plusieurs contributions parues dans le dossier du numéro 193 d'*Allemagne d'aujourd'hui*, dirigé par Guillaume Robin[58]. À noter également le panorama général esquissé par Ulrich Pfeil dans l'ouvrage *Pour une histoire du sport et de la jeunesse*[59].

La majorité de la recherche est cependant germanophone. En Allemagne (de l'Ouest), les premières études scientifiques sur la question ont été publiées au cours des années 1980 et se sont surtout attachées à la dimension paradiplomatique du sport est-allemand. Des ouvrages comme ceux de Ulrich Pabst[60], Gunther Holzweißig[61], Peter Kühnst[62] ou encore Norbert Lehmann[63] ont ainsi démontré le rôle pionnier du sport dans la diplomatie de la RDA et son utilisation comme moyen de contourner son isolement provoquée par l'application de la doctrine Hallstein. Ces études, bien qu'anciennes, sont toujours à consulter de manière approfondie si on s'intéresse à ce sujet. Les nombreuses études publiées en RDA sur le sujet, comme dans la revue *Theorie und Praxis der Körperkul-*

53. Molly Wilkinson Johnson. *Training Socialist Citizens. Sports and the State in East Germany.* Leiden : Brill, 2008.

54. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*

55. Alan McDougall. *The People's Game. Football, State and Society in East Germany.* Cambridge : Cambridge University Press, 2014.

56. On pourra par exemple citer les contributions de Heather Dichter et Evelyn Mertin dans l'ouvrage *Diplomatic Games* (2014), édité par Dichter elle-même.

57. Uta Andrea Balbier. « Utopie politique dans l'espace olympique. L'histoire de l'équipe olympique panallemande de 1956 à 1969 ». In : *Allemagne 1961-1974 de la construction du Mur à l'Ostpolitik.* Sous la dir. de Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 321-337.

58. Michael Barshun et Jutta Braun. « Invincible pour de bon ? 20 ans d'unité allemande dans le football ». In : *Allemagne d'aujourd'hui* 193 (9/2010), p. 159-165 ; Moritz Lohmann et Joris Lehnert. « L'Allemagne de l'Est reléguée. De la DDR-Oberliga à l'anonymat : le football est-allemand à la recherche de son identité ». In : *Allemagne d'aujourd'hui* 193 (9/2010), p. 166-182.

59. Ulrich Pfeil. « Sport et jeunesse en RDA. Quelques éléments de réflexion ». In : *Pour une histoire du sport et de la jeunesse.* Sous la dir. de Jean-François Tournadre. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2002, p. 111-127.

60. Ulrich Pabst. *Sport - Medium der Politik ? Der Neuaufbau des Sports in Deutschland nach dem Zweiten Weltkrieg und die innerdeutschen Sportbeziehungen bis 1961.* Munich : Bartels und Wernitz, 1980.

61. Gunter Holzweissig. *Diplomatie im Trainingsanzug, Sport als politisches Instrument der DDR in den innerdeutschen und internationalen Beziehungen.* Munich : Oldenburg Verlag, 1981.

62. Peter Kühnst. *Der mißbrauchte Sport : die Instrumentalisierung des Sports in der SBZ und DDR (1945-1957).* Cologne : Verlag Wissenschaft und Politik, 1982.

63. Norbert Lehmann. *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR : Entwicklung und politische Funktionen unter besonderer Berücksichtigung der deutsch-deutschen Sportbeziehungen.* Münster : LIT Verlag, 1984.

tur[64] sont certes porteuses d'informations intéressantes, mais, en raison de leurs biais idéologiques importants et des restrictions concernant la publication des informations, elles ne peuvent être considérées comme scientifiques selon des critères objectifs.

Ce n'est cependant qu'après la chute du Mur et l'ouverture des archives qu'un panorama plus complet du système sportif est-allemand a été rendu accessible. En effet, si d'autres études ont permis de préciser le déroulement des querelles intra-allemandes au sujet de l'adhésion de l'Allemagne de l'Est au monde olympique et sportif[65], les historiens se sont surtout concentrés à établir une image plus précise des différents acteurs du mouvement sportif et des relations dans un réseau complexe d'institutions. Ils ont ainsi démontré que l'intrication entre politique et sport allait beaucoup plus loin que la simple utilisation des compétitions internationales, et que l'ensemble du système était tombé sous l'influence du SED. Deux lieux ont été particulièrement actifs dans ce domaine : tout d'abord Cologne, via l'Institut fédéral pour les sciences du sport – *Bundesinsitut für Sportwissenschaft* (BISp) et Potsdam, à travers son université, mais également le Centre pour la recherche sur l'histoire du temps présent – *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (ZZF). Parmi les ouvrages de référence, on pourra noter ceux publiés par Grit Hartmann, Hans-Joachim Teichler, Wolfgang Buss et Christian Becker[66], qui constitueront un cadre théorique important pour cette étude.

Outre ces études-cadres, le paysage de la connaissance sur le sport en RDA s'est enrichi grâce à une série de travaux plus spécifiques, qui se sont concentrés sur des sous-thématiques plus précises et ont couvert une vaste partie des questions soulevées et des vides laissés par les auteurs cités précédemment. Sur la question du dopage par exemple, on peut noter les travaux de Giselher Spitzer qui ont souligné le caractère réfléchi, systématique et scientifique de cette pratique[67]. Parmi les approches utilisées, on mettre notamment en avant celles se concentrant sur le rôle de certaines institutions-clés du système[68], de certains sports les plus populaires comme le football[69], de certains

64. Par exemple, le numéro spécial de la revue : Günther Wonneberger, éd. *Körperkultur und Sport in der entwickelten sozialistischen Gesellschaft der DDR : gesellschaftswissenschaftliche Beiträge ; Lehrmaterial* Supplément (1978)

65. Balbier, *Kalter Krieg auf der Aschenbahn*, *op. cit.* ; Juliane Lanz. *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus : die deutsche Olympiageschichte von 1952 bis 1972*. Berlin : Wissenschaftlicher Verlag Berlin, 2011.

66. Grit Hartmann. *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Leipzig : Forum-Verlag, 1997 ; Wolfgang Buss et Christian Becker, éd. *Aktionsfelder des DDR-Sports in der Frühzeit : 1945 - 1965*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2001 ; Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz. *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren und im Prozess der Wende*. Schorndorf : Verlag Karl Hofmann, 1999 ; Hans-Joachim Teichler, éd. *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003.

67. Giselher Spitzer. *Sicherungsvorgang Sport : das Ministerium für Staatssicherheit und der DDR-Spitzensport*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2005 ; Giselher Spitzer. *Doping in der DDR : ein historischer Überblick zu einer konspirativen Praxis : Genese, Verantwortung, Gefahren*. 4e éd. Cologne : Sportverlag Strauß, 2012. On notera également sur cette thématique : Klaus Latzel. *Staatsdoping : der VEB Jenapharm im Sportsystem der DDR*. Cologne : Böhlau Verlag, 2009.

68. Paul Heider. *Die Gesellschaft für Sport und Technik. Vom Wehrsport zur « Schule des Soldaten von morgen »*. Berlin : FIDES, 2002 ; René Wiese. *Kaderschmieden des Sportwunderlandes. Die Kinder und Jugendsportschulen der DDR*. Göttingen : Arete, 2012.

69. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.* ; Hanns Leske. *Fußball in der DDR : Kicken im Auftrag der SED*. Erfurt : Landeszentrale für politische Bildung Thüringen, 2012.

moments-clés de l'histoire du sport en RDA[70], ou bien encore de certaines thématiques particulièrement sensibles, comme le discours des médias sur les sportifs[71], les relations avec l'URSS[72], la place des femmes[73], etc.

Quant aux méthodes employées au sein de ces travaux, on pourrait souligner trois tendances principales :

- Une approche plus *structurelle*, s'intéressant principalement aux rôles des principales organisations du sport et à leurs relations mutuelles. On pourrait inclure dans cette catégorie le groupe de recherches de Cologne avec Wolfgang Buss et Christian Becker.
- Une approche plus marquée par *l'histoire sociale* et s'interrogeant sur le rôle du sport au sein de la société est-allemande et des conséquences de la politisation sur les groupes d'acteurs, avec notamment les travaux du groupe de Potsdam et de Jutta Braun.
- Et enfin une approche davantage axée sur la recherche sur le caractère *dictatorial et totalitaire* du sport en RDA, mettant surtout en avant les contraintes et le caractère absolu de la surveillance et du contrôle ayant lieu dans le monde du sport. Pourront être considérés dans cette catégorie les travaux plus anciens, comme ceux de Gunther Holzweißig, et parmi les plus récents de Grit Hartmann ou Giselher Spitzer.

Cependant, si ce tissu de travaux constitue une base solide pour comprendre l'évolution du système sportif est-allemand et de ses différents sous-champs, force est de constater que celui-ci est inégalement dense et que certaines questions ont plutôt été délaissées. Tout d'abord, sur un plan chronologique, si les deux premières décennies d'existence – jusqu'aux Jeux de Munich en 1972 – ont été traitées de manière précise et détaillée, la seconde partie de vie de la RDA a donné lieu à des travaux beaucoup plus éparss et moins systématiques[74]. Sur le plan méthodologique, la grande majorité des travaux observe le système d'« en haut » et se concentre sur les macro-structures du système, sur l'histoire des institutions et de ses dirigeants. Peu d'importance est accordée à ceux qu'Alf Lüdtke appelle dans ces théories de l'histoire du quotidien[75] les

70. Justus Johannes Meyer. « Politische Spiele – Die deutsch-deutschen Auseinandersetzungen auf dem Weg zu den XX. Olympischen Sommerspielen 1972 und bei den Spielen in München ». Thèse de doct. Hambourg : Université de Hambourg, 2010 ; Martin Einsiedler. *Die deutsche Sporteinheit : eine Untersuchung der sportpolitischen Transformations- und Vereinigungsprozesse in den Jahren 1989/90*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2011.

71. Jasper Friedrich. *Politische Instrumentalisierung von Sport in den Massenmedien : eine strukturationstheoretische Analyse der Sportberichterstattung im DDR-Fernsehen*. Cologne : Halem, 2010 ; Dietrich Leder et Hans-Ulrich Wagner. *Sport und Medien : eine deutsch-deutsche Geschichte*. Cologne : Studienkreis Rundfunk und Geschichte, 2011.

72. Evelyn Mertin. *Sowjetisch-deutsche Sportbeziehungen im Kalten Krieg*. Sankt-Augustin : Academia Verlag, 2009.

73. Gertrud Pfister. *Frauen und Sport in der DDR*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2002.

74. Pour ne donner qu'un exemple : alors que Buss et Becker, *Der Sport in der SBZ und frühen DDR* se caractérise par son exhaustivité, l'ouvrage de Teichler, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren* n'aborde qu'un nombre assez réduit de thématiques.

75. Il faut entendre par le terme « histoire du quotidien » le terme allemand de *Alltagsgeschichte*, fondé par Alf Lüdtke et Hans Medick qui s'inscrit dans une perspective de renouvellement de l'histoire

« sans-noms de l'histoire[76] », aux acteurs de base du système, sportifs, entraîneurs, enseignants, qui se retrouvent confrontés aux conséquences directes des décisions prises par les instances supérieures. Une perspective qui semble pourtant important dans le cadre de l'étude d'un régime dictatorial tel que celui de la RDA, où pour comprendre la réalité de la situation, il ne faut pas seulement analyser les décisions prises par le gouvernement, mais également la manière dont elles ont été transposées sur le terrain et avec laquelle les différents acteurs se sont adaptés. Quelques travaux plus récents prennent cependant davantage en compte ces problématiques[77]. Enfin, thématiquement, plusieurs lacunes sont à remarquer : si certaines institutions du paysage sportif ont fait l'objet d'étude approfondie, comme les Écoles sportives pour les enfants et les adolescents – *Kinder- und Jugendsportschulen* (KJS) ou la Société pour le sport et la technologie – *Gesellschaft für Sport und Technik* (GST), l'organisation pour le sport paramilitaire, certaines autres – pourtant tout aussi importantes – sont restées dans l'ombre.

La DHfK fait partie de ces organismes qui n'ont été que peu considérés par la recherche, alors qu'elle joue un rôle important tant dans les rouages du système en tant que formatrice principale des entraîneurs du pays, que dans la stratégie de représentation extérieure. Cette absence de travail objectif sur l'école a notamment été signalée et regrettée par Karin Stöbe et Christian Becker en 2001[78], mais plus de quinze ans plus tard, aucune étude complète sur le sujet n'a été publiée. Du temps de la division, de nombreux articles sont parus dans des revues est-allemandes, qui étaient également disponibles de l'autre côté du Rideau de fer, comme *Theorie und Praxis der Körperkultur*, publiée par la Fédération allemande pour le sport et la gymnastique – *Deutscher Turn- und Sportbund* (DTSB), et *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*, publiée par l'école elle-même[79]. De même, plusieurs travaux universitaires ont été écrits par des étudiants et doctorants. Ces travaux portent néanmoins tous les mêmes biais idéologiques et la

sociale dans les années 1980, en s'intéressant à l'histoire des « petites gens », de la base afin d'expliquer les principales évolutions sociales et politiques.
Cette notion n'est pas à confondre avec le courant de l'histoire de la vie quotidienne, qui s'intéresse lui à l'évolution des conditions de vie, des mœurs ou des us et coutumes.

76. Alf Lüdtke. « "Helden der Arbeit" – Mühen beim Arbeiten. Zur mißmutigen Loyalität vom Industriearbeitern in der DDR ». In : *Sozialgeschichte der DDR*. Sous la dir. d'Harmut Knaelble et Jürgen Kocka. Stuttgart : Klett-Cotta, 1994, p. 188-213, p. 1.

77. Lutz Warnicke, Nadine Baethke et Juliane Wagnitz. *Der Breitensport im DDR-Fernsehen : seine prinzipielle Berücksichtigung in der Sportberichterstattung und die Leipziger Turn- und Sportfeste als Fernsehhöhepunkte der Breitensportbewegung*. Leipzig : Leipziger Universität-Verlag, 2010 ; Kai Reinhart. *"Wir wollten einfach unser Ding machen : DDR-Sportler zwischen Fremdbestimmubng und Selbstverwirklichung*. Francfort-sur-le-Main : Campus Verlag, 2010.

78. Karin Stöbe et Christian Becker. « DHfK Leipzig – Ein Quellen- und Literaturbericht ». In : *Aktionsfelder des DDR-Sports in der Frühzeit : 1945 - 1965*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Cologne : Sportverlag Strauß, 2001, p. 165-180, p. 165.

79. Pour ne donner que quelques exemples : Günther Stiehler. « Zum 25jährigen Bestehen der DHfK ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 16.3 (1975), p. 5-18 ; Hans-Georg Herrmann. « 30 Jahre Deutsche Hochschule für Körperkultur ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 29.10 (10/1980), p. 721-732 ; Eckardt Henker et Achim Ittner. « 35 Jahre Fernstudium an der DHfK – Erfordernis und Ergebnis erfolgreicher Bildungspolitik ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 29.2 (1988), p. 92-100.

même analyse non-critique[80]. Comme nous l'avons déjà signalé, ils relèvent davantage de l'exercice rhétorique et politique que d'un véritable travail scientifique. Après la chute du Mur, les seules contributions portant sur la DHfK ont été des chapitres des ouvrages de références cités ci-dessus et traitant du domaine des sciences du sport dans le pays, ce qui n'est pas suffisant pour décrire l'ensemble du fonctionnement et du rôle de cette institution[81].

À noter également la publication entre 2003 et 2012 de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire de la DHfK, mais qui relèvent davantage du témoignage, voire de l'apologie et de l'auto-justification. Ces livres ont en effet été écrits par d'anciens professeurs et dirigeants de l'école afin de réhabiliter leur travail et leur institution, dont la réputation a été ternie par la révélation, après la réunification, des pratiques de dopage et de politisation. S'ils apportent de très précieuses informations sur les structures, l'évolution et le quotidien de l'école, ils sont en revanche dénués de toute réflexion critique[82]. L'influence du SED, du ministère sur le quotidien de l'école, l'omniprésence des restrictions imposées aux enseignants et les contenus idéologiques ne sont jamais évoqués, alors que ces points étaient très vivement critiqués par les personnels et étudiants eux-mêmes au moment de la Révolution pacifique[83].

0.3 Méthodologie et objectifs de l'étude

À partir de ces constatations, ce travail se propose d'interroger, à travers le prisme du sport, et plus particulièrement celui de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur* de Leipzig, le fonctionnement de la société est-allemande[84] face aux tentatives de changement imposées par le parti au pouvoir. En effet, le SED a voulu mettre en place en Alle-

80. On retiendra principalement le travail de thèse de Elke Kottas, *Die Entwicklung der Deutschen Hochschule für Körperkultur*, achevé en 1982 et qui est le seul travail brossant une histoire globale de l'école.

81. Grit Hartmann. In : *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Leipzig : Forum-Verlag, 1997. Chap. Trainerschule DHfK und Forschung am FKS, p. 132-154 ; Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz. In : *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren und im Prozess der Wende*. Schorndorf : Verlag Karl Hofmann, 1999. Chap. Die flankierende Rolle des Staates – Das Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, p. 307-356 ; Arnd Krüger et Paul Kunath. « Die Entwicklung der Sportwissenschaft in der DDR ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 351-365.

82. Deux ouvrages généralistes ont été publiés et brossent un panorama assez complet de l'évolution de l'école ainsi que de ses structures. Il s'agit des livres de Karsten Schumann, ancien doctorant de la DHfK : *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie einer weltbekannten Sporthochschule und das abrupte Ende ihrer Geschichte* (2003) et de Gerhard Lehmann, recteur de la DHfK entre 1987 et 1990 : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig* (2007).
Deux livres plus spécifiques ont également été écrits, un par Lothar Kalb, directeur des programmes d'accueil d'étudiants étrangers de 1972 à 1990, et portant sur l'histoire de ces étudiants : *Sendboten Olympias* (2008) ; et une autobiographie de Norbert Rogalski, qui a étudié, enseigné puis exercé plusieurs fonctions de dirigeants au sein de l'école : *Qualifiziert und ausgemustert* (2012).
Enfin, une brochure assez complète portant sur le club lié à l'école, le SC DHfK Leipzig, a été rédigée à l'occasion de son 55e anniversaire : *Nur wer seine Vergangenheit kennt, hat eine Zukunft*.

83. Barth, « Vorwort », *op. cit.*

84. Parmi les principaux travaux historiques faisant référence en matière d'histoire sociale de la RDA, on citera, outre les titres évoqués dans la suite de cette page, les ouvrages d'Arnd Bauerkämper, et en particulier le tome de l'*Enzyklopädie deutscher Geschichte*, *Die Sozialgeschichte der DDR* (2005) ou

magne de l'État un nouvel ordre social, « nouvelle société avec un homme nouveau[85] » pour reprendre les mots de Jürgen Kocka, qui serait conforme aux visions du marxisme-léninisme : politisée, égalitaire et homogène. Pour atteindre cet objectif, le sport a été un outil de poids, et il a été utilisé pour policer cette société et unifier citoyens est-allemands et étrangers derrière une image radieuse et victorieuse du pays.

Nous montrerons dans cette étude que cette stratégie a, à première vue réussie, dans le sens où la RDA a maintenu une apparence de calme et d'obéissance durant quasiment toute son existence. De même, pour le sport et l'école de Leipzig, l'objectif principal fixé par le gouvernement de produire champions, entraîneurs et médailles en série a été rempli, apportant aux athlètes et à l'école une réputation mondiale d'excellence. Toutefois, ceci s'est effectué au prix d'un contrôle permanent et d'une énergie folle dépensée par le régime afin de mettre en place cette image unie et positive : contrôle permanent, fixation de buts inatteignables et primauté absolue de l'idéologie face à l'efficacité voire à la logique ont été le quotidien des acteurs de l'école. Ces contraintes et pressions ont cependant provoqué une accumulation des tensions et des rancœurs qui ont conduit à la désagrégation en quelques mois de ce système en 1989 et à une perte des victoires jusque-là remportées, qui n'ont pu dépasser le cadre de la guerre froide.

Ce travail s'intègrera dans une dynamique qui marque la recherche dans l'histoire sociale et politique de la RDA depuis les années 1990, celle de l'étude des « limites de la dictature », selon le titre de l'ouvrage de Richard Bessel et Ralph Jessen publié en 1996[86]. En effet, si la société est-allemande est « dominée de part en part » (*« durchherrschte Gesellschaft »*[87]), elle ne peut être considérée comme « immobilisée » (*« stillgestellt »*), comme l'avançait Sigrid Meuschel[88]. En effet, la société est-allemande – et de manière plus générale celle de l'ensemble des démocraties populaires – se caractérise par l'omniprésence de l'idéologie dans l'ensemble des domaines de la vie quotidienne et par un estompement de la frontière entre la sphère privée et la sphère publique. Pour mettre en place leur projet d'homme nouveau, la dictature du SED et de ses organisations de masse ont non seulement exercé un monopole absolu sur l'appareil politique, mais ils ont également pris le contrôle de l'ensemble des domaines économique, culturel, syndical ou professionnel en supprimant toute organisation intermédiaire autonome et en empêchant toute expression d'opinions négatives. Cependant, si la prétention au contrôle de la société par l'État était totale et si ce dernier a *essayé* de toutes ses forces de changer en

encore le cinquième volume de la très complète et précise *Deutsche Gesellschaftsgeschichte* de Hans-Ulrich Wehler, qui met en parallèle l'évolution des sociétés des deux États allemands.

85. *« eine neue Gesellschaft mit neuen Menschen »*. In : Jürgen Kocka. « Eine durchherrschte Gesellschaft ». In : *Sozialgeschichte der DDR*. Sous la dir. d'Hartmut Kaelble, Jürgen Kocka et Hartmut Zwahr. Stuttgart : Klett, 1994, p. 547-553, p. 547.

86. Richard Bessel et Ralph Jessen, éd. *Die Grenzen der Diktatur : Staat und Gesellschaft in der DDR*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 1996.

87. La notion allemande a été forgée par Alf Lüdtke dans son article *« Helden der Arbeit »* (1994), puis a été popularisée par Jürgen Kocka dans son article *Eine durchherrschte Gesellschaft* (1994).
La traduction française est à retrouver dans : Sandrine Kott. *Histoire de la société allemande au* XX*e siècle. La RDA (1949-1989)*. Paris : La Découverte, 2011, p. 6.

88. Sigrid Meuschel. « Überlegungen zu einer Herrschaft- und Gesellschaftsgeschichte der DDR ». In : *Geschichte und Gesellschaft* 19.1 (1993), p. 5-14, p. 6.

profondeur l'ordre social[89], l'étude de la simple politique sociétale du parti ne suffit pas pour dépeindre avec précision et justesse ce qu'était la vie à l'Est du rideau de fer. Ainsi, « simplement » imposer des lois et des règles ne permet pas de modifier automatiquement l'identité des groupes, la manière dont ils se perçoivent ou se comportent. Le gouvernement est-allemand a en effet été confronté à des difficultés quant à la transcription dans la réalité de ces mesures : la persistance d'entités anciennes (ancienne bourgeoisie, structures familiales, contacts avec l'Ouest, etc.) et surtout l'autonomie individuelle des individus ont en effet eu des conséquences inattendues et perturbé la mise en place des réformes sociétales[90]. Pour reprendre les mots de Sandrine Kott :

> La société de RDA se trouve donc entre le projet politique de transformation sociale et la réalité dont il accouche[91].

Ainsi, pour étudier la réalité sociale du pays, il ne faut pas simplement observer d'*en-haut* la politique du parti, mais également s'intéresser aux interstices, aux creux laissés par le régime et que prennent les citoyens, afin de s'intéresser non pas seulement à l'image qu'a voulu donner le SED, mais également à la manière dont celle-ci a été assimilée et reçue par les différents acteurs de la société.

Pour ce faire, les outils et les méthodes développés par le courant de l'histoire du quotidien (*Alltagsgeschichte*), développée par Alf Lüdtke et Hans Medick au début des années 1980, semblent particulièrement intéressants. Il s'agit dans ce cadre de s'intéresser aux « sans-noms », aux « petites gens », non pas comme simples données statistiques, mais comme révélateur des changements de société et de politique[92]. Si ce courant a subi de fortes critiques de la part des tenants de l'histoire des structures (*Strukturgeschichte*) comme Jürgen Kocka ou Hans-Ulrich Wehler, qui lui reprochent son manque de scientificité et sa tendance au *pathos*, il permet notamment dans le cadre d'une recherche sur un régime dictatorial de s'interroger sur le « faire avec » qu'ont développé les habitants, leurs stratégies pour s'adapter ou éviter l'appareil répressif et idéologie de l'État, et sur les espaces de liberté permettant une certaine liberté d'action individuelle[93]. L'étude de ces acteurs de base nécessite cependant de se concentrer sur une petite échelle, sur une « miniature », révélateur de macro-phénomènes plus importants[94].

Il ne s'agit donc pas ici d'étudier uniquement « d'en haut » l'histoire structurelle d'une organisation, de son fonctionnement et de sa place au sein d'un système, en d'autres termes, de considérer la DHfK comme un simple rouage d'une machinerie plus grande. Il convient en premier lieu de s'intéresser au rôle et aux réactions des acteurs de base de cette organisation, de voir non seulement les ordres donnés par le gouvernement mais également la manière dont ces ordres sont assimilés, transformés en actes, ou rejetés par

89. Ralph Jessen. « Die Gesellschaft im Staatssozialismus. Probleme einer Sozialgeschichte der DDR ». In : *Geschichte und Gesellschaft* 21.1 (1995), p. 96-110, p. 100.
90. *Ibid.*, p. 101-103.
91. Kott, *La RDA (1949-1989)*, *op. cit.*, p. 8.
92. Lüdtke, « "Helden der Arbeit" », *op. cit.*, p. 1.
93. Mathieu Lepetit. « Un regard sur l'historiographie allemande : les mondes de l'Alltagsgeschichte ». In : *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 45.2 (1998), p. 466-486, p. 484.
94. *Ibid.*, p. 481.

les enseignants, les étudiants et la direction. Nous nous intéresserons donc ici à la fois à la politique qui a été imposée par le régime, mais également aux résultats concrets obtenus, et aux conséquences que ces mécanismes de soumission au politique avaient sur le travail et le quotidien des membres de l'école.

Le choix de se concentrer sur l'exemple de la DHfK tient à la fois au manque de travaux scientifiques sur cet établissement, mais également à la fonction de cette école, qui nous semblait judicieuse dans notre approche précédemment citée. En effet, en étant le lieu principal de formation des jeunes entraîneurs du pays, la DHfK jouait un rôle de courroie de transmission entre la politique sportive du SED et les futurs athlètes : il était primordial que les étudiants de Leipzig soient solidement formés sur le plan idéologique, car ce serait à eux par la suite de s'assurer de l'orthodoxie des sportifs appelés à représenter la RDA lors des compétitions internationales. En outre, chargée de promouvoir les sciences du sport à l'international, les enseignants se devaient à la fois de s'ouvrir vers l'étranger, tout en maintenant cachés les secrets de production des athlètes, considérés comme de véritables secrets d'État[95]. La DHfK a en outre souvent été qualifiée, principalement par ceux qui la critiquait, d« école rouge » (*rote Hochschule*)[96], une expression qui donne le titre de ce présent manuscrit. L'école avait en effet la réputation de suivre une orthodoxie sans faille, où l'ensemble de l'activité était tournée vers la réalisation des objectifs politiques du régime. La DHfK semble donc être à la fois un miroir des principales évolutions de la politique sportive du pays (scientifisation, tournant vers le haut-niveau, mise au secret, etc.), mais également un objet d'étude pertinent pour les stratégies d'adaptation nécessairement mises en place par les différents acteurs face à cette pression politico-idéologique permanente.

Ce travail se concentrera sur la seconde moitié d'existence de la DHfK et de la RDA, et plus précisément de 1969 à 1990. Si la borne postérieure est assez naturelle, puisqu'il s'agit de la date de la dissolution de la DHfK par le gouvernement du Land de Saxe, celle antérieure peut sembler de prime abord assez restrictive, voire artificielle. Or, cette date correspond à un tournant dans l'histoire du sport et de l'histoire interne de l'école. 1969 est à la fois le moment où le régime décide de concentrer ses forces sur le sport de haut-niveau, rupture marquée notamment par l'entrée en vigueur du « décret sur le sport de haut-niveau » (*Leistungssportbeschluss*), délaissant le sport de masse, mais également un moment de grandes réformes du système de l'enseignement supérieur avec

95. Klaus Wiese. « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR ». In : *Historische Sozialforschung* 32.1 (2007), p. 154-171.

96. Ce terme apparaît par exemple dans les archives consultées dans la bouche de quelques critiques, reprochant la trop grande proximité de l'école avec le régime, comme par exemple chez Manfred Paerisch en 1966 : *« Bericht Abteilung* "Angewandte Physiologie" *»* (29.11.1966). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Brigadeeinsatz am Institut für Sportmedizin der DHfK. Band I ». BArch DR 5/1141. 1966-67.
Différents enseignants de l'école ont reconnu dans leurs écrits après la chute du Mur cette réputation dont était affublée l'établissement ; l'expression revenant à plusieurs reprises dans l'autobiographie de Norbert Rogalski, même s'il la rejette.
Enfin, la presse allemande post-réunification a également à plusieurs reprises utilisé cette expression. Par exemple : « Bisher war hier kein Fremder ». In : *Der Spiegel* (22. 1. 1990), p. 156-162 ; « Wendehals-Gymnastik der Roten Hochschule ». In : *Neue Zeit* 46.42 (19. 2. 1990), p. 6.

la troisième réforme des université (*3. Hochschulreform*). Pour la DHfK, cela a pour conséquence une réorientation de ses missions principales, une concentration autour de certaines tâches, notamment la formation d'entraîneurs, tout en abandonnant un caractère pluri-disciplinaire (arrêt de la formation des professeurs de sport par exemple). Se focaliser sur les deux dernières décennies de la DHfK nous permet donc de pouvoir travailler sur une période relativement homogène, où les grandes orientations de la politique sportive du régime sont restées relativement constantes et lisibles.

Nous tenterons donc ici de démontrer que l'école de Leipzig est représentative des grandes tendances de la politique sportive de la RDA, et en cela elle doit être considérée non seulement comme un élément pédagogique, scientifique et sportif, mais également – et avant tout – comme un outil politique, dont la direction est entièrement pilotée afin d'atteindre des objectifs diplomatiques et de politique interne, définis à l'avance par les responsables du parti : mise en avant du socialisme, construction d'une identité nationale purement est-allemande, développement du prestige international du pays. Cependant, si on constate au sein de l'école que l'obéissance au régime et aux règles mises en place est globalement respectée, les résultats objectivement obtenus peuvent être qualifiés de décevants. Derrière la façade de l'orthodoxie et de la satisfaction, se cachent en réalité les difficultés d'un carcan bureaucratique et idéologique extrême, ainsi que des stratégies d'évitement de la part des différents acteurs, enseignants comme étudiants. Ainsi, si certains objectifs en matière de production de contenus et de relations peuvent être considérés comme atteints, la qualité de ces productions est souvent à questionner et n'atteint que rarement le niveau politique espéré par le régime.

Afin de bien définir les spécificités de la DHfK et du modèle sportif est-allemand, des comparaisons seront nécessaires avec d'autres établissements éducatifs de RDA, hors du domaine du sport, ainsi qu'avec le système sportif occidental, et en particulier ouest-allemand. Une étude sur le fonctionnement de la RDA ne saurait en effet être complète sans s'intéresser à son pendant de l'Ouest, point de fixation permanent des regards de l'ensemble du monde est-allemand, que ce soit pour la population ou pour les dirigeants. Cette relation entre les deux États allemands a notamment été qualifiée par l'historien Christoph Klessmann d'« histoire parallèle, imbriquée de manière dissymétrique » (*asymmetrisch verflochtene Parallelgeschichte*[97]), expression ensuite passée dans la plupart des ouvrages de référence. En effet, si les Allemands de l'Ouest et leur gouvernement ont souvent regardé de l'autre côté du Mur pour connaître les pratiques en cours là-bas, ceux de l'Est ont été continuellement été tourné vers la République fédérale[98]. Pour les dirigeants, l'Ouest était le contre-modèle absolu, celui dont il fallait se démarquer à tout prix, celui avec lequel la concurrence faisait rage ; pour les habitants, c'était le point

97. Christoph Klessmann. « Spaltung und Verflechtung – Ein Konzept zur integrierten Nachkriegsgeschichte 1945 bis 1990 ». In : *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Problem.* Sous la dir. de Christoph Klessmann. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, p. 20-36, p. 34.

98. Pour une histoire en parallèle des deux États allemands dans la guerre froide, on se réfèrera notamment au deuxième volume de l'œuvre de Heinrich-August Winkler, *Der lange Weg nach Westen* (2000).

d'ancrage à l'Ouest, le lieu de relations que les communistes n'arrivaient pas à couper. Pour donner quelques exemples, on pourra notamment s'intéresser à la volonté du SED définir une identité purement est-allemand au début des années 1970, pour rompre tout lien avec l'Ouest[99], ce qu'on mettra en parallèle avec, par exemple, l'importance de la télévision ouest-allemande à l'Est[100].

Ce travail montrera donc en quoi la DHfK et le sport, pourtant vus de manière générale comme des îlots de succès en Allemagne de l'Est sont à considérer comme une miniature de l'ensemble de la société est-allemande. Malgré le statut généralement reconnu de « bulle » privilégiée à l'intérieur du système, on retrouve à Leipzig et dans le monde du sport de haut-niveau de manière générale l'ensemble des mêmes phénomènes que dans le reste du pays. Le contrôle permanent et la peur de l'exclusion ont certes permis de maintenir un vernis d'efficacité et de puissance, mais celui-ci s'est rapidement délité dès que le pouvoir a commencé à perdre de son emprise sur la société en 1989.

0.4 Sources utilisées

Afin de réaliser les objectifs précédemment cités, ce travail reposera sur un corpus de sources primaires composé de deux sous-ensembles distincts, répondant chacun à des fonctions différentes[101].

La première – et plus importante – partie de ce corpus sera constituée de matériaux d'archives provenant de deux centres principaux et qui seront analysés afin de déterminer les structures de la DHfK, son évolution, ses relations avec le pouvoir central, ainsi que les comportements et réactions des différents acteurs. Nous nous sommes ici principalement concentrés sur le dépouillement des archives de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur* elle-même et des institutions qui lui sont reliées, notamment le *Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport*. Ces documents sont actuellement conservés au sein des archives de l'Université de Leipzig (*Universitätsarchiv Leipzig*) depuis la dissolution de l'école et forment un ensemble d'environ 3 000 actes. Ils n'avaient été jusqu'à présent étudié que de manière très partielle et n'avait jamais fait l'objet d'une étude approfondie, peut-être également en raison d'une mise à disposition assez récente[102] et d'un catalogue assez touffu. Ces ressources offrent des informations précieuses afin de notamment reconstituer le mode de fonctionnement interne de l'école, le contenu des enseignements et de la recherche, la vie quotidienne de l'école, mais également les relations avec les ministères de tutelle. Certains dossiers de ces archives – notamment ceux concernant les renseignements

99. Stefan Wolle. *Die heile Welt der Diktatur. Alltag und Herrschaft in der DDR 1971-1989*. Berlin : Ch. Links Verlag, 1999, p. 63.

100. Michael Meyen. « Die ARD in der DDR ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 20/2010 (17. 5. 2010), p. 28-34.

101. Pour des raisons de clarté et de lisibilité, l'ensemble des matériaux utilisés dans ce travail et initialement écrits en allemand ou dans d'autres langues étrangères seront traduits en français. Sauf indication contraire, le texte original sera proposé en note de bas de pages et les traductions seront le travail de l'auteur de ces lignes.

102. Becker et Stöbe font état de ressources encore seulement partiellement traitées et disponibles dans leur étude de 2001. D'après : Stöbe et Becker, « Aktionsfelder des DDR-Sports », *op. cit.*, p. 166.

personnels des anciens étudiants sont toujours couverts par des mesures de protection selon le règlement des archives de l'Université de Leipzig. C'est pourquoi certains noms de personnes ne pourront figurer dans le présent manuscrit et apparaîtront sous la forme « XXX ».

Ce matériel principal sera complété par des documents issus des fonds des Archives Fédérales (*Bundesarchive*) de Berlin-Lichterfelde, où sont conservés l'ensemble des documents laissés par les institutions de la RDA, comme la direction centrale du parti ou les ministères. Nous nous sommes surtout intéressés aux organismes de tutelle de la DHfK, qu'étaient le Ministère pour l'éducation supérieure et technique – *Ministerium fur das Hoch- und Fachschulwesen* (MHF) (cote DR 3), le Secrétariat d'État pour la culture physique et le sport – *Staatssekretariat für Körperkultur und Sport* (StKS) (cote DR 5) et le DTSB (cote DY 12) ; ainsi qu'aux documents laissés par le SED (cote DY 30), tant au niveau national que de ses antennes à Leipzig.

Ce travail en archives s'est concentré principalement sur le fonctionnement de la DHfK en elle-même. Concernant les structures du sport en RDA en général, ce travail a déjà été effectué par d'autres et publiés soit sous la forme de recueils de sources complets et précis[103], ou bien en annexes de certains ouvrages[104]. Ces ouvrages seront également utilisés dans l'étude ici présente.

La seconde partie de ce corpus est constituée de différentes revues et de titres de presse est-allemande, principalement dans l'optique de déterminer les caractéristiques de l'auto-représentation de la RDA à travers le sport. Nous avons choisi de nous concentrer sur l'étude exhaustive de l'ensemble des numéros de trois revues consacrées aux sciences du sport. Ces revues ne sont disponibles que sous forme papier :

- *Theorie und Praxis der Körperkultur*, revue mensuelle publiée à partir de 1952 par le Secrétariat d'État pour la culture physique et le sport (*Staatssekretariat für Körperkultur und Sport*), contient divers articles portant sur les recherches dans les domaines des techniques d'entraînement, de la biomécanique, de la psychologie et de l'histoire du sport, mais également sur les positions politiques et idéologiques des responsables du sport est-allemand.

- *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*, revue trimestrielle publiée par l'école elle-même à partir de 1958, présentant le même profil que *Theorie und Praxis der Körperkultur* et dont les contributions furent écrites par les enseignants et chercheurs de l'école.

- *DHfK-international*, revue également trimestrielle et publiée par la DHfK à partir de 1969 ; elle était envoyée à l'ensemble des anciens étudiants internationaux de

103. Hajo Bernett, éd. *Körperkultur und Sport in der DDR. Dokumentation eines geschlossenen Systems*. Schorndorf : Hofmann Verlag, 1994 ; Giselher Spitzer, Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz, éd. *Schlüsseldokumente zum DDR-Sport : ein sporthistorischer Überblick in Originalquellen*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 1998 ; Hans-Joachim Teichler, éd. *Die Sportbeschlüsse des Politbüros. Eine Studie zum Verhältnis von SED und Sport mit einem Gesamtverzeichnis und einer Dokumentation ausgewählter Beschlüsse*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2002.

104. C'est notamment le cas des ouvrages traitant de la thématique du dopage et de la surveillance par la Stasi, comme chez Giselher Spitzer (*Sicherungsvorgang Sport* ou *Doping in der DDR*).

la DHfK et contenait à la fois des contributions sur l'actualité de la DHfK, des conseils pratiques pour la pratique du métier d'entraîneur et des commentaires également sur l'actualité du monde sportif en général.

Ces trois titres étaient conçus pour la distribution publique, y compris à l'étranger et dans les pays capitalistes, au contraire d'autres revues, comme *Theorie und Praxis des Leistungssports*[105], dont la diffusion était strictement contrôlée et l'exportation totalement interdite. Les articles étaient donc sélectionnés dans l'optique à la fois de diffuser une image de marque, de prestige sur la scène internationale, mais également de conserver les informations les plus sensibles et les plus importantes dans la production en série de champions.

Enfin, nous compléterons ces documents par l'étude de différents textes de loi et autres décisions prises par le Conseil des Ministres de RDA, soit publiés dans le *Bulletin Officiel de la RDA* (*Gesetzblatt der DDR*), qui a été entièrement numérisé et rendu disponible sur la plate-forme *Makrolog, Recht für Deutschland*[106], ou bien présents dans les fonds des Archives fédérales de Berlin-Lichterfelde (cote DC 20), qui ont été partiellement numérisé sur l'interface *Invenio*[107]. Ces ressources seront enfin complétées par des l'étude de la presse généraliste en RDA, et en particulier *Neues Deutschland*, organe officiel du SED, qui a été entièrement numérisé et rendu disponible – avec la *Berliner Zeitung* et *Junge Welt* – par la *Staatsbibliothek zu Berlin* sur le portail ZEFYS[108]. Un contrepoint avec la presse ouest-allemande, et notamment le *Spiegel*, dont les archives sont entièrement disponibles[109] en ligne sur le site du journal, sera réalisé.

Dans un souci d'exactitude, nous souhaitons ici préciser que ce travail n'aura pas recours aux techniques de l'histoire orale et en particulier des entretiens, et ce pour des raisons principalement techniques, liées à la chronologie du travail de thèse. Bien que ces méthodes soient grandement appréciables, en particulier pour éviter une approche trop descendante (*top-down*) dans les rapports entre les usagers et l'école, il eût été peu raisonnable de tenter de retrouver la trace de personnels et d'étudiants pour la plupart anonymes – et pour les étrangers disséminés à travers le monde – au minimum trente ans après leurs séjours à Leipzig, et ce dans le temps imparti pour la rédaction d'un travail de doctorat. Pour combler ce qui pourrait apparaître comme un manque, nous nous sommes concentrés sur ces thématiques du ressenti des étudiants et des personnels lors de nos séjours en archives et lors du dépouillement des titres de presse. Témoignages d'étudiants et articles publiés après la chute du Mur ont été ainsi grandement appréciés.

105. Revue mensuelle, publiée de 1963 à 1989, elle contenait des informations beaucoup plus techniques et précises sur les dernières recherches en matière de sciences du sport produites en RDA.

106. *Makrolog, Recht für Deutschland*. URL : https://www1.recht.makrolog.de/irfd/search?view=biblio (visité le 30. 10. 2019).

107. *Invenio, portail de recherche en ligne des Archives Fédérales*. URL : https://invenio.bundesarchiv.de/basys2-invenio/login.xhtml (visité le 13. 10. 2019).

108. *Portail ZEFYS de la* Staatsbibliothek zu Berlin. URL : http://zefys.staatsbibliothek-berlin.de/index.php?id=start (visité le 25. 3. 2018).

109. *Site Internet du journal* Der Spiegel *et de ses archives en ligne*. URL : https://www.spiegel.de/spiegel/ (visité le 13. 10. 2019).

De même, les ouvrages publiés par les enseignants eux-mêmes permettent de souligner leur vécu personnel face à l'institution[110].

0.5 Structure de l'étude

Afin de réaliser les objectifs annoncés dans la partie méthodologique de cette introduction, l'étude ci-après se composera de quatre grandes parties, qui seront à chaque fois subdivisées en deux chapitres. La période étudiée ici étant relativement courte et présentant des caractéristiques variant peu, nous avons choisi une structure principalement thématique, couvrant dans chaque partie un aspect essentiel de l'activité de la DHfK.

Dans le premier mouvement de ce travail, intitulé « La place de la DHfK dans le système sportif est-allemand » (p. 26), nous nous interrogerons tout d'abord, en présentant un panorama de la littérature scientifique sur le sujet, sur les grandes caractéristiques et structures du système sportif est-allemand. La construction d'un sport entièrement sous la coupe du régime relève en effet des principes mêmes de l'idéologie marxiste-léniniste et de la tradition du sport soviétique, importée en Allemagne de l'Est après guerre, et était clairement revendiquée par les tenants du SED. La transformation de ce système en une « machine à champions » au cours des années 1970 découle, elle, de l'adaptation de cette tutelle du sport aux nouvelles conditions de politique intérieure et étrangère imposée par le parti. L'ensemble des structures du sport est-allemand subit ces contraintes politiques, y compris la DHfK, directement subordonnée au gouvernement de Pankow et à ses décisions. Elle voit également son profil changer au cours des années 1970 pour correspondre aux nouvelles attentes du régime.

Les parties suivantes seront elles davantage basées sur l'étude des matériaux d'archives précédemment cités. Dans « Le quotidien des enseignants et personnels : sport, idéologie, secret » (p. 121), nous nous intéresserons principalement aux conséquences de cette prééminence du politique sur le sportif pour les acteurs de la DHfK. Dans leur volonté de mettre en avant une identité purement est-allemande et de créer l'élite capable de propager cette identité et de contrôler les futurs athlètes, le gouvernement du SED a entièrement assujetti les pratiques à leur importance idéologique. Cette omniprésence de la doctrine a été couplée d'une surveillance omnipotente, notamment de la part de la Stasi, pour s'assurer de l'obéissance et de l'orthodoxie des acteurs et sécuriser la conservation d'informations jugées sensibles, notamment concernant les pratiques de dopage. Outre ces injonctions étatiques, nous nous concentrerons sur les réactions de la communauté universitaire, et ses éventuelles stratégies d'adaptation ou d'évitement. Une comparaison avec les autres établissements d'enseignement est-allemand sera nécessaire afin de déterminer avec précision les spécificités de la DHfK.

110. Gerhard Lehmann et al., éd. *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007 ; Lothar Kalb. *Sendboten Olympias : die Geschichte des Ausländerstudiums an der DHfK Leipzig*. Leipzig : Leipziger Universität-Verlag, 2008 ; Norbert Rogalski. *Qualifiziert und ausgemustert : Wie ich die DHfK erlebte*. Berlin : epubli, 2012.

Dans la troisième partie, « Publicité internationale et *soft power* sportif : le réseau de contacts internationaux de la DHfK » (p. 208), nous étudierons le dense réseau de contacts internationaux de la DHfK, que ce soit par l'établissement de relations scientifiques et pédagogiques au niveau des enseignants, ou bien à travers le vaste programme d'accueil d'étudiants étrangers. Le but affiché de ces contacts était de permettre à la RDA de créer un tissu d'ambassadeurs du modèle socialiste à travers le monde. Cependant, si les partenariats ont été nombreux et parfois fructueux sur un plan scientifique et parfois personnel, leur dimension stratégique et quasi-diplomatique ont davantage été un frein à leur développement qu'une aide au rayonnement de l'Allemagne de l'Est.

Enfin, nous nous intéresserons à la progressive paralysie du système sportif dans la seconde moitié des années 1980 (« L'implosion finale du système : le sport dans la crise et dans le processus de l'unification », p. 315). La bureaucratisation et l'idéologisation à l'extrême de l'école, ainsi que les contraintes économiques grandissantes, ont conduit à un grippage complet et à une inefficacité grandissante des structures de l'école. Considéré comme une partie intégrante de l'appareil politique, le sport n'a pas résisté aux vagues de protestation de 1989 et 1990 : si les demandes de réformes ont été vives et pressantes lors de la chute du Mur en externe comme en interne, la découverte de l'étendue des compromissions consenties par la DHfK a conduit à sa disparition pure et simple.

Première partie

La place de la DHfK dans le système sportif est-allemand

Chapitre 1

La DHfK dans un système inféodé au politique

En Allemagne de l'Est, le monde sportif est inféodé au politique et ce de manière ostensible et revendiquée. Pour les dirigeants du SED, le sport est une partie intégrante de la société socialiste, doit servir à son développement et donc être guidé par le parti et ses organisations, ce qui explique l'omniprésence des instances étatiques et politiques dans la vie quotidienne des athlètes et de leur encadrement.

Cependant, cette position n'est pas une spécificité est-allemande, mais relève d'un système international, ancré historiquement, et fondé sur le modèle soviétique et les idées du sport ouvrier apparu à la toute fin du XIX^{e} siècle. Ce chapitre se propose d'étudier les fondements idéologiques et politiques du monde du sport est-allemand et d'étudier comment l'ensemble des composants de ce système, et en premier lieu la DHfK, ont été touché par cette dépendance vis-à-vis du fait politique.

1.1 Les fondements idéologiques du sport est-allemand

Le sport est-allemand, entièrement tourné vers la réalisation des objectifs politiques et totalement dépendant de ces derniers n'est pas apparu *ex nihilo* au sortir de la Seconde Guerre Mondiale. Il repose sur un modèle importé de l'Union Soviétique et dont les fondements sont à retrouver dans le sport ouvrier.

1.1.1 « Sport bourgeois » contre « sport ouvrier »

1.1.1.1 La fondation du mouvement sportif ouvrier

La période allant des années 1890 au déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale représente un carrefour important dans l'histoire du sport européen en raison de la coexistence et la rivalité entre plusieurs mouvements sportifs, reposant chacun sur une vision particulière de la culture physique et de ses liens avec la société. On note trois mouvements principaux :

- Le mouvement gymnique, particulièrement implanté en Allemagne avec la Fédération gymnique allemande – *Deutscher Turner-Bund* (DT), inspiré par les idées de Friedrich Ludwig Jahn. On citera également le Sokol tchèque qui partage la visée nationale – voire nationaliste – de son homologue allemand. Ce mouvement se concentre principalement sur la dimension d'éducation physique de l'activité sportive : les mouvements et exercices effectués par le gymnaste[1] doivent lui permettre de développer et d'affuter son corps, d'améliorer son état de santé et de faciliter son intégration au sein de la société, en d'autres termes de faire du gymnaste un homme fort, obéissant et prêt à défendre son pays. Les cours d'éducation physique y sont en effet souvent liés à des cours au maniement des armes et le respect de la discipline y joue un rôle très important[2].

- Le sport dit « de compétition » et également appelé sport bourgeois – le modèle dominant actuellement – qui trouve ses racines dans l'Angleterre de la seconde moitié du XIX^e^ siècle et qui se répand progressivement et massivement en Europe. Cette forme de sport repose sur la codification des disciplines et de leurs règles, sur leur bureaucratisation (organisations en clubs, ligues et fédérations) et sur l'organisation de compétitions standardisées. Les organisations confessionnelles, et en particulier catholiques, s'inscrivent dans cette vision du sport. Pour prendre l'exemple du football, les premières tentatives d'unifier les règles du jeu datent de 1848 et des *Cambridge rules*, la création de la Fédération anglaise de football association – *Football Association* (FA) remonte à 1863, six ans avant le premier championnat d'Angleterre. Le modèle se propage ensuite dans l'ensemble de l'Europe, avec la création d'un championnat de France en 1894 sous l'égide de l'Union des Sociétés Françaises de Sports Athlétiques (USFSA) et en 1902 en Allemagne, sous le patronage de la Fédération allemande de football – *Deutscher Fußball-Bund* (DFB), créée deux ans plus tôt[3].

- Le sport ouvrier, qui se développe depuis l'Allemagne avec la fondation de la Fédération ouvrière de gymnastique – *Arbeiter Turnbund* (ATB) en 1893 et qui essaime également en Europe au début du XX^e^ siècle à travers la fondation de la Fédération gymnique des ouvriers – *Dělnická tělovcičná jednota* (DTJ) en Bohème en 1903, ou de la Fédération Sportive et Athlétique Socialiste (FSAS) en France en 1908[4]. Ce mouvement refuse l'individualisme et les valeurs de compétition prônés par le sport bourgeois et veut mettre au cœur de son activité l'éducation à la solidari-

1. Le terme de *gymnaste* correspond à la traduction du terme allemand *Turner*. Cependant, il ne faut pas réduire le *Turnbewegung* à la pratique de la gymnastique actuelle, car il comportait également des exercices d'équitation, de tir, de lutte, de nage, etc.

2. Gertrud Pfister. « 200 Jahre Turnbewegung – von der Hasenheide bis heute ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 16-19 (2011), p. 27-32, p. 27.

3. Wolfgang Behringer. *Kulturgeschichte des Sports. Vom antiken Olympia bis zur Gegenwart*. Munich : C.H. Beck Verlag, 2012, p. 273 et 348.

4. Nommée Fédération Socialiste des Sports et de Gymnastique (FSSG) à partir de 1913.

> té prolétaire et au développement du corps[5]. Les dirigeants, proches des courants socialistes et socio-démocrates, essaient de mettre en place les mêmes structures qu'au niveau des partis et des syndicats, avec notamment une première organisation internationale, l'Association Socialiste Internationale d'Éducation Physique (ASIEP), fondée en 1913[6].

Les formes d'exercices pratiqués par les associations de sport ouvrier sont à l'origine à rapprocher, tout du moins en Allemagne, de celles du mouvement gymnique : exercices de musculation, de gymnastique, natation, randonnées, etc.[7] Cette similarité s'explique par la filiation entre les deux mouvements : la fondation de l'ATB étant en réalité partie d'une scission au sein de la DT. En effet, cette dernière prit un tournant résolument nationaliste et conservateur au début des années 1870, en soutenant fortement la politique du chancelier Bismarck. Elle appuya notamment les lois anti-sociales parues en 1878 qui proclamaient les socio-démocrates, socialistes et communistes comme ennemis de l'État et ordonnent la dissolution de toute association qui leur était proche. Les gymnastes – pour la plupart ouvriers – qui avaient été exclus du mouvement gymnique en raison de leur sympathie pour les idées socialistes ainsi que les membres refusant cette tournure conservatrice formait la base de la nouvelle ATB fondée en 1893, après la levée des lois anti-sociales en 1890[8]. Lors de son congrès de formation, cette fédération reprit les idéaux de Jahn, en mettant en avant les notions de solidarité, de développement et de vivre ensemble, qui était déjà au cœur du mouvement gymnique, mais en les adaptant aux combats du socialisme. Elle refusait notamment l'ordre de la société capitaliste et appelle ses membres à « lutter aux côtés de la classe à laquelle ils appartiennent[9] ». Le sport ouvrier se base donc à l'origine sur les pratiques et les valeurs prônées par le mouvement gymnique, mais en utilisant un arsenal idéologique différent.

Ces positions expliquent également la forte réticence initiale de l'ATB envers les sports de compétition venus d'Angleterre, en particulier le football et l'athlétisme. Ils sont perçus comme trop proches des idées capitalistes, favorisant la concurrence et la lutte entre les participants et mettant en avant l'individualisme plutôt que la solidarité et le partage. Devant la popularité grandissante de ces disciplines auprès des ouvriers, elles sont cependant intégrées en 1909 au sein de l'organisation. Des sections dédiées

5. André Gounot. « Le sport travailliste européen et la *fizkul'tura* soviétique : critiques et appropriations du modèle "bourgeois" de la compétition (1893-1939) ». In : *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique* 120 (2013), p. 33-48. URL : https://chrhc.revues.org/2954 (visité le 1. 8. 2017).

6. Pour une histoire détaillée du mouvement sportif ouvrier en Allemagne, on se rapportera notamment aux travaux de Guillaume Robin : *Les ouvriers allemands face au nazisme* pour la littérature francophone et de Hans-Joachim Teichler : *Illustrierte Geschichte des Arbeitersports* pour la littérature germanophone. Pour une approche comparée des mouvements européens, les travaux d'André Gounot seront à consulter, en particulier : *Les mouvements sportifs ouvriers en Europe* (2016).

7. André Gounot. *Les mouvements sportifs ouvriers en Europe (1893-1939)*. Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 2016, p. 18.

8. Michael Kruger. *150 Jahre SPD – 150 Jahre Arbeiterturn- und Sportbewegung*. In : *Deutschland Archiv Online*. 16. 12. 2013. URL : http://www.bpb.de/175085 (visité le 1. 8. 2017).

9. Guillaume Robin. *Les sportifs ouvriers allemands face au nazisme 1919-1933*. Paris : l'Harmattan, 2010, p. 19.

à ces sports bourgeois sont ouvertes, devenant une partie importante de l'activité des clubs ouvriers[10].

Ce sont sur ces bases d'un sport revendiquant un code de valeurs ouvrières et initialement méfiant envers les compétitions bourgeoises que va se répandre le mouvement en Europe au début du XX^e siècle. Le mouvement est toutefois loin d'être unitaire et présente d'importantes divergences structurelles et idéologiques selon les pays : sur le plan politique, les structures allemandes sont beaucoup plus modérées et moins engagées que leurs homologues françaises par exemple. Ainsi, si l'ATB a été créée indépendamment du parti social-démocrate allemand et ne réclame pas officiellement son adhésion auprès du parti, la FSAS est, elle, conçue dès le départ comme une branche de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Elle en est beaucoup plus dépendante notamment sur le plan financier et dispose également régulièrement d'une tribune dans *L'Humanité*, le journal officiel du parti. Enfin, si les bases du mouvement sportif ouvrier sont posées avant la Première Guerre Mondiale, ces organismes sont encore de taille assez modestes, hormis en Allemagne où l'ATB compte en 1914 près de 190 000 membres, auxquels il faut ajouter les 140 000 de la Fédération des cyclistes ouvriers. La fédération française ouvrière ne compte que 2 000 membres par exemple, à comparer avec les 200 000 de la fédération « bourgeoise » et 150 000 de la fédération confessionnelle[11]. Ce n'est que durant la période de l'entre-deux-guerres que le sport ouvrier va se développer de manière plus importante, mais également se diviser en deux courants, entre les tenants du socialisme et de la social-démocratie d'une part et ceux soutenant le communisme de l'autre.

1.1.1.2 Les bases idéologiques du mouvement sportif ouvrier

Une des particularités du sport ouvrier est de se définir comme ouvertement militant, tout du moins en ce qui concerne les sphères dirigeantes du mouvement, refusant un sport « neutre », à l'extérieur de la sphère politique et sociétale, comme le voudraient les responsables du sport bourgeois.

Le sport de compétition à l'anglo-saxonne souhaite en effet se placer au-dessus des conflits diplomatiques et politiques qui couvent dans l'Europe du tournant du siècle, faisant de la pratique sportive un espace propre, libre de ces tensions. C'est ainsi que le CIO, dès ses débuts, se définit comme un espace « apolitique », distinct des influences étatiques et à l'extérieur de toute alliance ou idéologie[12]. Les compétitions qu'il organise se doivent d'exprimer ces orientations. Ainsi, pour le baron de Coubertin, le rétablissement des Jeux Olympiques se fonde sur des idéaux universalistes et pacifistes. Les Jeux seront, d'après lui, l'occasion pour la jeunesse du monde entier de se réunir, d'échanger,

10. Gounot, « Le sport travailliste européen et la *fizkul'tura* soviétique », *op. cit.*

11. Pierre Arnaud. « Le sport des ouvriers avant le sport ouvrier (1830-1908) : le cas français ». In : *Les origines du sport ouvrier en Europe*. Sous la dir. de Pierre Arnaud et Alfred Wahl. Metz : Presses universitaires de Metz, 1994, p. 45-86, p. 82-84.

12. Gillon, « Une lecture géopolitique du système olympique », *op. cit.*, p. 427.

d'apprendre à se connaître et ainsi d'éviter d'éventuels conflits[13]. Mais, si les compétitions étaient ouvertes à tous – principalement destinées aux hommes blancs toutefois – et l'égalité des participants devant les règles du jeu était une des bases les plus importantes, la question de l'égalité face à l'accès au sport ne faisait pas partie des priorités des pères fondateurs, qui étaient quasiment sans exception issus de la haute bourgeoisie ou de l'ancienne noblesse. Les figures du baron de Coubertin ou de son successeur en 1925 à la tête du CIO, le comte Henri de Baillet-Latour en sont des exemples frappants. Ainsi, pour l'inspirateur des Jeux modernes, le sport est d'abord un moyen de former de nouvelles élites, éduquées, viriles et vertueuses[14] plutôt que de lutter contre les disparités sociales de l'époque. Les dirigeants des fédérations sont donc loin de s'engager pour un renversement de l'ordre social, en place. Bien au contraire, on note chez la plupart de ces figures, notamment celles venues d'Angleterre, une volonté d'entre-soi, notamment par l'instauration de règles draconiennes sur l'amateurisme, censées conserver la pureté de la pratique et empêcher les basses classes d'accéder à la pratique sportive. L'accès aux clubs et aux compétitions est uniquement possible à ceux n'ayant jamais reçu de primes ou de dédommagements en contrepartie de leurs participations. Les *gentlemen*, qui n'avaient pas besoin de travailler pour vivre, se réservaient ainsi un monopole ; les ouvriers ne pouvant se permettre de perdre des revenus pour des exercices physiques[15].

Le sport bourgeois serait un espace en soi, libre des questions politiques et sociétales, où les rapports de classe et de conditions de vie n'ont qu'une place marginale, voire sont vues comme suspectes. Ce que refusent catégoriquement les partisans d'un sport ouvrier, pour qui l'exercice physique fait partie intégrante de la société et doit également porter ses combats. Pour les théoriciens du mouvement, le sport tel que pratiqué par les clubs bourgeois est aliénant pour l'homme et dénature les bienfaits de l'activité physique et doit être plus que la simple compétition, qualifiée par Fritz Wildung – figure importante de l'ATB de l'entre-deux-guerres – de « militarisme en guise de sport, professionnalisme, spectateurisme passif, sensationnalisme [et de] chasse aux records[16] », il doit avoir un effet cathartique et éducatif sur ceux qui le pratiquent. Le sport doit donc rejeter l'organisation bourgeoise de l'éducation physique pour pouvoir contribuer à la réalisation d'une culture ouvrière.

Ainsi, les différentes fédérations se considéraient comme faisant partie intégrante du mouvement ouvrier, et étaient généralement très proches de ses autres composantes. En Allemagne par exemple, l'ATB se positionnait comme « le quatrième pilier du mouvement sportif allemand », aux côtés du parti, des syndicats et des corporations. Les dirigeants de la fédération étaient également très proches de la social-démocratie : en 1930, lors du congrès fédéral de la Fédération ouvrière de sport et de gymnastique – *Arbeiter*

13. Patrick Clastres. « Inventer une élite : Pierre de Coubertin et la "Chevalerie sportive" ». In : *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* 22 (2005), p. 51-71, p. 288.

14. *Ibid.*, p. 276.

15. Michaël Attali et Jean Saint-Martin. *Dictionnaire culturel du sport*. Paris : Armand Colin, 2010, p. 257.

16. John M. Hoberman. *Sport and Political Ideology*. Austin : University of Texas Press, 1984, p. 180.

Turn- und Sportbund (ATSB)[17] – plus de 95 % des 253 délégués étaient encartés auprès du Parti Social-Démocrate d'Allemagne – *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) et 87 % sont actifs auprès des syndicats. De même, ils militaient régulièrement pour le parti et appelaient les sportifs à le soutenir lors des élections[18]. Le même phénomène est visible dans les autres pays européens, avec, comme nous l'avons déjà dit, une FSAS française très proche de la SFIO, ou en Italie avec l'Union ouvrière des excursionnistes italiens (*Unione operaia Escursionsti italiani*), fondée en 1911 et la Fédération nationale des cyclistes rouges (*Federazione nazionale dei Ciclisti rossi*) créée un an plus tard, toutes deux proches du mouvement Jeunesse socialiste[19]. Les activités physiques proposées au sein des clubs sont également complétées par des activités plus politiques et éducatives : débats sur les questions sociales de l'époque, encouragement à s'intégrer aux partis ou aux syndicats, etc.[20]

Le sport ouvrier met donc clairement en avant sa dimension politique et refuse que le sport soit simplement une dépense d'énergie sans autre but. L'objectif est de transformer l'ouvrier en « sportif-soldat[21] », qui serait capable à la fois de s'engager dans une activité physique, mais qui serait également éduqué politiquement et idéologiquement et donc en mesure de s'intégrer au combat pour la classe ouvrière. Ce mouvement d'un sport ouvertement politique va grandement influencer la mise en place du système sportif est-allemand après la Seconde Guerre Mondiale, qui n'aura de cesse de se référer à ce modèle dans ses textes fondateurs – en réinterprétant une large partie de l'histoire cependant – comme nous le verrons dans la section suivante (*cf.* p. 41).

Il convient toutefois de noter que l'efficacité de cette dimension politique du sport a été assez disparate : de nombreux ouvriers s'engageaient dans le mouvement sportif, mais n'étaient que peu réceptifs aux discours en faveur de l'action social-démocrate. En outre, les fédérations ont été, tout comme l'ensemble du mouvement ouvrier, très fortement frappées par les divisions entre socialistes et communistes soviétiques dans la période de l'entre-deux-guerres.

1.1.2 Le modèle du sport soviétique

Les événements de la Révolution d'octobre provoquent une mutation profonde des équilibres au sein du mouvement ouvrier en Europe, y compris au sein des fédérations sportives, le mouvement se déchirant entre les tenants de la ligne réformatrice social-démocrate et celle souhaitant s'aligner avec les révolutionnaires bolchéviques. En outre, la création d'un État censément dirigé par et pour le prolétariat a conduit à la création d'un modèle de société nouvelle, qui se retrouve également dans le monde du sport. Appliquant initialement le modèle du sport ouvrier et tentant de le mettre sous sa

17. L' ATSB est le nouveau nom de l'ATB depuis 1919.

18. Guillaume Robin. « Le sport ouvrier : outil au service de la lutte des classes ? » In : *Pour une histoire du sport et de la jeunesse*. Sous la dir. de Jean-François Tournadre. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2002, p. 45-64, p. 47 à 51.

19. Gounot, *Les mouvements sportifs ouvriers*, *op. cit.*, p. 23.

20. Robin, « Le sport ouvrier », *op. cit.*, p. 51.

21. Robin, *Les sportifs ouvriers allemands face au nazisme 1919-1933*, *op. cit.*, p. 23.

coupe, la nouvelle Union Soviétique a cependant considérablement changé sa politique dans l'entre-deux-guerres, notamment concernant son rapport au sport de compétition et aux instances du sport international[22].

1.1.2.1 Les tentatives de prise de contrôle du mouvement sportif ouvrier

Jusqu'au milieu des années 1930, le modèle de développement du sport en URSS est principalement fondé sur celui du sport ouvrier développé depuis les années 1890 et rejetant le modèle du sport bourgeois. Tout comme les précurseurs du mouvement, les dirigeants du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) refusent l'idée d'un sport qui se cantonnerait au domaine de la simple activité physique. Ils y voient une dimension sociale et politique qu'il ne faut en aucun cas négliger. Ainsi, dans la première décision importante du parti concernant le sport publiée en 1925, il est clairement stipulé que :

> La culture physique ne doit pas être considérée ni simplement du point de vue de la santé publique ou de l'éducation physique, ni simplement comme un aspect de l'entraînement culturel, économique et militaire des jeunes gens […], mais comme un moyen de rallier la grande masse des travailleurs et des paysans vers le parti, les Soviets et les syndicats à travers lesquels ils pourront être attirés vers une activité politique et sociale. [23]

Le sport soviétique va donc se construire en opposition au principe d'une activité physique comme une « fin en soi », la considérant comme un champ pleinement intégré à la société, et devant donc lutter pour le développement du prolétariat. Pour atteindre cet objectif, le parti vu comme l'avant-garde de la lutte ouvrière, considère comme étant de son devoir de diriger la mise en place du nouveau monde sportif. En 1923, après des premières années chaotiques – en raison des difficultés matérielles provoquées par la guerre civile et des divergences d'opinion entre les différents courants du bolchévisme –, est créé sous l'impulsion du parti lors de son XII[e] congrès le Conseil Suprême pour la Culture Physique – *Vysšij sovet fizičeskoj kul'tury* (CSCP)[24] . Ce conseil est chargé de s'assurer de la diffusion et de l'application uniforme de la politique sportive du parti dans l'ensemble de l'Union Soviétique et d'œuvrer au développement de la pratique[25].

22. Pour une histoire du sport en Union Soviétique, et notamment sur la période de l'entre-deux-guerres, on se référera volontiers aux travaux de James RIORDAN et ceux d'André GOUNOT, notamment la monographie : *Die Rote Sportinternationale (1921-1937)*.

23. « *Physical Culture should be seen not simply from the viewpoint of public health and physical education, not simply as one aspect of the cultural, economic and military training of young people, […] but as a means of rallying the great mass of workers and peasants to the various party, Soviets and trade-union organizations, through which they can be drawn into social and political activity* », cité d'après : James RIORDAN. « Soviet Sport and Soviet Foreign Policy ». In : *Soviet Studies* 26.3 (7/1974), p. 322-343, p. 323.

24. Cette institution a connu plusieurs changements de noms dans l'histoire de l'URSS : CSCP de 1923 à 1930, Conseil Pan-soviétique pour la Culture Physique – *Vsesojuznyj sovet fizi˛eskoj kul'tury* (CPCP) de 1930 à 1936, Comité Pan-soviétique pour la Culture Physique et le Sport – *Vsesojuznyj komitet po delam fizičeskoj kul'tury i sporta* (CPCPS) de 1936 à 1968, et Comité pour la Culture Physique et le Sport – *Komitet po fizčeskoj kul'ture i sportu* (CCPS) à partir de 1968.

25. André GOUNOT. « Between Revolutionary Demands and Diplomatic Necessity : the Uneasy Relationship between Soviet Sport and Worker and Bourgeois Sport in Europe from 1920 to 1937 ». In :

Dans les premières années d'existence de l'URSS, il se doit également d'améliorer la santé physique des ouvriers, mise à mal par la guerre et le manque de nourriture.

Considérant qu'il est de son devoir en tant qu'avant-garde du socialisme de contribuer à sa diffusion à l'étranger et de former les futurs révolutionnaires prêts à renverser l'ordre capitaliste, l'URSS met en place une stratégie de propagation de son modèle, qui passe également par le sport. En 1923 fut fondée à Moscou, l'Internationale Rouge Sportive (IRS), considérée comme une organisation auxiliaire du Komintern et chargée de réunir en son sein l'ensemble des forces du sport ouvrier communiste à travers le monde. Réunissant à son apogée 17 fédérations nationales comptant environ 300 000 membres en 1933[26], elle organisa également deux *Spartakiades*, à Moscou en 1928 puis à Berlin en 1931, qui consistaient à la fois en des rencontres de sportifs venant des différents pays membres et en des manifestations politiques (discours, parades militaires, défilés, etc.), afin de faire la promotion du mode de vie soviétique[27]. La création de ces instances est également une réponse aux sociaux-démocrates, dont la voie réformiste était considérée par les bolchéviques comme incapable de modifier l'organisation capitaliste et supporter le prolétariat. Les sociaux-démocrates avaient revitalisé les organisations internationales du sport ouvrier, tombés en dormance avec la Première Guerre Mondiale. En 1920, fut ainsi créée l'Internationale Sportive Ouvrière Socialiste (ISOS), également appelée *Internationale Sportive de Lucerne*, du nom de la ville suisse qui accueillit le congrès de fondation. Elle organisa dès 1925 les Olympiades Ouvrières à Francfort, une réunion des sportifs ouvriers sociaux-démocrates autour de compétitions sportives et de démonstrations d'exercices gymniques ou artistiques. Deux autres éditions suivirent en 1931 à Vienne et en 1937 à Anvers. Cette division en deux camps antagonistes ne fut pas sans conséquence sur les sections nationales du sport ouvrier, qui comme les partis et les syndicats, se séparèrent en deux branches, selon leur affiliation idéologique. Ainsi, en France, les partisans de Moscou, majoritaires, prirent le contrôle de la Fédération Sportive du Travail (FST)[28] et les socialistes dissidents fondèrent en 1923 l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT)[29]. De même en Allemagne, en 1930, la minorité communiste fut exclue de l'ATSB et créa l'Unité sportive rouge (*Kampfgemeinschaft für Rote Sporteinheit*)[30].

Jusqu'au milieu des années 1930, l'Union Soviétique a donc tenté de prendre le contrôle d'un mouvement sportif ouvrier politisé qui se devait de contribuer au rayonnement soviétique à travers le monde. En parallèle de ce mouvement, l'URSS tourne le dos

Sport and International Politics. The Impact of Fascism and Communism On Sport. Sous la dir. de Pierre Arnaud et James Riordan. New-York : Routledge, 1998, p. 189.

26. André Gounot. « Sport or Policital Organization ? Structures and Characteristics of the Red Sport International (1921-1937) ». In : *Journal of Sport History* 28.1 (2001), p. 23-39, p. 24 et 26.

27. André Gounot. « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme ». In : *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique* 88 (2002). URL : https://chrhc.revues.org/1582#tocto1n4 (visité le 23. 8. 2017).

28. Appellation depuis 1914 de la *Fédération sportive athlétique socialiste*.

29. Léon Strauss. « Le sport travailliste français pendant d'Entre-deux-guerres ». In : *Les origines du sport ouvrier en Europe*. Sous la dir. de Pierre Arnaud et Alfred Wahl. Metz : Presses universitaires de Metz, 1994, p. 193-218, p. 199.

30. Robin, *Les sportifs ouvriers allemands face au nazisme 1919-1933*, *op. cit.*, p. 147.

au sport de compétition et à ses instances internationales, considérées comme l'expression de l'oppression capitaliste et de la course à la performance. Les différentes fédérations nationales soviétiques n'ont ainsi pas adhéré aux différentes Fédérations Internationales (FI), tandis que le Comité national olympique russe, dissout après la Révolution, n'a pas été refondé. En conséquence, Moscou n'a envoyé aucun athlète aux événements internationaux du sport de l'entre-deux-guerre, que ce soit aux Jeux Olympiques, aux trois éditions de la Coupe du monde de football ou aux différents championnats d'Europe naissants[31].

L'URSS se présente donc comme l'héritière de la tradition du sport ouvrier d'avant-guerre, c'est-à-dire d'un sport pleinement intégré à la société, servant ouvertement de caisse de résonance à la promotion de la lutte contre le capitalisme et devant donc contribuer à la publicité internationale du régime. Cependant, si cette dimension d'un sport clairement politique est restée une constante du système soviétique jusqu'à sa dissolution, son attitude envers les compétitions dites bourgeoises s'est inversée de manière spectaculaire dans les années 1930 sous le règne de Staline.

1.1.2.2 Les années 1930 comme bouleversement de la perception du sport en URSS

L'Union Soviétique de l'entre-deux-guerres cultive donc un contre-modèle sportif, mais elle est isolée du reste de la scène internationale, ce qui contraste fortement avec l'image du pays après la Seconde Guerre Mondiale, celle d'une puissance mondiale de premier plan, qui collectionne médailles et records. La transition entre ces deux modèles antagonistes s'est faite progressivement au cours des années 1930 et repose sur trois facteurs principaux :

- l'échec patent du sport ouvrier communiste ;
- la volonté de Staline de mettre en retrait la promotion internationale du communisme ;
- le développement dans l'imagerie soviétique de la figure du héros stakhanoviste, et de la mise en avant de la performance[32].

La volonté de l'URSS de prendre la tête du mouvement sportif ouvrier s'est en effet soldée par un échec cuisant, le sport communiste n'arrivant jamais à prendre le dessus sur son pendant socialiste. L'IRS est demeurée une structure nettement plus petite que l'ISOS, tant en termes de fédérations affiliées que de sportifs actifs. En 1931, l'IRS ne comptait en effet que 13 membres internationaux représentant environ 300 000 adhérents, sans inclure l'URSS, tandis que l'ISOS pouvait se reposer sur 24 affiliés, pour

31. James Riordan. « The Sports Policy of the Soviet Union, 1917-1941 ». In : *Sport and International Politics. The Impact of Fascism and Communism On Sport*. Sous la dir. de Pierre Arnaud et James Riordan. New-York : Routledge, 1998, p. 67-78, p. 68.

32. Sylvain Dufraisse. *Les héros du sport : Une histoire des champions soviétiques (années 1930 - années 1980)*. Ceyzérieu : Champ Vallon, 2019, p. 33-35.

près de 1,9 million de sportifs. Les manifestations organisées dans les deux organismes internationaux ne furent pas non plus de la même dimension. Si 4 500 athlètes environ participèrent aux Spartakiades de 1928, dont 3 900 soviétiques et seulement 600 étrangers issus de 12 pays[33] ; ce furent 80 000 participants, venus de 24 pays qui firent le déplacement aux Olympiades Ouvrières de Vienne en 1931, pour des compétitions rassemblant un quart de million de spectateurs, soit plus que les Jeux de Los Angeles, organisés l'année suivante[34].

Outre cette inefficacité du mouvement sportif communiste à attirer de nouveaux supporters hors des frontières de l'URSS, c'est l'ensemble de la stratégie internationale du pays qui est redéfinie par Staline au cours des années 1930. En effet, ce dernier est beaucoup moins déterminé que Lénine, à vouloir exporter le communisme hors des frontières de l'URSS pour atteindre une révolution mondiale. Staline préfère se concentrer sur la renforcement de l'URSS et sa stabilisation interne, abandonnant les idées d'internationalisme, au profit d'une politique dite du « socialisme dans un seul pays[35] ». Cette nouvelle stratégie mena à un affaiblissement progressif des structures internationales de promotion des idéaux bolchéviques, notamment du Komintern. Le monde du sport n'échappe pas à cette réduction de moyens : la troisième Spartakiade prévue à Moscou en 1933 est annulée par le CPCP[36], l'IRS perd progressivement de son importance pour les dirigeants du PCUS et est finalement l'Internationale sportive est dissoute sur ordre du président du Komintern, le Bulgare Georgi Dimitrov, au printemps 1937[37]. Privées du soutien de Moscou, les fédérations nationales du sport communiste périclitèrent elles aussi, soit emportées par les montées des fascismes, à l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche, où Hitler et Dolfuß interdirent les mouvements communistes respectivement en 1933 et 1934[38], soit par le rapprochement des structures socialistes et communistes, comme en France, où l'USSGT et la FST fusionnèrent en 1934 pour former la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT)[39].

En parallèle de l'abandon du sport ouvrier internationalisé, l'URSS a opéré un changement radical concernant un des aspects du sport bourgeois qu'elle critiquait de manière extrêmement virulente : la course à la performance, vue auparavant comme une manifestation de la compétition permanente qu'est le capitalisme. Sous Staline, au contraire, la performance est désormais vue comme le symbole de la supériorité du socialisme triomphant, de sa marche en avant. Le pays s'industrialise très rapidement et le citoyen soviétique se doit de participer à ce mouvement le plus activement possible. À partir de

33. Gounot, « Le sport travailliste européen et la *fizkul'tura* soviétique », *op. cit.*

34. James Riordan. *Sport, Politics, and Communism*. Manchester : Manchester University Press, 1991, p. 40.

35. David C. Engerman. « Ideology and the Origins of the Cold War, 1917-1962 ». In : *The Cambridge History of the Cold War. Volume I : Origins*. Sous la dir. de Melvyn Leffler et Odd Arne Westad. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 20-43, p. 29.

36. Gounot, « Le sport travailliste européen et la *fizkul'tura* soviétique », *op. cit.*

37. Gounot, « Between Revolutionary Demands and Diplomatic Necessity », *op. cit.*, p. 202.

38. Gounot, *Les mouvements sportifs ouvriers*, *op. cit.*, p. 163-164.

39. Thierry Froissart. « Le sport dans la presse syndicale CGT (1906-1937) ». In : *Le sport dans la presse communiste*. Sous la dir. de Michaël Attali et Évelyne Combeau-Mari. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 35-52, p. 48.

1935, c'est le triomphe du stakhanovisme et le monde du sport n'échappe pas à cette dynamique. D'après la devise mise en place en 1934, le sportif soviétique se doit désormais de « rattraper et dépasser les records bourgeois[40] ». Pour ce faire, c'est l'ensemble des structures du monde du sport qui est réorienté vers la création de champions et l'encouragement des performances. Les années 1930 virent le développement en Union Soviétique de multiples mécanismes visant à augmenter la pratique sportive par les enfants et à encourager les plus vaillants dans leur progression : augmentation du nombre d'heures consacrées à l'éducation physique dans les écoles, fondation d'un vaste réseau de près de deux-cents *Écoles sportives pour la jeunesse et les enfants* (*Detsko-junošeskie sportivnye školy*) pour développer ces jeunes talents, création d'un système de récompenses des athlètes pour faciliter leur repérage, leur classement et leur promotion. Les enfants performants recevaient ainsi les badges Prêt pour le travail et la défense – *Gotov k trudu i oborone* (GTO), créés en 1931[41], tandis que les athlètes seniors étaient depuis 1935 récompensés selon les dix échelons du *Système de classification unifiée de l'URSS* (*Edinaja Vsesojuznaja sportivnaja klassifikacija*), dont le plus élevé est le très convoité *Maître émérite du sport de l'URSS* pour les performances dignes des compétitions internationales[42]. Ainsi, en Union Soviétique, la pratique sportive est passée dans les années 1930 d'une logique de santé publique à celle de performance et de représentation, ou pour reprendre les mots de James Riordan :

> Si la décennie précédente peut être décrite comme ayant été dominée par la *culture physique*, les années 1930 auront été une décennie du *sport de compétition*.[43]

La fin de l'anathème porté sur le sport de compétition et cette volonté de mettre en avant la nouvelle puissance du régime se sont traduites par un rapprochement avec les instances du sport bourgeois et les fédérations internationales. En effet, de nombreux clubs ou sélections nationales soviétiques se sont rapprochées de leurs homologues occidentales pour disputer diverses rencontres amicales, avec l'assentiment explicite des instances internationales. En octobre 1934, une délégation de 150 boxeurs, athlètes et footballers venus d'URSS se rendit en Tchécoslovaquie pour une série de confrontation dont le point culminant fut le match entre le Spartak Moscou et le SC Židenice de Brno, à qui la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) avait donné l'autorisation de disputer la partie, même si elle refusait généralement que ses membres puissent rencontrer des non-membres[44]. De même, l'Association internationale des fédérations

40. Barbara J. Keys. « Soviet Sport and Transnational Mass Culture in the 1930's ». In : *Journal of Contemporary History* 38.3 (7/2003), p. 413-434, p. 420.

41. Dufraisse, *Les héros du sport*, *op. cit.*, p. 34.

42. Pour une description complète des changements structurels du sport en Union Soviétique dans les années 1930, on pourra se référer aux chapitres correspondant dans les ouvrages de James Riordan, *Sport in Soviet Society* (p. 120-152) et de Sylvain Dufraisse, *Les héros du sport*, p. 34-65.

43. « *If the previous decade may be described as having been dominated by* physical culture*, the 1930s were to be a decade of* competitive sport », cité d'après : James Riordan. *Sport in Soviet Society. Development of Sport and Physical Education in Russia and the USSR*. Cambridge : Cambridge University Press, 1977, p. 122.

44. Dufraisse, *Les héros du sport*, *op. cit.*, p. 39.

d'athlétisme – *International Association of Athletics Federations* (IAAF) donna son autorisation en 1934 pour que des représentants de l'Union Soviétique puissent participer aux meetings[45]. Ce rapprochement entre le sport bourgeois et l'URSS fut soutenu explicitement par les dirigeants du mouvement sportif soviétique, qui même s'ils refusaient encore l'adhésion aux FI, n'excluaient plus cette possibilité dans un futur proche. Pour le président du CPCPS, Ivan Harčenko, le futur de l'URSS passait ainsi par la participation aux organismes internationaux, comme il le déclara lors d'une réunion du Komintern en 1937[46].

Ce changement de stratégie s'explique par le fait que, outre l'échec de la création d'un modèle parallèle, le sport bourgeois s'est considérablement structuré et son rayonnement a cru de manière spectaculaire depuis la fin de la Première Guerre Mondiale : les compétitions sont désormais organisées de manière rigoureuse, contrastant avec l'amateurisme des premières éditions des Jeux Olympiques, les rencontres sportives attirent des foules de plus en plus conséquentes et les médias de masse – presse et radio – contribuent à leur promotion[47]. Les compétitions sportives ne sont donc plus les simples rencontres entre *gentlemen* passionnés du début du siècle, mais elles deviennent de véritables arènes, où s'affrontent les représentants des différentes nations pour la gloire de leur pays, et ce sous les yeux du monde entier, créant ainsi une formidable occasion pour les États de briller sur la scène internationale.

1.1.2.3 La nouvelle politique de l'URSS d'après-guerre

Si le rapprochement avec les instances du sport bourgeois est visible dès les années 1930, ce n'est qu'après l'interruption des compétitions internationales provoquée par la Seconde Guerre Mondiale que l'URSS s'est pleinement intégrée. La fin des années 1940 marque la transformation du pays en puissance sportive de premier plan mondial. Les premiers athlètes soviétiques apparaissent dès 1946, avec une première participation aux Championnats d'Europe d'athlétisme à Oslo et de lutte à Stockholm, ainsi qu'aux mondiaux d'haltérophilie de Paris[48]. Les premiers succès ne tardent pas à apparaître, puisque, chez les messieurs, l'URSS est sacrée championne d'Europe en basket-ball à Prague en 1947, puis championne du monde de volley-ball en 1949. Les féminines, elles remportent le titre européen en basket-ball en 1950 en Hongrie, à chaque fois pour la première participation du pays dans la compétition[49]. L'intégration des sections soviétiques sur la scène internationale se fait de manière très rapide, car dès 1951, elles sont membres des principales FI et participent aux compétitions organisées par ces dernières[50]. En parallèle

45. Barbara J. Keys. *Globalisizing Sport. National Rivalry and International Community in the 1930's.* Cambridge : Harvard University Press, 2006, p. 170.

46. *Ibid.*, p. 171.

47. Michaël Attali, éd. *Sports et médias : du* XIX^{e} *siècle à nos jours.* Biarritz : Atlantica, 2010, p. 19.

48. « UdSSR-Sportler starten in Oslo ». In : *Neues Deutschland* 1.94 (13. 8. 1946), p. 4 ; « Neue Weltmeister im Gewichtheben ». In : *Neues Deutschland* 1.154 (22. 10. 1946), p. 4.

49. « Ein erfolgreiches Sportjahr in der UdSSR ». In : *Neues Deutschland* 5.301 (24. 12. 1950), p. 11 ; « Sowjetsportler international in Führung ». In : *Neues Deutschland* 6.154 (7. 7. 1951), p. 5.

50. L'URSS est à la fin de l'année 1951 membre des fédérations internationales d'athlétisme, de basket-ball, de boxe amateure, d'échecs, de football, de gymnastique, d'haltérophilie, de lutte, de natation, de

de cette affiliation, on note également un rapprochement très rapide avec le mouvement olympique, car si en 1948, l'URSS n'avait pas participé aux Jeux de Londres, elle fait son apparition lors de l'édition suivante à Helsinki, suite à la reconnaissance par le CIO le 10 mai 1951 de son nouveau Comité National Olympique (CNO)[51].

Cependant, même si l'Union Soviétique s'est en quelques années complètement intégrée dans le système du sport bourgeois de compétition, la base idéologique d'une activité physique perçue comme devant servir aux combats politiques et idéologiques n'a pas été abandonnée et se retrouve dans la nouvelle stratégie du régime, pour qui les grands championnats doivent servir à la promotion du pays et du modèle communiste, et ce d'autant plus que l'Union Soviétique sort de la Seconde Guerre Mondiale avec le statut d'une des deux superpuissances. Elle se doit donc de maintenir ce rang dans les compétitions internationales. Ainsi, dans un ouvrage publié en 1987, le président du CPCPS de l'époque, Nikolaj Romanov, écrit au sujet de l'attitude de Staline lors des premières années de participation des athlètes soviétiques aux compétitions internationales :

> J.V. Staline considérait la deuxième place (et je ne parle même pas de la troisième ou d'une défaite dans les disciplines par équipes) comme une destruction de l'autorité de l'Union Soviétique et comme un discrédit pour notre État. « Si vous n'êtes pas prêt, ce n'est pas la peine de participer », disait-il. Nous nous trouvions dans la *guerre froide*[52].

Pour atteindre ces objectifs, les dirigeants du PCUS et du CPCPS reprirent les bases de la politique d'avant-guerre tout en les perfectionnant : reprise et redéfinition des programmes GTO et maîtres du sport, augmentation du nombre d'heures d'enseignement de sport dans les écoles, développement des sciences du sport dans les universités, etc. En outre, l'État mit en place de nouvelles stratégies pour s'assurer de la domination de ses athlètes sur la scène internationale, avec notamment l'introduction en 1947[53] de la pratique de l'*amateurisme d'État*[54] ou bien un investissement massif pour développer le hockey sur glace à la place du bandy, via des campagnes d'incitation, des stages en Tchécoslovaquie, la puissance dominante de l'époque, ou bien la formation massive d'entraîneurs[55]. Cela assura à l'URSS une moisson inégalée de médailles avec sept titres

patinage artistique et de vitesse, de ski et de volley-ball. D'après : « Die Sportorganisationen der UdSSR und die internationalen Sportverbände ». In : *Neues Deutschland* 7.18 (22. 1. 1958), p. 6.

51. « Olympia ohne UdSSR ». In : *Neues Deutschland* 3.61 (12. 3. 1948), p. 4 ; « Internationales Olympisches Komitee ». In : *Neues Deutschland* 6.105 (10. 5. 1951), p. 6.

52. *« Den zweiten Platz (und ich spreche gar nicht erst vom dritten oder von einer Mannschaftsniederlage in den Spielsportarten) betrachtete J.V. Stalin als Sprengung der Autorität der Sowjetunion und als Diskriminierung unseres Staats. "Wenn man nicht bereit ist, braucht man nicht teilzunehmen", sagte er. Wir befanden uns* im Kalten Krieg *»*, in : Nilokaï Nikolaïevitch ROMANOV, *Trudnye dorogi k Olimpu*, (1987), cité d'après : MERTIN, *Sowjetisch-deutsche Sportbeziehungen im Kalten Krieg*, *op. cit.*, p. 75.

53. RIORDAN, *Sport in Soviet Society*, *op. cit.*, p. 163.

54. *Amateurisme d'État* : Jusque dans les années 1980, le CIO et certaines FI imposaient un strict respect des règles de l'amateurisme, empêchant tout joueur évoluant dans des circuits professionnels de participer aux compétitions internationales. Pour se conformer à ce principe, tout en assurant une durée d'entraînement maximale, les athlètes soviétiques étaient officiellement employés par l'État, notamment au sein de la police ou de l'armée, mais dans les faits, ils étaient détachés à temps plein au sein des clubs liés à ces organisations, notamment les clubs Dinamo ou le CSKA Moscou.

55. Markku JOKISIPILÄ. « Maple Leaf, Hammer, and Sickle : International Ice Hockey During the Cold War ». In : *Sport History Review* 37 (2006), p. 36-53, p. 40.

olympiques et vingt titres mondiaux[56]. Cette stratégie se révéla payante, puisque dès 1952, l'URSS remporta 71 médailles aux JO d'Helsinki, ce qui est resté la moins bonne performance de l'URSS aux Jeux jusqu'à sa dissolution.

Le modèle soviétique trouve ses racines idéologiques dans le mouvement sportif ouvrier qui s'est développé à partir de l'Allemagne à la fin du XIX^{e} siècle. En effet, il lui reprend l'idée d'un sport comme ancré dans et faisant corps avec les problématiques sociales et politiques de son époque. Le sport est donc un objet éminemment politique : il doit servir à la réalisation d'objectifs plus grands que la simple émulation athlétique et doit être affilié aux autres instances de la lutte du prolétariat.

Cependant, si ce principe idéologique est resté comme une constante de la politique sportive soviétique, son rapport aux autres aspects de la pratique sportive a considérablement évolué : souhaitant initialement créer un contre-modèle à travers l'IRS visant à rendre caduques et supplanter les formes bourgeoises et corrompues par le capitalisme, l'URSS a, à partir de la prise de pouvoir de Staline, progressivement abandonné cette stratégie pour s'intégrer pleinement dans les instances sportives internationales. La volonté de prouver la supériorité de son modèle d'organisation sociétale a toutefois continué de sous-tendre la nouvelle politique menée à partir de 1935.

C'est sur cette base d'un sport tourné vers la réalisation d'objectifs politiques, à savoir la promotion nationale et internationale du socialisme, que vont se construire à la fois le système d'éducation physique en URSS d'après-guerre, mais également celui de la RDA, dont les modes d'organisation sont directement calqués de ceux du « grand frère soviétique ».

1.2 La fondation du système sportif est-allemand

Les institutions sportives qui sont apparues en République Démocratique Allemande après la Seconde Guerre Mondiale se sont inscrites dans la tradition que nous venons de décrire, à la fois dans les structures comme dans les références idéologiques. Le sport est-allemand s'est donc constitué en un miroir du système soviétique en suivant les mêmes principes : un sport qui se conçoit comme au-delà du simple affrontement athlétique, qui sert ouvertement des objectifs politiques, qui est mis sous la tutelle de l'État à tous les niveaux, et qui est tourné vers la performance et les compétitions internationales. Ainsi, les éléments mis en place lors de la fin des années 1940 et du début des années 1950 ont été fondés sur le modèle de leurs homologues soviétiques et ce parallélisme est resté dans les grandes lignes valable, dans l'ensemble, tout au long de l'histoire de l'Allemagne de l'Est.

56. *Bandy* : Jusque dans les années 1940, le hockey sur glace n'était que peu développé en URSS, le sport populaire d'hiver étant le bandy, un jeu similaire avec crosse et patins mais se jouant en extérieur, à onze contre onze, sur un étang gelé. Le bandy n'étant pas reconnu internationalement, l'URSS a incité fermement ses joueurs à se tourner vers le hockey sur glace, sport olympique.

1.2.1 Un logiciel idéologique venu de Moscou

Sur le plan idéologique, les dirigeants du sport est-allemand revendiquent ainsi ouvertement leur filiation envers ces mouvements ainsi qu'à leurs idéaux, ce qui est visible dans les discours et publications officielles du régime durant toute la période d'existence de la RDA.

1.2.1.1 Un sport ouvertement politique

Une des caractéristiques principales du système sportif est-allemand est de se revendiquer ouvertement d'un sport plus profond que la simple simple activité physique. En 1948, lors de l'assemblée fondatrice de la Commission allemande pour le sport – *Deutscher Sportausschuß* (DSA), la nouvelle organisation faîtière du mouvement sportif, le président de la Jeunesse allemande libre – *Freie Deutsche Jugend* (FDJ), Erich Honecker, futur secrétaire général du SED, reprend à son compte la thèse d'un sport faisant partie intégrante de la société socialiste et devant servir à son développement, rejetant ainsi les théories d'un sport apolitique, développé par le monde anglo-saxon. La prise de pouvoir des instances politiques sur le monde du sport est ainsi validée :

> Le sport n'est pas un objectif en soi, il est un moyen d'atteindre cet objectif. Toute tentative de placer le sport en dehors de la trame de la société est d'emblée condamnée à l'échec. Elle donnerait immédiatement une balle dans les mains de tous les ennemis du sport, qui l'ont dans le passé trop souvent maltraité dans des buts belliqueux. Nous nous démarquons ainsi volontairement des théoriciens d'un mouvement sportif soit-disant apolitique[57].

Ce positionnement idéologique n'est toutefois pas une spécificité des débuts de la RDA, marqués par l'idéalisme et l'optimisme des dirigeants socialistes, confiants dans leur capacité à faire adhérer les masses à leur projet d'homme nouveau[58]. Il est resté au contraire visible tout au long de la vie de la République Allemande dans les discours et les références des fonctionnaires du sport, et ce même dans les années 1970 et 1980, où le discours idéologique sert principalement à justifier la domination du SED et de ses membres et non plus à tenter de modifier les comportements des citoyens.

Le sport est présenté continuellement comme une partie intégrante de la société socialiste de RDA. Il donc doit démontrer la supériorité de ce modèle sur celui des impérialistes et être guidé par l'avant-garde de la classe ouvrière, le parti et ses différentes ramifications. Ainsi, l'équipe chargée de l'organisation des Fêtes du sport et de la gymnastique (*Turn- und Sportfeste der DDR*) et des Spartakiades pour les enfants et

57. *« Sport ist nicht Selbstzweck, sondern Mittel zum Zweck. Jeder Versuch, die Sportbewegung außerhalb des gesellschaftlichen Geschehens zu stellen, ist von vornherein zum Scheitern verurteilt. Sie würde sofort ein Spielball in den Händen jener sportfeindlichen Kräfte werden, die in der Vergangenheit allzuoft die Sportbewegung für ihre kriegerischen Ziele mißbrauchten. Wir grenzen uns also bewußt von den Theoretikern einer sogenannten unpolitischen Sportbewegung ab »* ; cité d'après : Gunther Holzweissig. « Sport - Gesellschaftliche Rolle und politische Funktion ». In : *Horch und Guck* 51 (2005), p. 1-9. URL : http://www.horch-und-guck.info/hug/archiv/2004-2007/heft-51/05102/ (visité le 31. 7. 2017)

58. Wilkinson Johnson, *Training Socialist Citizens*, *op. cit.*, p. 4.

la jeunesse (*Kinder- und Jugendspartakiaden*) de 1983[59] déclara par exemple qu'« une des manifestations de l'évolution du socialisme était que la culture physique et le sport prenait une place de plus en plus assurée dans la vie de la société de RDA[60] » , et que pour cela l'accompagnement « des organisations du sport socialiste en collaboration avec les partis unis au sein du Front National[61] était salutaire[62] ». Cette stratégie politique dura jusqu'à la toute fin de l'existence de la RDA et ne prit fin qu'avec la Révolution pacifique. On retrouve dans les revues scientifiques jusqu'à la fin des années 1980 des articles soulignant le rôle du parti dans l'évolution du sport continuant[63].

Le gouvernement est-allemand et l'ensemble des dirigeants sportifs se réclament donc ouvertement d'un sport politique et lient de manière directe les évolutions de la culture physique avec les grandes orientations données par le parti.

1.2.1.2 Les références historiques du sport est-allemand.

Cependant, ce n'est pas simplement dans l'utilisation politique du sport que s'inscrit le modèle est-allemand, mais davantage dans l'ensemble de la tradition du sport d'obédience maxiste-léniniste et des bases de ce dernier. Dans son discours pour célébrer le 35^{e} anniversaire de la DHfK, le recteur, Hans-Georg Herrmann, après avoir insisté sur l'importance de la collaboration avec l'Union Soviétique et de ses institutions, déclara notamment que :

> [Au sein de la DHfK], les traditions du mouvement gymnique, bourgeois et progressiste sont devenues vivantes : le combat des gymnastes autour de Friedrich Ludwig Jahn, l'œuvre du grand pédagogue Johann Christoph Guts-Muths, l'engagement courageux pour la démocratie, l'unité et la liberté lors de la Révolution de 1848/49 des gymnastes sous August Schrättner. Reste également dans les mémoires le combat héroïque des sportifs et gymnastes ouvriers contre le fascisme et la guerre[64].

59. Les *Turn- und Sportfeste der DDR* étaient de grandes fêtes, organisées à un rythme irrégulier – généralement tous les quatre à cinq ans – et composées de compétitions sportives, mais également de démonstrations de gymnastiques de masse.
Les *Kinder- und Jugendspartakiaden* étaient des compétitions biannuelles, organisées de 1965 à 1987, et réunissant les meilleurs jeunes athlètes du pays.

60. *« Ein Ausdruck der sozialistischen Entwicklung ist es, daß Körperkultur und Soprt immer mehr zu einem festen Bestandteil des gesellschaftlichen Lebens in der Deutschen Demokratischen Republik werden »* ; cité d'après : « Aufruf des Fest- und Spartakiadekomitees der Deutschen Demokratischen Republik zum VII. Turn- und Sportfest und zur IX. Kinder- und Jugendspartakiade der DDR 1983 ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 30.1 (1/1981), p. 4-5, p. 4.

61. Le Front National (*Nationaler Front*) était une union de l'ensemble des partis autorisés en RDA, réuni autour du SED, dominateur. Il comporte également les partis satellites (CDU, LDPD, NDPD, DBD) et les organisations de masse comme la FDGB ou la FDJ.

62. *« Die sozialistische Sportorganisation leistet in Gemeinschaft mit den in der Nationalen Front vereinten Parteien und Massenorganisationen […] einen würdigen Beitrag »* ; cité d'après : « Aufruf des Fest- und Spartakiadekomitees der Deutschen Demokratischen Republik zum VII. Turn- und Sportfest und zur IX. Kinder- und Jugendspartakiade der DDR 1983 », *op. cit.*, p. 4.

63. Gerhard Eichler et Petra Voigt. « 40 Jahre Sozialistische Einheitspartei Deutschlands – vier Jahrzehnte erfolgreiche Verwirklichung der Kampfziele der revolutionären deutschen Arbeiterbewegung in der DDR ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 27.1 (1986), p. 3-21.

64. *« [An der DHfK] werden die Traditionen der fortschrittlichen bürgerlichen Turnbewegung wach : der Kampf der patriotischen Turner um Friedrich Ludwig Jahn, das Schaffen des großen Pädagogen*

On note trois grandes inspirations qui restent tout au long de la guerre froide les grandes références indépassables du sport est-allemand :

- le mouvement gymnique comme certes bourgeois, mais porteur des valeurs de démocratie et de progrès ;
- le mouvement ouvrier comme la première véritable contribution dans l'histoire du sport à la paix et au socialisme ;
- et enfin le modèle soviétique comme véritable source d'inspiration et base idéologique.

Ces valeurs et ces références sont mythifiées dans le discours du SED et servent de support à un véritable discours de propagande, quitte à altérer les vérités historiques. Les responsables communistes ont certes tout fait au sortir de la Seconde Guerre Mondiale pour tuer toute forme de dissidence sportive et empêcher la refondation d'un mouvement sportif ouvrier ou bourgeois, qui aurait pu concurrencer la vision du sport socialiste[65], mais ils continuent cependant de se placer dans les différents écrits dans leurs traces. Ainsi, dans un article du *Wissenschaftiche Zeitschrift der DHfK* de 1975, Gerhard Eichler, enseignant à l'Institut de marxisme-léninisme avance que :

> Ils [Les représentants de l'Administration militaire soviétique en Allemagne – *Sowjetische Militäradministration in Deutschland* (SMAD)] ont préparé les prochaines étapes avec le mouvement sportif ouvrier, mais aussi les représentants démocratiques de l'ancien sport bourgeois.[66]

Cette vision idéologique du sport s'explique notamment par la personnalité des responsables qui ont construit le système est-allemand à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Les premières années étaient marquées par un certain flottement et un manque d'intérêt des dirigeants envers le sport, souligné par le fait qu'il fut confié à des sociaux-démocrates, comme Waldemar Borde, premier président du DSA entre 1948 et 1949. Toutefois, ces personnalités furent par la suite rapidement écartées au profit de communistes convaincus, comme Rudi Reichert, directeur de la DSA puis de la DTSB, ou encore Kurt Edel, premier président du CNO de la RDA, qui avaient tous les deux adhéré au Parti communiste allemand – *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD) au sortir de la guerre. Les dirigeants postérieurs ont tous eu ce profil de membres, généralement de longue date, du parti communiste, à l'image de Günter Erbach, à la tête du StKS de

Johann Christoph GutsMuths, der mutige Einsatz für demokratische Einheit und Freiheit der Turner unter August Schärttner in der Revolution von 1848/49. Unvergessen bleibt der heldenhafte Kampf der Arbeiterturner und Arbeitersportler gegen Faschismus und Krieg. », cité d'après : *« Ansprache des Rektors der DHfK Prof. Dr. Hermann zum 35. Jahrestag der Hochschule »* (18.10.1985), p. 4. In : Büro des 1. Prorektors. « 35. Jahrestag DHfK ». UAL DHfK VWA 3279. (1985).

65. Wilkinson Johnson, *Training Socialist Citizens*, *op. cit.*, p. 56.

66. *« Sie [Die Vertreter der SMAD] berieten gemeinsam mit den Arbeitersportlern, aber auch mit den demokratischen Vertretern des ehemaligen bürgerlichen Sports, die nächsten Aufgaben »* ; cité d'après : Gerhard Eichler. « 30 Jahre Befreiung vom Hitlerfaschismus und die Entwicklung der Sportbeziehungen zwischen der DDR und der UdSSR (besonders 1960 bis 1972) ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 16.1/2 (1975), p. 5-23, p. 5.

1974 à 1989. Le but est ici de garantir l'orthodoxie du mouvement sportif[67]. On notera également le discours porté par Manfred Ewald, président du Comité d'État pour la culture physique et le sport – *Staatliches Komitee für Körperkultur und Sport* (Stako) de 1952 à 1960, de la DTSB de 1961 à 1988 et du CNO de 1973 à 1990[68], et donc figure centrale et inamovible du régime, sur sa propre histoire. Il a en effet adhéré au SED et à la FDJ dès 1946. Pour renforcer son image de communiste engagé, il s'est toujours présenté comme un membre du réseau de résistance rouge formé autour de Walter Empacher, utilisant son rang au sein des Jeunesses hitlériennes et du NSDAP pour fournir armes et informations aux combattants de l'ombre[69]. Cependant, son affiliation au sein de ce mouvement a été remise en cause par de nombreux historiens, notamment Giselher Spitzer, qui au contraire le présente comme un membre parfaitement loyal au système national-socialiste[70].

On note donc un alignement marqué des dirigeants du sport est-allemand sur les positions du sport communiste développées à partir des années 1930 et importées en Allemagne par Moscou en 1945.

1.2.1.3 La critique du modèle occidental

La RDA se positionne donc comme l'héritière d'une vision politique du sport, de ce qu'elle considère comme étant les tendances progressistes et modernes de la culture physique. En parallèle, elle se montre extrêmement critique envers l'évolution des pays capitalistes, et en particulier la RFA, accusés de se cacher derrière le masque de l'apolitisme tout en soumettant le sport à une idéologie rétrograde et néfaste. L'apolitisme n'est pour les dirigeants est-allemands qu'un mythe, une couverture servant à dissimuler de sombres projets. Or l'*apolitisme* est un terme central pour les premiers dirigeants des fédérations ouest-allemandes, notamment Willi Daume président de la Fédération allemande de handball – *Deutscher Handball-Bund* (DHB) de 1949 à 1955 et de la Fédération allemande pour le sport – *Deutscher Sportbund* (DSB)[71] de 1950 à 1970, ainsi que pour les Alliés occidentaux, qui ont suivi la ligne coubertinienne de séparation de ces deux sphères d'activité[72]. Lors du congrès fondateur de la Fédération sportive du Land de Bavière – *Bayerischer Landes-Sportverband* (BLSV) en 1948, on insiste sur le

67. Notices biographiques de Waldemar Borde, Rudi Reichert, Kurt Edel et Günter Erbach, disponibles sur le site de la *Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur*, et issues de : Helmut Müller-Enbergs, Jan Wielgohs et Dieter Hoffmann, éd. *Wer war wer in der DDR ? Ein Lexikon ostdeutscher Biographien*. 5e éd. Berlin : Ch. Links Verlag, 2010. URL : https://www.bundesstiftung-aufarbeitung.de/wer-war-wer-in-der-ddr-%2363%3B-1424.html (visité le 26. 9. 2017).

68. *Ibid.*

69. Manfred Ewald et Reinhold Andert. *Ich war der Sport. Wahrheiten und Legenden aus dem Wunderland der Sieger*. Berlin : Elefanten Press, 1994, p. 17.

70. Giselher Spitzer. « Manfred Ewald habe den richtigen hitlerischen Führungstyp verkörpert ». In : *Die Welt* (13. 7. 2000). URL : https://www.welt.de/print-welt/article522852/Manfred-Ewald-habe-den-richtigen-hitlerischen-Fuehrungstyp-verkoerpert.html (visité le 26. 9. 2017).

71. La DSB est l'organisation faîtière regroupant en son sein l'ensemble des fédérations disciplinaires d'Allemagne de l'Est.

72. Falko Zink. « Der Sport und seine Institutionen im Spannungsfeld von Staat und Politik : eine zeitgeschichtliche Untersuchung zur Anpassungsfähigkeit der Institutionen des Sports ». Thèse de doct. Sarrebruck : Université de la Sarre, 2009, p. 79.

fait que celle-ci doit rester « indépendante des partis politiques, des idéologies et des religions[73] ». La question de l'indépendance par rapport à la question politique a en outre été d'autant plus nécessaire après la période nationale-socialiste et l'utilisation de l'ensemble des clubs sportifs à des fins propagandistes[74]. Cette attitude fut jugée particulièrement hypocrite par les dirigeants du sport est-allemand, à l'image de Waldemar Borde, qui lors du congrès fondateur du DSA le 13 décembre 1948 déclara que l'« on ne parlait de sport soi-disant apolitique que quand on voulait y camoufler des plans criminels.[75] ».

En effet, le gouvernement est-allemand reproche aux dirigeants du sport des zones d'occupation occidentales, puis de la RFA, de ne pas avoir clairement coupé les ponts avec l'idéologie national-socialiste et de poursuivre l'asservissement de la population par le fascisme. Les principales cibles de ces critiques furent notamment les figures de la nouvelle scène sportive ouest-allemande qui avaient déjà eu des responsabilités sous le nazisme. Discours officiels et articles vitupérèrent contre Carl Diem, qui était à l'époque fondateur et recteur de l'École supérieure allemande du sport – *Deutsche Sporthochschule* (DSHS) de Cologne et conseiller en matière sportive auprès du Ministre fédéral de l'Intérieur, mais qui surtout avait été le secrétaire général du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO) de Berlin 1936 et eu des relations plus que troubles avec le régime hitlérien[76]. Les auteurs de *Neues Deutschland* le qualifiaient par exemple régulièrement de « criminel de guerre » lors de ses interventions dans les relations inter-allemandes[77] ; tandis que Karl Ritter von Haltreg, président du CNO ouest-allemand de 1951 à 1961, mais également *Reichssportführer* de 1944 à 1945, était considéré comme « un fasciste de première ordre du régime nazi[78] ». Si les proches du national-socialisme ont été particulièrement visés, c'est l'ensemble des dirigeants du sport ouest-allemand qui était critiqué pour n'être que des « laquais » du « gouvernement de la division » incarné par Adenauer, à l'image de Willi Daume[79].

73. *« Der Bayerische Landes-Sport-Verband ist sich einig, daß die Einheits-Sport-Bewegung grundsätzlich auf strikte Einhaltung parteipolitischer und religiös-weltanschaulicher Neutralität besteht »* ; cité d'après : Pabst, *Sport - Medium der Politik ?*, *op. cit.*, p. 55.

74. Daphné Bolz. *Les arènes totalitaires : fascisme, nazisme et propagande sportive*. Paris : Éditions du CNRS, 2007, p. 33-36.

75. *« Der Leiter des Deutschen Sportausschusses ging dann auf das Gerede des sogenannten unpolitischen Sportes ein und erklärte, daß mann vom unpolitischen Sport nur spricht, wenn verbrecherische Pläne damit getarnt werden sollen »* ; cité d'après :« Erfolge der demokratischen Sportbewegung ». In : *Neues Deutschland* 3.291 (14. 12. 1948), p. 4.

76. Le rôle de Carl Diem durant les années du national-socialisme a été un sujet de controverses importantes dans l'après-guerre. Pour une description plus détaillée de ce sujet, on se référera principalement au troisième tome de l'excellente biographie en quatre volumes publiée par Frank Becker, *Den Sport gestalten*.

77. On pourra par exemple citer : « Die Protestwelle wächst an ». In : *Neues Deutschland* 5.29 (3. 2. 1950), p. 6 ; « Gesamtdeutscher Sportverkehr – aber im Dienste des Friedens ». In : *Neues Deutschland* 5.39 (15. 2. 1950), p. 6 ; « Westdeutsches NOK tagte illegal ». In : *Neues Deutschland* 6.174 (31. 7. 1951), p. 6.

78. *« Ritter von Halt [war] nicht nur ein kleiner Parteigänger, sondern [ist] ein führender Faschist im Nazireich gewesen. »*, cité d'après : « Die Vergangenheit des Herrn Ritter von Halt ». In : *Neues Deutschland* 9.119 (22. 5. 1954), p. 6.

79. « DSB sieht sich zu Verhandlungen gezwungen ». In : *Neues Deutschland* 7.287 (6. 12. 1952), p. 8.

On voit donc dans les prises de positions idéologiques du monde du sport en RDA, et notamment dans les premières années de son existence, une volonté de s'inscrire dans une tradition particulière de l'histoire du sport, en rejetant clairement les valeurs occidentales, et en se plaçant sur une ligne parallèle à celle de l'URSS de l'après-guerre. Ce positionnement théorique va être également visible dans les structures du sport installé dans la Zone d'Occupation Soviétique (ZOS), puis en RDA.

1.2.2 La mise en place d'un système au service du SED

Durant une décennie après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les dirigeants communistes ont pris le contrôle du système sportif pour le formater et y appliquer les principes que nous avons précédemment analysés.

1.2.2.1 La prise en main par les Soviétiques du sport dans leur zone d'occupation

L'arrivée de l'Armée rouge comme puissance d'occupation et de contrôle à l'Est a provoqué une mutation profonde de l'ensemble des structures de la société. Cette dynamique est également visible dans le domaine de la pratique physique, où la période d'occupation soviétique a enclenché un mouvement de dissolution des formes traditionnelles du sport, qui avaient cours en Allemagne sous la République de Weimar, et la création de nouvelles structures, ce qui a été facilité par le vide laissé par la désagrégation du système national-socialiste.

En effet, au sortir de la guerre, la situation matérielle est catastrophique et la plupart des stades et gymnases ont été détruits ou rendus inutilisables par les combats et les bombardements. En outre, pour les Alliés, la question du sport n'a qu'un rôle mineur dans la stratégie d'occupation face aux questions autrement plus prioritaires de l'organisation politique et du ravitaillement des populations. Ni les Soviétiques ni les Occidentaux ne disposent de conceptions fermes concernant la politique sportive d'occupation et tout juste se sont-ils accordés sur le fait qu'il fallait également appliquer la politique de dénazification à ce domaine de la société[80]. Le sport avait été en effet mis sous la tutelle étroite des dignitaires du régime et largement utilisé à des fins propagandistes[81]. Ainsi, le Conseil de contrôle allié publia dans sa « Loi n° 2 » (*Kontrollratsgesetz Nr. 2*) en date du 10 octobre 1945 une liste d'institutions nationales-socialistes déclarées illégales, à dissoudre et dont la refondation fut interdite. Sur cette liste figure à côté du Parti national-socialiste des travailleurs allemands – *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (NSDAP) et des Jeunesses Hitlériennes, la Fédération nationale-socialiste pour l'éducation physique – *Nationalsozialistischer Reichsbund für Leibesübungen* (NSRL),

80. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*, p. 30.

81. Les analyses sur les détournements du sport par le régime national-socialiste sont très nombreuses dans la littérature scientifique. On se référera notamment à l'ouvrage récapitulatif de Lorenz Peiffer, *Sport im Nationalsozialismus : zum aktuellen Stand der sporthistorischen Forschung*. Pour la littérature francophone, on consultera notamment Daphné Bolz, *Les arènes totalitaires*, ou Jean-Marie Blaizeau, *Les jeux défigurés*.

l'organe de gestion et de contrôle du sport du Troisième Reich. Le 17 décembre, le même Conseil de contrôle édicta une directive, portant le numéro 23, et intitulée « limitation et démilitarisation du sport en Allemagne » (*Kontrollratsdirektive Nr. 23 : « Beschränkung und Entmilitarisierung des Sportwesens in Deutschland »*), visant plus spécifiquement la dénazification du monde du sport. Cette directive prévoyait notamment la dissolution immédiate de l'ensemble des organisations sportives, clubs compris, présentes sur le territoire allemand, l'interdiction formelle de toute pratique sportive à caractère militaire ou para-militaire. Elle exigeait aussi l'autorisation expresse des autorités d'occupation pour la fondation de nouveaux clubs ainsi que pour la tenue de compétitions sportives au-delà des frontières des arrondissements (*Kreise*[82]). L'ensemble des structures sportives du régime hitlérien fut ainsi liquidé et les Alliés gagnèrent une influence massive sur le devenir du futur de la pratique physique en Allemagne[83].

Cependant, si les quatre grandes puissances décidèrent de la dissolution du sport national-socialiste, la politique menée par la suite varia grandement d'une zone à l'autre. À l'Ouest, les Alliés se désintéressèrent rapidement de la question et, malgré quelques différences de points de vue entre eux, laissèrent les Allemands assez libres dans ce domaine. Les Britanniques permirent ainsi dès décembre 1945 la fondation de clubs sans approbation préalable des autorités, tandis que des compétitions dépassant les frontières des arrondissements purent également avoir lieu dès la fin de cette année, avec notamment la mise en place de championnats de football pour les zones française et américaine dès la saison 1945/1946[84]. À l'Est cependant, ce n'est qu'en 1947/48 que furent autorisés les premiers championnats de la ZOS en football et en handball[85]. Ce décalage entre les différents territoires s'explique notamment par le contrôle beaucoup plus strict exercé par les Soviétiques sur le redémarrage des activités sportives : les structures formées sous la République de Weimar ne furent pas autorisées à renaître et seules les activités menées sous l'égide de la FDJ, de la Fédération libre des syndicats allemands – *Freier Deutscher Gewerkschaftsbund* (FDGB) ou des institutions communales (*Kommunalsport*) reçurent l'approbation des autorités d'occupation[86]. Cela avait pour but de permettre aux nouveaux dirigeants de mettre un place un maillage d'organisations favorables à leurs idées sur le territoire.

Cette prise en main de la refondation des institutions sportives par les dirigeants communistes est particulièrement visible en 1948 avec la fondation de deux nouvelles institutions. Tout d'abord, au niveau de la ZOS, fut créée le 1er octobre la Commission allemande pour le sport – *Deutscher Sportausschuss* (DSA), sous la présidence de

82. Le *Kreis* est une sub-division territoriale en Allemagne, qui correspondrait à la taille d'un arrondissement en français. En 2018, la République Fédérale compte par exemple près de 401 *Kreise* – plus exactement 294 arrondissements ruraux (*Kreise*) et 107 villes-arrondissements (*kreisfreie Städte*).

83. Pabst, *Sport - Medium der Politik ?*, *op. cit.*, p. 51.

84. Zink, « Der Sport und seine Institutionen », *op. cit.*, p. 79 ; Hans-Joachim Teichler. « Fußball in der DDR ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 19/06 (5/2006), p. 26-33, p. 26.

85. « Planitz und Weißenfels-Mitte sind Ostzonenmeister ». In : *Neues Deutschland* 3.154 (6. 7. 1948), p. 4.

86. Wilkinson Johnson, *Training Socialist Citizens*, *op. cit.*, p. 49.

Waldemar Borde[87]. Cette organisation fut fondée pour centraliser et superviser la mise en place de la vision des dirigeants soviétiques ainsi que pour surveiller l'orthodoxie des nouvelles structures, mettant ainsi un terme aux voix dissidentes au sein du mouvement d'après-guerre. De plus, au niveau local, l'année 1948 vit la création des Associations sportives d'entreprise – *Betriebssportgemeinschaften* (BSG) comme nouvelle unité de base, en remplacement des clubs civils indépendants. Le but de cette réforme était de renforcer les liens entre la pratique quotidienne sportive et l'entreprise, lieu de vie et désormais de socialisation de l'ouvrier nouveau, tout en permettant un meilleur contrôle de la part des agents de la FDJ et de la FDGB présents dans les combinats. En outre, les noms de ces nouveaux clubs dépendaient désormais de l'activité de l'entreprise : l'ensemble des clubs liés à des entreprises du secteur de la métallurgie portait le nom de *Stahl*, ceux liés à la *Reichsbahn* le nom de *Lokomotive* etc.[88] Ceci devait à la fois renforcer ce sentiment d'adhésion envers le nouveau modèle sociétal, tout en rompant avec les structures de la République de Weimar. Les noms de clubs traditionnels comme *Borussia* ou *Concordia* étaient désormais bannis. La mise en place de ce nouveau système de clubs a cependant assez lente et difficile, les résistances locales demeurant nombreuses[89].

Même avant la fondation de l'État est-allemand en 1949, les nouveaux responsables socialistes disposent de structures déjà en grande partie sous leur contrôle et reflétant leurs idéaux et ont réussi à ostraciser opposants et voix dissonantes. Les tenants du sport bourgeois, notamment au sein du Parti libéral-démocrate d'Allemagne – *Liberal-Demokratische Partei Deutschlands* (LDPD), tentèrent de protester contre la mise au pas du sport et de recréer des clubs hors du cadre socialiste, mais ils se firent balayer. Un phénomène identique est à signaler pour les partisans d'un sport ouvrier traditionnel, mis à l'index par l'avancée du SED et par les réformes de 1948, qui pour reprendre les mots de Hans-Joachim Teichler avaient pour but de rendre l'existence « d'un mouvement sportif indépendant impensable, le contrôle politique ayant la priorité absolue[90] ».

1.2.2.2 La copie des installations soviétiques

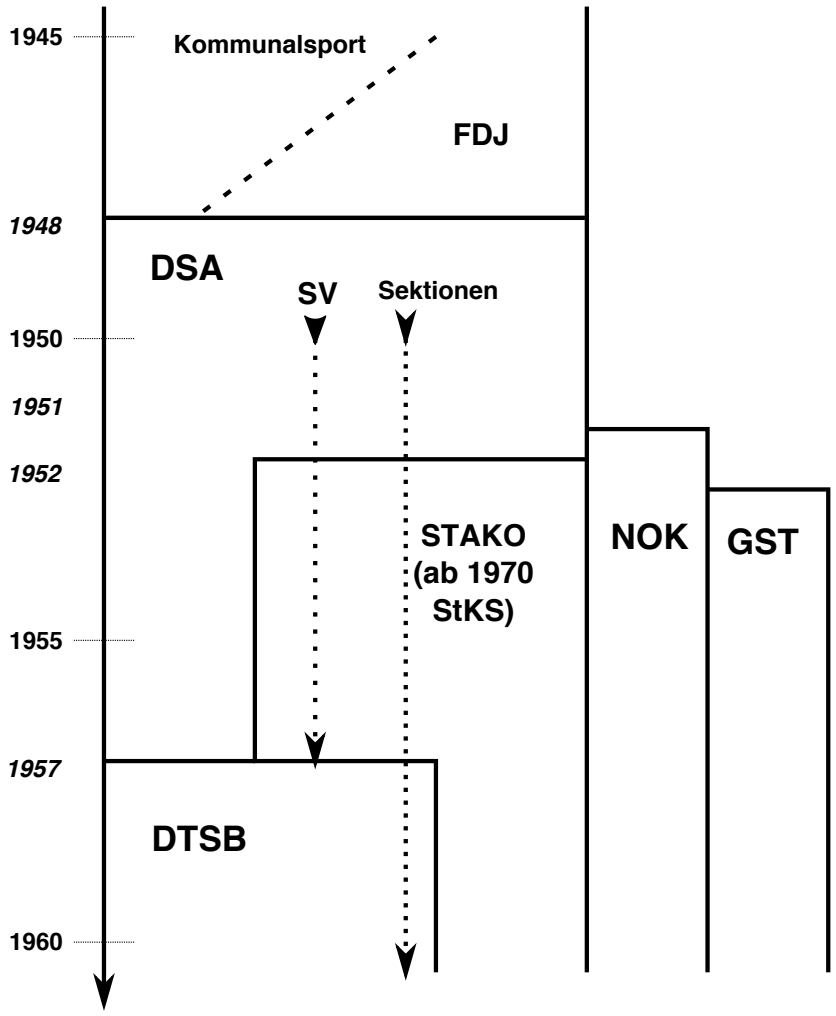
À partir de ce terreau initié par les autorités d'occupation soviétique et les hautes sphères du SED, il a été possible d'introduire dans la nouvelle RDA au tournant des années 1940 à 1950 des structures directement copiées de celles en vigueur en Union Soviétique. La principale manifestation de ce calque des instances soviétiques est la fondation en 1952 du Stako qui reprend sous son aile la plupart des compétences de la DSA (*cf.* Fig. 1.1 et 1.2, p. 49-50 pour un résumé global de l'ensemble des changements du système), jugé coupable de la lenteur de l'amélioration des performances des sportifs

87. « Deutscher Sportausschuß konstituiert ». In : *Neues Deutschland* 3.230 (2. 10. 1948), p. 4.

88. En tous, il existait entre 1948 et 1957 dix-huit dénominations de BSG selon le patronage d'entreprise. L'ensemble des BSG du même nom était regroupé au sein d'une Association sportive – *Sportvereinigung* (SV).

89. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*, p. 33.

90. *« Mit der Umwandlung der SED in eine Partei "neuen Typs" […] hatte in der zweiten Hälfte des Jahres 1948 eine Transformation des politischen Systems in der SBZ in Richtung "Volksdemokratie" stattgefunden, in der eine freie Sportbewegung undenkbar war. Die politische Kontrolle hatte oberste Priorität »* ; cité d'après : Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*, p. 39.



Sources : Günther Wonneberger. « Studie zur Struktur und Leitung der Sportbewegung in der SBZ/DDR (1945-1961) ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 167-247, p. 171 et Hans-Joachim Teichler, éd. *Die Sportbeschlüsse des Politbüros. Eine Studie zum Verhältnis von SED und Sport mit einem Gesamtverzeichnis und einer Dokumentation ausgewählter Beschlüsse*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2002, p. 12-62.

Fig. 1.1 : Représentation schématique de l'évolution des principales instances du sport en ZOS / RDA (1945-1989)

1945 Les structures communales (***Kommunalsport***) et la *Freie Deutsche Jugend* (**FDJ**) sont en charge de l'organisation du sport. La **FDJ** prend peu à peu le dessus.

1948 Création de la *Deutscher Sportausschuss* (**DSA**) pour centraliser l'évolution de l'ensemble du sport en RDA.

1948 Fondation à l'intérieur de la **DSA** de deux sous-ensembles : 18 *Sportvereinigungen* (**SV** : *Chemie, Vorwärts, Dynamo,* etc.), regroupant les associations sportives d'entreprises (*Betriebssportgemeinschaften* – **BSG**) selon leur patronage et en parallèle 30 sections (***Sektionen***) regroupant les participants des différentes disciplines (football, natation, aviron, etc.)

1951 Création du Comité National Olympique est-allemand (*Nationales Olympisches Komittee der DDR* – **NOK**), en charge des relations avec le CIO.

1952 Création de la Société pour le sport et la technologie (*Gesellschaft für Technologie und Sport* – **GST**), en charge de l'éducation physique et du sport dans le domaine militaire et paramilitaire.

1952 Devant les difficultés d'organisation du sport est-allemand, la **DSA** est déchargée d'une grande partie de ses responsabilités, au profit du Comité d'État pour la culture physique et le sport (*Staatliches Komittee für Körperkultur und Sport* – **Stako**). Les attributions du **NOK** et de la **GST** ne changent pas, le **DSA** n'est plus en charge que des relations internationales (principalement avec les Fédérations Internationales), le **Stako** se charge d'organiser les championnats, coupes et équipes nationaux, et prend sous son aile les sciences et la médecine du sport (**DHfK**, **SMD**, etc.)

1957 Devant le chaos administratif persistant, la **DSA** est dissoute et remplacée par la Fédération allemande pour le sport et la gymnastique (*Deutscher Turn- und Sportbund* – **DTSB**), qui reprend une grande partie des prérogatives du **Stako**. Pour la **DTSB** : l'organisation des compétitions sportives et la gestion des sections (les **SV** sont dissoutes, à l'exception de l'organisation **Dynamo**, sous contrôle de la Stasi, le **Vorwärts** est restructuré, mais maintenu.). Pour le **Stako** : les sciences du sport.

1970 Le **Stako** est renommé Secrétariat d'État pour la culture physique et le sport (*Staatssekretariat für Körperkultur und Sport* – **StKS**), mais il reprend les mêmes compétences.

Sources : Günther Wonneberger. « Studie zur Struktur und Leitung der Sportbewegung in der SBZ/DDR (1945-1961) ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 167-247, p. 171 et Hans-Joachim Teichler, éd. *Die Sportbeschlüsse des Politbüros. Eine Studie zum Verhältnis von SED und Sport mit einem Gesamtverzeichnis und einer Dokumentation ausgewählter Beschlüsse*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2002, p. 12-62.

Fig. 1.2 : Chronologie des principales évolutions des instances en charge du sport en ZOS / RDA (1945-1989)

et des échecs sur la scène internationale, notamment des deux humiliants refus du CIO de reconnaître le CNO de la RDA[91]. En outre, ce transfert de compétences entre ces deux institutions permet également la mise à l'écart des derniers sociaux-démocrates des responsabilités et de mettre la nouvelle instance sous la coupe d'un homme de confiance, le jeune Manfred Ewald prenant la présidence. De plus, cette nouvelle institution est placée sous le contrôle direct du Conseil des ministres, permettant ainsi une meilleure surveillance de la part des autorités. Cette nouvelle structure aux responsabilités très vastes – organisation des compétitions sur le territoire de la RDA, tutelle des sections disciplinaires, gestion de l'ensemble des autres institutions du sport – et officiellement considérée comme « l'instance suprême dans tous les domaines de la culture physique et du sport en RDA[92] », ressemblait en tous points dans son fonctionnement, ses structures et ses compétences au CPCPS soviétique.

Cependant, il n'y a pas que la direction du mouvement sportif et le Stako qui ont été entièrement importés de Moscou, une grande partie des dispositifs mis en place en Allemagne de l'Est sont les répliques de ce qui avait déjà lieu en Union Soviétique. Ainsi, les KJS qui voient le jour en 1952 pour faciliter l'entraînement des jeunes athlètes sont basées sur le modèle des *Écoles sportives pour la jeunesse et les enfants* (*Detsko-junošeskie sportivnye školy*) ; la GST créée la même année pour superviser l'entraînement paramilitaire est inspirée par la Société bénévole d'assistance à l'armée, à l'aviation et à la flotte – *Dobrovol'noye obshchestvo sodeystviya armii, aviatsii i flotu* (DOSAAF) ; tandis que le système de badges et de récompenses du programme « Prêt au travail et à la défense de la paix » (*Bereit zur Arbeit und zur Verteidigung des Friedens*[93]), créé en 1950 est un écho indubitable au système GTO créé en URSS[94]. La DHfK elle-même est fondée en 1950 en prenant exemple sur une institution soviétique, l'Insitut central d'État pour la culture physique (*Gosudarstvennyj central'nyj institut fizičeskoj kul'tury*), fondé en 1920 à Moscou. La RDA se tourne immédiatement après sa fondation vers le sport de compétition et entreprend dès 1949 de participer aux compétitions internationales, d'adhérer aux FI et d'y décrocher des médailles[95], suivant ainsi la stratégie récemment mise en place par Moscou[96].

Ainsi, ce n'est pas seulement dans les références théoriques et historiques au modèle de l'URSS que s'inspire le monde du sport en RDA, mais c'est le fonctionnement entier

91. *Ibid.*, p. 49.

92. *« Die oberste Instanz auf allen Gebieten der Körperkultur und des Sports in der Deutschen Demokratischen Republik »*, cité d'après : *Verordnung über die Errichtung des Staatlichen Komittees für Körperkultur und Sport vom 24.7.1952* ; in : *20 Jahre DDR – 20 Jahre Körperkultur des Volks*. T. 18. Theorie und Praxis der Körperkultur. 1969, p. 69.

93. À partir de 1988 : « Prêt au travail et à la défense de la patrie », (*Bereit zur Arbeit und zur Verteidigung der Heimat*).

94. Rico Wagner. *Der vergessene Sportverband der DDR : die Gesellschaft für Sport und Technik in sporthistorischer Perspektive*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2006, 42 et 260.

95. Wolfgang Buss. « "Internationaler Sportverkehr" - Über die babylonische Gefangenschaft des Sports in der internationalen Sportpolitik der DDR der 50er und frühen 60er Jahre ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 308-348, p. 308.

96. Une description plus détaillée de la politique de la RDA face aux instances internationales du sport est à retrouver dans la section 2.2.1 du présent manuscrit (p. 89).

du système est-allemand qui, au début des années 1950 est calqué sur celui du « grand frère soviétique ». Ce dernier suit de près les stratégies et les grands axes politiques de Moscou. Même si des structures propres à la RDA vont être introduites par la suite, ces grands cadres sont restés tout au long de l'histoire du pays et ont donc marqué l'influence du domaine politique sur le sport.

1.2.2.3 Après le chaos initial, des structures pérennes

Les grandes inspirations de la fin des années 1940 et du début des années 1950 pour la création du système sportif est-allemand ont clairement été prises en Union Soviétique, mais ce dernier s'est montré relativement instable durant sa première décennie d'existence et a subi d'importants changements, comme le montrent les figures 1.1 et 1.2 (p. 49 et 49).

En effet la DSA, fondé en 1948 pour centraliser les décisions et permettre une meilleure surveillance sur la durée du développement du monde du sport, s'est vu dépossédée d'une grande partie de ses prérogatives simplement quatre ans après, avec la création du Stako. Lui-même voit son champ d'action largement réduit après seulement cinq ans, au profit de la nouvelle entité, la DTSB. La DSA est elle purement dissoute. Ces modifications permanentes dans le système peuvent s'expliquer par, outre la nécessité de créer de nouvelles structures, la déception des dirigeants du SED face à l'organisation du monde du sport. Poches de résistances des sportifs envers la nouvelle organisation, retard dans l'atteinte des objectifs en termes de performance, revers internationaux lors des tentatives d'adhésions aux FI et chaos d'une organisation pléthorique sont autant de raisons qui ont poussé le gouvernement du SED à modifier aussi souvent le système[97].

Ce n'est qu'avec la fondation de la DTSB en 1957 que les organisations de la RDA trouvent une certaine stabilité[98]. Si la politique sportive du régime a subi certaines modifications stratégiques, notamment au tournant des années 1960 et 1970, l'organigramme des différents organismes et leurs compétences respectives n'ont que peu changé jusqu'à la chute du Mur (*cf.* Figure 1.3, p. 53). À partir de 1957, le contrôle effectif du sport est réparti entre deux instances principales : le DTSB, d'une part, en charge de la pratique sportive, et d'autre part le Stako / StKS responsable de la planification de la politique sportive et de la tutelle des sciences du sport dans le pays[99].

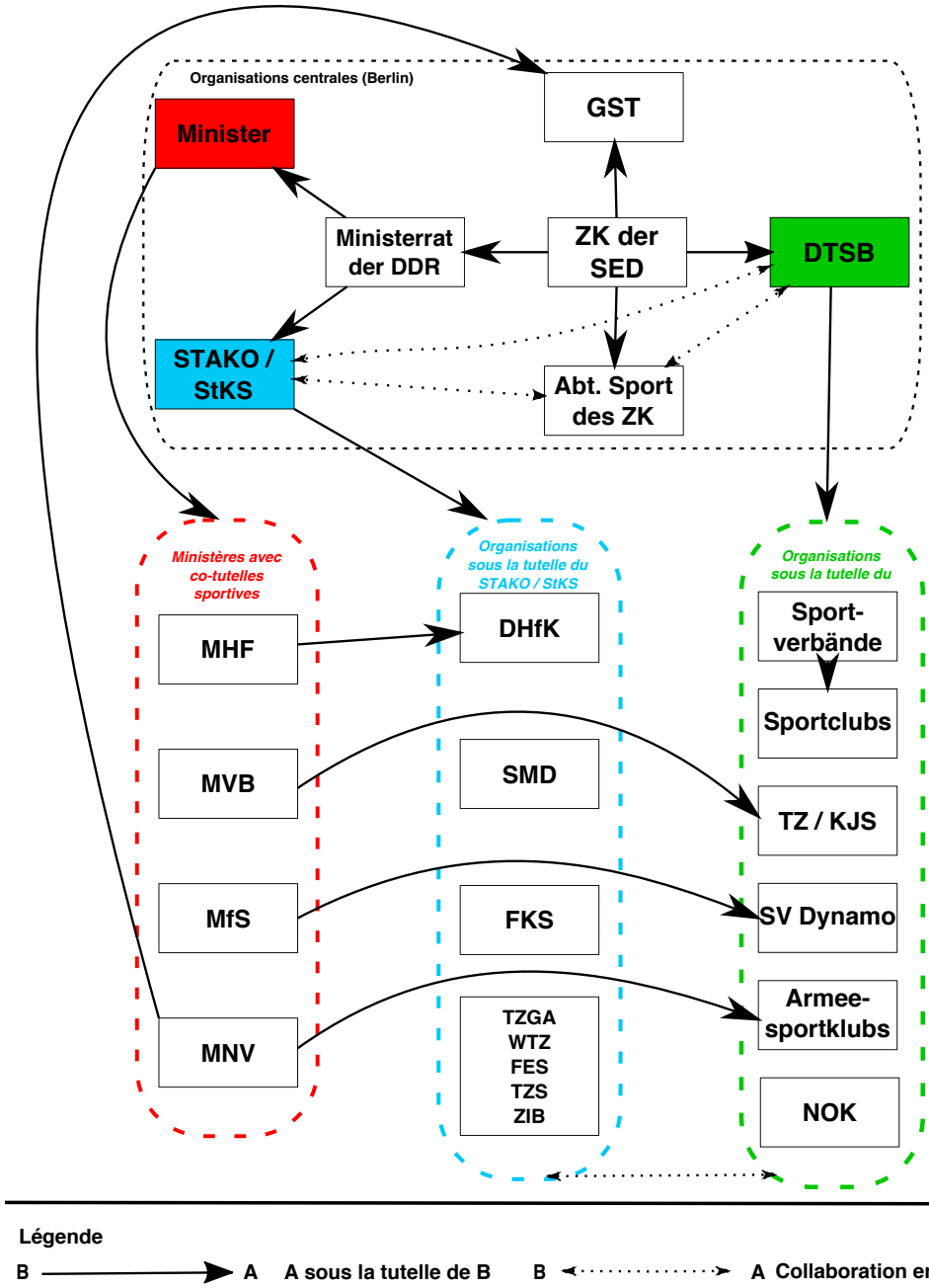
La DTSB, « organisation de masse unitaire pour la culture physique et le sport[100] » est directement subordonnée au Comité central du parti. Elle est en charge de la tenue des différentes manifestations nationales, comme les Fêtes du sport de la gymnastique de RDA (*Turn- und Sportfeste der DDR*) de Leipzig, ou les Spartakiades pour les enfants et

97. Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*, p. 50.

98. Günther Wonneberger. « Studie zur Struktur und Leitung der Sportbewegung in der SBZ/DDR (1945-1961) ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 167-247, p. 214.

99. Andreas Herbst, Winfried Ranke et Jürgen Winkler. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Organisationen und Institutionen (L-Z)*. T. 2. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994, p. 1004.

100. *« Eine einheitliche Massenorganisation für Körperkultur und Sport »* ; in : « Zum leuchtenden Vorbild werden ». In : *Neues Deutschland* 12.100 (28. 4. 1957), p. 6.



Source : Frank REICHELT. *Das System des Leistungssports in der DDR. Struktur und Aufbau.* Marbourg : Tectum Verlag, 2006, p. 165

FIG. 1.3 : Représentation schématique des liens entre les organismes du sport en RDA (1957-1989)

Liste et traductions des termes et abréviations du schéma

Abt. Sport des ZK *Abteilung « Sport » des Zentralkomittees der SED* – Département « sport » du Comité central du SED ;

Armeesportklubs Clubs de l'armée ;

DTSB *Deutscher Turn- und Sportbund* – Fédération allemande pour le sport et la gymnastique ;

FES *Forschungs- und Entwicklungsstelle für Sportgeräte* – Poste de recherche et de développement pour les agrès sportifs ;

FKS *Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport* – Institut de recherche pour la culture physique et le sport

GST *Gesellschaft für Sport und Technik* – Société pour le sport et la technologie ;

KJS *Kinder- und Jugendsportschulen* – Écoles sportives pour les enfants et les adolescents ;

MfS *Ministerium für Staatssicherheit* – Ministère pour la Sécurité d'État ;

MHF *Ministerium für Hoch- und Fachschulwesen* – Ministère pour l'éducation supérieure et technique ;

Minister Ministères ;

Ministerrat der DDR Conseil des ministres de la RDA ;

MNV *Ministerium für Nationale Verteidigung* – Ministère de la Défense nationale ;

MVB *Ministerium für Volksbildung* – Ministère de l'Éducation populaire ;

NOK *Nationales Olympisches Komittee* – Comité national olympique ;

SMD *Sportmedizinischer Dienst der DDR* – Service de la médecine sportive de RDA ;

Sportverbände Fédérations sportives disciplinaires ;

STAKO / StKS *Staatliches Komittee für Körperkultur und Sport* – Comité d'État pour la culture physique et le sport / à partir de 1970 : *Staatssekretariat für Körperkultur und Sport* – Secrétariat d'État pour la culture physique et le sport ;

SV Dynamo *Sportvereinigung Dynamo* – Association sportive « Dynamo » ;

TZ *Trainingszentren* – Centres d'entraînement ;

TZGA *Technisches Zentrum für Geräte und Anlagen* – Centre technique pour les agrès et les installations ;

TZS *Technisches Zentrum Sportböden* – Centre technique pour les surfaces sportives ;

WZ *Wissenschaftlich-technisches Zentrum für Sportbauten* – Centre scientifique et techniques pour les infrastructures sportives ;

ZIB *Zentrales Investitionsbüro für Sportbauten* – Bureau central pour les investissements dans les infrastructures sportives ;

ZK der SED *Zentralkomittee der SED* – Comité central du SED.

la jeunesse (*Kinder- und Jugendspartakiaden*) ; mais également de l'ensemble des compétitions sportives (championnats, coupes, etc.). En effet, c'est sous son égide que les différentes fédérations disciplinaires du pays (*Sportverbände*), au nombre de trente-trois en 1989, tiennent leurs activités. On peut par exemple citer la Fédération de RDA de football – *Deutscher Fußball-Verband der DDR* (DFV) ou la Fédération de RDA d'athlétisme – *Deutscher Verband für Leichtathletik der DDR* (DVfL) pour les plus puissantes. Les clubs locaux sont, eux, placés sous la tutelle de ces différentes fédérations.

La DTSB est également l'organe de contrôle de l'ensemble de la pyramide de détection des jeunes talents, supervisant les centres d'entraînement (*Trainingszentrum*) et les KJS, ainsi que de certaines organisations spécifiques au sport de haut-niveau, comme les clubs de développement des athlètes de haut-niveau comme le *SC DHfK Leipzig*. Enfin, si aucun lien hiérarchique direct n'est établi, le CNO de la RDA est clairement subordonné au DTSB, notamment entre 1973 et 1988, lorsque Manfred Ewald a été simultanément président des deux entités. Face à ces responsabilités, c'est bien le président du DTSB qui est le personnage le plus important du monde sportif en RDA, et ce devant le directeur de la section « sport » du parti ou le secrétaire d'État[101].

La seconde institution majeure de ce système est le Stako – renommé en 1970 StKS sans changer fondamentalement ses prérogatives – « un organe du Conseil des ministres [qui] est responsable de la planification et de la direction des devoirs de l'État dans le domaine de la culture physique et du sport, ainsi que de la prise en charge des intérêts de l'État dans le système de la culture physique et du sport[102] », d'après les statuts de 1970. C'est au secrétariat d'État, qui au sein du gouvernement de la RDA sert de véritable ministère des sports, de superviser, entre autres, la construction et l'évolution des infrastructures (stades, gymnases, piscines, etc.), de les pourvoir en matériel, de définir les grands axes de la ligne politique et idéologique, de fixer la politique en matière de sciences du sport[103]. Pour réaliser ces objectifs, le StKS est l'organisme de tutelle de différentes institutions : la recherche en médecine du sport – dopage inclus – est conduite par l'Institut de recherche pour la culture physique et le sport –*Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport* (FKS) et le SMD ; le Centre scientifique et technique pour les infrastructures sportives – *Wissenschaftlich-technisches Zentrum für Sportbauten* (WTZ) et le Bureau central pour les investissements dans les infrastructures sportives – *Zentrales Investititionsbüro für Sportbauten* (ZIB) ont également pour but d'optimiser l'utilisation et la construction des infrastructures. Au sein des ces instances subordonnées au StKS, figurait également la DHfK, en charge des sciences du sport et de la formation des entraîneurs.

101. Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*

102. *« Das Staatssekretariat für Körperkultur und Sport […] ist ein Organ des Ministerrats. Es ist für die Planung und Leitung staatlicher Aufgaben auf dem Gebiet der Körperkultur und des Sports und für die Wahrnehmung der staatlichen Belange im System von Körperkultur und Sport verantwortlich »* ; cité d'après : « Verordnung über das Statut des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport, vom 17. Juni 1970 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II* 57 (8. 7. 1970), p. 423-426, p. 423.

103. Teichler et Reinartz, *op. cit.*, p. 316.

Enfin, à noter dans ce paysage complexe, deux organismes spécifiques et hors de la sphère d'influence de la DTSB et du StKS : la GST, directement liée au Ministère pour la Défense nationale – *Ministerium für Nationale Verteidigung* (MNV) en charge du sport militaire et paramilitaire[104] et le Département « Sport » du Comité central du parti (*Abteilung Sport des Zentralkomittees der SED*), chargé de la coordination entre les différents services.

On remarque donc ici que, après une période initiale d'instabilité, le système sportif de l'Allemagne de l'Est s'est constitué autour d'une chaîne hiérarchique claire et précise, concentrée autour de trois hommes : le directeur de la DTSB, le secrétaire pour la culture physique et le sport, ainsi que le directeur du département « sport » du parti. L'ensemble du système est donc censé être verrouillé par un petit nombre de personnes, fidèles au parti, qui reste le donneur d'ordres principal et incontournable. On note également, qu'à partir de 1957, le monde du sport s'est révélé d'une grande stabilité, tant dans ses structures, que dans les hommes qui les dirigent ; ces derniers ne variant très peu au cours des années (*cf.* figure 1.4, p. 57).

Le système est-allemand mis en place par le SED au tournant des années 1940 et 1950 se place donc dans le sillage de la politique sportive mise en place en URSS dans les années 1930 : celle d'un sport clairement politisé, faisant partie intégrante d'un système sociétal et devant être guidé par l'avant-garde de la classe ouvrière, son parti. Tant dans les références idéologiques que dans les premières institutions créées, l'héritage marxiste-léniniste et soviétique est clairement visible. Après quelques hésitations et modifications, les instances se sont révélées solides et stables, et entièrement tournées vers le parti.

1.3 Fondation et rôle de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur*

Si on s'attarde sur les différentes institutions de l'Allemagne de l'Est, la DHfK s'inscrit parfaitement dans le système que nous venons de décrire, et se présente officiellement de manière assumée comme le tenant d'un sport politisé, servant des objectifs dépassant largement le cadre de l'éducation physique. La création de l'école en 1950 a en effet été entièrement guidée par le parti, et cette tutelle est restée présente tout au long de l'existence de l'établissement, comme lors de la célébration du 35e anniversaire de la fondation de l'école, qui avait pour but premier d'« exprimer le lien indiscutable de la DHfK, de ses employés et étudiants avec […] la politique du SED et du gouvernement de la RDA[105]. » Les prochaines pages s'interrogeront sur les manifestations et les conséquences de la subordination de l'école au politique.

104. Andreas Herbst, Winfried Ranke et Jürgen Winkler. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Organisationen und Institutionen (A-L)*. T. 1. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994, p. 344.

105. *« Die festliche Veranstaltung drückt die unumstößliche Verbundenheit der DHfK, ihrer Mitarbeiter und Studenten zu der […] Politik der SED und der Regierung der DDR aus »* ; cité d'après : *Konzeption für die Festveranstaltung zum 35. Jahrestag der Gründung der DHfK* (21.10.1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

Deutscher Sportausschuss (1948-1952)

48-49 Waldemar Borde

49-51 Ernst Horn

51-52 Fred Müller

52-57 Rudi Reichert

Deutscher Turn- und Sportbund (1957-1990)

57-61 Rudi Reichert

61-88 Manfred Ewald

88-89 Klaus Eichler

90 Martin Kilian

Staatliches Komittee - Staatssekretariat für KKS (1952-1989)

52-60 Manfred Ewald

60-68 Alfred Bruno Neumann

68-74 Roland Weißig

74-89 Günter Erbach

Comité national olympique (1951-1990)

51-55 Kurt Edel

55-73 Heinz Schöbel

73-89 Manfred Ewald

89-90 Günther Heinze

90 Joachim Weiskopf

Abt. Sport des Zentralkomittees (1953-1990)

53-59 Franz Rydz

60-89 Rudolf Hellmann

Source : Andreas Herbst, Winfried Ranke et Jürgen Winkler. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Organisationen und Institutionen (A-L)*. T. 1. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994 ; Andreas Herbst, Winfried Ranke et Jürgen Winkler. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Organisationen und Institutionen (L-Z)*. T. 2. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994

Fig. 1.4 : Liste des dirigeants des principales organisations sportives de RDA

1.3.1 La fondation de la DHfK, un acte politique assumé

L'ensemble du processus de fondation et de développement d'une école pour les activités sportives à Leipzig a été surveillé et assumé comme un acte politique par les tenants du partis, et ce dès 1950.

1.3.1.1 Le parti comme porteur du projet

Le 24 octobre 1950 se tinrent les premiers cours au sein de la DHfK pour la petite centaine d'étudiants – quatre-vingt-seize précisément – qui composaient la première promotion inscrite dans un cursus de deux ans, et dont les enseignements furent assurés par quatorze enseignants principaux et six assistants[106]. Cette fondation a été décidée par l'article 40 de la « Loi sur la participation de la jeunesse à la construction de la République Démocratique Allemande et la promotion de la jeunesse à l'école et au travail, dans le sport et la détente[107] », qui elle-même fut préparée par une décision du Poltiburo, en date du 17 janvier 1950[108]. Par ces différents textes fut décidée la transformation de l'École pour le sport de la ville de Leipzig fondée un an plus tôt en un institut central pour l'ensemble de la jeune République qui serait actif dans le domaine de l'éducation physique[109]. L'inauguration de l'école fut également accompagnée de la présence de nombreux responsables politiques, et notamment de Walter Ulbricht, secrétaire général du parti, ou de Ernst Horn, président de la DSA[110].

Cependant, au-delà de ces moments de festivité et de la déclaration officielle de fondation, c'est bien l'ensemble du processus de création de l'école qui relève d'une stratégie politique. En effet, depuis la réouverture des universités en ZOS à partir de 1946, d'autres structures existaient déjà pour former entraîneurs et professeurs de sport au sein de ces institutions, en particulier à travers notamment les Instituts pour la culture physique (*Institute für Körpererziehung*). Ces derniers étaient cependant gérés de manière indépendante au régime socialiste. À Berlin, alors que l'université se trouvait dans le secteur soviétique, ce fut par exemple Carl Diem, qu'on ne peut soupçonner d'accointances communistes, qui fut le premier directeur de l'institut. La soviétisation de la société rencontrant une certaine résistance dans les milieux du sport et des universités[111] ; l'éta-

106. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 59.

107. *« Gesetz über die Teilnahme der Jugend am Aufbau der Deutschen Demokratischen Republik und die Förderung der Jugend in Schule und Beruf, bei Sport und Erholung »* ; *in* : « Gesetz über die Teilnahme der Jugend », *op. cit.*

108. « Freie Bahn unserer Jugend ! » In : *Neues Deutschland* 5.15 (18. 1. 1950), p. 1.

109. Günter Erbach. « Die Deutsche Hochschule für Körperkultur auf dem Wege zu einer sozialistischen Hochschule ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 9.10 (10/1960), p. 841-872, p. 847.

110. « Walter Ulbricht eröffnet Hochschule ». In : *Neues Deutschland* 5.245 (19. 10. 1950), p. 6 ; « Hochschule für Körperkultur eröffnet ». In : *Neues Deutschland* 5.250 (25. 10. 1950), p. 6.

111. Pour une étude globale de la politique universitaire du SED jusqu'à la construction du Mur, on se réfèrera notamment à Ilko-Sascha Kowalczuk, *Geist im Dienst der Macht* (2003). Une telle œuvre pour la période après la chute du Mur n'est – à notre connaissance – pas disponible, mais on pourra cependant consulter Ingrid Miethe, *Bildung und soziale Ungleichheit in der DDR* (2007) ou Benjamin Schröder, *Unter Hammer und Zirkel* (2011).

blissement *ex nihilo* de l'école offre la possibilité de contrôler plus efficacement et plus facilement son fonctionnement et la nature des enseignements qui y sont dispensés[112].

Les premières années d'existence de la DHfK ont également été marquées par un développement très rapide de l'école, passant d'un établissement d'une centaine d'étudiants, à un établissement beaucoup plus vaste et ramifié : création en 1951 d'une Faculté pour ouvriers et paysans – *Arbeiter-und-Bauern-Fakultät* (ABF)[113] au sein de l'école, inauguration d'un vaste campus au sud du *Sportforum* doté de nombreux gymnases, piscines et autres terrains d'activités, et construit en partie par les étudiants en 1952, ouverture d'antennes locales (*Außenstellen*) de la DHfK dans différentes villes de RDA pour les études à distance en 1953, création d'un club sportif lié à l'école, le SC DHfK Leipzig en 1954, obtention du droit de délivrer des doctorats (*Promotionsrecht*), développement des cursus d'études, qui s'allongent de deux à quatre ans[114]. Cette évolution n'est cependant en aucun cas indépendante, mais est entièrement guidé par les instances étatiques, et notamment le Stako, qui devient à partir de 1952, l'organisme de tutelle principal de l'école, et qui a mis en place les principales lignes directrices que devaient suivre l'école à partir de cette date, notamment à travers la Directive n°7[115].

1.3.1.2 Une institution calquée sur le modèle soviétique

La DHfK est comme le reste du système est-allemand créée en s'inspirant très fortement de deux instituts soviétiques (re)fondés après la révolution d'Octobre, l'Institut central d'État pour la culture physique de Moscou (*Gosudarstvennyj central'nyj institut fizičeskoj kul'tury*) et l'Institut Lesgaft de Léningrad (*Gosudarstvennyj institut fizičeskogo obrazovanija imeni P. F. Lesgafta*). Cette filiation directe entre la RDA et l'URSS se remarque autant dans les structures internes des différents établissements, que dans les contacts établis très rapidement entre les professeurs et dirigeants de la DHfK et leurs homologues soviétiques. Ainsi, les tous premiers déplacements à l'étranger dans l'histoire de l'école, eurent lieu en Union Soviétique dès 1951, lorsqu'une délégation conduite par le recteur Joachim Lohmann se rendit dans ces deux institutions pendant trois mois pour s'inspirer des méthodes pédagogiques, des programmes universitaires et des derniers résultats de la science soviétique. L'opération se répéta trois ans plus tard autour du nouveau recteur Günther Stiehler[116]. Les relations depuis l'Union Soviétique vers la RDA ont été cependant moins consistants, avec simplement la visite de quelques entraîneurs en 1952, venus former leurs homologues est-allemands. Ces liens entre les

112. Krüger et Kunath, « Der Sport in der SBZ und frühen DDR », *op. cit.*, p. 352.

113. Les ABF étaient des sections des universités et écoles d'enseignement supérieur de la RDA, qui ont existé de 1949 à 1963, et qui avaient pour but de faciliter l'accès des classes populaires aux études supérieures. Pour une histoire détaillée des ABF, on se réfèrera à Ingrid Miethe et Martina Schiebel, *Biografie, Bildung, Insitutionen : die Arbeiter-und-Bauern-Fakultäten der DDR* (2008).

114. Erbach, « Die Deutsche Hochschule für Körperkultur auf dem Wege zu einer sozialistischen Hochschule », *op. cit.*, p. 851-853.

115. « Anweisung Nr. 7 des Staatlichen Komitees für Körperkultur und Sport beim Ministerrat der DDR über die Verbesserung der Arbeit an der Deutschen Hochschule für Körperkultur ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 1.7 (7/1952), p. 52.

116. Hans Simon et al. « Die Bedeutung der deutsch-sowjetischen Freundschaft für die Entwicklung der DHfK ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 19.10 (10/1970), p. 861-869, p. 865.

instituts de Leipzig, de Moscou et Léningrad sont restés cependant actifs tout au long de l'existence de la DHfK.

Cette soviétisation du monde du sport est également, dans le cadre de la DHfK, à remettre en parallèle avec celle de l'éducation. En effet, la deuxième réforme de l'Université de RDA, mise en place en janvier 1951 sur ordre du Comité central du parti, vise à mettre un terme aux résistances visibles, à rapprocher les pratiques du nouvel État allemand avec celles en vigueur chez le « grand frère soviétique » et à améliorer le contrôle des établissements. Cela passe notamment par la subordination directe au Secrétariat d'État pour l'enseignement supérieur : les recteurs et prorecteurs sont désormais nommés par ce secrétariat et ne sont responsables que devant lui, le marxisme-léninisme devient une matière d'enseignement obligatoire, tout comme le russe, et la recherche se doit de s'aligner désormais sur la littérature soviétique[117]. Cette organisation commune à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur est également visible au sein de la DHfK, que ce soit dans ses structures (*cf.* Fig. 1.5, p. 63) ou dans ses programmes. Ainsi, en observant les cursus des années 1950, on s'aperçoit que le russe est la seule langue disponible – et obligatoire – pour les étudiants, et que les cours de marxisme-léninisme représentent entre quatre et cinq heures hebdomadaires dans les emplois du temps des premières et deuxièmes années[118]. De même, lors de la constitution des fonds de la bibliothèque de la DHfK, ouverte en 1953, la majorité des ouvrages disponibles sont des traductions d'ouvrages soviétiques[119].

1.3.1.3 Une politisation assumée

Si on observe la manière dont la DHfK est décrite, tant par les représentants de l'État que par ses propres membres, on observe également un parfait parallèle avec la mise en scène du sport en général en RDA : celle d'une politisation parfaitement assumée et même constamment mise en avant dans les documents et publications officielles. Durant toute l'existence de l'école, jusqu'à la Révolution pacifique de 1989, ce double lien d'affiliation, à la fois envers le SED et l'héritage soviétique – également élargi à l'ensemble de la communauté des États socialistes – n'a eu de cesse d'être souligné.

Ainsi, dans les différents statuts de l'école[120], les documents cadrant les principales orientations politiques et l'organisation de l'établissement, cette filiation politique a toujours été très clairement visible. Le préambule des statuts de 1954 s'ouvre ainsi par ces mots :

> La *Deutsche Hochschule für Körperkultur* est l'établissement central pour l'enseignement et la recherche dans le domaine de la culture physique de

117. Ilko-Sascha Kowalczuk. *Geist im Dienste der Macht : Hochschulpolitik in der SBZ/DDR (1945 bis 1961)*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2003, p. 170-171.

118. *« Personal- und Vorlesungsverzeichnis 1959/60 »*. In : Forschungsstelle der DHfK. « Personal- und Vorlesungsverzeichnis ». UAL VWA FST 350. (1954-1969).

119. Lettre de Helmut Schultze, directeur de la bibliothèque centrale (non datée). In : Büro des 1. Prorektors. « Öffentlichkeitsarbeit ». UAL DHfK VWA 3730/1. (1960-1985).

120. La DHfK a été régie par trois statuts différents, datant de 1954, pour sa création, 1975, marquant le tournant vers le haut-niveau, puis 1988, avec simplement quelques changements mineurs. Ces documents ont été reproduits dans les annexes de ce manuscrit, à partir de la page 395.

> RDA.
> La *Deutsche Hochschule für Körperkultur* forme et éduque des cadres entraînés pédagogiquement et scientifiquement, qui sont prêts et capables d'utiliser les connaissances du marxisme-léninisme, de maîtriser la science progressiste en théorie et en pratique, de mener le combat pour la paix et l'unité de l'Allemagne et de s'impliquer de toutes leurs forces dans la construction de la République Démocratique Allemande[121].

Dès les premiers mots, l'importance de la formation politique et idéologique prodiguée est très nettement mise en valeur et le lien avec la nouvelle organisation socialiste de la société fait figure de leitmotiv tout au long des pages de ces statuts. Ainsi, le paragraphe suivant traite du rôle modèle de l'Union Soviétique dans la construction des savoirs. Par la suite, si les formulations changent, le message délivré reste peu ou prou le même. En 1975, le premier paragraphe des nouveaux statuts souligne :

> La *Deutsche Hochschule fur Körperkultur* est une institution de formation et de recherche. Elle remplit ses devoirs sur la base des décisions du Parti socialiste unifié d'Allemagne[122].

Le préambule des statuts de 1988 change également les mots utilisés, mais se place dans la même tradition :

> La *Deutsche Hochschule für Körperkultur* appartient aux plus hautes institutions d'enseignement du peuple au sein du système éducatif socialiste unifié et est un lieu important de recherche, qui est intimement lié à tous les domaines de la société socialiste [123].

Ces références politiques ne sont cependant pas cantonnées aux grandes documents-cadres, mais essaiment dans l'ensemble des documents officiels, et notamment des discours des principaux responsables de l'école, recteurs en premier lieu, que ce soit à l'occasion des cérémonies autour de l'anniversaire de l'école, d'accueil d'étudiants étrangers ou de l'inauguration de l'année universitaire. Ainsi, on retrouve d'année en année quasiment les mêmes formulations se félicitant notamment de la fondation et la réussite de l'école comme ayant été « l'expression de la politique à long terme du SED et de

121. *« Die Deutsche Hochschule für Körperkultur ist die zentrale Lehr- und Forschungsstätte auf dem Gebiet der Körperkultur in der Deutschen Demokratischen Republik.*
Die Deutsche Hochschule für Körperkultur bildet und erzieht pädagogisch und wissenschaftlich geschulte Kader, welche bereit und fähig sind, die Erkenntnisse des Marxismus-Leninismus anzuwenden, die fortschrittliche Fachwissenschaft in Theorie und Praxis zu meistern, den Kampf um den Frieden und die Einheit Deutschlands zu führen und sich für den Aufbau der Deutschen Demokratischen Republik mit aller Kraft einzusetzen » ; cité d'après les statuts de la DHfK (5.4.1954), p. 1. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3635/1 », *op. cit.*

122. *« Die Deutsche Hochschule für Körperkultur ist eine sozialistische staatliche Bildungseinrichtung und Forschungsstätte. Sie erfüllt die Aufgaben auf der Grundlage der Beschlüsse der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands »* ; cité d'après les statuts de la DHfK (15.10.1975), p. 1. In : *ibid.*

123. *« Die Deutsche Hochschule für Körperkultur gehört zu den höchsten Bildungsstätten des Volks im einheitlichen sozialistischen Bildungssystem und ist eine wichtige Forschungsstätte, die mit allen Bereichen der sozialistischen Gesellschaft eng verbunden ist »* ; cité d'après les statuts de la DHfK (17.11.1988), p. 1. In : *ibid.*

notre État des travailleurs et paysans[124] » ou comme la manifestation de la « solide communauté des États-frères socialistes avec l'Union Soviétique à sa tête[125]. »

Cette conception d'une école politisée et liée aux partis communistes est-allemand et soviétique n'est enfin pas seulement réservée à une communication interne à la RDA, mais est également visible dans les documents destinés à présenter l'établissement à l'étranger, notamment à travers sa revue officielle, le *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*, qui jusqu'à la toute fin du régime continue de soutenir une éducation clairement politique et soulignant l'importance des liens entre le parti et le monde sportif. Ainsi, encore en 1986, Norbert Rogalski, vice-recteur à l'éducation et la formation (*Prorektor für Erziehung und Ausbildung*), et Andrea Lesky, enseignant au sein de l'école, publient dans la revue de la DHfK un clair plaidoyer pour le positionnement idéologique de l'école :

> C'est un fait que la future pratique professionnelle des diplômés de la DHfK est en grande partie une activité politique […]. Il est ainsi nécessaire – aujourd'hui plus qu'hier – que l'éducation communiste des étudiants conduise, dans tout le processus d'étude, à une motivation professionnelle nettement plus forte[126].

La DHfK répond donc, à l'échelle locale, aux mêmes dynamiques que nous avons décrites plus haut concernant l'évolution globale du système sportif en RDA. Il s'agit en effet d'une école créée sur un modèle directement inspiré par l'Union Soviétique – malgré des variations ultérieures – et *par en-haut* ; le SED ayant entièrement contrôlé sa création et son développement, afin d'être sûr de l'orthodoxie des contenus et des personnels. Cependant, cette tutelle politique et idéologique est parfaitement assumée et revendiquée par l'ensemble des dirigeants de l'école, comme faisant partie intégrante du nouvel ordre sociétal en place depuis 1949.

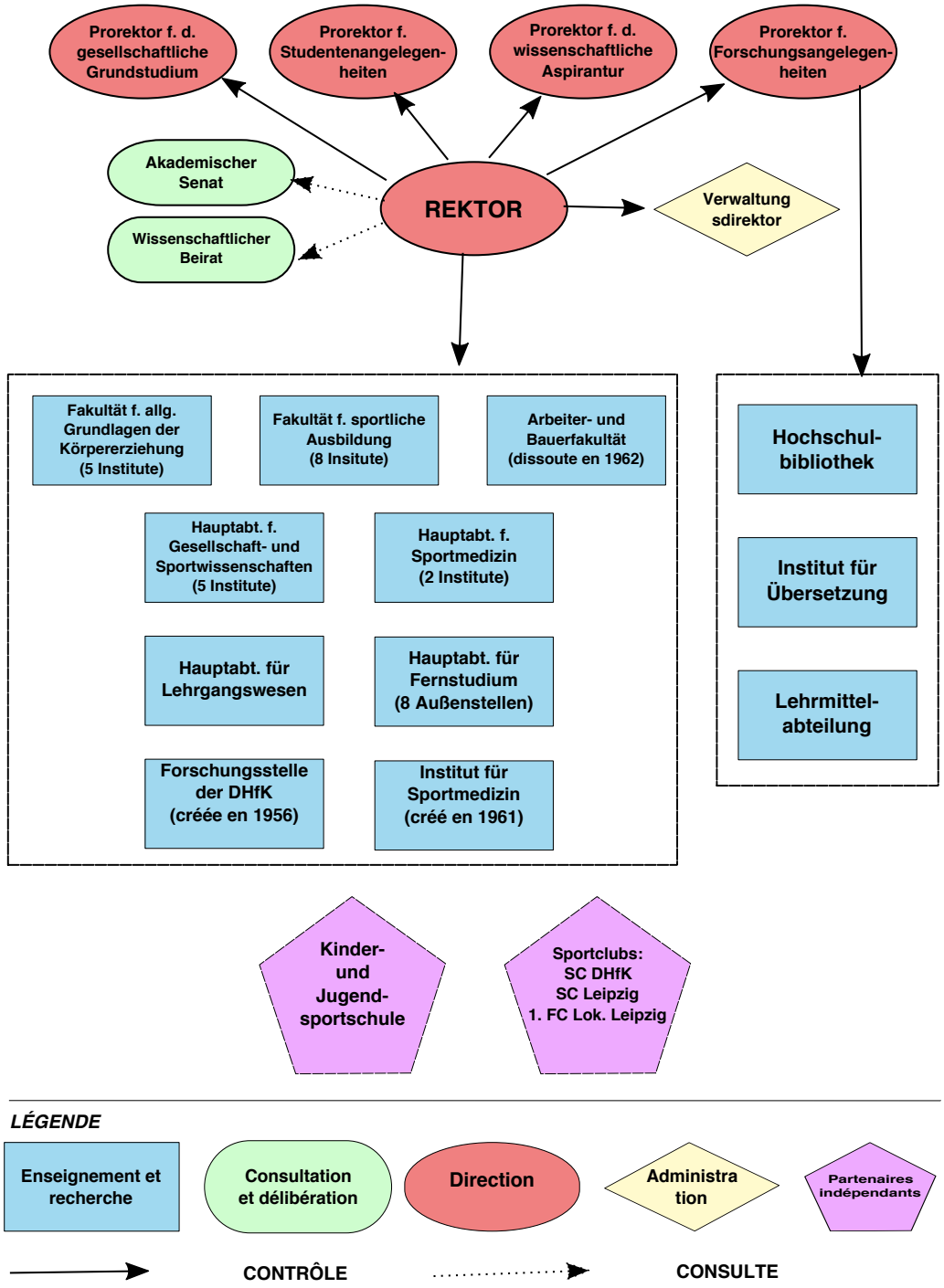
1.3.2 Statuts et fonctions de la DHfK : une école au cœur du système éducatif et sportif de la RDA

Il n'y a toutefois pas que la période de la fondation de l'école qui corresponde à une incursion du politique dans les affaires internes de l'établissement. L'ensemble du fonctionnement de la DHfK a été régie par le gouvernement afin de mettre en place à la fois la politique sportive et la politique éducative du régime.

124. *« Die Gründung der DHfK am 22. Oktober 1950 war Ausdruck der weitsichtigen Politik der SED und unseres Arbeiter- und Bauernstaates »* ; cité d'après *« Erste Gedanken zur Vorbereitung und Durchführung des 40. Jahrestages der DHfK »* (15.12.1988). In : « Rektorat : 40. Jahrestag DHfK ». UAL DHfK VWA 3828. (1988-1990), p. 2.

125. *« Die feste Gemeinschaft der sozialistischen Brüderländer mit der Sowjetunion an der Spitze »*, cité d'après : *« Rektorrede zur Eröffnung des 16. ITK und des postgradualen Studiums »* (fév. 1979). In : Institut für Ausländerstudium. « ITK-Unterlagen, Maßnahmenpläne, Schriftwechsel mit DHfK-Bereichen ». UAL DHfK VWA 2859. (1975-1980).

126. *« Es ist eine Tatsache, daß die spätere Berufspraxis der Absolventen der DHfK in hohem Maße auch eine politische Tätigkeit ist […]. Mehr noch als in der Vergangenheit muß deshalb die kommunistischer Erziehung der Studierenden im gesamten Studienprozeß zu einer wesentlichen stärkeren Berufsmotivation führen »* ; cité d'après : Norbert Rogalski et Andrea Lesky. « Notwendigkeit und wesentliche Aufgaben der weiteren Entwicklung des Studiums an der DHfK ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 27.3 (1986), p. 3-11, p. 6.



Sources : Statut de la DHfK (5 avril 1954), d'après : Büro des 1. Prorektors. « Statut der DHfK, diverse Auffassungen, Entwürfe. » UAL DHfK VWA 3635/1. (1951-1989), et Karsten Schumann, éd. *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie einer weltbekannten Sporthochschule und das abrupte Ende ihrer Geschichte*. Cologne : Deutscher Sportverlag, 2003.

Fig. 1.5 : Organigramme interne de la DHfK selon les statuts de 1954

1.3.2.1 Des liens étroits avec le parti et les organisations de masse

Comme on peut le voir sur la figure 1.1 (p. 49), la DHfK est placée sous la tutelle de deux institutions directement liées au gouvernement central de Berlin : le Stako pour la dimension sportive, et le Secrétariat d'État pour l'éducation supérieure. Cet assujettissement est notamment visible dans les statuts de l'établissement, et en particulier dans le processus de nomination des principaux responsables. Ainsi, le recteur, figure dirigeante de l'école, est « nommé par le secrétaire pour l'enseignement supérieur, sur proposition du Stako[127] », tandis que les quatre vice-recteurs sont, eux, nommés par le Stako sur proposition du secrétaire d'État pour l'enseignement supérieur[128]. Ce phénomène permet de mettre aux postes-clés de l'école des personnes de confiance. En observant la liste des recteurs au cours des quarante ans d'existence de l'école (cf. Figure 1.6, p. 70), on s'aperçoit ainsi que l'ensemble de ces derniers ont appartenu au SED[129] – à l'exception de Helmut Kirchgässner, le dernier d'entre eux, élu à bulletin secret après la chute du Mur[130] – et pour certains, ont occupé des places importantes. Ainsi, Günter Erbach, recteur de 1956 à 1963, a adhéré au parti dès 1946, et a exercé des responsabilités ministérielles, en étant secrétaire adjoint, de 1965 à 1974, puis secrétaire, de 1975 à 1989, pour la culture physique et le sport, tandis que Günther Wonneberger, recteur de 1967 à 1972 a ensuite exercé différentes fonctions exécutives au sein du DTSB ou du StKS[131].

L'orthodoxie du recteur est une condition importante pour la réalisation des objectifs politiques fixés par le régime. En effet, si on observe les structures de l'école (*cf.* Figure 1.5, p. 63 pour une représentation graphique), on s'aperçoit que l'ensemble des structures pédagogiques et de recherche, et notamment les multiples facultés, chargées des différentes disciplines, sont sous le contrôle direct du recteur et des vice-recteurs. Les deux organes délibératifs, même s'ils sont également verrouillés par le parti en raison de la composition de leurs membres, ne sont en effet que consultatifs.

Le contrôle du parti sur les organes de l'école ne se résume en outre pas seulement à sa direction, mais à l'ensemble du corps enseignant, puisque toute nomination devait être validée par le secrétariat pour l'enseignement supérieur[132], permettant ainsi une supervision totale. Au quotidien, cette volonté de surveillance permanente se manifestait par la présence au sein de l'école d'un comité du SED propre à la DHfK (*Hochschulparteileitung*), chargé de surveiller l'orthodoxie des membres de l'école et de la réalisation des

127. *« An der Spitze der Deutschen Hochschule für Körperkultur steht der vom Staatssekretät für Hochschulwesen auf Vorschlag des Staatlichen Komittees für Körperkultur und Sport ernannte Rektor »* ; cité d'après les statuts de la DHfK (5.4.1954), p. 9. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3635/1 », *op. cit.*

128. *« Zur Unterstützung des Rektors für bestimmte Aufgabengebiete werden an der Deutschen Hochschule für Körperkultur durch das Staatliche Komittee für Körperkultur und Sport nach Vorliegen der Ernennung durch den Staatssekretär für Hochschulwesen vier Prorektoren eingesetzt »* ; cité d'après les statuts de la DHfK (5.4.1954), p. 11. In : *ibid.*

129. « Jahrzehnte im Dienst von Staat und Partei : Sporthochschule ». In : *Neue Zeit* 46.247 (22. 10. 1990), p. 3.

130. *« Angaben zur Person – Helmut Kirchgässner »* (14.5.1990). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Rektorwahlen an der DHfK ». BArch DR 5/3221. (1975-1990).

131. Müller-Enbergs, Wielgohs et Hoffmann, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.*

132. Statuts de la DHfK (5.4.1954), p. 5. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3635/1 », *op. cit.*

objectifs fixés par le parti[133]. De même, pour encadrer les étudiants de l'école, la section locale de la FDJ, la *FDJ-Grundorganisation « Werner Seelenbinder » der DHfK* était particulièrement active dans le « travail politique et idéologique » et l'« l'utilisation de tous les étudiants de manière à ce qu'ils soient conscients de leurs classes sociales ». Ainsi, la section de la FDJ était-elle chargée de la surveillance des internats, de l'animation politique de ceux-ci et de la vie de campus, de l'organisation de différents concours, camps d'été ou des brigades étudiantes internationales (*internationale Studentenbrigaden*) avec les partenaires étrangers[134]. Au début des années 1980, la section estime que la totalité du millier d'étudiants inscrits au sein de l'école est membre de la FDJ, dont entre 80 et 90 % depuis au moins cinq ans, tandis que près d'un quart d'entre eux possèdent une carte d'adhérent du parti[135]. Cet adhésion aux organisations de masse et au parti est censée assurer une certaine obéissance – du moins de façade – envers le régime et ses organismes.

Cette situation n'est cependant pas propre à la DHfK et doit être remise dans le contexte du paysage universitaire du pays. En effet, d'après les chiffres publiés par Stefan Wolle, cette proportion d'adhérents à la FDJ et au SED est visible dans l'ensemble des établissements du pays : une poursuite d'études sans être membre de la FDJ, voire du SED étant simplement rendue impossible par les conditions mises en place par le régime[136]. De manière générale, cette structure très verticale de la prise de décisions au sein de la DHfK est non seulement le résultat de la volonté du gouvernement de contrôler le monde du sport, mais avant tout celui de la prise en main du monde de l'éducation en 1951 avec la deuxième réforme de l'Université (*2. Hochschulreform*), qui a pour but de mettre en place un « système d'éducation supérieure socialiste[137]. » C'est cette deuxième réforme qui voit la création du secrétariat d'État pour l'enseignement supérieur et la centralisation du système : nomination et congédiement des enseignants et de la direction par le secrétariat, uniformisation de la structure de prise de décision, validation obligatoire des modalités d'enseignement, etc.

En raison des dynamiques en place à la fois dans la sphère du sport et de l'éducation en RDA, la DHfK se voit imposer dès sa création, et dans l'ensemble de son activité au quotidien, *par le haut* son mode de fonctionnement, menant à la mise en place d'une école entièrement conduite par la politique, et dont la destinée et le contenu des enseignements sont guidés par des stratégies idéologiques.

133. *« Festlegung in Auswertung der Beratung bei der Abteilung "Sport" des Zentralkomittees »* (9.10.1975), in :Büro des 1. Prorektors. « Parteiorgane ». UAL DHfK VWA 2230. (1972-1977).

134. *« Wir FDJ-Studenten verstehen das Studium als Auftrag der Arbeiterklasse – wir kämpfen um hohe Leistungen zu Ehren des 30. Jahrestages der Befreiung vom Faschismus »* (30.10.1974). In : Büro des 1. Prorektors. « FDJ ». UAL DHfK VWA 2232. (1971-1977).

135. *« Statistische Jahresberichte der FDJ »* (1980-1981-1982). In : FDJ. « Grundorganisationsleitung. Aktenplan der GOL ». UAL DHfK VWA 4020. (1979-1989).

136. Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 114.

137. Kowalczuk, *Geist im Dienste der Macht*, *op. cit.*, p. 83.

1.3.2.2 Missions et statuts

Cette position de soumission envers le politique place donc la DHfK au cœur du système sportif de la RDA. Comme nous l'avons déjà signalé, la DHfK est définie comme « l'institution centrale en matière d'enseignement et de recherche dans le domaine de la culture physique en RDA[138] » et a pour but de former des étudiants « conscients de leur classe » (*klassenbewusst*) ainsi que de faire rayonner la science du sport en RDA et à l'étranger.

Pour ce faire, la DHfK a développé au cours des années 1950 un profil varié et pluridisciplinaire. Le principal cursus proposé pour les étudiants est celui débouchant sur le titre d'« entraîneur certifié » (*Diplomsportlehrer*), une filière accessible aux personnes ayant achevé leur scolarité dans le secondaire, et pouvant prouver d'une pratique sportive régulière (au sein des clubs ou des BSG par exemple), sous réserve de délégation par leur organisme de tutelle[139]. Ce cursus donne une formation généraliste dans les sciences du sport (psychologie, pédagogique, histoire du sport, physiologie, anatomie, biomécanique, etc.), mais également en marxisme-léninisme, et comportait une spécialisation dans une discipline sportive (football, handball, gymnastique, etc.). Deux parcours sont possibles, un plutôt orienté vers le sport de masse et un autre plutôt orienté vers l'encadrement de sportifs de haut-niveau[140].

Cependant, d'autres parcours sont également proposés. On peut par exemple citer les cursus visant à former des professeurs de sport pour l'enseignement secondaire, proposés en collaboration avec l'Université-Karl-Marx de Leipzig – *Karl-Marx-Universität Leipzig* (KMU), la DHfK se chargeant de l'enseignement et la pédagogie sportive, la KMU, de la pédagogie générale et de l'enseignement dans la seconde matière (russe, biologie, allemand, par exemple). Même si les universités étaient responsables de la formation de la majorité des enseignants en sport, 2 052 étudiants ont obtenu leurs diplômes dans ce cursus à la DHfK jusqu'en 1978[141]. On note également l'utilisation des locaux et personnels de la DHfK dans certaines formations extérieures, notamment celles pour les spécialistes du sport en milieu militaire, réalisées avec la GST, ou de médecins, spécialisés en médecine du sport[142].

138. *« Die Deutsche Hochschule für Körperkultur ist die zentrale Lehr- und Forschungsstätte auf dem Gebiet der Körperkultur in der Deutschen Demokratischen Republik »* ; cité d'après les statuts de la DHfK (5.4.1954), p. 1, Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3635/1 », *op. cit.*

139. La candidature au sein de la DHfK ne pouvait être spontanée. Elle devait obligatoirement passer par un club, le StKS ou le DTSB, qui « déléguait », détachait l'étudiant en question pour qu'il poursuive ses études.

140. *« Personal- und Vorlesungsverzeichnis der DHfK 1961/62 »*, p. 58-60. In : Forschungsstelle der DHfK, « UAL VWA FST 350 », *op. cit.*

141. Norbert Rogalski. « Die Ausbildung von Schulsportlehrern ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise.* Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 125-131, p. 126.

142. Klaus Gottschalk. « Der Beitrag der DHfK zur Ausbildung von Fachärzten für Sportmedizin ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise.* Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 193-204, p. 198 ; Eberhard Böhm. « Die Ausbildung von Diplomsportlehrern mit der Spezialisierungsrichtung Militärische Körperertüchtigung ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise.* Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 143-150, p. 145.

L'école ne s'est cependant pas simplement développée d'un point de vue thématique, elle a également approfondi les domaines d'enseignement qu'elle dispense, avec l'ajout d'une troisième, puis d'une quatrième année d'enseignement dans le cursus principal. L'école a également renforcé son rôle dans la recherche[143], puisqu'elle obtient le droit de décerner le titre de docteur en 1955 (*Promotionsrecht A*), puis en 1975 celui de *docteur en sciences* (*Promotionsrecht B*[144]).

Le développement de l'école est également visible dans ses structures mêmes, qui se sont progressivement ramifiées. En 1953 est notamment lancé un vaste système d'études à distance (*Fernstudium*), permettant à de nombreuses personnes ne pouvant suivre une scolarité à plein temps de continuer de se former. Ce dispositif, reposant sur un réseau de huit antennes locales[145] a formé en tout plus de 6 000 étudiants[146]. La dimension scientifique de l'école se densifie également au cours des années 1950 avec la création en 1955 du centre de recherches de la DHfK (*Forschungsstelle der DHfK*), censée centraliser et guider l'évolution de la recherche au sein de l'école, tandis qu'en 1958 est publié le premier numéro de la revue de l'école, le *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*[147]. L'école prend également une dimension internationale avec la signature en 1955 des deux premiers traités de collaboration avec d'une part avec l'Académie pour l'éducation physique Józef Piłsudski de Varsovie – *Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie* (AWF) et d'autre part l'Institut pour la Culture Physique de l'Université-Charles de Prague (*Institut tělesné výchovy a sportu Univerzity Karlovy*)[148].

L'ensemble de ces évolutions a transformé une petite école qui, en 1950, ne compte qu'une centaine d'étudiants et d'une quinzaine de professeurs à plein temps en la plus grande institution sous la tutelle du Stako en l'espace de deux décennies. En effet, pour le vingtième anniversaire de la fondation de l'institution, 1 110 étudiants en présentiel et 1 000 en études à distances étaient inscrits, qui étaient encadrés par 348 enseignants à temps plein. En tout, la DHfK employait à cette époque près de 850 personnes pour un

143. Hans-Georg Herrmann. « 30 Jahre Deutsche Hochschule für Körperkultur ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 21.2 (1980), p. 9-12, p. 10.

144. En 1969, avec la 3e réforme de l'Université, le processus classique de doctorat (*Promotion*) et d'habilitation à diriger des recherches (*Habiliation*) est aboli et est remplacé par deux niveaux de doctorats, le doctorat (*Promotion A*), et le « doctorat en sciences » (*Promotion B*), scientifiquement plus exigent et permettant ensuite d'encadrer des thèses. L'obtention d'un doctorat n'était pas une condition préalable à l'acception en « doctorat en sciences ».
Pour une description complète du système de doctorat en RDA, on se réfèrera à Wilhelm Bleek et Lothar Mertens, *DDR-Dissertationen* (1994).

145. Les antennes étaient situées à Berlin, Cottbus, Dresde, Erfurt, Karl-Marx-Stadt – dénomination de Chemintz sous la RDA –, Leipzig, Magdebourg et Rostock. Entre 1976 et 1979, ce dispositif sera complété par sept points de consultations (*Konsultationsstützpunkt*), plus petits à Francfort-sur-l'Oder, Iéna, Oberhof, Neubrandenbourg, Potsdam et Schwerin. Le point de consultations de Schwerin sera doublé d'une antenne en 1988.

146. Henker et Ittner, « 35 Jahre Fernstudium an der DHfK – Erfordernis und Ergebnis erfolgreicher Bildungspolitik », *op. cit.*, p. 92.

147. Frank Reichelt. *Das System des Leistungssports in der DDR. Struktur und Aufbau*. Marbourg : Tectum Verlag, 2006, p. 83-86.

148. Karsten Schumann, éd. *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie einer weltbekannten Sporthochschule und das abrupte Ende ihrer Geschichte*. Cologne : Deutscher Sportverlag, 2003, p. 32.

budget annuel de fonctionnement de près de 35 millions de marks[149]. Cette structure, devenue incontournable dans le paysage du sport est-allemand, possédait un profil assez vaste, s'occupant de l'ensemble du monde des sciences du sport, à la fois dans le haut-niveau, comme pour le sport de masse.

1.3.2.3 Un réseau de partenariats

Outre le développement de l'école elle-même, les années 1950 et 1960 marquent un approfondissement progressif de l'ancrage de la DHfK dans le réseau sportif de la ville de Leipzig et de la RDA en général. Cette inscription dans le paysage local se traduit notamment par une collaboration importante avec les différents clubs de la ville, et en particulier le *SC DHfK Leipzig* – également appelé *SC Wissenschaft DHfK Leipzig* en raison de son attachement original à la *Sportvereinigung Wissenschaft*. Si le club porte le nom de l'école et y est intimement lié, il n'en demeure pas moins une entité indépendante. En effet, le club fut fondé sur ordre du Stako le 20 septembre 1954 dans le but avoué d'augmenter les performances sportives de la RDA, en proposant aux élèves sortant de la KJS Leipzig, fondée en 1952, de poursuivre leur entraînement au sein d'un club dédié à la performance, ou selon les termes employés par le Stako, une « organisation pour le sport de haut-niveau, où l'entraînement sera effectué selon des méthodes scientifiques et par une équipe d'entraîneurs forte[150] ». Le SC DHfK est ainsi devenu un des clubs de référence en RDA en termes de performances, notamment pour les sports individuels. Ce sont près de 100 médailles olympiques qui ont été décrochées par les athlètes du club depuis Melbourne en 1956. On compte parmi ces médaillés plusieurs noms célèbres comme le cycliste Gustav-Adolf « Täve » Schur, la nageuse Kristin Otto, le rameur Siegfried Brietzke, triple champion olympique, ou la sprinteuse Bärbel Wöckel, quadruple médaillée d'or.

La collaboration entre le club et l'école est en outre très étroite. Selon les accords de partenariats entre les deux entités : « Le SC DHfK soutient les recherches de la DHfK ; la DHfK soutient le SC DHfK dans le développement de jeunes talents sur la base de ses recherches[151] ». Dans les faits, de nombreux enseignants de la DHfK entraînent les athlètes du club, tandis que de nombreux athlètes font leurs études au sein de la DHfK. De même, les gymnases et autres locaux sont partagés, et les entraînements et compétitions du SC DHfK servent de base de recherche pour les professeurs et enseignants de l'école afin d'assurer de meilleurs résultats pour le sport est-allemand.

149. *« Hochschulstatistik 1970 »*. In : Direktorat für Planung und Ökonomie. « Hochschulstatistik ». UAL DHfK VWA 2844. (1966-1971).

150. *« Eine Organisation des Leistungssports, [in der] das Training auf wissenschaftlicher Grundlage und mit einem starken Trainerstab betrieben werden soll »* ; cité d'après : Günther Merkel. *Nur wer seine Vergangenheit kennt, hat eine Zukunft : 55 Jahre SC DHfK (1954-2009)*. Leipzig : SC DHfK Leipzig e.V., 2009, p. 35.

151. *« SC DHfK unterstützt die Untersuchungen der DHfK ; DHfK unterstützt den SC DHfK bei der Entwicklung von Nachwuchskadern auf der Grundlage ihrer Untersuchungen »* ; cité d'après : *« Maßnaheplan zur Zusammenarbeit der Deutschen Hochschule für Körperkultur mit dem Sportclub DHfK Leipzig für den Zeitraum 1977-1978 »*. In : Büro des 1. Prorektors. « Maßnahmenplan Zusammenarbeit DHfK – SC DHfK, Abrechnung ». UAL DHfK VWA 2985/1. (1974-1981).

Si la collaboration entre le SC DHfK et l'école est la plus poussée, cette dernière entretient également des relations assez fortes avec d'autres clubs de la ville, comme le SC Leipzig, club spécialisé dans les sports collectifs, ou le 1. FC Lokomotive Leipzig, notamment pour l'observation de certaines compétitions et entraînements comme base de recherche pour les chercheurs de l'école, ou bien encore pour des opérations de promotion de l'école envers les étudiants étrangers[152].

Les partenariats ne se limitent cependant pas aux clubs sportifs, mais s'étendent à l'ensemble du tissu de la ville, à travers principalement la KJS de Leipzig. Un traité de partenariat est signé dès 1954 entre les deux institutions, et a été renouvelé et renforcé à plusieurs reprises jusqu'à la chute du Mur. La DHfK porte assistance à l'école dans la conception des cours et dans l'accès aux infrastructures sportives, tandis que les cours de la KJS servent de base pour les travaux de recherche des chercheurs et enseignants[153]. Ce lien s'est progressivement renforcé avec l'importance prise par le développement de jeunes talents dans le profil de la DHfK à partir des années 1960. De plus en plus de jeunes athlètes issus de la KJS ont ensuite fortement été encouragés à poursuivre des études dans les sciences du sport au sein de l'école[154].

La DHfK occupe donc une place centrale et conforme aux grandes dynamiques au sein du système sportif de la RDA. L'école a en effet évolué du statut d'un petit établissement d'une centaine d'étudiants à un large complexe universitaire, au profil varié en peu de temps. La DHfK a également approfondi et élargi ses domaines de compétence pour devenir une institution incontournable dans l'ensemble du paysage des sciences du sport est-allemand. Elle a également construit un réseau dense de contacts avec les autres organismes locaux. Cette construction est toutefois symbolique de l'évolution du sport socialiste après la Seconde Guerre Mondiale, par son encadrement très strict par le politique. Née d'une volonté du SED, l'école s'est retrouvée sous la tutelle stricte du parti, à la fois dans la définition des grandes lignes de sa stratégie pédagogique et scientifique, mais également dans la gestion quotidienne des activités, devant répondre aux instances ministérielles, à la fois sportives et universitaires.

152. *« Abschlussbericht über die Ergebnisse des Internationalen Weiterbildungslehrganges für Fußballtrainer im Rahmen des Programms "Olympische Solidarität des IOC" »* (21 sept 1976) et *« Abschlussbericht über die Ergebnisse der Internationalen Weiterbildunglehrgangs für Volleyballtrainer im Rahmen des Programms "Olympische Solidarität des IOC" »* (28.7.1978). In : Institut für Ausländerstudium. « Vorlagen, Dienstbesprechungen des Staatssekretariats, Internationaler Weiterbildunglehrgang ». UAL DHfK VWA 3567. (1977-1985).

153. Schumann, *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie. Op. cit.*, p. 29.

154. *« Vorlage für die Arbeitsberatung des Rektors »* (12.11.1976). In : Büro des 1. Prorektors. « Kooperation mit DTSB-Gliederungen ». UAL DHfK VWA 2961. (1976-1980).

1950-1952 Joachim Lohmann

1952-1955 Günther Stiehler

1955-1956 Willi Nitschke

1956-1963 Günter Erbach

1963-1965 Heinz Schwidtmann

1965-1967 Hans Schuster

1967-1972 Günther Wonneberger

1972-1978 Günther Stiehler

1978-1987 Hans-Georg Herrmann

1987-1990 Gerhard Lehmann

Juni-Dez. 1990 Helmut Kirchgässner

FIG. 1.6 : Liste des recteurs de la DHfK (1950-1990)

Bilan du chapitre

La DHfK se comprend donc comme un centre important pour les recherches dans les sciences du sport et la formation des entraîneurs du pays, qui s'est développé en une vingtaine d'années depuis sa fondation en 1950 de manière exponentielle. Elle est ainsi passée depuis sa fondation en 1950 d'un petit établissement d'une centaine d'étudiants pour une quinzaine d'enseignants à un millier d'étudiants et de près de 350 professeurs en l'espace d'une vingtaine d'années. Elle est devenue incontournable dans le paysage du système sportif est-allemand par son caractère polyvalent dans l'ensemble des sous-disciplines des sciences du sport et son réseau de contacts avec l'ensemble des autres organisations du pays.

Cette évolution rapide est cependant le fruit d'un travail politique intense voulu par le parti, omniprésent dans la destinée de l'établissement, lors de sa création, de la définition des grandes lignes de la politique pédagogique et scientifique, mais aussi au quotidien. Hiérarchie de l'école directement affiliée au parti, nomination des enseignants par le ministère, tutelle directe pour l'ensemble des décisions envers le Conseil des ministres de la RDA, omniprésence des organisations de masse : tout est pensé pour assurer l'orthodoxie de l'établissement et de ses membres. Cette subordination du sportif envers le politique est cependant tout à fait assumée et ouvertement revendiquée par l'ensemble des membres de la direction de l'école.

Si ce positionnement d'une école du sport politisée peut *a priori* surprendre quand on le compare au positionnement des pays occidentaux, se réclamant d'un sport universel et hors de la sphère idéologique, il est tout à fait compréhensible si on le remet dans le contexte du système sportif de RDA. Les dirigeants de celui-ci, communistes convaincus pour la plupart, ou s'étant ralliés à ces idéaux pour les autres, se positionnent en effet ouvertement pour une culture physique liée aux évolutions de la société et du parti. Ainsi, c'est bien l'ensemble du monde sportif d'Allemagne de l'Est et de ses instances qui est placé – de gré ou de force – sous la tutelle du parti et de ses ramifications lors de la fondation de la République Démocratique au tournant des années 1940 et 1950.

Le système est-allemand est lui-même directement calqué du modèle soviétique pensé par Staline, importé en Allemagne lors de l'occupation et dont les racines remontent aux conceptions du mouvement ouvrier de la fin du XIX^{e} siècle. Le sport est en effet plus qu'une simple joute athlétique ; il fait partir de l'évolution globale de la société et doit contribuer à son développement.

La DHfK se comprend donc comme un exemple fidèle d'un système entier, où sport et politique sont intimement imbriqués, tout du moins pour ses dirigeants, et se doit de refléter les principales orientations de celui-ci.

Chapitre 2

Le tournant des années 1970

Le passage entre les années 1960 et 1970 marque une césure importante dans l'histoire de la République Démocratique Allemande, avec de profonds bouleversements politiques, tant sur la scène intérieure, avec notamment le remplacement de Walter Ulbricht par Erich Honecker au poste de secrétaire général du comité central du SED le 3 mai 1971, que sur le domaine de la politique étrangère. L'écrasement du Printemps de Prague en 1968 marque la fin des espoirs de réformes du système des démocraties populaires, tandis que l'abandon de la doctrine Hallstein, couplée à l'*Ostpolitik* initiée par Willy Brandt et Walter Scheel, mena à une reconnaissance internationale de la RDA. Le sport est également touché par ces profonds changements structuraux : la question n'est plus de se battre pour participer aux compétitions, mais d'y briller. Les représentants est-allemands participent à leurs premiers Jeux Olympiques en tant qu'équipe indépendante en 1968 et deviennent rapidement une des puissances dominantes en terme de performances, aidés par une politique extrêmement engagée de la part du SED. Cette nouvelle stratégie a cependant eu un impact majeur sur le fonctionnement de l'ensemble des structures sportives du pays, y compris au sein de la DHfK, qui voit ses structures, ses buts et son organisation interne profondément modifiés en quelques années.

Ce chapitre se propose donc d'analyser ces bouleversements du début des années 1970 et de déterminer quelles sont les stratégies en termes de politique et de politique sportive de la part du gouvernement est-allemand, stratégies qui sont restées valables jusqu'à la fin des années 1980.

2.1 Les conditions politiques en RDA au début des années 1970

Le début des années 1970 marque une nouvelle ère dans la politique interne de l'Allemagne de l'Est, dont l'événement le plus significatif est probablement l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle figure, Erich Honecker, qui remplace un des fondateurs du régime Walter Ulbricht. Cependant, au-delà des questions de personnes, la RDA se trouve face à des signaux contradictoires dans l'évolution des conditions de la guerre froide.

D'une part, l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 enterre tout espoir à courts et moyens termes de réforme interne au socialisme et d'émancipation réelle vis-à-vis de Moscou – ce que l'historien Tony Judt appelle la « mort de l'âme du communisme[1] ». Toutefois, dans le même mouvement, la Détente permet l'ouverture de nouvelles perspectives pour la RDA, tant qu'elle reste dans les grandes lignes dictées par Moscou. La vague de reconnaissance internationale, d'ouverture d'ambassades et les nouvelles relations diplomatiques qu'elle entretient lui ouvrent des portes jusque là fermées sur la scène internationale. Berlin-Est dispose désormais de nouvelles ressources et de nouveaux partenaires sur la scène internationale afin de mettre en place une politique plus ambitieuse. Ceci lui permet de redéfinir en partie son rôle vis-à-vis de l'URSS[2]. Cette marge de manœuvre fut utilisée afin de se présenter comme un véritable bras droit, un *junior partner* de l'URSS[3].

2.1.1 Le statut de démocratie populaire : entre reprise en main par Moscou et marges de manœuvre plus grande

L'officialisation par le PCUS du principe de souveraineté limitée des démocraties populaires ainsi que le processus de *normalisation* mis en place en Tchécoslovaquie après la révolte de 1968 montrent clairement qu'aucune remise en question du leadership de Moscou au sein du Pacte de Varsovie ne sera désormais tolérée. Cependant, tant que l'appartenance au bloc de l'Est et la participation aux grands objectifs de l'URSS ne sont pas remises en cause, les modalités de mise en œuvre du socialisme sont laissées au libre choix des leaders nationaux, dont profiteront notamment János Kádár en Hongrie, ou Nicolae Ceaușescu en Roumanie. C'est dans ce contexte à la fois de regain d'autorité mais également de légères concessions de la part de Moscou que doit être comprise la révolution de palais est-allemande de 1971[4].

1. Tony Judt. *Die Geschichte Europas von 1945 bis zur Gegenwart*. Munich : Hanser, 2006, p. 504.

2. La question de l'autonomie de la RDA par rapport à Moscou est une question centrale et problématique dans les débats historiographiques concernant la politique étrangère de l'Allemagne de l'Est, comme nous l'indique Joachim Scholtyseck dans son ouvrage *Die Außenpolitik der DDR* (p. 60-65). Si une définition claire du degré d'autonomie de Berlin-Est par rapport à Moscou n'a pas été donnée, il se dégage cependant, toujours d'après J. Schotyseck, un consensus pour parler d'une *émancipation progressive, d'une dépendance totale à une dépendance partielle*, ce que semble confirmer les contributions plus récentes (Hermann Wentker, Valentina Zamperini notamment). C'est sur cette définition que ce chapitre se fondera.

3. Pour reprendre la définition faite par Hermann Wentker, le terme de *junior partner* désigne une relation certes déséquilibrée, mais entre deux partenaires au même statut. Le membre le plus faible s'insère dans la politique du plus fort, mais ne renonce pas à sa propre autonomie. La poursuite de la politique ne résulte pas d'une soumission, mais d'une synergie des intérêts. (*Außenpolitik in engen Grenzen,*, p. 10).
Le terme est utilisé par de nombreux auteurs pour décrire les relations entre Berlin-Est et Moscou (Wentker, Wenkel, Westad), même s'il n'apparaît pas dans les documents officiels de la RDA.

4. Afin de déterminer ce qui relève des particularismes de chacun des pays et ce qui dépend des contraintes imposées par le statut même de démocratie populaire, il nous semble nécessaire d'adopter une vision globale et comparatiste de l'histoire de l'ensemble des démocraties populaires en Europe et des relations qu'elles entretenaient entre elles et vis-à-vis de Moscou. On appréciera notamment la démarche de la très intéressante trilogie de François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires*, qui reste malgré son âge une source d'informations très appréciable, ainsi que l'ouvrage de Jean-François Soulet *Histoire comparée des États communistes* (1996). On notera également les travaux d'Antoine Marès ainsi que la

2.1.1.1 Les conséquences du Printemps de Prague et la doctrine Brejnev.

Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie[5] entrent en Tchécoslovaquie et mettent un terme au Printemps de Prague ainsi qu'aux expériences de « socialisme à visage humain » du nouveau premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque – *Komunistická strana Československa* (KSČ), Alexander Dubček. Cette intervention, décidée par l'URSS, fut réclamée et soutenue par les dirigeants de la RDA, de la Pologne et de la Bulgarie. Ulbricht, Gomułka et Jivkov craignaient qu'une contagion des idées réformatrices tchécoslovaques ne mît en péril leur propre pouvoir. La Hongrie de Kádár suivit sans enthousiasme, craignant surtout de subir l'ire de Moscou[6].

Les réformes voulues par le successeur d'Antonín Novotný n'étaient pas de nature à remettre en cause la place du socialisme comme modèle d'organisation du pays ou celle du KSČ comme parti unique. Le nouveau gouvernement soulignait de manière permanente le maintien du socialisme comme horizon indépassable, Dubček n'étant après tout pas un partisan de la démocratie ou du multipartisme, mais simplement un communiste fidèle, légèrement plus réformateur que son prédécesseur[7]. L'étau du parti sur la société allait cependant être desserré : la censure fut abolie dès janvier 1968 et les médias disposèrent d'une liberté de ton toute nouvelle. En outre, le programme d'avril du parti prévoyait une vaste réforme de l'État avec notamment l'introduction d'une grande liberté de déplacement pour les citoyens, une importante mise en retrait de l'État dans la planification de l'économie[8]. C'est cependant l'effervescence intellectuelle et populaire qui a le plus inquiété les membres du Pacte de Varsovie : critiques virulentes du parti par les étudiants, désertion des organisations de masse, notamment de jeunesse, au profit de nouvelles associations non-partisanes, etc[9].

Le choix par Moscou de la violence militaire pour étouffer le mouvement et le processus de *normalisation* qui a suivi soulignent à la fois l'impossibilité d'une réforme interne du communisme, mais également le refus définitif d'une trop grande autonomie par rapport à la ligne du PCUS et d'une trop grande mise en avant du nationalisme. C'est le retour de la « tactique du salami » (*szalámitaktika*) prônée par Mátyás Rákosi, l'ancien dirigeant de la Hongrie sous Staline. Les partisans de la voie tchécoslovaque du

large place consacrée à cette thématique dans des ouvrages plus larges, notamment ceux de Tony Judt, *Après-guerre* ou de Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire des relations internationales*.

5. Les pays participants sont l'URSS, la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie. Les troupes de la RDA sont mobilisées, mais s'arrêtent à la frontière, pour éviter toute analogie avec l'invasion des Sudètes en 1938. La Roumanie a refusé d'envoyer des troupes pour mater la révolte, tandis que l'Albanie s'est progressivement détournée de Moscou depuis le début des années 1960.

6. Hermann Wentker. *Außenpolitik in engen Grenzen : die DDR im internationalen System, 1949-1989*. Munich : Oldenburg Verlag, 2007, p. 264.

7. Petr Pithart. « La dualité du Printemps tchécoslovaque : société civile et communistes réformateurs ». In : *Le Printemps tchécoslovaque 1968*. Sous la dir. de François Fejtő et Jacques Rupnik. Bruxelles : Complexes, 1999, p. 77-86, p. 81.

8. François Fejtő. *Histoire des démocraties populaires : 2. Après Staline (1953-1979)*. 3e éd. Paris : Seuil, 2000, p. 261-262.

9. Jaroslav Pánek et Oldřich Tůma, éd. *A History of the Czech Lands*. Prague : Karlonium Press, 2011, p. 545.

socialisme furent écartés, « tranche par tranche, jusqu'à ce qu'il ne restât plus rien[10] », jusqu'à ce qu'Alexander Dubček lui-même fût arrêté puis démis de ses fonctions de premier secrétaire du KSČ le 17 avril 1969. Les réformateurs furent remplacés par des fidèles de Moscou, autour de Gustáv Husák, qui sont restés en place jusqu'à la chute du régime à la fin des années 1980[11].

Au-delà des purges politiques, qui touchent toutes les couches du parti, ce sont également les avancées du Printemps de Prague qui sont supprimées : la censure est rétablie, la police politique, la Sécurité d'État tchécoslovaque – *Státni bezpečnost* (StB), renforcée, les organisations indépendantes, notamment étudiantes, sont interdites, et les troupes soviétiques sont restés présentes dans le pays jusqu'en 1991, plongeant la société tchécoslovaque « dans un conformisme et une passivité dont la généralisation paraissait mettre le pouvoir communiste à l'abri de toute secousse[12] » jusqu'à la Révolution de Velours.

L'écrasement du Printemps de Prague constitue la mise en application ultime des limites des démocraties populaires dans l'exercice de leurs souveraineté, déjà aperçues en Hongrie en 1956, mais désormais officialisée et théorisée par le secrétaire général du PCUS, Léonid Brejnev. Cette politique, qui est passée à la postérité sous le nom de *doctrine de la souveraineté limitée* ou *doctrine Brejnev*, a formé la principale ligne directrice dans les relations entre l'URSS et les autres pays du bloc. Pour reprendre les mots de Brejnev lui-même :

> Le PCUS s'est toujours engagé pour que chaque pays socialiste définisse les formes concrètes de son évolution sur le chemin du socialisme en prenant en compte les spécificités du cadre national. […] Et si les forces ennemies au socialisme, qu'elles viennent de l'intérieur ou de l'extérieur, essaient de détourner n'importe quel pays vers la restauration de l'ordre capitaliste, si naît un danger pour le socialisme dans ce pays, un danger pour la sécurité de l'ensemble de la communauté des États socialistes, ce n'est pas simplement le problème du pays concerné, mais le problème de tous de s'en occuper. [13]

Moscou, par ce discours, officialise son droit de regard et d'ingérence dans les politiques internes des pays du Pacte. Si les modalités d'application du socialiste sont laissées aux États, toute remise en question du système socialiste, tout trouble majeur de l'ordre

10. Heino Nyyssönen. « Salami Reconstructed : "Goulash Communism" and Political Culture in Hungary ». In : *Cahiers du Monde russe* 47.1/2 (2006), p. 153-172, p. 153.

11. Pánek et Tůma, *A History of the Czech Lands*, *op. cit.*, p. 571.

12. François Fejtő et Ewa Kulesza-Mietkowski. *La fin des démocraties populaires : les chemins du post-communisme*. Paris : Seuil, 1992, p. 188.

13. *« Die KPdSU ist stets dafür eingetreten, daß jedes sozialistische Land die konkreten Formen seiner Entwicklung auf dem Wege des Sozialismus unter Berücksichtigung der Spezifik seiner nationalen Bedingungen bestimmt. […] Und wenn die inneren und äußeren dem Sozialismus feindlichen Kräfte die Entwicklung irgendeines sozialistischen Landes auf die Restauration der kapitalistischen Ordnung zu wenden versuchen, wenn eine Gefahr für den Sozialismus in diesem Land, eine Gefahr für die Sicherheit der gesamten sozialistischen Staatengemeinschaft entsteht, ist das nicht nur ein Problem des betreffenden Landes, sondern ein allgemeines Problem, um das sich alle sozialistischen Staaten kümmern müssen »* ; cité d'après : « Unsere Solidarität schlägt die Feinde ». In : *Neues Deutschland* 13.315 (13. 11. 1968), p. 3-4.

public ou toute initiative se détachant de manière trop appuyée de la ligne du PCUS sera sanctionnée et permettra l'intervention du « grand frère » soviétique.

La manière dont ont été gérés les troubles sociaux en Pologne est ainsi significative de cette nouvelle politique. Le remplacement de Władysław Gomułka par Edward Gierek a notamment été soutenu et salué par Brejnev et le PCUS[14], en raison de son immense impopularité suite à la crise étudiante de 1967-1968 et aux émeutes de la Baltique de 1970 qui ont été réprimées dans le sang par la police et l'armée, provoquant la mort d'au moins 40 grévistes[15]. L'attitude de Moscou lors des événements de 1980 est également symptomatique de ce refus de la mise en danger du socialisme et de la peur de la contestation populaire. Les grèves d'août 1980 forcent le gouvernement Gierek à négocier avec les manifestants et à signer l'Accord de Gdańsk. Celui-ci prévoit notamment la légalisation du syndicat indépendant Solidarność de Lech Wałęsa[16]. C'est la première fois qu'un syndicat libre est autorisé dans les pays du Pacte et ce dernier agrège les volontés réformatrices du pays, si bien qu'en novembre 1980, il compte déjà 10 millions de membres. Face à cette remise en question de la domination du Parti ouvrié unifié polonais – *Polska Zjednoczona Partia Robotnicza* (PZPR), les pays du Pacte se montrèrent très inquiets et particulièrement virulents, laissant penser qu'une intervention semblable à celle de 1968 n'était pas à écarter : le 5 juin 1981, Brejnev envoie au PZPR un avertissement solennel, stipulant que « nous ne laisserons pas porter atteinte à la Pologne socialiste »[17]. Ces menaces de la part du « grand frère » soviétique d'une nouvelle *normalisation*, couplées aux tensions internes au parti, conduisirent à l'arrivée au pouvoir de Wojciech Jaruzelski, partisan de la ligne dure, qui proclama l'état de guerre sur le territoire polonais le 13 décembre 1981, mettant un terme – provisoire – au mouvement de contestation[18].

Cette doctrine de la souveraineté limitée restera en vigueur jusqu'en 1988, lorsque Mikhaïl Gorbatchev à l'occasion d'un discours aux Nations Unies sur la place de l'URSS en Europe de l'Est proclama que « la liberté de décision est un principe universel ; il ne peut souffrir d'aucune exception[19] », redonnant ainsi leur liberté aux démocraties populaires.

2.1.1.2 Des marges de manœuvre dans le respect de la hiérarchie

Si la remise en question de l'ordre socialiste et de la primauté de ses instances n'est pas tolérée par Moscou et le PCUS, il est cependant difficile de trouver une ligne commune pour décrire les politiques des différentes démocraties populaires, tant celles-ci semblent différentes, notamment au début des années 1980. La Tchécoslovaquie de Husák ou la Bulgarie de Jivkov se présentaient certes comme des orthodoxes, mais restaient volontiers en retrait sur la scène internationale, contrairement à la RDA de Honecker, s'inscrivant comme le bras droit, le *junior partner*, de l'URSS. À l'inverse, la Hongrie de János Kádár

14. Daniel Beauvois. *Histoire de la Pologne*. Paris : Hatier, 1995, p. 395.
15. Henry Bogdan. *Histoire des pays de l'Est*. 2e éd. Paris : Perrin, 2008, p. 565.
16. Judt, *Die Geschichte Europas*, *op. cit.*, p. 674-675.
17. Bogdan, *Histoire des pays de l'Est*, *op. cit.*, p. 575-576.
18. Fejtő et Kulesza-Mietkowski, *La fin des démocraties populaires*, *op. cit.*, p. 167.
19. Judt, *Die Geschichte Europas*, *op. cit.*, p. 694.

et son programme économique libéral et la Roumanie sous Ceaușescu et son programme nationaliste ne semblaient que peu compatibles avec les idées de Moscou.

Cette apparente hétérodoxie hongroise et roumaine repose principalement sur deux facteurs. Le premier constitue le processus de déstalinisation engagé par Nikita Khrouchtchev à partir de 1956 ; c'est ce que François Fejtő appelle « la fin du monolithisme[20] ». Les « voies nationales du communisme » sont tolérées par le PCUS et on tolère désormais une certaine liberté par rapport à la ligne politique de Moscou. La deuxième raison permettant d'expliquer cette autonomie relative est la remise en question au début des années 1960 de la suprématie de l'URSS au sein même du bloc communiste. En effet, si les rapports entre les deux superpuissances soviétique et américaine s'améliorent dans le cadre de la Détente, après les tensions extrêmes provoquées par la construction du Mur de Berlin et la crise des missiles cubains, Moscou doit désormais faire face à des critiques en interne extrêmement virulentes émises par la République Populaire de Chine (RPC) de Mao Zedong. Ce dernier reproche notamment au PCUS d'avoir abandonné l'esprit de la révolution et de s'être enfermée dans une politique révisionniste, cherchant à tout prix la paix avec les États-Unis[21]. L'intransigeance idéologique de Mao Zedong, considérée par Khrouchtchev comme le principal danger pour la stabilité de l'URSS, conduisit à la rupture définitive entre les deux parties lors du XXII^{e} Congrès du PCUS en 1961[22] et à l'aggravation progressive des tensions, jusqu'à un affrontement armé sur le fleuve Oussouri en 1969[23]. Si, hormis l'Albanie de Enver Hoxha[24], déjà en rupture de ban avec Moscou depuis la période de la déstalinisation et le rapprochement entre Tito et Khrouchtchev[25], personne en Europe de l'Est n'a suivi la ligne de Pékin, les tensions entre les deux grands du bloc de l'Est et la remise en question de l'hégémonie soviétique ont permis durant les années 1960 aux démocraties populaires de jouer avec ce conflit pour leurs propres intérêts[26].

L'exemple le plus frappant de la stratégie d'autonomisation par rapport à Moscou est probablement celle menée par la Roumanie, qui fut engagée par Gheorghe Gheorghiu-Dej, puis considérablement mise en avant et développée par son successeur Nicolae Ceaușescu à partir de 1965. Dès 1963, la Roumanie marque en effet son originalité dans le bloc de l'Est, profitant des tensions entre Moscou et Pékin, et critique vertement les tentatives de renforcement du Conseil d'Assistance Économique Mutuelle (CAÉM), la spécialisation des pays au sein de cette organisation[27], ainsi que l'initiateur de ces réformes. Gheorghe Gheorghiu-Dej alla même jusqu'à appeler Nikita Khrouchtchev du

20. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, *op. cit.*, p. 60.

21. Céline Marangé. « Une réinterprétation des origines de la dispute sino-soviétique d'après des témoignages de diplomates russes ». In : *Relations Internationales* 148 (12/2011), p. 17-32, p. 30.

22. Jean-Baptiste Duroselle et André Kaspi. *Histoire des relations internationales. De 1945 à nos jours*. 15^{e} éd. Paris : Armand Colin, 2009, p. 248.

23. Maurice Vaïsse. *Les relations internationales depuis 1945*. 13^{e} éd. Paris : Armand Colin, 2013, p. 97.

24. Parfois également retranscrit avec l'orthographe Enver Hodja.

25. Duroselle et Kaspi, *Histoire des relations internationales*, *op. cit.*, p. 247.

26. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, *op. cit.*, p. 166.

27. Jacques Lévesque. « Essai sur la spécificité des relations entre l'URSS et l'Europe de l'Est de 1945 à 1989 ». In : *Relations Internationales* 148 (12/2011), p. 7-16, p. 12.

sobriquet peu flatteur de « vielle galoche usée[28] ». Ceaușescu adopta lui aussi cette politique d'indépendance vis-à-vis de Moscou, en présentant son pays sur la scène internationale comme indépendant de Moscou.

Ainsi, les coups d'éclat de la Roumanie et les défis lancés à l'URSS sur la scène internationale sont nombreux à partir de 1965. En 1967, le pays est le seul à refuser d'adopter la politique pro-palestinienne du PCUS et maintient ses relations diplomatiques avec Israël suite à la guerre des Six Jours[29]. L'année suivante, il refuse de participer à la répression du Printemps de Prague et apporte officiellement son soutien à Dubček. Nicolae Ceaușescu déclara dans une allocution à la radio roumaine le 21 août que l'invasion était « une grande erreur et un grave danger pour la paix en Europe et le sort du socialisme dans le monde […] [et qu']il n'y [avait] aucun motif qui rende admissible […] l'idée d'une intervention dans les affaires d'un État socialiste frère[30] ». Dans les années 1980, le pays est le seul du Pacte de Varsovie à dénoncer l'invasion soviétique en Afghanistan et à refuser le boycott des Jeux Olympiques de Los Angeles en 1984[31].

Ainsi, le régime roumain a mené une politique volontairement nationaliste en soulignant son indépendance vis-à-vis de Moscou, notamment afin de bénéficier de rapports privilégiés avec l'Occident. Ce faisant, il est allé bien plus loin dans la critique que ceux qui dû subir la répression sanglante des chars de l'Armée rouge. Cependant, deux facteurs doivent impérativement être évoqués afin de ne pas surestimer cette apparente tolérance du PCUS envers l'électron libre que serait Ceaușescu. Tout d'abord, contrairement aux événements en Pologne ou à Prague, ces velléités nationalistes ne sont en aucun cas accompagnées de débordements populaires ou de quelconques manifestations. L'État ne tolère aucune remise en question du pouvoir et l a police politique, la *Securitate*, tient le pays d'une main de fer. Toute revendication est sévèrement réprimée par le régime. La grève des mineurs de la vallée du Jiu en 1977, le seul mouvement social d'importance dans le pays jusqu'en 1989, se solda par des milliers d'arrestation et par la mutation forcée de centaines de grévistes[32]. Le second facteur réside dans le fait que, malgré le caractère tonitruant de ses déclarations, Ceaușescu s'est toujours gardé de franchir la ligne rouge et de remettre en cause la place de son pays au sein du Pacte de Varsovie et du système communiste. Ainsi, en 1968, les vertes critiques de Moscou suite au refus du dictateur roumain de participer à la répression du Printemps de Prague et les menaces d'intervention pour mettre un terme à cette dissidence, ont tôt fait de réduire au silence les volontés d'indépendance au sein du Parti communiste roumain – *Partidul Comunist*

28. Irina Gridan. « Bucarest – Moscou : le ferment nationaliste des dissensions bilatérales (1964) ». In : *Relations Internationales* 148 (12/2011), p. 95-110, p. 95.

29. Lucian Boia. *La Roumanie. Un pays à la frontière de l'Europe*. Paris : Les Belles Lettres, 2003, p. 166.

30. Mihnea Berindei. « Ceauşescu et la position singulière de la Roumanie en 1968 ». In : *Le Printemps tchécoslovaque 1968*. Sous la dir. de François Fejtő et Jacques Rupnik. Bruxelles : Complexes, 1999, p. 191-209, p. 197.

31. Fejtő et Kulesza-Mietkowski, *La fin des démocraties populaires*, *op. cit.*, p. 208.

32. Anthony Kemp-Welch. « Eastern Europe : Stalinism to Solidarity ». In : *The Cambridge History of the Cold War. Volume II : Crises and Détente*. Sous la dir. de Melvyn Leffler et Odd Arne Westad. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 219-237, p. 236.

Román (PCR) avant qu'il ne soit trop tard[33]. Ainsi, si Ceaușescu semble aller beaucoup plus loin dans la critique et l'hétérodoxie que Nagy, Dubček ou Gomułka, sa politique reste toutefois dans le cadre de la souveraineté limitée énoncée Brejnev et ne vise pas à s'émanciper définitivement de Moscou. Pour reprendre les mots d'Irina Gridan, on peut résumer la situation de la manière suivante :

> Le national-communisme à visée intérieure l'emporte sur les manifestations les plus bruyantes de désatellisation. Ceaușescu est un stalinien de la première heure, qui instrumentalise habilement le réformisme en politique étrangère au service de l'immobilisme et de l'évitement de la déstalinisation en politique intérieure, en reprenant à son compte un système de valeurs politiques traditionnelles mêlant patriotisme, nationalisme et hostilité au voisin russe.[34]

Un mouvement similaire est visible en Hongrie, avec le « communisme du goulash » (*gulyáskommunizmus*), mis en place par János Kádár au cours des années 1960[35]. Le régime créa ainsi un système d'apparente ouverture, aux antipodes de l'orthodoxie socialiste, et qui, à bien des égards, allait bien plus loin dans la remise en cause des préceptes marxistes que le « socialisme à visage humain » pragois. Tolérance relative face aux idées divergentes, abandon de la propagande anti-religieuse, déserrement de la censure, le tout couronné par l'introduction en janvier 1968 du Nouveau Mécanisme Économique, qui visait à introduire de larges libertés dans le tissu économique et à mettre en place une véritable société de consommation[36], telles étaient les bases du système kádáriste, visant à conserver une certaine paix sociale au sein du pays après le choc de la Révolution écrasée de 1956. Cependant, là encore, si ces idées semblent montrer une indépendance marquée face au « grand frère » soviétique, le fait qu'elles soient tolérées tient également à l'absence de révoltes populaires dans le pays et à la soumission du parti aux décisions du PCUS[37].

La politique des démocraties populaires d'Europe centrale oscille donc entre ces deux pôles : d'un côté une certaine marge de manœuvre laissée par Moscou dans les affaires internes et internationales des différents pays, permettant des variantes locales du communisme, mais de l'autre côté, l'exigence de l'obéissance aux grands axes du PCUS et surtout un maintien du calme social afin d'éviter toute remise en question de la hiérarchie. C'est à travers ce prisme qu'il faut analyser la politique de la RDA au tournant de ces deux décennies, ainsi que son action politique.

33. Berindei, « Le Printemps tchécoslovaque », *op. cit.*, p. 204.

34. Irina Gridan. « Du communisme au national-communisme. Réaction à la soviétisation dans la Roumanie des années 1960 ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 109 (3/2011), p. 113-127, p. 126.

35. Nyyssönen, « Salami Reconstructed », *op. cit.*, p. 153.

36. Fejtő et Kulesza-Mietkowski, *La fin des démocraties populaires*, *op. cit.*, p. 176.

37. Mihály Fülöp. « Y a-t-il une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990 ? » In : *Cahiers du CEFRES* 25 (2010). url : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01163156/document (visité le 20. 4. 2017), p. 4.

2.1.2 De nouvelles lignes directrices de la politique est-allemande

La politique est-allemande du début des années 1970 s'inscrit dans ce cadre d'un changement de paradigme au sein de l'Europe de l'Est. Ce nouveau cours de l'histoire de l'« autre Allemagne » se caractérise non seulement par un changement de personnel politique, mais aussi par une modification des grandes lignes de son action, nationale et internationale.

2.1.2.1 La révolution de palais est-allemande

Le 3 mai 1971, Walter Ulbricht, alors âgé de 77 ans, est obligé de démissionner de son poste de premier secrétaire du SED. Officiellement il s'agit d'un retrait volontaire pour raisons de santé – et doit désormais se contenter du titre purement honorifique de président du SED. À sa place est nommé Erich Honecker, jusqu'alors secrétaire en charge des questions de sécurité, âgé de 58 ans. C'est donc la fin politique de celui qui fut l'homme fort du régime depuis la fin de la guerre et qui est décédé deux ans plus tard dans l'indifférence quasi générale[38]. Ce qui à première vue pourrait ressembler à la simple mise à la retraite forcée d'un homme s'accrochant à son pouvoir, est en réalité une lutte de longue haleine entre deux conceptions deux courants et deux conceptions de l'obéissance envers Moscou.

Suite aux réformes économiques mises en place dans les années 1960, notamment autour du Nouveau système économique pour la gestion et la planification – *Neues Ökonomisches System der Planung und Leitung* (NÖSPL) introduit en 1963, et au rapprochement inter-allemand lancé en 1969 par le nouveau chancelier fédéral Willy Brandt, deux camps se forment au sein de la direction du parti. D'un côté les partisans de ces évolutions visant à moderniser le pays sont réunis autour du premier secrétaire. De l'autre, les opposants à ces réformes, forment la majorité des membres du Politburo, sont réunis autour de Honecker, craignent pour la stabilité du pays et la viabilité du pays[39]. Ces tensions, qui n'ont cessé de croître depuis 1970, ont finalement été indirectement réglées par le PCUS et Léonid Brejnev, qui au courant de la situation en Allemagne de l'Est et passablement courroucé de l'attitude de Ulbricht, accorda son soutien au groupe des opposants aux réformes[40].

À l'intérieur de cette crise, on note des éléments rappelant dans une certaine mesure les situations tchécoslovaque et polonaise permettant d'expliquer l'abandon de Ulbricht par Moscou, même si les équilibres internes au SED jouent ici un rôle prépondérant. En effet, sur un plan économique, le gouvernement est-allemand a tenté d'introduire avec le NÖSPL ses propres réformes et d'adopter une vision particulière du socialisme en déserrant l'emprise de l'État et en souhaitant freiner les efforts de collectivisation. Ces projets, présenté devant le 7e Congrès du parti en 1963 devant Nikita Khroucht-

38. Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 38.

39. Andreas Malycha. *Geschichte der DDR*. T. 312. Information zur politischen Bildung. Bonn : bpb, 2011, p. 47.

40. Andreas Malycha et Peter Jochen Winters. *Geschichte der SED. Von der Gründung bis zur Linkspartei*. Bonn : bpb, 2009, p. 198.

chev, prévoyaient notamment de modifier la manière dont étaient régies les directives économiques, en considérant que l'objectif principal des entreprises était de dégager des profits, abandonnant le système d'objectifs chiffrés de production[41]. La création de ces îlots de liberté économique apporta certes des résultats positifs, mais également de vertes critiques de la part des plus orthodoxes du régime, qui y voyaient une dangereuse déviation et une perte de contrôle de l'État sur la société. Ces derniers réussirent à ralentir le cours de la réforme à partir de 1967[42]. Ces critiques furent encore plus visibles avec la prise de pouvoir de Brejnev, bien moins ouverts aux réformes que son prédécesseur. Ainsi se créa une rupture entre partisans d'un modèle traditionnel de la société et ceux en faveur d'une relative modernisation, Ulbricht s'obstinant dans la seconde voie[43].

Une autre pierre d'achoppement entre d'une part Ulbricht, et de l'autre Moscou et les groupe Honecker réside dans la position du premier secrétaire face à l'*Ostpolitik* menée, à partir de 1969, par le nouveau chancelier fédéral Willy Brandt. Cette politique débuta officiellement avec le discours de politique générale du nouveau gouvernement ouest-allemand le 28 octobre 1969 qui pour la première fois depuis la division reconnaissait la présence de « deux États en Allemagne », et déboucha, le 21 décembre 1972, à la signature du Traité Fondamental, entérinant la normalisation des relations inter-allemandes[44]. Elle visait à diminuer les tensions entre la RFA et la RDA après deux décennies d'affrontement. Cependant, une mésentente s'est fait sentir au sein du bloc socialiste quant à la manière de réagir face à cette réorientation des rapports Est / Ouest. En effet, si l'URSS supervise de manière étroite la *Westpolitik* du SED, Brejnev est quelque peu courroucé envers l'attitude de Ulbricht et voit dans ce processus une possible menace pour la stabilité du bloc. Deux raisons expliquent ces tensions : en premier lieu la concurrence existant entre le réchauffement des relations de la RFA avec la RDA, et celui entre la RFA et l'URSS. Pour le géant soviétique, les positions de la RDA risquent d'interférer avec ses propres desseins internationaux. En outre, le rapprochement entre les deux frères ennemis allemands est une question extrêmement sensible pour l'URSS, qui y voit un risque de déstabilisation du système[45]. Ainsi, l'empressement d'Ulbricht à vouloir accélérer les discussions avec l'Ouest et à y imposer coûte-que-coûte des objectifs maximalistes pour assurer le futur de la RDA – reconnaissance de la souveraineté de la RDA, collaboration avec la RFA en vue d'y gagner en influence et coopération en matière économique et technologique[46] – ont provoqué l'impatience de Moscou : la pause des contacts inter-

41. Jörg Roesler. *Konservative, Reformer und das « Neue Ökonomische System ». Die Auseinandersetzungen innerhalb der SED-Führung um die Lenkung der DDR-Wirtschaft Anfang der 1960er Jahre.* In : *Deutschland Archiv Online*. 15. 5. 2013. URL : http://www.bpb.de/160233 (visité le 25. 4. 2017).

42. Hans-Ulrich Wehler. *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Bundesrepublik und DDR (1949-1990).* Munich : C.H. Beck Verlag, 2008, p. 94.

43. Stefan Wolle. *Aufbruch nach Utopia. Alltag und Herrschaft in der DDR (1961-1971).* 2e éd. Berlin : Ch. Links Verlag, 2011, p. 404.

44. Andreas Wilkens. « Willy Brandt, l'*Ostpolitik* et les deux États allemands ». In : *Allemagne 1961-1974 de la construction du Mur à l'Ostpolitik*. Sous la dir. de Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 57-80, p. 70.

45. Joachim Scholtyseck. *Die Außenpolitik der DDR*. T. 69. Enzyklopädie deutscher Geschichte. Munich : Oldenbourg, 2003, p. 104-105.

46. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 322.

allemands au printemps 1970 signala déjà la mise en échec de la politique d'Ulbricht, qui se confirma avec sa mise à l'écart l'année suivante. La volonté de ce dernier de trop jouer la carte de son pays face aux équilibres du bloc entier jouèrent donc un rôle majeur dans sa chute : si Honecker ne conduisait pas une politique radicalement différente de celle de son prédécesseur, il ne cessa cependant de se présenter comme le garant du respect des hiérarchies au sein du bloc et se présenta auprès de Brejnev comme l'obligé de l'URSS[47].

Ainsi, le changement de direction de 1971 ne marque pas seulement la mise à la retraite d'un vieux dirigeant, usé par plus de vingt ans de pouvoir au profit d'un « jeune » loup du parti, mais il s'inscrit également dans un mouvement plus global de l'ère brejnévienne, où les politiques nationales des démocraties populaires peuvent varier de la position du PCUS, mais uniquement dans la mesure où les intérêts communs du bloc socialiste, et donc en premier lieu de Moscou, sont respectés.

2.1.2.2 La neutralisation de la question allemande

La politique de rapprochement entre les deux États allemands initiée par Willy Brandt ne s'est pas arrêtée avec le changement de dirigeant à Berlin-Est et les discussions se sont poursuivies lors de l'arrivée au pouvoir de Walter Ulbricht, conduisant finalement à la normalisation des rapports entre RFA et RDA, voire à une certaine neutralisation de ces relations. Le Traité Fondamental, signé le 21 décembre 1972, marque un tournant dans les rapports inter-allemands, car il met un terme aux longues querelles concernant le statut de la RDA. La RFA reconnaît en effet l'existence de la RDA comme État, l'inviolabilité des frontières de 1949 et accepte de négocier directement avec Berlin-Est, ouvrant la voie à une reconnaissance internationale de la RDA. Le préambule du texte stipule en effet pour la première fois dans un document officiel la présence de « deux États allemands » tandis que l'article 1 stipule :

> La République Fédérale Allemande et la République Démocratique Allemande entretiennent des relations normales de bon voisinage, fondées sur le principe d'égalité des droits[48].

C'est donc la fin de la période de l'affrontement chaud entre les deux États allemands et des affrontements ouverts, laissant la place à une politique de dialogue, qui débute par l'entrée des deux pays au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en septembre 1973 et par l'ouverture des bureaux des Représentations permanentes en 1974, et qui culminera avec la visite d'État de Erich Honecker en RFA en 1987. Il ne faut cependant pas exagérer l'étendue de ce dialogue et les multiples crises qui ont parsemé les années 1980, notamment celle des missiles Pershing, montrent les limites de cette entente, les différends entre les deux blocs restant entiers. L'*Ostpolitik* marque donc davantage le gel des tensions entre les deux États plutôt qu'une réelle résolution du conflit. Le trait

47. Wilkens, « Willy Brandt, l'*Ostpolitik* et les deux États allemands », *op. cit.*, p. 75.

48. *« Die Bundesrepublik Deutschland und die Deutsche Demokratische Republik entwickeln normale gutnachbarlich Beziehungen zueinander auf der Grundlage der Gleichberechtigung »*, cité d'après : Dieter Grosser, Stephan Bierling et Beate Neuss, éd. *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung Band 11 Bundesrepublik und DDR, 1969-1990.* Stuttgart : Reclam, 1996, p. 59

d'humour cynique de Egon Bahr, ministre du cabinet Brandt et négociateur en chef avec la RDA, après la signature du Traité Fondamental résume assez bien la situation entre les deux Allemagnes : « Jusqu'à présent, nous n'avions pas de relations [avec la RDA]. Maintenant, nous en aurons des mauvaises, et c'est ça le progrès [49] ».

Ce passage d'un affrontement direct entre les deux rivaux vers le maintien du *statu quo* et de l'affirmation de la non-intervention n'est pas seulement visible en Allemagne, mais s'ancre dans une logique mondiale au début des années 1970 dans le cadre de la Détente, particulièrement visible en Europe. Les épisodes de la construction du Mur et du Printemps de Prague soulignaient en effet le caractère pérenne de la situation géopolitique en vigueur depuis la guerre, tandis que la crise de Cuba de 1962 avait révélé la nécessité de trouver un *modus vivendi* entre les deux blocs, et encore plus en Europe, où ces derniers se faisaient face-à-face[50]. Les épisodes de rapprochement Est / Ouest se multiplièrent donc au cours des années 1960 et culminèrent avec la réunion à partir de 1973 de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui déboucha en 1975 sur la signature des Accords d'Helsinki, signés par 33 États européens [51] ainsi que le Canada et les États-Unis. Les principes I à IV de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki affirment en effet l'égalité juridique entre tous les signataires – dont les deux États allemands –, le refus du recours à la menace ou à la violence, l'inviolabilité des frontières et l'intégrité territoriales des États, déplaçant ainsi la résolution des différends en Europe dans le domaine de la diplomatie et de la discussion[52].

Par cette série de traités et de dialogues, la question allemande a perdu de son importance et de son caractère brûlant, les deux États allemands s'alignant désormais sur une stratégie de coexistence pacifique.

2.1.2.3 Renforcer le caractère national de la RDA

Ce changement de paradigme dans les rapports diplomatiques inter-allemands a également mené à des modifications profondes dans les rapports de la République Démocratique Allemande avec sa propre identité et la manière dont elle-même se définissait, auprès de sa population et à l'étranger. Le thème de l'identité nationale a toujours eu un rôle prépondérant dans la politique du pays, notamment dans sa stratégie de légitimation. Au sein de cette thématique, la question des points communs, notamment historiques, avec le voisin et ennemi ouest-allemand a été particulièrement brûlante pour le régime[53] En effet, la RDA est un État qui a été fondé en 1949 de manière artificielle,

49. *« Bisher hatten wir keine Beziehungen, jetzt werden wir schlechte haben, und das ist der Fortschritt »* ; cité d'après : Norbert Pötzl. « Post aus Pankow ». In : *Spiegel, Special Geschichte* 3 (2008), p. 102-105, p. 105

50. Jussi Manhimäki. « Détente in Europe, 1962-1975 ». In : *The Cambridge History of the Cold War. Volume II : Crises and Détente*. Sous la dir. de Melvyn Leffler et Odd Arne Westad. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 198-218, p. 199.

51. Tous les États souverains du continent y compris l'URSS, mais à l'exception de l'Albanie et d'Andorre.

52. Manhimäki, « Détente in Europe, 1962-1975 », *op. cit.*, p. 214.

53. Pour un traitement complet des rapports entre le SED et la question allemande, on pourra notamment se référer aux auteurs suivants : Heike Amos. *Die SED-Deutschlandpolitik 1961 bis 1989 : Ziele, Aktivitäten und Konflikte*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2015 ; Andreas Apelt, Martin Gutzeit

sans autre raison que le contexte politico-militaire au sortir de la Seconde Guerre Mondiale[54] : ses frontières ne correspondent à aucune séparation historique, si ce n'est la ligne de démarcation entre les troupes occidentales et soviétiques ; sa nouvelle orientation géopolitique vers l'Est rompt avec les liens traditionnels ; et surtout sa population n'est en rien différente de celle de l'Ouest. La justification même de l'existence d'un État est-allemand et d'une définition à même d'unifier ses habitants était donc particulièrement ardue, d'autant plus que les préceptes du marxisme-léninisme rejetaient comme « bourgeois » et « capitalistes » ces concepts de nationalisme et d'identité nationale, cette idéologie se considérant comme universelle et internationaliste. Les dirigeants du SED durent donc déployer d'audacieuses stratégies afin de créer légitimité et cohérence internes et internationales, ou pour reprendre les mots de l'historien Dietrich Orlow :

> Les leaders de la RDA ont tenté par une myriade de moyens de créer une identité nationale viable, tout d'abord pour l'Allemagne entière, puis pour la RDA. Personne n'a dépensé autant de temps, d'efforts, d'argent et n'a fait preuve d'autant d'ingéniosité pour atteindre ce qui finalement se révèlera une quête ratée[55].

Si la présence d'un État socialiste en Allemagne sous cette forme a rapidement été justifiée par le nécessaire combat des forces progressistes face aux tenants du « fascisme » et de l'« impérialisme capitaliste », les relations avec la population de la RFA a fait l'objet de justifications mouvantes de la part du régime, notamment avec le changement de l'équipe dirigeante au début des années 1970. Dans les années 1950 et 1960, Walter Ulbricht n'avait eu de cesse de souligner les liens qui unissaient l'ensemble des Allemands, que ce soit ceux de l'Est ou ceux de l'Ouest, une position notamment visible dans la Constitution est-allemande de 1968, reflet des visions politiques et idéologiques du dirigeant de l'époque, et dont l'article premier stipulait que « La République Démocratique Allemande est un État socialiste au sein de la nation allemande[56] ». Si les deux États allemands sont dans une position de confrontation en raison des différents chemins pris dans l'évolution sociétale et politique, les références à une « nation allemande » commune sont légion dans les discours des politiques de l'époque. Cependant, cette vision de l'Allemagne de l'Est comme faisant partie d'une nation commune et ayant des similitudes et une histoire partagée avec la population de l'Ouest fut interrompue à la fin des années 1960 et la mise en place d'une politique de *démarcation* (*Abgrenzungspolitik*)

et Gerd Poppe, éd. *Die deutsche Frage in der SBZ und der DDR : Deutschlandpolitische Vorstellungen von Bevölkerung und Opposition (1945-1990)*. Berlin : Metropol, 2010.

54. Christian Wenkel. « En quête permanente d'une reconnaissance internationale. La politique étrangère de la RDA et ses marges de manœuvre ». In : *Relations Internationales* 148 (2011), p. 47-58, p. 48.

55. « The leaders of the GDR tried in myriad ways to create a viable national identity first for Germany as a whole, and later for the GDR. No one spent more time, effort, money, and convoluted ingenuity to achieve what ultimately turned out to be a failed quest », cité d'après : Dieter Orlow. « The GDR's Failed Search for a National Identity, 1945-1989 ». In : *German Studies Review* 29.3 (10/2006), p. 537-558, p. 537.

56. *« Die Deutsche Demokratische Republik ist ein sozialistischer Staat deutscher Nation »* ; cité d'après : Grosser, Bierling et Neuss, *Deutsche Geschichte, Band 11*, *op. cit.*, p. 219.

vis-à-vis de la RFA. Il fallait désormais tenter de rompre tout lien réel et toute origine commune avec les Allemands de la République Fédérale. Pour résumer cette nouvelle politique, on peut reprendre une formule courante dans les discours officiels des années 1970 : « Tout nous relie à l'Union Soviétique et aux autres pays de la communauté des États socialistes et rien ne nous relie à l'impérialiste RFA[57] ». En 1967, est instaurée une citoyenneté est-allemande, et à partir de 1971, le gouvernement traque les références à tout point commun entre les deux États allemands afin de les effacer dans un processus que l'historien Stefan Wolle a appelé « l'abolition de la nation allemande »[58]. Ainsi, en 1974, dans la nouvelle version de la Constitution, toute référence au mot *Allemagne* et à une *nation allemande* est expurgée, notamment dans l'article premier, qui stipule désormais que la RDA est « un État socialiste des travailleurs et des paysans[59] ». Les paroles de l'hymne national, *Auferstanden aus Ruinen*, sont abandonnées à partir de 1974, la référence à l'« Allemagne, patrie unie » (*Deutschland, einig Vaterland*) étant désormais intolérable. De même, c'est quasiment l'ensemble des institutions du pays qui sont rebaptisées pour effacer le mot « Allemagne », à l'image de la *Deutscher Schriftstellerverband* (Union des Écrivains allemands), devenue *Schriftstellerverband der DDR* (Union des Écrivains de la RDA).

Les raisons de ce changement de discours de la part des responsables de la RDA résidaient dans le rapprochement diplomatique faisant suite à l'*Ostpolitik* ; Berlin-Est craignait que l'ouverture de relations officielles avec Bonn ne menât à une déstabilisation du régime en raison de la propagation d'idées pro-occidentales à l'Est[60]. Ainsi, les discours officiels soulignaient désormais le rôle prépondérant de l'évolution politique et sociétale dans la constitution de l'identité nationale, reléguant au second plan toute dimension culturelle ou historique[61]. Ainsi fut niée de fait toute ressemblance entre la RDA et la RFA. De même, on peut noter de nombreuses tentatives de la part du SED de limiter les contacts directs entre les deux populations. Les différents traités de collaboration culturelle entre les deux pays ont ainsi souvent été vidés de leur substance par le gouvernement de l'Est[62]. Cette politique de séparation des deux sociétés a cependant eu des effets limités, comme le montre notamment le maintien des liens personnels entre citoyens ou encore la pénétration de la télévision ouest-allemande dans les foyers de l'Est, un phénomène que le gouvernement n'a pu endiguer et a été contraint de tolérer[63].

57. *« Alles verbindet uns mit der Sowjetunion und der anderen Länder der sozialistischen Staatengemeinschaft – nichts verbindet uns mit der imperialistischen BRD »* ; cité d'après : « Dem VIII. Parteitag entgegen ». In : *Neues Deutschland* 26.86 (27. 3. 1971), p. 5

58. *« Die Abschaffung der deutschen Nation »*, Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 63

59. *« Die Deutsche Demokratische Republik ist ein sozialistischer Staat der Arbeiter und Bauern »*, article 1 de la Constitution du 7 octobre 1974, cité d'après Grosser, Bierling et Neuss, *Deutsche Geschichte, Band 11*, *op. cit.*, p. 221.

60. Scholtyseck, *Die Außenpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 33.

61. Orlow, « The GDR's Failed Search for a National Identity, 1945-1989 », *op. cit.*, p. 548.

62. Dans le domaine du sport, ce phénomène a notamment été démontré par Jutta Braun dans son article : Jutta Braun. « Klassenkampf im Fluchtlicht – Innerdeutscher Sportverkehr 1974-1990 ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 61-133.

63. Meyen, « Die ARD in der DDR », *op. cit.*, p. 30.

La résolution de la question allemande a donc conduit à une modification du discours de la RDA sur elle-même en présentant un visage plus nationaliste, dans la ligne droite des mouvements national-communistes en vigueur à cette époque dans les autres démocraties populaires, et ce afin de se démarquer du voisin ouest-allemand. Cette politique plus indépendante de la RDA suite à la normalisation des rapports avec la RFA est également visible dans le domaine de la politique étrangère, où la RDA a tenté de plus en plus de se présenter comme une nation puissante sur la scène internationale.

2.1.2.4 La RDA sur la scène internationale comme *junior partner* de l'URSS

Cette rupture dans le discours national du début des années 1970 en RDA s'effectue en parallèle d'un autre changement de paradigme, concernant la politique étrangère du pays. En effet, si les deux premières décennies d'existence de la RDA s'étaient caractérisées par une lutte constante pour la reconnaissance internationale, le pays peut désormais s'affirmer mondialement et profiter des nouvelles perspectives ouvertes par la normalisation de son statut sur la scène internationale[64]

La toute fin des années 1960 marque ainsi la sortie de la RDA de son isolation internationale. À partir de 1969, elle connaît d'importantes avancées en matière de politique étrangère, principalement dues à l'abandon de la part des instances de Bonn de la doctrine Hallstein. Cette politique fut mise en place à l'automne 1955 et stipulait que la reconnaissance de la RDA par un pays tiers et l'ouverture de relations diplomatiques seraient considérées comme « un acte inamical » envers la RFA et entraînerait la rupture automatique des relations entre ce pays et la RFA, diplomatiques comme économiques. Le but de cette démarche était ainsi d'empêcher l'accès de la RDA à la pleine souveraineté et de l'asphyxier en l'isolant sur la scène internationale. Dans une certaine mesure, fut un succès, car jusqu'en 1969, Berlin-Est ne disposait d'ambassades que dans 13 pays, quasiment tous membres du bloc de l'Est[65], alors que Bonn pouvait déjà bénéficier d'un réseau de 117 ambassades à travers le monde[66]. Ce retard dans l'élaboration de relations diplomatiques fragilisait considérablement la place de la RDA et l'obligeait à dépenser – sans succès – énormément d'énergie afin de tisser des liens avec d'autres pays, notamment ceux issus de la décolonisation. Et nombre d'entre eux, même les partenaires les plus proches, comme l'Égypte, l'Inde ou la Syrie, qui entretenaient des rapports amicaux et commerciaux avec Berlin-Est, refusaient de franchir l'étape ultime de la reconnais-

64. Le thème de la politique étrangère de la RDA a pendant longtemps été délaissé par la recherche. On se référera cependant aux ouvrages de référence à savoir Joachim Scholtyseck, *Die Außenpolitik der DDR* ou bien encore à Hermann Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen : die DDR im internationalen System*. Des études plus spécifiques sur un aspect des relations internationales du pays ont également été publiées, avec notamment celles d'Ulrich Pfeil sur les rapports avec l'Ouest ou de Gareth Winrow sur ceux avec l'Afrique.

65. Ces pays étaient l'Albanie, la Bulgarie, la Corée du Nord, Cuba, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la RPC, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'URSS, le Vietnam du Nord et la Yougoslavie ; d'après : Ingrid Muth. *Die DDR-Außenpolitik 1949 - 1972. Inhalte, Strukturen, Mechanismen*. 2e éd. Berlin : Ch. Links Verlag, 2001, p. 279-282

66. Ingrid Muth et Benno-Eide Siebs. « Außenpolitik ». In : *Deutsche Zeitgeschichte von 1945 bis 2000 : Gesellschaft - Staat - Politik*. Sous la dir. de Clemens Burrichter, Dietlef Nakath et Gerd-Rüdiger Stephan. Berlin : K. Dietz Verlag, 2006, p. 541-565, p. 552.

sance et de l'ouverture d'une ambassade, en raison de la menace que faisait planer Bonn, menace qui aurait eu des conséquences économiques dévastatrices pour de si jeunes économies[67]. En tout, seuls deux pays osèrent reconnaitre la RDA après la proclamation de la doctrine Hallstein et virent leur relations avec Bonn interrompues : la Yougoslavie de Tito en 1957 puis Cuba, après la révolution de Fidel Castro en 1963.

À partir de 1966 et l'arrivée de Kurt Georg Kiesinger au poste de chancelier fédéral, cette politique est progressivement assouplie, puis définitivement abandonnée par Brandt dans le cadre de l'*Ostpolitik*, notamment en raison de sa rigidité et des dommages qu'elle a fait subir à l'image de la RFA dans les pays non-alignés, qui lui reprochaient une attitude « néocolonialiste et impérialiste »[68]. En outre, par son caractère radical, cette doctrine ne permettait que peu d'ajustements et permettaient aux pays tiers de jouer avec les dissensions entre les deux États allemands afin d'obtenir les meilleurs échanges commerciaux possibles et une aide au développement plus importante. Un cas particulièrement intéressant est celui du président égyptien Nasser, qui a particulièrement su tirer avantage des tensions entre les deux blocs et entre les deux États allemands. En se rapprochant plusieurs fois de Berlin-Est via une série de concessions et de partenariats quand les relations avec la RFA lui paraissaient défavorables tout en veillant à ne jamais franchir la ligne rouge que constituait l'ouverture d'une ambassade, il est parvenu à obtenir une plus grande aide au développement et d'autres financements de la part des deux blocs. Ce phénomène a atteint son paroxysme lors de la quasi visite d'État de Walter Ulbricht au Caire en février 1965[69], ce qui constituait le tout premier déplacement du chef du SED à l'étranger hors du bloc socialiste[70]. Le président égyptien, soucieux de se rapprocher de l'Union Soviétique et du bloc de l'Est afin de bénéficier de subsides pour financer la construction du barrage d'Assouan et mécontent de la livraison par la RFA l'année précédente d'une cargaison d'armes d'une valeur de plusieurs centaines de millions de marks à Israël, atteignit avec cette visite son objectif : se rapprocher de Berlin-Est et obtenir de sa part de nouvelles aides, tout en ne rompant pas définitivement le contact avec Bonn[71]. À la fois la RDA et la RFA sortirent de ce bras de fer extrêmement frustrées : Ulbricht malgré ce succès symbolique n'arriva pas à obtenir du Caire l'ouverture d'une ambassade, tandis que Bonn se trouva empêtrée dans son système de rétorsion, car elle répliqua à cette gifle diplomatique par l'ouverture de relations avec Israël, ce qui mena finalement à la rupture des relations avec dix États arabes, qui se

67. Amit Das Gupta. « Ulbricht am Nil : Die deutsch-deutsche Rivalität in der Dritten Welt ». In : *Das doppelte Deutschland : 40 Jahre Systemkonkurrenz*. Sous la dir. d'Udo Wengst et Hermann Wentker. Berlin : Ch. Links Verlag, 2008, p. 111-134, p. 126.

68. Julien Thorel. « Les stratégies tiers-mondistes des deux Allemagnes. » In : *Allemagne 1974-1990, De l'*Ostpolitik *à l'unification*. Sous la dir. de Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 43-56, p. 45.

69. Si la rencontre portait officiellement le titre de « rencontre d'amitié » et n'était pas considérée par les autorités égyptiennes comme une visite d'État, elle en possédait toutes les caractéristiques : réceptions officielles, 21 coups de canons donnés en l'honneur de l'hôte, utilisation des drapeaux et des hymnes nationaux, etc.

70. Das Gupta, « Ulbricht am Nil », *op. cit.*, p. 111.

71. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 279-281.

mirent pour la plupart en relation avec Berlin-Est[72]. Enfin, si la menace de rompre tout contact avait été assez efficace sur la plupart des pays qui refusèrent d'accorder la reconnaissance à la RDA, cette dernière put cependant continuer de développer son réseau international en multipliant l'ouverture de représentations internationales à des niveaux inférieurs à celui de l'ambassade, notamment à travers des consulats ou des chambres de commerce. Elle put également bénéficier d'un vaste réseau de contacts informels, y compris avec des pays occidentaux.

Face aux problèmes inextricables causés par cette politique, le gouvernement fédéral mit un terme en 1969 à la doctrine Hallstein et aux menaces de rétorsion, ouvrant la porte à une première vague de reconnaissances internationales. Les pays les plus proches de la RDA comme l'Égypte, l'Irak, le Soudan ou la Syrie ouvrirent dès cette année des relations diplomatiques avec Berlin-Est[73]. Il fallut cependant attendre la signature du Traité Fondamental et l'entrée des deux pays à l'ONU pour que l'Allemagne de l'Est fût pleinement intégrée dans le concert des nations : seules 29 nations avaient reconnu la RDA au 1er janvier 1972, elles étaient 99 au 31 décembre 1973, dont la plupart des puissances occidentales[74]. Ce nombre continua d'augmenter les années suivantes.

Ce mouvement correspond à l'achèvement d'un objectif important de la politique étrangère de la RDA, qui a mobilisé ses forces durant ses deux premières décennies d'existence, menant ainsi à un changement dans les priorités du régime dans ce domaine. À partir du début des années 1970, le SED se fait en effet plus présent sur la scène internationale et souhaite à travers cela s'affirmer – toujours dans le cadre de la « souveraineté limitée » présentée à la section précédente. La RDA va désormais avoir pour objectif de se présenter comme la deuxième puissance du bloc de l'Est sur le plan diplomatique, comme un bras droit de l'URSS, comme un véritable *junior partner*. Cette affirmation d'un certain *soft power*[75], d'une certaine force d'attraction internationale est par exemple visible à travers les efforts déployés par le gouvernement est-allemand pour tisser des liens avec les pays d'Europe occidentale, notamment sur le plan culturel et commercial[76]. Ce phénomène de mise en avant du pays est particulièrement visible dans les relations avec les pays issus de la décolonisation, qui ont représenté une part non-négligeable des efforts diplomatiques de la RDA à partir de l'arrivée au pouvoir d'Erich Honecker[77]. Ainsi pour l'historien américain Odd Arne Westad :

> Le nouveau pouvoir dirigé par Erich Honecker considéra les engagements dans le tiers-monde comme une manière d'attester la position avancée de l'Allemagne de l'Est au sein du bloc soviétique et comme un moyen d'éviter que

72. Gareth Winrow. *The Foreign Policy of the GDR in Africa*. 2e éd. Cambridge : Cambridge University Press, 2009, p. 70.

73. Muth, *Die DDR-Außenpolitik 1949 - 1972*, *op. cit.*, p. 234.

74. *Ibid.*, p. 234-236.

75. Nye, *Bound to Lead*, *op. cit.*

76. Marianne Howarth. « Die Westpolitik der DDR zwischen internationaler Aufwertung und ideologischer Offensive (1966-1989) ». In : *Die DDR und der Westen : transnationale Beziehungen 1949-1989*. Sous la dir. d'Ulrich Pfeil. Berlin : Ch. Links Verlag, 2001, p. 81-98, p. 90.

77. Une analyse plus détaillée des stratégies de l'Allemagne de l'Est avec les pays en développement et le rôle du sport dans ce rapprochement seront étudiées dans le chapitre 6, p. 262

> la détente entre les superpuissances ne devienne trop intime, éventuellement aux dépens de la RDA[78].

En s'assurant une place de choix dans le concert mondial des nations et en affirmant sa place dans la hiérarchie des États du pacte de Varsovie, la RDA souhaite garantir son existence et la certitude qu'elle ne pourra être sacrifiée, notamment par le « grand frère » soviétique.

Sur le plan politique, le tournant entre les années 1960 et 1970 est marqué pour les démocraties populaires par une affirmation du cadre mis en place au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, mais également par de nouvelles conditions géopolitiques à l'intérieur de ce cadre. D'une part, la RDA voit sa position en tant qu'État consolidée : l'URSS, par la répression du Printemps de Prague et des autres tentatives de détachement vis-à-vis du bloc de l'Est, confirme que le système des démocraties populaires ne peut pas être modifié dans son essence profonde. Quelques prises de liberté sont tout de même tolérées. En outre, l'apaisement des tensions avec la RFA dans le cadre de l'*Ostpolitk* marque également la normalisation de la position du pays et son accès à la souveraineté de plein droit. D'autre part cependant, cette période correspond également à un changement bien plus profond que le simple remplacement de l'équipe dirigeante. Elle marque en effet la fin d'une première phase de la politique du pays, notamment en matière de politique étrangère, et mène vers une nécessaire redéfinition des objectifs et de la conduite à suivre, qui sont désormais davantage marqués par une plus grande confiance en soi et une affirmation de la place du pays en Europe et dans le monde. Ce sont ces thématiques qui ont caractérisé la base idéologique des actions du pays dans les deux décennies suivantes.

2.2 Le tournant vers la performance sportive

Le passage des années 1960 aux années 1970 n'est pas seulement synonyme de modifications dans le paysage politique, mais également dans le domaine sportif, où s'est effectuée une réorientation spectaculaire des objectifs attribués à la politique sportive. En effet, à l'aube des années 1970, la RDA est déjà parfaitement intégrée à la scène sportive internationale et fait déjà figure de grande puissance, atteignant ainsi les buts fixés lors de la naissance du pays. Le gouvernement du SED a alors procédé à une réorientation massive de la politique sportive, en faveur du sport de haut-niveau et de la systématisation de la performance.

2.2.1 Les premiers objectifs atteints pour la politique sportive de la RDA

Le modèle sportif est-allemand a tenté très rapidement de s'intégrer au monde sportif. Si les premières années ont été marquées par un isolement de la RDA et ses difficultés

78. Odd Arne Westad. *La guerre froide globale : le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS, 1945-1991.* Paris : Payot, 2007, p. 223.

à intégrer les instances mondiales, la situation s'est rapidement améliorée et le pays est devenu un membre à part entière de la communauté sportive dès le début des années 1960[79].

2.2.1.1 L'isolation initiale de la RDA

Dans les deux premières décennies d'existence de la RDA, la principale finalité des relations sportives est calquée sur celle de la diplomatie : accéder à la reconnaissance pleine et entière du pays et de ses institutions. Ainsi, dès 1950, Walter Ulbricht décrète que la RDA se doit d'adhérer et d'être acceptée dans le plus grand nombre de fédérations internationales possible :

> En toutes circonstances, l'admission de plein droit des sections de la RDA dans les fédérations internationales doit être la visée de nos actions. Elle est assimilable aux exigences d'une reconnaissance internationale du premier pays des travailleurs et des paysans.[80]

En effet, l'Allemagne de l'Est a dû également combattre l'isolation dont elle était victime dans le monde du sport lorsqu'elle a voulu adhérer aux différentes fédérations internationales (FI) ou au CIO. En 1951, alors que la RFA faisait déjà partie de 15 fédérations, dont les puissantes FIFA et IAAF et que son CNO était déjà reconnu par le CIO[81], la RDA ne fut acceptée que dans cinq d'entre elles (échecs, échecs par correspondances, ski, volley-ball et tennis de table), et ne disposait pas encore de son propre CNO.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce retard pris par le monde du sport est-allemand. Tout d'abord, les structures ouest-allemandes ont été plus rapidement reconstruites après la guerre : si les premières fédérations – ou embryons de fédérations – regroupant les sportifs des trois zones occidentales ont vu le jour dès 1947 avec notamment le Comité allemand pour le tennis de table – *Deutscher Tischtennis-Ausschuss* (DTA), fondé le 25 mars 1947[82], il faut attendre 1949 pour voir de telles institutions être créées à l'Est. L'occupant soviétique préférait s'assurer de l'obéissance des nouveaux dirigeants locaux avant de construire un système sportif au niveau de la zone tout entière[83]. En outre, la jeune RFA a pu bénéficier de l'aura de nombreuses personnalités présentes dans le

79. La question de l'entrée de la RDA sur la scène sportive et de son combat pour la reconnaissance internationale a été traitée de manière très complète par la recherche allemande, avant comme après la chute du Mur. Parmi les travaux anciens, mais toujours d'actualité, on se reposera notamment sur les travaux d'Ulrich Pabst, *Sport als Medium der Politik ?* ou de Norbert Lehman, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*. Pour les ouvrages récents, on notera ceux d'Uta Andrea Balbier, *Kalter Krieg auf der Aschenbahn* et de Juliane Lanz, *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus*. La littérature francophone sur le sujet est cependant beaucoup plus éparse, avec notamment la parution en français d'un chapitre sur le sujet, écrit par Uta Andrea Balbier, et publié dans l'ouvrage dirigé par Jean-François Cahn et Ulrich Pfeil, *Allemagne 1961-1974*.

80. « *Es wird unter allen Umständen die gleichberechtigte Aufnahme der Sektionen der DDR in die internationalen Föderationen angestrebt. Sie ist gleichzusetzen mit den Forderungen einer internationalen Anerkennung des ersten Arbeiter- und Bauern-Staates* » ; cité d'après Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 284.

81. Pabst, *Sport - Medium der Politik ?*, *op. cit.*, p. 171 et 178.

82. *Ibid.*, p. 58-60.

83. Wonneberger, « Studie zur Struktur und Leitung der Sportbewegung », *op. cit.*, p. 195.

monde du sport depuis des années – y compris sous le national-socialisme – et qui disposaient de nombreux soutiens dans les instances internationales, où le réseau joue un rôle capital. Face à l'influence d'hommes comme Peco Bauwens, ancien arbitre international, membre du comité directeur de la FIFA et président de la DFB[84], Carl Diem, quatre fois chef de mission de la délégation olympique allemande (1908, 1912, 1928 et 1932), ou bien encore Karl Ritter von Halt, président du COJO de Garmisch-Partenkirchen en 1936[85] et membre du CIO, les jeunes dirigeants du sport socialiste, à l'image de Manfred Ewald, 26 ans en 1952 lors de sa nomination à la tête du Stako[86], ne purent rivaliser. Les dirigeants du sport ouest-allemand purent ainsi convaincre les responsables des FI et du CIO que seules les fédérations de l'Ouest étaient légitimes à représenter l'ensemble de l'Allemagne.

C'est en effet bien un problème politique qui a le plus entravé la reconnaissance des sections sportives est-allemandes au sein des FI. Ces organismes n'autorisent généralement l'adhésion que d'une seule fédération par pays et seuls les membres affiliés à cette fédération sont autorisés à participer aux compétitions internationales. Or, elles ne disposent que rarement d'une définition claire de *pays*. Reposant sur la vision coubertinienne du sport, pour qui le sport pouvait bénéficier de sa géographie propre, parfois différente de celle des diplomates et des politiques[87], les FI n'étaient pas tenues de respecter les frontières internationales dans la reconnaissance des différentes fédérations nationales. C'est ainsi que les quatre *Home Nations* britanniques (Angleterre, Pays de Galles, Écosse et Irlande du Nord) participent indépendamment aux compétitions de football ou de rugby, ou que les Jeux Olympiques de 1908 et 1912 ont vu l'arrivée d'athlètes concourant pour la Finlande et la Bohème, alors que ces deux pays n'étaient pas encore indépendants. Dans la Charte Olympique de 1962, il est par exemple stipulé dans une simple note de bas de page :

> Étant donné que le mouvement olympique est apolitique, les termes « pays » ou « nation » dans les présentes règles s'appliquent également à une région géographique, zone ou territoire dans les limites de laquelle un Comité Olympique reconnu par le Comité International Olympique déploie son activité ou fonctionne.[88]

Cependant, cette définition prise lorsque le sport n'était qu'un domaine mineur et réservé aux *gentlemen*, n'était plus adaptée dans un contexte de médiatisation et de tensions

84. *Bauwens, Peco*. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv*. URL : http://www.munzinger.de/document/01000051088 (visité le 29. 9. 2016).

85. Pierre Lagrue. *Berlin (Jeux Olympiques de) [1936] - Les nazis et l'olympisme*. In : *Encyclopædia Universalis*. URL : http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/berlin-jeux-olympiques-de-1936-les-nazis-et-l-olympisme (visité le 29. 9. 2016).

86. *Ewald, Manfred*. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv*. URL : http://www.munzinger.de/document/00000013607 (visité le 29. 9. 2016).

87. Nicolas Chamerois. « "All games, all nations" La mondialisation des Jeux olympiques d'été ». In : *Les Jeux olympiques et leurs territoires*. Sous la dir. de Jean-Marc Holz. Presses universitaires de Perpignan, 2011, p. 13-42, p. 30.

88. *Les Jeux Olympiques. Principes fondamentaux, statuts et règles, informations générales*. Comité International Olympique. Lausanne, 1962. URL : https://www.olympic.org/fr/centre-etudes-olympiques/nos-collections/publications-officielles/chartes-olympiques (visité le 30. 9. 2016), p. 71.

grandissantes[89]. Concernant l'Allemagne, un choix dans la question allemande signifiait automatiquement une prise de décision politique : admettre l'Allemagne de l'Est signifiait lui accorder crédit et légitimité, la rejeter signifiait conforter les positions du gouvernement ouest-allemand et de la doctrine Hallstein.

Ce flottement de la part des instances internationales du sport a provoqué le rejet de la candidature de plusieurs fédérations est-allemandes : le CIO refusant notamment à trois reprises (1952, 1953 et 1954) la reconnaissance du CNO de la RDA[90], fondé en 1951 sous la présidence de Kurt Edel. En outre, comme chaque FI est souveraine pour fixer ses critères d'adhésion, cela a renforcé la confusion de cette période, avec des athlètes est-allemands autorisés à concourir dans certaines disciplines, mais pas d'autres. De plus, lorsque les dirigeants de ces fédérations ne souhaitaient pas prendre position sur la question allemande – ou bien dans l'espoir de pouvoir rapprocher les deux États rivaux par le sport – ils recoururent à une solution intermédiaire, en autorisant les Allemands de l'Est à participer aux épreuves internationales au sein d'équipes communes aux athlètes des deux cotés de la frontière (*gesamtdeutsche Mannschaften*). Soutenue par le président du CIO Avery Brundage, cette solution a notamment été mise en place lors des Jeux Olympiques de 1956 à 1964, mais également lors des compétitions de handball ou d'athlétisme[91].

Ainsi, tout comme sur le plan diplomatique, le statut officiel et la légitimité de la RDA lors de ses premières années d'existence furent également contestés et incertains dans le monde du sport : uniquement reconnue par une minorité, elle dut mettre toute son énergie pour mettre un terme à cet isolement, pouvoir intégrer les FI et le CIO et enfin participer aux compétitions internationales.

2.2.1.2 Une rapide intégration au monde du sport

Cependant, contrairement au monde de la diplomatie, où la RDA n'a pu réellement nouer de contacts solides avec des partenaires hors du bloc socialiste qu'après l'abandon officiel de la doctrine Hallstein et l'arrivée au pouvoir en RFA de Willy Brandt, le monde du sport s'est rapidement ouvert aux athlètes est-allemands permettant leur intégration. Au milieu des années 1960, la RDA était déjà reconnue comme un membre à part entière des différentes instances du sport. En effet, lors de la construction du Mur en 1961, la RDA est déjà membre de 41 des 52 FI existantes[92] et en 1972, date de la signature du Traité Fondamental, les sportifs est-allemands participent à la quasi-intégralité des compétitions internationales[93], y compris les Jeux Olympiques, sous leurs propres couleurs et avec leur propre hymne.

Cette intégration ne s'est toutefois pas faite sans heurts, notamment en raison des tentatives du gouvernement fédéral et de ses alliés occidentaux d'empêcher la reconnais-

89. Jean-Pierre Augustin et Pascal Gillon. *L'Olympisme. Bilan et enjeux géopolitiques.* Paris : Armand Colin, 2004, p. 54.
90. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 38, 44.
91. Balbier, « Utopie politique dans l'espace olympique », *op. cit.*, p. 329.
92. Buss, « Internationale Sportverkehr », *op. cit.*, p. 340.
93. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 321.

sance de la RDA. Face à cela, l'URSS, suivie des autres démocraties populaires, tentèrent de soutenir les efforts du gouvernement est-allemand et des responsables du sport. Ces conflits, conservés dans les archives du CIO sous le terme de *Querelles allemandes*[94] ont marqué l'histoire du sport dans les deux premières décennies de la guerre froide et ont été à l'origine de plusieurs scandales. Après la construction du Mur, les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) décidèrent de ne plus accorder de visas aux sportifs et aux délégations officielles d'Allemagne de l'Est, leur interdisant donc de rentrer sur leur territoire[95]. Les athlètes de RDA ne purent donc participer aux championnats du monde de hockey sur glace en 1962, organisés aux États-Unis[96], ni à ceux de ski, tenus à Chamonix[97]. En guise de solidarité, l'URSS et les autres pays du Pacte de Varsovie engagés dans ces compétitions décidèrent de les boycotter.

Ces affrontements n'ont cependant pas empêché l'intégration des fédérations est-allemandes au sein de la communauté sportive internationale. Les fédérations décidèrent également de mettre un terme aux équipes pan-allemandes, autorisant l'Allemagne de l'Est à concourir sous ses propres couleurs : la Fédération internationale de handball – *International Handball Federation* (IHF) le fit en 1962[98], l'IAAF en 1964 pour l'athlétisme[99] et la Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron (FISA) en 1965[100]. Cette vague de reconnaissance culmina notamment avec la décision du CIO de reconnaître définitivement comme membre de plein droit le CNO de la RDA lors de sa 63^{e} session, qui eut lieu à Madrid le 5 octobre 1965, lui permettant d'engager de manière indépendante ses sportifs dès les Jeux de Grenoble en 1968[101]. C'est donc une Allemagne de l'Est pleinement souveraine qui apparaît dans le domaine sportif au début des années 1970, ayant réussi à mettre de côté les obstacles qui s'opposaient à elle et à contrecarrer la politique d'obstruction de la République Fédérale.

Cette percée de l'Allemagne de l'Est dans le monde sportif peut s'expliquer à travers plusieurs facteurs. Tout d'abord, comme indiqué précédemment[102], la géographie du sport peut être différente de celle de la diplomatie, et il n'a pas été nécessaire pour les FI d'attendre que la question allemande soit réglée de manière politique pour agir dans le domaine du sport : la persistance *de facto* de deux États sur le territoire allemand suffisait à ces instances pour permettre leur reconnaissance, même si leurs statuts *de jure* n'étaient pas encore résolus. En outre, les tensions extrêmement fortes entre les deux

94. Balbier, « Utopie politique dans l'espace olympique », *op. cit.*, p. 324.

95. Heather Dichter. « "A Game of Political Ice Hockey" : NATO Restrictions on East German Sport Travel in the Aftermath of the Berlin Wall ». In : *Diplomatic Games. Sport, Statecraft, and International Relations since 1945*. Sous la dir. d'Heather Dichter et Andrew Johns. Lexington : University Press of Kentucky, 2014, p. 19-52, p. 19.

96. Soares, « Cold War, Hot Ice : International Ice Hockey, 1947-1980 », *op. cit.*, p. 311-312.

97. « UdSSR nicht nach Colorado Springs ». In : *Neues Deutschland* 17.47 (16. 2. 1962), p. 1 ; « ČSSR nicht nach Colorado ». In : *Neues Deutschland* 17.63 (14. 3. 1962), p. 8.

98. « Handball-Weltmeisterschaften künftig mit DDR ». In : *Neues Deutschland* 17.256 (17. 9. 1962), p. 3.

99. « Nach dem IAAF-Beschluss ». In : *Neues Deutschland* 19.294 (24. 10. 1964), p. 6.

100. « Ruderer mit eigener Mannschaft ». In : *Neues Deutschland* 20.314 (14. 11. 1965), p. 1.

101. Meyer, « Politische Spiele – Die deutsch-deutschen Auseinandersetzungen auf dem Weg zu den XX. Olympischen Sommerspielen 1972 und bei den Spielen in München », *op. cit.*, p. 188.

102. *cf.* p.91 du présent manuscrit.

États rendaient toute discussion quasi-impossible et la mise en place des dernières équipes pan-allemandes ne s'était faite qu'au prix de négociations particulièrement longues et acrimonieuses. Pour les Jeux de Tokyo en 1964, 1 000 heures de négociations, quinze rencontres entre les CNO et près de cent rencontres entre les fédérations des deux pays furent ainsi nécessaires à la création de l'équipe unifiée[103], alors que tout contact direct entre les deux systèmes sportifs était officiellement interrompu depuis les *décisions de Düsseldorf* du 16 août 1961, nom donné à la décision de la DSB ouest-allemande de rompre tout contact avec la DTSB en guise de représailles à la construction du Mur de Berlin[104].

L'expression de « équipe commune sans point commun[105] » choisie par Eike Birck dans sa thèse est ainsi particulièrement révélatrice de cette atmosphère, qui conduisit l'ensemble des acteurs du monde sportif à trouver une solution définitive à la question allemande, quitte à contrarier les positions des fonctionnaires ouest-allemands. Ainsi, pour David George Brownlow Cecil, président de l'IAAF en 1964, « la question allemande [devait] être évacuée » et ne pouvait plus accaparer l'énergie de la fédération[106]. Outre cette lassitude des gouvernants du monde du sport envers la question allemande, les positions de la RDA furent soutenues de plus en plus efficacement par l'URSS, qui prit au cours des années 1950 et 1960 une place grandissante au sein des organisations sportives, et dont les dirigeants accordaient une attention croissante aux résultats de leurs athlètes[107].

On note donc une avance considérable de la diplomatie sportive de la RDA sur la diplomatie politique. Alors que cette dernière n'arrivait pas à dépasser le cadre de la doctrine Hallstein et de la politique d'étouffement du gouvernement de Bonn, le sport est-allemand était parfaitement intégré au système mondial et constituait un des domaines dans lesquels l'« autre Allemagne » était la plus en vue. Cependant, cette visibilité ne pouvait se résumer à la simple présence des athlètes est-allemands lors des compétitions ; dès les années 1950 et 1960, les performances de ceux-ci ont continuellement augmenté, au point d'inquiéter les dirigeants du sport de la RFA.

2.2.1.3 Une moisson de médailles toujours plus importante

Cette évolution est particulièrement visible à travers les résultats obtenus par les deux États allemands lors des Jeux Olympiques d'Été (Fig. 2.1, p. 97) et d'Hiver (Fig. 2.2, p. 98). Ainsi, si en 1956, la RDA ne parvient à qualifier que 37 athlètes au sein de l'équipe

103. Meyer, « Politische Spiele – Die deutsch-deutschen Auseinandersetzungen auf dem Weg zu den XX. Olympischen Sommerspielen 1972 und bei den Spielen in München », *op. cit.*, p. 170.

104. Uta Andrea Balbier. « Instrument oder Freiraum ? - Innerdeutscher Sportverkehr 1952-1965 ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 21-60, p. 52.

105. *« Gesamtdeutsche Teams ohne Gemeinsamkeiten »*, Eike Birck. « Die gesamtdeutschen Olympiamannschaften – eine Paradoxie der Sportgeschichte ? » Thèse de doct. Bielefeld : Université de Bielefeld, 2013. url : http://d-nb.info/1045878545/34 (visité le 5. 10. 2016), p. 180

106. *Die deutsche Frage muß vom Tisch*, cité d'après : « Meisterschaften : Doppelte Deutsche ». In : *Der Spiegel* (12. 9. 1966), p. 102.

107. Riordan, « Soviet Sport and Soviet Foreign Policy », *op. cit.*, p. 335.

olympique pan-allemande pour les Jeux de Melbourne (soit environ 21 % de la délégation commune), huit ans plus tard à Tokyo, ils sont 194 (soit environ 52%), dépassant ainsi pour la première fois la RFA. Ceci n'est pas sans conséquence sur le déroulement de la compétition, car selon les accords régissant l'équipe commune, le pays qualifiant le plus de sportifs lors des compétitions de qualification déterminait le nom du chef de mission, qui dans le protocole olympique « [a] pour tâche d'assurer la liaison entre le CNO et le CIO, les FI et le COJO. [...] Le chef de mission est responsable de l'ensemble de la délégation du CNO, à savoir de tous les concurrents, officiels et autre personnel d'équipe[108] ». Ainsi, pour les Jeux de Tokyo, le chef de mission pour l'Allemagne fut Manfred Ewald[109], président du DTSB, qui succéda à Adolf Heine, président de la fédération ouest-allemande de ski, et chef de mission à Innsbruck en 1964,[110], marquant ainsi la montée en puissance de la RDA dans le paysage sportif mondial.

Les performances grandissantes des athlètes est-allemandes sont également visibles à travers la progression du nombre de médailles récoltées lors des différentes olympiades : ne récoltant en 1956 qu'environ un tiers des médailles de leurs homologues de l'Ouest, ils les dépassent au bilan des Jeux d'Innsbruck en 1964 (quatre médailles pour les deux pays, mais deux titres pour la RDA contre seulement un pour la RFA) et ceux de Mexico en 1968 (neuf médailles d'or pour l'Est contre cinq pour l'Ouest). On note cependant une progression moins rapide dans le classement des médailles par rapport à celui des athlètes engagés – notamment lors des Jeux de Tokyo – en raison de l'âpreté des compétitions de sélection. L'importance de dominer le rival occidental lors des qualifications conduisait les entraîneurs, sur demande des fonctionnaires du SED, à se concentrer sur cette échéance lors de la préparation des athlètes, parfois au détriment de la compétition olympique elle-même[111]. La figure 2.3 (p. 99) souligne également la hausse des résultats des athlètes de la RDA à travers les médailles récoltées lors des championnats d'Europe et du monde. Elle ne parvenaient qu'à obtenir que quelques récompenses par an au début des années 1950, mais ce nombre a rapidement augmenté pour se chiffrer en plusieurs dizaines de titres et de médailles au cours des années 1960.

Cependant, cette augmentation massive des performances des athlètes d'Allemagne de l'Est depuis le milieu des années 1960 n'est pas seulement à relier avec une émulation sportive plus importante, mais traduit les efforts du gouvernement du SED pour produire de plus en plus de champions. Le comité central du parti s'est en effet intéressé, dès le début des années 1950, au sport de haut-niveau et aux bénéfices qu'il pourrait en tirer. Reprenant le modèle soviétique de planification et de centralisation des décisions, également en vigueur dans le domaine économique, il a progressivement construit un

108. *Feuille d'information. Rôles et responsabiltiés durant les Jeux Olympiques*. Comité International Olympique. 7/2016. URL : https://stillmed.olympic.org/media/Document%20Library/OlympicOrg/Factsheets-Reference-Documents/Games/Roles-and-Responsibilities/Feuille-d-information-Roles-et-responsabilites-durant-les-JO-Juillet-2016.pdf (visité le 5. 10. 2016), p. 3-4.

109. LANZ, *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus*, *op. cit.*, p. 358.

110. *Ibid.*, p. 358.

111. HARTMANN, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 52.

système complet afin de cultiver et mettre en valeur des performances sportives[112]. Ainsi, dès le 15 mars 1951, le comité central du SED publia un décret, intitulé « Les devoirs dans le domaine de la culture physique et du sport » (« *Die Aufgaben auf dem Gebiet der Körperkultur und des Sports* »)[113], qui donna les plus grandes lignes de la future organisation du système sportif est-allemand, et notamment du système de détection et d'entraînement des jeunes talents, pierre angulaire de la réussite du pays. On assiste à la mise en place d'un système pyramidal, visant à repérer les jeunes sportifs prometteurs du pays, à sélectionner les meilleurs d'entre eux et à les transformer en athlètes de haut-niveau. En 1952, sur ordre du ministre de l'Éducation (*Minister für Volksbildung*)[114], furent créés les Centres d'entraînement – *Trainingszentren* (TZ), un vaste réseau, quadrillant l'ensemble du territoire de la RDA – on comptait en 1970 près de 1 700 centres de ce type[115]) – et destinés aux enfants de 6 à 15 ans. Si leur niveau était suffisant, ils poursuivaient ensuite leur cursus au sein d'une des KJS, écoles permettant de bénéficier d'horaires aménagés pour la poursuite des études et de conditions d'entraînement optimales. On comptait en 1970 25 KJS. Enfin, pour ceux qui parvenaient à maintenir un niveau de performance élevé, la dernière étape consistait en une délégation à un des clubs seniors, destinés spécialement aux athlètes de haut-niveau, comme le *SC Motor Jena*, le *SC Wissenschaft DHfK Leipzig*, ou encore le *SC Dynamo Berlin*, tous créés par le gouvernement au début des années 1950[116] et qui regroupaient l'élite sportive du pays. Tout au long de leur parcours, les jeunes talents étaient encadrés par un nombre toujours plus important d'entraîneurs, formés au sein de la DHfK de Leipzig.

On note donc, dès les années 1950, une volonté de la part des instances sportives du pays de se concentrer sur le sport de haut-niveau, et d'augmenter les performances de ses athlètes sur la scène internationale, ce qui porte ses premiers résultats dès les années 1960. Cependant, ce n'est qu'à partir des années 1970 que la RDA est devenue un pays de l'élite mondiale, notamment suite à une refonte de l'ensemble de son système sportif.

2.2.2 Une réorientation totale du système sportif

Dans le domaine du sport et de son utilisation politique, le tournant entre les années 1960 et 1970 marque également un passage d'une politique de lutte pour la reconnaissance à celle de l'affirmation de la place du pays sur la scène internationale. Cela se traduit par une augmentation massive des performances des sportifs est-allemands lors

112. Arnd Krüger. « Hochleistungssport - Der Hochleistungssport in der frühen DDR ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 535-553, p. 539.

113. « Die Aufgaben auf dem Gebiet der Körperkultur und des Sports ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 1.1 (5/1952), p. 80-89.

114. Frank Reichelt et Andreas Korte. « Kinder- und Jugendsportschulen (KJS) der DDR in den 50er und 60er Jahren ». In : *Aktionsfelder des DDR-Sports in der Frühzeit : 1945 - 1965*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Cologne : Sportverlag Strauß, 2001, p. 235-292, p. 238.

115. Thomas Fetzer. « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 273-358, p. 307.

116. Krüger, « Hochleistungssport », *op. cit.*, p. 549.

	RFA			RDA			Mod.
	A.P	T.M	OR	A.P	T.M	OR	
1952 (Helsinki)	205	24	–	N'a pas participé			(1)
1956 (Melbourne)	138	19	5	37	7	1	(2)
1960 (Rome)	189	24	9	130	18	2	(2)
1964 (Tokyo)	182	31	7	194	14	3	(2)
1968 (Mexico)	275	26	5	226	25	9	(3)
1972 (Munich)	423	40	13	297	66	20	(4)
1976 (Montréal)	290	39	10	267	90	40	(4)
1980 (Moscou)	Boycott			346	126	47	(4)
1984 (Los Angeles)	390	59	17	Boycott			(4)
1988 (Séoul)	347	40	11	259	102	37	(4)

Légende : A.P = Nombre d'athlètes participants, T.M = Total des Médailles, OR = dont médailles d'or.

Mod. = Modalités de participation :

(1) Seule la RFA est reconnue par le CIO. À noter également la participation d'une équipe sarroise indépendante (36 athlètes, 0 médaille).

(2) Équipe commune olympique. Les chiffres indiquent les résultats des athlètes issus de chaque pays.

(3) Équipes séparées, mais sous drapeau et hymne neutre.

(4) Équipes séparées et participant sous leurs propres couleurs.

Source : Klaus Ullrich Huhn. *Die DDR bei Olympia.* Berlin : Spotless-Verlag, 2001 et Juliane Lanz. *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus : die deutsche Olympiageschichte von 1952 bis 1972.* Berlin : Wissenschaftlicher Verlag Berlin, 2011.

Fig. 2.1 : Tableau des médailles des deux États allemands aux Jeux Olympiques d'Été (1952-1988)

	RFA			RDA			Mod.
	A.P	T.M	OR	A.P	T.M	OR	
1952 (Oslo)	53	7	3	N'a pas participé			(1)
1956 (Cortina d'Ampezzo)	58	1	1	18	1	–	(2)
1960 (Squaw Valley)	50	5	2	35	3	2	(2)
1964 (Innsbruck)	68	4	1	49	4	2	(2)
1968 (Grenoble)	87	7	2	57	5	1	(3)
1972 (Sapporo)	78	5	3	42	14	4	(4)
1976 (Innsbruck)	71	10	2	59	19	7	(4)
1980 (Lake Placid)	80	5	–	53	23	9	(4)
1984 (Sarajevo)	84	4	2	56	24	9	(4)
1988 (Calgary)	90	8	2	53	25	9	(4)

Légende : A.P = Nombre d'athlètes participants, T.M = Total des Médailles, OR = dont médailles d'or.

Mod. = Modalités de participation :

(1) Seule la RFA est reconnue par le CIO.

(2) Équipe commune olympique. Les chiffres indiquent les résultats des athlètes issus de chaque pays.

(3) Équipes séparées, mais sous drapeau et hymne neutre.

(4) Équipes séparées et participant sous leurs propres couleurs.

Source : Klaus Ullrich Huhn. *Die DDR bei Olympia.* Berlin : Spotless-Verlag, 2001 et Juliane Lanz. *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus : die deutsche Olympiageschichte von 1952 bis 1972.* Berlin : Wissenschaftlicher Verlag Berlin, 2011.

Fig. 2.2 : Tableau des médailles des deux États allemands aux Jeux Olympiques d'Hiver (1952-1988)

	Championnats d'Europe				**Championnats du monde**			
	Or	Argent	Bronze	**Total**	Or	Argent	Bronze	**Total**
1953	1	-	-	**1**	-	3	-	**3**
1954	2	-	-	**2**	-	-	-	**-**
1955	-	1	2	**3**	4	5	3	**12**
1956	1	1	2	**4**	-	-	1	**1**
1957	2	-	6	**8**	6	5	7	**18**
1958	2	6	9	**17**	3	2	6	**11**
1959	11	10	14	**35**	-	5	8	**13**
1960	1	1	2	**4**	16	9	10	**35**
1961	5	6	14	**25**	27	26	23	**76**
1962	8	16	11	**35**	16	9	10	**35**
1963	4	8	12	**24**	27	23	17	**67**
1964	6	7	9	**22**	17	9	8	**34**
1965	4	9	16	**29**	12	12	11	**35**
1966	19	14	24	**57**	16	15	17	**48**
1967	6	12	14	**32**	17	24	14	**55**
1968	6	9	13	**28**	9	14	13	**36**
1969	22	24	20	**66**	15	9	14	**38**
1970	35	30	33	**98**	17	28	25	**70**
1971	30	32	21	**83**	19	14	11	**45**
1972	15	12	20	**47**	4	9	8	**22**
1973	17	24	31	**72**	22	22	33	**77**
1974	38	43	33	**114**	35	28	30	**93**
1975	19	20	27	**66**	38	24	27	**89**
1976	9	9	19	**37**	4	7	10	**21**
1977	28	40	26	**94**	26	22	13	**61**
1978	27	21	27	**75**	30	28	34	**92**

Source : Günther Wonneberger. « Studie zur Struktur und Leitung der Sportbewegung in der SBZ/DDR (1945-1961) ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 167-247, p. 185-186

Fig. 2.3 : Évolution du nombre de médailles des athlètes est-allemands aux championnats d'Europe et du monde (1953-1978)

des compétitions internationales, notamment en raison de la nouvelle stratégie du régime, visant à concentrer les efforts financiers et humains sur le sport de haut-niveau[117].

2.2.2.1 Des performances en hausse spectaculaire

La fin des années 1960 montre en effet une hausse spectaculaire des résultats des athlètes est-allemands lors des compétitions internationales, où les titres et les médailles se comptent désormais par dizaines chaque année (*cf.* fig. 2.3, p. 99). Cette progression est également particulièrement visible lors des Jeux Olympiques. En 1968 à Mexico, la RDA se classe à la cinquième place du classement des médailles grâce à ses neuf titres, dépassant la RFA, seulement huitième avec cinq médailles d'or[118], pour la première participation de deux équipes après la dissolution de l'équipe pan-allemande. Cette domination de la RDA sur la République Fédérale s'est répétée à chaque fois que les deux équipes seront engagées (*cf.* fig 2.1, p. 97 et fig 2.2, p. 98). Les performances des athlètes de l'Est allèrent même crescendo avec une deuxième place lors des Jeux d'Été de 1976 à Montréal, 1980 à Moscou – certes boycottés par une grande partie des pays occidentaux – et 1988 à Séoul, à chaque fois derrière l'URSS. La RDA alla même jusqu'à battre le grand frère soviétique lors des Jeux d'Hiver de 1984 à Sarajevo, où elle termina en tête du classement mondial.

La domination de l'Allemagne de l'Est fut particulièrement visible dans les disciplines individuelles, et notamment dans le sport féminin[119], qui rapporta près de la moitié des médailles du pays, alors que le nombre d'épreuves ouvertes aux femmes était bien inférieur à celles pour les hommes.[120] Les années 1970 et 1980 virent ainsi l'apparition de championnes multi-médaillées, comme en athlétisme Renate Stecher, triple championne olympique et quadruple championne d'Europe sur le 100, 200 et 4x100 m entre 1969 et 1976 ou bien Marita Koch, quatre fois championne du monde, six fois championne d'Europe et toujours détentrice du record du monde du 400 m. On peut également citer en natation Kristin Otto, qui remporta six fois l'or olympique à Séoul en 1988, ainsi que sept titres mondiaux et neufs titres européens au cours de sa carrière et en patinage artistique, Katarina Witt, double championne olympique, quadruple championne du monde et sextuple championne européenne. Cette montée rapide en puissance des athlètes de la RDA et cette domination sur de nombreuses disciplines qui perdura pendant ses deux

117. En comparaison avec les *querelles allemandes*, l'utilisation des résultats sportifs à des fins de propagande a été beaucoup moins traitée par la recherche. On pourra cependant trouver quelques informations intéressantes dans l'ouvrage de Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR*.
La question de la transformation des structures sportives par le régime a, elle, été analysée dans deux travaux universitaires, la thèse de doctorat de Andreas Ritter et le mémoire de master de Anja Griesser.

118. Si la RFA obtient plus de médailles au total que la RDA (26 contre 25), c'est bien cette dernière qui est devant au classement, dont le premier critère est le nombre de titres.

119. Les disciplines individuelles étaient notoirement privilégiées, car elles apportaient plus de médailles, et donc plus de visibilité internationale que les disciplines collectives, tandis que le sport féminin était un domaine également convoité par le régime, car la concurrence internationale était plus faible, et les récompenses plus faciles à atteindre.

120. Pfister, *Frauen und Sport in der DDR*, *op. cit.*, p. 88.

dernières décennies d'existence forgea la réputation du pays comme « nation sportive » (*Sportnation*)[121] ou de « miracle sportif » (*Sportwunder*)[122], expressions maintes fois reprises dans les travaux scientifiques et la presse pour décrire les performances des athlètes du pays.

2.2.2.2 Le haut-niveau : cible prioritaire du système sportif est-allemand

Cette nouvelle orientation nécessite cependant le maintien d'un niveau très élevé de performances lors des compétitions internationales. Il ne faut en effet plus simplement être présent lors de ces rencontres, mais désormais être meilleur que les autres nations, apporter médailles et records, ou la rhétorique du régime deviendrait caduque. La hausse du nombre de médailles obtenues a reposé sur une intensification des mesures prises par le SED et la DTSB dans les deux premières décennies de la division de l'Allemagne et un approfondissement du contrôle du politique sur le monde sportif. Ce dernier est entièrement refaçonné par le régime afin de mettre en place une rationalisation et une *scientifisation* de la performance sportive, en réorientant les moyens humains et financiers sur le seul secteur du sport de haut-niveau, dans le but de produire à la chaîne un nombre suffisant de champions et de championnes.

Cette volonté de concentrer les moyens sur le sport de haut-niveau est visible dès le début des années 1960, avec notamment la création de la Commission pour le sport de haut-niveau – *Leistungssportkommission* (LSK) en 1962 par décret du Comité central du parti afin de coordonner l'action des différents acteurs de ce secteur (entraîneurs, scientifiques, médecins, etc)[123]. Elle fut renforcée à deux reprises, en 1965 et 1967, notamment en la libérant de sa double tutelle envers la DTSB et le Stako, pour le mettre sous l'autorité directe du présidium de la DTSB, et notamment de Manfred Ewald[124].

C'est principalement autour de deux décisions prises en 1969, connues généralement sous le terme de « décrets sur le sport de haut-niveau » (*Leistungssportbeschlüsse*) que cette politique s'est accélérée : celle du Comité central du SED le 19 mars et intitulée « Lignes directrices pour l'évolution du sport de haut-niveau jusqu'en 1980 » (*Grundlinien der Entwicklung des Leistungssports in der DDR bis 1980*[125]) et celle du présidium de la DTSB en date du 8 avril de la même année, portant sur « L'évolution à venir du sport de haut-niveau jusqu'aux Jeux Olympiques de 1972 » (*Die weitere Entwicklung des Leistungssports bis zu den olympischen Spielen 1972*[126]). Les modifications apportées par des deux décisions ont provoqué ce que les historiens Klaus Reinartz et Giselher Spitzer

121. Jutta Braun. « Jedermann an jedem Ort – einmal in der Woche Sport. Triumph und Trugbild des DDR-Sports ». In : *Friedensstaat, Leseland, Sportnation ?: DDR-Legenden auf dem Prüfstand*. Sous la dir. de Thomas Grossbölting. Berlin : Ch. Links Verlag, 2009, p. 177-195.

122. Zink, « Der Sport und seine Institutionen », *op. cit.*, p. 131.

123. Reichelt, *Das System des Leistungssports in der DDR*, *op. cit.*, p. 36.

124. Andreas Ritter. « Wandlungen in der Steuerung des DDR-Hochleistungssports in den 1960er und 1970er Jahren ». Thèse de doct. Potsdam : Université de Potsdam, 2002, p. 98.

125. Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*, p. 561-568.

126. Spitzer, Teichler et Reinartz, *Schlüsseldokumente zum DDR-Sport : ein sporthistorischer Überblick in Originalquellen*, *op. cit.*, p. 154-174.

ont nommé « un changement structurel larvé[127]. » En effet, si les grandes instances du sport en RDA (DTSB, CNO, fédérations, etc.) ne sont pas dans leurs structures et leurs dénominations foncièrement modifiées par ce processus, leurs périmètres d'action et les grandes lignes de la politique qu'elles appliqueront sont radicalement changés [128].

L'un des dispositifs principaux de ces deux mesures fut « la concentration sur un nombre précis de disciplines sportives, en particulier pourvoyeuses de médailles[129] ». L'ensemble des moyens financiers et humains furent concentrés sur une petite liste de disciplines, toutes olympiques et principalement individuelles, dites « de catégorie I » (*Sportarten I* [130]), dans lesquels la RDA avait des chances de remporter des médailles. Les autres disciplines [131] étaient regroupées dans les disciplines de catégorie II (*Sportarten II*) et étaient *de facto* mises à l'écart du système de soutien de l'État : exclusion du système de promotion des jeunes talents (TZ, KJS), des clubs spécialisés dans le haut-niveau, de la formation d'entraîneurs, budgets des fédérations extrêmement réduits, et quasi interdiction de voyager à l'extérieur du bloc socialiste pour les compétitions internationales[132]. L'équipe nationale de basket-ball fut ainsi dissoute en 1969, jugée trop coûteuse, trop susceptible de faire défection à l'Ouest et trop peu compétitive sur le plan international[133]. Même au sein des disciplines de catégorie I, les sports individuels, davantage pourvoyeurs de médailles étaient favorisés dans la recherche et dans l'orientation des jeunes athlètes. Lors d'une interview à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en 1986, Lothar Kurbjuweit, ancien joueur de la sélection nationale et à l'époque entraîneur de l'équipe du *FC Carl Zeiss Jena* résuma cette politique dans une formule restée célèbre : « chez nous, les grands footballeurs font de l'aviron[134] ».

127. Klaus Reinartz et Giselher Spitzer. « Verborgener Strukturwandel durch Medaillenfixierung. Vom Versuch der Hegemonie in der gesamtdeutschen Mannschaft zur Hegemonie im Weltsport ». In : *Schlüsseldokumente zum DDR-Sport : ein sporthistorischer Überblick in Originalquellen*. Sous la dir. de Giselher Spitzer, Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 1998, p. 131-204.

128. Pour une description complète du processus de modification du système sportif au tournant des années 1960 et 1970, on pourra notamment se référer à la thèse de doctorat de Andreas Ritter : *« Wandlungen in der Steuerung des DDR-Hochleistungssports in den 1960er und 1970er Jahren »*, défendue à l'Université de Potsdam

129. *« Zur Sicherung der Zielstelltung ist die Konzentration auf eine bestimmte Anzahl von Sportarten, insbesondere medaillen- ud punkintensive Sportarten, erforderlich »*. In : Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*, p. 567

130. Les sports de catégorie I étaient pour les disciplines d'été : l'athlétisme, l'aviron, la boxe, le canoë-kayak, le cyclisme, l'équitation, l'escrime, le football, la gymnastique, le handball, l'haltérophilie, la lutte, le judo, la natation, le plongeon, le tir, la voile et le volley-ball.
Pour les sports d'hiver : le biathlon, le bobsleigh, la luge, le ski nordique et le patinage artistique et de vitesse

131. Parmi les disciplines de catégorie II, on trouve l'ensemble des sports non-olympiques (comme à l'époque le tennis, le tennis de table ou le sport automobile), et les disciplines olympiques, pour lesquelles la RDA ne faisait pas partie de l'élite mondiale (basket-ball, hockey sur gazon) ou qui demandaient un investissement matériel trop important par rapport au nombre de médailles potentielles (ski alpin, hockey sur glace, pentathlon moderne ou encore water-polo)

132. Jutta Braun et René Wiese. « Zweiklassengesellschaft DDR-Sport ». In : *Horch und Guck* 51 (2005), p. 14-20. url : http://www.horch-und-guck.info/hug/archiv/2004-2007/heft-51/05105/ (visité le 11. 2. 2017).

133. *Ibid.*

134. *« Die langen Fußballer sind bei uns Ruderer »*. In : « Der Fußball-Trainer aus Jena leistet sich Träume, weil er Realist ist. » In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (18. 9. 1986), p. 23.

Ces modifications sont cependant bien plus massives que le délaissement de certaines disciplines. C'est l'ensemble du système sportif qui est réorienté vers la production de champions, souvent au détriment du sport de masse, comme le montre l'état des installations sportives à la veille de l'unité allemande : des dizaines de médailles olympiques, mais des équipements sportifs quasiment inutilisables par la grand public, car non entretenus ou réservés aux athlètes de haut-niveau[135]. Le système de détection des jeunes talents est considérablement renforcé : le nombre de places disponibles dans les TZ et les KJS augmente massivement, respectivement à 75 000 et 12 000 places vers 1980, leur encadrement est de plus en plus professionnel et organisé par des entraîneurs formés à la DHfK et spécialisés dans le développement des jeunes talents, leur prise en charge médicale est renforcée[136]. En 1973, est introduit la Procédure unifiée de détection et de sélection – *Einheitliche Sichtung und Auswahl* (ESA), un examen visant à prendre les mensurations physiques de l'ensemble des élèves de première et quatrième classes du pays afin d'orienter les profils les plus prometteurs vers le système de développement sportif[137]. De même, si l'utilisation des stéroïdes anabolisants – et notamment le Oral-Turinabol – était courante depuis le milieu des années 1960, c'est en 1974 qu'a été mis en place le système de dopage généralisé, connu sous le terme de *Staatsplanthema 14.25*[138] et dont l'ampleur a été révélé après la réunification. Ce plan, mis en place par le Comité central du SED prévoyait :

- l'utilisation systématique des stéroïdes, ou selon le jargon du régime de « dispositifs de soutien » (*unterstützende Mittel*), à tous les échelons du sport de haut-niveau et notamment au sein des KJS et des TZ ;
- le suivi des athlètes afin d'assurer les meilleures performances tout en évitant les cas positifs lors des contrôles anti-dopage progressivement instaurés par les FI,
- mais également la surveillance par le MfS pour éviter la fuite d'informations sensibles. [139]

Tout cela dans le but de maintenir un niveau de performances élevées pour les athlètes du pays et donc d'entretenir la légende de la RDA comme nation sportive.

Suivant les nouvelles orientations politiques, le sport en RDA subit d'importantes modifications au tournant des années 1960 et 1970, notamment une réorientation massive de ses objectifs. Le sport a atteint les premiers buts qui lui avaient été fixés au début des années 1950, à savoir l'intégration des athlètes et des fédérations est-allemandes au sein

135. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 336.
136. FKS. « Dienstbesprechung des Staatssekretariats : "Entwicklung des Bereiches Körperkultur und Sport" ». UAL DHfK VWA FKS 615/6. (1974), p. 7.
137. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 334.
138. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 173.
139. Pour une description complète du système de dopage mis en place par la RDA, on pourra notamment se référer aux travaux de Giselher Spitzer, et en particulier *Doping in der DDR : ein historischer Überblick zu einer konspirativen Praxis.*

du système mondial et des compétitions internationales. Désormais, il lui faut produire toujours plus de médailles afin d'assurer la propagation dans le monde entier de l'image de la RDA, celle d'une nation conquérante et puissante, au sein de la communauté des États socialistes. Afin d'atteindre ce nouvel objectif, il faut donc au pays un grand nombre d'athlètes d'élite, capables de décrocher médailles et records, et un système sportif en mesure de détecter, former et soutenir ces athlètes. La production de talents de très haut-niveau devient donc l'objectif principal, si ce n'est unique, de l'ensemble des organismes sportifs du pays afin de correspondre au message que souhaitait véhiculer Erich Honecker et les nouveaux dirigeants du SED.

2.3 La transformation de la DHfK en une école de haut-niveau

En tant que partie intégrante de ce système, la DHfK est également concernée par cette révolution du sport est-allemand, ce tournant vers le haut-niveau et la systématisation de la performance. L'école subit de profondes modifications, imposées par les pressions du SED, et voit son profil radicalement changer, abandonnant de nombreux programmes qui donnaient à l'école un profil varié. Elle se spécialise dans un domaine bien précis : la formation d'entraîneurs spécialisés dans les jeunes athlètes de haut-niveau. Cette transformation de l'école, ainsi que la gestion au quotidien de l'établissement, sont surveillées de très près par les instances de l'État.

2.3.1 Un changement radical dans les structures de la DHfK

L'organisation interne de l'école est profondément modifiée à partir de 1968 et les structures mises en place lors de ses premières années de fonctionnement dans les années 1950 sont progressivement remplacées et complétées : redéfinition des champs d'enseignement avec la transformation des facultés en section[140], fondation en 1969 de l'Institut de recherche pour la culture physique et le sport –*Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport* (FKS), indépendant de la DHfK[141]. Ces changements atteignent leur apogée en 1975 avec la proclamation de nouveaux statuts, remplaçant ceux de 1954. Les modifications apportées entre ces deux statuts sont représentées dans les schémas 1.5 (p. 63) et 2.4 (p. 106).

La refondation interne de l'école est induite par deux mouvements de fonds venus des sphères dirigeantes du parti : la réorientation du mouvement sportif vers le haut-niveau, et plus spécifiquement au monde de l'éducation, la troisième réforme des universités (*3. Hochschulreform*), un vaste mouvement de refonte des grandes écoles de la RDA, qui

140. Siegfried Lorenz et Erhard Schumann. « Verantwortung und Aufgaben der Sektionen ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 54-66, p. 54.

141. Kurt Tittel. « Sportmedizin und Naturwissenschaften an der DHfK ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 309-337, p. 311.

débute également à la fin des années 1960, dont le but était de « faire de l'enseignement supérieur de la RDA une composante organisationnelle du système d'une société socialiste développée [142] ».

Ces deux mouvements, à première vue indépendants l'un de l'autre, doivent cependant être considérés comme un tout et servant le même but, c'est-à-dire la réorganisation complète de la DHfK et sa réorientation vers le sport de haut-niveau, ou pour reprendre les mots de Norbert Rogalski, ancien professeur de la DHfK :

> Les deux décisions, à propos de la réforme des universités et du sport de haut-niveau, ont dû être discutées, évaluées et considérées dans leur contenu comme un ensemble, afin de pouvoir prendre des mesures concrètes pour leur réalisation[143].

2.3.1.1 Les conséquences de la troisième réforme des universités

Les principaux effets de cette réforme sont visibles dans le pays dans les à la rentrée 1968/69, avec notamment la refonte des structures d'enseignements et de recherches[144]. Cette réforme prend la forme en réalité d'un processus sur le long terme, débutant dès 1965 avec la publication d'un premier texte, le 15 février, intitulé « Loi sur le système éducatif socialiste unifié » (*« Gesetz über das einheitliche sozialistische Bildungssystem »*) et qui posait les premières bases des réformes à venir[145]. Les lois et décrets donnant les principales lignes directrices de ces changements ne furent cependant publiés qu'en 1968 et 1969, avec notamment la « Décision du Conseil d'État de la République Démocratique Allemande sur la poursuite de la troisième réforme de l'enseignement supérieur et l'évolution de l'enseignement supérieur jusqu'en 1975 » (*« Beschluß des Staatsrates der Deutschen Demokratischen Republik über die Weiterführung der 3. Hochschulreform und die Entwicklung des Hochschulwesens bis 1975 »*), en date du 3 avril 1969[146]. Les racines idéologiques sont cependant à retrouver dans les tentatives de réformes économiques – notamment autour du NÖSPL – engagées par le gouvernement de Walter Ulbricht[147].

142. *« [Der Staatsrat] stellte fest, daß in Erfüllung der Beschlüsse des VII. Parteitages der SED und gemäß dem in der Verfassung der DDR niedergelegten Aufrtrag die Angehörigen der Universitäten […] eine umfangreiche Arbeit geleistet haben, um das Hochschulwesen der Deutschen Demokratischen Republik als organischen Bestandteil des entwickelten gesellschaftlichen Systems des Sozialismus zu gestalten ».* In : « Beschluß des Staatsrates der Deutschen Demokratischen Republik. Die Weiterführung der 3. Hochschulreform un die Entwicklung des Hochschulwesen bis 1975. Vom 3. April 1969. » In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 3 (21. 4. 1969), p. 5-19, p. 5.

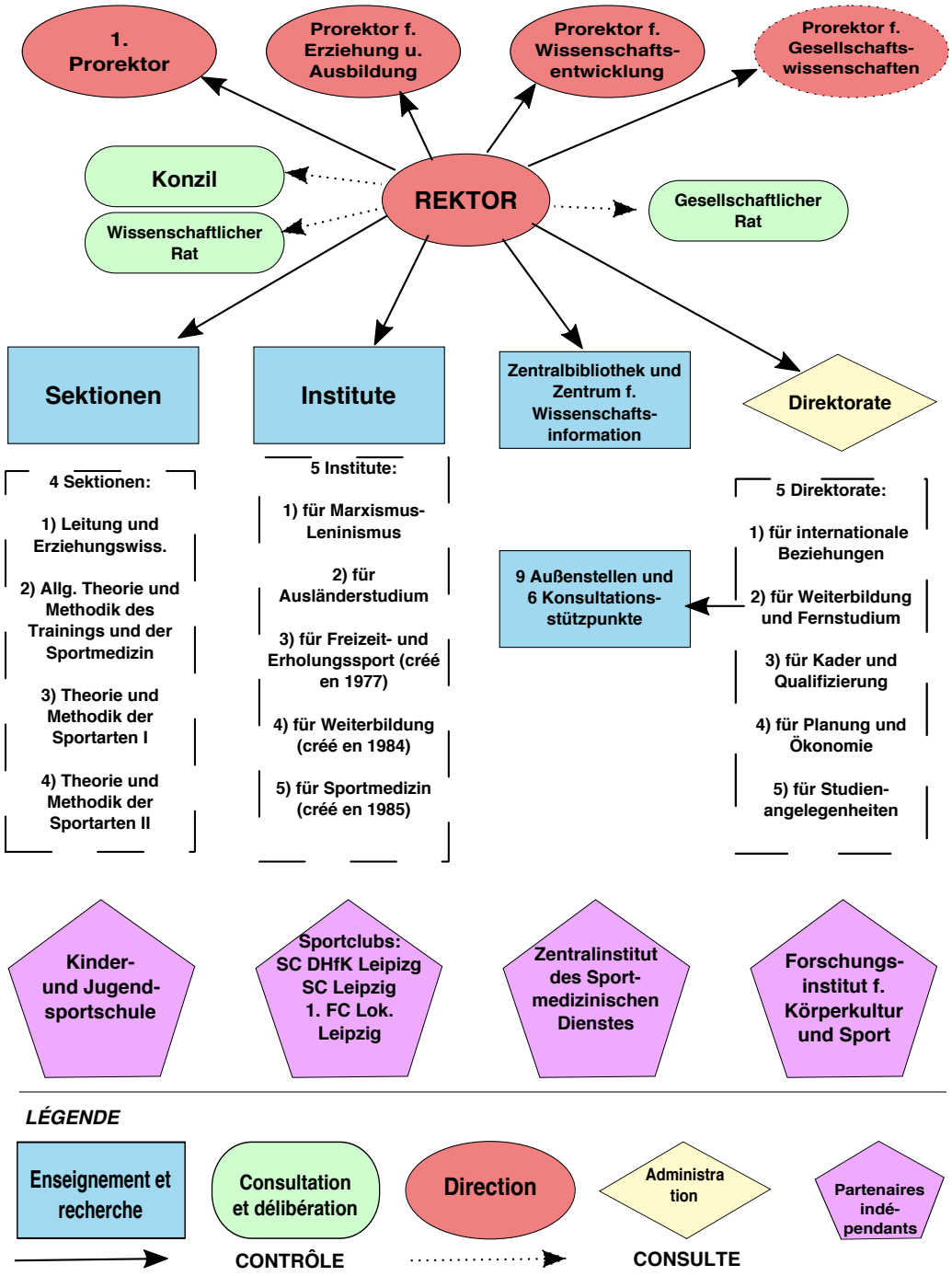
143. *« Beide Beschlüsse, zur Hochschulreform und zum Leistungssport, mussten parallel diskutiert, ausgewertet und in einen inhaltlichen Zusammenhang gestellt werden, um für die konkreten Aufgaben realisierbare Festlegungen treffen zu können ».* In : Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, chapitre : *« Im Staatlichen Sportkomitee und Staatssekretariat (1968-1975) ».*

144. À la DHfK, ces nouvelles structures ont été finalisées pour la rentrée 1969 par exemple. *cf. « Diskussionsmaterial über die 3. Hochschulreform »* (15 oct. 1969), p. 3, cité d'après : Büro des 1. Prorektors. « III. Hochschulreform : Umsetzung an der DHfK, Gesamtkonzeption, Entwürfe ». UAL DHfK VWA 3718. (1968-1970).

145. Wolfgang Lambrecht. « Neuparzellierung einer gesamten Hochschullandschaft. Die III. Hochschulreform in der DDR (1965-1971) ». In : *Die Hochschule* 2 (2007), p. 171-189, p. 177.

146. « Die Weiterführung der 3. Hochschulreform », *op. cit.*

147. Rüdiger Stutz, Thomas Kaiser et Uwe Hossfeld. « Von der *Universitas litterarum* zum *Kombinat der Wissenschaft* – Jena als Experimentierfeld der sogenannten Dritten Hochschulreform ». In :



Sources : Statut de la DHfK (15 oct. 1975), d'après : Büro des 1. Prorektors. « Statut der DHfK, diverse Auffassungen, Entwürfe. » UAL DHfK VWA 3635/1. (1951-1989), et Karsten Schumann, éd. *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie einer weltbekannten Sporthochschule und das abrupte Ende ihrer Geschichte*. Cologne : Deutscher Sportverlag, 2003.

Fig. 2.4 : Organigramme interne de la DHfK selon les statuts de 1975

En effet, cette troisième réforme, qualifiée par l'historien Stefan Wolle de « réforme socialiste[148] »avait principalement pour but de faire correspondre les méthodes et structures de l'enseignement supérieur avec l'ordre socialiste, notamment en rapprochant le monde de l'éducation avec celui de l'économie planifiée, ou pour reprendre les mots du décret du 3 avril 1969 :

> La science ne peut devenir une force productive pleinement efficace que si la recherche et l'enseignement se fondent sur le plus haut niveau scientifique et technique connu dans le monde et s'ils sont conçus et dirigés dans leurs contenus et leurs fonctionnements de sorte qu'ils atteignent des résultats de pointe et un rôle de pionnier, en particulier dans les domaines importants pour notre économie nationale[149].

Le but affiché par cette série de réformes est ainsi d'adapter le monde de l'université à celui de l'économie afin de soutenir le développement du pays. Plusieurs mesures mises en œuvre visent ainsi une plus grande synergie entre ces deux domaines : concentration des moyens humains et financiers sur les domaines d'enseignement « utiles » à la société socialiste (médecine, chimie, etc.), mise en avant de la formation continue, rapprochement entre les universités et les combinats ou bien encore rapprochement des domaines d'études avec la pratique professionnelle[150]. Cependant, si les objectifs de rapprochement avec les domaines de la production économique n'ont pas été remplis et si la troisième réforme de l'université a souvent été considérée comme un échec par les chercheurs[151], les changements que cette dernière a apporté sur les structures même des établissements de l'enseignement supérieur sont restés et ont constitué la base de leur organisation jusqu'à la Révolution pacifique de 1989.

Afin de renforcer l'efficacité de l'enseignement, le MHF, avec à sa tête Ernst-Joachim Gießmann, décide de la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement des institutions universitaires commun à l'ensemble des établissements de RDA[152]. Cette réforme introduit le principe de centralisme démocratisme, qui régissait le fonctionnement de l'appareil bureaucratique est-allemand, également dans les structures internes de ces établissements. L'organigramme 2.4 (p. 106) reflète ces changements via l'exemple de la DHfK. Les instances dirigeantes de l'école restent les mêmes : un recteur (*Rektor*), élu par le Conseil scientifique (*Wissenschaftlicher Rat*) de l'école parmi les professeurs

Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990). Sous la dir. d'Uwe Hossfeld, Thomas Kaiser et Heinz Mestrup. T. 1. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 288-319, p. 293.

148. Wolle, *Aufbruch nach Utopia (1961-1971)*, *op. cit.*, p. 314.

149. *« Die Wissenschaft kann als eine Hauptproduktivkraft nur voll wirksam werden, wenn Forschung und Lehre von dem erkennbaren wissenschaftlich-technischen Höchstniveau in der Welt ausgehen und inhaltlich und organisatorisch so geplant und geleitet werden, daß insbesondere auf den für unsere Volkswirtschaft bestimmenden Gebieten Pionier- und Spitzenleistungen errungen werden »* ; in : « Die Weiterführung der 3. Hochschulreform », *op. cit.*, p. 5

150. Stutz, Kaiser et Hossfeld, « Jena als Experimentierfeld der sogenannten Dritten Hochschulreform », *op. cit.*, p. 294.

151. Lambrecht, « Neuparzellierung einer gesamten Hochschullandschaft », *op. cit.*, p. 188.

152. *Ibid.*, p. 179.

titulaires, sur proposition du Secrétariat d'État pour le sport, après confirmation du Ministère pour l'éducation supérieure et consultation des organisations de masse de l'école. Il est assisté dans sa tâche par des vice-recteurs (*Prorektoren*), nommés également par le StKS, sur proposition du recteur[153]. Ce sont cependant les autres instances de l'école, inféodées à la direction, qui subissent des modifications profondes. Ainsi les différents conseils – Concile, Conseils scientifique et social (*Konzil, Wissenschaftlicher Rat und Gesellschaftlicher Rat*), n'ont désormais plus aucun pouvoir de décisions et ne sont plus que des chambres de « discussion et de contrôle » selon les textes officiels. La composition de ces conseils est complètement verrouillée par le parti[154]. Au sein du conseil scientifique, siègent le recteur, les vice-recteurs – nommés par le StKS –, les membres des sections locales du SED, de la FDJ, et de la FDGB, des représentants étudiants issus de la FDJ, ainsi que quelques professeurs, tandis que les membres du conseil social sont élus sur une liste commune, proposée par le recteur, après consultations des différentes organisations de masse[155]. Ainsi le parti et ses affiliés s'assurent de l'obéissance de l'établissement en plaçant à l'ensemble des places de direction et de contrôle des membres qui lui sont fidèles.

La réforme de 1969 constitue également une véritable refonte des structures d'enseignement et de recherche, puisque les différentes composantes présentes jusque-là (facultés, départements et instituts – *Fakultäten, Hauptabteilungen und Institute*) sont entièrement dissoutes pour être réorganisées dans de grands ensembles, appelées « sections », au nombre de quatre à la DHfK, qui regroupent professeurs et chercheurs dans de vastes domaines[156]. Ces sections sont placées sous l'autorité d'un directeur, lui-même dépendant directement du recteur. Le directeur de section est nommé par les professeurs de ladite section après accord du recteur et du StKS[157]. Les disciplines mineures et annexes sont organisées, elles, au sein d'instituts.

Cette réorganisation du fonctionnement interne de l'école a donc conduit à une concentration des pouvoirs dans les mains du recteur, et à une verticalité accrue dans le processus de prises de décisions. Le recteur devient ainsi la figure omnipotente de la DHfK, prenant l'ensemble des décisions importantes pour la vie de l'établissement. En outre, placé lui-même sous une tutelle étroite du Conseil des ministres du pays, il se doit de respecter à la lettre les décisions prises par le parti. Ce système, répondant au

153. *Statut der Deutschen Hochschule für Körperkultur. Entwurf* (1969), non numéroté. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3718 », *op. cit.*

154. « Anordnung über die Aufgaben, Stellung und Arbeitsweise der Gesellschaftlichen Räte an den Hochschulen der Deutschen Demokratischen Republik. Vom 1. Augsut 1969 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II.* 75 (5. 9. 1969), p. 465-467 ; « Anordnung über die Aufgaben, Stellung und Arbeitsweise der Wissenschaftlichen Räte an den Hochschulen der Deutschen Demokratischen Republik. Vom 15. März 1970 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II.* 31 (10. 4. 1970), p. 224-226.

155. *Statut der Deutschen Hochschule für Körperkultur. Entwurf* (1969), non numéroté. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3718 », *op. cit.*

156. À noter que ce phénomène de regroupements des chercheurs dans de très vastes sections touche l'ensemble de la RDA. Au sein de l'Université Humboldt de Berlin, les 169 instituts existants avant la réforme sont regroupés dans simplement 26 sections. *Cf.* Lambrecht, « Neuparzellierung einer gesamten Hochschullandschaft », *op. cit.*, p. 179.

157. *Statut der Deutschen Hochschule für Körperkultur. Entwurf* (1969), non numéroté. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3718 », *op. cit.*

principe d'une « direction unique et d'une discussion collégiale[158] », a permis au SED d'exercer un contrôle strict et permanent sur la vie quotidienne de l'école, et *a fortiori* des autres universités est-allemandes.

Cependant, si ces changements radicaux au sein de l'école sont directement provoqués par des facteurs extérieurs au monde du sport, ils correspondent également aux grands axes des réformes entamées dans ce domaine par le gouvernement à partir la fin des années 1960 : verticalité de la prise de décision, concentration des pouvoirs et influence directe de l'État sur les établissements. Ce phénomène a d'ailleurs été souligné par les dirigeants de la DHfK, et notamment le recteur de l'époque Günther Wonneberger, lors de la mise en place de ces changements. Ce dernier a mis en avant que les deux mouvements suivaient des buts similaires et les efforts pour les appliquer devaient se « confondre dans un processus unifié[159] ».

D'autres modifications, plus modestes toutefois, sont également à imputer à la troisième réforme des universités, notamment la création et le développement d'un Directorat pour la formation continue et les études à distance (*Direktorat für Weiterbildung und Fernstudium*), auprès duquel sont rattachées les différentes antennes extérieures de l'école. Il correspond à la fois à la volonté du ministère de l'éducation de développer ce type de formations afin d'augmenter le nombre de citoyens disposant d'un diplôme supérieur, et celle du secrétariat aux sports de densifier le réseau d'entraîneurs dans le pays, en particulier grâce aux anciens athlètes de haut-niveau.

2.3.1.2 Le nouveau profil de l'école

Les changements opérés dans les structures de l'école n'ont cependant pas seulement affecté le processus de prise de décisions en son sein, mais ont également conduit à un changement radical de son profil en tant qu'institution ainsi qu'à sa spécialisation sur un champ bien particulier du monde du sport : celui du développement et de l'encadrement de jeunes athlètes, destinés au haut-niveau (*Nachwuchsleistungssportler*).

Il est à noter que cette spécialisation n'est que difficilement visible dans les nouveaux statuts de la DHfK, qui comme ceux de 1954[160], soulignent toujours sa pluridisciplinarité, en définissant les principaux objectifs de l'établissement comme suit :

> §2.1 La DHfK est un lieu de formation initiale et continue pour les entraîneurs diplômés, dans tous les domaines de la culture physique et du sport en République Démocratique Allemande. […] §3.1 La DHfK réalise, en tant

158. *« Prinzip der Einzelleitung und der kollektiven Beratung. »*, cité d'après les statuts de la DHfK (15 oct. 1975) in Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3635/1 », *op. cit.*, p. 30.

159. *« Im Zusammenhang damit ist zu bemerken, dass die Realisierung der Hochschulreform und des Staatratesbeschlusses* Die Aufgaben der Körperkultur und Sport *zu einem einheitlichen Prozeß verschmelzen werden muss »* ; cité d'après *Orientierung auf Schwerpunktaufgaben betreffs Hochschulreform* (27.1.1969). In : Institut für Ausländerstudium. « Hochschulreform, Beschlüsse, Konzeption ». UAL DHfK VWA 0354. (1969).

160. Statuts de la DHfK (5.4.1954), p. 1. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3635/1 », *op. cit.*

> qu'institution de recherche, des tâches dans le domaine de la recherche dans les sciences du sport et contribue à leur évolution. [161]

Cependant, dans les activités quotidiennes de l'école, on note deux mouvements parallèles : l'abandon progressif de la recherche et de l'enseignement concernant le sport de masse et de détente, ainsi qu'au sein même de la recherche sur le sport de haut-niveau, une spécialisation très marquée autour des jeunes athlètes, au détriment d'autres objets.

Concernant l'abandon du sport de masse dans les priorités de la DHfK, le phénomène est principalement visible à travers les changements dans les cursus proposés aux étudiants et les orientations des travaux de recherche des professeurs. Quelques modifications dans les modes d'organisation de l'école souligne également ces orientations, avec notamment en 1968 la dissolution de l'*Institut pour la théorie et la méthode du sport populaire* (*Institut für Theorie und Methodik des Volkssports*), dont les personnels ont été répartis dans les autres composantes. Il faudra attendre jusqu'en 1977 et l'ouverture de l'*Institut pour le sport de loisirs et de détente* (*Institut für Freizeit- und Erholungssport*) pour voir la création d'une nouvelle structure dédiée au sport de masse, mais dont la dimension au sein de la DHfK est extrêmement modeste[162]. L'objectif principal et quasi unique de l'école est désormais de se concentrer sur les questions portant sur l'encadrement des athlètes de haut-niveau. La nouvelle structuration de l'établissement souligne cette orientation, car si les dix-huit instituts présents avant la réforme couvraient l'ensemble des sous-disciplines des sciences du sport (médecine du sport, sport de masse ou entraînement dans les différentes disciplines), les quatre nouvelles sections sont orientées vers une seule thématique. En effet, trois de ces quatre entités sont uniquement dédiées à la question de la formation des entraîneurs dans les différentes disciplines sportives. Il s'agit des sections II « Théorie générale et méthode de l'entraînement et de la médecine du sport » (*Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings und der Sportmedizin*), ainsi que des sections III et IV « Théorie et méthode des disciplines de catégorie I et II[163] » (*Theorie und Methodik der Sportarten I und II*). Seule la section I « Sciences de la direction et de l'éducation » (*Leitung- und Erziehungswissenschaft*) traite de thématiques plus globales, mais qui se rapprochent cependant plus des sciences de l'éducation que des sciences du sport[164].

Cependant, même au sein du domaine du haut-niveau, la DHfK ne couvrait qu'un aspect bien précis, les autres ayant été transférés à des institutions tierces, rendues indé-

161. §2.1 *« Die DHfK ist Aus- und Weiterbildungsstätte von Diplomsportlehrern für alle Bereich von Körperkultur und Sport in der Deutschen Demokratischen Republik »* ; et §3.1 *« Die DHfK erfüllt als Forschungsstätte Aufgaben in der sportwissenschaftlichen Forschung und zur Entwicklung der Sportwissenschaft. »* D'après les statuts de la DHfK (15.11.1975), p. 2-3. In : *ibid.*

162. Ulrich Krüger. « Bildung des Instituts Freizeit- und Erholungssport an der Deutschen Hochschule für Köperkultur ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 26.6 (6/1977), p. 469-470.

163. L'appellation « disciplines de catégorie I et de catégorie II » de la DHfK ne correspondent pas aux catégories I et II données par la DTSB en 1969, c'est-à-dire disciplines favorisées et non-favorisées. À la DHfK ne sont enseignées que des disciplines favorisées. Dans le jargon interne de la DHfK, la catégorie I correspond aux sports d'endurance, de puissance et de rapidité, tandis que la catégorie II correspond aux disciplines tactiques et techniques, en particulier les sports collectifs. *cf. « 3. Hochschulreform »* (1968). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3718 », *op. cit.*

164. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 144.

pendantes de l'école. En effet, la recherche et l'encadrement des personnels en rapport avec les performances de pointe et les athlètes de niveau mondial (*Spitzenleistungssport*) n'ont plus été traités après la réforme que de façon marginale au sein de la DHfK[165]. Ils ont été transférés à deux institutions créées en 1969 à partir d'anciennes composantes de la DHfK : l'Institut Central du SMD, situé à Kreischa, et le FKS, situé à Leipzig. L'Institut de Kreischa fut en effet créé le 1er février 1969 sur les bases du centre de réhabilitation de la DHfK (*Rehabilitationszentrum der DHfK*), dont la fondation remonte à 1961[166]. Il fut alors détaché de l'école, mis sous la tutelle directe du SMD, l'organisme en charge de l'ensemble des questions concernant la médecine du sport en RDA[167]. Cet institut avait la charge des principales questions de recherche dans ce domaine, qui incluait depuis la mise en place du *Staatsplanthema 14.25* dans les années 1970, le développement des techniques de dopage, ainsi que le suivi des athlètes internationaux de la RDA, notamment pour éviter les contrôles positifs. En outre, le site de Kreischa fut étroitement surveillé, par les autorités sportives, mais également par la Stasi, afin d'éviter que toute information gênante, notamment concernant les pratiques de dopage puissent être communiquées vers l'extérieur[168].

Le FKS fut, lui, fondé à partir du centre de recherche de la DHfK (*Forschungsstelle der DHfK*), le 18 avril 1969 sous la direction de Hans Schuster. L'institut fut détaché de l'école, transformé en une entité indépendante, placé sous la tutelle directe du StKS et chargé de la recherche dans le sport de très haut-niveau et en particulier des disciplines mises en avant par le régime (amélioration des techniques, des conditions d'entraînement et de la préparation des sportifs), comme le montre ses statuts :

> L'Institut de Recherches pour la Culture Physique et le Sport de Leipzig […] est le centre de recherches pour le développement du sport de haut-niveau en RDA et le principal organisme porteur de la recherche dans le sport de haut-niveau visant à étudier les principaux mécanismes et conditions pour atteindre les performances sportives de l'élite mondiale [169].

Ici aussi, le travail quotidien au sein du FKS était tenu à l'écart de l'opinion publique, locale comme internationale. Ainsi, la création de l'Institut ne fut officiellement annoncée dans aucun discours ou cérémonie et ne fut publiée dans aucun document officiel, y compris dans la *Gesetzblatt*[170]. Son activité fut surveillée de très près par le MfS et elle devait rester secrète. Les bâtiments utilisés par l'Institut étaient signalés comme appartenant à la DHfK, ses personnels devaient se présenter non pas comme membres

165. Reichelt, *Das System des Leistungssports in der DDR*, *op. cit.*, p. 85.
166. Schumann, *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie. Op. cit.*, p. 70.
167. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 339.
168. Wiese, « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR », *op. cit.*, p. 168.
169. *« Das Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport in Leipzig […] ist das Forschungszentrum für die Entwicklung des Leistungssports in der DDR und Hauptträger der Leistungssportforschung zur Untersuchung der wesentlichen Prozesse und Bedingungen für die Entwicklung sportlicher Weltspitzenleistungen »* ; d'après les statuts du FKS (1.5.1969). In : Forschungsstelle der DHfK. « Statut des Forschungsinstituts für Körperkultur und Sport ». UAL DHfK VWA FST/FKS 365. (1970), p. 1.
170. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 145.

du FKS, mais de la DHfK et aucun étranger n'était autorisé à pénétrer dans les locaux. Ce n'est qu'après la chute du Mur que l'existence de l'institution fut rendue publique à l'étranger[171].

Les activités des différentes branches des sciences du sport ont donc été cloisonnées dans des institutions différentes, afin de permettre un meilleur contrôle des informations par le régime, notamment concernant le sport de très haut niveau, mis sous quarantaine dans deux institutions très surveillées. La DHfK a donc vu son profil considérablement modifié par les réformes de la fin des années 1960, passant d'une école polyvalente à une structure quasiment tourné vers le seul encadrement des futurs athlètes de haut-niveau, les autres domaine d'activité ayant été préalablement évacués. Ce changement brutal a également permis à l'école de prendre une place de choix dans le dispositif de représentation internationale de la RDA et de s'ouvrir vers l'étranger : la DHfK traitant de sujets suffisamment prestigieux pour être l'objet d'admiration de la part des observateurs étrangers, tout en ne manipulant pas de secrets trop précieux pour risquer d'être dévoilés.

2.3.1.3 Une ouverture sur l'étranger

Cette vague de réformes de la fin des années 1960 n'a pas seulement conduit à la redéfinition de la place et du rôle de la DHfK au sein du système sportif est-allemand, mais également à celle de sa place au sein de la stratégie de représentation du pays à l'étranger. Au sein de la politique de *sport power* est-allemand, la DHfK va jouer le rôle de vitrine du régime, les ressources allouées au développement des relations internationales ont crû de manière importante avec les réformes, faisant de l'école une institution réputée internationalement dans son domaine d'activité. Par exemple, en 1969, le président de l'époque du CIO, Avery Brundage écrivit le mot suivant dans le livre d'or de l'école à l'occasion d'une visite du campus : « Mes compliments au programme et au grand niveau de compétence qui ont rendu la DHfK célèbre dans le monde[172] ». Au-delà de cet exemple, la place de la DHfK dans le monde des sciences du sport et son image positive sur la scène internationale n'ont eu de cesse d'être soulignées par les membres de l'école, que ce soit avant ou après la réunification[173]. Même Manfred Ewald, président du DTSB déclara par lors d'un discours pour le 35^{e} anniversaire de la fondation de l'école en 1985 que :

> Sur le plan international, la DHfK a gagné une excellente réputation en tant que lieu de formation et de recherche dans les sciences du sport, qui se

171. « Bisher war hier kein Fremder », *op. cit.*, p. 156.

172. *« Mein Kompliment dem Programm und dem hohen Leistungsniveau, die die Deutsche Hochschule für Körperkultur international berühmt gemacht haben »* ; cité d'après : Wonneberger, « Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 », *op. cit.*, p. 19.

173. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit an der DHfK »* (28.11.1989). In : Rektorat. « Runder Tisch der DHfK ». UAL DHfK VWA 3707. (1989-1990), p. 96.

> construit et continue de se renforcer depuis plus de trois décennies d'existence[174].

De manière similaire, le ministre de l'éducation supérieure et technique, Hans-Joachim Böhme déclara à la même occasion que la DHfK était une « école typique de notre mode de vie socialiste, compétente, reconnue nationalement et internationalement[175] ». La place et l'importance de l'école furent même reconnues par les journalistes occidentaux, qui la qualifièrent, entre autres de « clé de l'impressionnant succès sportif de l'Allemagne de l'Est[176] » ou de « centre névralgique de l'ensemble du programme sportif est-allemand[177] ».

Cette ouverture sur l'étranger, notamment rendue possible par l'exfiltration des domaines d'activité les plus sensibles vers d'autres institutions, s'est manifestée par la création de deux nouvelles composantes au sein de la DHfK :

- la Direction pour les relations internationales – *Direktorat für internationale Beziehungen* (DiB), créée le 1er juin 1969, chargée de l'ensemble des contacts scientifiques et pédagogiques avec les académies similaires situées à l'étranger et les organismes de recherches internationaux. Il est placé sous la tutelle directe du recteur de la DHfK, mais entretient des contacts directs avec le service des relations internationales du StKS. De sa fondation jusqu'à la dissolution de l'école, il n'a connu qu'un seul directeur, en la personne de Fritz Jahn.

- l'Institut pour les étudiants étrangers – *Institut für Ausländerstudium* (IfA), fondé le 1er septembre 1972 et en charge de la mise en place et de l'accueil de tous les étudiants étrangers, en particulier ceux venus des pays en développement. Lui également est placé sous la tutelle du recteur, est en contact avec le StKS et n'a été dirigé que par une seule personne, Lothar Kalb[178].

La fondation de ces deux composantes ne signifient pas le commencement d'un programme de relations internationales, l'école ayant débuté ses contacts à l'étranger dès 1955 avec la signature de traités d'amitié avec l'Institut pour la Culture Physique de l'Université Charles de Prague (*Institut tělesné výchovy a sportu Univerzity Karlovy*)[179]

174. *« International hat die Deutsche Hochschule für Körperkultur einen hervorragenden Ruf als anerkannte sportwissenschaftliche Lehr- und Forschungsstätte erarbeitet, den sie in den nunmehr über drei Jahrzehnten ihres Besthens ausbauen und stets bestätigen konnte »* ; cité d'après : *« Adresse des Präsidenten des DTSB Manfred Ewald zum Anlass des 35. Jahrestages »*. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

175. *« Eine national und international anerkannte leistungsfähige Hochschule unserer sozialistischer Lebensweise »*, cité d'après : *« Adresse des Ministers für Hoch- und Fachschulwesen »* (20.10.1985). In : *ibid.*

176. John Eisenhammer. « The End of a Golden Era for Athletes in the East ». In : *The Independant* (2. 5. 1991), p. 13.

177. John Powers. « Their Secret is no Secret. East Germans Mix Practical Means, Science to Produce Winning Formula ». In : *The Boston Globe* (25. 7. 1988), p. 35.

178. *Ordnung für die internationale Arbeit an der DHfK* (26.3.1984), p. 1-2. In : Büro des Rektors. « Ausländerstudium ». UAL DHfK VWA 4427. (1966-1987)

179. Lothar Kalb. « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 76-85, p. 77.

et l'accueil des premiers étudiants étrangers, Kim Won Zol et Ri Zang Song, venus de Corée du Nord[180]. De même, de nombreux programmes internationaux avaient déjà été mis en place avant la fondation de ces deux institutions, comme notamment le Stage international pour entraîneurs – *Internationaler Trainerkursus* (ITK), un programme de stage annuel pour les entraîneurs étrangers, dont la première édition eut lieu en 1964[181]. Les réformes de la fin des années 1960 sont plutôt l'occasion de développer le réseau international de l'école et de donner une importance plus grande à des services dont la portée était jusqu'alors limitée. Les nouvelles organisations concentrent en deux composantes indépendantes l'ensemble des activités de relations extérieures et bénéficient de davantage de moyens pour remplir leurs missions : nombre de places pour les étudiants étrangers accru et augmentation des contacts avec les partenaires scientifiques.

La création de ces deux entités avait pour but d'améliorer l'efficacité du travail à l'international de l'école, qui prenait au début des années 1970 une place de plus en plus stratégique, car directement lié à la politique étrangère du pays. En effet, d'après les documents cadrant les relations internationales :

> L'objectif du travail à l'international de la DHfK consiste à soutenir de manière efficace, grâce aux modalités spécifiques à l'école, la résolution des missions de politique étrangère et de politique sportive internationale de la RDA, en se fondant sur les décisions de la direction de l'État et du parti[182].

Dans les faits, cette augmentation de l'efficacité des relations internationales passait par des moyens plus importants dédiés à ces activités, un plus grand contrôle de la part des instances du parti, notamment via le StKS afin de maximiser les résultats et éviter les fuites d'informations.

Ainsi, le mouvement combiné de la troisième réforme des universités et du changement profond du système sportif en RDA a eu des conséquences majeures sur les structures de la DHfK, avec notamment un renforcement massif du contrôle de l'État sur le processus de prise de décisions, une réduction du champ de ses activités en se concentrant sur le domaine du haut-niveau, et une ouverture vers l'étranger, visant à faire de l'école une vitrine internationale pour le régime.

2.3.2 Une concentration des activités sur un périmètre réduit

L'importante réforme du rôle de la DHfK dans le système est-allemand n'a pas été sans conséquence sur les personnels et les étudiants de l'école, qui ont également dû s'adapter à cette nouvelle configuration. La volonté du SED de redéfinir l'école comme un lieu dédié à l'encadrement des jeunes athlètes de haut-niveau au détriment du profil

180. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 58.

181. Institut für Ausländerstudium. « ITK, Länderakten A-Z, Allgemeines ». UAL DHfK VWA 2921/3. (1967-1981), p. 6.

182. *« Das Ziel der internationalen Arbeit an der DHfK besteht darin, mit den spezifischen Möglichkeiten der Hochschule die Lösung der außenpolitischen Aufgaben und der internationalen Sportpolitik der DDR auf der Grundlage der Beschlüsse von Partei- und Staatsführung wirksam zu unterstützen »* ; cité d'après : Hochschulparteileitung. « Ordnung für die internationale Arbeit ». UAL DHfK VWA 1253. (1971), p. 1.

d'établissement polyvalent dont elle bénéficiait auparavant a eu pour effet de faire sortir de nombreuses activités pédagogiques jusque-là proposées par la DHfK de son nouveau périmètre de compétences, conduisant à leur suppression progressive.

2.3.2.1 Un nombre réduit de diplômes

Le 1er septembre 1974, de nouvelles maquettes cadrant les diplômes et exprimant les nouvelles orientations du sport est-allemand entrèrent en vigueur[183], ce qui conduisit à la disparition de plusieurs spécialités jusqu'alors proposées, notamment celle pour la formation de professeurs de sport en milieu scolaire (*Schulsportlehrer*). Depuis 1955, il était en effet possible de suivre une formation pour devenir professeur bivalent dans l'enseignement secondaire (*Mittel- und Oberstufe der allgemeinbildenden polytechnischen Oberschule*) en collaboration avec l'Université Karl-Marx de Leipzig – *Karl-Marx-Universität Leipzig* (KMU) : les enseignements concernant l'éducation physique étant dispensés par la DHfK, ceux dans l'autre matière (russe, biologie, histoire, etc) l'étaient par la KMU. Ne correspondant pas à l'exigence du haut-niveau, ce cursus fut supprimé avec la réforme et les derniers de 2 050 étudiants ayant obtenu leur diplôme depuis sa création quittèrent la DHfK en 1978[184]. La formation des professeurs de sport fut à cette date prise en charge uniquement par les départements de sciences du sport des universités est-allemandes.

Avec ces nouvelles maquettes, le seul diplôme délivré par la DHfK – pour les étudiants est-allemands – est celui d'entraîneur certifié (*Diplomsportlehrer*), un cursus en huit semestres, dont un de stage, qui permettait d'accéder aux fonctions d'« entraîneur, fonctionnaire, scientifique ou officier », et qui était fondé autour de quatre matières principales :

- Marxisme-léninisme ;
- Connaissance du système de l'éducation physique socialiste ;
- Théorie et méthode générale de l'entraînement ;
- Une matière de spécialité à choisir parmi : entraînement dans une discipline sportive (athlétisme, natation, football, etc.), encadrement de la culture physique socialiste, ou spécialisation dans la culture physique dans le domaine militaire[185].

Les principaux débouchés offerts par ce diplômes sont, en fonction du choix de la spécialisation : une place en tant qu'entraîneur dans les clubs ou les centres de développement (TZ ou KJS), un poste de dirigeant au sein du DTSB ou des sections traitant du sport au sein du ministère ou du parti, ou enfin en tant qu'officier de la Armée nationale du

183. Schumann, *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie. Op. cit.*, p. 81.

184. Dieter Hampe. « Die Ausbildung von Schulsportlehrern ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) 1950-1990*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 125-131, p. 125-126.

185. *« Studienplan für die Grundstudienrichtung Sportwissenschaft »* (1981), p. 5 et 11-12, in :« Studienordnungen, Studienpläne, Prüfungs- und Promotionsordnungen ». UAL DHfK VWA 4503. (1965-1990).

peuple – *Nationale Volksarmee* (NVA). Ces trois spécialités, entièrement tournées vers le sport de haut-niveau et son encadrement administratif et politique, sont les seules proposées aux étudiants par l'école à partir de 1974. Les formations et cours concernant les autres domaines du sport, et notamment le sport de masse et de détente, sont ainsi réduits à portion congrue, et ne peuvent faire l'objet d'une spécialisation, du stage principale ou de l'emploi futur. Ce n'est qu'en 1986 que la DHfK élargira de nouveau son profil, en introduisant un parcours d'« entraîneur spécialisé dans le sport populaire » (*Diplomsportlehrer für Volkssport*)[186]. En outre, parmi les trois parcours du diplôme de la DHfK, c'est celui d'entraîneur spécialiste dans une discipline sportive qui prédomine et regroupe la majorité des étudiants. D'après les chiffres cités par le recteur de l'école en 1985, Hans-Georg Herrmann, ce sont près de 80% des diplômés de la DHfK qui étaient employés au sein des fédérations sportives et des clubs[187].

2.3.2.2 Un nombre limité de disciplines

Même si l'accent au sein de la formation et de la recherche était mis sur la question des différentes disciplines sportives, toutes n'avaient pas leur place au sein de l'école et l'étude de certains sports a été écartée des activités de l'école à partir des années 1970, notamment celles jugées non pertinentes pour le développement des futurs athlètes de haut-niveau. Ainsi, les maquettes de 1974 sont accompagnées d'une liste de disciplines sportives qui forment désormais le cœur de l'activité pédagogique et scientifique de l'école[188]. Parmi cette liste figurent toutes les disciplines de catégorie I – à l'exception de l'équitation – mais aucun sport de catégorie II, c'est-à-dire de disciplines non-olympiques ou jugées pas assez compétitives. Pour les étudiants, ces sports représentent celles qui font l'objet des enseignements, et pour ceux qui choisissent la formation d'entraîneurs spécialisés dans une discipline, c'est uniquement dans cette liste qu'ils devront choisir[189]. La répartition du nombre de place entre les disciplines de cette liste est décidée selon des cycles pluri-annuels en fonction des besoins des sections de la DTSB.

Les sports de catégorie II ne sont donc que très peu représentés dans les activités de la DHfK. Il est impossible pour les étudiants d'effectuer un stage concernant ces disciplines ou d'y choisir une spécialisation, et ce jusqu'en 1987, où est ouverte la possibilité d'une double-spécialisation (un sport de catégorie I et un sport de catégorie II). Cependant, là également, le nombre de places disponibles est extrêmement limité puisque cette option n'est ouverte qu'à dix étudiants par an – pour l'ensemble des disciplines non-olympiques

186. Brigitte Schellenberger. « Die Ausbildung von Diplomsportlehrern für den Volkssport, Freizeit- und Erholungssport, Massensport ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) 1950-1990*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 151-161, p. 155.

187. *« Ansprache des Rektors der DHfKProf. Dr. Herrmann zum 35. Jahrestag der Hochschule »*, p. 4. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

188. Norbert Rogalski. « Die Ausbildung von Trainern ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 105-116, p. 113.

189. *« Vorlage zur Gestaltung der Ausbildung der Sportarten des Bereichs Sport II an der DHfK »* (17.1.1983). In : Prorektor für Bildung. « Sport II (nichtolympische Disziplinen) ». UAL DHfK VWA 3806/3. (1982-1988), p. 20.

–, sur des cohortes d'environ 350 personnes[190]. Là encore, la répartition est faite selon les besoins de la DTSB. La seule forme d'enseignement véritablement approfondie des disciplines de catégorie II est mise à la disposition des étudiants étrangers, avec la possibilité pour les participants de certaines promotions de l'ITK de se spécialiser en basket-ball[191].

Cependant, même au sein des disciplines présentes au sein de l'école, certaines étaient davantage privilégiées. C'est le cas notamment des disciplines individuelles comme l'athlétisme ou la natation, ainsi que le football, qui bénéficiaient d'un grand nombre de places parmi les quotas donnés par la DTSB, tandis que certaines disciplines peinaient à exister, notamment les sports d'hiver (patinage de vitesse et artistique, bobsleigh et luge) qui ne diplômaient que peu d'étudiants et pour lesquelles l'école ne disposait que de peu de matériel[192].

Le mouvement de réformes du début des années 1970 conduit donc à une concentration extrême des moyens humains et financiers sur un secteur d'activité très précisément défini : la production en chaîne d'entraîneurs pour encadrer les futurs athlètes de haut-niveau. Le but de cette spécialisation à outrance était d'assurer la stabilité de la base de la pyramide de développement des jeunes athlètes en RDA.

2.3.2.3 Des partenariats redéfinis

Afin de davantage correspondre aux nouvelles orientations dictées par ce mouvement de réformes, les formes de collaboration avec les autres instances du sport situées à Leipzig ont été également profondément modifiées, et notamment celles concernant les clubs sportifs de la ville et en particulier le *SC DHfK Leipzig*. Subissant lui aussi la vague de réforme du monde du sport visant à privilégier le sport de pointe, il se spécialisa dans les années 1970 dans les disciplines individuelles et ce pour les athlètes de haut-niveau[193]. Or, les entraînements de ces athlètes étaient importants pour les enseignants et les étudiants des institutions traitant des sciences du sport, car ils servaient de base d'observation et d'expérimentation pour les recherches des enseignants et permettaient la réalisation d'exercices pour les étudiants. Ici également, la DHfK vit ses activités réduites avec la division des activités avec le FKS. Cet dernier étant chargé de l'ensemble des questions concernant les athlètes de pointe, ce sont ses membres qui ont eu accès aux entraînements des athlètes séniors du clubs. La DHfK étant désormais principalement concentrée sur l'encadrement des jeunes athlètes, ses professeurs durent se concentrer sur l'amélioration des entraînements des sections juniors[194]. De même, la collaboration

190. FKS, « UAL DHfK VWA FKS 615/6 », *op. cit.*, p. 16.

191. Institut für Ausländerstudium. « Studienplan internationaler Trainerkursus ». UAL DHfK VWA 0347. (1974), p. 8.

192. *« Vorlage für das Sekretariat des Bundesvorstandes des DTSB der DDR »* (26.11.1985). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Grunddokumente ». BArch DR 5/3225. (1982-1987).

193. Merkel, *55 Jahre SC DHfK Leipzig*, *op. cit.*, chapitre : *Einführung*.

194. *Ibid.*, p. 58-59.

de la DHfK avec les centres de perfectionnement pour jeunes athlètes (TZ et KJS) furent renforcés de manière visible via des stages ou des observations d'entraînements[195].

Au tournant des années 1960 et 1970, la DHfK a donc subi des mutations profondes de ses activités et de ses structures, dont les principes seront ceux qui ont gouverné l'école jusqu'à la dissolution de l'État est-allemand en 1989. Les principales conséquences de ces changements ont été de renforcer la verticalité du processus de prise de décisions au sein de l'école et le poids de la direction, et de modifier le profil de l'enseignement et de la recherche en les tournant uniquement vers un domaine bien spécifique : l'encadrement des jeunes talents de haut-niveau. Les autres domaines des sciences du sport furent quasiment exclus de la DHfK et cloisonnés dans des organismes indépendants, comme le FKS pour le sport de très haut niveau ou les départements de sciences du sport des différentes universités de la RDA pour le sport de masse et le sport scolaire. L'exfiltration des questions les plus sensibles, notamment concernant le dopage ou les techniques d'entraînement des athlètes internationaux, a également permis le développement des contacts avec l'étranger. Ces modifications radicales du profil de l'école sont cependant à remplacer dans le contexte général de redéfinition de l'ensemble du système sportif est-allemand, qui à partir de 1969 concentre ses moyens sur un nombre limité de disciplines du haut-niveau, afin d'optimiser la production de champions, et qui est placé sous une stricte tutelle des instances étatiques pour contrôler l'ensemble des étapes de cette production. Les réformes au sein de la DHfK visent donc à faire entrer l'école dans ce nouveau système et à s'assurer de son efficacité pour la stratégie de promotion interne et internationale du SED.

195. *« Gedanken und Feststellung für ein Aktionsprogramm des Bundesvorstandes des DTSB »* (Nov. 1989). In : Rektorat. « Neuorientierung der DHfK im Herbst 1989 ». UAL DHfK VWA 4458. (1989), p. 28.

Bilan du chapitre

La transition entre les années 1960 et 1970 est une charnière importante pour la République Démocratique Allemande, tant sur le plan de la politique intérieure qu'extérieure. L'affirmation de la doctrine de la souveraineté limitée, proclamée par Léonid Brejnev suite à la répression du Printemps de Prague, a instauré un cadre fixe pour les démocraties populaires d'Europe centrale : l'expression de voies individuelles au sein de l'expérience socialiste était autorisée si et seulement si ces dernières ne menaçaient ni la stabilité du système ni la suprématie de l'URSS. Au sein de ces dynamiques, la RDA, notamment depuis le changement de direction du SED en 1971 et le remplacement de Walter Ulbricht par Erich Honecker a souhaité se placer dans la position du bras droit du géant soviétique, de la deuxième puissance au sein du Pacte de Varsovie, en mettant en avant une image de puissance sur le plan international, mais en ne remettant pas en cause les grandes orientations venues de Moscou. Cette position sur la politique étrangère était notamment particulièrement visible dans les relations de Berlin-Est avec les pays en développement.

Dans le cadre de cette stratégie, le sport – et en particulier les compétitions internationales – ont joué un rôle majeur, en raison de son universalité et de sa résonance médiatique. En outre, contrairement à la scène diplomatique, la RDA disposait au début des années 1970 d'un ancrage solide dans les institutions sportives mondiales, en raison d'une politique agressive menée depuis sa fondation et des spécificités de la géopolitique sportive. Les instances du sport de l'Allemagne de l'Est, dirigées par la DTSB de Manfred Ewald, et le SED ont donc, à partir de 1969, intensifié les efforts dans le sport et concentré les moyens humains et financiers sur les domaines les plus susceptibles de remplir les nouveaux objectifs de la politique de représentation de la RDA. Ainsi, seuls le sport de haut-niveau et les disciplines les plus « rentables » en termes de performances ont continué à être soutenus par le régime, ce qui s'est traduit par un contrôle accru des puissances politiques sur le monde du sport, par une « scientifisation » des performances via le développement du dopage notamment, ainsi que par une réorientation totale de l'appareil sportif pour s'assurer de la réalisation des objectifs fixés par le parti et le gouvernement.

Sur le terrain, cette politique s'est traduite par une redéfinition du rôle des différentes composantes du système sportif, et notamment vers leur plus grande spécialisation afin de correspondre aux nouvelles priorités définies par le SED. Les questions relatives au haut-niveau ont été mises en avant, au détriment des autres domaines des activités sportives. Ainsi, dans le cas de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur*, l'école a abandonné le profil de polyvalence dans les sciences du sport qu'elle avait depuis sa fondation en 1950 pour se concentrer sur la question bien spécifique du développement des jeunes athlètes en devenir. Elle a par là-même dû délaisser des pans entiers de son activité scientifique et pédagogique, notamment concernant le sport populaire et le sport de pointe, qui ont été confiés à d'autres institutions, elles aussi spécialisées, comme le FKS ou les départements de sciences du sport des universités du pays. Cette refonte par le haut des activités, des

modalités de travail et du fonctionnement de la direction de l'école, effectuée entre 1969 et 1974, c'est-à-dire entre la publication des décrets concernant la réforme du monde du sport et des universités et la publication des programmes de l'école reflétant ces nouvelles orientations, ont servi de base à la politique de la DHfK jusqu'à l'effondrement du régime. Désormais, l'école servira deux buts principaux :

- Contribuer à la stabilité des premiers échelons de la pyramide de détection des athlètes via les thématiques de recherche et la formation massive d'entraîneurs et de cadres pour ces institutions ;
- Servir de vitrine du régime et du sport socialiste, à destination à la fois de la population de la RDA, mais également de l'étranger, afin d'assurer la promotion du pays.

Deuxième partie

Le quotidien des enseignants et personnels : sport, idéologie, secret

Chapitre 3

Sport, orthodoxie et auto-représentation

La DHfK a été un rouage important du système sportif est-allemand, en ce qu'elle devait former des entraîneurs spécialisés dans l'encadrement de jeunes athlètes de haut-niveau. Ses entraîneurs allaient être la courroie de transmission entre la base des futurs champions du sport socialiste, chargés de diffuser une image positive du pays et de ces valeurs, et les instances sportives et politiques, édictant les consignes à suivre. Il était donc crucial de s'assurer que personnels et étudiants de l'école soient en accord avec ses valeurs, afin de ne pas rompre la chaîne de transmission voulue par le parti.

Dans les deux prochains chapitres, nous nous intéresserons donc tout particulièrement au rôle que le SED faisait jouer au sport en matière de politique intérieure et sociétale ainsi qu'aux conséquences de cette vision politique sur l'ensemble des acteurs de l'école de Leipzig – étudiants comme enseignants. En premier lieu, nous analyserons la place qu'occupait le sport dans la définition d'un sentiment national est-allemand et dans l'image que voulait diffuser le régime de lui-même, ainsi que les mécanismes mis en place pour s'assurer de l'obéissance des différents acteurs nécessaires à cette mission.

3.1 Sport et sentiment national en Allemagne de l'Est

Au tournant des années 1960 et 1970, le SED a progressivement réorienté son discours concernant la question de l'identité nationale et a tenté d'unir la population autour d'un sentiment purement est-allemand. Le but était désormais de se démarquer clairement de toutes références communes avec l'Allemagne de l'Ouest[1]. C'est la fin du discours sur une nation commune pour deux pays : les deux États allemands formant à présent des entités entièrement séparées.

Le régime a alors pleinement utilisé les mécanismes identitaires du sport afin d'unifier la population de RDA autour de cette nouvelle identité. Par son caractère adversatif entre un « nous » et un « eux », la compétition sportive permet en effet, pour reprendre les mots d'Eric Dunning, une « identification de groupe[2] ».

1. Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 63.
2. Dunning, « La dynamique du sport moderne », *op. cit.*, p. 306.

3.1.1 Le nouveau message du sport est-allemand

3.1.1.1 La séparation avec le sport de l'Ouest

Les compétitions internationales permettent en effet à partir des années 1970 de diffuser cette image d'une nation indépendante, véritable égale de ses homologues européennes et de la RFA : les dernières équipes pan-allemandes ont été dissoutes avec l'athlétisme en 1964[3] et l'aviron un an plus tard[4]. Les dernières réticences sur l'utilisation des symboles de la RDA se sont peu à peu levées. L'hymne à la joie de Beethoven est partout remplacé par *Auferstanden aus Ruinen* ; le marteau et le compas prennent la place des anneaux olympiques sur le drapeau noir–rouge–or. Symbole ultime de cette normalisation de la présence de l'Allemagne de l'Est sur la scène sportive internationale, son entrée en lice avec hymne et drapeau sur le territoire de la République Fédérale lors des Jeux Olympiques de Munich en 1972[5].

Le sport était dans les années une opportunité de diffuser des messages en faveur d'une réunification allemande et de critiques le gouvernement de Konrad Adenauer et de ses successeurs. On pourra par exemple citer cet extrait du discours de Walter Ulbricht à l'occasion de la troisième conférence sur le sport tenue en 1957 à Karl-Marx-Stadt[6] :

> De la même manière que nous atteignons la supériorité dans le domaine sociétal et que nous devons l'atteindre sur le plan économique, nous devons également le faire dans le domaine du sport, et ce dans toutes les disciplines. C'est un devoir important, non seulement dans l'intérêt de l'évolution de l'éducation physique et du sport, mais également dans l'intérêt d'une évolution démocratique et du combat pour une Allemagne unie, démocratique et en paix[7].

Dans les années 1970, il faut désormais rompre tout lien avec l'Allemagne de l'Ouest en matière sportive, comme avec les autres ennemis capitalistes. Les contacts avec les sportifs de l'autre côté du Rideau de Fer doivent donc être maintenus au strict minimum. Un protocole de collaboration est signé entre la DTSB et la DSB en 1974, permettant d'officialiser la reprise des relations entre les deux instances sportives, quasiment intégralement interrompues depuis la construction du Mur et les *décisions de Düsseldorf* (*Düsseldorfer Beschlüsse*)[8]. Cependant, si ce protocole prévoit la mise en place de nom-

3. « Sieg der Vernunft ». In : *Neues Deutschland* 19.293 (23. 10. 1964), p. 1.

4. « Längst überfällig ». In : *Neues Deutschland* 20.315 (15. 11. 1965), p. 4.

5. Siegfried Melchert. « Bankrotte Alleinvertretungsanmaßung aus der Sicht der Manipulierung mit einer Hymne ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 18.2 (1969), p. 292-296.

6. Appellation entre 1953 et 1990 de la ville de Chemnitz (Saxe actuelle).

7. *« Wie wir auf gesellschaftlichem Gebiet die Überlegenheit erreichen, wie wir sie auf ökonomischem Gebiet erreichen müssen, genau so müssen wir sie auf dem Gebiet des Sports erreichen, und zwar in allen Sportarten. Das ist eine große Aufgabe nicht nur im Interesse der Entwicklung der Körperkultur und des Sports, sondern im Interesse der demokratischen Entwicklung und im Interesse des Kampfes um ein einiges, friedliebendes, demokratisches Deutschland »* ; cité d'après : « Rede von Walter Ulbricht bei der 3. Sportkonferenz in Karl-Marx-Stadt. » In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 18.Beiheft (1969), p. 22.

8. Les *décisions de Düsseldorf* ont été prises le 16 août 1961 par le DSB et le CNO ouest-allemands suite à la construction du Mur de Berlin. Elles gèlent immédiatement tout contact entre les instances

breux échanges annuels, la DTSB, sous l'influence de son directeur Manfred Ewald, a multiplié les obstacles afin que les échanges soient limités à simplement quelques rencontres amicales entre athlètes de haut-niveau par an, et que soient exclus du cadre de ces échanges les sportifs amateurs. Ces dispositifs étaient pensés pour limiter les risques de fuites hors de la République, mais également pour éviter tout rapprochement inutile entre les sociétés des deux pays[9].

De même, lors des compétitions internationales se déroulant à l'étranger, les faits et gestes des sportifs est-allemands étaient surveillés de très près par le MfS qui s'assurait ainsi sûr qu'aucun contact superflu avec les athlètes de l'Ouest ne vienne perturber les compétitions et qui souhaitait également limiter les risques de fuites de sportifs de niveau international, particulièrement gênantes pour le régime. Consigne était donc donnée aux athlètes de ne pas prendre contact avec leurs homologues de la RFA. Le dispositif de surveillance était toutefois suffisamment visible et dissuasif pour, la plupart du temps, ne pas tenter les athlètes[10]. Cette volonté de donner l'impression à l'opinion publique que la RFA n'était qu'un pays capitaliste comme les autres – et ce même si la RFA restait le centre d'attention de la politique du SED – était également visible à travers le traitement médiatique réservé à la victoire de l'équipe de RDA de football sur celle – pourtant réputée largement supérieure – de la RFA lors de la Coupe du monde 1974. Ce match constitue d'ailleurs l'unique rencontre entre les équipes senior des deux pays, une rencontre qui plus est organisée à Hambourg. Si les dirigeants de la fédération est-allemande de football et du SED avaient insisté face aux joueurs sur l'importance symbolique de cette rencontre et si le but de Jürgen Sparwasser est par la suite devenu un moment culte dans la mémoire collective est-allemande, la couverture médiatique de la rencontre a été des plus mesurées[11]. Le *Neues Deutschland* du lendemain souligna par exemple certes le « combat valeureux » de l'équipe nationale face aux « favoris » de l'Ouest, mais il ne plaça en aucun cas cette victoire dans le cadre d'un affrontement politique ou idéologique entre les deux pays[12].

Ce fossé creusé entre les mondes sportifs des deux Allemagnes ne s'est pas limité aux sportifs et à leurs encadrements, il a aussi concerné les supporters. L'exemple le plus frappant est probablement celui des mesures draconiennes de sécurité prises lors des rencontres de coupes d'Europe de football entre représentants de la RDA et de la RFA. Lors des matchs organisés sur le territoire est-allemand, d'importants dispositifs avaient été mis œuvre pour s'assurer qu'aucun débordement ou épanchement pan-allemand n'ait lieu[13] : accompagnement des supporteurs visiteurs, surveillance des potentiels éléments

sportives des deux Allemagnes et interdit l'entrée sur le territoire de la RFA de sportifs est-allemands. Ces interdictions seront levées officiellement en 1965, mais les relations des deux côtés du Rideau de Fer sont restées anecdotiques depuis lors (*cf.* Balbier, « Instrument oder Freiraum ? », *op. cit.*, p. 52).

9. Braun, « Klassenkampf im Fluchtlicht », *op. cit.*, p. 126.

10. Jutta Braun. « Sportler zwischen Ost und West ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 29-30/2008 (7/2008), p. 38-45, p. 45.

11. Christoph Dieckmann. « Sparwassers Tor ». In : *Erinnerungsorte der DDR*. Sous la dir. de Martin Sabrow. Munich : C.H. Beck Verlag, 2009, p. 351-362, p. 356-357.

12. « Nach prächtigem Kampf verdientes 1 : 0 ». In : *Neues Deutschland* 29.154 (8. 6. 1974), p. 8.

13. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 400-420.

perturbateurs par le MfS, voire, dans le cas de la rencontre de 1982 entre le *BFC Dynamo* et le *Hambourg SV*, vente des places uniquement à des membres des forces de sécurité de la RDA[14]. Les messages de soutien des supporters est-allemands envers les clubs de *Bundesliga* lors des rencontres européennes organisées dans les pays où les citoyens est-allemands n'avaient pas besoin de visas ont en effet été très vertement critiqués par le régime. En 1979, des centaines de fans du *1. FC Union Berlin* allèrent saluer la *Hertha*, club de l'Ouest de la ville, engagé en quart de finale de la coupe de l'UEFA face au *Dukla Prague*[15]. De même, en 1981, plus de 1 700 Allemands de l'Est se rendirent à Ostrava pour aller voir évoluer le *FC Bayern Munich*, au grand dam des services d'Erich Mielke, et ce, alors que seuls soixante-dix Munichois avaient fait le déplacement en Tchécoslovaquie[16].

3.1.1.2 L'intégration dans la communauté des États socialistes

Le sport en Allemagne de l'Est doit donc à partir des années 1970 véhiculer ce message, conforme au nouveau sentiment national que veut instiguer le SED au sein de la population. Il faut désormais transmettre l'image d'un pays indépendant, uni, se suffisant à lui-même, dont la force repose sur son mode d'organisation politique et qui n'a rien en commun avec le voisin de l'Ouest. Les compétitions sportives offrent donc l'occasion de montrer que la RDA est devenue un membre à part entière et performant du système sportif international.

L'accent n'est plus mis directement sur la rivalité avec la RFA, mais sur la puissance intrinsèque du sport est-allemand, sur sa réussite et sur sa force en termes de médailles. Une force qui est à relier au mode d'organisation de la société socialiste, qui lui seul permet d'atteindre ce niveau d'excellence. On pourra ainsi citer les mots de Kornelia Ender dans une interview à *Neues Deutschland* pour son retour des Jeux Olympiques de Montréal, où elle a remporté quatre fois l'or en natation : « nos succès ne sont possibles dans notre République que grâce au généreux soutien du sport par le parti des ouvriers, du gouvernement et de tous les travailleurs de la RDA[17] ».

Le sport et l'identité est-allemande qu'il diffuse sont également quasi constamment remis dans le contexte de la guerre froide et soulignent le rôle de la communauté des États socialistes, URSS en tête, dans l'achèvement de ces performances. La place de l'URSS comme moteur du sport socialiste est en effet très souvent soulignée dans les rapports officiels suite à une compétition internationale[18]. Pour résumer le message que les instances du monde sportif et politique est-allemand souhaitaient voir être diffusé, on pourra notamment citer Günther Wonneberger l'ancien recteur de la DHfK, qui, en 1978, déclara dans un article paru dans la revue *Theorie und Praxis der Körperkultur* :

14. *Ibid.*, p. 412.

15. Jutta Braun et Hans-Joachim Teichler, éd. *Sportstadt Berlin im Kalten Krieg : Prestigekämpfe und Systemwettstreit*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2006, p. 276.

16. Jutta Braun et René Wiese. « DDR-Fußball und gesamtdeutsche Identität im Kalten Krieg ». In : *Historische Sozialforschung* 30.4 (2005), p. 191-210, p. 206.

17. *« Unsere Erfolge sind nur möglich durch die großzügige Förderung des Sports in unserer Republik durch die Partei der Arbeiterklasse, die Regierung und aller Werktätigen der DDR »* ; in : « Herzlicher Empfang weiterer DDR-Olympioniken in Berlin ». In : *Neues Deutschland* 31.182 (2. 8. 1976), p. 2.

18. « Sieger und Verlierer, von denen man spricht. » In : *Neues Deutschland* 31.182 (2. 8. 1976), p. 8.

> Le sport de haut-niveau de la RDA remplit d'importantes fonctions dans la représentation internationale de notre pays et dans le renforcement de la visibilité du socialisme dans le monde. […] Les succès internationaux grandissants des sportifs venus d'URSS, de RDA et des autres pays socialistes se sont révélés comme un facteur efficace dans la représentation du caractère et de la puissance de l'ordre sociétal et étatique socialiste [19].

On notera cependant que le sport a également parfois été l'occasion pour le SED de s'émanciper de l'ombre, parfois pesante, du « grand frère soviétique ». Ce phénomène est particulièrement visible dans la représentation des Jeux Olympiques d'Hiver de 1984 à Sarajevo, où pour la première fois, la RDA a terminé en tête du classement des médailles, devant l'URSS. Lors de ces Jeux, les rapports officiels soulignèrent certes l'exploit des athlètes est-allemands, qualifiés d'« équipe la plus victorieuse qui ait jamais représenté la RDA[20] ». Cependant, contrairement aux habitudes, rien n'a été dit sur les performances de l'Union Soviétique, ou des autres républiques socialistes.

L'image véhiculée par la RDA dans les compétitions sportives retransmises via les canaux officiels se déploie en parallèle de la nouvelle définition du pays décrite par les responsables politiques. L'Allemagne de l'Est veut en effet se présenter comme un État fort, détaché de tout lien avec l'Allemagne de l'Ouest et au cœur de la communauté des États socialistes.

3.1.2 La médiatisation du sport

Si le sport a contribué à transmettre cette nouvelle image de la RDA dessinée par le régime, c'est notamment grâce aux progrès techniques de diffusion, qui ont fait des rencontres sportives un élément médiatique de grande ampleur.

3.1.2.1 Stratégies de la représentation médiatique du sport en RDA

Les médias de masse sont dans toutes les sociétés modernes non seulement un outil de transmission d'informations et de contenu, mais également le reflet et le vecteur de diffusion de normes, de valeurs, de symboles[21]. Cela est d'autant plus vrai dans un régime dictatorial comme celui mené par le SED, qui avait l'obsession du contrôle de l'image qu'il renvoyait et qui avait mis sous sa coupe quasiment tous les canaux d'information qu'il pouvait contrôler. Gunther Holzweißig décrira même les médias est-allemand comme

19. *« Der Leistungssport der DDR erfüllt wichtige Funktionen der internationalen Repräsentation unseres Landes und der Stärkung des Ansehens des Sozialismus in der Welt. […] Die wachsenden internationalen Erfolge der Sportler der Sowjetunion, der DDR und der anderen sozialistischen Länder haben sich als wirkungsvoller Faktor der Repäsentation des Charakters und der Leistungskraft der sozialistischen Staats- und Gesellschaftsordnung erwiesen »* ; in : Wonneberger, *Körperkultur und Sport in der entwickelten sozialistischen Gesellschaft der DDR : gesellschaftswissenschaftliche Beiträge ; Lehrmaterial*, *op. cit.*, p. 115.

20. *« Mit neuen Gold-, neun Silber- und sechs Bronzemedaillen kehrte sie als die erfolgreichste Mannschaft zurück, die jemals die DDR bei Olympischen Winterspielen vertrat ; »* in : Manfred Seifert. « Sarajevo '84 – ein großer Erfolg ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 33.5 (1984), p. 375-379, p. 376.

21. Pfister, *Frauen und Sport in der DDR*, *op. cit.*, p. 196.

« l'arme la plus aiguisée du parti[22] » pour décrire le contrôle exercé par le régime. La couverture des événements sportifs n'échappe pas à cette règle et elle se devait, elle aussi, de contribuer à diffuser une image positive du pays, ainsi que de contribuer à la propagation de ses valeurs[23].

La couverture médiatique subit elle-aussi le glissement progressif du centre de gravité du sport est-allemand vers le haut-niveau. Jusqu'au milieu des années 1960, les images sportives diffusées avaient pour but de mettre en avant les grands moments de communion de la communauté des citoyens socialistes, réunis autour de la pratique de culture physique pour tous. Cette vision est symbolisée par l'image devenue célèbre de Walter Ulbricht s'exerçant devant les caméras de télévision à la gymnastique lors de la 3e Fête du sport et de la gymnastique de Leipzig (*3. Turn- und Sportfest*) en 1959[24], grande fête du sport populaire ayant rassemblée près de 117 000 participants pour des spectacles de masse gymniques[25]. Désormais, place est faite aux retransmissions des compétitions et aux grands champions du sport est-allemand. Le régime va pour cela multiplier les canaux de diffusion : à partir de 1963, le *Deutsches Sport-Echo* est publié tous les jours ouvrés – au lieu de trois fois par semaine depuis de sa création en 1947 – et devient le journal sportif quotidien d'Allemagne de l'Est. Placé sous la tutelle de la DTSB, qui dispose d'un droit de regard sur son contenu, il en devient l'organe de presse officiel[26]. Il restera assez populaire tout au long de l'existence de la RDA avec un tirage quotidien de 185 000 exemplaires en 1988[27].

C'est toutefois via la télévision que cette incursion des grands champions dans les foyers de la RDA a été la plus visible avec notamment la création en 1965 de *Sport aktuell*, émission hebdomadaire d'une heure et quart, retraçant l'actualité sportive de la semaine écoulée. Elle est restée à l'antenne jusqu'à la dissolution de la télévision de la RDA avec la réunification[28]. D'autres émissions à caractère sportif sont venues compléter la grille des programmes, comme *Mach mit, mach's nach, mach's besser*, diffusée tous les mois de 1964 à 1990 et qui voyait s'affronter des classes de jeunes élèves du pays dans des compétitions sportives[29]. Avec les progrès techniques de l'euro- et de la mondovision, le nombre de compétitions sportives pouvant être diffusées en direct a spectaculairement augmenté : en 1972, ce sont 390 heures de programmes qui furent

22. Gunther Holzweissig. *Die schärfste Waffe der Partei. Eine Mediengeschichte der DDR*. Cologne : Böhlau Verlag, 2002.

23. Hans-Jörg Stiehler et al. « Sports Coverage on GDR Television ». In : *Historical Journal of Film, Radio and Television* 24.3 (2004), p. 411-425, p. 413.

24. *Site Internet des* Bundesarchive. *Bild 183-66400-0142*. url : https://www.bild.bundesarchiv.de/archives/barchpic/search/_1564501310/?search[view]=detail (visité le 30. 7. 2019).

25. Gerd Dietrich. *Kulturgeschichte der DDR. Band II : Kultur in der Bildungsgesellschaft (1958-1976)*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2018, p. 909.

26. Moritz Lohmann et Philipp Lohmann. « La médiatisation des relations sportives entre la RDA et l'URSS, une analyse du *Deutsches Sportecho* (1947-1990) ». In : *Le sport dans la presse communiste*. Sous la dir. de Michaël Attali et Évelyne Combeau-Mari. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 203-213, p. 204.

27. Holzweissig, *Die schärfste Waffe der Partei. Eine Mediengeschichte der DDR*, *op. cit.*, p. 214.

28. Rüdiger Steinmetz et Reinhold Viehoff, éd. *Deutsches Fernsehen Ost. Ein Programmgeschichte des DDR-Fernsehens*. Berlin : Verlag für Berlin-Brandenburg, 2008, p. 241.

29. *Site Internet de la* Mitteldeutscher Rundfunk. url : https://www.mdr.de/zeitreise/stoebern/damals/artikel59124.html (visité le 9. 7. 2019).

consacrées aux Jeux Olympiques de Munich, contre simplement quelques minutes de direct pour ceux de Rome en 1960, dernière olympiade d'été à avoir été organisée sur le continent européen[30]. Ainsi, on estime que dès la fin des années 1960, le sport représente un élément central de la composition des grilles de la télévision est-allemande, puisqu'il occupe plus de 10 % du temps d'antenne[31].

Le sport et les sportifs font partie intégrante du paysage médiatique quotidien de l'Allemagne de l'Est, ce que les dirigeants politiques ont tenté d'utiliser pour associer leur image à celle de réussite incarnée par ces médaillés mondiaux et olympiques. Cérémonies officielles pour remise de titres et distinctions honorifiques[32], réceptions en présence de différents membres du comité central du parti ou de Manfred Ewald[33], réunions pour souhaiter bonne chance avant une compétition importante[34] ou félicitations officielles pour les médaillés[35], etc. faisaient partie du quotidien des athlètes, toujours en présence de la presse et des caméras de télévision. Pour reprendre les mots quelque peu ironiques de Karin Enke, patineuse de vitesse triple championne olympique, lors d'une interview pour le portail *Zeitzeugen*[36] : « Erich Honecker aimait bien s'entourer de jolis sportifs et l'État a pu ainsi briller[37]. » On assiste donc à une véritable « starification » des athlètes est-allemands par les médias, athlètes toujours accompagnés par des responsables politiques et sportifs, Honecker et Ewald en tête. L'exemple le plus visible de ce phénomène – quoique probablement un peu caricatural – est celui de la patineuse artistique Katarina Witt, championne olympique en 1984 et 1988 et véritable égérie du sport est-allemand des années 1980 jouissant à la fois d'une grande popularité tant auprès de la population est-allemande que des médias internationaux. Elle ne voyait pas d'objection à être photographiée en compagnie d'Honecker ou de Krenz ou bien à prendre une carte de membre du SED[38]. Aujourd'hui encore, elle assume le fait d'avoir été l'« enseigne de la RDA » (*Aushängeschild der DDR*), comportement qu'elle considérait comme normal et comme un moyen d'exprimer sa reconnaissance envers un pays qui lui a donné les moyens d'atteindre le meilleur niveau mondial[39].

30. *Sport im DDR-Fernsehen*. 28. 8. 2017. URL : https://www.bpb.de/gesellschaft/medien-und-sport/deutsche-fernsehgeschichte-in-ost-und-west/245678/sport-im-ddr-fernsehen (visité le 7. 7. 2019).

31. Anja GRIESSER. « Der Einfluss des Leistungssportbeschlusses von 1969 auf das Sportartenspektrum im DDR-Fernsehen ». Mém. de mast. Leipzig : Université de Leipzig, 2002, p. 27.

32. « Hohe staatliche Auszeichnungen verliehen ». In : *Neues Deutschland* 43.268 (12. 11. 1988), p. 4.

33. « Keine Aufgabe wichtiger als der Kampf für den Frieden ». In : *Neues Deutschland* 39.100 (27. 4. 1984), p. 2.

34. « Dank und Glückwunsch unsereen erfolgreichen Olympioniken ». In : *Neues Deutschland* 31.42 (18. 2. 1976), p. 1.

35. « Erich Honecker sandte Glückwunschtelegramm ». In : *Neues Deutschland* 35.65 (17. 3. 1980), p. 7.

36. Le portail *Zeitzeugen* est une page Internet compilant près de 1 000 interviews de personnalités liées à différentes thématiques de l'histoire de l'Allemagne. Il est sous la responsabilité de la *Stiftung Haus der Geschichte* et a été créé en 2017. URL : http://www.zeitzeugen-portal.de

37. *« Herr Honecker hat sich gerne mit hübschen Sportlern umgeben und der Staat hat nach außen auch geglänzt »* ; in : ZEITZEUGEN-PORTAL. *Karin Enke : die DDR und ihre Sportler. Portail Zeitzeugen*. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/ztFkI59Httk (visité le 8. 7. 2019).

38. STEINMETZ et VIEHOFF, *Deutsches Fernsehen Ost*, *op. cit.*, p. 457.

39. *Katarina Witt : Gerne Aushängeschild der DDR. Portail Zeitzeugen*. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/personen/zeitzeuge/katarina_witt/videos/dKJMzxG8O0s (visité le 8. 7. 2019).

Le sport a donc bénéficié d'un rôle important dans la stratégie de contrôle des médias par le SED, notamment la télévision. Les programmes à thématique sportive et les diffusions de compétitions en direct occupaient une place centrale dans la conception des grilles d'antenne. Les dirigeants politiques ont voulu associer leur image à celle des sportifs afin de diffuser une vision d'une RDA conquérante, en accord avec la définition officielle du sport dans le pays.

3.1.2.2 La réception du sport dans la société est-allemande

Si on s'intéresse à la pénétration de ce message au sein des foyers d'Allemagne de l'Est, on peut remarquer que les réponses sont globalement positives, tout du moins dans les années 1970. Le sport de haut-niveau semble jouir d'une assez bonne image parmi les habitants, même si le message politique qui l'accompagne n'est pas nécessairement assimilé et intégré[40].

Plusieurs indicateurs nous montrent que les citoyens suivaient de manière régulière et parfois passionée les exploits de *leurs* champions. Comme nous l'avons vu, le journal *Deutsches Sport-Echo* est resté assez populaire avec des chiffres de vente tout à fait respectables[41], et un phénomène similaire est visible avec les programmes télévisés, qui ont réalisé des chiffres d'audience très solides. L'émission hebdomadaire *Sport-aktuell* disposait d'un public fidèle, puisqu'elle réunissait en moyenne sur la période 1984-1989 quasiment 17 % des citoyens disposant d'un poste de télévision lors de son édition dominicale, tandis que les grandes compétitions internationales, Jeux Olympiques en premier lieu, réalisaient parmi les plus fortes cotes d'écoute de la télévision est-allemande – sans compter ceux qui préféraient suivre ces rencontres via les canaux de l'Ouest[42]. Thomas Fetzer, dans son étude sur l'acceptation du sport dans la société, résume ce phénomène par ces mots : « l'enthousiasme pour les séries de victoires des athlètes de haut-niveau était manifestement énorme, avec un point culminant atteint en 1973 et 1976[43] », ce qui correspond aux premières participations de la RDA aux Jeux Olympiques et à l'augmentation spectaculaire de ses performances. Une étude de l'Insitut central pour la recherche sur la jeunesse – *Zentralinstitut für Jugendforschung* (ZIJ) en 1978 montrait notamment que 90 % des jeunes Allemands de l'Est se sentaient fiers que leur pays fasse partie de l'élite sportive mondiale[44], une connexion également soulignée par la presse ouest-allemande, qui a, à plusieurs reprises, fait état de la liesse populaire lors d'une victoire des sportifs locaux[45]. Sentiment d'une certaine fierté nationale – Fetzer parle à propos

40. La structure argumentative de cette sous-section se basera principalement sur les résultats de la très précis et complète enquête de Thomas Fetzer publiée en 2003, *« Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssports »*.

41. Holzweissig, *Die schärfste Waffe der Partei. Eine Mediengeschichte der DDR*, *op. cit.*, p. 214.

42. Steinmetz et Viehoff, *Deutsches Fernsehen Ost*, *op. cit.*, p. 456-457.

43. *« Die Begeisterung an den Siegenserien der Leistungssportler war offenstichtlich enorm, wobei 1973 und 1976 der absolute Höhepunkt erreicht wurde »* ; in : Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 290.

44. *Ibid.*, p. 291.

45. « Kein Sieg kann schöner sein ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (13. 12. 1973), p. 10 ; « Ferienstimmung hat in Oberhof Vorrang ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (17. 2. 1973), p. 10.

de la victoire de la RDA sur la RFA en 1974 d'un pendant est-allemand au *« Wir sind wieder wer-Gefühl »* de 1954[46] – patriotisme local lors de la victoire d'un athlète de sa ville, et de manière générale, bonne participation des citoyens sont les caractéristiques des relations entre les Allemands de l'Est et leur système sportif dans les années 1970 et au début des années 1980. L'efficacité du message politique que les dirigeants du SED souhaitaient associer aux athlètes est toutefois à relativiser, car il restait encore nombre de traces d'un sentiment d'appartenance commune aux deux Allemagnes visible à travers le sport, notamment dans la popularité des athlètes et des clubs de l'Ouest en RDA[47].

Cette appréciation du système sportif s'est cependant assez massivement délitée dans la seconde moitié des années 1980, ce qui est visible par des cotes d'écoute en baisse pour l'ensemble des grandes compétitions internationales, qui n'arrivent pas à atteindre les chiffres des années 1970[48]. Parmi les raisons avancées pour expliquer cette perte d'intérêt pour les sportifs, on peut noter un sentiment de lassitude chez les citoyens envers l'amoncellement de médailles et de titres depuis une quinzaine d'années, les récents records n'ayant plus l'attrait de la nouveauté[49] ou bien encore de la restructuration interne du service des sports de la télévision est-allemande à partir de 1982, qui aurait rendu les émissions moins attractives, comparées à celles des chaînes de l'Ouest[50]. Il semble cependant indispensable de souligner que le sport a aussi été victime de la crise de confiance envers le politique et a souffert de sa trop grande mise en scène par le régime. Si la situation des athlètes n'éveillait pas la contestation quand les conditions de vie en RDA étaient jugées satisfaisantes dans les années 1970, la multiplication des privations et les revendications sociales et politiques qui se font de plus en plus grandes au cours de la décennie suivante soulignent le fossé entre le citoyen lambda et les athlètes. Ces derniers furent considérés comme des privilégiés, des membres de la *nomenklatura* du régime, disposant de trop nombreux passe-droits. Alors que les restrictions drastiques sur la liberté de déplacement étaient de plus en plus lourdes pour les habitants, les sportifs pouvaient voyager dans les pays occidentaux plusieurs fois par an pour les compétitions ; quand l'appareil productif défaillant obligeait les gens à attendre des années pour obtenir voiture ou logement, les athlètes de niveau mondial étaient prioritaires dans la répartition de ces biens[51]. Les critiques furent encore plus fortes parmi les citoyens pratiquant une activité sportive dans leur vie quotidienne, car les sommes énormes dépensées pour le haut-niveau tranchaient radicalement avec la misère des investissements consentis dans le reste des équipements sportifs du pays. Les sportifs ont donc payé de leur popularité à partir de 1985 le prix de leur proximité envers le SED, ou tout du moins de la mise en scène de cette proximité par le régime[52].

46. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 293.
47. McDougall, *The People's Game*, *op. cit.*, p. 175.
48. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 299.
49. *Ibid.*, p. 300.
50. Steinmetz et Viehoff, *Deutsches Fernsehen Ost*, *op. cit.*, p. 455.
51. *Karin Enke : Privilegien als DDR-Sportler. Portail Zeitzeugen.* URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/VVEHQjN0OMY (visité le 9. 7. 2019).
52. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 304.

Le sport de haut-niveau jouissait d'une relative bonne presse au sein de la population est-allemande, et ce même si le message politique sous-jacent n'a été que partiellement transmis et que cette image s'est rapidement dégradée dans la seconde moitié des années 1980. Toutefois, afin de maintenir cette chaîne de transmission du message politique entre les hautes sphères politiques et les citoyens, il était nécessaire de s'assurer de l'obéissance des principaux vecteurs de cette image : les athlètes.

3.1.3 L'orthodoxie des athlètes

L'utilisation du sport comme porteur des valeurs du socialisme et comme « ciment » de l'unité nationale, telle que nous l'avons vue jusqu'à présent, nécessite de s'assurer du concours des sportifs – ou tout du moins de garantir l'absence d'opposition frontale. Les instances du sport est-allemandes ont donc mis en place des mécanismes bien précis pour que les athlètes respectent les grands axes de la politique dictée par Berlin-Est.

Tout d'abord, il convient de souligner qu'une partie non négligeable du corps sportif n'a pas eu besoin de mesures d'incitation pour participer à la mise en scène politique du sport, car elle était d'ores et déjà convaincue des bienfaits du socialisme, ou au minimum de l'organisation du système sportif en RDA. De nombreux sportifs ont en effet adhéré d'eux-mêmes au parti et y ont exercé des responsabilités parfois importantes, comme pour Gustav-Adolf « Täve » Schur, véritable icône du sport est-allemand : double vainqueur de la Course de la Paix et double champion du monde de cyclisme à la fin des années 1950, il est resté une figure très populaire et a été élu à de nombreuses reprises sportif préféré d'Allemagne de l'Est, y compris en 1989, près de vingt-cinq ans après la fin de sa carrière active[53]. Il s'est également toujours présenté de lui-même comme un socialiste convaincu[54] et a été député au sein de la Chambre du peuple de 1958 à 1990, représentant la FDJ puis le SED. Il ne s'est en outre pas départi de ses convictions avec la chute du Mur et a toujours revendiqué ses idées, devant notamment député du Bundestag pour le Parti du socialisme démocratique – *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS) de 1998 à 2002[55].

Cependant, le profil de Schur n'est pas celui de la majorité des sportifs, pour qui la politisation de leur activité était plutôt vue comme une contrepartie raisonnable ou un passage obligé à la pratique du sport de haut-niveau et aux avantages qu'elle procurait. Outre l'intérêt que les athlètes pouvaient avoir à exercer leur discipline – malgré les importantes contraintes des dures conditions d'entraînement ou du dopage[56] – et au prestige qu'ils pouvaient tirer d'atteindre le meilleur niveau mondial, ces athlètes bénéficiaient d'un régime d'exception et de certains privilèges par rapport au citoyen lambda.

53. *Schur, Gustav-Adolf*. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv*. URL : https://www.munzinger.de/search/go/document.jsp?id=01000052439 (visité le 29. 9. 2016).

54. « Verlorener Sohn ». In : *Der Spiegel* 16 (6. 4. 1990), p. 236-244.

55. Evelyn Mertin. « Presenting Heroes : Athletes as Role Models for the New Soviet Person ». In : *The International Journal of the History of Sport* 26.4 (2009), p. 469-483, p. 470.

56. On pourra par exemple se référer au témoignage de la gymnaste Erica Zuchold, intitulé « Nous nous entraînions dans les cris des haut-parleurs » (*cf.* Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 59-71).

Accès privilégié aux biens de consommation, possibilité de voyager à l'étranger – même si l'encadrement lors de ces voyages par la DTSB et le MfS était des plus stricts pour éviter tout risque de fuite[57] –, salaires confortables, accès à une partie des primes en devises occidentales gagnées lors des compétitions[58], places réservés dans les établissements d'enseignement supérieur, même pour des cursus sélectifs après la fin de leurs carrières sportives[59] ; voilà autant d'arguments permettant de s'assurer la fidélité, au moins de façade, des sportifs. La politisation des activités « faisait partie » de l'activité sportive pour la grande majorité d'entre eux[60] avec des degrés de conviction variables quant aux idées du socialisme. Pour résumer la position dominante, on pourrait reprendre les mots de Katarina Witt dans son autobiographie : « Je n'étais pas une espionne, mais pas non plus une résistante. Pas une victime, tout au plus un objet [61] ».

Ce mécanisme d'avantages donnés aux sportifs était aussi couplé à des mesures coercitives et punitives importantes, destinées à prévenir toute expression « négative et décadente ». Ainsi, avant d'être autorisé à participer à une compétition de niveau international, de représenter la RDA et de pouvoir voyager à l'étranger, un athlète était soumis en amont à un processus de sélection et de surveillance constant et très strict, où était jugé son niveau de fiabilité politique et ce dès les premières étapes du système de détection et de développement des jeunes talents, car, dès l'âge de douze ans, les enfants pouvaient participer à des championnats à l'étranger[62]. Le passage du TZ à la KJS ou l'évolution dans les classes élevées de ces écoles pouvaient donc être empêché en raison des résultats scolaires trop faibles ou d'une trop grande stagnation des performances sportives, mais également pour des raisons politiques[63] : expression d'opinions politiques jugées douteuses, milieu familial connu pour sa dissidence ou contacts maintenus avec des habitants de l'« étranger non-socialiste » – RFA et Berlin-Ouest en tête – étaient autant de raisons qui pouvaient mener quelqu'un à être *ausdelegiert*, exclu de son club et renvoyé dans le système éducatif classique, ce qui signifiait la fin pure, simple et définitive de toute possibilité de faire carrière dans le sport. La participation aux activités politiques de la FDJ constituait donc un passage quasi obligé de la scolarité au sein des KJS, tandis que les rapports des enseignants et entraîneurs de ces écoles, mais également le résultats des enquêtes des services de sécurité de la RDA et

57. *Karin Enke : Privilegien als DDR-Sportler*, *op. cit.* ; ZEITZEUGEN-PORTAL. *Karin Enke : Kontrolle ist besser. Portail Zeitzeugen.* URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/personen/zeitzeuge/karin_enke/videos/PPT2KasUDOg (visité le 9. 7. 2019).

58. Une partie des primes était récupérée directement par le régime, et celle revenant aux athlètes était conservée sur des comptes bloqués auxquels ils pouvaient avoir accès après la fin de leur carrière sportive (*cf.* MERKEL, *55 Jahre SC DHfK Leipzig*, *op. cit.*, p. 48.)

59. *« Richtlinie des Büros zur Förderung des Sports für die Vorbereitung der Delegierung sowie die Ausbildung von Leistungssportlern an der Hoch- und Fachschulen der Deutschen Demokratischen Republik »* (15.12.1982), p. 1. In : DEUTSCHER TURN- UND SPORTBUND. « Zusammenarbeit mit dem Büro zur Förderung des Sports ». BArch DY 12/3723. 1989.

60. *Katarina Witt : Gerne Aushängeschild der DDR*, *op. cit.*

61. *« Ich war kein Spitzel, aber auch keine Widerstandskämpferin. Kein Opfer, allenfalls Objekt ; »* Stephanie HILLER. « Das schönste Gesicht des Sozialismus ». In : *Deutsche Welle online* (6. 1. 2009). URL : https://p.dw.com/p/Fwpo (visité le 10. 7. 2019).

62. HARTMANN, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 124.

63. FETZER, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 308.

notamment du MfS jouaient un rôle primordial dans l'évaluation et le devenir des futurs champions. D'après le rapport de Hans-Dieter Krebs effectué dans le cadre de l'enquête du *Bundestag* sur les conséquences de la dictature du SED, environ 10 % des étudiants de chaque promotion étaient expulsés du système car jugés trop peu fiables[64]. Le passage du système de formation aux compétitions seniors était également un moment critique. Pour illustrer ce propos, on pourra citer l'exemple de Wolfgang Lötzsch[65]. Considéré comme un des meilleurs espoirs du cyclisme est-allemand, il fut cependant exclu de son club de Karl-Marx-Stadt en 1972, car il refusait d'adhérer au SED et parce qu'il avait maintenu des contacts avec son cousin Dieter Wiedemann, cycliste lui-aussi, mais qui avait fui à l'Ouest en 1964. Il ne put donc participer à aucune course internationale, notamment la très réputée Course de la Paix[66] et dut se contenter d'écumer les courses nationales ouvertes à tous[67]. Les instances de sécurité ont donc mis en place des mesures très strictes pour se débarrasser d'éventuels éléments à risque avant leur participation aux compétitions importantes.

Le passage aux compétitions seniors ne signifiait toutefois pas un blanc-seing pour les sportifs et la surveillance restait permanente tout au long de leurs carrières. Ils étaient concernés par les mesures traditionnellement mises en place par le MfS envers les personne porteuses de secrets d'État : espionnage par de nombreux « collaborateurs inofficiels » (*inoffizielle Mitarbeiter* ou IM), surveillance rapprochée lors des voyages à l'étranger ou encore pressions exercées sur les proches restés en RDA pour s'assurer du retour au pays. Les instances sportives de la DTSB de Manfred Ewald, mais également Erich Mielke lui-même, très impliqué dans l'évolution du sport, disposaient de moyens de pression supplémentaires sur les athlètes, car se voir retirer son statut de sportif international pour des raisons politiques ne signifiait pas seulement la fin de la carrière et le retour dans l'anonymat, mais également la confiscation de primes situées sur les comptes bloqués et une impossibilité de se former à un métier en regagnant les rangs de l'université[68]. Ici, l'exemple de Wolfgang Schmidt, champion d'Europe du lancer de disque en 1978 est particulièrement révélateur. Il vit sa carrière internationale prendre fin en 1982 en raison d'une mauvaise attitude politique et de contacts maintenus avec des athlètes de l'Ouest – il raconte notamment s'être éclipsé à plusieurs reprises de sa

64. Hans-Dieter Krebs. « Die politische Instrumentalisierung des Sports in der DDR ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de Deutscher Bundestag. T. III/2. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 1314-1369. URL : https://enquete-online.de/pdf?pdf=wp12b3_2_560-615 (visité le 10. 7. 2019), p. 1340.

65. Berno Bahro. *Wende und Vereinigung im deutschen Radsport 1989/90 – Der Sport als Sonderfall der deutschen Einheit*. In : *Deutschland Archiv Online*. 16. 12. 2014. URL : http://www.bpb.de/197919 (visité le 10. 7. 2019).

66. La Course de la Paix (*Friedensfahrt*) est une course cycliste à étapes organisée annuellement en RDA, en Pologne et en Tchécoslovaquie. Elle est soutenue par *Neues Deutschland* et ses homologues du *Trybuna Ludu* et du *Rudé Právo*. Extrêmement prestigieuse et souvent considérée comme « le Tour de France de l'Est », pouvaient y participer les meilleurs coureurs des pays du Pacte de Varsovie, mais également des équipes nationales de l'Ouest. *cf.* Wilkinson Johnson, « The Friendensfahrt », *op. cit.*

67. *Lötzsch, Wolfgang*. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv*. URL : http://www.munzinger.de/document/01000006644 (visité le 29. 9. 2016).

68. *Karin Enke : Privilegien als DDR-Sportler*, *op. cit.* ; zeitzeugen-portal, *Karin Enke : Kontrolle ist besser*, *op. cit.*

chambre d'hôtel pour pouvoir discuter avec le lanceur américain Mac Wilkins. Après des mois de tracasseries administratives, il fut finalement condamné à dix-huit mois de prison, officiellement pour détention d'armes, mais également car il planifiait de s'enfuir à l'Ouest. Après sa libération, il ne put travailler dans aucune autre structure plus prestigieuse qu'une petite section locale du SV Dynamo. Il dut attendre jusqu'en 1987 pour recevoir l'autorisation d'émigrer[69].

Grâce à ce système d'avantages, couplé au régime de surveillance et de sélection, le SED s'est assuré que le sport reste un milieu globalement obéissant, où les athlètes soit semblaient convaincus par la qualité du système en place, soit maintenaient une orthodoxie de façade pour éviter de potentielles représailles. Cela permettait de transmettre relativement sans embûche – à l'exception du problème particulièrement épineux de la fuite des sportifs avec 615 athlètes, entraîneurs ou fonctionnaires s'étant échappés en quarante ans[70] – l'image politisée du sport voulue par les dirigeants du pays.

Le sport en Allemagne de l'Est se situe au cœur d'une stratégie médiatique et discursive très travaillée de la part des dirigeants du parti. Il devait en effet transmettre l'image d'une RDA socialiste, forte et indépendante, notamment vis-à-vis de la RFA, et devait donc contribuer à diffuser la nouvelle définition de l'identité nationale que souhaitait mettre en place le SED à partir des années 1970. Pour cela, les compétitions sportives et les athlètes eux-mêmes ont pris une place grandissante dans le paysage médiatique, notamment à la télévision. Lors de ces apparitions, les sportifs étaient constamment accompagnés de personnalités politiques, qui s'associaient ainsi à l'image de réussite du sport est-allemand. Pour atteindre cet objectif, le régime s'est assuré de l'obéissance de ceux qui n'étaient pas déjà convaincus par les avantages du socialisme, par un système de sélection stricte des athlètes, d'avantages et de menaces. Pour assurer la transmission de ces valeurs, le politique avait cependant besoin non seulement de la fidélité des athlètes, mais également de l'ensemble de la chaîne des acteurs du milieu, en particulier des entraîneurs.

3.2 Assurer l'orthodoxie au sein de l'école et des étudiants

La DHfK constituait dans cette chaîne de transmission des valeurs socialistes via le sport un rôle-clé en tant que principal formateur des entraîneurs du pays. Dans les années 1980, 80 % des entraîneurs à temps plein et des fonctionnaires actifs au sein de la DTSB – c'est à dire dans les clubs et les fédérations – ont été formés au sein de l'école de Leipzig[71]. Certaines figures de pointe du paysage sportif comme Jutta Müller, entraîneuse de l'équipe nationale de patinage artistique et qui a eu sous ses ordres,

69. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 208.

70. Jutta Braun et René Wiese. « Tracksuit Traitors : East German Top Athletes on the Run ». In : *The International Journal of the History of Sport* 31.12 (2014), p. 1519-1534, p. 1531.

71. *« Prorektor für Erziehung und Ausbildung. Referat anläßlich der Absolventenkonferenz zum 35. Jahrestag der Gründung der DHfK »* (19.10.1985), p. 2, cité d'après : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

entre autres, Katarina Witt, Anett Pötzsch ou sa propre fille Gabriele Seyfert, toutes trois médaillées olympiques[72]. Gustav-Adolf « Täve » Schur, le gymnaste Klaus Köste, la lanceuse de poids Margitta Gummel ou encore le lugeur Thomas Köhle[73], anciens sportifs de calibre mondial ont eux aussi été diplômés de la DHfK. Cette école était donc considérée comme une « usine à cadres » (*Kaderschmiede*[74]), censée transmettre aux étudiants qu'elle formait une conscience socialiste et devant s'assurer de leur obéissance. Les entraîneurs formés à Leipzig avaient en effet pour mission de jouer le rôle de véritable courroie de transmission entre les instances sportives centrales et les athlètes dans le maintien d'une identité socialiste.

3.2.1 La formation à la DHfK : quels buts et quels cadres ?

Les cursus et formations proposés ont été étudiés pour s'assurer de l'obéissance des participants. Nous effectuerons dans les pages suivantes une comparaison entre le fonctionnement de la DHfK et celui des autres établissements d'enseignement supérieur afin de déterminer les spécificités des structures dans le monde du sport[75] .

3.2.1.1 Objectifs théoriques des formations

Avec l'entrée en vigueur au 1er septembre 1974 des nouvelles maquettes correspondant aux exigences de la troisième réforme des universités[76], la DHfK propose un cursus de formation unique, d'une durée de quatre ans – désormais durée standard des études supérieures dans le pays[77]. Celui-ci permet d'obtenir le titre de « professeur de sport diplômé » (*Diplomsportlehrer*), c'est-à-dire de devenir « entraîneur, fonctionnaire, personnel scientifique ou officier en charge du sport » au sein de la DTSB, des institutions spécialisées dans les sciences du sport (StKS et ses organes affiliés : DHfK, FKS, SMD) ou dans les organismes de Défense (NVA, police ou MfS).

En 1986, le processus d'orientation entre ces différentes carrières se précise avec l'introduction de quatre spécialités dans le diplôme : « sport de haut-niveau » (*Leistungssport*) pour les futurs entraîneurs, « direction » (*Leitung*) pour les fonctionnaires, « éducation physique militaire » (*militärische Körperertüchtigung*), ainsi que – très lé-

72. *Müller, Jutta.* In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : https://www.munzinger.de/search/go/document.jsp?id=%2001000001088 (visité le 13. 7. 2019).

73. Herrmann, « 30 Jahre Deutsche Hochschule für Körperkultur », *op. cit.*, p. 10.

74. Krebs, « Die politische Instrumentalisierung des Sports in der DDR », *op. cit.*, p. 1357.

75. Comme pour le domaine du sport, la question de la politique universitaire de la RDA a fait l'objet de davantage d'études sur la première partie de l'histoire de la RDA, jusqu'à la construction du Mur. On consultera notamment pour cette question de la prise de contrôle des universités par les communistes l'ouvrage Ilko-Sascha Kowalczuk : *Geist im Dienste der Macht* (2003). La période 1961-1989 n'a jusqu'à présent pas bénéficié d'une monographie générale, mais plusieurs études de cas sont d'une aide précieuse pour comprendre les mécanismes à l'œuvre avec, sur l'univeristé de Iéna : Uwe Hossfeld (*et. al.*), *Hochschule im Sozialismus* (2007), et sur Berlin : le volume 3 de Heinz-Elmar Tenorth, *Geschichte der Universität Unter den Linden* (2012) ainsi que *Sozialistische Wissenschaft* de Tobias Schulz (2010). Pour remettre en perspective la question des universités dans l'ensemble de la politique éducative du régime, on se référera au tome 6.2 du *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte.*

76. *« Studienplan für die Grundsteineinrichtung Sportwissenschaft »* (1974), p. 1. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Studienplan ». BArch DR 5/3222. (1973-1984).

77. Lambrecht, « Neuparzellierung einer gesamten Hochschullandschaft », *op. cit.*, p. 184.

gère inflexion dans le profil de l'école[78] – « sport de masse » (*Massensport*), permettant à un petit contingent annuel de se former au sport pour tous[79]. Cette spécialisation s'effectuait par le biais d'un module d'enseignement spécifique à chaque parcours, en plus du tronc commun[80].

Ce parcours universitaire pouvait s'effectuer selon trois régimes différents :

- soit en présentiel sur le campus principal de l'école à Leipzig, ce qui représentait la situation la plus courante et celle par défaut pour les étudiants qui ne relevaient pas de situations particulières. De 1974 à 1982, la capacité annuelle d'accueil de ce régime était de 260 étudiants, mais elle fut réduite à 220 principalement pour des raisons démographiques et de baisse globale du nombre d'habitants en RDA[81], un phénomène visible dans l'ensemble des établissements de la RDA[82] ;

- soit en présentiel dans l'une des neuf antennes locales (*Außenstellen*) ou l'un des six points de consultation (*Konsultationsstützpunkte*) de l'école, répartis sur tout le territoire. Les étudiants étaient alors tenus de suivre un certain nombre de modules de cours, en apprentissage intensif, concentrés sur un nombre réduit de jours de présence au sein de ces antennes. Ce régime était réservé aux sportifs de haut-niveau encore en activité, qui préparaient leur reconversion professionnelle[83]. 125 places par an étaient disponibles[84] ;

- soit via les études à distance en auto-apprentissage (*Fernstudium*). Ici, il n'y avait pas d'obligation d'assister aux modules et les étudiants devaient être autonomes dans leur apprentissage. Ce régime d'inscription n'était ouvert qu'aux entraîneurs déjà en activité au sein d'un club de la DTSB aux instructeurs du sport en entreprise au sein d'une BSG. Là aussi, le nombre de place a été réduit en 1983, passant de 75 à 25 par an[85].

La DHfK disposait donc d'une capacité maximale de formation de 460 personnes par an, réduite à 370 après 1983. Toutefois, si les quotas de place sur le campus de Leipzig étaient toujours remplis, le nombre de sportifs inscrits dans les antennes locales et d'étudiants à distance était, lui, beaucoup plus variable[86].

78. *« Grundfragen der weiteren Entwicklung der Aus- und Weiterbildung an der DHfK »* (20.4.1987), p. 3. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

79. *« Studienplan für die Grundstudienrichtung Sportwissenschaft »* (1.9.1990), p. 7-10 ; in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

80. *Ibid.* , p. 47-52

81. *« Grundtendenzen der weiteren Gestaltung der Kaderausbildung an der DHfK und abzuleitende Konsequenzen »* (19.6.1984), p. 7. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

82. Wolle, *Aufbruch nach Utopia (1961-1971)*, *op. cit.*, p. 315.

83. *« Grundfragen der weiteren Entwicklung der Aus- und Weiterbildung an der DHfK »* (20.4.1987), p. 7. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

84. *« Grundtendenzen der weiteren Gestaltung der Kaderausbildung an der DHfK und abzuleitende Konsequenzen »* (19.6.1984), p. 7. In : *ibid.*

85. *Ibid.*

86. *Ibid.*

La quasi totalité de ceux qui réussissaient leurs études quittaient le campus pour s'insérer directement dans la vie professionnelle, conçue comme le prolongement immédiat du cursus. En effet, les étudiants devaient lors de leur dernière année s'engager à travailler pour une durée d'au moins trois ans auprès de l'institution qui leur proposait un emploi[87]. À noter que ce processus correspondait aux pratiques en vigueur dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, où les étudiants étaient délégués auprès de leurs futures entreprises à la fin de leurs cursus[88]. Seule une minorité d'étudiants – dans les années 1970, une vingtaine par an, en cumulant les différentes modalités[89] – pouvait rester sur le campus, soit pour travailler comme entraîneurs ou enseignant, ou bien pour commencer à travailler dans la recherche dans les sciences du sport, auprès de la DHfK ou du FKS.

Ainsi, la grande majorité des diplômés de l'école de Leipzig avaient pour vocation de devenir entraîneurs au sein des différents clubs du pays, et plus précisément de se spécialiser dans une discipline sportive et dans l'accompagnement des sportifs de haut-niveau[90]. Les étudiants se devaient donc d'acquérir lors de leur passage à Leipzig une maîtrise fine des techniques d'entraînement de leur discipline, une bonne pratique de celle-ci, ainsi que des connaissances en biologie et en anatomie[91] Comme l'ensemble des sportifs et des personnes inscrites à l'université, ils devaient également faire montre d'une grande rigueur politique et idéologique, les études supérieures étant considérées par le SED comme une récompense et un engagement envers la société socialiste[92]. Selon les directives officielles publiées par l'école :

> Le diplômé de la DHfK travaille activement, en étant conscient de ses responsabilités et motivé politiquement, au développement de la culture physique et du sport en RDA et utilise ses connaissances et ses capacités pour agir de manière constructive et fondée scientifiquement dans le sport de masse et de haut-niveau[93].

Si ce type de discours sur la contribution à la société socialiste peut être considéré comme un poncif de la communication du régime et des attentes envers l'ensemble des citoyens du pays, un aspect que l'on attendait des élèves de la DHfK fait l'objet d'une attention

87. *« Bericht zur Einsatzlenkung der Absolventen 1984 »* (6.7.83). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Einsatz der Absolventen der DHfK. Berichte ». BArch DR 5/1679. (1973-1977).

88. « Verordnung über die Vorbereitung und Durchführung des Einsatzes der Hoch- und Fachschulabsolventen des Direktstudiums und die Förderung der Absolventen beim Übergang vom Studium zur beruflichen Tätigkeit ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II.* 37 (15. 4. 1971), p. 297-301, p. 298.

89. *« Einsatz der Absolventen der DHfK im Jahre 1978 »* (6.5.1977). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

90. *« Studienplan Sportwissenschaft »* (1981), p. 4-5. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

91. *Ibid.*

92. Wolle, *Aufbruch nach Utopia (1961-1971)*, *op. cit.*, p. 313.

93. *« Der DHfK-Absolvent arbeitet verantwortungsbewußt, politisch motiviert und aktiv für die Entwicklung von Körperkultur und Sport in der DDR und wendet sein Wissen und Können für ein schöpferisches, wissenschaftlich fundiertes Wirken im Leistungs- und Massensport an ; »* cité d'après : *« Studienplan für die Grundstudienrichtung Sportwissenschaft »* (1.9.1990), p. 5 ; in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

toute particulière et est très souvent mis en avant dans les discours officiels : la qualité de transmetteur et d'éducateur. Dieter Hampe et Eckart Henker, deux enseignants de l'école commencent par exemple leur article publié dans *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* en 1986 portant sur les matériaux de cours donnés aux étudiants de l'école par ces mots :

> Le but de la formation des étudiants à la DHfK est de former un professeur de sport diplômé, qui sera actif en tant qu'éducateur socialiste et qui sera capable de mener un entraînement comme un processus conciliant éducation et formation communiste, et ce avec une maîtrise pédagogique toujours plus grande[94].

Les personnes formées à Leipzig sont donc vues comme de futurs éducateurs, comme des relais entre la jeunesse que constituent les sportifs, notamment du système de développement, et les instances du parti. C'est donc à eux que reviendra la charge de diffuser auprès de ce public crucial une image positive du pays, afin qu'eux-mêmes puissent contribuer à son développement. Ce souci quant à l'orthodoxie des personnes ayant la fonction d'éducateur n'est pas simplement visible dans ce microcosme du sport, mais dans l'ensemble de la société allemande, et en particulier dans le système éducatif secondaire, où le nombre de membres du SED a considérablement augmenté à partir des années 1960, principalement en raison de l'arrivée dans la vie professionnelle de cadres formées directement par le régime après la guerre[95].

3.2.1.2 Contenu des diplômes : comment transmettre les bonnes valeurs ?

Si on observe la manière dont se déroulaient les cours et dont était pensé le diplôme[96], on remarque qu'un des éléments constitutifs majeurs était de former des cadres obéissants, capables de transmettre cette image et qui seraient opérationnels dès la fin de leurs études.

Tout d'abord, il faut souligner que la DHfK était soumise aux cadres réglementaires généraux dictés par le MHF concernant l'« éducation politique et idéologique » des étudiants. On remarque donc d'importantes similarités entre l'école de Leipzig et les autres établissements d'enseignement supérieur du pays. Tous les étudiants étaient ainsi tenus de suivre des cours sur les fondements du marxisme-léninisme, dispensés par l'institut pour le marxisme-léninisme de l'école (*Institut für Marxismus-Leninismus*), une composante spécialement dédiée à cette tâche et présente dans l'ensemble des uni-

94. *« Das Ziel der Ausbildung der Studenten an der DHfK ist ein Diplomsportlehrer, der als sozialistischer Erzieher wirksam wird und mit wachsender pädaogischer Meisterschaft das Training als einheitlichen Prozeß von kommunistischer Erziehung und Ausbildung zu führen vermag ».* In : Dieter Hampe et Eckart Henker. « Standpunkte zur Gestaltung von Lehr- und Studienmaterialien für das Fernstudium an der DHfK ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 27.2 (1986), p. 91-97, p. 91.

95. Emmanuel Droit. *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 170.

96. Le descriptif complet de la maquette du diplôme, tel que pensé en 1974 est disponible en annexe de ce manuscrit (p. 405). L'introduction des quatre parcours de spécialité en 1986 n'a modifié qu'à la marge l'esprit du diplôme et les équilibres entre les matières.

versités est-allemandes[97]. Le contenu des cours de marxisme-léninisme était d'ailleurs commun à l'ensemble des universités est-allemandes[98] et directement fixé par le MHF depuis Berlin[99]. Ces cours étaient conçus pour « permettre aux étudiants l'appropriation et l'utilisation du marxisme-léninisme et des apprentissages principaux de l'histoire du mouvement ouvrier[100] ». Ils traitaient en premier lieu des principes du matérialisme historique, de l'économie politique ainsi que de l'histoire du mouvement marxiste et du SED, selon la vision développée par le parti. Ces enseignements formaient une partie importante du cursus, car ils représentaient plus de 10 % du volume d'heures de cours total (310 heures sur l'ensemble du cursus, soit entre deux et quatre heures hebdomadaires[101]). Sur le même principe, l'apprentissage du russe comme première langue étrangère était obligatoire dans les deux premières années du cursus, comme dans l'ensemble des établissements du pays[102].

L'encadrement politique et idéologique dans les universités est-allemandes ne passent uniquement par ces modules d'enseignement, mais également par l'accompagnement des étudiants dans leurs activités extra-scolaires, avec par exemple la sensibilisation aux questions de défense nationale et militaires. Les étudiants étaient ainsi tenus de participer en fin de deuxième année à un stage d'éducation militaire d'une durée de cinq semaines. Ce stage était organisé via la GST pour les hommes et la protection civile pour les femmes (*Zivilverteidigung*)[103]. L'éducation militaire et la « préparation à défendre la patrie » étaient considérées comme une partie intégrante et obligatoire des cursus d'enseignement supérieur, chargés de former la future élite du pays[104]. Ceci est également à remarquer à travers la présence des organisations de masse de la RDA sur le campus de Leipzig, et en particulier de la FDJ via sa branche locale, la *GO « Werner Seelenbinder »*[105]. L'adhésion à cette section de l'organisation de jeunesse était un passage quasi obligé pour les étudiants, puisque pour l'ensemble du pays une adhésion à la FDJ depuis plusieurs

97. À noter dans les plus grandes universités, cette institution formait depuis la réforme de 1968 une section à part entière : *cf.* Stutz, Kaiser et Hossfeld, « Jena als Experimentierfeld der sogenannten Dritten Hochschulreform », *op. cit.*, p. 309.

98. *« Studienprogramm Sportwissenschaft »* (1974), p. 1. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

99. Ministerium für Hoch- und Fachschulwesen. « Lehrprogramm Grundlagen des Marxismus-Leninismus an den Universitäten und Hochschulen ». BArch DR 3/24206. 1981.

100. *« Es befähigt die Studierenden zur Aneignung und Anwendung des Marxismus-Leninismus und der Grundlehren der Geschichte der Arbeiterbewegung. Das Studium […] ist die entscheidende Grundlage der wissenschaftlichen Bildung und kommunistischen Erziehung der Studenten »* ; cité d'après : *« Studienplan Sportwissenschaft »* (1981), p. 6. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

101. *« Studienplan Sportwissenschaft »* (1981). In : *ibid.*

102. Hubert Laitko. « Umstrukturierung statt Neugründung : die dritte Hochschulreform der DDR ». In : *Berichte zur Wissenschaftsgeschichte* 21 (1998), p. 143-158, p. 145.

103. *« Studienplan Sportwissenschaft »* (1981), p. 16 in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

104. Heinz Mestrup. « Zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität in der Ära Honecker – Zwischen Beharrung, Improvisation und Innovation ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990).* Sous la dir. d'Uwe Hossfeld, Thomas Kaiser et Heinz Mestrup. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 377-427, p. 410.

105. Chaque université ou école de la RDA possédait sa propre *Grundorganisation*, qui chapeautait toutes les activités des membres de l'école selon le principe du centralisme démocratique. Cette GO était placée sous la tutelle directe de la direction de l'arrondissement (*Kreisleitung*).

années faisait partie des critères importants afin d'être admis dans les années supérieures de l'éducation secondaire[106] et *a fortiori* à l'université[107]. Ainsi, l'ensemble des étudiants de la DHfK faisait partie de cette GO, et d'après les chiffres internes, 95 % en étaient même membres dès leur première année de présence à Leipzig[108].

L'organisation de jeunesse avait pour but de renforcer les convictions marxistes des étudiants, ou pour reprendre les termes officielles de la FDJ, « d'ancrer les convictions de base, de les renforcer et d'en faire un facteur décisif de [leurs] actions[109] ». Les membres de la FDJ devaient dans leur activité collaborer avec l'Institut pour le marxisme-léninisme de l'école pour renforcer leurs connaissances, participer à des discussions politiques, à des concours, s'engager à lire et étudier un quotidien politique – *Neues Deutschland* de préférence – et participer à différentes manifestations culturelles et idéologiques[110]. Le SED était également présent sur le campus et avait formé son antenne locale, à laquelle les étudiants étaient encouragés à adhérer[111].

La DHfK se retrouve donc pleinement intégrée dans le cadre général de l'éducation idéologique et politique que devaient suivre les membres de l'ensemble des universités du pays, considérés comme les futures élites du pays, et devant donc être conscients de leur rôle dans le système sociétal. Cette vision a en outre été précisée par les cours spécifiques à la DHfK concernant les sciences du sport, qui sont censés contribuer à diffuser auprès des étudiants la vision de la culture physique socialiste, telle que nous l'avons définie dans le premier chapitre notre étude : partie intégrante du sport dans le tissu sociétal socialiste, rôle pionnier de l'Union Soviétique, influence du parti sur le système sportif comme avant-garde du mouvement, etc. Ce phénomène est particulièrement visible avec une discipline comme l'histoire du sport (*Theorie und Geschichte der Körperkultur* dans les maquettes officielles) qui représente 72 heures de cours dans le parcours des étudiants et qui reprend l'ensemble des éléments mis en avant par le parti. Cette discipline consistait en « la transmission et l'appropriation de connaissances de base sur la vision de l'histoire par le marxisme-léninisme et sur la fonction sociétale de la culture physique et du sport[112] ».

106. En RDA, à partir de 1959, l'éducation générale se faisait au sein de deux types d'établissement. Les élèves sortant de l'école maternelle (*Kindergarten*) étaient dirigés vers l'École supérieure polytechnique – *Polytechnische Oberschule* (POS), où ils restaient pendant dix ans (de 6 à 16 ans). Les POS ne délivraient cependant pas l'équivalent du baccalauréat (*Abitur*) ; pour cela, il fallait se rendre dans une École supérieure avancée – *Erweiterte Oberschule* (EOS) pour étudier jusqu'en douzième classe (18 ans). Seuls les meilleurs élèves – scolairement et politiquement – pouvaient prétendre à poursuivre leurs études dans une EOS.

107. Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 114.

108. *« Analyse der politisch-ideologischen Situation unter den FDJ-Studenten für den Zeitraum März 1985 bis März 1986 »* (8.4.1986), p. 6 et 9. In : FDJ, « UAL DHfK VWA 4020 », *op. cit.*

109. *« Aufgabe ist es, Grundüberzeugungen auszuprägen, zu festigen und sie zum bestimmenden Faktor ihres Handelns zu machen »* ; cité d'après : *« Ausbildung der Kader an der DHfK –- Aufgaben für das Studentenjahr 1978/79 »*. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Erhöhung der Leistungsfähigkeit an der DHfK ». BArch DR 5/1882. (1978-1979).

110. *« Wir FDJ-Studenten verstehen das Studium als Auftrag der Arbeiterklasse »* (30.10.74). In : 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 2232 », *op. cit.*

111. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK über die Ergebnisse und Probleme bei der kommunistischen Erziehung und hochqualiezierten Ausbildung von Diplomsportlehrern »* (4.7.1977), p. 4. In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Sitzungen der Bezirksleitung der SED Leipzig ». BArch DY 30/77781. 1977.

112. *« Dies erfolgt durch die Vermittlung und Aneignung grundlegender Kenntnisse zur Propagierung des marxistisch-leninistischen Geschichtsbildes und der gesellschaftlichen Funktion von Körperkultur*

Elle abordait entre autres le rôle du parti dans la conception de la culture physique et du sport, l'impulsion qu'avait donnée l'URSS dans la construction de ce modèle, exemple à suivre pour la RDA, la vision socialiste de l'histoire du sport concernant le mouvement olympique, etc.[113]. Le contenu de matières similaires comme « politique du sport » (*Sportpolitik*) ou « direction de la culture physique socialiste » (*Leitung der sozialistischen Körperkultur*) présente des caractéristiques comparables.

Si on observe la structure générale du diplôme, on peut constater que sur les 3 137 heures de cours dispensées[114], environ dix pour cent (312 heures) étaient consacrés à l'éducation politique générale[115], dix autres pour cent à la transmission de la vision socialiste du sport (284 heures[116]), quinze aux matières de sciences appliquées au sport (509 heures[117]) et plus de cinquante pour cent (1586 heures) aux sciences de l'entraînement, en parts égales entre la formation générale et la spécialisation dans une discipline sportive[118]. À ces enseignements s'ajoutait un long stage de fin d'études – entre quinze et vingt semaines – en responsabilité auprès d'un club ou d'une institution sportive afin que l'étudiant découvre la réalité de son nouveau métier.

On remarque donc à travers l'analyse de cette maquette la volonté de la part des dirigeants de la DHfK de former des entraîneurs spécialisés dans une discipline sportive, ayant déjà une bonne connaissance du système sportif national et des connaissances théoriques en sciences naturelles, mais aussi idéologiquement droits, capables de réutiliser leurs connaissances politiques pour former les sportifs qu'ils auront à encadrer.

3.2.1.3 Les relais de l'orthodoxie : profil des personnels enseignants

Les enseignements et la transmission de ces valeurs furent assurés par des personnels de l'école qui se devaient d'être eux-aussi en phase avec la politique du parti. En 1988, ce sont près de 1 100 personnes qui travaillaient à la DHfK dans l'ensemble de ses composantes – administration, direction et enseignement[119].

La DHfK a la réputation dans la littérature d'avoir été une école particulièrement obéissante, une « usine à cadres fidèle à la ligne du parti et un objet à exhiber pour le SED[120] », voire selon de – rares – critiques internes une « université rouge », d'après les mots de Manfred Paerisch, à l'époque directeur de l'institut pour physiologie lors

und Sport » ; cité d'après : *« Studienplan Sportwissenschaft »* (1981), p. 6. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

113. *Ibid.*, p. 7.

114. En comptant l'ensemble des cours et d'heures d'entraînements pour les étudiants masculins, mais en excluant le stage de septième semestre et les camps de préparation.

115. Cours de marxisme-léninisme

116. Pour *Theorie und Geschichte der Körperkultur, Sportpolitik, Leitung der sozialistische Körperkultur* et *Sportpädagogie*.

117. Pour psychologie du sport, mathématiques, sciences naturelles, biomécanique et médecine du sport

118. Les quinze pourcents restants – soit 436 heures – correpondent à diverses matières : langues étrangères, éloquence et petits stages

119. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 329.

120. *« Die DHfK wäre nur auf eine linientreue Kaderschmiede und ein Vorzeigeobjekt des SED-Staats ausgerichtet gewesen »* ; cité d'après : Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre *In Verantwortung an de DHfK (1976-1990).*

d'une inspection de l'école par une brigade du Stako en 1966[121]. C'est d'ailleurs une des raisons qui a poussé à la création de l'école en 1950 : pouvoir bâtir *ex nihilo* un établissement conforme aux idéaux du régime afin d'éviter les difficultés que connaissait le gouvernement lors de la prise de contrôle de certains milieux universitaires et sportifs au début des années 1950[122].

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de cette étude, l'ensemble des hauts dirigeants de l'école correspondait à cette définition de l'orthodoxie : tous les recteurs étaient membres du SED, parfois à des places importantes. Ce destin n'est toutefois en rien réservé à la direction de l'établissement et ce type de parcours de personnels membres du parti et oscillant entre enseignement, responsabilités au sein de l'école et des instances centrales du sport à Berlin-Est est assez fréquent dans l'ensemble du pays. On pourra notamment citer le cas de Norbert Rogalski. Diplômé de l'ABF de la DHfK en 1957, il enseigne à l'école de 1962 à 1968 avant d'être promu dans la hiérarchie centrale du Stako à Berlin-Est. Il retourne à Leipzig en 1972 pour y occuper différents postes à responsabilités, comme secrétaire de la section locale du parti, auquel il a adhéré dès 1952, ou encore vice-recteur à l'éducation et à la formation (*Prorektor für Erziehung und Ausbildung*)[123]. Dans l'ensemble, les documents d'archives et les différents rapports soulignent la bonne tenue générale de l'école et de ses membres sur le plan politique, ou pour reprendre les mots d'un compte-rendu de la direction du parti d'octobre 1985 : « nous pouvons évaluer que dans notre collectif règne une situation politique stable, qui est également l'expression d'un travail politique envers les masses réussi. Nous sommes parvenus à […] renforcer la confiance envers la politique du SED[124]. »

Cette intégration des valeurs politiques par les membres de la communauté éducative peut s'expliquer d'une part par l'introduction du principe du centralisme démocratique à l'université avec la troisième réforme des universités de 1968, puisque, entre autres, le MHF avait le dernier mot sur la nomination de tout titulaire enseignant dans les établissements de RDA, le conseil de la section recrutante ne pouvant que proposer des noms[125]. De même, l'ensemble des postes de directeurs de section ou d'instituts, et ce jusqu'à la chute du Mur, sont revenus à la DHfK à des membres encartés du parti[126]. Ces pratiques permettaient d'écarter ou d'entraver la progression d'éléments jugés peu fiables et à l'inverse de placer des personnes de confiance aux responsabilités. Toutefois, il semble que la DHfK n'ait pas attendu cette réforme des années 1970 pour s'inscrire dans la

121. *« Bericht Abteilung "Angewandte Physiologie" »*(29.11.1966). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1141 », *op. cit.*

122. Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*, p. 32, Kowalczuk, *Geist im Dienste der Macht*, *op. cit.*, p. 183

123. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*

124. *« Wir können einschätzen, daß in unserem Kollektiv eine stabile politische Situation besteht, die auch Ausdruck einer erfolgreichen massenpolitischen Arbeit ist. Es ist uns gelungen, […] das Vertrauen in die Politik der SED zu festigen »* ; cité d'après : *« Rechenschaftsbericht »* (14.10.1985), p. 12. In : Hochschulparteileitung. « Parteigruppe Rektor ». UAL DHfK VWA 4270. (1979-1989).

125. « Verordnung über die Berufung und die Stellung der Hochschullehrer an den wissenschaftlichen Hochschulen. Vom 6 November 1968 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II.* 127 (13. 12. 1968), p. 997-1003, p. 999.

126. *« Brief der Leitung der Sektion III am Rektor »* (7.11.1989), Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*, p. 22-23.

droite lignée du SED et des positions de Berlin-Est. Au contraire, elle a atteint bien plus tôt que les autres un niveau de conformité politique jugé satisfaisant, avec notamment un nombre d'enseignants affiliés au parti nettement supérieur à la moyenne. Ainsi, si dans toute la RDA, 62 % des enseignants titulaires (*Dozenten*) et 41 % des assistants (*wissenschaftliche Mitarbeiter*) disposaient de la carte rouge du parti en 1962[127], ces taux étaient déjà respectivement de 75 % et 65 % à Leipzig[128]. En outre, au sein de l'école, enseignait une équipe assez jeune et souvent éloignée des milieux intellectuels et universitaires traditionnels, avec un taux de personnes issues des milieux ouvriers et paysans (*Arbeiter- und Bauernkinder* dans le jargon de la RDA) plus important que dans les autres établissements du pays[129], des milieux plus enclins à supporter un système qui leur a permis de monter dans l'échelle sociale.

Quelques critiques ouvertes envers le régime et le fonctionnement de la DHfK sont encore visibles dans les années 1960, comme celle de Manfred Paerisch décrivant l'école comme une « université rouge[130] ». Celui-ci a gardé une attitude critique même après son passage au FKS en 1967 et a vu sa carrière stagner à cause de cela[131]. De même, on note des reproches de la part des instances dirigeantes de Berlin-Est envers le fonctionnement de l'école notamment lors du mandat de Heinz Schwidtmann entre 1963 et 1965[132]. Cependant, l'état de l'éducation politique et idéologique des membres de l'école ne semble plus être un motif d'inquiétude pour le parti à partir des années 1970.

Jusqu'aux derniers mois de 1989, la DHfK semble donc avoir vécu dans un climat de calme politique et d'adhésion à la ligne du parti. De nombreux enseignants et personnels de l'école ont d'ailleurs reçu décorations et récompenses officielles (médailles du mérite, *Verdienter Aktivist*) et les recommandations accompagnant les citations font état d'un grand sérieux politique[133].

Toutefois, on peut s'interroger sur l'authenticité des convictions politiques d'une partie des membres du corps enseignant de l'école, afin de savoir s'il ne s'agit pas d'une orthodoxie de façade, visant à échapper aux fourches de la censure et à pouvoir continuer leur carrière. En effet, si l'obéissance générale du personnel ne fait de doute ; plusieurs rapports soulignent certes une attitude positive envers le socialisme et ses idées, mais

127. Kowalczuk, *Geist im Dienste der Macht*, *op. cit.*, p. 327.

128. *« Jahresanalyse 1963 der DHfK »*, p. 14 et 20. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Kaderanalyse (1961-1963) ». BArch DR 5/983. 1966-67.

129. Kowalczuk, *Geist im Dienste der Macht*, *op. cit.*, p. 308.

130. *« Bericht Abteilung "Angewandte Physiologie" »*(29.11.1966). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1141 », *op. cit.*

131. « Professor em. Dr. med. habil. Manfred Paerisch zum 80. Geburtstag ». In : *Ärtzeblatt Sachsen* 10 (2001), p. 482.

132. D'après les documents d'archives, le directeur du département « sport » du comité central du SED, Rudolf Hellmann parle de « graves manquements » (*ernste Verfehlungen*) survenus lors du mandat du recteur. Hellmann en impute cependant la responsabilité au recteur lui-même. Cependant, les documents présents ne permettent pas de rentrer dans les détails des reproches qui lui ont été faites. (*cf.* Lettre de Hellmann à Honecker (10.6.1970). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Arbeit einer Gruppe des ZK der SED an der DHfK ». BArch DY 30/96499. 1970). Ces reproches sont également confirmés par Norbert Rogalski dans son autobiographie de 2012, chapitre : *« Assistent an der DHfK »*.

133. *« Vorschlag für staatliche Auszeichnungen »* (15.12.1988). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Dienstberatung des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport ». BArch DR 5/2839. 1-02/1989.

aussi un manque de rigueur dans les connaissances des enseignants sur les fondements du marxisme-léninisme et les positions politiques de la RDA, ce qui « limite leur efficacité politique et idéologique » et « amène une certaine insécurité face aux étudiants »[134]. Est également à plusieurs reprises souligné un manque d'offensive des membres du parti envers les non-membres dans leurs explications politiques[135], alors que cela correspond à une des activités principales que l'on attendait des membres du SED[136]. Le cadre général de l'idéologie socialiste est respecté, mais le manque de propagande active et l'absence de liens personnels avec les théories du marxisme-léninisme et du sport chez de nombreux enseignants a souvent été relevé dans les rapports sur l'activité politique[137]. L'éducation politique et idéologique semblerait parfois davantage être un cadre théorique abstrait, dans lequel il est nécessaire de s'inscrire, un code sociétal obligé pour éviter les remontrances et les problèmes hiérarchiques, plutôt qu'une conviction profonde, notamment chez les enseignants les moins haut gradés.

L'attitude générale des personnels de la DHfK laisse néanmoins à penser que la réputation de l'école comme « école rouge » concernant les personnels et les enseignants était méritée et que ces derniers ont globalement et rapidement adopté une attitude favorable au régime. Dès les années 1960, les rapports ont montré un respect très largement partagé des cadres politiques au sein de l'école, qui n'a pas été remis en cause par la suite, même si cela peut relever davantage d'une stratégie d'auto-conservation que d'une véritable conviction profonde.

3.2.2 Caractéristiques des étudiants de la DHfK

Le personnel de l'école était donc dans l'ensemble disposé à remplir sa mission de former sportivement, pédagogiquement, mais également politiquement et idéologiquement les futurs entraîneurs du pays. Faire des études au sein de la DHfK étant une « distinction pour les citoyens de la RDA, qui ont à présenter de bonnes capacités techniques […] [et qui] soutiennent pleinement la politique du gouvernement de notre État des ouvriers et des paysans[138] », une sélection et un contrôle quotidien très stricts ont été mis en place afin d'éviter tout profil indésirable au contact des futurs sportifs et champions.

134. *« Zu geringere Kenntnisse des Marxismus-Leninismus bei einem Teil des Lehrkörpers schränken seine politisch- ideologische Wirksamkeit ein, [und] führen zu Unsicherheit gegenüber den Studenten »* ; cité d'après : *« Bericht über die Tätigkeit einer Arbeitsgruppe des ZK an der DHfK in Leipzig; »* (19.12.1969). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/96499 », *op. cit.*

135. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK »* (4.7.1977). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/77781 », *op. cit.*

136. Kott, *La RDA (1949-1989)*, *op. cit.*, p. 33.

137. *« Ausbildung der Kader an der DHfK –- Aufgaben für das Studentenjahr 1978/79 »*, p. 1. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1882 », *op. cit.*

138. *« Die Zulassung zum Studium an der DHfK ist eine Auszeichnung für Bürger der DDR, die gute fachliche Leistungen aufzuweisen haben und […] [die] die Politik der Regierung unseres Arbeiter-und-Bauern-Staates voll unterstützen »* ; cité d'après : *« Personal- und Vorlesungsverzeichnis der DHfK 1961/62 »*. In : Forschungsstelle der DHfK, « UAL VWA FST 350 », *op. cit.*

3.2.2.1 Profil des étudiants et sélection

Afin de s'assurer de la pertinence et de la conformité des personnes recrutées pour faire leurs études à la DHfK, le gouvernement a mis en place une procédure de recrutement très précise.

Tout d'abord, l'acceptation au sein du cursus se faisait via le cadre défini par l'« ordonnance pour les candidatures, la sélection et l'autorisation d'entrée aux études auprès des universités et grandes écoles » de 1971, commune à tous les établissements du pays[139]. Officiellement, la candidature était ouverte à tout citoyen pouvant justifier de la validation des études secondaires (*Hochschulreife*), ce qui en soit représentait un critère restrictif important. Seuls 12 % d'une classe d'âge atteignait ce niveau de qualification en 1980[140]. Cela montrait également un certain niveau de conformisme politique ; l'accès à l'EOS, la « voie royale » pour le baccalauréat étant très fortement conditionné par des critères idéologiques et les autres voies étaient également surveillées[141]. L'autorisation d'inscription à la DHfK se faisait après étude du dossier par une commission composée des principaux dirigeants de l'établissement, sous l'égide du recteur, qui évaluait non seulement les résultats scolaires, mais également la contribution active à « l'organisation de la société socialiste et la disposition à la défense active du socialisme[142] », notamment via des rapports établis par l'école où le candidat avait effectué son enseignement secondaire, son éventuelle entreprise, la FDJ. En plus de ces conditions générales, les candidats à l'entrée à la DHfK devaient se soumettre à des tests physiques préparés par le StKS afin de s'assurer des capacités sportives des requérants[143].

Étaient donc étudiées à la fois les capacités sportives, universitaires et politiques des candidats. Pour la période de candidatures de 1988, ce sont ainsi un tiers des dossiers pour une place sur le campus de Leipzig qui ont été écartés – 124 sur 336[144] – pour des résultats scolaires, des performances sportives, ou une motivation insuffisantes, pour des critères politiques, ou bien pour des raisons de quotas[145].

139. *« Fall von Katrin Mühlpforte »* (1988). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Sachakte ». BArch DR 5/3232. (1973-1989).

140. Barbara Kerbel. *Von der Krippe bis zur Hochschule – das Bildungssystem der DDR*. 1. 7. 2016. url : https://www.bpb.de/gesellschaft/bildung/zukunft-bildung/230383/von-der-krippe-bis-zur-hochschule-das-bildungssystem-der-ddr (visité le 17. 7. 2019).

141. Droit, *Vers un homme nouveau ?*, *op. cit.*, p. 182.

142. *« Die aktive Mitwirkung an der Gestaltung der sozialistischen Gesellschaft und die Bereitschaft zur aktiven Verteidigung des Sozialismus »*. In : « Anordnung über die Bewerbung, die Auswahl und Zulassung zum Direktstudium an den Universitäten und Hochschulen. Vom 1. Juli 1971 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II* 55 (14. 7. 1971), p. 486-489, p. 486.

143. *Ibid.*, p. 487.

144. *« Stand der Zulassungen für das Studienjahr 1989/90 –- Direktstudium DHfK »* (8.6.1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Dienstberatung des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport ». BArch DR 5/2836. 3-07/1989.

145. La répartition des places se faisait également en fonction des besoins des fédérations dans les différentes disciplines. Or, certaines disciplines étaient surreprésentées – handball ou football par exemple – et devaient être contingentées : *cf. « Vorlage für das Sekretariat des Bundesvorstandes des DTSB der DDR »* (26.11.1985), p 3. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

Ainsi, une note trop faible dans une matière clé, notamment en sciences naturelles, menait à l'élimination automatique du dossier[146], tandis que les tests physiques semblaient également exigeants et complets ; plusieurs athlètes de haut-niveau échouant à certaines épreuves, notamment de natation[147]. Dans les années 1970, il semblerait que la note minimale obtenue lors de l'*Abitur* pour pouvoir prétendre à intégrer l'école ait été de 2.0, soit l'équivalent d'une mention « bien »[148]. La DHfK semble donc avoir été une école attirante pour les étudiants et elle a pu maintenir un haut niveau d'exigence dans ses attentes, comme le montre également les délais pour obtenir une place via le système d'études à distance (*Fernstudium*), qui pouvaient dans certaines disciplines atteindre cinq ans[149], des délais qui ont encore augmenté après la réduction du nombre de places via les études à distance en 1983/84.

Deux profils de futurs étudiants étaient particulièrement prisés par la direction de l'école et le StKS : d'une part d'anciens athlètes de haut-niveau qui avaient dû arrêter leur carrière de sportifs, soit car leurs performances étaient jugées insuffisantes, soit pour cause de blessures. La DHfK visait en premier lieu les élèves qui avaient été scolarisés pendant le secondaire jusqu'à l'*Abitur* dans une des KJS du pays, qui n'avaient pas été autorisés à continuer au niveau senior, et qui allaient donc poursuivre leurs études juste après leur sortie de l'école. Les athlètes plus âgés étant cependant aussi très appréciés. Ces personnes sorties du système de promotion des talents (*von ihrem Leistungsauftrag entbunden*) devaient s'inscrire en tant qu'étudiants classiques et suivre les cours sur le campus de Leipzig[150]. D'autre part, les athlètes toujours en activité et souhaitant préparer leur reconversion étaient invités à s'inscrire auprès des antennes locales de l'école pour pouvoir préparer leurs diplômes tout en continuant leur préparation aux compétitions[151]. Cette volonté d'attirer d'anciens élèves des KJS se justifie par leurs connaissances du système sportif et par l'assurance de leurs bonnes performances sportives et scolaires, mais également par des critères politiques, car les vérifications des services de sécurité sur l'entourage de ces personnes avaient déjà été faites. Ils possédaient en outre « les qualités politiques et idéologiques développées lors de l'éducation communiste dans le

146. *« Fall von Ralf Hörold »* (1982). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3232 », *op. cit.*

147. *« Fall von Ulf Mademann »* (23.1.1981). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Sachakte ». BArch DR 5/3233. (1973-1989).

148. « Rührt euch, weitermachen ». In : *Der Spiegel* 44 (27. 10. 1975), p. 202-203.

149. *« Fall von Wladimir Zwetkow »*. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3233 », *op. cit.*

150. *« Das Niveau der Praxisausbildung an der DHfK im Hinblick auf die späteren Einsatzbereiche und die Aufgaben des DTSB bei der Gewinnung von Kadern für das Studium an der DHfK »* (10.5.1977), p. 16. In : Deutscher Turn- und Sportbund. « Präsidiumssitzungen ». BArch DY 12/809. 5-12/1977.

151. *« Maßnahmplan zur Erhöhung der Qualität des Studiums an den Außenstellen und Konsultationsstützpunkte der DHfK »* (26.5.82), p. 3. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

domaine du sport[152] ». L'encadrement idéologique au sein de ces écoles et le suivi des étudiants par les services de sécurité étaient en effet particulièrement forts[153].

Pour augmenter la part de ce type de personnes au sein des étudiants de la DHfK, plusieurs mesures d'incitation ont été mises en place avec la redéfinition du profil de l'école : collaboration accrue avec les KJS du pays, et en particulier avec celle de Leipzig[154], avec le « bureau pour la promotion du sport » (*Büro zur Förderung des Sports*)[155] – l'instance en charge de suivre la carrière et de préparer la reconversion des athlètes de haut-niveau[156] – maintien du nombre de places en présentiel dans les antennes locales, alors que les autres régimes d'inscription voyaient leurs contingents diminuer[157].

Ces profils ont fini par représenter la majorité des personnes recrutées à l'école en quelques années. Seulement 10 % des étudiants de première année étaient diplômés d'une KJS en 1972, contre 20 % en 1976, un pourcentage qui devait s'élever à 50 % en 1980[158]. Chaque année, ce sont en plus entre cent et cent-vingt athlètes encore actifs qui débutaient leur formations[159]. Toutefois, la DHfK a, à plusieurs reprises, souligné que ces chiffres étaient insuffisants et que des efforts devaient être faits dans ce secteur de recrutement[160]. Le reste des personnes présentes sur le campus de Leipzig étaient issus des établissements classiques d'enseignement secondaire.

La DHfK et les instances dirigeantes du sport se sont donc évertuées à recruter majoritairement des personnes ayant une expérience dans le monde du sport, de bons résultats sportifs, mais également dont elles étaient sûres du profil idéologique.

3.2.2.2 Une pression constante sur les étudiants

Ce filtrage de départ des étudiants n'était pas le seul outil dont disposaient les responsables de l'école pour s'assurer de la droiture des futurs entraîneurs qu'elle formait. Toute personne s'éloignant de la ligne définie ou se montrant finalement trop critique envers le régime risquait d'importantes sanctions.

152. *« Die politisch-ideologischen Eigenschaften, die in der kommunistischen Erziehung im Bereich des Leistungssports ausgeprägt werden »*, cité d'après : *« Das Niveau der Praxisausbildung an der DHfK im Hinblick auf die späteren Einsatzbereiche und die Aufgaben des DTSB bei der Gewinnung von Kadern für das Studium an der DHfK »* (10.5.1977), p. 18. In : Deutscher Turn- und Sportbund, « BArch DY 12/809 », *op. cit.*

153. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 341.

154. *« Vorlage für die Arbeitsberatung des Rektors »* (11.11.1976). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 2961 », *op. cit.*

155. *« Richtlinie des Büros zur Förderung des Sports für die Vorbereitung der Delegierung sowie die Ausbildung von Leistungssportlern an der Hoch- und Fachschulen der Deutschen Demokratischen Republik »* (15.12.1982), p. 4. In : Deutscher Turn- und Sportbund, « BArch DY 12/3723 », *op. cit.*

156. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 190.

157. *« Grundtendenzen der weiteren Gestaltung der Kaderausbildung an der DHfK »* (19.6.1984), p. 7. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

158. *« Das Niveau der Praxisausbildung an der DHfK im Hinblick auf die späteren Einsatzbereiche und die Aufgaben des DTSB bei der Gewinnung von Kadern für das Studium an der DHfK »* (10.5.1977), p. 16. In : Deutscher Turn- und Sportbund, « BArch DY 12/809 », *op. cit.*

159. *« Zu den Bewerbungen von Leistungssportlern für die Aufnahme eines Studiums an Hochschulen 1986 »*. In : Büro zur Förderung des Sports in den Betrieben. « Studium von Leistungssportlern an Hoch- und Fachschulen der DDR ». BArch DR 509/3872. (1979-1986).

160. *« Aktennotiz. Direktorat Weiterbildung und Fernstudium. Außenstelle Leipzig »* (22.3.1976). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 2961 », *op. cit.*

Cela passait tout d'abord par un contrôle du devenir professionnel des étudiants. En effet, suite à l'*Absolventenordnung* du 3 février 1981, la complétion des études supérieures était un synonyme d'accès automatique au monde du travail, puisque tout étudiant recevait une proposition d'emploi à la sortie de son cursus[161]. Or, cette proposition venait des instances délégatrices, qui contrôlaient ainsi qui se retrouverait à leur service. Cette démarche permettait d'écarter les éléments les moins fiables des postes à responsabilités. Au sein de la DHfK, toute personne ne démontrant pas de « personnalité socialiste » risquait d'être mise à l'écart des emplois jugés sensibles et notamment de tout emploi en lien avec le haut-niveau[162] et d'être à la place envoyée dans des postes subalternes.

En outre, pour les cas les plus graves, planait la menace de l'exclusion pure et simple du cursus (*Exmatrikulation*). Cela pouvait se produire soit pour des raisons scolaires, notamment en raison de résultats insuffisants aux examens, mais également pour des raisons disciplinaires, en cas d'attitudes jugées « provocatrices[163] ». Si l'exemple le plus extrême retrouvé dans les archives est celui d'un étudiant exclu pour avoir à plusieurs reprises fait le salut fasciste dans les vestiaires et insulté les étudiants de la FDJ de « cochons de communistes » (*Kommunistenschweine*[164]) ; les critiques envers les positions du régime ou les attitudes dilettantes lors des cours de marxisme-léninisme ou des activités de la FDJ étaient les motifs les plus courants. Ces pratiques ne relevaient cependant pas de l'exception : dans les années 1970, ce sont plusieurs étudiants par promotion – qui ne comptaient au maximum que 400 personnes – qui étaient exclus pour des motifs disciplinaires ou politiques, souvent quatre ou cinq par an[165]. Il semblerait que la direction de l'école ait été particulièrement sévère dans l'application du règlement, plusieurs exclusions ayant été par la suite invalidées par le StKS[166].

Régnait donc au sein de l'institution une pression permanente et importante sur les étudiants où désobéissance et critiques signifiaient arrêt immédiat de la carrière ou relégation dans des fonctions jugées moins prestigieuses.

3.2.2.3 Le devenir professionnel des diplômés

De sa création en 1950 à la chute du Mur, la DHfK a accordé un diplôme à un total de 13 773 étudiants[167]. Dans les années 1970, ce sont un peu plus de 300 personnes qui complétaient en moyenne chaque année leurs études avec succès. Leur devenir professionnel est indiqué dans le tableau 3.1 (p. 149), représentant la répartition des entraîneurs

161. « Absolventenordnung », *op. cit.*, p. 298.

162. *« Fall von Matthias Melzer »* (13.12.1984). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3232 », *op. cit.*

163. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK »* (4.7.1977). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/77781 », *op. cit.*

164. *« Fall vom exmatrikulierten Studenten Velke »* (4.6.1977). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3232 », *op. cit.*

165. Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Einsatz der Absolventen der DHfK. Berichte ». BArch DR 5/1678. (1977-1982) ; Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

166. *« Fall von Drik Marschall »* (1.9.1988). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3232 », *op. cit.*

167. Schumann, *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie. Op. cit.*, p. 118.

	1974-1978		1979-1984	
	Nb d'étud.	% du total	Nb d'étud.	% du total
DTSB (y compris GST)	831	58,07 %	1440	78,47 %
Ministère de l'éducation	362	25,30 %	17	0,90 %
Organismes de recherche dans le sport (DHfK, FKS, instituts des universités, etc.)	121	8,45 %	203	11,06 %
Ministère de la Défense	75	5,24 %	94	5,12 %
Ministère de l'Intérieur	17	1,19 %	21	1,14 %
Ministères « techniques » (Chimie, électronique, etc.)	23	1,60 %	27	1,47 %
Autres organismes du sport (SMD, organisation centrale du StKS, piscines d'État, etc.)	1	0,07 %	13	0,7 %
Parti et organisations de masse	1	0,07 %	13	0,7 %
Médias	–	–	7	0,4 %
Total	**1431**	**100 %**	**1835**	**100 %**

Source : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Einsatz der Absolventen der DHfK. Berichte ». BArch DR 5/1678. (1977-1982) ; Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Einsatz der Absolventen der DHfK. Berichte ». BArch DR 5/1679. (1973-1977)

Fig. 3.1 : Organismes employant les diplômés de la DHfK (1974-1984)

diplômés en fonction des différentes institutions de RDA les ayant employés, et ce pour les promotions 1974 à 1984. Cette période a été divisée en deux mouvements : d'une part jusqu'en 1978, date où les derniers diplômés suivant les anciennes maquettes ont quitté la DHfK, et d'autre part la période 1979-1984 correspondant aux étudiants diplômés selon les critères des nouvelles maquettes, mettant l'accent sur le haut-niveau.

Ces chiffres soulignent les constatations que nous avons faites jusqu'à présent avec la quasi disparition du sport pour tous des priorités de l'école et la fin du ministère de l'éducation comme partenaire privilégié. Ainsi, si plus d'un quart des diplômés était employé comme professeurs de sport dans le milieu scolaire avant la réforme, ils ne sont plus qu'un pour cent à partir des années 1980. Parmi les débouchés restés relativement stables durant cette période, on notera tout d'abord les « organisations armées de la RDA » (*bewaffnete Organe der DDR*), ministères de la Défense et de l'Intérieur, qui chaque année embauchaient une vingtaine d'entraîneurs, spécialisés dans la culture physique dans le domaine militaire[168]. Ces entraîneurs allaient par la suite être chargés de la préparation physique des soldats de la NVA ou des officiers de police. De même, environ 10 % des étudiants, soit une trentaine chaque année, étaient employés par une institution chargée des sciences du sport – soit la DHfK elle-même, soit le FKS ou bien un des instituts travaillant sur ces thématiques au sein des universités du pays. Ils étaient alors en charge de l'entraînement des étudiants ou bien allaient se diriger vers la recherche et effectuer un doctorat.

La grande majorité des étudiants cependant – 60 % avant 1978, presque 80 % après cette date – était dirigée vers la DTSB et ses différentes sections. Parmi eux, une trentaine était chaque année dirigée vers le métier de *Kreissportlehrer*, littéralement « professeur de sport d'arrondissement ». Contrairement à ce que ce nom indique, il ne s'agit pas d'un travail en contact direct avec des enfants ou avec une fonction d'entraîneur, mais davantage d'un travail administratif. Engagée dans la direction du *Kreis*[169] de la DTSB, la personne était en charge de l'organisation des compétitions à l'échelle de l'arrondissement, du recensement et de l'attribution des médailles sportives (*Sportleistungsabzeichen*) pour récompenser les meilleures performances[170]. Cette affectation était cependant vue très négativement par les étudiants, car elle ne correspondait, d'après eux, que peu à leur formation initiale, et était bien trop théorique. Elle était globalement perçue comme une sanction[171], ce qui n'est pas totalement dénué de fondement, puisqu'elle était préconisée par la DTSB pour ceux « ne pouvant être actifs, pour diverses raisons

168. À noter que ces chiffres ne prennent en compte ni les personnes employées au sein de la GST, ni celles par les associations sportives *SV Dynamo* et *ASV Vorwärts*, pourtant reliées respectivement au MfS et au ministère de la Défense. Ces personnels sont inclus dans les chiffres de la DTSB.

169. Depuis la réforme territoriale de 1952 et l'abolition des *Länder* traditionnels, sensiblement équivalents aux régions française, la RDA était divisée en 14 districts (*Bezirke*), eux-même subdivisés en environ 190 arrondissements (*Kreise*).

170. Jochen Hinsching. *Alltagssport in der DDR*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 1998, p. 162.

171. *« Berichtseinschätzung zur Absolventenlenkung an der DHfK »* (12.8.1976). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

[soit en raison d'un niveau trop faible ou pour des questions politiques] dans le domaine du haut-niveau[172]. »

Les étudiants donnant le plus satisfaction – entre 100 et 180 par promotion – étaient eux destinés vers le sport de haut-niveau, principalement vers le système de développement des jeunes talents, et plus rarement directement dans l'encadrement des athlètes senior de niveau international, au sein des clubs qui leur étaient réservés, comme le SC DHfK Leipzig, les clubs *Dynamo* ou *Vorwärts*. Ces derniers emplois étaient notamment ouverts aux diplômés ayant eux-mêmes été des athlètes du top-niveau. Au sein de la promotion 1984, sur les 177 personnes envoyées dans le système de sport de haut-niveau, 55 l'avaient été directement au sein d'un club pour athlètes seniors et 102 dans le système de développement, que ce soit dans un TZ ou une KJS[173]. Dans ces structures, ils assuraient généralement la fonction d'assistant-entraîneurs, c'est-à-dire qu'ils étaient en charge de l'entraînement d'un groupe de jeunes athlètes, de leur développement athlétique, mais également personnel et idéologique. Toutefois, ils n'étaient pas en responsabilité totale face à ce groupe et restaient sous la tutelle d'un entraîneur chef[174], mais pouvaient rapidement prendre des responsabilités importantes au sein des groupes d'entraînement.

Ces personnels constituaient ainsi l'épine dorsale du système d'entraînement de la RDA, puisque, dans les années 1980, environ 80 % des personnels actifs au sein des différentes composantes de la DTSB étaient diplômés de la DHfK[175].

Le processus de formation au sein de la DHfK jouait un rôle important dans le système sportif du pays, en tant que maillon dans la chaîne de transmission des valeurs que tentaient de faire passer le régime via le sport. C'était à l'école de Leipzig que revenait la charge de former la majorité des entraîneurs du pays, qui pour la plupart furent actifs dans le réseau de développement des jeunes sportifs (TZ, KJS ou clubs réservés à l'élite du pays). Ils allaient donc être en contact direct avec les futurs champions est-allemands et devaient donc à la fois les former sur le plan sportif, mais aussi idéologique. Une petite majorité fut, elle, choisie pour entraîner les forces armées de la RDA, ou poursuivre les recherches dans les sciences du sport.

Dans tous les cas, il était attendu d'eux un très haut niveau de formation politique afin d'être capable de transmettre cette vision du sport aux personnes dont ils auraient la charge. Outre, la traditionnelle politisation des parcours universitaires en Allemagne de l'Est, cette assurance de la conformité des étudiants recrutés passait par une sélection

172. *« Dabei werden als Kreissportlehrer vorwiegend jene Kader gelenkt, die aus verschiedenen Gründen im Leistungssport nicht zum Einsatz kommen. »*, in : *« Grundtendenzen der weiteren Gestaltung der Kaderausbildung an der DHfK »* (19.6.1984), p. 6. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

173. *« Bericht zur Einsatzlenkung der Absolventen 1984 »* (6.7.1983). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

174. *« Ergebnisbericht über die Untersuchung zur Wirksamkeit der DHfK-Absolventen im Leistungssport »* (21.9.1987), p. 3-4 ; in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

175. *« Referat anläßlich der Absolventenkonferenz zum 35. Jahrestag der Gründung der DHfK »* (19.10.1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

pointilleuse, notamment via la préférence donnée aux anciens athlètes de haut-niveau, déjà habitués aux attentes de ce domaine, par un personnel lui-même trié pour son obéissance, et par une pression permanente, visant à éliminer les intrus qui seraient passés à travers les mailles de la première sélection.

3.3 Une obéissance de façade chez les étudiants ?

Ces dispositifs de contrôle de l'orthodoxie semblent avoir été intégrés par la plupart des étudiants, qui dans leur attitude, ont globalement respecté ces principes du socialisme. Cependant, ce comportement relève visiblement davantage d'une volonté de protection que d'une conviction profonde de la justesse de ces valeurs. Il s'agit plus ici d'un *faire avec*, d'une orthodoxie de façade nécessaire pour avancer dans la hiérarchie sportive et éviter les obstacles à ceux qui contrevenaient à ces obligations.

3.3.1 Un bilan plutôt satisfaisant pour les autorités

Si on s'intéresse aux rapports faits par la direction de l'école ainsi que par les autres instances centrales du sport en RDA, on s'aperçoit qu'ils ont été globalement positifs et qu'ils soulignent la bonne tenue générale des étudiants face aux questions politiques. Les articles publiés dans les revues spécialisées soulignent tous les bons résultats de l'école et l'efficacité de la formation des étudiants à la DHfK, même si quelques points sont à améliorer, notamment concernant la spécialisation des étudiants entre les différents parcours proposés ou bien le passage entre les études et l'activité professionnelle[176]. Ainsi, dans un article consacré au 35^{e} anniversaire de la fondation de l'école, le recteur Hans-Georg Herrmann souligne notamment que les cinq dernières années d'existence de l'institution ont été les plus performantes de son histoire[177], notamment dans la qualité de la formation des entraîneurs. Quelques mois plus tôt, il mettait en avant :

> La formation d'entraîneurs en RDA est réalisée en conformité avec le contexte socio-économique ainsi que l'importance grandissante de la culture physique et du sport. […] L'efficacité de nos diplômés et les succès dans l'évolution de la culture physique et du sport nous renforcent dans cette vision[178].

Ce satisfecit global que s'attribuait le recteur quant à l'efficacité de la formation que son établissement proposait et à la qualité des personnes formées auprès de ses services n'est cependant pas uniquement visible dans les ouvrages de propagande destinés à une

176. Hans-Georg Herrmann. « Einige Grundlinien und Orientierungen für die Auswahl und die Ausbildung von Trainern in der DDR ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 33.10 (1984), p. 755-759, p. 758.

177. *« Die vergangenen fünf Jahre gehören zu den erfolgreichsten in der Geschichte der DHfK »* ; cité d'après : Hans-Georg Herrmann. « 35 Jahre Deutsche Hochschule für Körperkultur ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 34.10 (1985), p. 722-725, p. 723.

178. *« Die Ausbildung von Trainern in der DDR wird in Übereinstimmung mit den sozialökonomischen Grundlagen sowie der zunehmenden Rolle von Körperkultur und Sport durchgeführt. […] Die Wirksamkeit der Absolventen und die Erfolge bei der Entwicklung von Körperkultur und Sport bestärken uns in dieser Auffassung »* ; cité d'après : Herrmann, « Einige Grundlinien und Orientierungen für die Auswahl und die Ausbildung von Trainern in der DDR », *op. cit.*, p. 759.

diffusion internationale. Herrmann a utilisé sensiblement les mêmes éléments de langages lors de son discours devant les personnels de l'école en 1985, attirant l'attention sur la fidélité politique, la compétence et l'engagement des étudiants. Cela l'« empli[ssait] de joie que nos diplômés contribuent au bon bilan du sport est-allemand[179] ». Mais ces éloges ne sont pas non plus qu'un phénomène interne et les instances de tutelle de l'école s'accordent également pour se féliciter de la solidité de la formation à Leipzig, notamment sur le plan idéologique et politique. En 1969, une commission du comité central du SED menée par Siegfried Förster, directeur du départent « sciences » de ce comité central, insiste par exemple sur le fait que « la posture politique et idéologique des scientifiques, des étudiants et des autres membres de la DHfK est marquée par une claire adhésion à la politique du pays et à son gouvernement[180] ». D'autres rapports, publiés par les antennes sises à la DHfK du parti[181] et de la FDJ[182], par la DTSB[183] ou bien encore par le StKS[184], tirent au cours des années 1970 et 1980 un bilan similaire du processus de formation des entraîneurs du pays.

Outre ces simples déclarations de satisfaction à différents niveaux de responsabilités, d'autres marqueurs nous indiquent un respect des codes de la société socialiste et du cadre politique de la formation par les étudiants. Ainsi, le contenu des cours de marxisme-léninisme était-il généralement bien assimilé, comme le montrent les résultats obtenus aux examens dans cette matière. En 1977, la section locale du parti se félicitait ainsi que 60 % des étudiants aient validé ce cours avec les mentions « bien », voire « très bien » – soit des notes supérieures à 2.0 –, prouvant de ce fait leur connaissances du système. Ce même document soulignait également les bons chiffres concernant les adhésions parmi les étudiants, puisque uniquement pour l'année 1976, 75 nouveaux étudiants avaient été acceptés comme candidats à l'entrée au sein du SED[185] et trente autres en avaient fait la

179. *« Es erfüllt uns mit Stolz, daß unsere Absolventen zur guten Bilanz des DDR-Sports beitragen »*; cité d'après : *« Ansprache des Rektors der DHfK Prof. Dr. Herrmann zum 35. Jahrestag der Hochschule ; »*, p. 9. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

180. *« Die politisch-ideologische Haltung der Wissenschaftler, Studenten und anderen Angehörigen der DHfK ist von einem klaren Bekenntnis zur Politik und zur Regierung gekennzeichnet »*, cité d'après : *« Bericht über die Tätigkeit einer Arbeitsgruppe des ZK an der DHfK in Leipzig »*, (19.12.1969), p. 2. In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/96499 », *op. cit.*

181. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK über die Ergebnisse und Probleme bei der kommunistischen Erziehung und hochqualifizierten Ausbildung von Diplomsportlehrern »* (4.7.1977). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/77781 », *op. cit.*

182. *« Kaderspiegel für die Durchführung der Sommerinitiative 1974 »* (20.5.1974). In : Freie Deutsche Jugend. « FDJ GO-Leitung ». UAL DHfK VWA 2111. (1969-1976).

183. *« Das Niveau der Praxisausbildung an der DHfK im Hinblick auf die späteren Einsatzbereiche und die Aufgaben des DTSB bei der Gewinnung von Kadern für das Studium an der DHfK »* (10.5.1977). In : Deutscher Turn- und Sportbund, « BArch DY 12/809 », *op. cit.*

184. *« Kurzeinschätzung zur Situation an der DHfK »* (12.10.1970). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Deutsche Hochschule für Körperkultur und Sport ». BArch DY 30/96532. (1969-1971).

185. Pour devenir membre du SED, le requérant devait remplir un dossier auquel il devait adjoindre deux lettres de recommandation écrites par des personnes déjà encartées. Après étude du dossier, la personne en question était considérée pendant une année candidate à l'adhésion, période pendant laquelle elle se devait de suivre cours et séminaires de formation pour valider son inscription. *cf.* Michel Christian. « Aux frontières de la dictature : l'implantation du SED dans les entreprises est-allemandes pendant les années soixante ». In : *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 49-2 (2002), p. 145-175, p. 161.

demande depuis le début de l'année[186]. On notera aussi dans ce point les rapports positifs de la FDJ qui se félicite d'une « situation politique et idéologique stable », reposant sur la conviction des étudiants que « les réponses aux questions de notre temps ne pourront être résolues que via l'appropriation du marxisme-léninisme[187] » et qui souligne également la participation des étudiants aux différentes manifestations proposées.

Les étudiants de la DHfK semblent donc dans leur grande majorité répondre aux exigences du régime quant à leur attitude et ils remplissent les critères d'obéissance face à l'ordre établi et de conformité envers les valeurs du socialisme si on suit les conclusions des rapports de plusieurs institutions. Culture du credo socialiste, adhésion et participation aux activités du parti et des organisations de masse sont ancrées dans le quotidien des étudiants, ce qui révèle une bonne maîtrise des codes sociaux en vigueur en RDA. Cependant, la question de la conviction réelle face à ces idées doit être posée, car de nombreux éléments laissent à penser que cette attitude semble davantage relever d'une stratégie d'auto-protection et d'adaptation plutôt que d'une conviction sincère envers les idées du socialisme.

3.3.2 Le maintien des individualités face au régime

Ce constat de satisfaction chez les dirigeants de l'école et la direction du parti ne signifie cependant pas obligatoirement une adhésion pleine et entière de la part des étudiants aux idéaux du socialisme. L'historienne Mary Fulbrook souligne ainsi que les années 1960 et 1970 sont marquées par une baisse notoire des critiques envers le régime et une hausse de la conformité des habitants aux attentes du gouvernement. Avec la construction du Mur et l'impossibilité désormais de fuir le pays et avec l'émergence d'une nouvelle génération née ou ayant vécu une grande partie de leur vie en RDA, une grande partie de la population aurait intégré les règles et le fonctionnement du régime est-allemand et donc adapté ses comportements en fonction de ces règles. Cette mise en conformité ne s'est pas fait principalement par conviction, mais a plutôt été mue par un désir de protection, de survivre dans le contexte existant[188].

Ce constat serait alors à rapprocher de la notion d'*Eigensinn*[189] tel que défini par Alf Lüdtke. Dans un contexte de domination, le dominé élabore en effet une stratégie personnelle afin de maintenir son individualité face à un cadre normatif strict. Cet *Eigensinn* peut passer soit par une conformité aux attentes du dominant – conformité qui n'est pas

186. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK über die Ergebnisse und Probleme bei der kommunistischen Erziehung und hochqualifizierten Ausbildung von Diplomsportlehrern »* (4.7.1977), p. 4. In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/77781 », *op. cit.*

187. *« Die Mehrzahl der Studenten hat eindeutig erkannt, daß nur über die Aneignung des M/L Antwort auf die Fragen unserer Zeit zu finden ist »* ; cité d'après : *« Analyse der politisch-ideologischen Situation unter den FDJ-Studenten »* (8.4.85), p. 3. In : FDJ, « UAL DHfK VWA 4020 », *op. cit.*

188. Mary Fulbrook. *Anatomy of a Dictatorship. Inside the GDR 1949-1989.* Oxford : Oxford University Press, 1995, p. 273.

189. Le concept allemand de *Eigensinn* a été traduit par de nombreux termes dans les contributions françaises qui reprennent ce concept : « sens de soi », « domaine réservé » ou « quant-à-soi ». Ces différentes traductions marquent cependant un parti pris dans l'interprétation de ce terme. C'est pourquoi nous conserverons la dénomination allemande dans ce texte. *cf.* Alexandra Oeser. « Penser les rapports de domination avec Alf Lüdtke ». In : *Sociétés contemporaines* 99-100 (2015), p. 5-16, p. 8.

nécessairement liée à un accord profond avec l'entité dominante – soit par des formes de refus, d'entêtement, de passivité, d'« arrangements personnels[190] » face aux ordres donnés, sans forcément tomber dans une résistance ouverte (*Widerstand*), telle que l'a définie Martin Broszat[191]. D'abord conçu pour décrire les rapports humains au sein du monde du travail ouvrier[192], ce concept a été repris pour expliquer les comportements des individus dans les régimes répressifs, RDA et national-socialisme notamment. Si Lüdtke a utilisé ce concept dans nombre de ses contributions[193], il a également été largement repris par d'autres historiens travaillant sur la question, et bien au-delà du cercle des tenants de l'*Alltagsgeschichte*[194]. Ce concept vise à dépasser la dichotomie pure et simple entre victimes et coupables dans le processus de domination, afin de mieux comprendre les mécanismes de vie individuels :

> Les analyses des rapports de domination restent prisonnières du modèle dichotomique de la victime et du coupable, même si elles poursuivent des fins opposées. Elles conduisent à négliger le métissage des relations sociales faites de dépendance et d'action personnelle, et partant, à méconnaître l'exacte mesure de la participation des dominés à leur propre domination[195].

Ces manifestations de refus ou d'insubordination sont donc le reflet des contorsions que tout un chacun fait dans une telle société afin de pouvoir mener à bien sa propre existence au quotidien, ce qui offre « [196] ».

La société est-allemande – même dans les domaines les plus contrôlés par le régime et les plus sévèrement encadrés – ne saurait être réduite donc à « une fiction d'un espace hégémonique homogène et stable, sans failles[197] », à un bloc monolithique reproduisant et embrassant l'idéologie en place, à l'exception de quelques éléments d'une minorité ouvertement en résistance. Il convient donc d'interroger ici les failles du quotidien, les

190. Alf Lüdtke. « La domination au quotidien. Sens de soi et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 1933 ». In : *Politix* 4.13 (1991), p. 68-78, p. 70.

191. Martin Broszat. « Zur Sozialgeschichte des deutschen Widerstands ». In : *Vierteljahrhefte für Zeitgeschichte* 34.3 (1986), p. 293-309.

192. Alf Lüdtke. « Ouvriers, Eigensinn et politique dans l'Allemagne du XX^e siècle ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 113 (6/1996), p. 91-101.

193. On pourra par exemple citer : Alf Lüdtke. « La République démocratique allemande comme histoire. Réflexions historiographiques ». In : *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 53.1 (1998), p. 3-39 ; Alf Lüdtke. *Eigen-Sinn : Fabrikalltag, Arbeitererfahrung und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus.* 2^e éd. Münster : Westfälisches Dampfboot, 2015.

194. On pourra notamment citer parmi les travaux portant sur la RDA, ceux de James Rowell sur l'*Eigensinn* au sein de la bureaucratie est-allemande (2015) ou bien encore ceux de Thomas Lindenberger, *« Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur »* (2002).

195. Lüdtke, « La domination au quotidien », *op. cit.*, p. 78.

196. *« Die zu erwartenden* Unstimmigkeiten *zwischen Herrschaftsanspruch und sozialer Wirklichkeit – zwischen Design und Realisierung – liefern Ausgangpunkte für ein differenziertes, gängigen Schwarz-Weiß-Bildern entgegengesetztes Bild der DDR-Gesellschaft »* ; cité d'après : Thomas Lindenberger. « Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur. Das Alltagsleben der DDR und sein Platz in der Erinnerungskultur des vereinten Deutschlands ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 40 (26. 5. 2002). URL : http://www.bpb.de/apuz/25409/herrschaft-und-eigen-sinn-in-der-diktatur (visité le 25. 10. 2019).

197. Florence Baillet. « Une opposition "infrapolitique" ? – L'exemple de la revue *Theater der Zeit* ». In : *Résistance, dissidence et opposition en RDA (1949-1990).* Sous la dir. de Hélène Camarade et Sibylle Goepper. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 187-198, p. 188.

interstices dans lesquels les citoyens ont pu se glisser pour éviter la trop grande pression exercée par le parti.

3.3.2.1 Quelques cas de contestation ouverte

On peut voir d'après les matériaux d'archives consultés pour ce travail que les cas de contestation ouverte, de rébellion déclarée envers l'ordre établi étaient loin d'être exceptionnels et ce malgré le soin mis dans l'encadrement des étudiants, malgré le tri fait à l'entrée de l'école, censé tenir éloigné les éléments potentiellement récalcitrants et malgré les sanctions pouvant être brutales et pensées comme dissuasives auxquelles les réfractaires faisaient face. Une exclusion d'une université pour des motifs disciplinaires ne signifiait pas simplement la fin de l'accès au sport de haut-niveau et globalement la fin de toute carrière universitaire, mais cela équivalait également à être considéré comme « non fiable politiquement » et donc éprouver des difficultés importantes dans la vie quotidienne, face à l'administration ou aux futurs employeurs, voire devenir l'objet de mesures de surveillance par les services de sécurité. Ces mécanismes de fonctionnement étaient en outre connu par cette génération d'étudiants des années 1970 et 1980, nés en RDA, et qui avaient dès leur plus jeune âge intégré le mode de fonctionnement de l'État[198].

Malgré cela, les cas de « comportements provocateurs » d'étudiants n'ayant pas de « personnalités socialistes » ne sont pas rares. Les critiques ouvertes envers la politique du parti ou la remise en cause de l'ordre socialiste et du rôle de la classe ouvrière, voire des provocations violentes envers le système sont étaient régulièrement visibles au sein de l'école, et pas uniquement durant la période d'instabilité de 1989[199]. L'exemple le plus extrême fut probablement celui d'un étudiant qui fut exclu en 1977 de l'école pour avoir fait à plusieurs reprises le salut fasciste dans les vestiaires[200]. Ainsi, parmi les documents que nous avons pu consulter et qui ne cependant pas exhaustifs sur la question, ce sont au minimum seize cas d'exclusions définitives pour raisons disciplinaires que nous avons pu recenser entre 1976 et 1989[201]

198. Ilko-Sascha Kowalczuk. *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 2009, p. 154.

199. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK über die Ergebnisse und Probleme bei der kommunistischen Erziehung und hochqualifizierten Ausbildung von Diplomsportlehrern »* (4.7.1977). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/77781 », *op. cit.*

200. *« Fall vom exmatrikulierten Studenten Velke »* (4.6.1977). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3232 », *op. cit.*

201. Dans le détail, sont évoquées une exclusion en 1976, quatre en 1977, une en 1978, deux en 1980, trois en 1987 et trois autres en 1988. Ces cas sont recensés dans les actes d'archives suivants : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.* ; Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.* ; Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Dienstberatung des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport ». BArch DR 5/2837. 6-09/1989 ; Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Informationen über Kader ». BArch DY 30/96541. (1972-1979).
Ces actes ne traitent cependant pas principalement de la question des procédures disciplinaires et ces cas sont évoqués au fil des pages. Il est possible que le nombre d'exclusions soit en réalité plus élevé, notamment dans les années non évoquées.

La raison avancée par l'école pour expliquer ces déviances par rapport à la norme était les difficultés rencontrées lors de l'examen des dossiers de candidature et la difficulté pour elle de correctement évaluer la personnalité de candidats venus de l'extérieur du système sportif, qui ne comprenaient pas les hautes exigences morales qu'impliquait un tel parcours. C'est d'ailleurs ce problème de recrutement qui permet d'expliquer en partie la volonté de l'antenne locale du SED de davantage mettre l'accent sur le recrutement de jeunes diplômés issus des KJS, mieux formés idéologiquement[202]. Le changement dans la politique de recrutement n'a cependant pas réglé le problème.

Toutefois, une autre explication semble plus plausible, explication qui n'est certes pas reconnue par le régime lui-même, mais que l'on retrouve dans de nombreux autres domaines de la société est-allemande, en particulier au sein de la jeune génération : celle du basculement d'une partie de la jeunesse vers la contestation et de sa radicalisation, suite à l'accumulation des frustrations au quotidien. Pour reprendre les mots de Roland Jahn, jeune dissident dans les années 1980, expulsé de force vers l'Ouest en 1983 et devenu en 2011 responsable des archives de la Stasi (*Bundesbeauftragter für Stasi-Unterlagen*) : « nous ne sommes pas nés opposants ou ennemis de l'État : on a fait de nous des ennemis de l'État. Nous voulions simplement faire la fête, profiter de notre jeunesse, mais l'État nous l'a interdit[203] ». Le contrôle et l'évaluation permanents menés par les autorités, le paternalisme ambiant, omniprésent dans le milieu universitaire, et les remontrances et brimades subies au quotidien pour des futilités – tenues vestimentaires, coupes de cheveux ou politesse étaient fortement surveillées[204] – ont en effet conduit une partie de la jeunesse à devenir de plus en plus ouvertement critique envers le régime.

Outre cette hostilité parfois visible chez les étudiants en cours de cursus, d'autres manifestations ostensibles de mécontentement furent observables chez ceux qui n'avaient pas eu durant leurs études de problème ouverts avec l'éducation politique, mais qui n'étaient pas réellement convaincus par l'enrobage idéologique de celles-ci. Ce groupe constituait la majorité des étudiants. Thomas Fetzer, dans son étude sur l'acceptation du sport de haut-niveau au sein de la population est-allemande, avait relevé un phénomène similaire concernant les acteurs de la pyramide de développement et avait parlé de ceux qui considéraient l'éducation politique comme « un sous-produit [du système], pas spécialement agréable, mais inévitable et à accepter pour l'intérêt de leur carrière sportive[205] ». Or, cette placidité et cette tolérance envers des pratiques et des idées qu'ils acceptaient sans y être fondamentalement d'accord se transformaient souvent en contes-

202. *« Einschätzung zur Qualität und Effektivität der Erziehung, Aus- und Weiterbildung an der Deutschen Hochschule für Körperkultur Leipzig »* (16.7.1974), p. 15, in : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Aus- und Weiterbildung an DHfK ». BArch DY 30/96542. (1973-1980).

203. Entretien avec Roland Jahn, réalisé par Sybille Goepper, in : Hélène Camarade et Sibylle Goepper, éd. *Résistance, dissidence et opposition en RDA (1949-1990).* Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 148.

204. *« Bericht über die Einsatzgespräche mit den Absolventen der DHfK 1979 »* (31.5.1978), in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.*

205. *« Die Gruppe von Personen betrachtete die politische "Erziehung" in den Trainingszentren und Sportschulen […] als ein nicht besonders angenehmes, aber unvermeidliches und im Interesse einer Sportkarriere hinzunehmendes "by-product" ».* In : Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 343.

tation ouverte, surtout lorsqu'une décision négative était prise à leur encontre, et encore plus si cette dernière avait un arrière-plan politique. Ces décisions étaient perçues comme injustes et arbitraires, et avaient pour effet de braquer la personne contre le régime[206]. Dans les archives de la DHfK, ces décisions concernaient particulièrement les questions d'orientation après les études. Les étudiants se préparant très majoritairement à être employés dans le domaine du haut-niveau et ayant sacrifié et enduré beaucoup pour se retrouver dans ce domaine, la délégation vers un emploi jugé inférieur était souvent vue comme une sanction inique[207]. Chaque année, la DTSB avait besoin d'un quota de trente *Kreissportlehrer*, c'est-à-dire d'employés administratifs en charge de la planification du monde du sport, sans contact direct avec les athlètes. Ces places étaient prioritairement réservées aux diplômés de l'école qui s'étaient vu refuser un poste dans le sport de haut-niveau ou dans le sport à visée militaire, au sein de la GST par exemple, pour « raisons de politique d'embauche » (*kaderpolitische Gründe*). Sous cette appellation s'entendait le refus d'embaucher quelqu'un qui avait encore des contacts – même minimes – avec l'étranger capitaliste, RFA en tête. L'affectation dans ce type d'emploi était ainsi particulièrement mal vécue par les personnes concernées[208], car ce dernier était considéré principalement comme un « travail de bureau, qui ne correspondait fondamentalement pas avec leur vision du métier de professeur de sport[209] ». La nécessité de rompre tout contact avec l'Allemagne de l'Ouest était ainsi particulièrement mal compris par les étudiants, qui ne voyaient pas l'utilité de cette mesure[210]. Cette incompréhension entraînait contestations et refus de l'affectation, demandes de révision, voire remises en cause du système dans son ensemble. Pour la promotion diplômée en 1984, ce sont par exemple 28 étudiants, soit un sur huit qui ont originellement refusé la proposition d'emploi qui leur a été faite[211], même si la plupart de ces cas de contestation ont été résolus par la suite.

Les multiples pare-feux mis en place par le régime pour s'assurer de l'orthodoxie des étudiants n'ont donc pas empêché les manifestations ouvertes de mécontentement et d'hostilité au système sportif et politique. C'est d'ailleurs en grande partie la rigidité absolue du contrôle que voulaient mettre en place les dirigeants du monde du sport qui ont provoqué ces vagues de contestation ouverte.

206. *Ibid.*, p. 344.

207. *« Berichtseinschätzung zur Absolventenlenkung an der DHfK des Jahrganges 1973/77 »* (12.8.1976). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

208. *« Bericht über die Einsatzgespräche mit den Absolventen der DHfK 1979 »* (31.5.1978). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.*

209. *« In Äußerungen der Studenten kam zum Ausdruck, daß sie die KSL-Tätigkeit fast ausschließlich als Schreibtischarbeit bezeichnet und grundsätzlich nicht ihren Vorstellungen zum Einsatz eines Diplomsportlehrers entsprach »*, cité d'après : *« Berichtseinschätzung zur Absolventenlenkung an der DHfK des Jahrganges 1973/77 am 15.-16.6.1978 »* (12.8.1976). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

210. *« Bericht über die Einsatzgespräche mit den Absolventen der DHfK 1979 »* (31.5.1978). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.*

211. *« Bericht zur Einsatzlenkung der Absolventen 1984 aus dem Direktstudium »* (6.7.1983). In : *ibid.*

3.3.2.2 Les accommodations au quotidien

Si ces manifestations ostensibles de mécontentement mettent à mal l'image d'une université monolithique, entièrement acquise à la cause du régime et viennent contrecarrer les mesures de sélection et de contrôle de la direction, elles restent tout de même l'expression de cas assez rares. Toutefois, d'autres événements, de plus basse intensité mais touchant un nombre beaucoup plus grand d'étudiants soulignent également ce peu d'enthousiasme de la part des étudiants de la DHfK face aux questions politiques et idéologiques, soit autant de manifestations de leur *Eigensinn* face au régime. Le corps étudiant doit donc être compris comme une entité beaucoup plus complexe que la réputation orthodoxe dont elle jouissait.

Ainsi, si la majorité des rapports concernant l'activité politique de l'école se sont accordés sur la bonne tenue générale de l'établissement et de ses membres concernant les obligations en termes de respect du cadre normatif, les différentes instances de tutelle de l'école ont en parallèle pointé du doigt la passivité des étudiants dans l'accomplissement de ces tâches et du manque d'esprit combatif dont ils faisaient preuve. Par exemple, si la section locale du parti se félicitait des bons résultats aux examens des cours de marxisme-léninisme, d'autres institutions apportaient des nuances importantes quant à l'engagement de la majorité des étudiants face à cette matière. Le département « sport » du comité central du parti note par exemple en 1971 des taux d'absentéisme très importants – parfois de 40 % à 50 % – pendant les cours de marxisme-léninisme, des chiffres bien plus élevés que pour le reste des modules du parcours. Le parti trouvait pourtant que les cours dispensés dans cette matière à la DHfK était de bonne qualité. Ce phénomène constituait aux yeux de Rudolf Hellmann une situation intolérable[212], même si celle-ci se répète dans de nombreuses institutions à travers le pays[213]. Plusieurs autres rapports sur l'ensemble de la période traitée soulignent le manque de connaissance des étudiants sur les thématiques politiques d'actualité, et notamment sur les positions du gouvernement[214]. Les bases du programme des examens du marxisme-léninisme sont donc maîtrisées, mais les étudiants ne semblent que peu préoccupés d'approfondir leurs connaissances sur le sujet au-delà du strict minimum et une passivité générale règne dans les séminaires. On note parfois même une volonté de tester les limites du système, les « limites de la dictature[215] » lors de ces cours, où les étudiants souhaitent discuter de sujets polémiques, ou posent des questions qui mettent en difficulté les enseignants. Cela est notamment vrai dans les périodes de tensions sur le plan politique, avec des

212. *« Information über die Lage an der DHfK Leipzig »* (9.6.1971). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/96532 », *op. cit.*

213. Damian Mac Con Uladh. « Studium bei Freunden ? Ausländische Studierende in der DDR bis 1970 ». In : *Ankunft - Alltag - Ausreise. Migration und interkulturelle Begegnung in der DDR-Gesellschaft.* Sous la dir. de Christian Müller et Patrice Poutrus. Cologne : Böhlau Verlag, 2005, p. 192.

214. Par exemple : *« Bericht über die Tätigkeit einer Arbeitsgruppe des ZK an der DHfK in Leipzig »*(19.12.1969), p. 8. In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/96499 », *op. cit.* ou bien *« 28. Dienstberatung des Staatssekretärs »* (28.8.1989), p. 8. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2837 », *op. cit.*

215. Bessel et Jessen, *Die Grenzen der Diktatur*, *op. cit.*

positions critiques envers le SED sur l'interdiction de *Sputnik* ou concernant la situation en Pologne en 1988[216].

Cette passivité et ce manque d'enthousiasme ne sont toutefois pas seulement visibles pendant les cours théoriques de marxisme-léninisme, mais dans de nombreuses activités politiques de l'école, où l'absence d'une « atmosphère de combat[217] » est pointée du doigt par les instances de tutelle. À l'antenne locale du parti, on reprochait son manque d'entrain à vouloir convaincre les non-membres du bien-fondé de la politique du régime[218], alors qu'il s'agit d'une de ses missions principales[219]. À la FDJ, c'est le manque d'actions entreprises pour élargir le cercle des participants aux activités et pour convaincre l'ensemble des étudiants de la justesse de l'action qui est vilipendé[220]

On trouve donc au sein de cette école et du sport, des domaines pourtant réputés comme particulièrement obéissants, des manifestations nombreuses de cet *Eigensinn*, de ce maintien des individualités. Les grandes consignes sont ici appliquées, les règles sont respectées, mais souvent *a minima*, loin de l'enthousiasme et de l'entrain espérés par la direction et le parti. Il semblerait ici qu'une majorité des étudiants ait opté pour une stratégie de protection : participer aux rituels des exigences socialistes sans toutefois les embrasser pleinement, afin de se prémunir des éventuelles réprimandes et sanctions de la part de l'appareil bureaucratique.

3.3.3 Le rôle des entraîneurs après leur formation

Dans les prochaines pages, nous esquisserons quelques pistes d'exploration concernant l'attitude des entraîneurs formés à Leipzig, une fois entrés dans leurs fonctions professionnelles. Cependant, il conviendra de considérer ces conclusions comme un travail d'exploration, reposant sur des sources incomplètes. Nous nous reposerons ici sur les informations contenues dans différents rapports établis par la DHfK elle-même, par le StKS et la DTSB. Toutefois, il serait intéressant de compléter cette étude par un travail de recherche plus fouillé sur les archives complètes de la DTSB sur l'évaluation des entraîneurs, ainsi qu'un travail d'histoire orale et prosopographique sur un échantillon représentatif de cette fonction, en respectant notamment la proportion d'anciens athlètes de haut-niveau devenus entraîneurs et de ceux n'étant pas issus de ce système de développement.

216. *« 28. Dienstberatung des Staatssekretärs »* (28.8.1989), p. 8. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2837 », *op. cit.*

217. *« Information über die Lage an der DHfK Leipzig »* (9.6.1971). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/96532 », *op. cit.*

218. *« Bericht der Parteileitung der GO der DHfK über die Ergebnisse und Probleme bei der kommunistischen Erziehung und hochqualifizierten Ausbildung von Diplomsportlehrern »* (4.7.1977). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/77781 », *op. cit.*

219. Kott, *La RDA (1949-1989)*, *op. cit.*, p. 34.

220. *« Analyse der politisch-ideologischen Situation unter der FDJ-Studenten und zur Tätigkeit der FDJ-GO »* (9.3.1982). In : FDJ, « UAL DHfK VWA 4020 », *op. cit.*

3.3.3.1 Des constatations similaires à la situation à Leipzig

Si on s'intéresse aux conclusions présentes dans les fonds d'archives étudiés dans cette étude, on peut noter d'importantes similarités entre les conclusions tirées pendant la formation à Leipzig, et après la prise de fonction des diplômés dans leurs nouvelles structures de rattachement.

Les évaluateurs soulignent en effet les compétences techniques et sportives des personnels formés à la DHfK. Les responsables mettent ainsi en avant le « travail couronné de succès » de la majorité des diplômés, notamment dans « la formation d'un collectif au sein du groupe d'entraînement[221] ». Les connaissances concernant les techniques d'entraînement, les spécificités des différentes disciplines sportives, ou bien encore de l'encadrement d'un groupe sont jugées comme solides par les tenants du système, tandis que les entraîneurs eux-mêmes évaluent positivement leur séjour à Leipzig comme les ayant globalement bien préparé à leur activité professionnelle[222]. Quelques nuances sont cependant apportées : de la part des diplômés, on regrette notamment que la formation ne les ait pas suffisamment confrontés avec les thématiques et problématiques spécifiques du sport de haut-niveau, tandis que du côté des encadrants, on remarque quelques difficultés des nouveaux arrivants à agir et prendre des décisions de manière autonome[223]. Les conclusions de l'étude menée par le StKS et la DTSB en 1987 notent que :

> Comme résultat général de cette étude, nous pouvons conclure que le cursus à la DHfK se basant sur les documents-cadres introduits en 1981 forme une base importante pour une activité réussie en tant qu'entraîneur ou fonctionnaire dans le domaine du sport de haut-niveau[224]

Sur le plan politique et idéologique, les points avancés sont sensiblement les mêmes que ceux établis par les responsables de la formation à la DHfK. Globalement, la DTSB se montre satisfaite envers les entraîneurs, leur connaissance des principes politiques en place, du système sportif et leur activité politique une fois en position. Les entraîneurs en chef des clubs et écoles où étaient affectés les diplômés mettent en avant l'« efficacité politique dans la conception de leurs devoirs au sein des groupes d'entraînement[225] ». Toutefois, dans ce domaine également, la passivité des anciens étudiants quant aux questions politiques est soulignée de manière récurrente[226]. Les désormais entraîneurs

221. *« Die Mehrheit der Absolventen wird von den Cheftrainern eine erfolgreiche Arbeit bestätigt. Das dückt sich nicht nur in entsprechenden Ergebnissen der Sportler aus. Die Absolventen sehen vor allem auch in der Kollektivbildung der Trainingsgruppe einen Erfolg ihrer Tätigkeit »* ; cité d'après : *« Ergebnisbericht über die Untersuchung zur Wirksamkeit der DHFK-Absolventen im Leistungssport »* (21.9.1987), p. 6. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

222. *Ibid.*, p. 3.

223. *Ibid.*, p. 4 et 8.

224. *« Im Ergebnis der Untersuchung kann generell davon ausgegangen werden, daß das Studium an der DHfK auf der Grundlage der im Jahre 1981 eingeführten Ausbildungsdokumente wesentliche Grundlagen für eine erfolgreiche Tätigkeit als Trainer oder Funktionär im Leistungssport schafft ; »*, cité d'après : *Ibid.*, p. 11,

225. *« Den Absolventen wird durch die Cheftrainer übereinstimmend gute politische Wirksamkeit bei der Wahrnehmung der Aufgaben in der Trainingsgruppe bescheinigt »* ; cité d'après : *Ibid.*, p. 7.

226. *Ibid.*

réalisent certes les tâches qu'on attend d'eux, mais ne montrent que peu d'enthousiasme à cela, et ne vont que très rarement au-delà des minima requis. Ici aussi, on pourrait ainsi considérer que l'éducation politique a été intégrée par les entraîneurs comme un élément constitutif et inévitable de leur activité professionnelle et sportive, qu'il convient de respecter pour éviter les sanctions venues de la hiérarchie, sans que cette auto-contrôle intériorisé ne soit à prendre en compte comme une conviction profonde. Il s'agit donc ici d'appliquer les consignes demandées afin de pouvoir continuer à exercer son activité.

3.3.3.2 Des résultats à nuancer ?

Ces conclusions visibles dans les documents d'archives étudiés ne correspondent qu'assez partiellement aux récits généralement faits de l'attitude des entraîneurs est-allemands, spécialisés dans le haut-niveau. Après la réunification, et dans le sillage du dévoilement des pratiques de dopage massif et de la réalité de l'ensemble du système du sport en RDA, de nombreux anciens sportifs se sont exprimés sur les conditions des entraînements en vigueur du temps de la division et ces derniers donnent une vision bien plus rigide de leurs encadrants.

Tout d'abord, il convient de signaler que de nombreux témoignages viennent confirmer la compétence des entraîneurs du système, louant les qualités des formateurs de la RDA en particulier sur le plan technique et sportif et les considèrant comme des éléments indispensables de la réussite de leur carrière[227], parfois même en allant jusqu'à souligner leurs qualités humaines[228]. En outre, on notera que les entraîneurs ont toujours été soumis une fois en poste à une pression importante de la part des autorités pour s'assurer de leur conformisme et de leurs résultats. Le recours à des primes et des salaires dépendant de la performance des athlètes dont ils avaient la charge ou bien encore la peur du déclassement dans la hiérarchie des instances étaient des outils largement utilisés par la DTSB durant les années 1970 et 1980[229].

Cependant, il semblerait que l'implication des entraîneurs, en particulier ceux s'occupant des athlètes de très haut-niveau dans l'organisation du système, aille au-delà de la simple réponse à des pression exercées contre eux. En effet, plusieurs sportifs gravitant notamment autour des associations de victimes du dopage ont dénoncé l'attitude déplacée des entraîneurs du régime : inflexibilité, dureté et violences verbales ou psychologiques, voire dans certaines cas atteintes sexuelles[230]. Outre ces cas les plus extrêmes,

227. Par exemple : « Am besten war ich, wenn ich dem Rücken zur Wand stand ». In : *Die Zeit online* (19. 3. 2015). URL : https://www.zeit.de/zeit-magazin/2015/12/katarina-witt-eiskunstlauf (visité le 28. 7. 2019) ou bien l'interview de Wolgang SCHMIDT dans : HARTMANN, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 210.

228. *Ibid.*, p. 62.

229. Ines GEIPEL. *Staatsplan « Sieg ». Die Stasi im Leistungssport*. 6. 1. 2017. URL : https://www.bpb.de/geschichte/deutsche-geschichte/stasi/219625/sport (visité le 28. 7. 2019).

230. Par exemple : « Auf übelste ausgenutzt ». In : *Der Spiegel* 47 (16. 11. 1992), p. 236-244 ; Friedhard TEUFFEL. « Das war Sadismus der Trainer ». In : *Der Tagesspiegel* (3. 5. 2017). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/opfer-des-ddr-sports-das-war-sadismus-der-trainer/19751628.html (visité le 28. 7. 2019) ; Anne ARMBRECHT. « Wie Kinder im DDR-Sport gedrillt wurden ». In : *Der Tagesspiegel* (30. 10. 2018). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/gewalt-sadismus-hungerkuren-wie-kinder-im-ddr-sport-gedrillt-wurden/23244288.html (visité le 28. 7. 2019).

certains techniciens connus, en particulier d'anciens athlètes eux-mêmes et diplômés de l'école de Leipzig se sont inscrits dans une orthodoxie très nette et se revendiquaient comme des socialites convaincus. C'est le cas notamment de Gustav-Adolf « Täve » Schur, du gymnaste Klaus Köste, qui fut l'assistant parlement de Schur lors de son mandat au *Bundestag*[231] ou bien de Jutta Müller, entrée au SED dès 1946 et qui a publiquement critiqué la dissolution complète du sport est-allemand après la réunification[232]. D'autres ont joué un rôle conséquent dans l'élaboration de l'appareil de dopage d'État et dans son maintien, à l'image de Ulrich Wehling, triple champion olympique du combiné nordique, membre par la suite du comité scientifique de la fédération de ski (DSLV)[233] et qui a été après 1990 violemment attaqué pour avoir exercé pressions et représailles envers les entraîneurs ne voulant pas appliquer l'utilisation des « dispositifs de soutien » préconisés par les instances centrales[234]. D'autres entraîneurs et anciens sportifs encore ont vu avec l'ouverture des archives de la Stasi leur activité en tant que « collaborateur inofficiel » être révélée. Ce fut le cas de Wehling[235], connu sous le nom de *IM Springer* ou bien encore de Ruth Fuchs, double championne olympique de lancer de javelot, vice-présidente de la fédération d'athlétisme (DVfL) de 1984 à 1990, et par la suite députée du *Bundestag* de 1990 à 2002, puis jusqu'en 2009 du Parlement de Thuringe pour le PDS[236].

Il semblerait donc y avoir un clivage entre d'une part les entraîneurs de base formés au sein de l'école de Leipzig, et qui n'auraient été, bien qu'obéissants et conciliants, que peu actifs sur le plan politique et idéologique, et d'autre part l'élite des anciens athlètes et des entraîneurs en charge des meilleurs équipes du pays, qui, eux, ont été bien davantage impliqués dans la construction et le maintien du système sportif, y compris dans ses dérives autoritaires : dopage et surveillance. Ces conclusions restent cependant à systématiser par une étude prosopographique plus poussée d'un échantillon représentatif des personnels formés à la DHfK, à la fois comprenant d'anciens sportifs de haut-niveau et de non-initiés avant leur entrée à l'école.

Les diplômés de la DHfK correspondent dans l'ensemble aux attentes du régime quant à l'obéissance aux objectifs idéologiques et politiques. Toutefois, l'image d'une université monolithique est à remettre – tout du moins en partie – en cause, car des

231. « Der Rekordturner aus Leipzig ist tot ». In : *Der Tagesspiegel* (17. 12. 2012). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/klaus-koeste-der-rekordturner-aus-leipzig-ist-tot/7528550.html (visité le 28. 7. 2019).

232. Peter AHRENS. « Die eisige Königin ». In : *Spiegel-Online* (13. 12. 2018). URL : https://www.spiegel.de/sport/wintersport/jutta-mueller-die-legendaere-eiskunstlauf-trainerin-wird-90-jahre-alt-a-1243137.html (visité le 28. 7. 2019).

233. MÜLLER-ENBERGS, WIELGOHS et HOFFMANN, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.*

234. Thomas PURSCHKE. « Die Olympiabewerbung München 2018 und die dunklen Schatten der Vergangenheit ». In : *Deutschlandfunk* (30. 1. 2011). URL : https://www.deutschlandfunk.de/die-olympiabewerbung-muenchen-2018-und-die-dunklen-schatten.1346.de.html?dram:article_id=196192 (visité le 28. 7. 2019).

235. « Geheimtreff in der Villa ». In : *Der Spiegel* 10 (5. 3. 2007), p. 16-17.

236. MÜLLER-ENBERGS, WIELGOHS et HOFFMANN, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.* ; « Stasi-Akte belastet Ex-Olympiasiegerin und PDS-Abgeordnete Ruth Fuchs ». In : *Spiegel-Online* (14. 1. 2006). URL : https://www.spiegel.de/spiegel/vorab/a-395176.html (visité le 28. 7. 2019).

actes de contestation ouverte de l'autorité sont à signaler tout au long de l'histoire de l'institution, dans une proportion non négligeable, même si ceux-ci ont été sanctionnés de manière automatique et violente. En outre, chez la plupart des étudiants de l'école, l'orthodoxie affichée semble davantage être une façade, une stratégie d'auto-préservation face à un régime dictatorial, plutôt que de relever d'une conviction profonde. Si cela doit encore être affiné, on notera tout de même une dichotomie entre la majorité de ces entraîneurs, et ceux de l'élite, anciens sportifs de haut-niveau ou entraîneurs au sein des meilleurs équipes, qui, eux, ont été au-delà de cette simple apparence de complaisance et ont réellement contribué à la construction du système sportif en RDA.

Bilan du chapitre

Le sport a été pour le gouvernement de la RDA un vecteur fort dans sa stratégie de définition identitaire du pays, identité qui lui a durant toute son existence fait défaut. Le sport est en effet un facteur d'identification puissant, un moyen d'unifier un groupe, une population autour des athlètes et des équipes qui portent ses couleurs. Dans le cas de l'Allemagne de l'Est, le SED a tenté de contrôler le message envoyé par ses sportifs, en mettant l'accent dans ses représentations, à partir des années 1970, sur sa puissance et sur l'autonomie du pays par rapport à l'Allemagne de l'Ouest. Un message qui a en outre reçu un plus fort pouvoir de pénétration grâce à la place grandissante du sport dans le paysage médiatique du pays via la diffusion grandissante des compétitions sportives. La place est désormais aux grands champions, devant être les porteurs de ce message de force et d'indépendance.

Pour pouvoir transmettre cette image et ce message, il fallait pour le régime s'assurer de l'obéissance de l'ensemble des maillons de la chaîne, c'est-à-dire non seulement les athlètes eux-même en tant que porte-drapeaux, mais aussi ceux qui les forment et sont chargés de leur inculquer les bonnes valeurs : leurs entraîneurs. C'est dans le respect de l'intégrité de cette chaîne que la DHfK avait un rôle majeur à jouer, en tant que lieu central d'enseignement dans les sciences du sport, qui formait près de 80 % des entraîneurs diplômés du pays.

Afin de garantir cette obéissance et cette fidélité des éducateurs, des mesures d'éducation politique et idéologique strictes – plus strictes que celles visibles dans les autres universités est-allemandes – ont été mises en place : importance dans les maquettes des cours à visées de propagande, encadrement permanent des étudiants pour éviter tout débordement, sélection des étudiants pour écarter les éléments à risque et contestataires, tri des enseignants pour répondre à ces critères. C'est notamment pour ces raisons que le profil des étudiants sélectionnés s'est progressivement modifié avec une attention toute particulière sur les sportifs de haut-niveau – anciens et en cours de reconversion –, jugés plus aptes à remplir cette mission politique.

Ainsi, la DHfK a eu la réputation d'être un établissement particulièrement fidèle à la ligne du régime, une « université rouge ». Cette qualification semble, après analyse des matériaux d'archives, être globalement justifiée, car l'ensemble des personnels ont, de l'avis des dirigeants de l'école eux-mêmes et de ses instances de tutelle, respecté assez scrupuleusement les consignes de respect de la ligne directrice du parti et de l'éducation politique. Toutefois, cette obéissance semble davantage avoir été un mécanisme d'autoprotection, et non comme un conviction profonde de la part de la majorité des étudiants. L'école de Leipzig ne peut en effet être vue comme un monolithe, un tout homogène : tant durant leurs études que lors de leur prise de fonctions professionnelles, les entraîneurs semblent avoir dans leur majorité fait montre de peu d'entrain et d'enthousiasme pour mettre en œuvre les consignes d'orthodoxie au-delà du simple minimum.

Chapitre 4

La mise au secret du sport de haut-niveau

Pour le gouvernement est-allemand, le sport était donc un moyen de promotion – nationale et internationale – important, visant à diffuser une image de puissance du pays. Pour cela, tous les acteurs du système ont été contrôlés afin qu'ils respectent cette orthodoxie.

Cette tutelle stricte a également concerné l'ensemble du processus de fabrication des performances nécessaires à la mise en scène du sport : techniques d'entraînement, détection des jeunes talents, développement de ces athlètes, mais aussi suivi médical et dopage généralisé. Or, pour préserver les recettes de fabrication des champions, le sport de haut-niveau a été considéré comme un véritable secret d'État et a complètement été isolé du reste de la société afin d'éviter toute fuite d'informations compromettantes, car elles étaient soit en contradiction avec les règles émises par les fédérations internationales, en ce qui concerne le dopage, soit ces informations risquaient de renforcer d'éventuels concurrents.

À travers l'exemple de la DHfK, nous verrons quelles sont les conséquences au quotidien de cette volonté d'isolation du sport de haut-niveau, notamment sur l'orientation de la recherche et des étudiants de l'école. Nous verrons également que la frontière poreuse entre l'école et les pratiques de dopage d'État a en outre nettement nui à sa réputation après la chute du Mur.

4.1 La mise sous cloche du sport de haut-niveau

Avec la scientifisation progressive de la performance sportive engagée au début des années 1970, marquée par la mise en avant de disciplines favorisées en 1969, l'introduction du test physique obligatoire pour tous les enfants du pays en 1973, ou bien encore la systématisation du dopage hormonal avec la mise en place du *Staatsplanthema 14.25* en 1974, les instances du sport est-allemand ont tenté d'installer une frontière étanche entre l'ensemble des thématiques du sport de haut-niveau et le reste de l'opinion publique, allemande comme internationale.

4.1.1 Le dopage comme tabou absolu

Le dopage constitue probablement la caractéristique la plus connue du monde du sport en Allemagne de l'Est, avec nombre de scandales ayant émergé après la réunification. Anciens athlètes souvent dopés à leur insu et depuis leur plus jeune âge, conséquences sur leur santé, notamment pour les femmes au métabolisme abîmé par les hautes doses de testostérone qui leur ont été administrées[1], décès prématurés d'anciennes gloires du sport[2] : ces scandales ont suscité un fort émoi dans la population au cours des années 1990 et 2000.

Les dirigeants du sport et du gouvernement est-allemands ont en effet implanté des pratiques de dopage systématiques et organisées, visant à améliorer au maximum les performances, le tout caché des yeux du grand public. Giselher Spitzer a d'ailleurs qualifié cette organisation de « pratique conspiratrice », dans le titre de son ouvrage sur le sujet, dont la première édition a été publiée en 1998[3]. L'ensemble des pratiques et des établissements ayant trait au suivi médical des athlètes et aux substances qu'ils ont reçues a été méticuleusement tenu secrets[4].

4.1.1.1 Les spécificités du dopage est-allemand

L'utilisation de substances dopantes dans les compétitions sportives n'est en rien réservée à la RDA et était d'ailleurs d'usage courant et international jusqu'au début des années 1970, où une série de faits divers ont forcé les fédérations internationales et le CIO à prendre des mesures et mettre en place les premiers contrôles anti-dopage. On citera les exemple des décès en pleine compétition des cyclistes Knut Enemark Jensen en 1960 pendant les Jeux Olympiques et Tom Simpson sur le Mont-Ventoux lors du Tour de France 1967[5]. En outre, même après cette date, nombre de sportifs, des deux côtés du Rideau de Fer, ont continué à avoir recours à des molécules désormais interdites afin de

1. Oliver Fritsch. « Vergiftet von der DDR ». In : *Die Zeit online* (16. 3. 2018). url : http://www.zeit.de/sport/2018-02/doping-ddr-sport-dopingopfer-kinder-folgen-hilfe (visité le 1. 8. 2019).

2. Thomas Purschke. « Opfer des DDR-Systems ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (21. 10. 2014). url : https://www.faz.net/aktuell/sport/sportpolitik/doping/gewichtheber-gerd-bonk-opfer-des-ddr-systems-13221832.html (visité le 1. 8. 2019).

3. Spitzer, *Doping in der DDR*, *op. cit.*

4. La question du dopage d'État en Allemagne de l'Est a été une thématique très rapidement traitée par la recherche après la chute du Mur et l'ouverture des archives. Parmi les premiers travaux, on citera entre autres ceux de Brigitte Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug* (1992), ainsi que l'enquête assez complète réalisée par Werner Franke, mandaté par le *Bundestag* en 1994 dans le cadre de la commission d'enquête sur la dictature du SED. La question a été abordée de manière complète et exhaustive par la recherche depuis cette date. Parmi les œuvres faisant référence, on pourra citer les travaux très détaillés de Giselher Spitzer, *Doping in der DDR* (1998), plusieurs fois réédités et actualisés, ou bien de Klaus Latzel *Hormone und Hochleistung* (2008) ou *Staatsdoping* (2009) . On remarquera enfin la volonté des récentes études de placer le dopage en RDA dans le contexte de la guerre froide, en insistant sur les pratiques ayant également eu lieu en République Fédérale. On soulignera par exemple l'initiative lancée par le DOSB et le BISp en 2013 *Doping in Deutschland von 1950 bis heute*, qui a débouché sur la publication de plusieurs études de qualité remettant en cause le fait que seule l'Allemagne de l'Est disposait d'un système de dopage généralisé, comme celle dirigée par Erik Eggers (*et. al.*), *Siegen um jeden Preis* (2013). Enfin, sur la thématique du dopage en Allemagne de l'Ouest, le très récent travail de Simon Krivec, *Die Anwendung von anabolen-androgenen Steroiden in der BRD* (2017), fait déjà référence.

5. Dimeo, *A History of Drug Use*, *op. cit.*, p. 105.

s'assurer la victoire, les contrôles étant toujours peu efficaces et surtout très prévisibles. Les premiers contrôles inopinés ne furent en effet mis en place qu'à partir de 1989[6].

Face à ces pratiques contraires aux règles internationales désormais en vigueur, les États ont adopté des positions extrêmement différentes. Les instances sportives du bloc de l'Est ont mis en place des stratégies soignées afin de pouvoir continuer à utiliser les stéroïdes anabolisants sans être repérées lors des compétitions. Les pays occidentaux se caractérisent, eux, par une attitude plus ambiguë : si tous condamnent officiellement l'usage de substances dopantes comme dangereux pour la santé des sportifs et contraires aux valeurs du sport, et s'ils entendent donc lutter contre ces pratiques, leurs actions réelles pour y mettre un terme sont moins tranchantes. Des prescriptions de substances aussi précisément réglées qu'en URSS et en RDA sont à exclure, mais les athlètes et leurs entourages ayant eu recours au dopage ont souvent bénéficié de la mollesse complice, voire du soutien caché des instances étatiques[7].

Toutefois, la RDA se distingue dans ce domaine par la systématisation et la précision de l'utilisation de ces substances bannies, à tel point que Spitzer considérait que l'Allemagne de l'Est disposait de quinze ans d'avance en matière de recherche sur les substances dopantes par rapport aux principales nations de l'Ouest[8]. Ainsi, dans les deux dernières décennies d'existence de la RDA, on estime à plus de 10 000 le nombre d'athlètes à avoir été victimes des pratiques de dopage d'État[9], notamment par l'absorption de stéroïdes anabolisants, dont le plus connu a très probablement été l'*Oral-Turinabol*, comprimé préparé par la firme *VEB Jenapharm*[10]. Ces pratiques se sont souvent déroulées à l'insu des sportifs concernés, qui n'ont pas été tenus informés du contenu des pilules qu'ils étaient tenus d'avaler, souvent présentées par leurs entraîneurs et leurs médecins comme de simples « vitamines » et intégrées dans le reste du suivi médical classique[11]. La prise de ces substances n'était pas limitée aux seuls athlètes olympiques, mais était également prescrite dans le système de développement des jeunes talents, notamment à l'intérieur de nombreuses KJS. Une majorité des victimes du dopage ont commencé à être soumise aux hormones dès leur adolescence, ce qui leur a été caché ainsi qu'à leurs parents[12]. Ce phénomène n'est en soi pas une caractéristique spécifique à la RDA et se retrouve dans d'autres pays. Cependant, c'est bien le degré d'encadrement et de

6. Jean-François Bourg. *Le dopage*. Paris : La Découverte, 2019, p. 17.

7. Paul Dimeo. « Good versus Evil ? Drugs, Sport and the Cold War ». In : *East Plays West : Sport and the Cold War*. Sous la dir. de Stephen Wagg et David Andrews. Londres : Routledge, 2012, p. 149-162, p. 156-158.

8. Giselher Spitzer, Gerhard Treutlein et Charles Pigeassou. « Approche historique du dopage en République Démocratique Allemande : description et analyse d'un système de contraintes étatiques ». In : *Staps* 70 (2005), p. 49-58, p. 49.

9. *Ibid.*, p. 55.

10. Mike Dennis. « Securing the Sports Miracle : The Stasi and East German Elite Sport ». In : *The International Journal of the History of Sport* 29.18 (12/2012), p. 2251-2574, p. 2561.

11. Fritsch, « Vergiftet von der DDR », *op. cit.*

12. Werner Franke. « Funktion und Instrumentalisierung des Sports in der DDR : Pharmakologische Manipulation (Doping) und die Rolle der Wissenschaft ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de Deutscher Bundestag. T. III/2. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 904-1143. url : https://enquete-online.de/pdf?pdf=wp12b3_2_150-389 (visité le 1. 8. 2019), p. 926.

préparation par les instances centrales qui font du dopage en RDA un cas à part dans le paysage sportif.

La planification centrale et scientifique de l'utilisation de stéroïdes anabolisants date toutefois de 1974[13]. Quelques dates sont à signaler avant ce tournant, comme la fondation du SMD en 1963, marquant le début du contrôle de l'État sur le suivi médical des athlètes, ou le début de l'utilisation des stéroïdes comme principale substance dopante à partir de 1964, qui est allée en grandissant les années suivantes. Avant 1974, les médecins du sport utilisaient ces substances de « manière décentralisée[14] » et peu ordonnée : chaque médecin administrait aux athlètes qu'il suivait ses propres substances à des posologies différentes. Le 23 octobre 1974, le comité central du parti décide de centraliser, d'homogénéiser et de contrôler les pratiques, ce qui a été rendu nécessaire par l'introduction et l'amélioration des tests anti-dopage, désormais capables de détecter les substances anabolisantes. Cette décision de 1974 met en place un contrôle unifié pour tout le pays et pour tous les athlètes des doses administrées, une individualisation des programmes en fonction des besoins, mais surtout un suivi régulier des sportifs avant chaque compétition importante afin de s'assurer que les instances anti-dopage ne puissent déceler de traces suspectes. En outre, le comité central favorise la recherche scientifique sur ces molécules et leur utilisation afin de mieux connaître leurs effets et ainsi pouvoir les utiliser de manière plus efficace[15]. La rationalisation du dopage ne fut cependant pas sans faille, car quelques athlètes furent contrôlés positifs lors de compétitions internationales – un taux infinitésimal par rapport au nombre de sportifs réellement concernés. Ilona Slupianek, lanceuse de poids, fut par exemple la première Allemande de l'Est à échouer à un tel test en 1977[16]. Parmi les figures ayant contribué nettement à l'élaboration de ce système de dopage institutionnalisé, on citera notamment le président de la DTSB, Manfred Ewald, le vice-président du SMD, Manfred Höppner, ainsi que Lothar Kipke, médecin-chef de la fédération de natation, tous trois ayant été condamné par la justice après la chute du Mur à des peines de prison[17].

Au sein du monde sportif est-allemand, plusieurs organismes étaient particulièrement concernés par ce système de dopage :

Le SMD , chargé de la conception, de la personnalisation des programmes de dopage, ainsi que du suivi des athlètes, notamment au sein du laboratoire de Kreischa (Saxe actuelle), où étaient réalisés les contrôles préventifs avant les grandes compétitions[18] ;

13. Giselher Spitzer. « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings : Doping in einem geschlossenen System und die Grenzen der biologischen Leistungsfähigkeit ». In : *Hormone und Hochleistung : Doping in Ost und West*. Sous la dir. de Klaus Latzel. Cologne : Böhlau Verlag, 2008, p. 67-88, p. 70.

14. Spitzer, Treutlein et Pigeassou, « Approche historique en RDA », *op. cit.*, p. 51.

15. Thomas M. Hunt et al. « The Health Risks of Doping during the Cold War : A Comparative Analysis of the Two Sides of the Iron Curtain ». In : *The International Journal of the History of Sport* 31.17 (2014), p. 2230-2244, p. 2231.

16. « Ungerechtfertigte Beschuldigungen ». In : *Berliner Zeitung* 33.267 (11. 11. 1977), p. 7.

17. Spitzer, *Doping in der DDR*, *op. cit.*, p. 244.

18. Franke, « Funktion und Instrumentalisierung des Sports in der DDR », *op. cit.*, p. 931.

Le FKS , en charge des recherches scientifiques sur les produits dopants, sur la médecine du sport et l'amélioration des programmes existants[19] ;

La VEB Jenapharm , entreprise d'État spécialisée dans la production de produits pharmaceutiques. C'est celle qui a centralisé la production des différentes substances administrées aux sportifs[20] ;

Le MfS , chargé de la surveillance et de la sécurisation de l'ensemble du processus[21].

4.1.1.2 La sécurisation du monde du dopage

L'utilisation de stéroïdes anabolisants et des autres substances dopantes était donc, à partir de la fin des années 1960, interdite lors des compétitions internationales, mais elle n'en demeurait pas moins indispensable pour la RDA afin de maintenir son niveau de performances, si déterminant pour le rayonnement de son image à travers le monde. Il était primordial pour les instances sportives du régime de cacher ces pratiques des regards indiscrets, tant internes que mondiaux, afin d'éviter de voir ces usages révélés aux yeux de tous et de s'attirer le déshonneur de la tricherie. Cela avait également pour but de permettre à la RDA de conserver son avantage en termes de performances, de faire en sorte que d'autres pays concurrents – à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur du bloc de l'Est – ne s'accaparent ces précieuses connaissances.

Les dirigeants du sport est-allemands, aidés des forces de sécurité du pays, Erich Mielke en tête, ont donc tenté de dresser un cordon de sécurité le plus imperméable possible entre les organismes, les personnels en charge du dopage et le reste de la société est-allemande. Cette stratégie est passée par le fait de cacher à l'opinion publique les véritables fonctions, voire l'existence même de certaines institutions. L'exemple le plus marquant de cette politique est probablement celui du secret qui a entouré le FKS de Leipzig. Cet institut a été fondé en 1969 en transformant le centre de recherches en sciences du sport (*Forschungsstelle der DHfK*) en un organisme indépendant, directement placé sous la tutelle du StKS[22]. Considéré d'après ses statuts comme l'« institution centrale pour la recherche dans le sport de haut-niveau[23] », il employait, à partir des années 1980, environ 600 personnes à plein temps[24], contre un peu plus de mille pour la DHfK[25]. Cet institut devait entre autres s'occuper d'améliorer les techniques d'entraînement destinés aux athlètes de haut-niveau ou de la biomécanique pour atteindre le tout meilleur niveau international[26]. Toutefois, ces prérogatives se sont rapidement développées. Pour reprendre les mots du *Spiegel* en 1992 :

19. *Ibid.*, p. 934.
20. *Ibid.*, p. 937.
21. Geipel, *Staatsplan « Sieg ». Die Stasi im Leistungssport*, *op. cit.*
22. Reichelt, *Das System des Leistungssports in der DDR*, *op. cit.*, p. 87.
23. *« Zentrale Forschungseinrichtung für den Leistungssport »*. In : FKS. « Arbeitsordnung des FKS ». UAL DHfK VWA 615/9. 1982, p. 1.
24. *« Information über das Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport in Leipzig »* (18.12.1989), p. 2. In : FKS. « Abwicklung, Investitionen, Forschungsleitung und Strategie ». UAL DHfK VWA FKS 770a. (1988-1990).
25. Schumann, *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie. Op. cit.*, p. 118.
26. Reichelt, *Das System des Leistungssports in der DDR*, *op. cit.*, p. 88.

> [Au sein des différents départements du FKS], on n'a pas seulement développé de nouvelles méthodes et formes d'entraînement ou testé des athlètes, on a aussi inventé et éprouvé de nouvelles astuces pour le dopage, et on a aussi mis au point des politiques d'éducation politique pour les athlètes de la RDA[27].

Le FKS a été entre autres en charge des recherches sur les effets et l'utilisation des substances dopantes, afin de concevoir les programmes destinés aux athlètes, en termes de molécules et de dosage selon les attentes des différentes disciplines, avant que ces programmes ne soient appliqués aux athlètes.

En raison de ces activités particulièrement sensibles, l'ensemble de l'institution a été mis au secret et déconnecté du reste du monde du sport est-allemand, une stratégie mise en place dès sa création, puisque la fondation de cet institut n'a pas été annoncée publiquement et n'a pas été publiée au journal officiel de la RDA (*Gesetzblatt der DDR*). Seuls des documents internes au SED et à la DTSB, et donc inaccessibles au grand public, ont posé les bases du fonctionnement de la nouvelle entité[28]. En outre, jusqu'à la chute du Mur, cette volonté de maintenir au minimum les informations connues sur cette institution a perduré, puisque le FKS n'avait pas d'adresse en son nom et partageait les locaux de la DHfK. De plus, aucun signe ne permettait de découvrir l'existence de l'institut depuis l'extérieur – pas de plaque, pas d'insigne –, l'ensemble du courrier que recevait le personnel devait être adressée à la DHfK et était reçu par cette dernière au numéro 59 de la *Jahn-Allee*. L'institution n'apparaissait même pas dans l'annuaire[29]. De même, lorsqu'un chercheur de l'institut se rendait à l'étranger, pour participer à un colloque par exemple, il devait se présenter comme étant rattaché à la DHfK. Ainsi, même si différentes fuites, principalement venues des scientifiques parvenus à s'enfuir du pays pour se réfugier en RFA, ont permis au gouvernement fédéral et aux services de renseignements de Bonn d'apprendre l'existence du FKS, son rôle précis et le contenu de ses recherches restèrent très flous jusqu'en 1989 et ne furent dévoilées qu'après la chute du Mur[30].

Cette mise au secret de l'institution est également visible dans le quotidien de l'école, puisque les résultats des recherches des scientifiques travaillant au sein du FKS étaient confidentiels et n'étaient jamais dévoilés hors du cercle des personnes habilitées. L'ensemble des écrits scientifiques sur les questions traitées par l'institut était classifié comme Documents classés confidentiels – *Vertrauliche Verschlusssachen* (VVS) et ne pouvait donc circuler librement[31], tandis que des consignes étaient officiellement transmises au personnel afin qu'ils ne dévoilent pas le contenu de leurs travaux :

27. *« [Am FKS] wurden in einzelnen Fachbereichen nicht nur neue Trainingsmethoden und -formen entwickelt und Sportler getestet, sondern auch neue Dopingstricks ausgetüftelt und erprobt sowie politische Erziehungsprogramme für DDR-Sportler ausgearbeitet »*, cité d'après : « Mit erbarmungsloser Härte ». In : *Der Spiegel* 46.11 (9. 3. 1992), p. 232.

28. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 182.

29. « Bisher war hier kein Fremder », *op. cit.*, p. 156.

30. Michael Krüger, Christian Becker et Stefan Nielsen. *German Sports, Doping, and Politics : A History of Performance Enhancement*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2015, p. 90.

31. *« Bereichsnomenklatur für Dienstgeheimnisse am FKS »* (2.5.1972). In : FKS. « Leitung / Organisation bis 1990 ». UAL DHfK VWA FKS 778/1. (1990).

> Les employés ne sont pas autorisés à donner des renseignements sur le travail et le résultat du travail du FKS, ni sur les problématiques découlant du sport de haut-niveau à des personnes qui ne seraient pas employées à l'extérieur du sport de haut-niveau[32].

Des pratiques similaires sont à remarquer concernant les autres hauts lieux du dopage en RDA, la *VEB Jenapharm*[33] ou bien le laboratoire de Kreischa par exemple qui ont également tenté de camoufler au grand public le rôle véritable de ces institutions[34].

On note donc une volonté de cloisonner les connaissances de chacun quant à la structuration et au contenu du système de dopage afin d'éviter toute fuite gênante. Ce système s'est également développé à l'intérieur même des différentes institutions en charge du sport, où le respect du secret jouait un rôle très important dans le quotidien des différents acteurs. Ceci est particulièrement visible dans la manière dont les athlètes pouvaient avoir accès aux informations concernant leur suivi médical et les substances qu'on leur administrait. Plusieurs témoignages d'anciens athlètes racontent en effet qu'ils ne savaient pas ce que contenaient les pilules qu'ils devaient prendre de manière régulière[35]. Les athlètes s'accordent pour dire que les traitements étaient présentés comme des vitamines ou des compléments par les médecins et l'encadrement. La plupart du temps, les sportifs prenaient ces médicaments de manière volontaire, considérant que cela faisait partie d'un suivi médical régulier. Ils étaient également conditionnés par des années dans le système sportif du pays pour ne pas poser de questions. Les entraîneurs, qui eux non plus ne savaient pas obligatoirement ce que contenaient ces cachets, étaient aussi présents pour s'assurer du suivi du traitement. Eux-aussi étaient sous pression de la part des autorités de Berlin-Est pour que l'ensemble des règles et consignes en la matière soit respecté. Pour citer Andreas Schelzig, lutteur de la fin des années 1970, « les questions n'étaient pas les bienvenues[36] ». Les sportifs savaient en outre qu'ils n'obtiendraient pas de réponse à leurs questions et connaissaient les sanctions en cas de refus de se plier aux exigences. Kornelia Ender vit d'ailleurs sa carrière être stoppée après les Jeux de Montréal où elle gagna quatre médailles d'or en natation, et ce alors qu'elle n'avait que dix-sept ans. Elle fut en effet rayée des listes de l'équipe nationale par Ewald en personne, pour avoir refusé de prendre ces substances[37].

32. *« Die Mitarbeiter sind nicht berechtigt, über die Arbeit und Arbeitsergebnisse des FKS sowie damit im Zusammenhang stehende Probleme des Leistungssports gegenüber Beschäftigten außerhalb des Leistungssports Auskunft zu geben »* ; cité d'après : FKS, « UAL DHfK VWA 615/9 », *op. cit.*, p. 15.

33. Latzel, *VEB Janapharm*, *op. cit.*, p. 145.

34. Dennis, « Securing the Sports "Miracle" », *op. cit.*, p. 2562.

35. On pourra notamment citer les témoignages de Kornelia Ender ou d'Andreas Schelzig via le portail *Zeitzeugen* : *cf. Kornelia Ender : Von gelben Springpillen und Bestzeiten. Portail Zeitzeugen.* URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/9KHg4ZstIxg (visité le 5. 8. 2019) ; *Andreas Schelzig : DDR-Dopingssystem. Portail Zeitzeugen.* URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/A1fyxTm1fic (visité le 5. 8. 2019).
Cependant, même avant la chute du Mur, certaines de ces pratiques étaient déjà connues à l'Ouest, suite aux témoignages d'athlètes ayant fui la RDA, comme la nageuse Renate Neufeld, ayant fait défection en 1977 et ayant par la suite raconté son expérience aux médias ouest-allemands (*cf.* « DDR : Schluck Pillen oder kehr Fabriken aus ». In : *Der Spiegel* 33.12 (19. 3. 1979), p. 194-207.)

36. *« Fragen waren nicht erwünscht »*. In : *Andreas Schelzig : DDR-Dopingssystem*, *op. cit.*

37. « Kristin Otto verliert ihre Auszeichnung », *op. cit.*

On note donc une volonté d'empêcher fortement la diffusion de l'information concernant le dopage. Les institutions chargées de sa mise en place et de son suivi ont été coupées du reste de la société.

4.1.2 Le cloisonnement du sport de haut-niveau

Toutefois, il serait erroné de réduire le monde du sport est-allemand aux simples pratiques de dopage, car c'était un tout qui a conduit aux performances des athlètes[38]. Et c'est l'ensemble de ce système que le gouvernement a tenté de séparer du reste de la société.

4.1.2.1 La connaissance comme secret d'État

Comme pour le système de dopage, les informations jugées les plus sensibles étaient tenues secrètes et éloignées des regards indiscrets pour éviter qu'elles ne tombent entre de mauvaises mains. Ainsi, les résultats des recherches des scientifiques dans le domaine des sciences du sport étaient-ils considérés comme des secrets d'État qui ne pouvaient sortir du pays. Nous avons cité dans ce manuscrit de nombreux articles des revues *Theorie und Praxis der Körperkultur*, publiée par la DTSB et de *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*. Ces deux revues scientifiques étaient, à l'instar d'autres titres comme *Körpererziehung : das Fachmagazin für Sportlehrerinnen und Sportlehrer*, publiée à partir de 1951 sous la tutelle du Ministère de l'Éducation populaire – *Ministerium für Volksbildung* (MfV), destinées certes à être consultées en RDA, mais également à être exportées, y compris vers l'étranger capitaliste. Ces ouvrages contenaient de nombreux articles scientifiques, souvent rédigés par des personnels de pointe en l'Allemagne de l'Est au sujet des sciences du sport, les techniques d'entraînement ou l'histoire de la culture physique. Mais ces articles ne reflétaient pas l'état réel des connaissances de l'Allemagne de l'Est sur le sujet. Il s'agissait généralement d'articles portant sur le sport pour tous ou sur des analyses assez générales des techniques d'entraînement. Les recherches dans le domaine des sciences de l'entraînement ou de la biomécanique concernant l'encadrement des athlètes de haut-niveau étaient, elles, publiées dans une autre revue mensuelle, *Theorie und Praxis des Leistungssports*[39], fondée en 1963. La diffusion de ce titre était toutefois beaucoup plus restreinte, car il était purement et simplement interdit à l'exportation. Même au sein de la RDA, seul un petit cercle de personnes était autorisé à la consulter. Considérés comme « informations à tenir secrètes », les numéros de cette revue n'étaient distribués qu'à un petit nombre d'organismes : fédérations des disciplines sportives sous l'égide de la DTSB, organismes sous la tutelle du StKS, dont la DHfK, principaux clubs destinés aux athlètes de haut-niveau et directions sportives des *Bezirke*. Ils devaient y

38. Wolfgang Schmidt : *« Es ist falsch anzunehmen, daß der Erfolg des DDR-Sports in erster Linie mit Doping zu erklären ist – es war das ganze System, das den Athleten die Bereitschaft anerzogen hat, bis zum Umfallen zu trainieren, es waren das perfekte Umfeld, die Trainer, die Wissenschaftler »*. In : Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 207.

39. *Revue* Theorie und Praxis des Leistungssports, *numérisée sur le site Internet de l'*Institut für angewandte Trainingswissenschaft. URL : https://www.iat.uni-leipzig.de/datenbanken/iks/tupl/ (visité le 6. 8. 2019).

être entreposés sous clé et seules les personnes habilitées, notamment la direction ou certains chercheurs, pouvaient y avoir accès sans possibilité d'emprunt, ni d'utiliser le contenu comme matériel de cours ou de conférences. En outre, les exemplaires devaient être détruits deux ans après publication. De plus, même si cette revue était considérée comme celle de référence en Allemagne de l'Est et qu'elle faisait l'objet de mesures de protection importantes, les informations les plus sensibles ne pouvaient y figurer, ne disposaient d'aucun canal de diffusion scientifique et étaient donc tenues au plus grand secret. Ainsi, les programmes d'entraînement détaillés des athlètes, les orientations de politique du sport, les informations pouvant donner des renseignements politiques et toute question portant sur le système de dopage étaient frappés d'une interdiction totale de publication[40].

On note donc une volonté de contrôle de l'information et de sa diffusion dans l'ensemble du sport de haut-niveau. Seuls les personnels habilités peuvent avoir accès au contenu des recherches, et uniquement pour le domaine qui les préoccupe, et ce afin d'éviter qu'une personne ne se retrouve en possession de trop de connaissances compromettantes en cas de fuite à l'étranger. De tels phénomènes de protection sont également visibles dans la conservation des autres données de ce domaine : programme d'entraînement des KJS, techniques d'entraînement des athlètes mondiaux, etc. Klaus Wiese, dans un article publié en 2007 note que la presse est-allemande a quasiment intégralement cessé de parler des KJS dans ses articles, sous la pression de Ewald, Margot Honecker et de son époux Erich, et qu'elles n'étaient plus évoquées dans les revues destinées à l'étranger[41].

4.1.2.2 Bâtiments et personnels tenus à l'écart des regards

Cette volonté de limiter l'accès à ce qui touchait au sport de haut-niveau n'était pas limitée aux savoirs théoriques ou aux institutions qui traitaient directement de la problématique du dopage, mais bien à l'ensemble des des lieux abritant des institutions liées au sport de haut-niveau. Klaus Wiese parle même de sécurisation quasi-militaire des établissements en charge du sport de haut-niveau[42].

En prenant l'exemple des KJS, on peut voir l'ampleur de ce contrôle au quotidien que subissaient les membres de ces institutions. Si jusque dans les années 1960, le régime d'accès à ces écoles était relativement lâche, celui-ci s'est nettement resserré par la suite et ces établissements ont été de plus en plus coupés du reste du monde. Entraînements se faisant à huit-clos dans des lieux fermés au public pour l'occasion, interdiction pour les élèves de divulguer le contenu des cours et même leurs emplois du temps à des personnes

40. *« Gemeinsame Ordnung des DTSB der DDR und des StKS zu Aufgaben, Inhalt, Erscheinungsweise, Nutzung, Aufbewahrung und Vernichtung der Zeitschrift "Theorie und Praxis des Leistungssports" »* (1.6.1988). In : DTSB. « Schriftwechsel mit Abteilungen des DTSB-Bundesvorstandes ». BArch DY 12/3708. (1987-1988), p. 168-177.

41. Wiese, « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR », *op. cit.*, p. 158.

42. *« Die Leistungssporteinrichtungen der DDR waren somit fast militärisch "vor feindlicher Einwirkung" gesichert »* ; cité d'après : *ibid.*, p. 168.

extérieures à l'école, impossibilité de pénétrer sur le domaine des établissements pour toute personne extérieure au service sauf autorisation préalable du directeur : tout ceci faisait désormais partie du règlement régissant le quotidien dans ces institutions[43].

Cet entre-soi volontaire est également visible dans l'aménagement des lieux en eux-mêmes. Si dans les années 1950-1960, les établissements sont relativement ouverts sur l'extérieur, ils sont progressivement clôturés au tournant de la décennie avec grillages et palissades afin de tenir les curieux éloignés[44]. De même, lors de la construction de nouvelles institutions ou leur rénovation, une attention toute particulière a été portée sur l'architecture des bâtiments et leur localisation, en construisant ces établissements en périphérie des villes, et en installant les principaux accès et zones d'entraînement à l'écart des routes majeures, afin que le grand public ne puisse voir les activités qui s'y déroulaient. Ce fut le cas lors de la construction d'une nouvelle école à Oberwiesenthal en 1977, où il fut décidé de décaler le chantier de cinquante à cent mètres « pour raisons de sécurité » dans le but que le futur bâtiment soit moins exposé[45]

C'est donc bien toutes les institutions de RDA qui s'occupaient du sport de haut-niveau, et non simplement celles en charge de l'organisation du système de dopage qui ont été surveillées de près par les autorités du régime, que l'on a tenté de couper du reste du pays. Ceci était conçu pour éviter toute fuite d'informations qui auraient pu révéler la réalité du système de développement des athlètes au grand public, ou qui auraient pu donner des renseignements précieux aux concurrents de l'Allemagne de l'Est.

4.1.3 Le rôle de la Stasi dans le sport de haut-niveau

Dans cette stratégie de sécuriser les informations sur le monde du sport et de le séparer du reste de la société allemande, le MfS a joué un rôle primordial, à la fois via sa mission première et « traditionnelle » de renseignements et de protection des intérêts de l'État, mais également en étant intimement imbriqué dans les structures mêmes du sport, en raison de l'implication personnelle majeure de Mielke

4.1.3.1 Le traumatisme des fuites vers l'Ouest

Une des activités majeures du MfS concernant le sport a été d'empêcher les défections et de gérer les problèmes liés aux « traîtres au sport » (*Sportverräter* selon le jargon en vigueur), ces athlètes, entraîneurs et scientifiques de pointe – 615 selon le décompte officiel du ministère effectué en décembre 1989 – qui se sont enfuis vers l'Ouest, le plus souvent à l'occasion d'une compétition sportive organisée à l'étranger[46].

Les sportifs de haut-niveau constituaient un groupe particulièrement sensible à cette problématique, car ils faisaient partie des rares citoyens est-allemands à être autorisés

43. *Ibid.*, p. 157-161.
44. *Ibid.*, p. 167.
45. *« Aktennotiz über eine Beratung zur Durchführung der Gemeinschaftsinvestition Kinder- und Jugendsportschule Oberwiesenthal und Sportklub "Traktor" Oberwiesenthal »*, (14.2.1977). In : Ministerium für Volksbildung. « Kinder- und Jugendsportschulen, Band 22 ». BArch DR 2/10945. 1977.
46. Braun et Wiese, « Tracksuit Traitors », *op. cit.*, p. 1531.

à voyager à l'étranger hors du bloc de l'Est de manière régulière pour participer aux compétitions internationales. Ils entretenaient aussi des contacts fréquents avec leurs homologues occidentaux, ouest-allemands tout particulièrement L'encadrement des autorités lors de ces événements était toutefois des plus stricts et ne laissait que peu de libertés aux sportifs. Les consignes officielles tendaient en outre à limiter au maximum les contacts avec les « ennemis capitalistes[47] ». Cependant, même si cet état de fait n'était pas reconnu par les autorités est-allemandes, la pression continue appliquée sur les sportifs en termes de résultats et de conformité était un facteur supplémentaire qui les poussait à tenter de fuir le pays. On pourra citer ici l'exemple du gymnaste Wolfgang Thüne, vice-champion du monde de barres parallèles en 1974, derrière Eberhardt Gienger, un Allemand de l'Ouest. Cela fut perçu par les responsables de la fédération non comme une performance, mais comme un échec face à l'ennemi de classe, et valut à Thüne de sévères remontrances et des conditions d'entraînement plus difficiles afin qu'il s'améliore et batte Gienger par la suite. Las de cette situation, Thüne profita des championnats d'Europe 1975 à Berne pour passer à l'Ouest, avec la complicité de Gienger[48].

Pour le régime, ces fuites de sportifs étaient particulièrement gênantes, les dommages en termes d'image médiatique étant énormes pour le SED. C'était en effet des « diplomates en survêtement » qui partaient, ceux qui étaient censés représenter le pays et ses valeurs. Le revers était d'autant plus cinglant lorsque les sportifs étaient autorisés par la suite à concourir avec le maillot de l'Allemagne de l'Ouest, comme le montre l'ordre donné, lors d'une compétition inter-allemande en 1988, à Jürgen Schult, lanceur de disque est-allemand, de ne pas serrer la main de Wolfgang Schmidt, son acien compatriote ayant fait défection deux ans plus tôt[49]. En outre, les désertions des sportifs, mais également des entraîneurs et des scientifiques en charge des sciences du sport, posaient d'importants problèmes pour le régime quant au maintien du cordon sanitaire autour des informations concernant les pratiques d'entraînement et de dopage. Plusieurs anciens représentants du sport est-allemand passés à l'Ouest ont de cette manière révélé dans la presse et aux yeux de tous la réalité des conditions dans lesquelles les performances sportives étaient obtenues de l'autre côté du Rideau de Fer. On pourra citer le cas d'Alois Mader, médecin du sport à l'université de Halle, qui détailla les pratiques de suivi des athlètes lors de sa fuite en 1974[50], celui de Renate Neufeld, qui, elle, détailla en 1977 les effets des « dispositifs de soutien » sur sa santé et amena même en RFA des cachets d'*Oral Turinabol* pour analyse[51], ou encore celui du sauteur à ski Hans-Georg Aschenbach, qui fit grand bruit en 1989 en révélant les pratiques en cours sur les jeunes athlètes[52]. À chaque fois, les officiels de RDA démentirent avec véhémence.

47. Jutta Braun. « "Very Nice, the Enemies Are Gone" : Coming Terms with GDR Sports since 1989/90 ». In : *Historische Sozialforschung* 32.1 (2007), p. 172-185, p. 42.

48. Braun et Wiese, « Tracksuit Traitors », *op. cit.*, p. 1524-1525.

49. « Der Erste und der Letzte ». In : *Neues Deutschland online* (1. 12. 2016). URL : https://www.neues-deutschland.de/artikel/101311.der-erste-und-der-letzte.html (visité le 6. 8. 2019).

50. « Kraft durch Spritzen ». In : *Der Spiegel* 30.36 (30. 8. 1976), p. 130-131.

51. « DDR : Schluck Pillen oder kehr Fabriken aus », *op. cit.*

52. Braun et Wiese, « Tracksuit Traitors », *op. cit.*, p. 1529.

Le MfS se devait donc de réagir à ces désertions, afin d'une part de tenter de convaincre les fuyards de rentrer au pays, et d'autre part d'effrayer d'autres candidats potentiels au départ. Ainsi, les services secrets avaient pour mission de surveiller les familles des sportifs échappés et de les utiliser pour attendrir les fuyards. Nombre de sportifs installés en Allemagne de l'Ouest ont reçu la visite d'un de leurs proches – accompagné d'agents du MfS – qui les suppliait de revenir dans le droit chemin. Cette carte familiale pouvait également être utilisée de manière punitive, où les proches des sportifs partis étaient souvent victimes de mesures disciplinaires et de tracasseries administratives, voire judiciaires[53]. Perte d'emploi pour la famille proche, interdiction de déplacement à l'étranger, exclusion du sport de haut-niveau si d'autres membres de la famille étaient actifs dans cette branche : telles étaient les sanctions couramment déployées afin d'inciter encore une fois à la repentance. Quelques cas de retours sont à signaler et ont été dûment fêtés par le régime[54], à l'instar de Karin Balzer, née Richert, hurdleuse partie s'installer à Ludwighafen avec son entraîneur et futur mari, Karl-Heinz Balzer. Sous la pression constante du SED, ils se résolurent à rentrer à Leipzig. La plupart des athlètes, malgré la pression et le chantage affectif menés par le MfS, ne rentrèrent, eux, jamais à la maison[55]. Ces mesures de rétorsion ne concernaient pas seulement la famille des échappés. Même installés en Allemagne de l'Ouest, de nombreux sportifs ont fait écho des pressions et menaces qu'ils ont subies de la part des services secrets de leur désormais ancienne patrie. Si la responsabilité de la Stasi dans l'accident de la route qui a coûté la vie le 7 août 1983 à Lutz Eigendorf, ancienne star du *Dynamo Berlin*, passé à l'Ouest en 1979 et ayant porté les couleurs du *1.FC Kaiserslautern* puis de l'*Eintracht Braunschweig*, est sujet à de très vifs débats et controverses, nul doute que le joueur a été espionné de manière massive et dans son intimité alors qu'il se trouvait déjà en RFA. Sa famille a fait l'objet de mesures très précises : les instances ont en effet insisté pour que sa femme, Gabriele, restée en RDA, obtienne le divorce, puis le MfS a chargé un « collaborateur officieux », *IM Romeo*, d'engager une relation amoureuse avec elle afin d'effacer le nom d'Eigendorf des mémoires. Elle se mariera avec cet agent et ils auront ensemble un fils[56]. De nombreux autres sportifs ont également été espionnés et ont dû vivre avec ce sentiment de surveillance une fois la frontière franchie, comme les footballers des années 1980 Frank Lippmann[57] ou Falko Götz, pour qui les services du MfS semblaient avoir préparé une tentative d'enlèvement pour le faire rentrer en RDA[58].

53. *Ibid.*, p. 1529.

54. « Republikflüchtlinge kehrten zurück ». In : *Neue Zeit* 14.223 (25. 9. 1958), p. 8.

55. Braun, « Sportler zwischen Ost und West », *op. cit.*, p. 41-42.

56. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 357-362.

57. Frank Willmann. *Die DDR in den 1970er und 1980er Jahren : Suche nach einer eigenen Außenpolitik im Schatten Moskaus*. In : 18. 6. 2014. url : http://www.bpb.de/gesellschaft/medien-und-sport/bundesliga/166321/fussball-land-ddr?p=all (visité le 9. 8. 2019).

58. Braun et Wiese, « Tracksuit Traitors », *op. cit.*, p. 1528.

4.1.3.2 L'espionnage au quotidien

L'activité de la Stasi dans le monde du sport ne se résume cependant pas au contrôle des dommages provoqués par les fuites d'athlètes vers l'Ouest, même si celles-ci ont été les événements les plus médiatisés et controversés. Elle a en effet mis en place un réseau très dense de surveillance au quotidien. Mike Dennis, historien britannique ayant rédigé des ouvrages sur le sport en RDA et sur le MfS, décrit le sport de haut-niveau comme « un des milieux les plus densément infiltrés [par les IM] » de la société est-allemande[59]. Au sein de l'organisation tentaculaire de la Stasi, le département XX/3 était chargé de la surveillance du monde du sport et comptait en 1988 vingt-huit employés à plein temps ainsi que 238 IM. Au total, on estime que près de 3 000 personnes ont été recrutées en tant qu'informateurs pour surveiller les agissements des sportifs[60]. En outre, la surveillance était particulièrement centrée sur Leipzig, capitale du sport de la RDA, en raison du nombre d'installations qui y étaient sises[61].

Les activités de la Stasi se concentraient principalement autour de trois domaines d'activité principaux :

La sécurisation des institutions en lien avec le dopage. De nombreux IM étaient recrutés au sein du FKS ou du SMD, y compris aux plus hauts postes. On estime par exemple qu'à la fin des années 1970, 20 % des employés du FKS renseignaient la Stasi de manière officielle et parmi eux, le seul directeur que l'institution ait connu, Hans Schuster[62]. Au sein de ces informateurs haut-placés, on citera également le vice-directeur du SMD, en charge du programme de développement des stéroïdes, Manfred Höppner, connu sous le pseudonyme de *IM Technik*, et qui a espionné pendant près de vingt ans[63].

La surveillance des athlètes. Les sportifs susceptibles de participer à des compétitions à l'étranger étaient eux aussi mis sous surveillance par le MfS pour déjouer les tentatives de fuite à l'Ouest. Pour assurer cette tâche, le ministère recrutait principalement d'autres sportifs, des entraîneurs, ou des membres des familles des sportifs. On pourra citer l'exemple de Gerd Weber, footballer au Dynamo Dresde de 1973 à 1981 et membre de l'équipe nationale. Engagé comme *IM Wiehland* en 1975, il surveilla le club pendant plusieurs années. Cependant, préparant sa propre fuite, il fut trahi par un autre espion actif au sein du club, *IM Klaus Ihle*, en 1981. Il fut arrêté en compagnie de deux autres joueurs du club et de la sélection nationale, Peter Kotte et Matthias Müller, à qui il avait parlé de son projet de partir

59. *« During the 1970s and 1980s, the Stasi deployed a vast contingent of about 175,000 informers each year throughout GDR society, with elite sport as one of the most heavily penetrated areas »* ; cité d'après : DENNIS, « Securing the Sports "Miracle" », *op. cit.*, p. 2559.

60. *Ibid.*, p. 2558.

61. *Ibid.*, p. 2560.

62. Mike DENNIS. *The Stasi : Myth and Reality*. Harlow : Pearson Longman, 2003, p. 133.

63. Hansjörg GEIGER. « Sport und Staatssicherheit : Überwachung, Verfolgung und Außenstellung ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de DEUTSCHER BUNDESTAG. T. III/1. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 662-675. URL : https://enquete-online.de/recherche/detail/?show=wp12b3_1_0639 (visité le 1. 8. 2019), p. 668.

pour Cologne, mais qui, eux, n'avaient aucun projet de fuite. Weber fut condamné à la prison, et tous les trois furent suspendus à vie de compétitions dans les deux premières divisions[64]. Nombre d'athlètes découvrirent après la chute du Mur qu'ils avaient été observés par des proches durant leur carrière, à l'image de Kornelia Ender, dénoncée par son père alors qu'elle planifiait en 1989 de s'enfuir avec sa famille via la Hongrie[65].

Les enquêtes sur les entourages des athlètes. Le troisième point principal de l'activité de la Stasi était d'enquêter sur la vie familiale et personnelle des sportifs, souvent avant qu'ils n'atteignent le meilleur niveau international afin d'écarter les possibles fauteurs de trouble et les éléments jugés peu fiables. Principal objet de ces investigations : trouver d'éventuels contacts avec l'Ouest, membres de la famille, amis, etc. En effet, tout sportif qui maintenait des contacts avec l'Allemagne de l'Ouest et refusait de les rompre risquait de voir sa carrière interrompue immédiatement[66].

4.1.3.3 Le MfS dans les structures sportives de RDA

L'influence de la Stasi dans le monde du sport ne peut être limité à son rôle « traditionnel » de surveillance et de renseignements, car le ministère s'était immiscé dans les structures mêmes du monde sportif et y jouait un rôle de premier plan, sous l'influence de son directeur, Erich Mielke.

Le MfS était en effet un acteur direct de la performance sportive, via la tutelle qu'il exerçait sur la *SV Dynamo*, une association sportive[67] (*Sportvereinigung*, abrégé en SV) au statut particulier dans le paysage est-allemand. Si la plupart des SV avaient été dissoutes en 1957 avec la création de la DTSB, celle du Dynamo, placée sous l'égide des organes de sécurité (douane, police et MfS), avait été la seule – avec celle de l'Armée, l'*ASV Vorwärts*[68] – à avoir gardé une administration centrale et une certaine autonomie

64. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 336-351.

65. « Honeckers Porzellan ». In : *Der Spiegel* 59.3 (10. 1. 2015), p. 110-113.

66. « Diskussion zur Rolle des Sports in der DDR ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de Deutscher Bundestag. T. III/1. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 692-767. URL : https://enquete-online.de/recherche/detail/?show=wp12b3_1_0639 (visité le 1. 8. 2019), p. 726.

67. Une *Sportvereinigung* regroupait dans son giron l'ensemble des clubs – souvent omnisports – qui avaient été placés lors de leur création après la Seconde Guerre Mondiale sous le parrainage d'une même branche d'activité. Les clubs adossés à une entreprise en lien avec l'édition ou la vente de livres et donc associés à la branche syndicale *IG Druck und Papier* étaient placés sous la tutelle de la *SV Rotation*. Le même principe s'appliquait pour ceux liés à une entreprise métallurgique, liés à la branche *IG Metallurgie* et placés au sein de la *SV Stahl*.
Cette division des clubs, jugée peu efficace, fut quasiment intégralement supprimée en 1957 avec la création de fédérations disciplinaires au sein de la DTSB. Sur les dix-huit associations existantes, quatorze furent purement et simplement supprimées. Les *SV Lokomotive* et *SV Wismut* ont conservé une existence légale au sein de la DTSB jusqu'en 1978, mais sans réelle autonomie, avant d'être dissoutes à leur tour. Seules les *SV Dynamo* et l'*ASV Vorwärts* conservèrent une identité propre. *cf.* Teichler, *Die Sportbeschlüsse des Politbüros*, *op. cit.*, p. 23.

68. L'*ASV Vorwärts* joua un rôle cependant nettement plus faible dans le développement du sport de haut-niveau.

face aux fédérations disciplinaires de la DTSB[69]. Du fait de cette autonomie face à la DTSB et aux autres clubs, la *SV Dynamo* constituait une organisation à part à l'intérieur de l'organisation sportive en Allemagne de l'Est.

L'association a été placée dès sa création en 1953 sous la présidence de Mielke lui-même, alors qu'il n'était alors que ministre-adjoint à la Sécurité d'État. Elle comptait à la chute du Mur 280 000 sportifs actifs, mais elle a principalement joué un rôle dans le sport de très haut-niveau, les athlètes qui y évoluaient ayant glané près de 200 médailles olympiques[70]. Au sein de la SV, on recensait ainsi des entités à la pointe de leur discipline en RDA. En football, le *BFC Dynamo* de Berlin et le *SG Dynamo* Dresde ont été à eux deux dix-huit fois champions de RDA et ont fourni la grande majorité des joueurs de l'équipe nationale. En hockey sur glace, les sections de Berlin et de Weisswasser constituaient les deux seuls pôles de haut-niveau depuis la *Leistungssportbeschluss* de 1969[71]. Enfin, le SC Dynamo Berlin, spécialisé dans les disciplines olympiques individuelles, a formé nombre de champions comme Ilona Slupianek, la gymnaste Karin Janz ou bien la nageuse Barbara Krause[72]. Les conditions d'entraînement y étaient réputées comme particulièrement exigeantes et les attentes en termes de résultats très hautes. De même, le comportement politique des athlètes était suivi de très près.

Outre cette puissance via les résultats des athlètes de ses clubs, l'influence de la Stasi sur le sport s'exprimait également par l'influence du ministre Mielke sur les décisions prises dans ce domaine. Passionné de sport et notamment de football, même s'il n'a lui-même pas pratiqué à haut-niveau, il a utilisé de manière constante et massive son pouvoir personnel pour façonner le monde du sport selon ses idéaux, entraînant parfois des conflits sérieux avec les « vrais » responsables du sport, Ewald et Hellmann[73]. Par exemple, le hockey sur glace faisait partie, selon la *Leistungssportbeschluss* de 1969, des disciplines de catégorie II, exclues des subventions pour la pratique du haut-niveau. Toutefois, Mielke, amateur de ce sport, fit pression sur Ewald et Hellmann pour que la pratique de la discipline ne soit pas interrompue. Il obtient le maintien de l'équipe nationale et d'un championnat, cependant réduit aux deux équipes des Dynamo Berlin et Weisswasser[74]. Cette volonté de peser sur le devenir du monde du sport a été particulièrement visible à travers le football, où Mielke a tenté de faire du *BFC Dynamo*, son club de cœur, le fleuron du football est-allemand, voire européen, quitte à imposer sa vision et à outrepasser les règles de l'équité sportive. Ainsi, le *BFC Dynamo* disposait dans le

69. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*, p. 33.

70. « Wie geht es weiter mit der Sportvereinigung Dynamo ? » In : *Neues Deutschland* 44.290 (9. 12. 1989), p. 7.

71. René Feldvoss. *Dynamo gegen den Rest der Republik – Das DDR-Eishockey im Wiedervereinigungsprozess*. In : *Deutschland Archiv Online*. 20. 9. 2017. url : http://www.bpb.de/255842 (visité le 8. 8. 2019).

72. « Ilona nun über 21 Meter ». In : *Berliner Zeitung* 33.38 (14. 2. 1977), p. 7 ; « Unsere Olympia-Mannschaft ». In : *Berliner Zeitung* 28.220 (10. 8. 1972), p. 3 ; « Auszeichnungen für sportliche Leistungen ». In : *Berliner Zeitung* 36.15 (18. 1. 1980), p. 6.

73. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 86.

74. Der Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der Ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik, éd. *MfS und Leistungssport. Ein Rechercheberichte*. Berlin, 1994, p. 97.

championnat d'importants privilèges face à ses rivaux grâce à l'intervention du MfS. Il lui était par exemple possible de préempter les joueurs les plus talentueux du pays et de les faire transférer à Berlin, sans nécessairement avoir l'autorisation de leurs clubs[75]. S'ajoutaient à cela des moyens financiers quasi illimités obtenus via le MfS, ainsi que le bénéfice de certaines décisions arbitrales, souvent en faveur des Berlinois, car nombre d'arbitres avaient été approchés par la Stasi pour devenir IM[76]. Le cas le plus célèbre fut peut-être le « penalty de la honte de Leipzig » du 22 mars 1986, lors que l'arbitre accorda à la 95e minute de jeu entre le *BFC Dynamo* et le *1. FC Lokomotive Leipzig* un penalty imaginaire aux Berlinois, leur permettant d'égaliser lors de cette rencontre d'*Oberliga*, et de mettre un terme définitif aux espoirs de titre du Lokomotive[77]. Le club de la capitale a de cette manière pu être couronné dix fois consécutivement champion de RDA entre 1979 et 1988, mais il s'est par là même attiré l'inimitié plus que profonde du reste de la communauté du football est-allemand[78].

Enfin, Mielke, figure de l'orthodoxie communiste depuis l'époque stalinienne et idéologue inflexible, était tout à fait convaincu de l'importance du sport pour l'image du pays et du parti et tenait de ce fait à faire régner la discipline parmi les athlètes, afin qu'ils respectent la ligne du parti. Mielke s'est ainsi personnellement impliqué dans certains dossiers du monde du sport pour écarter des personnalités jugées peu fiables ou qui avaient tenté de s'enfuir. Cela était particulièrement le cas dans les clubs de football Dynamo, où le ministre avait été particulièrement courroucé par la fuite de Lutz Eigendorf, son joueur étoile, en 1979 et a lui-même resserré les consignes pour éviter d'autres fuites ultérieures[79].

Le MfS a ainsi joué un rôle de premier plan dans le monde sportif en Allemagne de l'Est, dans son rôle habituel de renseignements, en faisant du sport de haut-niveau un des domaines les plus densément surveillés de la société de RDA, via un réseau d'informateurs infiltrés parmi les athlètes, entraîneurs et scientifiques. Le but de cette surveillance était de maintenir la confidentialité des données sur l'évolution du dopage et d'éviter les fuites de sportifs vers l'Ouest, particulièrement dommageables pour l'image du système sportif et du pays dans son ensemble. La Stasi a été également un acteur direct de la performance via l'implication du ministère dans la gestion de la *SV Dynamo*, une des organisations en pointe dans le suivi des athlètes de très haut-niveau, ainsi que par celle du ministre Mielke lui-même dans les affaires sportives.

Le SED a donc tenté de mettre en place une cloison étanche entre le sport de haut-niveau et le reste de la société est-allemande pour éviter les fuites d'informations concernant le caractère systématique et forcé du dopage en Allemagne de l'Est, et plus géné-

75. Teichler, « Fußball in der DDR », *op. cit.*, p. 30.

76. McDougall, *The People's Game*, *op. cit.*, p. 227.

77. Hanns Leske. « Foul von höcshter Stelle ». In : *Der Tagesspiegel* (22. 3. 2006). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/foul-von-hoechster-stelle/695462.html (visité le 5. 9. 2019).

78. La relation entre la population et le club du *BFC Dynamo* sera traitée plus en détail dans le chapitre 7 de ce manuscrit, p. 327.

79. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*, p. 2565.

ralement de toute connaissance considérée comme sensible qui permettait à la RDA de maintenir une certaine avance dans les performances sportives. En outre, cette séparation devait contribuer à éviter les « fuites de la la République », véritable traumatisme pour le régime. Ainsi le gouvernement et les instances du sport ont-ils tenté de cloisonner au maximum les informations sensibles, de sécuriser l'ensemble de lieux ayant trait au sport de haut-niveau et d'espionner massivement l'ensemble des acteurs de ce secteur d'activité. Ceci a été permis par le concours du MfS, acteur majeur de la performance sportive en RDA, via à la fois son réseau de surveillance, mais également la personnalité même d'Erich Mielke. Cette politique de cloisonnement extrême va être implantée au sein de la DHfK, où va se développer un véritable culte du secret.

4.2 La question du secret au sein de la DHfK

La DHfK a, elle aussi, été concernée par le cloisonnement des informations ayant touché l'ensemble du sport de haut-niveau, en particulier lors du changement de profil de l'école avec la 3^{e} réforme des universités. De nombreuses mesures nouvelles ont ainsi été mises en place, venant principalement des organismes de tutelle berlinoise afin d'assurer la confidentialité de l'école. Toutefois, cette dernière disposait au sein du système est-allemand d'un statut particulier, en tant que fenêtre du régime vers l'international au sujet des sciences du sport. Ainsi, l'institution leipzigeoise a-t-elle oscillé continuellement entre la fermeture nécessaire pour maintenir les secrets de production des champions d'une part et de l'autre une ouverture de façade afin de faire la promotion du système est-allemand.

4.2.1 La sécurisation de l'école

Tout comme pour le reste du système sportif de RDA, la priorité résidait désormais dans la sécurisation des informations de l'école, ce qui a eu d'importantes conséquences sur la vie quotidienne de l'école, désormais tiraillée entre l'obligation de protéger ces secrets d'État et son nouveau statut de vitrine des sciences du sport du pays.

4.2.1.1 Éviter tout contact avec la RFA

Afin d'éviter tout risque de fuites des personnels ou d'informations sensibles provenant de la DHfK et des futurs entraîneurs du pays, ordre a été donné d'exfiltrer du haut-niveau les profils jugés les plus à risque, notamment en excluant toute possibilité de contact avec l'Allemagne de l'Ouest.

L'école de Leipzig avait en effet été concernée avant la construction du Mur par plusieurs cas de fuites vers l'Ouest, touchant à la fois étudiants et personnels[80]. Le cas de Gerhard Kirsten a particulièrement attiré l'attention. Directeur de l'institut pour la théorie de l'éducation physique (*Institut für die Theorie der Körperkultur*), ses projets de

80. Direktorat für Kader und Qualifizierung. « Republikflucht ». UAL DHfK VWA 4351. (1956-1970) ; Büro des Rektors. « Republikflucht ». UAL DHfK VWA R41-01. (1951-1961).

défection furent découverts par les instances centrales et il fut condamné en 1958 à deux ans de prison pour avoir divulgué à des homologues de Berlin-Ouest des renseignements sur les activités de la DHfK en guise de préparation à son passage en RFA[81]. D'après les archives consultées, les cas de fuites vers l'Ouest de personnels ou d'étudiants de la DHfK semblent avoir été rares par la suite – tout du moins jusqu'à la crise finale de 1989 – et ne pas concerner de personnes haut placées dans la hiérarchie de l'école. Si les archives de l'Université de Leipzig ne font pas état de désertion après 1974, et si les archives fédérales concernant la DHfK ne traitent pas de ce sujet, quelques documents externes évoquent des cas de fuites entre 1970 et 1988. Cela concerne en premier lieu Günther Karisch, médecin à la DHfK, qui aurait profité d'un voyage en Autriche en 1977 pour se soustraire à l'attention des encadrants[82]. Une étude systématique des archives de la BStU pourrait permettre d'établir une liste plus complète.

L'absence d'incident ne signifiait toutefois pas l'absence de mesures pour les empêcher. Une attention toute particulière fut accordée à l'entourage des étudiants et futurs entraîneurs. Lors de la phase d'orientation, les étudiants devaient en effet déclarer aux officiels de la DTSB tout « contact avec l'Ouest » – membres de la famille, même éloignée ou amis résidents en RFA – et s'engager, si ce n'était déjà fait, à rompre définitivement ces contacts[83]. Les renseignements étaient ensuite vérifiés de près par les instances centrales, et tout profil suspect était alors exfiltré du sport de haut-niveau. Cette procédure était censée rendre impossible le recrutement d'éléments jugés peu fiables comme entraîneurs au sein de la DTSB ou de la GST. Les étudiants refusant de rompre les contacts, n'ayant pas déclaré certaines relations ou considérés comme trop à risque, étaient alors dirigés vers le métier de *Kreissportlehrer*, c'est-à-dire vers un travail administratif[84]. La sélection était particulièrement sévère et même des contacts apparemment insignifiants pouvaient conduire à une exfiltration. On pourra citer deux exemples : tout d'abord, celui d'un étudiant dont la mère retraitée d'un étudiant écrivait fréquemment à Berlin-Ouest[85], et celui d'un autre étudiant dont le père s'étant enfui vingt-cinq ans auparavant, abandonnant femme et enfants[86]. Dans les deux cas, le chemin vers le haut-niveau avait été fermé par les instances dirigeantes. On notera toutefois que les officiels de la DHfK regrettent souvent que les étudiants ne prennent pas suffisamment au sérieux cette politique et la nécessité de séparation avec l'Ouest capitaliste. La direction de la DHfK marque ainsi

81. « Wie die Abwerbung der DDR-Sportler organisiert wird ». In : *Neues Deutschland* 13.237 (2. 10. 1958), p. 6 ; « Kirsten und Richter verurteilt ». In : *Neues Deutschland* 13.245 (11. 10. 1958), p. 8.

82. *« Information Nr. 559/77 über das ungesetzliche Verlassen der DDR durch den Oberarzt an der DHfK Leipzig, Dr. Karisch »* (18.8.1977), notice BStU, MfS, ZAIG 2771, Bl. 1-4, cité d'après : *Page Internet de DDR im Blick der Stasi*. URL : http://www.ddr-im-blick.de/ (visité le 17. 8. 2019)

83. *« Berichtseinschätzung zur Absolventenlenkung an der DHfK des Jahrganges 1973/77 »*(12.8.1976). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1679 », *op. cit.*

84. *« Bericht über die Einsatzgespräche mit den Absolventen der DHfK 1979 »* (31.5.1978). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.*

85. *« Einsatzlenkung und Absolventenberufung für das Studienjahr 1977/81 »* (10.10.1980). In : *ibid.*

86. *« Fall von Klaus Reichert »* (28.11.1973). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3233 », *op. cit.*

son orthodoxie face à des étudiants ne comprenant pas réellement l'intérêt d'une politique aussi stricte[87].

Ces conditions étaient également imposées aux personnels de l'école, qui devaient aussi faire état de leurs parents vivant à l'Ouest[88]. En outre, pour éviter un éventuel rapprochement entre les enseignants de Leipzig et leurs homologues de la République Fédérale, consigne fut donnée à la direction de la DHfK de refuser toute demande de contact ou de collaboration directe avec l'Ouest[89], et en particulier avec la DSHS de Cologne[90], ce qui fut respecté, tout du moins jusqu'à la toute fin des années 1980.

On note donc une volonté de sécuriser l'école en rompant tout contact officiel avec la RFA et en écartant les profils les plus dangereux des postes en lien avec le haut-niveau.

4.2.1.2 La préservation des secrets d'État

Le culte du secret présent dans le sport de haut-niveau d'Allemagne de l'Est s'est également vu dans le quotidien de l'école, avec une hiérarchisation très stricte dans l'accès aux « secrets d'État[91] », une expression utilisée par la DHfK et le StKS eux-mêmes. Cette hiérarchisation a été imposée à l'école au milieu des années 1970. La définition des « secrets d'État » était toutefois extrêmement large et recouvrait en réalité toutes les publication scientifiques des chercheurs de l'école, ainsi que les documents sur son fonctionnement interne : compte-rendus de réunions, rapports faits pour les instances centrales de Berlin ou bien reçus de ces dernières.

La protection des informations au sein de la DHfK s'est vue considérablement renforcée avec l'adoption des nouveaux statuts et l'entrée en vigueur des nouveaux programmes d'enseignement en 1974. Ces nouvelles procédures n'ont toutefois pas été du fait Leipzig, mais davantage imposées par le StKS, qui en 1976, à la suite de la fuite d'Alois Maler, a drastiquement renforcé les mesures de sécurité, et a imposé à toutes les organisations sous sa tutelle de beaucoup mieux protéger leurs informations sensibles[92]. La DHfK s'est exécutée via le « règlement sur la protection des secrets d'État à la DHfK », entré en vigueur en avril 1976 et qui le restera jusqu'à la chute du Mur[93].

À partir de cette date, on assiste à une fragmentation extrême de l'accès à la connaissance et au mode de fonctionnement du sport de haut-niveau en Allemagne de l'Est. Un

87. *« Bericht zur Einsatzlenkung der Absolventen 1984 »* (06.07.1983). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.*

88. *« Einstellung vom Genossen Gregor Herrmann an der DHfK »* (1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Dienstberatung des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport ». BArch DR 5/2838. 9-12/1989.

89. Nous étudierons en détails la politique de collaboration scientifique internationale de l'école dans le chapitre suivant (p. 209).

90. *« Information über Kontakte zwischen der Deutschen Hochschule für Körperkultur und der Deutsche Sporthochschule Köln »* (30.10.1987). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Information an das Büro Egon Krenz ». BArch DY 30/4966. 1987.

91. *« Ordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen an der DHfK »* (10.04.1976). In : Büro des Rektors. « Geheimnisschutz ». UAL DHfK VWA 4376. (1974-1989), p. 141.

92. Wiese, « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR », *op. cit.*, p. 166-167.

93. *« Ordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen an der DHfK »* (10.04.1976). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4376 », *op. cit.*, p. 141-148.

nombre considérable de documents sont désormais classés VVS, voire Documents classés secrets – *Geheime Verschlusssachen* (GVS), deux des plus hauts niveaux de classification en vigueur en RDA[94]. Étaient concernés par ce classement :

- les « conceptions générales portant sur l'évolution de l'école », qui décrivaient les structures, l'objet du travail de l'école, ou son rapport au sport de haut-niveau ;
- les documents portant sur la politique de protection des informations – procédures de classification des informations, liste des documents concernés, listes et méthodes de désignation des personnes habilitées –
- ainsi que l'ensemble des travaux de recherche portant sur le sport de haut-niveau, peu importe leurs formes (articles, thèses, mémoires, etc.)[95].

Ainsi la quasi totalité des informations concernant la structure de l'école et les travaux de recherche de ses membres était-elle concernée et soumise à d'importantes restrictions : les documents devaient en effet, d'après le règlement d'avril 1976, être conservés au coffre-fort, leur utilisation était réservée à un personnel limité et formé aux risques. Leur consultation était consignée dans un registre et ne pouvait se faire que sur place[96].

En effet, seuls les « porteurs de secrets » (*Geheimnisträger*) avaient l'autorisation de consulter ces données. Il pouvait s'agir de personnes directement habilitées d'après leurs fonctions – recteur, vices-recteurs et leurs secrétaires, ainsi que les directeurs des différentes composantes de l'école (instituts ou sections). Le recteur, le premier vice-recteur ou par le vice-recteur à l'éducation et à la formation pouvaient également autoriser ponctuellement certaines personnes à consulter des documents classifiés, principalement pour motifs de recherche. Pour les documents GVS, la procédure était encore plus stricte, car seuls le recteur et les vice-recteurs étaient habilités d'office et la demande de dérogation ne pouvait s'effectuer qu'auprès du recteur, voire du secrétaire d'État pour la culture physique et le sport à Berlin[97]. Ainsi, selon l'inventaire réalisé en 1986, sur les plus de mille employés de la DHfK, seuls soixante-neuf étaient considérés comme « porteurs de secrets », et parmi eux, uniquement six étaient habilités pour les informations classées GVS[98]. Ce statut de « porteur de secrets » entraînait pour ceux qui le détenaient d'importantes contraintes : discussions semestrielles avec le recteur pour faire le point sur l'étendue des secrets détenus par chacun et pour rappeler les obligations envers l'État, nécessité de déclarer tout contact avec un ressortissant de l'étranger non-socialiste, même

94. Il existait en RDA cinq principaux niveaux de classification des documents, soit dans l'ordre croissant de confidentialité : « documents de service » (*Nur für den Dienstgebrauch* – NfD), « documents de service confidentiels », (*Vertrauliche Dienstsachen* – VD), « documents classés confidentiels » (*Vertrauliche Verschlusssachen* – VVS), « documents classés secrets » (*Geheime Verschlusssachen* – GVS), et enfin « documents classés secret défense » (*Geheime Kommandosachen* – GKos) ; (*cf.* Wilhelm Bleek et Lothar Mertens. *DDR-Dissertationen : Promotionspraxis und Geheimhaltung von Doktorarbeiten im SED-Staat*. Berlin : Springer-Verlag, 1994, p. 94-97).

95. *« Nomenklatur für Staatsgeheimnisse der DHfK »* (déc. 1987). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4376 », *op. cit.*

96. *« Ordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen an der DHfK »* (10.4.1976), p. 4-8. In : *ibid.*

97. *« Nomenklatur für Staatsgeheimnisse der DHfK »* (déc. 1987). In : *ibid.*

98. *« Inventurbericht zum Stand der Durchsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" an der DHfK über den Berichtszeitraum von 1985/86 »*. In : *ibid.*

involontaire (rencontre dans un congrès, échange épistolaire, etc.) ainsi que de rapporter toute information secrète dont ils auraient eu connaissance mais ne faisant pas partie du champ de l'autorisation qu'ils possédaient[99].

La masse des informations couvertes par cette mise au secret est des plus impressionnantes, puisqu'en 1985, 19 530 documents étaient classés VVS ou GVS, dont l'ensemble des numéros de la revue *Theorie und Praxis des Leistungssports*, 1 036 mémoires de fin d'études et 239 thèses réalisés par les étudiants de la DHfK[100].

Le but de cette politique était donc d'une part de sécuriser les connaissances produites par et concernant la DHfK en ne confiant qu'à des personnes de confiance les informations les plus sensibles, la sélection des personnes habilitées se faisant certes sur des critères scientifiques, mais avant tout de fiabilité politique et idéologique[101]. D'autre part, cela servait à fragmenter l'accès la connaissance afin d'éviter qu'une personne ne détienne trop de pouvoir et que son éventuelle défection entraîne trop de révélations sur le système de l'Allemagne de l'Est. Cette pression faite sur les membres de l'école pour conserver les secrets de fabrication des champions s'est accentuée clairement au début des années 1970, de l'aveu même des membres de l'école[102], et s'est poursuivie tout au long des années 1980, avec des consignes données par le StKS pour réduire le nombre de consultations des documents confidentiels, celui-ci étant jugé trop important[103]. On notera toutefois la satisfaction générale de la direction de l'école et du StKS quant au respect des consignes données et de la bonne étanchéité du système de protection des informations et des données[104].

4.2.1.3 Les conséquences sur la recherche au sein de la DHfK

La sécurisation à outrance des informations au sein de la DHfK a toutefois eu d'importantes conséquences sur le travail quotidien des chercheurs de l'école et sur leur production scientifique. La recherche au sein de l'établissement s'est, comme nous l'avons vu, déroulée sous le sceau du secret et la quasi totalité des résultats a été classée GVS ou VVS. Leur consultation a donc été réservée à un cercle très fermé. Cette politique mise en place à la DHfK a été beaucoup plus stricte que dans les autres établissements universitaires du pays, car s'il était d'usage courant que les travaux de recherche – et en particulier les thèses de doctorat – en RDA ne soient pas accessibles au grand public, les précautions autour de ces documents étaient considérablement plus faibles. Dans leur étude de 1994, Wilhelm Bleek et Lothar Mertens ont ainsi analysé le traitement réservé à

99. *« Ordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen an der DHfK »* (10.4.1976), p. 4 et 8. In : *ibid.*

100. *« Inventurbericht zum Stand der Durchsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" an der DHfK über den Berichtszeitraum von 1984/85 »*. In : *ibid.*

101. *« Stand der Umsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" »* (20.8.1974). In : *ibid.*

102. *« Informationen. Zum Stand der Umsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" »*(20.9.1974). In : *ibid.*

103. *« Inventurbericht zum Stand der Durchsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" an der DHfK über den Berichtszeitraum von 1985/86 »*. In : *ibid.*

104. *« Inventurbericht zum Stand der Durchsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" an der DHfK »* (30.9.1979), in : *ibid.*

plus de 3 500 thèses rédigées dans l'ensemble du pays : 53 % d'entre elles furent classées Documents de service – *Nur für den Dienstgebrauch* (NfD), et 47 % Documents de service confidentiels – *Vertraliche Dienstsachen* (VD)[105], deux niveaux de classification qui imposaient certes des restrictions d'usage – stockage dans le magasin des bibliothèques, documents consultables uniquement par les personnels agréés – mais beaucoup moins importantes que les statuts VVS et GVS[106]. Même d'autres institutions travaillant dans les sciences du sport, mais non spécialisées dans les questions du haut-niveau, comme les instituts dédiés à ces questions au sein des universités du pays, pourtant déjà plus strictes que la moyenne avec 87 % de thèses classées VD, n'atteignaient pas le niveau de sécurisation mis en place à la DHfK[107]. Ces instituts traitaient principalement de thématiques concernant le sport en milieu scolaire et de sport pour tous, jugés moins sensibles et moins nécessaires de protéger.

En outre, des limitations similaires sont à signaler dans l'accès aux fonds de la bibliothèque de l'école. Proclamée par le ministère de la culture en 1973 « bibliothèque centrale de la RDA pour la culture physique et le sport » (*Zentralbibliothek für Körperkultur und Sport der DDR*)[108], elle disposait des prérogatives de dépôt légal des publications en sciences du sport du pays et comptait à la dissolution de l'école plus de 125 000 volumes dans ses rayons, ainsi que 400 abonnements à des revues. Ses collections provenaient à la fois de RDA et de l'étranger, principalement socialiste, URSS en tête, mais également des pays occidentaux[109]. La bibliothèque constituait donc le centre principal d'Allemagne de l'Est sur la documentation en sciences du sport. Cependant, ici aussi, si les connaissances présentes étaient riches et nombreuses, y accéder était aussi très difficile, car les ouvrages portant sur le sport de haut-niveau ou bien la littérature issue de l'étranger non-socialiste étaient là encore conservés dans les magasins et leur consultation était soumise à un processus d'autorisation strict[110].

La sécurisation à l'extrême des connaissances a certes été jugée positivement par la direction de l'école et les instances de tutelle, mais elle a en parallèle perturbé la production scientifique des chercheurs de l'école. Déjà limités dans le choix des problématiques à traiter, avec comme unique possibilité le développement des jeunes athlètes de haut-niveau, en raison de la redéfinition du profil de la DHfK, ils n'ont pu avoir que très difficilement accès aux matériaux qui leur auraient permis de maintenir à jour leurs niveaux de connaissances ou savoir ce qui se faisait à l'étranger. Ces reproches ont d'ailleurs fait surface après la chute du Mur lors des tentatives de réformes internes. Les chercheurs ont alors souligné que la qualité de leurs travaux était nettement inférieure aux standards internationaux et à celle d'autres institutions comme le FKS.

105. Bleek et Mertens, *DDR-Dissertationen*, *op. cit.*, p. 136.

106. *Ibid.*, p. 96.

107. Seul le FKS, lui aussi soumis directement au StKS devait suivre une politique similaire.

108. Gisela Fiedler. « Die Entwicklung der Hochschulbibliothek ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 88-96, p. 93.

109. *Ibid.*, p. 95.

110. *« Vorlage für die Dienstbesprechung des Staatssekretärs »* (17.1.1989), p. 31. In : « Grundsatzdokumente 1989-1990 ». UAL DHfK VWA 4033. (1989-1990).

Pour eux, la DHfK « possède une haut reconnaissance internationale, mais nous ne devons pas oublier qu'elle était et est toujours due avant tout aux performances de nos diplômés et des sportifs de la RDA et que nous devrions nous abstenir de l'identifier à nos propres capacités scientifiques[111] ». Les nouveaux responsables de l'école pointent du doigt l'absence de nouvelles connaissances produites et susceptibles de faire avancer leurs disciplines, et ce en raison des trop grandes contraintes imposées en matière de sécurisation des informations[112]. Ainsi, si les enseignant de la DHfK ont contribué à la publication de très nombreux articles dans les revues *Theorie und Praxis der Körperkultur* ou *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK*, les réelles contributions à la production de connaissances nouvelles ont été assez faibles, comme le soulignant déjà Grit Hartmann en 1997[113].

L'école de Leipzig a donc vu les mesures concernant la sécurisation des informations autour du sport de haut-niveau être considérablement augmentées au début des années 1970, à tel point qu'elles sont devenues de véritables « secrets d'État ». La création d'une frontière aussi hermétique avec l'étranger et la fragmentation maximale de l'accès aux informations sensibles ont été les deux principaux ressorts de cette stratégie, visant à éviter toute fuite vers des personnes non concernées.

4.2.2 Une ouverture de façade

Contrairement aux autres organisations en charge du sport de haut-niveau dans le pays, SMD, FKS, KJS, qui ont quasiment disparu du discours médiatique et de l'espace public[114], la DHfK a, elle, bénéficié d'une publicité importante autour de ses activités et est devenue le porte-étendard des sciences du sport est-allemandes dans l'opinion publique nationale et internationale. Cela a été possible grâce à l'exfiltration hors de l'école des domaines les plus sensibles (entraînement de très haut-niveau, recherche en médecine du sport et sur le dopage). La DHfK servait donc dans le schéma des institutions du sport est-allemand non seulement à dépeindre une image positive du système sportif de RDA, mais également à dissimuler derrière un écran les activités des organisations plus secrètes.

4.2.2.1 La « marque » DHfK dans l'espace public

Durant les années 1970 et 1980, la DHfK a été le véritable visage des sciences du sport de la RDA et a joui d'une image de marque, tant au sein de la RDA que dans le monde entier. Ainsi, pour le 35^{e} anniversaire de la fondation de l'école en 1985, tous

111. *« Wir besitzen eine hohe internationale Anerkennung, sollten jedoch nicht vergessen, daß diese vor allem durch die Leistungen unserer Absolventen und der Sportler der DDR bestimmt wurde und wird, und sollten uns daher hüten, dies mit der eigenen wissenschaftlichen Leistungsfähigkeit gleichzusetzen »* ; cité d'après : *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit an der DHfK »* (28.11.1989). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

112. *Ibid.*, p. 20.

113. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 151.

114. Wiese, « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR », *op. cit.*, p. 161.

les responsables du monde politique et sportif, que ce soit Erich Honecker[115], Manfred Ewald[116], ou bien le ministre de l'éducation supérieur Hans-Joachim Böhme[117], ont souligné que l'établissement était parvenu à devenir une référence « reconnue nationalement et internationalement » dans les sciences du sport. Cette bonne réputation était liée d'une part aux performances sportives des athlètes et des entraîneurs formés à la DHfK, mais également au traitement médiatique dont l'école bénéficiait. En effet, cette dernière pouvait compter sur une couverture médiatique importante, assurant sa place dans l'opinion publique.

Les revues *Theorie und Praxis der Körperkultur* et *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* étaient deux revues avec d'importants tirages et les articles qui y étaient publiés par les enseignants et chercheurs de l'école, se retrouvaient dans les bibliothèques de nombreuses institutions à travers le monde, y compris dans les pays capitalistes. Les articles ne traitaient certes jamais des résultats des recherches en cours ni des détails de la politique sportive en vigueur au sein de la RDA ou de l'école et le ton employé était toujours clairement propagandiste, mais de nombreuses contributions permettaient d'avoir une vision assez complète et précise de la vie quotidienne de l'école et de ses activités : des relations internationales[118], du fonctionnement des études à distance[119] ou de la bibliothèque de l'école[120], de l'accueil d'étudiants étrangers[121], voire de l'orientation politique de certaines disciplines[122] pour ne citer que quelques exemples. Via ces revues spécialisées, la DHfK s'assurait donc une présence, bien que mise en scène, chez les spécialistes en sciences du sport du monde entier. Le même constat, mais pour un public différent, est à faire avec *DHfK-international*, destinée aux anciens étudiants internationaux de l'école.

Cette empreinte médiatique n'est pas seulement visible dans la presse spécialisée, mais également dans la presse quotidienne destinée au grand public, que ce soit en RDA ou l'étranger. En 1975, une délégation de la DSB accompagnée de journalistes de l'Ouest fut par exemple autorisée à visiter, sous escorte, la DHfK et d'autres organismes de la ville, comme la KJS locale, ce qui conduisit à un grand reportage en quatre parties, publié dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en octobre[123]. On y découvre entre autres les

115. *« Brief Erich Honeckers an die DHfK zum Anlass des 35. Jahrestages der DHfK »* (26.10.1985), in : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

116. *« Adresse des Präsidenten des DTSB Manfred Ewald zum Anlass des 35. Jahrestages ; »* in : *ibid.*

117. *« Adresse des Ministers für Hoch- und Fachschulwesen »* (22.10.1985), in : *ibid.*

118. Fritz Jahn. « Zu den internationalen Beziehungen der DHfK ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 29.1 (1988), p. 109-114.

119. Henker et Ittner, « 35 Jahre Fernstudium an der DHfK – Erfordernis und Ergebnis erfolgreicher Bildungspolitik », *op. cit.*

120. Helmut Schulze. « Der Beitrag der Zentralbibliothek für Körperkultur und Sport der DDR an der DHfK zur Entwicklung von Sportwissenschaft und Sportpraxis ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 21.2 (2/1980), p. 117-121.

121. Lothar Kalb. « Die Aus- und Weiterbildung von Sportkadern aus den Entwicklungsländern an der DHfK ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 26.7 (7/1977), p. 487-492.

122. Edgar Weidner et Heinz Meurer. « Zur Entwicklung des marxistisch-leninistischen Grundlagenstudiums an der DHfK ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 21.2 (2/1980), p. 21-32.

123. Stefan Haffner. « DHfK Leipzig 25 Jahre alt : Wegbereiter vieler Sportsiege ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 27.245 (22. 10. 1975), p. 22 ; Stefan Haffner. « Kinder- und Jugendsportschule : Das Gehemnis ist das Motiv ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 27.248 (25. 10. 1975), p. 19 ; Stefan Haff-

conditions d'enseignement des étudiants ou les activités des chercheurs en biomécanique. La DHfK y est décrite comme « bénéficiant partout d'une réputation éblouissante. Ses scientifiques et athlètes font figure de préparateurs décisifs dans le triomphe du sport est-allemand[124]. » Même si le processus d'accréditation était extrêmement strict, de nombreux journalistes et scientifiques occidentaux ont pu visiter le campus de la DHfK[125] et ont ensuite publié compte-rendus, articles et reportage sur l'école et son fonctionnement. On pourra citer, pour la France, l'article paru dans *Le Monde* en 1971, intitulé « Un témoignage sur l'éducation physique et sportive en RDA[126] » ou la visite de Claude Hurtebize en 1980[127], venu récolter des données pour son mémoire de fin d'études portant sur la comparaison de la formation des cadres du mouvement sportif entre la France et la RDA[128].

La DHfK était également très présente dans les médias est-allemands. Une recherche sur le portail ZEFYS de la Bibliothèque d'État de Berlin laisse en effet apparaître plusieurs centaines d'occurrences de l'école dans *Neues Deutschland*, la *Berliner Zeitung* ou la *Neue Zeit* entre 1970 et 1990[129]. Ces articles dépeignent de manière souvent détaillée le quotidien de la vie de l'école et des principaux événements qui s'y déroulent : cérémonies pour les anniversaires de la fondation de l'école[130], ouverture et clôture de l'année universitaire[131], accueil de nouvelles promotions d'étudiants étrangers[132], visites de personnalités étrangères sur le campus[133] ou bien encore événements marquants dans

NER. « Elite-Sportklubs wie der SC Dynamo Berlin : Sehr gute Arbeit mit 60 hauptamtlichen Trainern ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 27.250 (28. 10. 1975), p. 18 ; Stefan HAFFNER. « Durchorganisiert bis in die kleinste Zelle : Die Betriebssportgemeinschaften bilden die Basis ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 27.254 (1. 11. 1975), p. 17.

124. *« Die Schule genießt überall einen glänzenden Ruf. Ihre Wissenschaftler und Trainer gelten als die entscheidenden Wegbereiter für den Triumpf des DDR-Sports ».* In : HAFFNER, « DHfK Leipzig 25 Jahre alt : Wegbereiter vieler Sportsiege », *op. cit.*

125. BÜRO DES REKTORS. « Besuch ausländischer Journalisten ». UAL DHfK VWA 4114. (1978-1979).

126. Yvon ADAM. « Un témoignage sur l'éducation physique et sportive en RDA ». In : *Le Monde* (25. 11. 1971).

127. STAATSSEKRETARIAT FÜR KÖRPERKULTUR UND SPORT. « Aufenthalt des Franzosen Claude Hurtebize an der DHfK zu Studienzwecken für eine Doktorarbeit ». BArch DR 5/1585. 1981.

128. Claude HURTEBIZE. « La formation des cadres pour le sport et pour l'éducation physique : étude comparée entre la France et la République Démocratique Allemande ». Mémoire de fin d'études. Paris : Institut national du sport, de l'expertise et de la performance, 1981.

129. Une recherche des mots-clés « DHfK -SC » – afin d'exclure les articles ne portant que sur le club du *SC DHfK Leipzig* – donne 630 résultats pour *Neues Deutschland*, 553 pour la *Berliner Zeitung* et 265 pour la *Neue Zeit cf.* : *Portail ZEFYS de la* Staatsbibliothek zu Berlin, *op. cit.*
Une telle recherche dans les bases de données du *Deutsches Sport-Echo* et du journal de Leipzig, le *Leipziger Volkszeitung* aurait également été intéressante, mais ces deux titres n'ont – à notre connaissance – pas été numérisés.
De même, il n'existe – toujours à notre connaissance – pas de catalogue systématisé de la *Deutsches Rundfunkarchiv* de Potsdam-Babelsberg, qui aurait permis une analyse plus détaillée de la représentation de la DHfK via la radio et la télévision.

130. « Aller Sportler Jubiläum : Zwanzig Jahre DHfK ». In : *Neues Deutschland* 25.288 (18. 10. 1970), p. 7 ; « DHfK festigte den Ruf der DDR als leistungsbestimmende Sportnation ». In : *Neues Deutschland* 40.252 (28. 10. 1985), p. 1-2.

131. « DHfK Absolventen verabschiedet ». In : *Neues Deutschland* 38.180 (2. 8. 1983), p. 1 ; « 381 Studenten an der DHfK immatrikuliert ». In : *Neues Deutschland* 41.210 (5. 9. 1986), p. 7.

132. « Internationaler Trainerkurs eröffnet ». In : *Neues Deutschland* 27.103 (14. 4. 1972), p. 5.

133. « Mitglieder des IOC besuchten die DHfK ». In : *Neues Deutschland* 32.180 (1. 8. 1977), p. 4.

la structuration de l'école[134]. Si ces coupures de presse sont bien évidemment contrôlées dans leur contenu et ne laissent transparaître aucune information sensible, elles tracent les contours de l'activité de l'école de Leipzig, permettent d'assurer sa présence dans le quotidien des foyers de la RDA et la mettent en avant comme la figure de proue des sciences du sport du pays. Ces informations sont d'ailleurs relayées vers l'étranger via l'agence de presse officielle ADN.

La présence de la DHfK dans le paysage médiatique d'Allemagne de l'Est est également assurée par des événements qui ne sont pas directement reliés au fonctionnement de l'école. Les résultats obtenus par les sportifs du *SC DHfK Leipzig*, grand pourvoyeur de médailles mondiales et olympiques, contribuent à diffuser le nom de l'école par des articles publiés lors des grands championnats ou des interviews avec les médaillés[135]. Même si celui-ci était une entité indépendante de l'école, le nom de la DHfK revient ainsi de manière continue dans la sphère publique et assure sa renommée, à la fois en RDA mais également à l'étranger. On notera enfin l'implantation de l'école dans le paysage de la ville de Leipzig à travers le carnaval des étudiants de la ville, dont la partie organisée par les étudiants en sciences du sport portait officiellement le nom de *DHfK-Fasching*[136], un nom toujours en usage de nos jours malgré la disparition de l'école[137].

La DHfK a donc bénéficié d'une importante exposition médiatique, à la fois en direction des publics spécialisés dans les sciences du sport, mais également de l'opinion publique dans un sens beaucoup plus large. La DHfK s'est donc imposée comme une « marque » mise en avant par le régime, comme le porte-étendard des sciences du sport du pays.

4.2.2.2 Un écran pour les autres instances ?

Cette médiatisation des activités de l'école reste cependant une exception dans le paysage du sport de haut-niveau de RDA, où le reste des institutions étaient, elles, tenues au silence le plus complet et avaient entièrement disparu de la sphère publique.

Ce phénomène est particulièrement visible si on compare le traitement médiatique réservé à la DHfK avec celui du FKS, l'institut avec qui elle partageaient ses locaux. Si plusieurs centaines d'articles sont parus dans la presse pour rendre compte de la vie quotidienne de l'école, le FKS a, lui, été beaucoup plus discret, et n'a été évoqué que très rarement durant les deux décennies de son existence[138]. Le nom de l'institut n'apparaît que de rares fois dans les médias, et c'est principalement via des listes de personnes y

134. « 65.000 DDR-Sportbände an Leipziger DHfK ». In : *Berliner Zeitung* 29.237 (28. 8. 1973), p. 7 ; « Hochschulzusatzstudium an der Leipziger DHfK ». In : *Neues Deutschland* 40.238 (11. 10. 1985), p. 8.

135. Pour donner quelques exemples : « Im Jahn-Sportpark zwei Weltrekorde eingestellt ». In : *Neues Deutschland* 29.234 (25. 8. 1974), p. 7 ; « Einzigartiger Erfolg der DDR-Ruderer bei der WM ». In : *Neues Deutschland* 29.249 (9. 9. 1974), p. 8 ; « 20mal Gold für DDR am Olympia-Wochenende ». In : *Berliner Zeitung* 36.176 (28. 7. 1980), p. 1.

136. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 154.

137. *Site Internet du carnaval des étudiants en sciences du sport de Leipzig.* URL : http://www.dhfk-fasching.de/hauptmenue_dhfk.html (visité le 16. 8. 2019).

138. La recherche effectuée plus tôt pour la DHfK sur le portail ZEFYS ne donne que vingt résultats pour *Neues Deutschland*, quatorze pour la *Berliner Zeitung* et huit pour *Neue Zeit* en entrant le mot-clé FKS.

travaillant et ayant reçu une distinction officielle[139], ou bien par des annonces qu'un de ses employés, souvent un ancien athlète de haut-niveau, a contribué à un colloque ou une manifestation scientifique importante[140]. Mais, rien ne permet à travers ces traces de déterminer quelles sont les activités de l'institution, son mode de fonctionnement ou son quotidien. De même, lors de la visite de le délégation de la DSB et des journalistes ouest-allemands à Leipzig en 1975, il n'a pas été possible de visiter le FKS ou de parler avec ses employés. Quand les journalistes ont posé des questions concernant le « laboratoire secret de la DHfK », les hôtes ont rejeté les accusations et n'ont parlé que de simples salles réservées à la physique et à la chimie[141].

Le nom des principales figures de l'institut, comme le directeur Hans Schuster ou le vice-directeur Alfons Lehnert, disparaissent aussi quasi intégralement après la fondation de l'institut. Si plusieurs articles les concernant ont été publiés lors qu'ils étaient respectivement vice président du Stako ou recteur de la DHfK d'une part[142] et enseignant à la DHfK[143] de l'autre, il n'est plus fait mention d'eux dans la presse grand public après leur nouvelle prise de fonctions. Les rares articles qu'ils signent dans les revues spécialisées portent davantage sur des questions très théoriques des sciences du sport que sur le fonctionnement et l'histoire de l'institution pour laquelle ils travaillent[144]. Ainsi, les recherches sur les méthodes d'entraînement des athlètes de pointe, de la biomécanique et des substances dopantes pouvaient être gardées à l'abri du grand public[145]. L'article de René Wiese souligne en outre que le même phénomène de disparition du discours public s'est produit avec d'autres institutions du sport est-allemand, notamment les KJS et le laboratoire de Kreischa[146].

4.2.3 La Stasi et la DHfK

Capitale sportive de l'Allemagne de l'Est, la ville de Leipzig s'est trouvée au cœur du déjà très dense réseau d'espionnage mené par le MfS pour surveiller les « diplomates en survêtement » et les institutions autour desquelles ils gravitaient. D'après Giselher Spitzer, 340 collaborateurs officieux ont été actifs dans le domaine du sport depuis la

139. Par exemple : « Verdienste gewürdigt ». In : *Neue Zeit* 26.222 (19. 9. 1970), p. 2 ; « Hohe staatliche Auszeichnungen verliehen ». In : *Neues Deutschland* 35.198 (22. 8. 1980), p. 4.

140. Par exemple : « Mitglieder des Komitees für den Weltkongreß der Frauen in der DDR ». In : *Neues Deutschland* 30.14 (16. 1. 1975), p. 2 ; « Olympiasiegerin nun bald Frau Dr. » In : *Berliner Zeitung* 31.212 (6. 9. 1975), p. 7.

141. Haffner, « DHfK Leipzig 25 Jahre alt : Wegbereiter vieler Sportsiege », *op. cit.*

142. « Dr. Schuster übernimmt Leitung ». In : *Berliner Zeitung* 13.70 (23. 3. 1957), p. 4 ; « Sportwissenschaftler geehrt ». In : *Berliner Zeitung* 19.181 (5. 7. 1963), p. 8.

143. « Bonner Störenfriede raus den Sportarenen ! » In : *Neues Deutschland* 21.287 (18. 10. 1966), p. 8 ; « Ehrungen für Olympiakämpfer ». In : *Berliner Zeitung* 24.310 (9. 11. 1968), p. 7.

144. Alfons Lehnert. « Zu einigen untersuchungsmethodischen Problemen der Sportforschung ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 29.12 (12/1980), p. 905-906 ; Alfons Lehnert. « Einige Erfahrungen bei der Leitung und Organisation interdisziplinärer Forschung der Sportwissenschaft ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 37.3 (3/1988), p. 149-155 ; Alfons Lehnert. « Zwischenbilanz der Diskussion zum Gegenstand der Theorie und Methodik des Trainings ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 38.4 (4/1989), p. 251-258.

145. Herbst, Ranke et Winkler, *So funktionierte die DDR II*, *op. cit.*, p. 201-202.

146. Wiese, « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR », *op. cit.*, p. 156.

fondation de la Stasi afin de surveiller les institutions leipzigeoises. À la chute du Mur, 141 d'entre eux étaient encore en activité[147], soit la plus haute concentration du pays. La ville possédait en effet de nombreux points sensibles pour la surveillance : trois clubs de haut-niveau – le *SC Leipzig*, le *SC DHfK* et le club de football du *1. FC Lokomotive Leipzig* –, la DHfK, le FKS, ainsi que deux plus petites instances, le WTZ et le Centre technique pour les agrès et les installations – *Technisches Zentrum für Geräte und Anlagen* (TZGA), en charge du développement des agrès et des matériels techniques.

La DHfK, en tant que lieu de formation des entraîneurs du pays et interface des sciences du sport avec l'opinion publique nationale et étrangère, a elle aussi été concernée par ce mouvement de surveillance[148].

Dans son étude sur le cas particulier de Leipzig, Giselher Spitzer s'est concentré sur le parcours de 172 IM parmi les 340 en activité dans dans la ville et chargés du sport. 41 d'entre eux étaient reliés à la DHfK, en tant qu'étudiants ou en tant que membres du personnel – enseignants, chercheurs ou administratifs. À ces personnes s'ajoutent quinze IM en poste au sein du *SC DHfK*[149]. Une tactique courante du recrutement du MfS était d'approcher de jeunes étudiants de la DHfK, soit au cours de leur première année, soit dès leur candidature à l'entrée, pour tenter de les recruter. La plupart des personnes acceptant de collaborer avec la Stasi à Leipzig restaient fidèles à l'institution – par conviction, par contrainte ou parce qu'ils étaient séduits par les avantages que pouvaient apporter une telle activité en termes de rétribution financière, de cadeaux en nature ou de facilités de promotions professionnelles[150] – et continuaient leur travail d'espionnage tout au long de leur carrière au sein des institutions de Leipzig, des clubs de la DTSB ou du StKS[151].

Parmi les activités demandées aux IM actifs à la DHfK, les principales semblent avoir été de se renseigner sur les éventuels contacts avec l'« étranger non-socialiste » des étudiants afin d'éviter qu'ils soient dépêchés par la suite dans les filières de haut-niveau, ainsi que de déceler les traces d'un manque de fidélité politique. Les archives de la Stasi font ainsi état de plusieurs promotions ou transferts dans d'autres institutions refusés

147. Spitzer, *Sicherungsvorgang Sport*, *op. cit.*, p. 195.

148. Les archives que nous avons pu consulter pour la réalisation du présent manuscrit ne contiennent que très peu d'informations sur la présence de la Stasi à l'intérieur de l'école. En raison de contraintes techniques et temporelles, nous n'avons pu consulter les fonds des archives du BStU (*Bundesbeauftragter für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik*), qui l'organisme en charge de la collecte et de la protection des matériaux d'archives de l'ancien MfS. Ceci aurait permis une étude plus exhaustive des liens entre l'école de Leipzig et les services de sécurité du pays.
Les prochaines pages se baseront sur les informations contenus dans les matériaux d'archives, auxquelles nous avons pu avoir accès, ainsi que sur les œuvres de littérature secondaire publiées sur la question : principalement aux travaux de Giselher Spitzer, notamment *Sicherungsvorgang Sport* (2005), ainsi que les travaux du britannique Mike Dennis, entre autres *Securing the Sports « Miracle »* (2012).

149. Giselher Spitzer. « IM Schattenreich. Inoffizielle Mitarbeiter im Spor : Fallstudie Leipzig ». In : Grit Hartmann. *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Sous la dir. de Grit Hartmann. Leipzig : Forum-Verlag, 1997, p. 188-204, p. 191.

150. Jens Gieseke. *The History of the Stasi. East Germany's Secret Police, 1945-1990*. New York : Berghahn, 2014, p. 84.

151. Spitzer, « IM Schattenreich », *op. cit.*, p. 193.

après qu'un ou plusieurs IM ont rédigé un rapport défavorable[152]. Certains IM allèrent également jusqu'à rapporter les détails les plus intimes sur leurs collègues et camarades – orientation sexuelle, partenaires, etc. – ou jusqu'à tendre des pièges pour tester la fidélité au régime d'éventuelles cibles ou de personnes dont ils voulaient voir la chute[153].

En analysant les données dont nous disposons, nous pouvons remarquer que la Stasi disposait d'un réseau dense d'informateurs dans l'ensemble de la hiérarchie de l'école, des simples étudiants jusqu'aux plus hautes sphères de la direction[154]. En effet, les noms de plusieurs figures haut placées dans la direction de l'école apparaissent dans la liste des collaborateurs officieux, comme celui de Reinhard Schreiter, vice-recteur pour le développement scientifique (*Prorektor für Wissenschaftsentwicklung*), puis par la suite directeur du *SC DHfK*[155], actif depuis 1967 sous le nom de code *« IMS Bretschneider »*, ou bien celui de Hans Scheumann, ancien coureur de fond[156], à la fin des années 1980, premier vice-recteur de l'école[157] et actif depuis 1979 sous le nom de *« FIM Georg*[158] *»*. Toutefois, il semblerait que ce réseau ait été moins dense à la DHfK que dans les autres instances du sport de haut-niveau en Allemagne de l'Est, principalement en comparaison avec le FKS, où dans certains départements, près de 40 % des employés étaient en contact avec la Stasi[159], avec une moyenne de 20 % sur l'établissement[160]. En outre, les informateurs de la DHfK semblent également avoir joué un rôle moins important dans le dispositif d'espionnage du milieu sportif que les représentants d'autres instances, à l'image de Hans Schuster, directeur du FKS, qui a renseigné la Stasi pendant des années sur les progrès des recherches sur les substances dopantes sous le nom de « GMS Hans »[161], ou de Manfred Höppner, aussi connu sous le pseudonyme d'« IMV Technik[162] », vice-président du SMD et qui a organisé, encouragé le système de dopage et intimidé ceux qui voulaient s'y soustraire[163]. Il fut qualifié d'« informateur le plus im-

152. *Ibid.*, p. 194.

153. *Ibid.*, p. 195.

154. *Ibid.*, p. 197-198.

155. « Verdiente Sportler geehrt ». In : *Berliner Zeitung* 31.26 (30. 1. 1975), p. 11 ; « Hohe staatliche Auszeichnungen verliehen », *op. cit.*

156. « Haase vor Scheumann ». In : *Neues Deutschland* 20.121 (3. 5. 1965), p. 4.

157. « FDGB-Sportkommission berief an der DHfK ». In : *Neues Deutschland* 43.273 (18. 11. 1988), p. 7.

158. Le MfS divisait les IM en de nombreuses catégories selon leur rang et leurs fonctions dans le dispositif d'espionnage.
L'IMS (*Inoffizieller Mitarbeiter zur Sicherung des Verantwortungsbereichs* – collaborateur officieux en charge d'un domaine de compétence) était l'échelon de base.
Les FIM (*Führungs-IM* – collaborateur officieux de direction) étaient en charge de la supervision d'un groupe d'IM travaillant dans le même domaine qu'eux. Pour la typologie complète : *cf.* : Gieseke, *The History of the Stasi*, *a. a. O.*, S. 81–82.

159. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*, p. 2562.

160. Dennis, *The Stasi*, *op. cit.*, p. 133.

161. *Gesellschaftlicher Mitarbeiter für Sicherheit* – collaborateur social pour la sécurité
Spitzer, « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings », *op. cit.*, p. 70.

162. *Inoffizieller Mitarbeiter, der unmittelbar an der Bearbeitung und Entlarvung im Verdacht der Feindtätigkeit stehenden Personen mitarbeitet* – collaborateur officieux qui travaille directement au traitement et à l'exposition des personnes soupçonnées d'activités hostiles.

163. Jutta Braun. « Die Stasi sagte : "Der Kopf muss weg !" » In : *Horch und Guck* 2 (2010), p. 38-43.

portant[164] » du système. Les considérations ci-dessus seraient cependant à systématiser avec une analyse plus complète des matériaux d'archives du BStU.

Comme pour le reste du sport de haut-niveau de RDA, la DHfK a dû, sous pression des instances berlinoises, mettre en place des mesures de sécurité renforcées au début des années 1970 pour protéger les « secrets d'État » qu'elle renfermait et pour éviter toute fuite d'information et de personnes. Ce cordon sanitaire a pris la forme d'une exfiltration systématique de toute personne, notamment chez les étudiants, jugée à risque, car en contact – même ténu – avec l'Occident. On remarque également un processus on ne peut plus rigide de censure et de mise au secret des informations vues comme sensibles et d'un maillage de l'école par les informateurs de la Stasi.

Ce culte du secret a eu d'importantes conséquences sur le quotidien de l'école avec, entre autres, une complication extrême et un appauvrissement notable de la qualité de la recherche scientifique au sein de l'école, ainsi qu'un mécontentement des étudiants écartés pour des motifs parfois insignifiants. Toutefois, la DHfK a bénéficié d'un statut hybride dans le système est-allemand : considérée comme l'interface entre l'opinion publique nationale et internationale et le monde du sport de haut-niveau, elle a échappé à la mise au secret absolu qui a frappé les autres institutions comme le FKS. Mise en scène dans les médias comme la vitrine des sciences du sport, elle a permis aux autres organisations s'occupant des questions les plus sensibles de pouvoir prospérer loin des regards de l'opinion publique, même si cela a signifié pour elle une impossibilité de traiter certains sujets qui auparavant entraient dans son périmètre de compétences.

4.3 Le dopage à la DHfK

Le corollaire de retirer le sport de haut-niveau de l'espace public a été le développement du système de dopage à grande échelle en RDA. Les liens de la DHfK avec l'utilisation massive de ces produits interdits forment un des sujets les plus controversés concernant l'héritage de l'institution. D'une part, nombre d'anciens étudiants et enseignants s'étant exprimés sur leur ancienne université rejettent catégoriquement ces accusations et réfutent tout lien entre la DHfK et le dopage. Le dernier recteur de l'école, élu démocratiquement après la chute du Mur, Helmut Kirchgässner soutenait par exemple en 2003 que « ce lien [était] irréaliste et faux. Il ne peut être fait que par ceux qui ne connaissent pas les différentes institutions de l'ancien système sportif de la RDA[165] », et que la DHfK était une « université normale ». Norbert Rogalski, dans son ouvrage autobiographique publié en 2012, est encore plus péremptoire :« La DHfK, durant la

164. Frank Bachner. « Ausgerechnet Chef-Doper Manfred Höppner war der wichtigste Informant der Kriminalpolizei ». In : *Der Tagesspiegel* (28. 4. 2000). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/ausgerechnet-chef-doper-manfred-hoeppner-war-der-wichtigste-informant-der-kriminalpolizei/138404.html (visité le 17. 8. 2019).

165. *« Diese Verbindung ist unrealistisch und falsch. Sie kann nur von jemandem hergestellt werden, der die unterschiedlichen Institutionen des ehemaligen Sportsystems der DDR nicht kennt »* ; cité d'après : Helmut Kirchgässner. « „Wir sind bereit mitzugestalten“ ». In : *Journal der Universität Leipzig* 5 (2003), p. 14-15, p. 15.

totalité de son existence, n'a jamais rien eu à voir ni avec la recherche sur le dopage, ni avec la pratique du dopage[166] ».

D'autres cependant, l'image restée dans l'opinion publique et défendue par certains auteurs ayant publié sur la question du dopage est tout autre. Ces derniers mettent en avant une institution comme « un haut-lieu des anabolisants[167] ». C'est le cas notamment de Brigitte Berendonk, elle-même ancienne lanceuse de disque et de poids en RDA, et dont le livre sur le dopage en Allemagne de l'Est a fait grand bruit lors de sa parution en 1992, qui qualifie l'école de Leipzig de « mère du dopage anabolisant en RDA[168] ». De même, Werner Franke, dans son rapport au *Bundestag* remis en 1994, souligne :

> Cette école, d'importance majeure pour l'ensemble du sport de haut-niveau de la RDA, a eu le rôle dominant dans la sécurisation des sciences du sport et la justification de l'utilisation de substances dopantes, ainsi que dans la recherche concernant leur utilisation, et ce jusqu'à la création, sur le même campus, du FKS[169].

Il semblerait cependant que ces prises de position soient surtout présentes dans la littérature publiée dans les années 1990, juste après la chute du Mur. Les ouvrages plus récents, principalement ceux de Giselher Spitzer, tendent à imputer davantage cette responsabilités à d'autres acteurs, et en particulier au triangle Ewald (DTSB), Höppner (SMD) et Lehnert (FKS). Le rôle de la DHfK n'est cependant pas explicitement défini dans les ouvrages de Spitzer[170].

Parmi les principaux points de discorde sur la question entre ces différentes positions figurent les liens qui existaient entre la DHfK et deux institutions qui ont été au cœur du système de dopage, le FKS, où on menait les recherches, et le *SC DHfK*, où on pratiquait le dopage. Ainsi, dans cette section, nous discuterons à la fois du rôle propre de l'école de Leipzig dans cette thématique et de ses liens avec les institutions susnommées.

4.3.1 La DHfK dans la recherche sur les substances dopantes

La césure des années 1970 est également visible dans les relations de l'école avec le dopage. Sa contribution active dans les premiers pas du développement de la recherche sur les stéroïdes anabolisants ne fait que peu de doutes, mais elle ne peut être considérée

166. *« Weder mit der Doping-Forschung, noch mit der Doping-Praxis im Training und Wettkampf hatte die DHfK während der gesamten Zeit ihrer Existenz etwas zu tun »* ; cité d'après ROGALSKI, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, chapitre : *« Wendezeit, Wartezeit, Abwicklung »*.

167. *« Eine Hochburg der Anabolika »* ; cité d'après : *"Die Deutsche Hochschule für Körperkultur", sur le site Internet de la MDR.* URL : https://www.mdr.de/zeitreise/stoebern/damals/artikel101700.html#anchor5 (visité le 19. 8. 2019).

168. *« Mutter des Anabolikadopings in der DDR »* ; cité d'après : Brigitte BERENDONK. *Doping. Von der Forschung zum Betrug.* Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1992, p. 96.

169. *« Diese Hochschule von großer Bedeutung für den gesamten DDR-Leistungssport spielte bis zur Gründung des auf demselben Campus gelegenen FKS die dominierende Rolle in der sportwissenschaftlichen Absicherung und Begründung des Dopingmittel-Einsatzes und der dazugehörigen praxisorientierten Anwendungsforschung »* ; cité d'après : FRANKE, « Funktion und Instrumentalisierung des Sports in der DDR », *op. cit.*, p. 933.

170. SPITZER, « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings », *op. cit.*, p. 71.

comme une institution réellement engagée dans le processus de dopage à grande échelle des années 1970 et 1980.

4.3.1.1 Le rôle avant la réforme de 1968

Durant ses deux premières décennies d'existence, il semble indiscutable que la DHfK a joué un rôle majeur dans les premiers pas des travaux sur le sujet, en particulier par l'intermédiaire de son centre de recherches (*Forschungsstelle der DHfK*), créé en 1965. Un nom se fait particulièrement remarquer, celui de Hans Schuster, vice-président du Stako de 1956 à 1960, puis directeur du centre de recherches de l'école jusqu'en 1969, à l'exception de deux ans – entre 1965 et 1967 – où il exerça les fonctions de recteur de la DHfK. Il devient, de sa création à sa mise en sommeil en 1990[171], le seul directeur qu'ait connu le FKS[172].

Plusieurs documents des années 1960, issus de son activité en tant qu'IM, tendent à montrer que Schuster a personnellement encouragé les recherches sur les stéroïdes et leur usage dans le monde du sport. Il a aussi encadré les premiers essais de ces substances via le centre de recherches de la DHfK. Ainsi, en 1964, il proposait déjà de :

> fonder une organisation officielle ou un comité en RDA, qui aurait pour mission apparente de lutter contre le dopage. Sous cette couverture, il serait alors possible de mener une recherche et un développement intensifs des substances qui nous sont nécessaires[173].

Ces propositions correspondent parfaitement aux futures missions du laboratoire de Kreischa. En outre, il a directement conseillé à Mielke l'emploi des anabolisants au sein de la *SV Dynamo*[174]. Schuster est ainsi considéré par les historiens ayant travaillé sur le dopage comme une figure centrale du programme est-allemand sur la question. Giselher Spitzer le qualifie de « fondateur du dopage par anabolisants[175] », tandis qu'Andreas Singler et Gerhard Treutlein le considèrent comme « s'étant chargé de la propagation du dopage par anabolisants en RDA[176] ».

171. Conformément à l'article 39 du traité d'unification de l'Allemagne, le FKS n'a pas complètement été dissous. Après une mise en sommeil de dix-huit mois, il a été reformé sous le nom d'Institut pour les sciences appliquées de l'entraînement – *Institut für Angewandte Trainingswissenschaft* (IAT) en 1992, mais avec simplement 120 employés au lieu des 620 de 1989. *cf.* « Das Ende und die neue "Ehe" ». In : *Neue Zeit* 46.151 (2. 7. 1990), p. 12 ; « Turbulenzen beim Neubeginn ». In : *Neue Zeit* 48.63 (14. 3. 1992), p. 15.

172. Müller-Enbergs, Wielgohs et Hoffmann, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.*

173. *« Eine offizielle Organisation, bzw. ein Komitee in der DDR zu gründen, welches sich die Aufgabe stellt, die Anwendung des Dopings zu bekämpfen. Unter diesem Deckmantel wäre dann eine intensive Forschung und Entwicklung notwendiger Präparate möglich »* ; cité d'après : Spitzer, Teichler et Reinartz, *Schlüsseldokumente zum DDR-Sport : ein sporthistorischer Überblick in Originalquellen*, *op. cit.*, p. 231.

174. Dennis et Grix, *Sport under Communism*, *op. cit.*, p. 95.

175. Spitzer, « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings », *op. cit.*, p. 79.

176. *« Schuster [hat] selbst für die Verbreitung des Anabolikadopings in der DDR gesorgt »*, cité d'après : Andreas Singler et Gerhard Treutlein. *Doping im Spitzensport : sportwissenschaftliche Analysen zur nationalen und internationalen Leistungsentwicklung.* 3e éd. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2006, p. 95.

Schuster n'est pas la seule figure de la DHfK des années 1960 à avoir contribué au développement du programme est-allemand. On pourra également citer le cas d'Alfons Lehnert, véritable bras droit de Schuster tout au long de sa carrière, puisque, après avoir entraîné la section football du *SC Lokomotive Leipzig*[177], il devient directeur adjoint du centre de recherches de la DHfK, avant d'être nommé directeur adjoint du FKS, de sa création à sa mise en sommeil[178]. Il est considéré comme un des artisans majeurs dans la conception et la mise en place du *Staatsplanthema 14.25*[179].

La DHfK a donc, à travers ce centre de recherches, indubitablement été un des précurseurs du programme de dopage en RDA en tant qu'institution et a abrité en son sein chercheurs et responsables qui ont mis en place les premières bases de ce système. Contrairement aux déclarations de Rogalski ou de Schuster, qui avançait que le FKS n'avait été en charge du dopage qu'à partir de 1974[180], c'est bien dès le milieu des années 1960 que le centre s'est intéressé à ces thématiques. L'expression de Brigitte Berendonk qualifiant l'école de Leipzig de « mère du dopage anabolisant en RDA[181] » semble donc être tout à fait justifiée. Il faut toutefois souligner que ces expériences des années 1960 sont encore balbutiantes et ne peuvent être comparées à l'ampleur du dopage dans les deux décennies suivantes : il s'agit encore souvent d'initiatives individuelles, peu cadrées et peu centralisées[182].

4.3.1.2 La période post-réforme

La DHfK a été par la suite progressivement exclue du programme de dopage au profit de nouvelles institutions plus sécurisées. Ce sont en outre ces établissements nouvellement créés, le FKS et le laboratoire de Kreischa à qui on confie la responsabilité du programme avec l'introduction du *Staatsplanthema 14.25*, dans lequel la DHfK n'est même pas mentionnée[183]. Si de nombreux anciens membres de la DHfK ont été très actifs dans l'optimisation et la systématisation de ces pratiques entre 1968 et 1974, ainsi que dans leur mise en œuvre par la suite, ils l'ont donc été alors qu'ils n'étaient plus reliés à l'école. Ils étaient alors actifs au sein d'autres entités, indépendantes de la DHfK, tant au niveau de la direction que du fonctionnement.

La même logique concerne le *SC DHfK*, qui a été un des hauts-lieux de la pratique du dopage. Nombre des athlètes qui y ont évolué ont en effet été victimes de ces pratiques. On pourra citer le cas de Margitta Gummel, championne olympique du lancer de poids à Mexico, qui fut une des premières à qui on a administré des anabolisants en 1966

177. Il convient de ne pas confondre le *SC Lokomotive Leipzig*, club omnisports actif de 1954 à 1963 avec le *1. FC Lokomotive Leipzig*, fondé en 1966 et uniquement consacré au football.

178. « Fußball-Doktoren ». In : *Neues Deutschland* 12.17 (19. 1. 1957), p. 6 ; « Ehrungen für Olympiakämpfer », *op. cit.* ; « Kopf runter und durch ». In : *Der Spiegel* 46.11 (9. 3. 1992), p. 224-230.

179. Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug*, *op. cit.*, p. 92.

180. « Vor 50 Jahren wurde das legendäre FKS etabliert. Gespräch mit Hans Schuster ». In : *Beiträge zur Sportgeschichte* 22 (2006), p. 31-44, p. 41.

181. Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug*, *op. cit.*, p. 96.

182. Spitzer, *Sicherungsvorgang Sport*, *op. cit.*, p. 51.

183. Spitzer, « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings », *op. cit.*, p. 72.

et 1967[184]. Le *SC DHfK* deviendra dans les années 1970 et 1980 une des citadelles du dopage systématisé[185]. Toutefois, même si le club porte le nom de l'école et que les deux entités coopèrent régulièrement et de manière approfondie, il n'en demeure pas moins que le *SC DHfK* est une structure indépendante, disposant de sa propre hiérarchie et de sa propre direction[186], ne devant rendre de compte ni à la DHfK ni au StKS.

Ainsi, recherche et pratique du dopage ont été réalisées dans les années 1970 et 1980 dans des institutions spécialisées, coupées de l'opinion publique, et donc séparées de la DHfK. Le nouveau profil de l'école mettait l'accent davantage sur des questions pédagogiques que de recherche. Cela constituait une exception dans le paysage universitaire de RDA, où l'union entre la recherche et l'enseignement était la règle[187]. Comme nous l'avons vu, le cloisonnement des informations et des documents a largement perturbé la qualité de la production scientifique de la DHfK. Grit Hartmann la qualifie de « décimée » après la réforme[188], tandis que Arnd Krüger et Paul Kunath parlent de « restrictions grandissantes[189] ». Outre la question de l'accès aux documents et aux données nécessaires à la réalisation de ces travaux, le périmètre autorisé des recherches avait été largement amputé. D'après les documents cadres publiés en 1974, la DHfK ne pouvait se charger que :

- des questions concernant le développement des jeunes talents – entraînement, détection, éducation politique – ;
- de la place des sciences du sport dans la société – histoire, théorie du sport – ;
- du sport pour tous ;
- ainsi que de quelques thématiques en rapport avec le sport de très haut-niveau, mais concernant uniquement les sports collectifs, principalement football et volley-ball, ainsi que le canoë-kayak, des disciplines moins importants en termes de médailles et de performance pour le régime que les sports individuels comme l'athlétisme ou la natation[190].

Les thématiques dans le domaine de la recherche dans le sport de très haut-niveau ou de la médecine du sport avaient quasiment entièrement disparu de l'école et avaient été transférées au FKS. En médecine du sport, les chercheurs restés dans le giron de la DHfK après 1969 ne s'occupaient plus que de problématiques tournées vers le sport de loisirs, la direction de l'école bloquant tout autre travail[191].

Il était en effet inconcevable que la DHfK puisse héberger des travaux plus sensibles, en raison de sa présence accrue dans les médias et de son ouverture sur l'international.

184. Singler et Treutlein, *Doping im Spitzensport*, *op. cit.*, p. 198.
185. Merkel, *55 Jahre SC DHfK Leipzig*, *op. cit.*, p. 77-78.
186. *Ibid.*, p. 40.
187. Stutz, Kaiser et Hossfeld, « Jena als Experimentierfeld der sogenannten Dritten Hochschulreform », *op. cit.*, p. 302.
188. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 144.
189. Krüger et Kunath, « Der Sport in der SBZ und frühen DDR », *op. cit.*, p. 362.
190. FKS, « UAL DHfK VWA FKS 615/6 », *op. cit.*, p. 12.
191. Tittel, « Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 », *op. cit.*, p. 313-314.

Les risques de fuite d'informations – malgré les mesures de sécurité renforcées – étaient trop importants pour que le gouvernement ne laisse dans un établissement où évoluaient quotidiennement des étudiants étrangers et et qui recevait des journalistes occidentaux, se développer des travaux aussi sensibles et considérés comme faisant partie des secrets les plus précieux du pays.

L'assertion de Helmut Kirchgässner en 2003 semble donc globalement exacte – toutefois uniquement pour la période 1968 - 1989 – lorsqu'il dit que les recherches sur le dopage ont été faites ailleurs, que les reproches envers la DHfK étaient principalement dus à une méconnaissance des attributions des différentes institutions sportives en RDA et que, à la DHfK, « la thématique du dopage était en soi un tabou absolu », du fait de la politique de confidentialité[192]. Ainsi, si la DHfK a bien été une pionnière dans la politique du dopage de la RDA et a pavé le mouvement, elle en a été éjectée au début des années 1970 au profit d'institutions plus sécurisées et n'a donc pas directement participé d'un point de vue institutionnel à la période du dopage généralisé en Allemagne de l'Est.

4.3.2 Le rapport entre la DHfK et les institutions du dopage

La DHfK n'est cependant pas exempte de toute responsabilité en raison des activités de ses membres à titre personnel et de ses collaborations avec les instances en charge du dopage.

4.3.2.1 Les mouvements de personnels

La grande majorité des personnes responsables du programme de dopage mené à la DHfK au sein du centre de recherches ou de l'institut de médecine du sport ont été dirigées vers les institutions nouvellement créées pour y poursuivre leurs activités, de sorte qu'elles n'étaient plus actives à l'école après 1970. Les positions à l'intérieur du système sportif n'étaient pas fixes et définitives, et durant les années 1970 et 1980, ont travaillé à la DHfK de nombreuses personnes ayant activement contribué au développement du programme de dopage, mais auprès d'autres institutions. L'exemple le plus frappant est probablement celui de Karl-Heinz Bauersfeld. Après avoir terminé ses études à la DHfK, il devient dans les années 1960 un entraîneur reconnu auprès de la fédération d'athlétisme, où il mena notamment Margitta Gummel au titre olympique[193]. Cependant, c'est également lui qui a mené les expériences pionnières avec l'*Oral-Turinabol*, en testant cette substance sur Gummel elle-même, ainsi que de sur quarante-et-un autres lanceurs et lanceuses de son groupe d'entraînement[194]. Le rapport qu'il écrira sur la question sera d'ailleurs une source importante pour la systématisation de cette substance. C'est pour ses publications sur les « fondamentaux de l'athlétisme » – qui deviendront une œuvre

192. *« Das Thema Doping war schon aus Geheimhaltungsgründen absolut tabu »*. In : Kirchgässner, « „Wir sind bereit mitzugestalten“ », *op. cit.*, p. 15.
193. « Dr. Bauersfeld erinnert sich ». In : *Neue Zeit* 31.70 (24. 3. 1975), p. 6.
194. Singler et Treutlein, *Doping im Spitzensport*, *op. cit.*, p. 93.

de référence sur le sujet et seront plusieurs fois rééditées, la dernière fois en 2016[195] – qu'il obtiendra un poste d'enseignant à la DHfK en 1974, allant jusqu'à devenir vice-recteur pour le développement scientifique jusqu'à la chute du Mur[196] et président du *SC DHfK* de 1990 à 1996[197]. On pourra également souligner le parcours de Siegfried Israel, chef du laboratoire de Kreischa de 1962 à 1970, professeur au FKS en 1970, où il a rédigé une analyse sur l'utilisation des « dispositifs de soutien » dans le sport[198]. Il aurait également – d'après des rapports de la Stasi à son encontre – encadré la prise de substances lors des éditions de la Course de la Paix des années 1960[199]. Il demande toutefois sa mutation vers la DHfK en 1980, au sein de l'institut pour le sport de loisirs et de détente, las des contraintes liées à la recherche dans le sport de haut-niveau[200].

Plusieurs personnes encore en place au sein du FKS sont également intervenues ponctuellement à la DHfK, notamment pour intervenir dans les parcours d'enseignement, comme Hans-Henning Lathan, en poste au FKS et médecin-chef de la Fédération est-allemande d'haltérophilie. Il a donné quelques conférences auprès des étudiants de la DHfK sur le suivi médical et pharmacologique des sportifs[201], mais aussi contribué à préciser les doses nécessaires pour maximiser les performance des sportifs[202].

4.3.2.2 Les liens entre la DHfK et les instances en charge du dopage

Si les missions de la DHfK et du FKS étaient clairement différentes l'une de l'autre et si les directions des deux établissements étaient tout à fait distinctes, force est de constater que les deux institutions partageaient de nombreuses caractéristiques communes, que nous avons déjà en partie évoqués : présence des deux organismes sur le même campus à Leipzig, va-et-vient réguliers de personnels et confusion dans la presse internationale, dans laquelle le FKS est souvent considéré comme partie intégrante de l'école[203]. Cette imbrication des deux établissements est également visible dans la littérature publiée après la réunification, où Brigitte Berendonk a par exemple qualifié le FKS de « bourgeon interne à la DHfK » (*innere Knospe der DHfK*[204]). Il convient donc de décrire de manière systématique les relations entre les deux établissements.

Les deux institutions possédaient certes leurs propres missions – formation d'entraîneurs, relations internationales et recherche sur le développement des jeunes talents pour

195. Karl-Heinz Bauersfeld. *Grundlagen der Leichtathletik : das Standardwerk für Ausbildung und Praxis*. 6e éd. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2016.

196. « Sportwissenschaftler : Neuer DTSB ohne uns ? » In : *Berliner Zeitung* 45.278 (25. 11. 1989), p. 6.

197. Merkel, *55 Jahre SC DHfK Leipzig*, *op. cit.*, p. 94.

198. Spitzer, « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings », *op. cit.*, p. 79.

199. Thomas Purschke. « Ärger um Täve-Schur-Nominierung ». In : *Deutschlandfunk* (16. 4. 2017). url : https://www.deutschlandfunk.de/hall-of-fame-aerger-um-taeve-schur-nominierung.1346.de.html?dram:article_id=383923 (visité le 20. 8. 2019).

200. « Nachruf für Professor Dr. med. habil et Dr. paed. Siegfried Israel ». In : *Leipziger Sportwissenschaftliche Beiträge* 57.1 (2016), p. 223-224.

201. Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug*, *op. cit.*, p. 97.

202. « Teure Medaillen ». In : *Der Spiegel* 48.18 (2. 5. 1994), p. 198-199.

203. À l'image du reportage de la FAZ de 1975, où il est question du « laboratoire secret de la DHfK ». *cf.* Haffner, « DHfK Leipzig 25 Jahre alt : Wegbereiter vieler Sportsiege », *op. cit.*

204. Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug*, *op. cit.*, p. 96.

la DHfK ; recherches sur le sport de haut-niveau et formation des jeunes chercheurs en sciences du sport pour le FKS[205] – mais les collaborations entre les deux établissements étaient nombreuses et variées. Le premier échelon de cette collaboration était d'ordre pédagogique, lié au développement de jeunes chercheurs. Le FKS avait en effet un besoin permanent de main d'œuvre, en premier plan d'ordre scientifique afin de pourvoir à ses nouvelles missions, l'institut étant passé de 375 employés à sa création à 620 lors de la chute du Mur[206]. Toutefois, n'étant pas un lieu de formation, et n'étant pas rattaché au MHF, mais simplement au StKS[207], le FKS n'hébergeait en son sein aucun étudiant de premier cycle et ne pouvait accorder en son nom le titre de docteur[208].

Il lui fallait ainsi collaborer avec la DHfK pour bénéficier de personnels adaptés aux missions qui lui avaient été confiées, ce qui d'ailleurs figurait dans ses statuts :

> [L'institut] prend en charge la qualification et la formation de cadres scientifiques hautement qualifiés dans le domaine de la recherche sur le sport de haut-niveau et ce dans le cadre de l'accord avec la DHfK[209].

Ainsi, si à partir de 1978, dix diplômés de la DHfK étaient employés par an comme « assistants scientifiques » (*wissenschaftliche Mitarbeiter*) ou comme « étudiant-chercheurs » (*Forschungsstudenten*) auprès du FKS, où ils effectuaient leurs travaux de recherche, c'était bien à la DHfK qu'ils étaient inscrits pour la rédaction de leur thèse[210]. En outre, il fut décidé, afin d'assurer la continuité entre les études et le travail de recherche, que chaque année entre vingt et trente étudiants ayant pour vocation de se spécialiser dans la recherche effectuent leur stage d'étude auprès du FKS[211]. Autre aspect de cette collaboration pédagogique : les chercheurs du FKS intervenaient régulièrement à la DHfK, soit auprès des étudiants, pour des matières très spécifiques, comme Hans-Henning Lathan en pharmacologie[212], soit auprès des personnels dans des missions de formation continue afin de les tenir au courant des dernières orientations de la recherche dans leurs disciplines[213]. Dans les deux cas cependant, les informations les plus sensibles étaient exclues des ces missions de formation.

Cette collaboration entre les deux institutions a également eu lieu sur le plan scientifique. Plusieurs projets communs ont été menés en particulier dans le domaine du sport

205. FKS, « UAL DHfK VWA FKS 615/6 », *op. cit.*, 9 et 16.

206. *« Information über das Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport in Leipzig »* (18.12.1989), p. 1-2. In : FKS, « UAL DHfK VWA FKS 770a », *op. cit.*

207. Forschungsstelle der DHfK, « UAL DHfK VWA FST/FKS 365 », *op. cit.*, p. 2.

208. « Anordnung über die Verleihung des akademischen Grades Doktor eines Wissenschaftszweiges. vom 12. Juli 1988 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 17 (22. 8. 1988), p. 193-197, p. 193.

209. *« [Das FKS] übernimmt im Rahmen der Vereinbarung der DHfK die Ausbildung und Erziehung hochqualifizierter wissenschaftlicher Kader auf dem Gebiet des Leistungssports »*. In : Forschungsstelle der DHfK, « UAL DHfK VWA FST/FKS 365 », *op. cit.*, p. 4.

210. *« Bestätigungsvorlage. Einsatz der Absolventen der DHfK im Jahre 1978 »* (6.5.1977). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1678 », *op. cit.*

211. « Analyse der Wirksamkeit des FKS für die Ausbildung der wissenschaftlichen Nachwuchses des FKS und der DHfK ». UAL DHfK VWA FKS 615/8. 1979, p. 2.

212. Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug*, *op. cit.*, p. 97.

213. « UAL DHfK VWA FKS 615/8 », *op. cit.*, p. 2.

de haut-niveau pour les jeunes athlètes (*Nachwuchsleistungssportforschung*)[214] : observation de compétitions, publications en commun[215] ou participation communes à des colloques à l'étranger[216], voici quelques exemples reliant les deux instances partageant les mêmes bâtiments. Enfin, la bibliothèque de la DHfK a collaboré avec le FKS lors de la fondation du Centre pour l'information scientifique – *Zentrum für Wissenschaftinformation* (ZfW) en 1973 sur demande du comité central du SED et dont le but était de collecter et centraliser les travaux les plus récents – est-allemands, de l'étranger socialiste, mais aussi de l'étranger capitaliste – sur les sciences de l'entraînement de pointe afin de guider les chercheurs de RDA dans leurs travaux[217]. En 1988, il comptait ainsi près de 144 000 documents et employait une cinquantaine de personnes[218]. Placé selon ses statuts dans les locaux du FKS et sous l'autorité de son directeur[219], la DHfK a cependant largement contribué à l'élaboration des fonds du centre, en y versant nombre de documents internes (matériaux de cours, maquettes des diplômes, etc.), les publications de ses membres, mais aussi en aidant à la veille scientifique pour acquérir la littérature étrangère[220].

Ces collaborations sont nombreuses, mais elles ne touchent que des domaines relativement périphériques du domaine d'action du FKS, le cœur de l'activité de l'institut restant hors d'atteinte des personnels de la DHfK. Par exemple, même si la DHfK avait largement aidé à l'enrichissement des fonds du ZfW, ces derniers restaient inaccessibles pour la plupart de ses membres, car soumis à des mesures de protection très sévères[221]. Les frontières entre les institutions peuvent ainsi paraître poreuses, mais les informations concernant le haut-niveau et le dopage sont restées confinées au sein du FKS.

4.3.3 La diffusion des savoirs concernant le dopage

On note donc une certaine perméabilité entre les différentes institutions du sport est-allemand que révèlent les collaborations scientifiques, pédagogiques et administratives entre les établissements au cœur du système de dopage et mais aussi à l'extérieur, les mouvements de personnels entre ces différents pôles ou l'envoi d'étudiants auprès de structures pratiquant le dopage. Cette communication permanente entre les différentes institutions du sport nous pousse cependant à nous interroger sur l'efficacité des me-

214. FKS. « Einschätzung der Realisierung der wissenschaftspolitischen Grundlinie und der Wirksamkeit des FKS bei der Vorbereitung auf die Olympischen Spiele 1972 sowie Probleme der Weiterentwicklung im Olympiazyklus 1973/76 ». UAL DHfK VWA FKS 615/5. (1973), p. 22.

215. Gerhard Hochmut et Gert Marhold. « Biomechanik sportlicher Bewegung ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 283-293, p. 291.

216. Ceci est notamment visible dans les programmes de déplacements internationaux des archives de Leipzig.

217. *« Statut des Zentrums für Wissenschaftsinformation »* (1.7.1975) p. 1. In : FKS. « Leitung / Organisation bis 1990 ». UAL DHfK VWA FKS 778/4. (1975-1990).

218. *« Leitungsangebot. ZfW »* (März 1990), in : *ibid.*

219. *« Statut des Zentrums für Wissenschaftsinformation »* (1.7.1975) p. 3. In : *ibid.*

220. *« Vorläufige Ordnung für die Zusammenarbeit mit dem Zentrum für Wissenschaftsinformation »* (1976), in : *Ibid.*

221. *« Vorläufige Ordnung für die Zusammenarbeit mit dem Zentrum für Wissenschaftsinformation »* (1976). In : FKS, « UAL DHfK VWA FKS 778/1 », *op. cit.*

sures de protection mise en place par le régime. En effet, malgré les efforts menés pour encapsuler les connaissances jugées sensibles et empêcher qu'elles n'arrivent en possession de personnes non habilitées, ces échanges nous font nous questionner sur l'existence d'éventuelles brèches dans la sécurité.

Tout d'abord, on soulignera que les impératifs de discrétion ne disparaissent pas avec un changement d'affectation. En effet, toute personne ayant eu connaissance de « secrets d'État » lors d'un précédent poste est tenue de conserver le même niveau de discrétion que précédemment. Les statuts du FKS stipulent par exemple clairement que :

> tous les employés de l'institut doivent, dans la totalité de leur activité, conserver le silence concernant les activités confidentielles [dont ils auraient connaissance]. Ce devoir de discrétion et de confidentialité est toujours en vigueur après la fin de la relation de travail avec l'institut[222].

Mise en application par la direction de l'ensemble des institutions du sport et par les nombreux IM qui y travaillaient, cette politique menaçait de sanctions professionnelles et pénales ceux qui, même après la fin de leur mission, viendraient à trahir la confiance qui avait été placée en eux. Cette politique semble avoir généralement bien fonctionné, car l'ensemble de la direction de l'école souligne à de nombreuses reprises dans ses rapports la bonne tenue des membres face aux secrets d'État[223]. En outre, lors des compte-rendus sur l'activité des diplômés de l'école dans leur nouvelle affectation en tant qu'entraîneurs, il est clairement stipulé que, si la formation globale des étudiants à la DHfK est de bonne facture, nombre d'entre eux ne sont pas préparés aux spécificités d'un emploi dans le sport à haut-niveau, en particulier concernant le suivi médical des athlètes[224].

Toutefois, les dénégations des responsables de l'école que prétendaient que rien n'était connu des pratiques en cours à propos le dopage ne peuvent être vues que comme naïves ou délibérément mensongères. Une partie non négligeable des membres de l'école était en effet au courant de l'utilisation de ces substances, même s'ils ne pouvaient pas forcément en connaître l'ampleur. Certains avaient en effet eux-mêmes contribué par leurs recherches à mettre en place ce système, tandis que d'autres, en tant qu'anciens athlètes de haut-niveau, l'avaient eux-mêmes éprouvé. En outre, si le dopage était tabou et n'était jamais discuté publiquement au sein de l'école, les faisceaux d'indices étaient suffisamment visibles pour les étudiants subodorent les pratiques en cours dans le pays. Ce fut par exemple visible en 1989, après la fuite de la République du sauteur à ski Hans-Georg Aschenbach et la publication dans la presse ouest-allemande des traitements médicaux qu'il avait été forcé de suivre[225]. À la DHfK, ces révélations firent l'objet d'une discus-

222. *« In ihrer gesamten Tätigkeit haben alle Mitarbeiter des Forschungsinstituts Verschwiegenheit über vertrauliche Vorgänge zu wahren[…] Diese Schweige- und Geheimhaltungspflicht besteht auch nach der Lösung der Arbeitsverhältnisse mit dem Forschungsinstitut »* ; cité d'après : FORSCHUNGSSTELLE DER DHFK, « UAL DHfK VWA FST/FKS 365 », *op. cit.*, p. 9.

223. *« Inventurbericht zum Stand der Durchsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" an der DHfK »* (30.9.1979). In : BÜRO DES REKTORS, « UAL DHfK VWA 4376 », *op. cit.*

224. *« Ergebnisbericht über die Untersuchung zur Wirksamkeit der DHfK »* (21.9.1987). In : STAATSSEKRETARIAT FÜR KÖRPERKULTUR UND SPORT, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

225. « Zum Verrat an unserer Republik die Lüge übe den DDR-Sport ». In : *Berliner Zeitung* 45.150 (28. 6. 1989), p. 6.

sion politique avec les étudiants, qui en majorité avouaient croire en un certain degré de véracité des propos de Hans-Georg Aschenbach[226]. Ainsi, s'il n'y avait pas de discussion ouverte sur le dopage ni de rébellion sur la question, probablement pour des motifs d'auto-protection des étudiants et des personnels, et si ces derniers n'avaient pas connaissance de l'ensemble des détails de ces processus, la DHfK « n'était pas une île[227] », pour reprendre une expression en cours en 1989, et le secret concernant l'utilisation de produits interdits était éventé depuis longtemps.

La DHfK doit être considérée comme une institution pionnière dans la recherche et la mise en place des produits dopants en RDA vers le milieu des années 1960, particulièrement via son centre de recherches, dont les dirigeants deviendront des figures centrales lorsqu'il a été décidé de systématiser l'utilisation de ces substances. Toutefois, avec cette systématisation, l'école va se retrouver exclue du cœur de ce programme de dopage. Son caractère public et son ouverture internationale rendent toute mission avec ces « secrets d'État » inconcevables pour le régime. Les recherches sont donc exfiltrées vers de nouveaux organismes plus surs, en compagnie des personnes ayant initié ces pratiques.

Or, même si la DHfK n'a pas été directement impliquée en tant qu'institution dans la prescription massive et généralisée de stéroïdes entre 1974 et la chute du Mur, elle reste malgré tout au centre du système sportif est-allemand et indirectement concernée par ces problématiques, en accueillant en son sein des personnes qui, elles, ont été en contact direct avec ces substances, et en collaborant avec des institutions dont la responsabilité n'est plus à démontrer. Ceci jeta le discrédit sur l'école après la réunification, un reproche qui sera très courant dans l'ensemble des discours sur le sport est-allemand pendant la *Wende*.

Enfin, si les mesures de sécurité ont été efficaces pour lutter contre les fuites d'informations à l'extérieur des instances en charge des recherches sur les produits dopants, leur utilisation est devenue une évidence pour tous, même si toute discussion autour de cette thématique est restée un tabou absolu.

226. *« Leiterinformation der DHfK für den Monat Juni 1989 »* (4.7.1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Leiterinformationen zur Erfüllung der Aufgaben unterstellter Einrichtungen ». BArch DR 5/2815. (1988-1989).

227. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK. Konzil der DHfK »* (28.11.1989), p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

Bilan du chapitre

Le glissement entre les années 1960 et 1970 vers la performance sportive à tout prix et les conséquences que cela a engendrées ont poussé la RDA à sécuriser de manière drastique le monde de la performance en Allemagne de l'Est. En outre, le problème de la fuite de ces « diplomates en survêtement » devient une question de plus en plus ardue pour les autorités, qui redoutent à la fois la divulgation d'informations précieuses mais aussi une perte de prestige face à ces déserteurs, censés mettre en avant le socialisme. Ainsi, l'ensemble des coulisses du sport de haut-niveau a été mis au secret et coupé du reste de le population nationale et de l'opinion publique internationale : certaines organisations disparaissent de la couverture médiatique, les recherches et informations deviennent de véritables « secrets d'État » à protéger coûte que coûte et accessibles uniquement par une petite élite jugée digne de confiance. Un réseau très dense d'espionnage est mis en place dans tout le pays via le MfS, afin d'éviter toute fuite d'informations et de s'assurer du respect de ses consignes.

La DHfK, comme l'ensemble des institutions du sport est-allemand, a elle aussi été touchée par ce phénomène. L'ensemble des données de la recherche scientifique a ainsi été classé secret et rendu quasi inaccessible pour la plupart des membres de l'école, les étudiants ont été soumis à une sélection importante pour s'assurer qu'ils ne dévoilent pas d'informations compromettantes et l'école a été infiltrée de manière très notable par les collaborateurs officieux du régime. Ceci a eu des conséquences clairement négatives sur la production de l'établissement, comme une aliénation des étudiants écartés parfois pour des motifs futiles, et une complication extrême des travaux des chercheurs de la DHfK, ne pouvant accéder aux ressources nécessaires.

Toutefois, la DHfK disposait d'un rôle particulier dans le système est-allemand, celui de vitrine des sciences du sport, à l'international comme à l'intérieur du pays. Son but était de diffuser une image de puissance, mais aussi d'attirer sur elle les yeux du public, afin que les autres instances puissent continuer leur travail dans l'ombre. Ainsi, la DHfK continue de jouir d'une solide réputation internationale dans les années 1970 et 1980, mais cette stratégie n'est pas sans conséquence pour elle et elle voit son périmètre de compétences notoirement rétréci autour du sport pour jeunes athlètes. Des pans entiers de son activité sont exfiltrés vers de nouvelles organisations, notamment tout ce qui concerne la recherche en médecine du sport et les substances dopantes, pour lesquelles elle avait pourtant été pionnière.

Les grands mécanismes de défense mis en place par les instances sportives ont fonctionné et malgré les inconvénients que ces mesures ont apporté au quotidien, ce n'est qu'après la chute du Mur que toute la lumière a été faite sur les pratiques de dopage en vigueur en RDA. Les faisceaux d'information étaient cependant assez importants et les personnes impliquées suffisamment nombreuses pour que le cadre général soit connu d'une grande partie des acteurs avant 1989. En outre, la mise en avant de la DHfK dans l'opinion publique, le manque de transparence sur le rôle des différentes instances ainsi

que les collaborations – même sur d'autres thématiques – entre la DHfK et les instances en charge du dopage ont notoirement taché la réputation de l'école.

Troisième partie

Publicité internationale et *soft power* sportif : le réseau de contacts internationaux de la DHfK

Chapitre 5

Échanges scientifiques internationaux : collaboration avec les pays socialistes, démarcation du monde capitaliste

Dans les deux prochains chapitres, nous nous intéresserons au rôle et à la place des relations internationales au sein de la DHfK, ainsi qu'à leur instrumentalisation politique. Le sport constitue en effet pour la RDA un domaine d'action capital en ce qu'il représente une source majeure de diffusion de *soft power* : par les résultats exceptionnels de ses athlètes lors des compétitions internationales, le pays parvient à influencer son image et à se mettre soi-même en scène de manière positive[1]. Le pays si faible politiquement apparaît par ce biais comme une des toutes meilleures nations mondiales sportivement[2]. Cependant, le but véritable du régime n'était pas simplement de se présenter sous un jour attrayant auprès des partenaires internationaux, mais véritablement de faire avancer ses objectifs de politique étrangère à travers le sport et de gagner en influence politique concrète et tangible sur la scène mondiale.

Pour la DHfK, cela signifie la mise en place d'un vaste réseau de contacts internationaux, mais qu'elle n'a pas pu librement organiser. Elle devait suivre à la lettre les instructions dictées par Berlin. Cette volonté de la politisation permanente de ces contacts a toutefois conduit à des entraves majeures dans leur développement et pour les membres du personnel de l'école.

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons particulièrement au réseau d'échanges scientifiques et pédagogiques que la DHfK a tissé avec nombre de partenaires étrangers durant les deux dernières décennies de son existence et qui a concerné deux cibles principales : les pays de la « communauté des États socialistes » d'une part, et les pays

1. Sur la question, on consultera notamment : Norbert Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR* (1984), Martin Geyer, *« Der Kampf um nationale Repräsentation »* (1996) ou encore Juliane Lanz *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus* (2011).

2. Evelyn Mertin. « Steadfast Friendship and Brotherly Help : The Distinctive Soviet - Est German Sport Relationship within the Socialist Bloc ». In : *Diplomatic Games. Sport, Statecraft, and International Relations since 1945*. Sous la dir. d'Heather Dichter et Andrew Johns. Lexington : University Press of Kentucky, 2014, p. 53-84, p. 63.

capitalistes de l'autre[3]. La question des relations avec les pays en développement sera traitée à travers le prisme de l'accueil des étudiants étrangers dans le prochain chapitre (p. 262). Derrière les discours sur l'harmonie au sein des « pays-frères » et du refus de collaborer avec « l'ennemi de classe capitaliste », se cachent en réalité des échanges forcés, où la quantité et le symbole politique prime sur les considérations scientifiques et pédagogiques et où l'intérêt réel pour les participants passe au second plan.

5.1 Cadre théorico-idéologique et typologie des échanges internationaux

Puisque les échanges avec l'étranger de la DHfK se devaient de « contribuer à la réalisation de la politique étrangère socialiste de la République Démocratique Allemande[4] », ils ne pouvaient être gérés librement au gré des envies ou des besoins pédagogiques et scientifiques des personnels de l'école. Soumis aux contraintes du centralisme démocratique, ils ont pris des formes bien spécifiques, censées servir au mieux la réalisation de ces objectifs politiques.

5.1.1 La politique étrangère est-allemande sous Honecker

La politique sportive de la RDA se considérant comme une partie intégrante de la politique étrangère du pays, il convient d'en donner ici les grandes orientations. La question de la diplomatie en Allemagne de l'Est doit toujours être traitée dans le cadre de l'étau constitué par Bonn, point de référence permanent des officiels du SED, même si ces derniers tentent de plus en plus de s'en démarquer et Moscou, puissance tutélaire du régime et garante de la sécurité ainsi que de la stabilité du pays. Toutefois, avec l'*Ostpolitik* et la reconnaissance internationale de la RDA, cette dernière gagne une certaine autonomie et marge de manœuvre sur la scène mondiale. Il lui faut toutefois toujours respecter les grandes lignes directrices officialisées par Brejnev : impossibilité de remettre en question l'ordre socialiste et nécessité de maintenir le calme dans les affaires internes du pays[5]. La politique de la RDA dans les années 1970 et 1980 peut s'articuler autour de trois directions principales : la collaboration avec les pays socialistes, le soutien aux jeunes États-nationaux[6] et la démarcation face au bloc de l'Ouest.

3. Une partie des conclusions de ce chapitre a déjà été publiée sous forme d'article dans : Julien Beaufils. « Le sport comme moyen de renforcer les liens entre frères communistes en Europe ? L'exemple de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur* (1970-1990) ». In : *Culture(s) en mage. Circulation, réception, médiation dans l'espace culturel transnational*. Sous la dir. de Svetla Moussakova. Porto : Ediçoès Afrontamento, 2018, p. 187-205.

4. *« Die internationalen Beziehungen der DHfK sind integrierter Bestandteil der Sportpolitik der DDR und tragen zur Verwirklichung der sozialistischen Außenpolitik der Deutschen Demokratischen Republik bei »* ; cité d'après : *« Die internationale Arbeit der DHfK »*. In : Büro des Rektors. « Jahresplan Internationale Arbeit, Hj-pläne, Internationaler Reiseplan ». UAL DHfK VWA 2667. (1978).

5. Wenkel, « En quête permanente d'une reconnaissance internationale. », *op. cit.*, p. 52.

6. Cette dimension sera traitée plus dans détails dans le chapitre suivant.

5.1.1.1 L'amitié entre les États socialistes

La RDA s'est concentrée sur l'évolution de ses relations avec les « pays-frères », les autres pays du bloc socialiste et à leur tête l'URSS. L'Allemagne de l'Est choisit, avec le changement de direction à la tête du SED, de se placer dans la droite ligne de la politique donnée par Moscou et d'afficher son orthodoxie au sein du bloc. La RDA fait en effet valoir son rôle au sein de la « communauté des États socialistes », et en particulier son poids dans le système économique, puisqu'elle aimait à se présenter comme la deuxième économie du CAÉM, en pointe sur les secteurs de l'industrie[7]. De même, elle mettait régulièrement en avant son rôle de soutien dans la politique mondiale de l'URSS, notamment dans son assistance envers les mouvements de libération pro-soviétiques dans les pays en développement[8]. Cette proximité entre les deux nations fut d'ailleurs savamment mise en scène afin de constamment souligner les liens qui unissaient le « grand frère » soviétique, à son bras droit auto-proclamé. Ainsi, dans la constitution de 1974, inspirée par les idées de Honecker, l'article 6.2 stipule officiellement :

> La République Démocratique Allemande est pour toujours et de manière irrévocable liée à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. L'alliance étroite et fraternelle avec elle garantit au peuple de la République Démocratique Allemande de progresser sur le chemin du socialisme et de la paix[9].

Cette déclaration d'allégeance et d'amitié envers l'URSS est également confirmée par de nombreux autres textes, comme le Traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle (*Vertrag über die Freundschaft, Zusammenarbeit und gegenseitigen Beistand*) signé entre les deux pays le 7 octobre 1975[10] ou bien encore le programme du SED de 1976, qui renforce les liens avec le PCUS[11]. De même, la proximité entre les leaders des deux partis est aussi mise en avant – principalement sous l'ère Brejnev – et fut notamment symbolisée par la célèbre photo de l'embrassade entre les deux hommes lors du 30^{e} anniversaire de la fondation de la RDA en 1979[12].

Les relations avec les autres pays socialistes sont également parmi les contacts privilégiés mis en place par la RDA et sont eux aussi soulignés dans les textes législatifs

7. Jan Prybyla. « The GDR in COMECON : Does the GDR Economy demonstrate that orthodox central planing is viable and has a future ? » In : *Comparative Strategy* 7.1 (1988), p. 39-49, p. 41.

8. Par exemple : « Feste Solidarität mit jungen Nationalstaaten ». In : *Berliner Zeitung* 29.245 (5. 9. 1973), p. 2 ; « Ein Heimstatt der Solidarität ». In : *Neues Deutschland* 31.33 (7. 2. 1976), p. 9.

9. *« Die Deutsche Demokratische Republik ist für immer und unwiderruflich mit der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken verbündet. Das enge und brüderliche Bündnis mit ihr garantiert dem Volk der Deutschen Demokratischen Republik das weitere Voranschreiten auf dem Weg in den Sozialismus und der Friedens »*, cité d'après : « Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 6. April 1968 in der Fassung des Gesetzes zur Ergänzung und Änderung der Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 7. Oktober 1974 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 47 (27. 9. 1974), p. 432-456, p. 435.

10. « Vertrag über Freundschaft, Zusammenarbeit und gegenseitigen Beistand zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken vom 7. Oktober 1975 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil II* 11 (6. 12. 1975), p. 237-244.

11. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 395.

12. Malte Göbel. « Schluss mit Bruderkuss ». In : *Spiegel-Online* (27. 3. 2009). url : https://www.spiegel.de/kultur/gesellschaft/east-side-gallery-berlin-schluss-mit-bruderkuss-a-615616.html (visité le 26. 10. 2019).

les plus importants du pays. La suite de l'article 6.2 de la constitution est-allemande de 1974 insiste en effet sur ce lien :

> La République Démocratique Allemande est une partie indivisible de la communauté des États sociales. Elle contribue, fidèle aux principes de l'internationalisme socialiste à son renforcement, entretient et développement l'amitié, la collaboration universelle et l'assistance mutuelle avec tous les États de la communauté socialiste[13].

Si c'est bien l'ensemble des relations avec les « pays-frères » qui est désigné ici, on notera tout de même des liens privilégiés de la RDA avec certains pays à l'intérieur de cette communauté, en particulier la Pologne et la Tchécoslovaquie, voisins géographiques de l'Allemagne de l'Est[14].

Derrière ces discours sur la cohérence et le soutien sans faille à l'intérieur de cette communauté, apparaissent d'importantes tensions concernant d'importantes divergences politiques, idéologiques et économiques. Les conditions économiques se dégradant à partir de la seconde moitié des années 1970, des distensions se font de plus en plus visibles, particulièrement en raison de la grande dépendance des démocraties populaires envers les importations de matières premières, et notamment du pétrole soviétique, indispensable pour le bon fonctionnement de leur système de production. À partir de 1975, les discussions et négociations acerbes se multiplient donc entre les deux capitales concernant la quantité et le prix du pétrole que l'URSS peut fournir à son vassal et client[15]. Sur le plan politique également, les différences de points de vue sont notoires. On citera aussi l'insatisfaction grandissante des Allemands de l'Est face à la mainmise toujours plus grande de l'URSS sur les relations inter-allemandes[16]. Honecker a certes pu bénéficier d'une visite d'État à Bonn en 1987, mais c'est bien Moscou qui était devenu dans les années 1980 le contact privilégié de Bonn concernant l'évolution des relations inter-allemandes. Enfin, concernant les questions idéologiques, les points d'achoppement étaient également très nombreux. La RDA se positionnait en effet comme la championne de l'orthodoxie et de la fidélité à Moscou, ce qui ne manquait pas de créer des tensions avec les membres les moins attachés à cette règle du bloc, au premier lieu desquels figurait la Roumanie[17]. La politique étrangère de Nicolae Ceaușescu, proche des pays non-alignés et des Occidentaux, critiquant la position des Soviétiques sur de nombreux dossiers et utilisant également le sport à des fins politiques ont notoirement agacé les dirigeants du SED. On notera également que la position de la RDA comme défenseuse de le rigueur idéologique

13. *« Die Deutsche Demokratische Republik ist untrennbarer Bestandteil der sozialistischen Staatengemeinschaft. Sie trägt getreu den Prinzipien des sozialistischen Internationalismus zu ihrer Stärkung bei, pflegt und entwickelt die Freundschaft, die allseitige Zusammenarbeit und den gegenseitigen Beistand mit allen Staaten der sozialistischen Gemeinschaft »* ; cité d'après : « Verfassung der DDR vom 7. Oktober 1974 », *op. cit.*, p. 435.

14. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 428.

15. Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 275.

16. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 402-406.

17. Georg Herbstritt. *Entzweite Freunde : Rumänien, die Securitate und die DDR-Staatssicherheit*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2016, p. 18.

a débouché sur d'importants conflits avec l'URSS elle-même, avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev menant le PCUS vers une ligne réformiste, rejetée par Berlin-Est[18].

5.1.1.2 L'*Abgrenzung* face à l'Ouest

La propagande est-allemande a mis en avant l'intensité et la richesse des relations entre États socialistes, mais c'est le phénomène inverse qui s'est produit concernant celles avec l'« étranger non-socialiste », où le pouvoir en place a tenté de limiter les contacts avec ces pays.

La normalisation des relations avec la RFA via la signature du Traité Fondamental en 1972 permet de nouvelles possibilités de contacts entre Berlin-Est et les capitales occidentales, avec entre autres l'ouverture de relations diplomatiques entre la RDA et la France en février 1973[19]. Ces relations diplomatiques se sont ensuite poursuivies au niveau gouvernemental avec – toujours en conservant l'optique des relations franco-est-allemandes – la signature d'un Traité bilatéral de coopération culturelle en 1980, qui débouchera sur l'ouverture d'un centre culturel de la RDA à Paris en décembre 1983, suivi le mois suivant d'un centre culturel français sur *Unter den Linden*[20]. Erich Honecker eut même le droit aux honneurs d'une visite d'État lorsqu'il fut accueilli par François Mitterrand à l'Élysée en janvier 1988[21]. Le but principal de ces contacts était principalement de normaliser l'image international de la RDA et de mettre en avant son influence diplomatique. Les relations avec la France étaient dans ce cadre particulièrement symbolique, puisqu'elle constituait le partenaire privilégié de l'Allemagne de l'Ouest dans le cadre de la construction européenne. La RDA a cependant noué des liens avec de nombreux autres pays de l'Europe de l'Ouest, et en premier lieu les pays neutres dans la guerre froide : Suède, Finlande ou bien encore Autriche[22].

Mais si les dirigeants de la RDA ont tenté de gagner en prestige et en partenariats économiques par ces contacts, ces voyages diplomatiques et ces accords, le maître-mot concernant les relations entre les deux blocs était celui de la « démarcation » (*Abgrenzung*), notamment vis-à-vis de la RFA[23]. Il fallait en effet rompre les références communes à la République Fédérale et à la République Démocratique : modification de la constitution, modification des noms des institutions pour effacer le terme de *deutsch* au profit du seul acronyme *DDR*, etc. Le but de cette politique est de faire paraître les deux côtés de la frontière comme des entités entièrement distinctes, dont les relations ne différeraient pas de l'ensemble des relations diplomatiques. Cependant, comme le dé-

18. Scholtyseck, *Die Außenpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 43.

19. « Großbritannien und Frankreich nehmen diplomatische Beziehungen zur DDR auf ». In : *Neues Deutschland* 28.41 (10. 2. 1973), p. 1.

20. Genevieve Cimaz. « Le centre culturel de la RDA à Paris ». In : *La RDA et l'Occident (1949-1990)*. Sous la dir. d'Ulrich Pfeil. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2000, p. 465-476, p. 465.

21. Ulrich Pfeil. *Die « anderen » deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich (1949-1990)*. Cologne : Böhlau Verlag, 2004, p. 592.

22. Benno-Eide Siebs. *Die Außenpolitik der DDR 1976-1989 : Strategien und Grenzen*. Paderborn : Schöningh, 1999, p. 262.

23. Peter Borowsky. *Zeiten des Wandels*. T. 258. Information zur politischen Bildung. Bonn : bpb, 2002. URL : http://www.bpb.de/izpb/10117/die-ddr-zwischen-moskau-und-bonn?p=all (visité le 26. 10. 2019).

montrent de nombreuses études[24], la construction du Mur, les entraves dans la liberté de circulation et cette politique de rupture du gouvernement de Berlin-Est n'ont pas réussi à briser ces liens et les deux sociétés sont restées en contacts permanents, malgré un clair déséquilibre dans les rapports bilatéraux : l'Est étant bien davantage intéressé par ce qui se passait à l'Ouest qu'inversement. Cela se traduisait notamment par une consommation des biens culturels ouest-allemands à l'Est, bien que cela état officiellement interdit par les autorités est-allemandes : musique, radio, et surtout télévision, à la fois pour se divertir, mais également pour s'informer via des canaux jugés plus libres et moins biaisés idéologiquement[25]. Dans le domaine du sport, ce maintien des liens entre Allemands se caractérisait notamment par le soutien dont bénéficiait les équipes et sportifs de l'Ouest de l'autre côté de la frontière – l'inverse n'étant qu'un phénomène marginal. Ainsi, l'équipe nationale de football d'Allemagne de l'Ouest était considérée comme la deuxième équipe de cœur pour de nombreux Allemands de l'Est, tandis que les clubs de la *Bundesliga* étaient très populaires également de l'autre côté du Mur. Les retransmissions sportives comptaient parmi les émissions les plus regardées à l'Est sur les canaux de l'ARD ou de la ZDF[26].

5.1.1.3 La politisation des échanges sportifs

Si la diplomatie culturelle et le *soft power* sont à considérer pour l'ensemble des pays comme une partie intégrante de la stratégie de politique extérieure[27], les régimes socialistes se démarquent par leur propension à politiser tous les contacts avec l'étranger dans des buts propagandistes et pour faire avancer les objectifs de politique générale. On pourra sur le plan des contacts culturels parler de l'utilisation des jumelages entre villes et villages occidentaux et est-allemands, avant la signature du Traité Fondamental, dont la visée était de faire progresser la cause de l'Allemagne de l'Est dans l'opinion publique française[28] ou bien encore des polémiques ayant entouré la programmation du centre culturel de RDA à Paris[29].

Les relations sportives s'inscrivent également dans cette logique. Les compétitions internationales sont en effet des lieux para-diplomatiques, où se transposent l'affron-

24. Dans le domaine de l'histoire culturelle et de l'histoire sociale, de nombreuses études se sont intéressées à cette question de la circulation des personnes et des contenus entre l'Est et l'Ouest depuis le début des années 2000. On pourra notamment citer dans le cas allemand l'ouvrage dirigé par Tobias Hochscherf, Christoph Laucht et Andrew Plowman, *Divided, but Not Disconnected* (2010).
Dans l'espace global de l'Europe pendant la guerre froide, on pourra également citer, sans être exhaustif, les travaux d'Antoine Fleury, *Une Europe malgré tout. 1945-1990* (2008), ou de Kirsten Bönker, *Television Beyond and Across the Iron Curtain* (2016).

25. Meyen, « Die ARD in der DDR », *op. cit.*, p. 31.

26. Jutta Braun et Hans-Joachim Teichler. « Fußballfans im Visier der Staatsmacht ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 561-586, p. 576-578.

27. Robert Frank. « Culture et relations internationales : les diplomaties culturelles ». In : *Pour l'histoire des relations internationales*. Sous la dir. de Robert Frank. Paris : PUF, 2012. Chap. 16, p. 371-386.

28. Corine Defrance. « Les jumelages franco-allemands. Aspects d'une coopération transnationale ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 99 (2008), p. 189-201, p. 195.

29. Cimaz, « Le centre culturel de la RDA à Paris », *op. cit.*, p. 470.

tement entre les deux blocs ennemis, mais également les réseaux diplomatiques et de soutien entre pays. Au-delà des pouvoirs de ces compétitions dont nous avons déjà parlé, c'est la totalité des contacts entre sportifs est-allemands et étrangers qui sont pensés comme le reflet des liens entre les pays. Il n'y a pas que les athlètes de haut-niveau qui doivent être considérés comme des « diplomates en survêtement », car tous les participants à des échanges internationaux participent également volontairement ou non à cette mise en scène. On pourra par exemple citer la représentation de la solidarité socialiste par l'organisation de manifestations d'importance, comme la Course de la Paix, épreuve cycliste par étapes sillonnant l'Europe de l'Est et organisée par les trois organes de presse des partis communistes est-allemand, tchécoslovaque et polonais – *Neues Deutschland*, *Rudé Právo* et *Trybuna Ludu*. Cette course devait ainsi symboliser l'entente entre les trois démocraties populaires ainsi que la force du socialisme et du sportif socialiste[30]. On notera également les grands rassemblements sportifs de la jeunesse, comme les Festivals mondiaux de la jeunesse et des étudiants, organisés sur un rythme irrégulier par la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, qui avait été créée conjointement par Winston Churchill et Joseph Staline en 1945, mais qui très rapidement s'est retrouvée sous l'influence de Moscou. Ces festivals, qui rassemblaient plusieurs milliers de participants, étaient ainsi l'occasion de promouvoir la vision socialiste de la culture physique, l'unité du mouvement anti-impérialiste et la force de la communauté des États socialistes[31].

5.1.2 Le centralisme démocratique dans l'organisation des relations extérieures de la DHfK

C'est dans ce cadre d'un sport utilisé comme miroir de l'état de la diplomatie du pays que doivent se comprendre les échanges scientifiques de la DHfK. Cette dernière devait en effet se plier aux règles venues de Berlin et du StKS pour l'organisation de ses relations internationales, un domaine d'autant plus important que l'école était désormais considérés comme la vitrine des sciences du sport de la RDA. La DiB de l'école, créée en 1969, avait en effet été conçue pour centraliser l'ensemble des contacts de l'établissement.

5.1.2.1 Une tutelle interne : le rôle de la Direction pour les relations internationales

La DiB possède en effet un rôle central dans le développement des contacts internationaux de l'école, puisque ses pouvoirs sont très étendus. Tout d'abord, elle avait un droit de regard important sur les informations de l'étranger qui entraient ou sortaient de la DHfK. Dès la création de ce poste, le directeur de la DiB devait en effet recevoir immédiatement un rapport de tout contact avec des personnels étrangers, que ce soit par voie téléphonique, postale ou physique[32]. Cette règle a été renforcée à partir de 1979,

30. Wilkinson Johnson, « The Friendensfahrt », *op. cit.*, p. 60.
31. Margaret Peacock. « The perils of building Cold War consensus at the 1957 Moscow World Festival of Youth and Students ». In : *Cold War History* 12.3 (8/2012), p. 515-535, p. 515.
32. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 3.

puisqu'à partir de cette date, le directeur était également celui qui recevait directement la grande majorité du courrier venu de l'étranger. Il était en charge non seulement de réceptionner, mais également d'ouvrir, de lire, et seulement ensuite de transférer si besoin les différentes missives aux destinataires. Il recevait ainsi dans ses mains l'ensemble du courrier venu de l'étranger, qu'il lui soit adressé personnellement, à l'école de manière générale ou à un enseignant en particulier. De même, tout courrier sortant de l'école vers l'étranger devait recevoir le visa du directeur, qui pouvait censurer les contenus qui lui paraissaient inadéquats pour la sécurité des informations et des pratiques de l'école[33].

C'était également le directeur de la DiB qui avait la haute main sur la participation des membres de l'école à des événements ayant lieu hors de la RDA (participation à des colloques, observation de compétitions internationales ou délégation en tant qu'expert) ou recevant des personnels étrangers à Leipzig. En effet, l'ensemble des manifestations de ce type devait être enregistré au sein d'un fichier central, le « programme de déplacements internationaux » (*Internationaler Reiseplan*), produit tous les ans en mai afin de prévoir les déplacements à venir de l'année suivante. Or, c'était le directeur de la DiB, en accord avec le recteur et les consignes venues du ministère, qui fixait le nombre de manifestations que chaque composante de la DHfK pouvait organiser. C'était également ce même directeur qui avait le dernier mot sur la liste d'événements figurant sur le programme définitif[34]. Ainsi, par ce double dispositif, le directeur de la DiB avait la possibilité d'empêcher l'établissement de contacts, qui n'auraient pas de but pédagogique précis ou qui ne correspondraient pas aux grandes lignes de la politique de l'établissement.

La DiB n'a connu qu'un seul dirigeant durant toute son existence, Fritz Jahn, qui fut placé sous la tutelle directe du recteur de l'école. Si on regarde les indices biographiques disponibles dans les archives, on peut remarquer qu'il présente le profil-type du scientifique-fonctionnaire orthodoxe. Il a en passé effet l'intégralité de sa carrière au sein de la DHfK : il y a rédigé sa thèse, puis a gravi les échelons pour accéder à un poste à responsabilités[35], passant progressivement du statut d'assistant scientifique auprès du recteur à celui de directeur de la DiB à sa création en 1969, qu'il ne quittera qu'à la dissolution de l'école en 1990. Sur le plan politique, il semble apporter son soutien au régime en place, puisqu'il est membre déclaré du parti et contribue à l'organisation des élections communales de mai 1989[36]. En outre, il avoue, après la chute du Mur, avoir eu des contacts réguliers avec les agents du MfS lors de son activité de directeur[37]. Cependant, si Fritz Jahn semble correspondre à l'image du fonctionnaire soutenant la politique

33. *« Verweisung 1/1979 zur Behandlung und Bearbeitung der ein- und ausgehenden Auslandspost »* (1.5.1979). In : Büro des 1. Prorektors. « Zentrale und DHfK-Ordnungen ». UAL DHfK VWA 3732/2. (1978-1990).

34. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 4.

35. *« The German College of Physical Culture and Its Scientific Establishments. By Dr. Schwidtman, Rector and Fritz Jahn, Scientific Assistant of Rector »* ; cité d'après : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3730/1 », *op. cit.*

36. *« Liste der Parteimitglieder, die an der Organisation der Kommunalwahlen 1989 teilgenommen haben »*. In : Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 4270 », *op. cit.*

37. *« Protokoll über die Sitzung des 6. Runden Tisches der DHfK »* (9.4.1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*, p. 12-14.

de la RDA, il s'autorise parfois quelques critiques envers celle-ci et la qualité du travail effectué au sein de l'école[38].

Ainsi, le réseau international de l'école est verrouillé par une chaîne hiérarchique qui concentre le pouvoir de l'école dans les mains d'une figure si ce n'est fidèle, au moins soucieuse de ne pas remettre en question l'ordre établi.

5.1.2.2 Une tutelle externe : le Secrétariat d'État à la culture physique et au sport

Ce contrôle interne des relations internationales était en outre doublé d'une tutelle directe de la part des instances centrales de Berlin-Est. En effet, la validation des programmes de déplacements internationaux par la DiB de l'école était nécessaire, mais elle ne représentait que le premier pas dans le processus général. Les propositions de participations étaient par la suite centralisées par le StKS, qui devait donner son accord et publiait la liste définitive des manifestations acceptées pour l'ensemble des organisations qui étaient sous sa tutelle[39]. Tout événement prévu par les membres de l'école, mais dont le rapport bénéfice-coût et les aspects politiques étaient jugés insuffisants, était systématiquement censuré, souvent au grand dam des enseignants de l'école[40]. De même, le StKS devait être consulté pour toute réponse à un courrier venant d'un pays capitaliste pour s'assurer qu'elle ne contienne pas d'informations à ne pas divulguer[41].

Ainsi, la réalisation quotidienne des contacts avec l'étranger était directement contrôlée par le StKS, qui, en outre, disposait seul pouvoir d'initiative pour la structuration de ce réseau de contact. En effet, afin d'initier des échanges scientifiques avec un pays tiers, il était impératif que ce dernier ait signé un traité d'amitié avec la RDA ou ses institutions. Or, les membres de l'école n'avaient en aucun cas l'autorisation de signer ou négocier ce type de traité. Seuls le StKS et le Ministère des Affaires Étrangères – *Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten* (MfAA), disposaient de telles prérogatives[42].

La prise de contacts et l'entretien du réseau de relations internationales de la DHfK étaient donc contrôlés de manière très stricte par le parti, à la fois via une hiérarchisation interne de l'école, mais également par un contrôle direct des institutions centrales de la RDA, qui veillaient au respect des consignées donnés. Cette mise sous tutelle de ces institutions n'étaient pas une donnée propre à la DHfK, mais était visible dans

38. Par exemple : *« Zuarbeit zur Führungslinie 1988-1990 »* (9.12.1987), p. 4-5. In : Büro des 1. Prorektors. « Zentrale und DHfK-Ordnungen, Wertungen, Perspektivmaterial, Berichterstattung ». UAL DHfK VWA 3732/3. (1978-1990) ; ou bien en 1989, dans : *« Vorlage für die Dienstbesprechung des Staatssekretärs am 17.1.1989 »*. In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*

39. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 5.

40. *« Brief des Rektors am StKS »* in : Büro des Rektors. « Internationaler Reiseplan ». UAL DHfK VWA 3322. (1983).

41. *« Leitungsinstruktion für die internationale Arbeit der DHfK auf der Grundlage der "Ordnung für die internationale Arbeit im Bereich des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport" vom 1.3.1972 »* (10.12.1973), p. 4. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

42. *Ibid.*, p. 3.

l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la RDA, dont les échanges étaient principalement gérés par le MHF[43].

5.1.2.3 Des buts politiques

La raison principale de cette tutelle étroite des relations internationales de l'école est leur dimension symbolique.

Cette volonté est d'ailleurs clairement affichée par les dirigeants de l'école. Ainsi, dans le document-cadre, publié en 1971 et fixant le cadre théorique des relations internationales de l'école, il est clairement stipulé dans le préambule que :

> Le but du travail vers l'international de la DHfK consiste à soutenir de manière efficace les objectifs de politique étrangère et de la politique sportive internationale de la RDA, selon les possibilités spécifiques de l'école et sur la base des décisions du parti et de l'État. Il doit également utiliser de manière efficace les relations internationales pour atteindre des performances plus importantes en matière de formation, d'éducation et de recherche, selon les principales caractéristiques du profil de l'école.[44]

Là encore, cette volonté de politiser un domaine *a priori* apolitique n'est pas seulement visible dans des documents internes ou privés, mais elle est clairement affichée, y compris dans la presse à tirage international. Ainsi, en 1988, le directeur de la DiB, Fritz Jahn publiait un article dans le *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* sur les contacts de l'école avec l'étranger, où il commence par ces mots :

> Depuis sa fondation, la DHfK s'efforce à soutenir activement la réalisation de la politique étrangère et sportive de la RDA à travers ses relations internationales[45].

Le lien de subordination envers la politique de représentation du pays ne se limite pas à quelques positionnements idéologiques généraux ou à quelques injonctions de comportement pour les participants. Il sous-tend l'ensemble de la réalisation de ces échanges, en fixant notamment des cibles prioritaires concernant les potentiels partenaires. Ainsi, trois grandes catégories de pays avec lesquels la DHfK se devait d'entretenir des liens se dessinent, soit, par ordre de priorité :

43. Rayk Einax. « Praktizierte Integration. DDR-Außenpolitik und die Freundschaftsverträge der Friedrich-Schiller-Universität Jena – Ein Überblick ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe Hossfeld, Thomas Kaiser et Heinz Mestrup. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 585-596, p. 587.

44. *« Das Ziel der internationalen Arbeit an der DHfK besteht darin, mit den spezifischen Möglichkeiten der Hochschule die Lösung der außenpolitischen Aufgaben und der internationalen Sportpolitik der DDR auf der Grundlage der Beschlüsse von Partei- und Staatsführung wirksam zu unterstützen sowie die internationalen Beziehungen effektiv für die Erzielung hoher Leistungen in Ausbildung, Erziehung und Forschung entsprechend den profilbestimmenden Schwerpunkten zu nutzen »* ; cité d'après : Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 1.

45. *« Seit ihrer Gründung bemüht sich die DHfK intensiv darum, mit ihren internationalen Beziehungen die Verwirklichung der sozialistischen Außen- und Sportpolitik der DDR tatkäftig zu unterstützen »* ; cité d'après : Jahn, « Zu den internationalen Beziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 109.

1. Les pays de la « communauté des États socialistes », et en premier lieu l'URSS et la Pologne. Ordre était donné d'entretenir des relations directes avec les « institutions-sœurs » afin d'établir une collaboration multilatérale basée sur l'« utilité mutuelle » et d'approfondir les connaissances scientifiques et pédagogiques dans l'ensemble des domaines des sciences du sport. Le but était également d'affermir les liens entre les sociétés des pays frères, d'afficher l'image d'une communauté socialiste unie et de profiter des résultats des dernières recherches soviétiques dans le domaine.

2. Les « jeunes États nationaux » (*junge Nationalstaaten*), terme du jargon socialiste pour désigner les pays issus de la décolonisation, d'Afrique et d'Asie principalement. Pour ces pays, les formes principales d'échanges étaient l'accueil d'étudiants étrangers et l'aide au développement des structures sportives de ces pays par l'envoi d'experts[46]. Ici, l'intention était de diffuser une image positive de la RDA dans les principaux pays ciblés par ces mesures, et ainsi pouvoir faire valoir les intérêts de la RDA en matière économique et politique. Il fallait convaincre les participants de la supériorité de l'Allemagne de l'Est et de son modèle de société, afin de pouvoir tisser un réseau d'ambassadeurs de la RDA dans les différents pays partenaires, qui pourraient utiliser leurs positions dans les instances de leur pays en faveur des intérêts de la RDA.

3. Les pays capitalistes. Les objectifs étaient plus limités et se contentaient de devoir « contribuer à la réalisation du principe de coexistence pacifique ». Cela passait principalement par une place importante des experts de la RDA dans les organismes internationaux du sport, afin d'y faire valoir les prises de position des pays socialistes et de connaître les dernières avancées scientifiques[47].

La réalisation des contacts internationaux de la DHfK est donc bel et bien pensée comme un processus politique. Ce dernier est dicté par les instances dirigeantes de l'école et du parti, et devant suivre des objectifs précis et clairement formulés. Le but de ces consignes strictes était d'optimiser le plus possible les gains stratégiques sur le plan diplomatique de ces échanges internationaux.

5.1.3 Typologie des échanges

Ces discours sur la politisation des contacts avec les pays étrangers ne sont pas restés que théoriques et ils ont eu des influences majeures sur les formes et les volumes des échanges que la DHfK et ses personnels ont développés. Ainsi, si on analyse d'un point de vue statistique les relations internationales de l'école, on peut s'apercevoir que les grandes lignes dictées par le parti ont été respectées[48].

46. Nous consacrerons le chapitre suivant à la thématique spécifique de l'accueil des étudiants étrangers.

47. *« Leitungsinstruktion für die internationale Arbeit der DHfK auf der Grundlage der "Ordnung für die internationale Arbeit im Bereich des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport" vom 1.3.1972 »* (10.12..1973), p. 1, : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*, et *« Vorläufige Ordnung für die internationale Arbeit an der DHfK »* (7 avril 1971), p. 1, in : « UAL DHfK VWA 1253 ».

48. L'ensemble des graphiques et des statistiques utilisés dans ce chapitre sont issus du dépouillement des archives de la DHfK. Les données brutes ayant servi à la réalisation de ces statistiques ainsi que des

5.1.3.1 Une différenciation quantitative

Pour analyser les relations de l'école avec l'étranger, nous tiendrons compte dans ce chapitre de l'ensemble des manifestations prises en charge par la DiB depuis sa création en 1969 jusqu'à la chute du Mur en 1989, c'est-à-dire de toutes les manifestations scientifiques, pédagogiques et administratives – colloques, stages, réunions ou participations à des sommets internationaux – ayant lieu à l'étranger et auxquelles ont participé des personnels ou des étudiants de la DHfK, ou bien ayant eu lieu au sein de la DHfK et ayant impliqué des personnels étrangers. Ne figurent cependant pas dans ces statistiques ni les visites du campus par des journalistes étrangers ni l'accueil d'étudiants étrangers. Ces données sont représentées au travers des graphiques 5.1 pour les pourcentages et 5.2 pour les valeurs absolues en jours – personnes[49] (j.-p.), aux pages 221 et 222 de ce document

Ainsi, sur ces vingt ans d'existence, ce sont 1 167 événements qui sont recensées dans les archives, représentant un volume total de 46 774 j.-p. Si on s'attarde sur les pays avec lesquels ces échanges ont été faits, on s'aperçoit que les instructions données par le parti en matière de politique de relations internationales ont été respectées à la lettre, puisque les « pays de la communauté socialiste[50] » représentent, et de loin, la cible privilégiée des contacts internationaux, avec 82,61% du volume total, soit un total de 36 638 j.-p. Ces contacts devaient « contribuer au renforcement de l'indestructible amitié des pays-frères socialistes[51] ». Les deux autres axes des contacts équivalent à des volumes plus modestes, puisque les pays en développement sont la destination de 13,83% (6 471 j.-p.) et les pays capitalistes seulement 3,56% (1 665 j.-p.)[52]. Cette hiérarchisation n'est cependant pas seulement visible sur les chiffres globaux de la période de vingt ans, mais elle se retrouve dans l'intégralité des bilans annuels. Il n'existe en effet pas une année où les échanges avec les « pays-frères » ne représentent pas au moins la moitié du total (51,93% étant le minimum en 1954), tandis que les pays capitalistes ne dépassent jamais le seuil des 10% (8,58% au maximum, en 1971). Cette prépondérance des relations avec les pays socialistes est également soulignée par la signature de trois traités d'amitié entre la DHfK et des homologues étrangères, toutes situées dans des pays du pacte de Varsovie :

précisions méthodologiques quant à leur origine sont à retrouver dans l'annexe B.1 du présent document (p. 409).

49. C'est cette unité qui est utilisée dans les documents officiels de la RDA. Par exemple, un échange occupant trois personnes pendant cinq jours sera compté comme valant quinze j.-p.

50. Une définition claire et précise de la *communauté socialiste* n'est pas donnée dans les archives. On entendra donc pour la réalisation de ces statistiques l'ensemble des pays membres de la CAÉM en 1989, soit l'Albanie, la Bulgarie, Cuba, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie la Tchécoslovaquie, l'URSS, le Vietnam et la Yougoslavie.

51. *« [Die internationale Arbeit] trug zur Festigung der unzerstörbaren Freundschaft zwischen den sozialistischen Brüderländer bei. »*, cité d'après : *Brief des Ministerrats der DDR* (22.10.1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

52. Ici aussi, la liste des pays considérés comme « capitalistes » n'est pas clairement donnée dans les archives. Nous comprendrons ici les membres de membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDÉ) en 1989, c'est-à-dire l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, la RFA (y compris Berlin-Ouest), le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

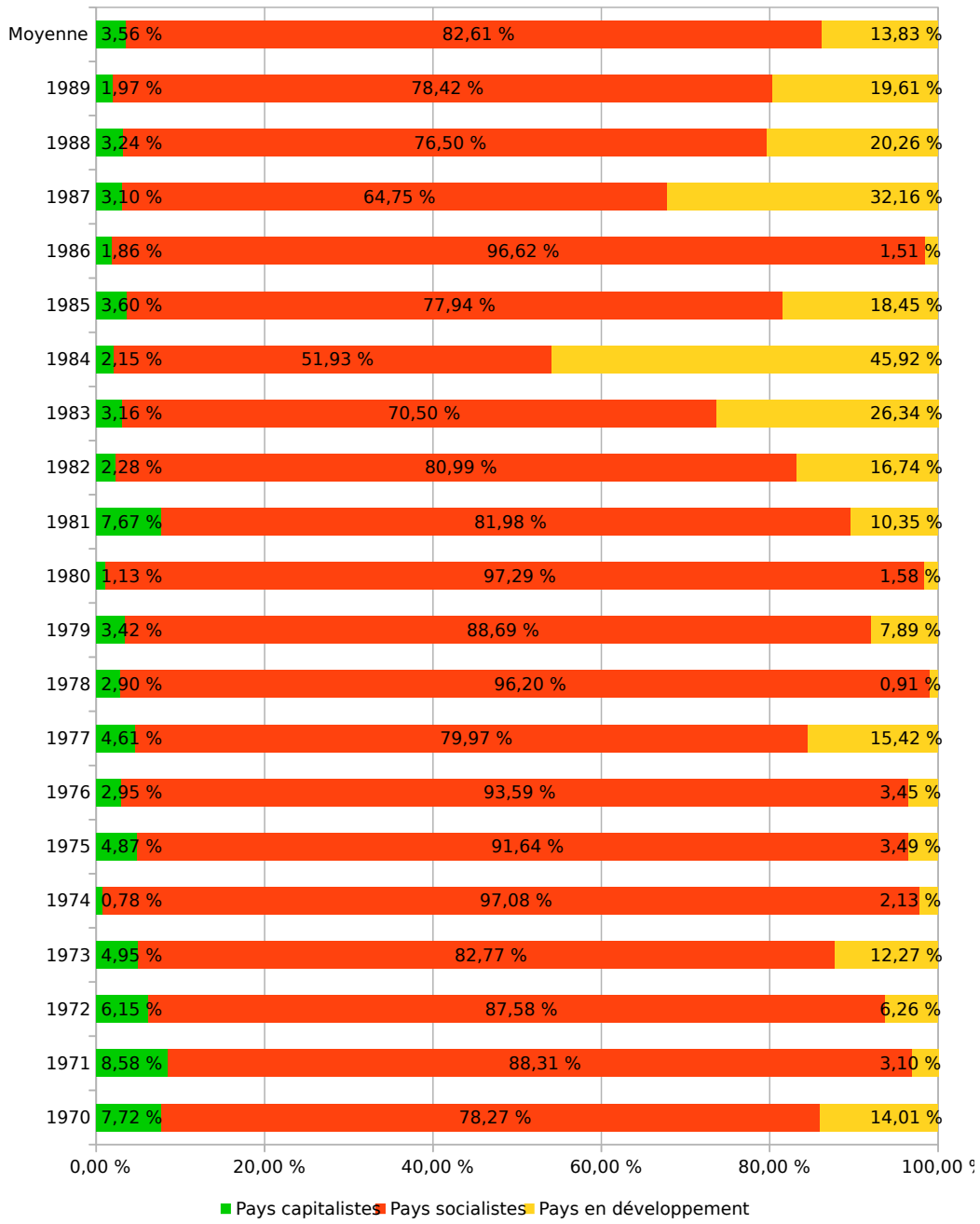


FIG. 5.1 : Répartition des échanges internationaux de la DHfK (hors *Ausländerstudium*) par catégorie de pays en pourcentages (1970-1989)

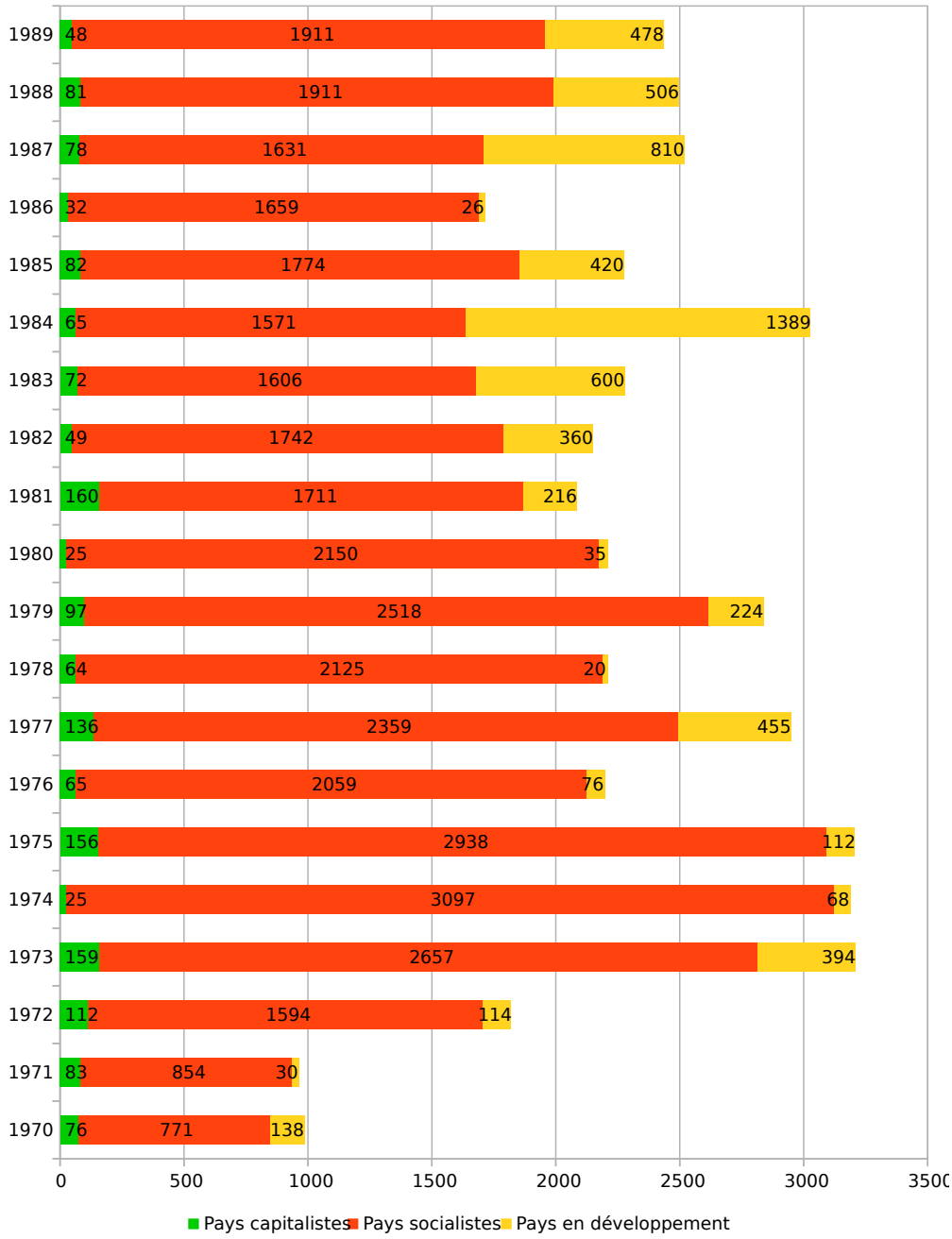


FIG. 5.2 : Répartition des échanges internationaux de la DHfK (hors *Ausländerstudium*) par catégorie de pays en jours – personnes (1970-1989)

tout d'abord avec l'Académie pour l'éducation physique Józef Piłsudski de Varsovie – *Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie* (AWF) et l'Institut pour la culture physique de l'Université Charles de Prague (*Institut tělesné výchovy a sportu Univerzity Karlovy*), signés en 1955, et ensuite avec l'Institut central d'État pour la culture physique de Moscou (*Gosudarstvennyj central'nyj institut fizičeskoj kul'tury*), en 1969[53].

En observant le graphique 5.2, on note plusieurs tendances significatives dans l'évolution des volumes globaux des échanges internationaux :

- L'augmentation nette des contacts avec l'étranger durant la première moitié des années 1970, sous l'effet du nouveau profil de l'école suite à la réforme de 1969 (967 j.-p. en 1970, plus bas absolu, contre 3 210 en 1973, plus haut absolu) ;
- Une baisse notable dans les années 1980, en particulier avec les pays socialistes, en raison principalement des difficultés économiques et politiques au sein du pacte de Varsovie. Plusieurs manifestations avec la Pologne, et notamment l'échange d'une délégation étudiante entre la DHfK et l'AWF ont été annulées en raison du rôle grandissant du syndicat Solidarność et des troubles en Pologne[54].
- Une assez grande volatilité des liens avec les pays en développement (entre 20 j.-p. en 1978 et 1 389 en 1984), qui s'explique en premier lieu par la nature même des échanges avec ces pays. En effet, il s'agit souvent de manifestations plus longues que pour les deux autres types de pays, notamment via l'envoi pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois de personnels de la DHfK dans le pays cible. Parvenir à mettre en place de telles mesures était ainsi plus complexe et faisait fluctuer de manière notable les statistiques.

Ainsi, on note à la fois une augmentation du rôle et de l'importance des contacts internationaux au sein de la DHfK au début des années 1970, mais également une hiérarchisation réelle et permanente des contacts entre les trois catégories de pays définis par les textes émis par le SED et les organes de tutelles. Cependant, cette importance différenciée dans les échanges scientifiques et pédagogiques n'est pas une spécificité de la DHfK, mais est également visible à plus grande échelle dans l'ensemble du monde du sport et des universités en RDA, puisque sur l'ensemble des traités d'amitié signés entre les établissements de RDA, 70% d'entre eux l'étaient avec d'autres pays socialistes.

5.1.3.2 Une différenciation qualitative

L'importance marquée des relations avec les pays socialistes n'est cependant pas uniquement visible d'un point de vue quantitatif, mais également qualitatif. En effet, les

53. *Analyse und Konzeption der internationalen Arbeit der DHfK mit den sozialistischen Ländern* (20.11.1978), p. 1, in : Büro des 1. Prorektors. « Analyse und Berichte über die internationale Arbeit ». UAL DHfK VWA 3565. (1977-1980).

54. *Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1985* (11.12.1985). In : Büro des 1. Prorektors. « Jahresberichte ». UAL DHfW VWA 3735/1. (1985-1989).

Les échanges internationaux de la DHfK peuvent se diviser en cinq grandes catégories

Catégorie 1 Manifestations scientifiques et / ou pédagogiques en collaboration avec une – ou plusieurs – institution(s) similaire(s) à la DHfK située(s) à l'étranger (Institut central de Moscou, AWF de Varsovie, INSEP à Paris, etc.) et concernant enseignants, chercheurs ou membres du personnel de direction. Dans cette catégorie seront considérés notamment colloques scientifiques, réunions d'harmonisation pédagogique, réunions de travail scientifique, visites d'amitié ou célébrations d'événements particuliers.

Catégorie 2 Manifestations scientifiques et / ou pédagogiques similaires à celles de la catégorie 1, mais concernant les étudiants des institutions en question.

Catégorie 3 Manifestations scientifiques et/ou pédagogiques réalisées dans le cadre d'organisations internationales : réunions de travail, assemblées générales, colloques et symposiums, événements festifs, etc. Ces institutions peuvent être en charge de l'organisation du sport (fédérations internationales ou CIO), de la culture (UNESCO) ou des sciences du sport (CIEPSS, FEPSAC).

Catégorie 4 Envoi ou réception d'experts pour des missions d'enseignement ou de conseil auprès de partenaires étrangers (écoles, ministères, fédérations, etc.).

Catégorie 5 Observation simple d'événements sportifs (matchs, fêtes, compétitions internationales, etc.). Ces observations servaient la plupart du temps aux enseignants de la DHfK pour prendre connaissance des dernières découvertes en matière de recherche, ou de techniques d'entraînement pour le sport de pointe.

FIG. 5.3 : Typologie des échanges internationaux de la DHfK

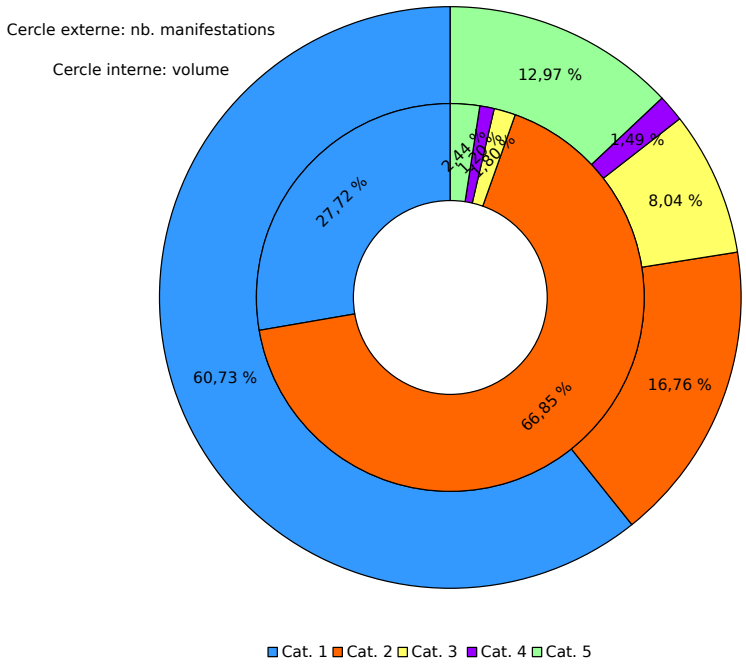


FIG. 5.4 : Catégorisation des relations internationales de la DHfK avec les pays socialistes (1970-1989)

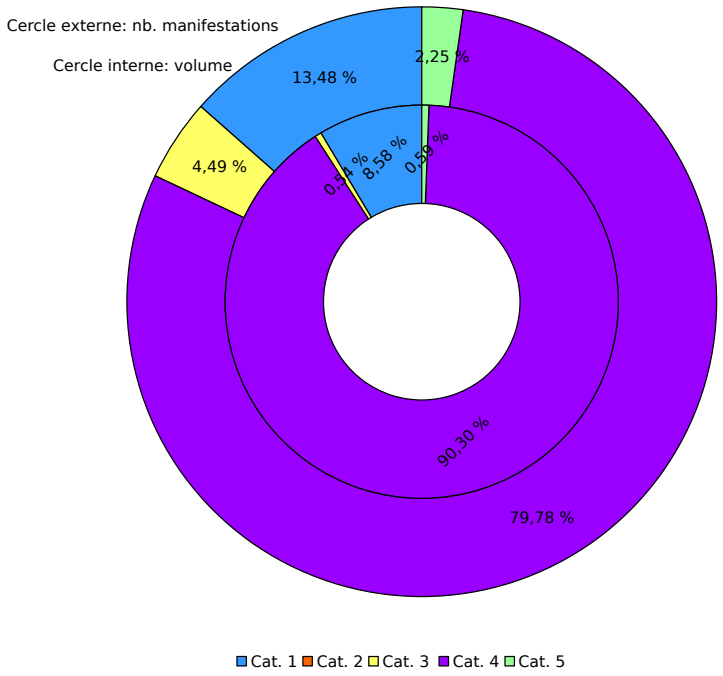


FIG. 5.5 : Catégorisation des relations internationales de la DHfK avec les pays en développement (1970-1989)

manifestations avec ces pays sont plus riches et variées que celles avec les pays en développement ou les pays capitalistes. Si on analyse les échanges en fonction des catégories décrites dans la figure 5.3 (p. 224), on s'aperçoit alors que les trois groupes de pays disposent chacun de caractéristiques bien particulières. Ainsi, les pays socialistes présentent un profil varié, soulignant une véritable volonté de collaboration et de partage d'informations de la part de la DHfK envers ses homologues étrangères. Les échanges des catégories 1 et 2 représentent en effet 77,49% du nombre des manifestations et 94,57% du volume des échanges. Ces contacts avec des institutions telles que l'AWF de Varsovie, ou les instituts centraux de Moscou ou Leningrad prennent ainsi la forme de véritables réunions de travail afin d'améliorer les pratiques pédagogiques en cours au sein des différents établissements, et de faire avancer les travaux de recherche des personnels de l'école. En outre, les contacts avec les « pays-frères » sont les seuls à inclure un volet pour les étudiants, avec des stages annuels depuis le début des années soixante-dix. Ce type d'échanges est beaucoup moins répandu pour les pays capitalistes, où il ne représente que 16,83% du nombre de manifestations.On observe le même phénomène pour les pays en développement avec 12,50% du total des contacts avec ces pays.

Ces deux types de pays présentent des profils très différents, marqués par des relations beaucoup plus inégales. Pour les pays « du Sud », la grande majorité des contacts (90,30% du volume total) est constituée par l'envoi de professeurs à l'étranger. S'il s'agit là d'une volonté de collaboration, elle est beaucoup plus dissymétrique et unidirectionnelle : Leipzig apporte son expertise aux partenaires, mais les échanges vers la DHfK sont quasi-inexistants. Il s'agit là davantage d'une relation de maître à élève que d'égal à égal[55]. Pour les pays occidentaux, 57,49% des événements se passent dans un cadre plus vaste, celui d'organisations internationales et 25,12% sont de simples observations de compétitions sportives. Il s'agit donc ici à la fois d'une activité de veille scientifique, afin de rester informés des dernières évolutions des sciences du sport et de l'entraînement, et d'affirmation de la présence de la RDA dans ces instances.

Dans les grandes lignes de la réalisation de ces relations internationales, une hiérarchisation stricte est également visible, où seuls les pays socialistes ont accès à une collaboration riche, tandis que pays capitalistes et en développement doivent se contenter de rapports beaucoup plus vagues et verticaux.

Les relations internationales de l'école de Leipzig doivent ainsi être comprises, non comme la simple volonté de faire avancer les connaissances scientifiques des personnels de l'école et leurs projets pédagogiques, mais bien davantage comme une poursuite des objectifs de politique étrangère du gouvernement de Berlin-Est. Les enseignants et personnels de l'école n'ont donc qu'une liberté très limitée dans la mise en place de ces contacts et se doivent de suivre les lignes très strictes imposées par les instances de tutelle. Priorité est donnée en matière scientifique à la collaboration avec les autres pays

55. En ce sens, elles se rapprochent également dans la philosophie et ses principes de l'accueil d'étudiants étrangers au sein de la DHfK et seront expliqués avec eux dans le chapitre suivant.

socialistes, de loin la plus dense et variée, qui vise véritablement à établir une collaboration stable entre pays-frères. Les relations avec les pays en développement se caractérisent par une volonté d'aide au développement, tandis que les liens avec les pays capitalistes sont réduits à portion congrue et ne sont censés servir qu'à affirmer la présence internationale de l'Allemagne de l'Est et à mettre en place une veille scientifique. Cependant, derrière ces équilibres généraux, la réalité des échanges est bien plus contrastée et les relations établies au travers de l'école dépassent rarement les grands équilibres de la guerre froide.

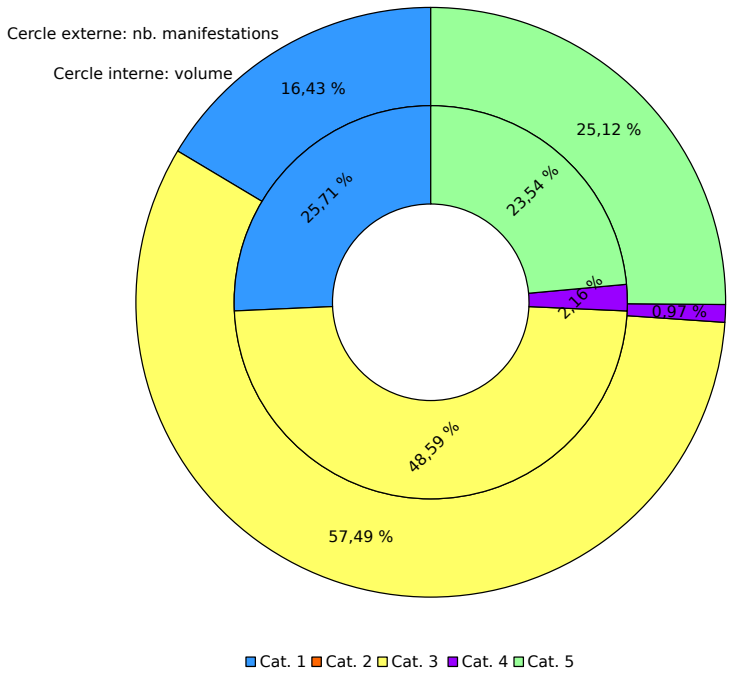


FIG. 5.6 : Catégorisation des relations internationales de la DHfK avec les pays capitalistes (1970-1989)

5.2 Les relations avec les pays socialistes : entre privilèges et difficultés dans le contenu

En s'attardant sur le quotidien et la réalité des échanges entre la DHfK et ses homologues des pays socialistes (la liste des principaux partenaires de l'école est à consulter via la figure 5.7, p 230), on s'aperçoit que, derrière les discours de propagande sur le renforcement des liens entre les « frères socialistes », les contacts établis n'arrivent que difficilement à se défaire de l'amitié forcée imposée par les conditions géopolitiques et que cette collaboration aboutit sur des résultats concrets plus que mitigés.

5.2.1 Une unité de façade

Le travail entre la DHfK et ses partenaires socialistes semble *a priori* particulièrement riche, foisonnant et harmonieux, s'étend sur de vastes compétences et met en œuvre de nombreux projets ambitieux. Tout ceci avait également pour but de mettre en avant la force du bloc de l'Est dans le monde du sport et des sciences qui lui sont reliées ainsi que de souligner l'« amitié indestructible entre les pays frères[56] ».

5.2.1.1 Une collaboration *a priori* variée et harmonieuse

Au-delà des données statistiques, une véritable et profonde collaboration semble s'être progressivement instaurée avec l'ouverture de l'école sur l'international entre Leipzig et les partenaires du bloc de l'Est. Il convient d'évoquer rapidement le grand nombre d'observations de terrain (catégorie 5 dans les statistiques) qui ont eu lieu dans les pays socialistes. Il s'agissait d'envoyer à l'étranger des enseignants de la DHfK observer les rencontres internationales des différentes disciplines sportives, notamment ceux impliquant les équipes ou les sportifs de pays capitalistes. Ces déplacements servaient de matière première aux travaux scientifiques et de connaître les dernières tactiques en matière d'entraînement. Elles avaient en effet, selon les dirigeants de l'école :

> une utilité importante pour la recherche et l'enseignement à la DHfK. Il a été possible par l'envoi de représentants de la DHfK de gagner des connaissances au plus haut point importantes, qui [ont soutenu] de manière efficace [les] sportifs lors de leurs sorties réussies aux Jeux Olympiques[57].

Les déplacements à l'Ouest devant être financés en devises fortes, de plus en plus rares, il était bien plus économique pour le régime de se déplacer au sein du bloc de l'Est.

56. *« Die unzerstörbare Freundschaft zwischen den sozialistischen Brüderländern »*, cité d'après : *« Brief des Ministerrats der DDR »* (26.10.1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3279 », *op. cit.*

57. *« Die 1971 durchgeführten Wettkampfbeobachtungen haben für Forschung und Lehre an der DHfK einen großen Nutzen erbracht. Es konnten von den entsandten DHfK-Kadern äußerst wichtige Erkenntnisse gewonnen werden, die die unmittelbare Vorbereitung unserer Sportler auf ein erfolgreiches Abschneiden bei den Olympischen Spielen effektiv unterstützen »* ; cité d'après : *« Jahresanalyse 1971 über Ergebnisse und Probleme der internationalen Arbeit an der DHfK einschließlich des Ausländerstudiums »* ; (20.1.1972), p. 1, in : Büro des Rektors. « Internationale Beziehungen ». UAL DHfK VWA 0103. (1966-1974).

Bulgarie	Institut Supérieur pour la culture physique et le sport « Georgi Dimitrov » de Sofia – *Visš institut za fizičesko vzpitanie i sport Georgi Dimitrov*
Cuba	Institut supérieur pour la culture physique "Manuel Fajardo" de La Havane – *Instituto Superior de Cultura Fisíca "Manuel Fajardo"*
Hongrie	École centrale hongroise pour l'éducation physique de Budapest – *Magyar Testnevelési Főiskola*
Pologne	Académie pour l'éducation physique Józef Piłsudski de Varsovie – *Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie* Académie pour l'éducation physique et le sport de Gdańsk *Akademia Wychowania Fizycznego i Sportu w Gdańsku*
Roumanie	Institut d'éducation physique et du sport de Bucarest – *Institutul de Educație Fizică și Sport*
Tchécoslovaquie	Institut pour la culture physique de l'Université-Charles de Prague – *Institut tělesné výchovy a sportu Univerzity Karlovy* Faculté pour l'éducation physique et le sport de Bratislava – *Fakulty telesnej výchovy a športu uk Bratislava*
URSS	Institut central d'État pour la culture physique de Moscou – *Gosudarstvennyj central'nyj institut fizičeskoj kul'tury* Institut Lesgaft de Léningrad – *Gosudarstvennyj institut fizičeskogo obrazovanija imeni P. .F. Lesgafta* Institut d'État de Kiev pour la culture physique – *Kievskij gosudarstvennyj institut fizičeskoj kul'tury*

FIG. 5.7 : Liste des principales écoles partenaires de la DHfK

La véritable spécificité des échanges avec les pays socialistes réside dans la création d'un réseau solide de partenariats et de collaboration avec des écoles similaires (catégories 1 et 2 des statistiques), qui représentent 78 % de l'ensemble du volume des échanges de l'établissement (36 537 j.-p. sur 46 774 au total). Ces manifestations prennent des formes multiples et concernent l'ensemble des domaines d'activités de l'école. Ainsi, depuis 1976, a été mis en place une systématisation de la collaboration scientifique entre les écoles du bloc de l'Est, notamment avec la définition de thèmes de recherches communs[58]. Ces thèmes faisaient l'objet d'un travail bilatéral (souvent entre l'URSS et la RDA), ou multilatéral (avec l'ensemble des établissements partenaires), qui prenait la forme de réunion de travail, de colloques et de symposiums. Les rencontres se faisaient à un rythme d'une par an, parfois plus fréquemment et les thématiques étaient définis pour des cycles de cinq ans[59]. Les bibliothèques des différents établissements collaboraient également de manière intensive afin de compléter leurs collections, dont la partie accessible à tous les étudiants était très majoritairement composée d'ouvrages publiés dans les pays socialistes[60].

À ces échanges scientifiques, il faut également ajouter les multiples rencontres annuelles entre personnels et dirigeants des établissements afin de mettre en commun, échanger et harmoniser les pratiques pédagogiques et idéologiques en cours. S'additionnent à cela les visites d'amitié et autres célébrations festives, par exemple l'anniversaire de fondation de l'école. Une « Conférence des recteurs des universités du sport des pays socialistes » (*Konferenz der Rektoren der Sporthochschulen der sozialistischen Länder*) a même créée en 1959 à Leipzig, réunissant les responsables de Moscou, Kiev, Prague, Sofia, Varsovie, Budapest, Bucarest, Pékin et Pyongyang[61]. Cette conférence s'est ensuite réunie à un rythme irrégulier, généralement à l'occasion de grandes fêtes du sport, comme les Fêtes du sport et de la gymnastique (*Turn- und Sportfest*) de Leipzig, afin de discuter des principaux problèmes de leurs établissements[62].

Enfin, une partie importante des échanges concernaient les étudiants. Depuis le début des années 1970, une série d'accords a été en effet conclue entre l'école de Leipzig et ses partenaires socialistes (1971 pour la Pologne[63], 1972 pour la Tchécoslovaquie et la

58. Büro des Rektors. « Internationaler Reiseplan 1976 mit allen Unterlagen ». UAL DHfK VWA 2183. (1976).

59. *« Plan der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahr 1986 »*, p. 3-6. In : Büro des 1. Prorektors. « Internationaler Reiseplan mit allen Unterlagen ». UAL DHfK VWA 3682. (1987).

60. *« Analyse und Konzeption der internationalen Arbeit der DHfK mit den sozialistischen Ländern »* (20.11.1978), p. 5. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

61. Kalb, « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 77.

62. Hans-Georg Herrmann et Fritz Jahn. « Die Entwicklung der DHfK mit den Bruderinstitutionen der Sowjetunion und der anderen sozialistischen Länder ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 16.3 (1975), p. 19-29, p. 19.

63. *« Internationaler Reiseplan des StKS für das Jahr 1971 »*. In : Direktorat für internationale Beziehungen. « Internationaler Reiseplan 1971 mit Einzelmaßnahmen ». UAL DHfK VWA 1244. (1971).

Bulgarie[64], 1973 pour l'URSS[65] et 1974 pour la Hongrie[66]) pour mettre en place un stage annuel de dix à dix-huit jours, pour des groupes de douze à vingt étudiants. L'éducation politique y jouait un rôle majeur, car seuls les étudiants les plus méritants quant à leur travail, mais également quant à leur engagement politique étaient sélectionnés pour ces voyages. Cela leur permettait à la fois de faire connaissance avec le système sportif soviétique, mais également, à travers séminaires politiques et ateliers encadrés par les organisations de masse, de renforcer leur conscience idéologique et politique, de pratiquer la langue russe, d'établir des liens réels avec le « grand frère soviétique », ou pour reprendre les mots des responsables du programme de renforcer les « connaissance sur le rôle pionnier de la classe ouvrière soviétique[67]. »

5.2.1.2 Une collaboration mise en avant par la propagande

Ces contacts étaient fortement mis en avant par la propagande qui insistaient lourdement sur les liens indéfectibles qui unissaient les « pays-frères » En effet, l'ensemble des commentaires sur le sujet soulignait toujours deux avantages principaux de ces échanges : premièrement les dimensions scientifiques et pédagogique. Ainsi, dans le document-cadre de 1971 qui régit les relations internationales de l'école, celles avec les pays socialistes se devaient en effet d'être dans l'optique de « l'utilité réciproque pour la formation initiale et continue, l'éducation et la recherche[68] ». Cette volonté de renforcer les connaissances dans le domaine des sciences du sport était centrale dans l'évaluation et la promotion des relations internationales et constitue un motif récurrent dans les différents rapports et documents officiels. Ainsi, en 1988, le directeur de la DiB, Fritz Jahn se félicite notamment des

> échanges d'expériences et de connaissances concernant les directions prises par la formation et les lignes directrices du processus d'éducation, de formation initiale et continue, y compris en matière de cursus, de programmes d'études et de stages[69].

Outre ces considérations pédagogiques et scientifiques, ce sont bien les motifs politiques qui sont constamment soulignés dans les documents officiels. En effet, la priorité de ces contacts était officiellement :

64. *« Internationaler Reiseplan des StKS für das Jahr 1972 »*. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

65. *« Internationaler Reiseplan des StKS für das Jahr 1973 »*. In : *ibid.*

66. *« Internationaler Reiseplan des StKS für das Jahr 1974 »*. In : Büro des 1. Prorektors. « Ausländerstudium, Ausländerinternate ». UAL DHfK VWA 2257. (1971-1977).

67. *« [Sie verstärken die Kenntnisse] über die Pionnierrolle der sowjetischen Arbeiterklasse »* ; cité d'après : *« Analyse und Konzeption der internationalen Arbeit der DHfK mit den sozialistischen Ländern »* (20.11.1978), p. 3. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

68. *« [Diese Beziehungen ergeben sich] unter dem Aspekt des gegenseitigen Nutzens für Aus- und Weiterbildung, Erziehung und Forschung ; »* ; in : Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 1.

69. *« Darüber hinaus wurden Erfahrungen und Erkenntnisse über Ausbildungsrichtungen und die Gesamtgestaltung des Erziehungs-, Aus- und Weiterbildungsprozesses einschließlich der Studienpläne, Lehrprogramme, Praktika u.a. ausgetauscht »*, cité d'après : Jahn, « Zu den internationalen Beziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 109.

> d'affermir et approfondir les relations amicales avec les institutions-sœurs de l'URSS et des autres pays socialistes en tant que contribution à la poursuite du renforcement de l'unité et de la détermination de la communauté des États socialistes[70].

Ainsi, la volonté du parti et de la direction de l'école de mettre un place un réseau très étendu de collaboration scientifique, pédagogique et administrative entre la DHfK et ses homologues socialistes permettait à la fois de renforcer, à moindres coûts, les connaissances dans les sciences du sport, mais également de mettre en scène ces relations.

5.2.2 Une hiérarchie marquée

Cependant, derrière cette volonté d'afficher une unité et un travail en commun entre alliés socialistes, se reflètent dans le quotidien des échanges les tensions et les équilibres diplomatiques et politiques qui avaient cours au sein du bloc de l'Est. Tous ces États étaient certes partenaires, mais une hiérarchie claire s'est instaurée entre eux, et l'amitié forcée entretenue par les États ne donnait des résultats concrets que peu concluants.

5.2.2.1 L'URSS, partenaire privilégiée

Près de 44% de l'ensemble des contacts avec les pays du bloc de l'Est – soit 16 879 des 38 638 j.-p. – ont été réalisés avec le seul « grand frère soviétique », c'est-à-dire plus du double de ce qui a été mis en place avec la Pologne. Outre ces données chiffrées, les instituts soviétiques sont les seuls à disposer d'un programme d'échanges scientifiques strictement bilatéral avec la DHfK, dont les thématiques et les modalités sont planifiées par des accords écrits pour plusieurs années. Ainsi, scientifiques et enseignants soviétiques et est-allemands se rencontraient régulièrement au sein de colloques, journées d'études et réunions de travail dans des domaines déterminés à l'avance[71]. Ces manifestations avaient lieu dans le cadre global des relations soviético-est-allemandes dans les sciences du sport, qui étaient gérées depuis 1967 par la Commission permanente commune – *Ständige Gemeinsame Kommission* (SGK), organisme chargé de coordonner les contacts entre les institutions des deux pays et qui n'avait pas d'équivalent pour les relations avec les autres pays[72]. Les liens avec les autres écoles du bloc étaient beaucoup moins développés et intimes et les projets scientifiques avaient généralement lieu dans un cadre multilatéral, entre l'ensemble des pays du bloc socialiste. Les projets bilatéraux étaient beaucoup plus ponctuels, et surtout beaucoup moins ambitieux qu'avec l'URSS, faisant de Moscou un cas à part dans la constellation des écoles socialistes.

70. *« Schwerpunkt der internationalen Arbeit der DHfK ist die Festigung und Vertiefung der freundschaftlichen Beziehungen zu den Bruderinstitutionen der UdSSR und anderer sozialistischer Länder als Beitrag zur weiteren Stärkung der Einheit und Geschlossenheit der sozialistischen Staatengemeinschaft »* ; cité d'après : *« Leitungsinstruktion für die internationale Arbeit der DHfK auf der Grundlage der* "Ordnung für die internationale Arbeit im Bereich des StKS" *»* (1.3.1972), p. 1, cité d'après : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

71. *« Plan der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahr 1986 »*, p. 3. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3682 », *op. cit.*

72. Mertin, *Sowjetisch-deutsche Sportbeziehungen im Kalten Krieg*, *op. cit.*, p. 126.

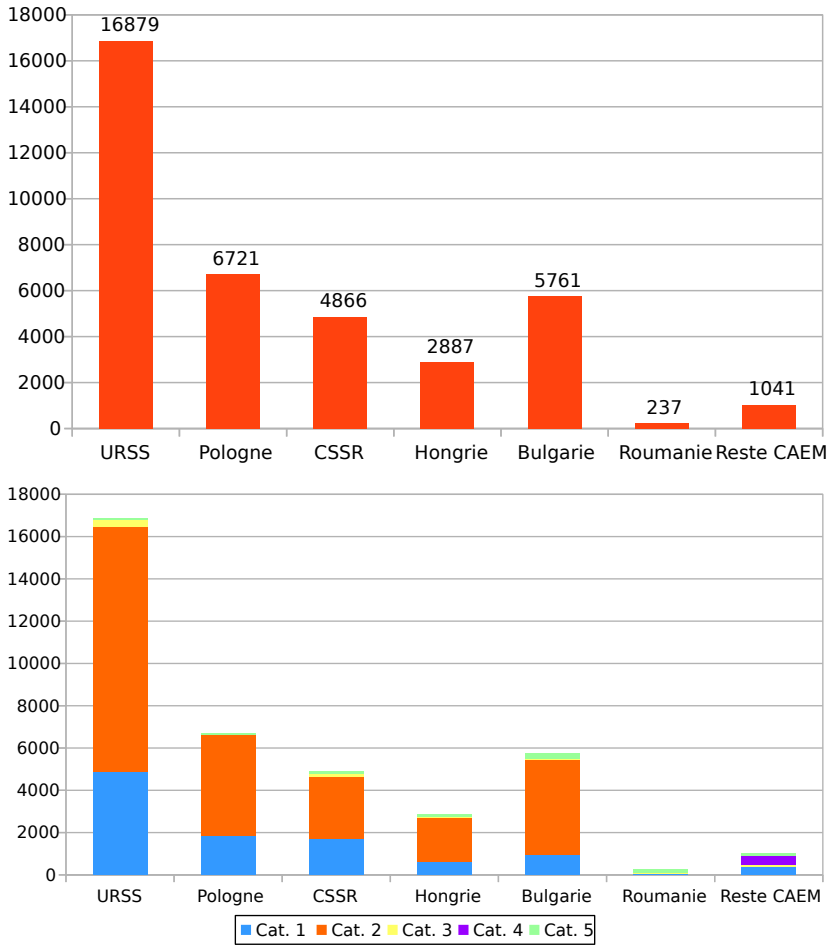


FIG. 5.8 : Répartition du volume des relations de la DHfK avec les pays socialistes (en j.-p.)

En outre, les relations avec l'URSS sont les seules à véritablement concerner le cœur d'activité de la DHfK : le sport de haut-niveau. Les instituts de Moscou, Leningrad et Kiev sont en effet spécialisés également dans ce domaine particulier des sciences du sport, comme le montre notamment le choix des thématiques communes de recherche. Ainsi, parmi les six projets communs stipulés dans l'accord pour la période 1986 - 1990, quatre sont directement liés au sport de performance, notamment la thématique 6, intitulée « Rôle, fonction et problèmes actuels du sport de haut-niveau dans l'affrontement international de classes[73] ». En comparaison, les écoles de Prague, Varsovie, Bratislava ou Budapest présentent un profil beaucoup plus généraliste, centré souvent sur le sport de masse ainsi que sur le sport en milieu scolaire, et forment principalement des entraîneurs généralistes ou des professeurs de sport[74]. La collaboration avec la DHfK porte donc sur des thématiques plus globales et principalement centrées sur le sport de masse. Ainsi, les sept problématiques sur lesquelles se concentraient les accords multilatéraux pour la période 1986 - 1990 portaient uniquement sur des thématiques générales du sport[75].

Cette distinction est également visible dans la manière dont les échanges sont perçus par les personnels de l'école. Ainsi, en 1978, Fritz Jahn soulignait la qualité et surtout l'utilité des échanges avec l'institut de Moscou pour le nouveau profil de la DHfK, affirmant notamment que les échanges et colloques « soutenaient de manière visible le processus de profilage de l'enseignement à la DHfK » et contribuaient à « l'amélioration qualitative de la formation et de l'éducation, des fondements théoriques ainsi que l'éclaircissement de positions idéologiques et méthodologiques » au sein de l'école[76]. À l'inverse, les relations avec les institutions des autres démocraties populaires étaient certes considérées dans le même document comme cordiales et riches, mais apportaient « peu de connaissances exploitables dans le processus général d'éducation et de formation », en raison des différences dans le profil des écoles, qui « limitait l'utilisation directe et le degré de mise en pratique » des échanges[77].

73. *« Rolle, Funktion und aktuelle Probleme des Leistungssports in der internationalen Klassenauseinandersetzung »* ; cité d'après : *« Plan der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahr 1986 »*, p. 3. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3682 », *op. cit.*

74. *« Analyse und Konzeption der internationalen Arbeit der DHfK mit den sozialistischen Ländern »* (20.11.1978), p. 5. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

75. *« Im Rahmen der multilateralen sportwissenschaftlichen Zusammenarbeit der sozialistischen Länder beteiligt sich die DDR an der Bearbeitung wissenschaftlicher und technischer Fragestellungen auf dem Gebiet des Nichtleistungssports in den bestätigten 7 Problemkreisen »* ; cité d'après : *« Plan der internationalen Arbeit des StKS und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahre 1988 »*, p. 4. In : Büro des 1. Prorektors. « Internationaler Reiseplan 1988, 1989, Wettkampfbeobachtungen im NSW und SW ». UAL DHfK VWA 3731/1. (1987-1989).

76. *« Die gegenseitige Studienaufenthalte mit dem ZI Moskau unterstützen wesentlich den Profilierungsprozeß der Lehre der DHfK entsprechend den wachsenden Anforderungen des Leistungssports. Die DHfK erhielt für die Lehrarbeit vielfältige Anregungen und anwendbare Erkenntnisse, die unsere Hochschule z. T. eigene Entwicklungsarbeiten ersparten bzw. zu Qualitätsverbesserungen für die Ausbildung und Erziehung und die Theoriebildung sowie zur Klärung ideologischer und methodologischer Positionen bestimmter Gebiete beitrugen »* ; cité d'après : *« Analyse und Schlußfolgerungen bezüglich der Studiendelegationen auf dem Gebiet der Lehre und zu wissenschaftstheoretischen Fragen »* (14.12.1978), p. 2. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

77. *« Die Studienaufenthalte mit den Sporthochschulen der anderen sozialistischen Brüderländer erbrachten […] weniger zum Gesamtprozeß der Erziehung und Ausbildung verwertbare Erkenntnisse. Die Unterschiedlichkeit der Leitungs- und Wissenschaftsstruktur sowie die Tatsache, daß die Bruderhochschu-*

Ainsi, la relation entre la RDA et l'URSS se distingue dans les années 1970 et 1980 de celle avec les autres démocraties populaires européennes par sa richesse et sa profondeur. Le rôle majeur de l'Union Soviétique dans la construction du modèle de société socialiste, ainsi que dans l'organisation des structures sportives est constamment souligné par les dirigeants de l'école, mais cela s'accompagne également – de manière de plus en plus notoire avec l'augmentation des résultats des athlètes est-allemands dans les compétitions internationales – d'une mise en valeur de l'Allemagne de l'Est comme le premier partenaire de l'URSS au sein du bloc de l'Est, tant au niveau sportif que politique. Dans la stratégie d'auto-représentation de la RDA face à l'URSS, on note une évolution très claire du discours : si les premières années d'existence de l'école et du système sportif étaient marquées par une dépendance vis-à-vis de Moscou, une véritable relation de maître à élève : les progrès du système est-allemand ont permis à Berlin-Est de devenir un véritable partenaire, collaborant – d'après les mots des dirigeants du sport est-allemand – d'égal à égal avec l'Union Soviétique. Par exemple, en 1970, dans un article publié dans *Theorie und Praxis der Körperkultur*, Hans Simon, Wolfgang Eichel, Horst Weder et Fritz Jahn, tous enseignants au sein de l'école, insistent sur le fait que désormais les deux pays sont égaux sur le plan du développement des sciences du sport :

> Désormais ce sont l'échange d'expériences dans le sens d'un profit mutuel, la collaboration pour améliorer les sciences du sport socialistes, et l'alliance dans la lutte des classes contre la politique sportive impérialiste qui forment les caractéristiques et la mesure des relations dans les sciences du sport entre la DHfK et l'Union Soviétique[78].

L'école de Leipzig ne se considère donc plus simplement comme un élève attentif, elle dit contribuer désormais pleinement à la « grande œuvre » qu'est la propagation et le perfectionnement du modèle de société socialiste, main dans la main avec Moscou désormais. Ce type de discours devient omniprésent dans l'ensemble des communications officielles de l'école à partir des années 1970. En 1979, le recteur Hans-Georg Herrmann, dans son discours de bienvenue aux étudiants étrangers, présente certes l'URSS comme « la tête de la solide communauté des pays-frères socialistes », mais insiste également sur le rôle de la RDA, qui « œuvre depuis sa fondation de manière conséquente pour le maintien de la paix et la détente internationale[79]. »

Cette volonté de se représenter non plus comme un subalterne de l'Union Soviétique, mais comme un allié à part entière n'est toutefois pas visible qu'à travers les échanges

len vorrangig Schulsportlehrer ausbilden und die Trainerausbildung erst im Auf- und Ausbau begriffen ist, engten jedoch die direktive Verwertbarkeit bzw. den Umsetzungsgrad ein », in : *Ibid.*, p. 2-3.

78. *« Heute sind der Erfahrungsaustausch zum beiderseitigen Nutzen, die Zusammenarbeit zur Weiterentwicklung der sozialistischen Sportwissenschaft und das Bündnis in der Klassenauseinandersetzung mit der imperialistischen Sportpolitik die Kennzeichen und auch die Maßstäbe für die sportwissenschaftlichen Beziehungen der DHfK zur Sowjetunion »* ; cité d'après : Simon et al., « Die Bedeutung der deutsch-sowjetischen Freundschaft für die Entwicklung der DHfK », *op. cit.*, p. 868.

79. *« In der festen Gemeinschaft der sozialistischen Brüderländer mit der Sowjetunion an der Spitze wirkt die DDR seit ihrer Gründung konsequent für die Erhaltung des Friedens und für internationale Entspannung ; »* cité d'après : *« Rektorrede zur Eröffnung des 16. ITK und des postgradualen Studiums »*. In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2859 », *op. cit.*

de l'école, mais bien dans l'ensemble des relations entre les deux pays dans le domaine du sport, où Moscou et Berlin-Est forment un couple toujours plus important et aux statuts équivalents. Ce rapprochement est notamment symbolisé par la signature de deux traités d'amitié spécifiques au monde du sport en mai 1966, puis en juillet 1977[80]. D'après l'historien du sport Norbert Lehmann, ces deux accords marquent deux ruptures importantes dans les relations entre les deux pays en matière de sport : celui de 1966 fait passer la RDA du statut d'élève à celui de « partenaire à égalité de droits », tandis que celui de 1977 couronne la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est comme le partenaire le plus important de Moscou au sein du bloc de l'Est[81].

De manière plus générale, ce processus est à remettre dans le cadre de la politique étrangère de l'Allemagne de l'Est sous Honecker, qui souhaite que la RDA puisse jouer un rôle plus important et plus autonome sur la scène internationale, tout en se plaçant officiellement dans les grands cadres politiques fixés par Moscou. La RDA se distingue en cela des autres démocraties populaires, qui préfèrent comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie faire profil bas sur la scène internationale, ou bien comme la Roumanie de Nicolae Ceaușescu s'affirmer de manière forte et indépendante face à l'Union Soviétique.

Toutefois, cette volonté de se placer dans les pas de l'URSS et de se présenter sur un pied d'égalité envers le « grand frère » s'oppose aux réticences du côté soviétique, beaucoup moins enclin à collaborer avec la RDA. En effet, si les enseignants de la DHfK se sont montrés toujours très enjoués à l'idée de travailler avec leurs homologues soviétiques et si la propagande a eu tôt fait de souligner les qualités de ces échanges, la direction du système sportif de l'Union Soviétique a, elle, fait continuellement pression depuis la fin des années 1970 pour ne pas augmenter, si ce n'est réduire la quantité de ces contacts, ainsi que leur périmètre. À partir de 1977, le gouvernement de l'URSS fait notamment réduire la durée des voyages sur les thématiques de recherches bilatérale, les faisant passer de dix à sept jours[82]. De même, l'année suivante, c'est l'échange annuel concernant les étudiants qui est raboté de quatre jours, passant de vingt-et-un à dix-sept[83] – il repasse cependant à dix-huit en 1979 et se stabilise à ce niveau par la suite[84]. Ces événements sont cependant loin d'être des exceptions, puisque ce genre d'incidents tend à se multiplier, notamment dans les années 1980 : réduction de la durée, voire suppression pure et simple de manifestations prévues au calendrier, parfois sans qu'une raison ne soit donnée[85], dégradation de la qualité d'une rencontre prévue, notamment en n'envoyant

80. « Sportvertrag DDR - UdSSR ». In : *Neues Deutschland* 21.127 (1. 9. 1966), p. 1 ; « Sportfest-Hochstimmung in allen Stadien und Wettkampfstätten ». In : *Neues Deutschland* 32.176 (27. 7. 1977), p. 1.

81. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 537.

82. *« Bericht über die internationale Arbeit im Jahr 1977 an der DHfK »* (12.1.1978). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

83. *« Internationaler Reiseplan des StKS 1978 »*. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 2667 », *op. cit.*

84. *« Internationaler Reiseplan des StKS 1979 »*. In : Büro des Rektors. « Unterlagen und Planentwürfe, Internationaler Reiseplan ». UAL DHfK VWA 2690/1. (1979-1980).

85. *« Stellungsnahme zum Internationalen Reiseplan 1981, Rektor Prof. Dr. Hermann »*. In : Büro des 1. Prorektors. « Unterlagen Internationaler Reiseplan 1981-1982 ». UAL DHfK VWA 3006/1. (1981-1982), p. 16-17.

que des fonctionnaires là où des scientifiques étaient attendus, empêchant la réalisation des objectifs initiaux[86], ou bien encore multiplication des simples « visite d'amitiés » à la place de véritables échanges entre pairs[87]. Ces réductions dans les contacts auraient pu en outre aller plus loin si les enseignants de la DHfK, mécontents de la baisse de qualité des résultats, et les responsables du StKS n'avaient fait pression, notamment auprès du MHF, pour maintenir un niveau qui leur paraissait acceptable. L'URSS souhaitait continuer de réduire le nombre d'étudiants et la durée des séjours pour le stage annuel[88]. Ces incompréhensions soulignent donc une dissymétrie dans les relations scientifiques soviético-est-allemandes, avec une URSS beaucoup plus rétive qu'une RDA, souhaitant véritablement créer un lien fort avec ses homologues de l'Est.

Là également, ces fluctuations sont à expliquer par la politique générale, car derrière les discours sur la coopération et l'entente amicale entre Berlin-Est et Moscou, le PCUS tolérait mal qu'un pays censé être son satellite puisse lui faire de l'ombre sur la scène sportive. Le coup fut particulièrement rude en 1984, après les Jeux Olympiques d'hiver de Sarajevo, où la RDA finit en tête du classement des médailles et dépassa de ce fait l'URSS[89]. L'Union Soviétique fut ainsi nettement moins prête à partager connaissances et techniques avec la RDA, qui risquait désormais de menacer son hégémonie au sein même de son propre bloc d'alliances. Cette tension sportive était en outre doublée par des problèmes d'ordre diplomatiques, puisqu'au cours des années 1980, les différences de points de vue entre d'un côté Erich Honecker et de l'autre côté les dirigeants soviétiques successifs, que ce soit Léonid Brejnev, Iouri Andropov ou bien encore Konstantin Tchernenko, n'ont fait que de se renforcer. L'attitude du SED, qui jouait de plus en plus sa carte personnelle dans les rapports internationaux, et en particulier envers l'Allemagne de l'Ouest, exaspérait au plus au point le PCUS, qui derrière les discours de façade sur l'unité du bloc, ne se cachait pas pour critiquer son homologue est-allemand[90].

Ainsi, malgré les discours sur la coopération globale au sein de la « communauté des États socialistes », une hiérarchisation claire des échanges s'est établie avec l'URSS nettement privilégiée dans l'établissement des contacts avec la DHfK, au détriment des autres démocraties populaires. Il fallait afficher une image de puissance, de deuxième puissance au sein du bloc de l'Est. Cette politisation des échanges a affecté de manière négative leur déroulement, en les inscrivant de manière directe dans les grands équilibres de la guerre froide. La direction de l'URSS, passablement agacée de la rivalité sportive avec un pays satellite et de l'ambition diplomatique de Honecker, décida de réduire ces

86. *« Bemerkungen zum bestätigten Internationalen Reiseplan 1977, Fritz Jahn »*. In : Büro des Rektors. « Jahres- und Halbjahrespläne, Internationaler Reiseplan ». UAL DHfK VWA 2177. (1976-1977).

87. *« Analyse und Schlußfolgerung bezüglich der Studiendelegationen auf dem Gebiet der Lehre und zu wissenschaftstheorischen Fragen »* (14.12.1978) p. 2. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

88. *« Anruf an die Kollegin Kinzl, StKS, Abt. Internationale Beziehungen zum Problem Studentenaustausch mit der UdSSR »* (7.1.1981). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3006/1 », *op. cit.*, p. 15.

89. Mertin, *Sowjetisch-deutsche Sportbeziehungen im Kalten Krieg*, *op. cit.*, p. 142.

90. Scholtyseck, *Die Außenpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 41.

des échanges qui auraient pu renforcer un concurrent potentiel, et ce au grand dam des acteurs de base de ces échanges : les enseignants et personnels de la DHfK.

5.2.2.2 Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et Bulgarie : des partenaires de second plan

Quatre pays d'Europe centrale, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la Tchéchoslovaquie, présentent des profils relativement similaires entre eux : ceux de partenaires majeurs de la DHfK, mais nettement en retrait par rapport à l'URSS. En effet, les échanges de la DHfK avec ces pays représentent des volumes très conséquents – 6 721 j.-p. avec la Pologne, 5 761 avec la Bulgarie, 4 866 avec la Tchécoslovaquie, et 2 887 avec la Hongrie – soit à chaque fois plus que pour l'ensemble des pays capitalistes, mais nettement inférieur de 60 à 85% à ceux entretenus avec l'Union Soviétique. En outre, dans leurs formes, les manifestations avec ces cibles sont similaires à celles avec l'URSS. Il s'agit en effet en grande majorité de partenariats directs avec d'autres écoles ou facultés spécialisées dans les sciences du sport, comme l'AWF de Varsovie ou l'École centrale hongroise pour l'éducation physique, et qui s'organisent selon les mêmes modalités qu'avec les instituts de Moscou, Leningrad ou Kiev. À noter cependant, comme nous l'avons déjà énoncé dans la section précédente qu'il s'agit avant tout, dans le domaine scientifique, de collaboration multilatérale et l'objet de ces contacts est différent de celui avec Moscou et plus large : il concerne les sciences du sport dans leur globalité et non pas uniquement le haut-niveau. Ainsi, même si ces partenariats peuvent être considérés, tant en termes de quantité que de profondeur, de second ordre dans la hiérarchie interne au bloc de l'Est, nettement derrière l'Union Soviétique, ces quatre pays présentent un profil assez similaire et restent des débouchés majeurs des relations internationales de la DHfK.

C'est d'ailleurs cet aspect qui est mis en avant par la propagande quand il s'agit de décrire les relations avec les autres pays du bloc de l'Est. Par exemple, en 1976, deux articles sont publiés dans la revue scientifique de la DHfK, décrivant les relations avec la Pologne et la Bulgarie. Dans les deux cas, les traités de collaboration entre les deux pays sont considérés un « renforcement continuel des relations fraternelles dans tous les domaines de la culture physique entre [les] deux États[91] », servant à rapprocher les peuples et améliorer la compréhension mutuelle des sociétés. Dans les deux cas cependant, ces relations sont placées sous le patronage de l'Union Soviétique, qui a notamment permis grâce à la victoire en 1945 de « créer les bases pour des relations résolument neuves entre Allemands et Polonais[92]. »

91. *« [Der Vertrag] leitet die weitere Intensivierung der bestehenden brüderlichen Beziehungen auf allen Gebieten von Körperkultur und Sport zwischen unseren beiden Staaten ein »* ; cité d'après : Gabriele Greiner. « Befreiung vom Faschismus – entscheidende Grundlage für die Entwicklung und Gestaltung der Beziehungen auf dem Gebiet von Körperkultur und Sport zwischen der DDR und der Volksrepublik Bulgarien ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 17.1 (1976), p. 135-138, p. 137.

92. *« Es war die Sowjetunion, die vor 30 Jahren mit der Zerschlagung des Hitlerfaschismus die Voraussetzungen für ein grundlegend neues Verhältnis zwischen Deutschen und Polen schuf »* ; cité d'après : Doris Polotzek. « Zur Entfaltung der Beziehungen auf dem Gebiet von Körperkultur und Sport zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Volksrepublik Polen ». In : *Wissenschaftliche Zeitschrift der DHfK* 17.1 (1976), p. 129-133, p. 129.

En s'intéressant à la mise en place au quotidien de ces échanges, d'importantes difficultés sont apparues et contredisent quelque peu l'image de concorde absolue propagée par la propagande. Les enseignants et dirigeants de la DHfK ont certes souligné l'utilité des échanges, notamment des stages pour les étudiants, pour leurs aspects politiques et idéologiques, permettant notamment aux jeunes représentants des différentes nations socialistes de se rapprocher, de mieux se comprendre et d'échanger. Fritz Jahn disait d'ailleurs à ce propos :

> On peut estimer que les stages pour les étudiants possèdent une grande valeur politico-éducative dans l'optique de la formation de la personnalité socialiste, et qu'ils ont apporté de grands bénéfices pour la formation théorique et pratique, ainsi que pour l'autonomie culturelle des étudiants[93].

Toutefois, derrière ces principes généraux d'amitié, les griefs de la part de la RDA envers ses partenaires ne tardent pas à se faire sentir. Ainsi, les comparaisons avec l'URSS sont-elles omniprésentes et les dirigeants de l'école n'ont de cesse de présenter les échanges avec le « grand frère soviétique », comme « les plus efficaces et les plus puissants sur le plan éducatif[94] », rejetant les autres partenaires européens dans une seconde classe de manière très nette. De manière plus générale, c'est la qualité des résultats des échanges pédagogiques et scientifiques qui est remise en cause de manière fréquente. En effet, le fait que les échanges portent de manière quasi intégrale sur le sport de masse, posait un problème notable pour les personnels de la DHfK, qui se voyaient contraints de travailler sur des domaines qui n'étaient pas le cœur de leur activité, ce qui ne les satisfaisait que très modérément. Les critiques envers le manque de pertinence de ces manifestations et de leurs résultats concrets ont été assez récurrentes parmi les enseignants, qui reprochent notamment que les connaissances gagnées leur étaient en réalité assez peu utiles dans leur travail et leurs recherches au quotidien[95]. Cela a également posé problème pour la conception même des échanges, puisqu'il était difficile de trouver un sujet commun pour des gens travaillant sur des thématiques aussi différentes et pour des étudiants engagés dans des parcours si différents[96]. À plusieurs reprises, l'utilité même de certaines manifestations a été remise en cause, car elles ne dépassaient pas la simple visite d'amitié, et n'apportaient aucune nouvelle connaissance aux chercheurs de Leipzig[97].

93. *« Es kann eingeschätzt werden, daß der Studentenaustausch einen hohen politisch-erzieherischen Wert für die sozialistischen Persönlichkeitsformung besitzt sowie einen großen Nutzen für die theoretische und praxisbezogene Ausbildung und kulturelle Selbsttätigkeit der Studenten erbracht hat ; »* cité d'après : *« Analyse und Schlußfolgerung bezüglich der Studiendelegationen auf dem Gebiet der Lehre und zu wissenschaftstheorischen Fragen »* (14.12.1978) p. 6. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

94. *« Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1985 »* (11.12.1985) et *Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1986* (5.1.1987). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3735/1 », *op. cit.*

95. *« Zur Ziel- und Aufgabenstellung des Internationalen Reiseplanentwurfes der DHfK für das Jahr 1987 »*, p. 3. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3682 », *op. cit.*

96. *« Analyse und Konzeption der internationalen Arbeit der DHfK mit den sozialistischen Ländern »* (20.11.1978), p. 5. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

97. *« Kurze Wertung der 1976 bisher mit der Volksrepublik Bulgarien realisierten Maßnahmen »*. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 2177 », *op. cit.*, ou *Bericht über die internationale Arbeit im*

Les critiques dans l'autre sens, venant des pays partenaires envers la DHfK, sont également visibles. Ces derniers reprochaient notamment à Leipzig le peu d'information qu'elle était prête à partager et le culte du secret entourant certaines thèmes, notamment les recettes de fabrication des champions est-allemands. La hiérarchie est-allemande était en effet particulièrement réticente à discuter de ces questions avec des institutions qui ne pourraient que peu faire progresser les connaissances en la matière, et ce même avec des pays censés être les plus proches. En 1987, par exemple, le directeur des relations internationales de l'école de Budapest a ainsi ouvertement remis en cause l'utilité des contacts, en s'exprimant de manière on ne peut plus claire :

> Nous ne sommes plus intéressés à des échanges de délégations d'étude avec la DHfK comme elles se font actuellement, car il est impossible de traiter de certaines questions qui nous intéressent[98].

Fritz Jahn avoua même que ce constat était partagé par « presque toutes les écoles-sœurs[99] », et que les bénéfices concrets tirés par la DHfK dépassaient ceux obtenus par les partenaires lors des échanges.

En outre, on observe les mêmes équilibres et tensions entre ces pays au niveau des contacts sportifs qu'au niveau de la « grande » diplomatie. On note également que les tensions visibles entre les pays du bloc se reportent dans les relations sportives. Ainsi, les enseignants de la DHfK, devant auprès de leur hiérarchie se comporter comme de véritables porte-paroles du SED, lors de leurs sorties à l'étranger ont ainsi critiqué à plusieurs reprises dans la deuxième moitié des années 1980 le manque de rigueur idéologique de leurs collègues hongrois et du système sportif kadariste dans son entier. La RDA se voyant comme le défenseur de l'orthodoxie socialiste face aux tentatives « révisionnistes » de János Kádár, elle s'éloigne de plus en plus de Budapest à partir du début de cette décennie[100]. Au sein de la DHfK, la DiB reprocha notamment à ses homologues budapestois leur « faible influence idéologique[101] », ainsi que l'introduction progressive et de plus en plus visible du professionnalisme au sein de l'école et du sport magyar en général[102].

Les contacts sportifs entre la RDA et ces quatre pays socialistes constituent donc une partie importante des relations internationales, mais ils se placent néanmoins clairement en retrait de ceux entretenus avec l'Union Soviétique et ses établissements. Le but de ces relations est donc principalement de préserver et de cultiver une façade d'amitié et

Jahre 19877 an der DHfK (12.1.1978). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

98. *« Vom Direktor für interationale Beziehungen der Hochschule Budapest wurde z. B. gesagt :* "Wir sind nicht länger am Austausch von Studiendelegation bisheriger Art mit der DHfK interessiert, da bestimmte, uns interessierende Fragen nicht behandelt werden dürfen" *»* ; cité d'après : *« Zuarbeit zur Führungslinie 1988-1990, Brief von Dr. Jahn »* (9.12.1987). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

99. *Ibid.*

100. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 529.

101. *« Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1986 »* (10.12.1986). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3735/1 », *op. cit.*

102. *« Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1988 »* (8.12.1988). In : *ibid.*

de collaboration à toute épreuve entre ces pays à des fins de propagande extérieure et interne. Ces relations symbolisent bien les difficultés au quotidien d'une « amitié forcée » entre les pays du pacte de Varsovie, contraints de travailler ensemble malgré des opinions et des volontés différentes, reprennent l'ensemble des caractéristiques de la guerre froide et de la logique de blocs, et ne parviennent pas à s'extirper de ce cadre idéologique et politique pour atteindre une véritable collaboration.

5.2.2.3 La Roumanie, alliée négligée, et les autres membres du CAÉM

Au-delà de ces cinq pays, les contacts avec les autres États formant le CAÉM sont assez modestes, et ne représentent que 1 278 j.-p cumulés nettement en dessous des partenaires que nous avons traités jusqu'à présent. Dans le détail, on peut noter 553 j.-p. d'échanges avec Cuba, 290 avec le Vietnam, 237 avec la Roumanie et 177 avec la Yougoslavie. À ces chiffres, il faut également ajouter 104 j.-p. avec la Corée du Nord et 21 avec la Chine, que l'on peut qualifier de pays socialistes, mais qui n'étaient ni membres, ni associés au CAÉM. Les échanges avec les autres pays de l'organisation (Mongolie et Albanie[103]) étaient nuls.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer la faiblesse de ces échanges, en fonction des situations individuelles de chaque pays. Tout d'abord, il peut s'agir de raisons purement pratiques, dues à l'éloignement spatial des pays en question. C'est principalement le cas de Cuba, avec qui le volume total des manifestations était certes assez modeste, mais marquait une véritable collaboration avec l'établissement principal de l'île : l'Institut supérieur pour la culture physique « Manuel Fajardo » de La Havane (*Instituto Superior de Cultura Fisíca "Manuel Fajardo"*). Si les contacts avec La Havane n'ont débuté qu'au début des années 1970[104], ils ont rapidement muté en un partenariat solide, puisque la quasi totalité de ces échanges prenaient la forme de projets scientifiques ou pédagogiques bilatéraux dans le but d'aider au développement de l'école de La Havane et à la mise en place d'un véritable système sportif socialiste, suite à la Révolution castriste de 1959. Ainsi, avec 526 j.-p. de contacts directs entre les deux établissements, la relation atteint presque le degré de collaboration avec Budapest (637 j.-p.). En outre, l'école de Cuba a collaboré à plusieurs reprises avec la DHfK à des projets situés dans des pays-tiers, notamment en 1978 avec l'envoi simultané et coordonné d'un groupe d'experts est-allemands et cubains pour aider à la création de l'Institut des Sciences et Techniques du Sport d'Alger[105]. Enfin, dans les discours officiels, l'institut de La Havane est constamment mis en parallèle avec les établissements européens cités précédemment et est également considéré comme une « école-partenaire » (*Partnerhochschule*), issue

103. L'Albanie, depuis 1961, et la rupture sino-soviétique ne participait plus aux travaux du CAÉM, mais elle ne s'en est jamais officiellement retirée.

104. *« Jahresanalyse 1971 über die Ergebnisse und Probleme der internationalen Arbeit der DHfK einschließlich des Ausländerstudiums »* (20.1.1972). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

105. *« Bericht über den Arbeitsaufenthalt einer Expertengruppe in Algier zur Unterstützung der Vorbereitung einer Hochschulausbildung von Trainern am neu zu gründenden ISTS »* (30.6.1978). In : Büro des Rektors. « Wettkampfbeobachtungen, Studienaufenthalte, Einsatz von Fachlehrkräften in Entwicklungsländern ». UAL DHfK VWA 3012. (1978-1981).

de l'« étranger socialiste » (*sozialistisches Ausland*) dans l'ensemble des communications officielles[106]. Cependant, la distance entre les deux établissements et les coûts engendrés sont les raisons principales du total assez faible de rencontres entre Allemands de l'Est et Cuba, comme l'absence d'échanges étudiants Cette position envers l'école de La Havane est également à mettre en parallèle avec l'ensemble des relations cubano-est-allemandes, dans la mesure où la RDA faisait partie des partenaires privilégiés du régime de Fidel Castro. Sur le plan sportif, un traité d'amitié et de collaboration a été signé dès 1974[107], et de nombreuses rencontres – notamment en boxe, cyclisme, aviron et volley-ball – ont été organisées entre sportifs des deux pays, faisant de Cuba le premier partenaire sportif extra-européen de la RDA[108]. De même, sur le plan diplomatique, les relations entre ces deux entités étaient très cordiales, et souvent alignées, notamment en ce qui concerne le soutien envers les mouvements de libération communistes en Afrique et en Asie[109]. On note un profil similaire avec le Vietnam : une relation visiblement amicale, mais perturbée par la distance entre les établissements. Dans ce cas toutefois, les contacts sont plus asymétriques, et les échanges prennent principalement la forme de délégations d'enseignants de Leipzig à Hanoï dans le but de développer le système sportif vietnamien.

La Yougoslavie, quant à elle, forme un partenaire mineur de la DHfK avec seulement 177 j.-p. En outre, ces échanges ne sont pas constitués de collaborations directes avec une école ou une université yougoslave comme avec les autres membres CAÉM[110] ; ils présentent davantage le profil de ceux des pays capitalistes et reposent principalement sur l'observation d'événements sportifs (111 j.-p.). Il s'agit donc ici plus d'une relation de cohabitation cordiale plutôt qu'un véritable commun avec les spécialistes yougoslaves, qui est à mettre en parallèle avec l'apaisement relatifs des liens entre la Yougoslavie et la RDA, et plus généralement, de l'ère d'influence soviétique, dans les années 1970 et 1980[111].

Le cas le plus intéressant constitue celui de la Roumanie, qui ne cumule que 237 j.-p. d'échanges avec la DHfK et ce bien que le pays soit situé en Europe, fasse partie de l'ensemble des alliances du monde socialiste – CAÉM, Pacte de Varsovie, etc. – et qu'il dispose d'une institution semblable à l'école de Leipzig, l'Institut d'éducation physique et du sport de Bucarest (*Institutul de Educație Fizică și Sport*). La Roumanie fut également le seul pays européen du pacte de Varsovie à ne pas avoir mis en place de stages pour les étudiants et à ne pas participer aux différents projets de recherche multilatéraux.

106. Par exemple, dans *Bericht über die internationale Arbeit im Jahr 1985* (11.12.1985), in : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3735/1 », *op. cit.*, ou *Internationale Zusammenarbeit im Dienst der Verständigung* (1980). In : Sekretariat Prof. Kirchgässner. « Internationale Zusammenarbeit mit sozialistischen und kapitalistischen Ländern ». UAL DHfK VWA 3831. (1983-1987).

107. « DDR und Kuba vertiefen ihre Sportfreundschaft ». In : *Neues Deutschland* 29.266 (26. 9. 1974), p. 5.

108. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 557.

109. Susanne Gratius. *Kuba unter Castro – Das Dilemma der dreifachen Blockade : Die kontraproduktive Politik der Demokratieförderung seitens der USA und der EU*. Wiesbaden : Springer-Verlag, 2003, p. 281.

110. La Yougoslavie n'avait pas le statut de membre à part entière de l'organisation, mais y était cependant associée.

111. Fejtő et Kulesza-Mietkowski, *La fin des démocraties populaires*, *op. cit.*, p. 113.

En outre, la véritable collaboration entre l'institut de Bucarest et la DHfK était réduite à portion congrue : seuls 60 j.-p. ont été consacrés à des échanges directs entre les deux institutions, le reste des manifestations étant consacré à de simples observations de compétitions. De même, les contacts plus informels étaient eux aussi très limités. Ainsi, si les échanges épistolaires avec les autres instituts étaient assez réguliers, ceux avec Bucarest étaient beaucoup plus sporadiques, voire inexistants[112]. Si on s'intéresse à la manière dont sont traitées les instances sportives roumaines par les dirigeants mêmes de l'école, on s'aperçoit qu'elles sont complètement passées sous silence. Ainsi, le pays et son institut national sont quasiment absents des archives de la DHfK. Il n'y a que quelques références et allusions, pour évoquer – de manière très factuelle – le peu de relations qui ont été nouées[113]. De même, lorsque sont évoquées dans les discours et autres documents-cadres les « écoles partenaires » ou les « écoles sœurs » de Leipzig (*Partnerhochschulen* ou *Bruderhochschulen*), Bucarest n'est jamais mentionnée[114]. Cette mise à l'index de la Roumanie n'est pas seulement destinée à la communication interne de l'école, puisque dans son rapport sur les relations internationales de l'école, publié dans le *Wissenschaftliche Zeitung der DHfK*, et donc destiné à une publication large, Fritz Jahn se livre à un catalogue précis des « formes multiples et stables de synergie profitables avec les écoles du sport des pays socialistes d'Europe », sans jamais citer le nom de Bucarest[115].

Cette quasi absence de contacts entre les deux établissements, censément partenaires, s'explique notamment par l'état des relations diplomatiques roumano-est-allemandes. Pour la RDA, la Roumanie était en effet loin d'être un partenaire privilégié au sein du bloc de l'Est et les contacts avec Bucarest étaient nettement plus tenus qu'avec les autres démocraties populaires. L'ancien ministre des Affaires Étrangères de l'Allemagne de l'Est, Siegfried Bock déclara en effet après la chute du Mur que « la Roumanie était dans l'ordre des partenaires de politique étrangère de la RDA au troisième rang, en ce qui concerne les relations envers les membres du pacte de Varsovie et la CAÉM[116] ». Il explique cela notamment par le manque de structures préalables au niveau culturel, politique ou économique, mais également par les différences initiales entre les fondateurs du régime est-allemand autour de Walter Ulbricht et ceux de Roumanie avec Gheorghe

112. Par exemple, le dossier d'archive regroupant les correspondances entre la DHfK et l'étranger socialiste entre 1983 et 1990 était composé pour moitié d'échanges avec les partenaires soviétiques, mais contenait également des lettres issus de l'ensemble des pays socialistes, dans des proportions variables. Seul le sous-dossier consacré à la Roumanie était vide. *cf.* FKS. « Schriftverkehr mit dem sozialistischen Ausland ». UAL DHfK VWA FKS 793/4. (1983-1990).

113. Par exemple : *« [die Beziehungen] beschränkten sich auf die Teilnahme des Rektors und eine Studentengruppe der DHfK an den Feierlichkeiten zum 50. Gründungstag des o.a. Instituts ; »* cité d'après : *Die Entwicklung der internationalen Verbindungen der DHfK im Jahre 1972* (13.12.1972). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 2667 », *op. cit.*

114. Par exemple : *Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1987* ou encore *Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1988* (8.12.1988). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3735/1 », *op. cit.*

115. Jahn, « Zu den internationalen Beziehungen der DHfK », *op. cit.*

116. *« Rumänien stand in der Rangfolge der außenpolitischen Partner der DDR in der dritten Reihe, was das Verhältnis zu den Partnern im Warschauer Vertrag und im Rat für Gegenseitige Wirtschaftshilfe betraf ; »* in : Siegfried Bock, Ingrid Muth et Hermann Schwiesau, éd. *DDR-Außenpolitik im Rückspiegel : Alternative deutsche Außenpolitik ?* Münster : LIT Verlag, 2006, p. 60.

Gheorghiu-Dej[117]. Cependant, c'est également les orientations antithétiques de la politique étrangère de chaque pays qui a empêché leur rapprochement bilatéral : tandis que la RDA tentait de se présenter à partir des années 1970 comme le garant de l'orthodoxie socialiste et, jusqu'à la montée au pouvoir de Gorbatchev, comme bras droit de l'Union Soviétique au sein du bloc de l'Est, la Roumanie tentait, au contraire, de mettre en avant une image d'indépendance par rapport au « grand frère », en se rapprochant de certaines puissances occidentales, notamment la France et l'Italie[118]. Ce positionnement radicalement différent a ainsi créé des tensions, qui se sont renforcées dans le domaine du sport. En effet, si les deux pays ne partageaient pas les mêmes buts diplomatiques, ils ont tous les deux utilisé le sport de haut-niveau comme un moyen de publiciser leurs positionnements diplomatiques. La Roumanie a en effet utilisé les compétitions internationales – principalement dans quelques sports comme la gymnastique, l'aviron ou le canoë-kayak – pour diffuser une image de puissance ; l'exemple le plus marquant étant probablement le traitement réservé à la quintuple championne olympique de Montréal et Moscou, Nadia Comăneci, véritable icône du sport roumain et ambassadrice bon gré mal gré du régime de Ceaușescu[119]. Les résultats des athlètes lors des compétitions internationales étaient alors l'expression de la quintessence de la « roumanité », de la puissance et surtout de l'indépendance du pays[120]. L'expression la plus visible de cette autonomie fut probablement le refus de participer au boycott des Jeux de Los Angeles en 1984, faisant ainsi de Bucarest le seul pays du pacte de Varsovie à participer à l'olympiade américaine[121]. Ainsi, la coopération sportive entre la RDA et la Roumanie resta très faible tout au long de la guerre froide, les deux pays se voyant davantage en rivaux qu'en alliés, utilisant des mêmes stratégies, mais pour des buts opposés[122]. Les relations de la DHfK se placent ainsi exactement dans cet alignement.

Les échanges avec les pays socialistes et les différentes institutions sportives qui y sont sises sont donc la priorité de la DHfK, représentent la grande majorité du volume des relations internationales de l'école, prennent des formes et touchent des publics variés. Cependant, derrière la propagande et les discours sur la collaboration scientifique et sportive ainsi que sur l'amitié entre pays socialistes, la réalité quotidienne de ces contacts reflète d'une part les grandes priorités de la politique étrangère de la RDA, mais également les équilibres majeurs et les tensions de la guerre froide au sein des pays du bloc de l'Est. Une hiérarchie est ainsi clairement établie par la RDA dans le choix de ses partenaires avec au premier rang l'URSS, avec qui un véritable travail en profondeur a été initié et auprès desquels la RDA doit apparaître comme un véritable égal. Les autres

117. *Ibid.*, p. 61-62.

118. Gridan, « Du communisme au national-communisme », *op. cit.*, p. 122.

119. Mihaela Andra Wood. « Superpower : Romania Women's Gymnastics During the Cold War ». Thèse de doct. Urbana : University of Illinois, 2010, p. 158.

120. *Ibid.*, p. 2.

121. Harold Wilson Jr. « The Golden Opportunity : Romania's Political Manipulation of the 1984 Los Angeles Olympic Games ». In : *Olympika : The International Journal of Olympic Studies* 3 (1994), p. 83-97.

122. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 551.

instituts européens (Varsovie, Prague, Budapest, Sofia) ainsi que Cuba sont, eux, des partenaires importants en termes de volume, mais de seconde importance stratégique pour la RDA, qui les considère davantage d'un point de vue d'affichage et de représentation plutôt qu'en tant que véritables égaux scientifiques. Enfin, la Roumanie, reléguée à la dernière position, est vue comme une véritable rivale, et est donc mise entièrement à l'écart du cercle des relations. Les intérêts scientifiques, pédagogiques et sportifs de ces échanges apparaissent donc comme secondaires face aux impératifs politiques et idéologiques imposés aux personnels et étudiants de l'école et du système sportif.

5.3 Les contacts avec « l'étranger non-socialiste » : entre gains de connaissances, relations de bons voisinages et protection des secrets

Les pays capitalistes représentent en termes de volume une partie très faible des relations internationales de la DHfK (seulement 3,56 %). Malgré les discours sur la nécessité de collaborer avec les ennemis de classe, l'encadrement de ces échanges fut tellement forte que leur portée scientifique fut fortement limitée, tout en permettant cependant une certaine perméabilité du Rideau de fer sur le plan culturel et pédagogique.

5.3.1 Entre coexistence et lutte des systèmes : les buts affichés des échanges avec les pays capitalistes

Dans les documents cadrant les échanges avec l'étranger, les relations avec les pays capitalistes ont toujours été considérées comme moins importantes que celles avec les pays socialistes et en développement, mais elles doivent répondre tout de même à des principes stricts. En effet, elles s'inscrivent clairement dans la politique globale menée par la RDA en termes de rapports avec les pays du bloc de l'Ouest : celle de la « coexistence pacifique ». Par exemple, dans le document-cadre de 1971, il est clairement stipulé que :

> Les relations de la DHfK envers les pays capitalistes seront conçues sur la base de la politique étrangère du StKS et contribueront à la réalisation des principes de la coexistence pacifique [123].

Ce principe de politique, développé par Nikita Khrouchtchev en 1956 dans la période de déstalinisation, prévoyait de réduire les tensions directes avec les pays capitalistes en évitant les affrontements politiques et éventuellement militaires. La concurrence entre les deux systèmes devait se faire désormais sur le plan économique, culturelle ou technologique[124]. Ainsi, des contacts entre les pays des deux camps étaient-ils possibles –

123. *« Die Beziehungen der DHfK zu kapitalistischen Ländern werden auf der Grundlage der außenpolitischen Orientierung des StKS weiterentwickelt und haben einen Beitrag zur Durchsetzung der Prinizipizn der friedlichen Koexistenz zu leisten »* ; cité d'après : *« Leitungsinstruktion für die internationale Arbeit der DHfK auf der Grundlage der "Ordnung für internationale Arbeit im Bereich des StKS" »* (1.3.1972). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

124. Scholtyseck, *Die Außenpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 16.

voire souhaitables – mais la volonté d'influencer l'autre et de mettre en avant le modèle de société socialiste restait présente dans l'ensemble des relations, Joachim Scholtyseck parlant même de théorie « au contenu bicéphale, oscillant entre coopération et confrontation[125] ».

Cette ambivalence des rapports avec l'Occident est d'ailleurs clairement visible au sein de la politique de la DHfK, qui met certes en avant l'« intérêt mutuel », la « contribution au développement des sciences du sport[126] » et la production de nouvelles connaissances, mais qui souligne également la nécessité d'utiliser ces contacts comme l'expression de l'affrontement des systèmes sociétaux et pour « prouver la supériorité du modèle de société socialiste[127] ».

Pour les tenants du régime, les relations avec les pays capitalistes doivent être tournées unilatéralement au profil de la seule RDA et de ses institutions. La collaboration avec ces pays ne s'entend donc pas comme un équilibre, devant servir aux intérêts des deux parties, mais elle doit être utilisée comme un outil devant renforcer la domination sportive est-allemande, afin d'améliorer l'état des connaissances est-allemandes dans le domaine des sciences du sport, de renforcer les résultats des athlètes du pays, ou bien pour renforcer les positions des scientifiques au sein des différentes institutions et ainsi renvoyer une image de prestige et de force au sein de la communauté mondiale. Les compétences des enseignants de l'école était en effet reconnue par leurs pairs et les travaux étaient respectés. Ainsi, de nombreux ouvrages publiés par la DHfK, notamment des manuels d'entraînement, ont été très grandement appréciés et se sont retrouvés dans les bibliothèques de très nombreuses institutions à travers le monde[128].

5.3.2 Une collaboration directe limitée : une volonté de protection

Ces relations devant servir la seule RDA, une des priorités absolues du régime, que devaient appliquer les enseignants et dirigeants de la DHfK, était la protection des secrets de fabrication des champions. Ils se devaient donc d'éviter à tous prix la fuite d'informations possiblement sensibles. Pour cela, les contacts directs avec des chercheurs et enseignants étrangers étaient réduits au strict minimum et encadrés de manière on ne peut plus étroite. Les mêmes règles étaient valables pour la présence d'étrangers sur le campus de Leipzig. Ainsi, sur les 1 665 j.-p. de contacts totaux avec les pays capitalistes, seuls 428 j.-p. correspondent à une collaboration bilatérale immédiate avec un partenaire similaire à la DHfK. En outre, la quasi totalité de ce contingent est réalisée avec la seule Finlande, et notamment la Fédération finlandaise du sport ouvrier – *Suomen Työväen*

125. *« Die – freilich in ihrem janusköpfigen Bedeutungsgehalt von Kooperation und Konfrontation ausgesprochen flexible – These der "friedlichen Koexistenz" »*, cité d'après : *ibid.*, p. 24.

126. *Plan der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahr 1986.* In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3682 », *op. cit.*

127. *Bemerkung zum Entwurf des Planes der internationalen Arbeit der DHfK für 1975.* In : Büro des Rektors. « Internationaler Reiseplan 1975 mit Unterlagen ». UAL DHfK VWA 2170. (1975).

128. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 153.

Urheiluliitto (TUL), proche des syndicats du pays (347 j.-p.), ne laissant qu'une infime partie pour tous les autres pays de l'OCDÉ.

5.3.2.1 La protection des secrets

La mise en place de projets de collaboration directe avec les pays capitalistes relève donc de l'exceptionnel, ne représentent qu'une part infinitésimale de l'activité de l'école et ne concernent en réalité que cinq pays : la Finlande, la Suède (32 j.-p. en trois manifestations), l'Espagne (10 j.-p. en une manifestation), la République Fédérale Allemande (8 j.-p. en une manifestation) et la France (32 j.-p. en trois manifestations). À noter cependant que le rapprochement entre le DHfK et l'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP) a eu lieu à la toute fin de l'existence de l'école leipzigeoise, entre 1987 et 1989, période où la RDA s'ouvrait un peu plus sur l'Europe occidentale. Un approfondissement de ces contacts était d'ailleurs prévu au début des années 1990, mais il a été annulé suite à la Réunification.

Cependant, cet état de fait n'était pas de la responsabilité des enseignants de l'école ou des personnels de direction. En effet, à plusieurs reprises avant la chute du Mur, ces derniers se sont plaints de la faiblesse de contacts trop « discontinus » avec l'INSEP en France, l'Institut de Patiala en Inde ou avec différentes institutions grecques, dont le profil était intéressant pour les travaux de recherche de Leipzig. Le manque de vision à long terme de la part des organismes de tutelle de la DHfK quant à cette problématique était aussi objet de remontrances[129]. Ces demandes ont toutefois été ignorées par les autorités centrales de Berlin-Est, en particulier le StKS ou la DTSB, qui ont refusé d'augmenter les crédits dédiés à ces échanges et ont censuré les demandes de rapprochement émanant des enseignants, provoquant d'importantes critiques de leur part sitôt le Mur tombé et la liberté de parole retrouvée[130].

En outre, dans les dernières années d'existence de la RDA avec les difficultés économiques du pays, les dirigeants du système sportif avaient tendance à bloquer toute mesure qui ne permettait pas de dégager des bénéfices en devises occidentales, mettant ainsi l'accent sur des considérations économiques et politiques bien plus que scientifiques et pédagogiques[131]. Hormis les manifestations organisées dans le cadre des organisations internationales, il était donc quasi impossible de se rendre à l'étranger, principalement pour éviter de dévoiler des informations importantes, mais également pour limiter au maximum les risque de défection des membres de l'école. La principale forme d'échanges avec les pays de l'OCDÉ prenait donc principalement la forme d'échanges de titres de littérature scientifique, tandis que la présence à Leipzig de représentants de ces pays se limitait à de courts séjours, d'une journée maximum, destinés cependant au travail de pro-

129. On pourra notamment citer les critiques de Fritz Jahn en 1987, dans : *Zuarbeit zur Führungslinie 1988-1990* (9.12.1987), p. 4-5. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.* ; ou bien en 1989, dans : *Vorlage für die Dienstbesprechung des Staatssekretärs am 17.1.1989*. In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*

130. ZitZur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK, p. 1. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

131. *Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK*, p. 2. In : *ibid.*

motion internationale et de relations publiques (*Öffentlichkeitsarbeit*). Les échanges de littérature scientifique avaient principalement lieu entre les bibliothèques de différentes institutions étrangères, qui demandaient des titres de revues est-allemandes, comme le *Wissenschaftliche Zeitschrift*, ou des manuels en échange de productions scientifiques et pédagogiques locales. Les séjours étaient principalement des visites du campus de l'école, ou bien des interviews avec ses dirigeants, afin de découvrir les principaux lieux et activités. Ils étaient à destination soit d'officiels d'institutions internationales, de scientifiques étrangers ou bien de journalistes souhaitant faire écho des travaux de la DHfK dans leurs différents médias.

Là également, la surveillance par les instances centrales du gouvernement était particulièrement stricte. De même, l'envoi de documentation ou de titres de littérature scientifique était soumis à un processus spécifique, puisque seuls certains titres étaient disponibles à l'exportation que ce soit sous forme d'achat ou d'échanges d'ouvrages (*Schriftenaustausch*). Chaque mois, ce sont plusieurs centaines de revues qui sont envoyées à travers le monde vers soit les anciens étudiants internationaux, soit auprès de bibliothèques étrangères [132]. Les documents plus sensibles, comme la revue *Theorie und Praxis des Leistungssports* ou les thèses (*Dissertationen*) des doctorants, ne pouvaient, eux, en aucun cas sortir du pays[133]. Même pour les titres disponibles à l'export, un contingent très limité d'exemplaires pouvait être distribué par la DHfK dans le cadre d'échange de littérature (3 % du budget total destiné à la bibliothèque[134]). Cette dernière étant encouragée, notamment depuis une décision du conseil des ministres de la RDA de 1983, comme l'ensemble des institutions scientifiques du pays, à faire acheter ces titres par les partenaires, contre des devises de l'Ouest, qui faisaient tant défaut au pays, afin de rentabiliser un maximum ces échanges[135].

Le même phénomène est visible avec les visites du campus par des personnels étrangers, dont la mise en place est fortement encadrée par le StKS et le DTSB. En effet, la présence d'un représentant étranger issu d'un pays non-socialiste, quelque soit la durée ou le motif, devait être approuvée au préalable par le StKS, tandis que celles d'un membre d'un pays socialiste, si elle ne dépassait pas une journée, ne nécessitait que l'approbation du directeur de la DiB[136]. Les demandes concernant certaines thématiques, notamment le sport de haut-niveau ou la médecine du sport, étaient systématiquement refusées[137].

132. *Bericht zur Gestaltung der Nachkontakte zu den ausländischen Absolventen* (14.1.1977). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

133. *Weisung Nr. 5/76 : Vorläufige Ordnung für die Zusammenarbeit mit dem Zentrum für Wissenschaftsinformation*. In : FKS, « UAL DHfK VWA FKS 778/1 », *op. cit.*

134. *Richtlinie für den internationalen Schriftenaustausch der Bibliotheken und Informationseinrichtungen*, p. 1. In : FKS. « ZfW Internationaler Schriftaustausch ». UAL DHfK VWA FKS 793/5. (1976-1980).

135. Depuis la décision du Conseil des ministres de la RDA en date du 7 avril 1983 et intitulée *« Zur Steigerung des Exports immaterieller Leistungen »*, *cf. Plan der internationalen Arbeit des StKS und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahr 1986*. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3682 », *op. cit.*

136. *Vorläufige Ordnung für die internationale Arbeit an der DHfK* ; in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

137. *Brief von Dr. Buggel an Dr. Jahn* (20.2.1987). In : Büro des 1. Prorektors. « Schriftverkehr mit der BRD und NSL ». UAL DHfK VWA 3729/1. (1980-1987).

En outre, ces visites donnaient lieu à une préparation importante en amont pour s'assurer de la bénignité des renseignements transmis. Pour des questions de confidentialité et de secret, il était essentiel que ne soient :

> données aux visiteurs étrangers de la DHfK que des informations évoquées dans le cadre des brochures officielles de la DHfK ou dans la littérature officielle. Des renseignements sur d'autres problèmes ne doivent être donnés qu'après discussions avec le recteur, ou le directeur de la division des relations internationales[138].

Outre le contenu des discussions, les dates et parcours des visiteurs au sein du campus étaient calculés de manière à ce qu'ils ne rencontrent pas les athlètes qui s'entraînaient[139]. Ces visites étant cependant indispensables pour la publicité de l'école à l'internationale, elles étaient très nombreuses, de l'ordre de deux à trois cents par an[140].

Cette stratégie répondait à un double objectif : à la fois permettre d'assurer la promotion de l'école à l'étranger, et ainsi contribuer à renforcer le prestige de la RDA dans le monde des sciences du sport. Les résultats ont été somme toute relativement positifs, car l'école bénéficiait d'une réputation positive à l'international, ce qui a été souligné par les enseignants de l'école – et ce même après la chute du Mur[141] – mais également par les observateurs internationaux, notamment de la presse occidentale[142]. Ces pratiques étaient toutefois d'une rigidité totale et posaient des contraintes très fortes aux personnels de l'école, qui se devaient de respecter les prescriptions venues de Berlin-Est ; les dirigeants des instances sportives privilégiant les équilibres politiques et économiques aux questions scientifiques.

5.3.2.2 L'exception finlandaise

La seule exception à cette volonté d'écarter les étrangers de Leipzig était la Finlande et la collaboration avec la TUL, l'organe central du sport ouvrier du pays, avec lequel ont été réalisés 25 manifestations représentant 347 j.-p. d'échanges directs. Ces échanges prenaient la forme de visites d'étude, de séminaires communs ou de stages de perfectionnement pour les enseignants et entraîneurs des deux pays, et ce au rythme d'une à deux manifestations par an, tant en Finlande – principalement à Helsinki et à Jyväskylä – qu'à Leipzig. Dans les archives, ces relations sont décrites comme cordiales et intéressantes,

138. *« Ausländischen Besuchern der DHfK sind in der Regel nur Auskünfte im Rahmen der in der Informationsbroschüre der DHfK, bzw. in offizieller Literatur erwähnten Fakten zu geben. Auskünfte über weitergehende Probleme können nur nach Absprache mit dem Rekor, bzw. dem Leiter der Abteilung internationale Beziehungen gegeben werden ; »* cité d'après : *« Leitungsinstruktion für die internationale Arbeit der DHfK auf der Grundlage der* "Ordnung für die internationale Arbeit im Bereich des StKS" *»* (1.3.1972). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

139. *Gruppe von französischen Journalisten* (23.6.1978). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4114 », *op. cit.*

140. Dans les années 1980, les chiffres variaient entre 157 pour l'année 1980 à 530 en 1987. La moyenne tournait cependant autour des deux à trois cents ; cité d'après : *« Ausländische Kurzbesucher »*. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

141. *Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK*, p. 1. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

142. « Bisher war hier kein Fremder », *op. cit.*

mais elles ne sont pas particulièrement mises en avant dans leur dimension symbolique pour la propagande, et sont davantage considérées comme relevant de l'entretien d'amitié, plutôt que d'une véritable collaboration scientifique. Les connaissances obtenues par la DHfK étaient souvent considérées comme difficilement utilisables directement[143].

Plusieurs facteurs permettent cependant d'expliquer cette singularité de la Finlande. Tout d'abord, la nature même de la TUL, proche des syndicats et des milieux communistes finlandais, elle exerçait une grande influence au sein de la société et du système sportif local, divisé entre tenants d'un sport bourgeois et ceux d'un sport engagé politiquement. Cette proximité entre la DHfK et la TUL est d'ailleurs à mettre en parallèle avec les efforts faits par la RDA pour collaborer, notamment à partir des années 1950, avec les organisations sportives syndicales ou ouvrières, comme la FSGT française ou l'Union italienne du sport pour tous – *Unione Italiana Sport Per tutti* (UISP) italienne. En outre, les relations avec la TUL et les autres instances du sport est-allemand étaient également développées et institutionnalisés depuis le début des années 1970 et notamment la signature d'un traité d'amitié en 1972 entre l'organisation finlandaise et la DTSB[144].

Ceci peut s'expliquer par la politique particulière suivie par la Finlande durant la guerre froide, appelée « ligne Paasikivi » ou « ligne Paasikivi – Kekkonen » – du nom des deux premiers présidents finlandais Juho Kusti Paasikivi et Urho Kekkonen. Afin de conserver sa souveraineté et son modèle de société capitaliste et pour ne pas être satellisée par l'Union Soviétique, à la fois en raison de la proximité géographique avec l'URSS, du passé commun entre les deux pays et de l'attitude de la Finlande durant la Seconde Guerre Mondiale, il fut décidé d'adopter une politique de neutralité dans les équilibres de la guerre froide, notamment dans les questions militaires et stratégiques, et de mener des relations diplomatiques et économiques cordiales avec les deux blocs[145]. Dans le cadre de la question allemande, la Finlande décida d'entretenir une politique équilibrée entre les deux États. Elle n'ouvrit une ambassade en Allemagne de l'Ouest qu'en 1973, quelques mois après l'ouverture de celle à Berlin-Est, et ce après la signature du Traité Fondamental, afin de ne pas avoir à prendre parti sur la question de la souveraineté de la RDA[146]. Elle demeura cependant un des principaux partenaires non-socialiste de la RDA durant toute la guerre froide, notamment sur le plan culturel et commercial, avec la signature d'un traité commercial dès 1951[147].

143. *Jahresanalyse 1971 über die Erbegnisse und Probleme der internationalen Arbeit der DHfK* (20.1.1972). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

144. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 612.

145. Jean-François Soulet. *Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde guerre mondiale à nos jours.* 2e éd. Paris : Armand Colin, 2011, p. 103.

146. Seppo Hentilä. « Maintaining Neutrality between the Two German States : Finland and Divided Germany until 1973 ». In : *Contemporary European History* 15.4 (2006), p. 473-493, p. 491.

147. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 111.

5.3.2.3 Le cas de la République Fédérale

Il existait en République Fédérale une institution assez semblable à la DHfK, l'École supérieure allemande du sport – *Deutsche Sporthochschule* (DSHS) de Cologne[148]. Cet établissement, fondé en 1947 sous l'impulsion principale de Carl Diem, avait un profil assez similaire à celui de Leipzig : celui d'un centre de recherche dans les sciences du sport et formant les futurs entraîneurs, psychologues, sociologues, etc. C'est d'ailleurs la seule université entièrement dédiée au sport en République Fédérale. Cependant, quelques différences sont à noter dans les orientations de la DSHS par rapport à la DHfK : même si elle possède un rayonnement important dans le paysage ouest-allemand, elle n'occupe pas une position aussi centrale que la DHfK à Leipzig, les facultés pour les sciences du sport des différentes universités du pays étant toujours très influentes. Le sport de haut-niveau y prend également une place beaucoup plus réduite qu'à Leipzig, notamment depuis la fin des années 1970[149].

Cependant, comme nous l'avons évoqué, il n'existait aucun programme de collaboration bilatérale officiel. La seule manifestation scientifique entre les deux établissements eut lieu en 1983 pour une durée de huit jours, afin d'accueillir un chercheur de Leipzig à Cologne afin de réaliser un travail d'archives[150]. Les seuls Allemands de l'Ouest ayant pu pénétrer au sein de la DHfK furent quelques journalistes et responsables du monde du sport qui ont été autorisés à visiter le campus[151]. Outre l'absence de relations directes au niveau des établissements, les dirigeants de la DHfK se montrent méfiants face à la DSHS et aux autres institutions du sport ouest-allemand. Ainsi, la fondation du BISp à Bonn en 1970 pour coordonner les travaux de recherches fut ainsi considérée comme « un effort pour ramollir l'unité des pays socialistes et d'inclure leurs potentiels dans le cercle capitaliste[152] ».

Ainsi, les instances de tutelle de la DHfK et la direction de l'école se sont montrées assez réticentes à mettre en place des contacts avec les homologues de l'Ouest, et ont vu leur influence comme une menace pour la stabilité du travail des personnels et de l'établissement en général. Cette politique est également à mettre en parallèle avec l'ensemble de la politique de contacts sportifs du régime est-allemand, qui a, malgré la

148. À notre connaissance, il n'existe pas d'ouvrage portant sur l'histoire de la DSHS ou son rôle dans le système sportif allemand. Cependant, on notera le projet actuellement en cours et intitulé *« Abgestaubt und neu erforschbar »*, autour de Ansgar Molzberger, visant à mettre en ordre les matériaux d'archives de l'école afin de les rendre plus facilement consultables et à publier d'ici à 2020 une histoire de la DSHS. (*cf.* Jörg Krieger. « Das Gedächtnis der Deutschen Sporthochschule Köln ». In : *Impulse. Das Wissenschaftsmagazin der Deutschen Sporthochschule Köln* 1 (2012), p. 42-50 ; Angsar Molzberger. « Die historischen Sammlungen der Deutschen Sporthochschule Köln ». In : *Impulse. Das Wissenschaftsmagazin der Deutschen Sporthochschule Köln* 2 (2015), p. 6-13.

149. *Gespräch zwischen dem Rektor der DHfK und der Rektorin der DSHS Köln* (24.1.1990). In : Rektorat. « Runder Tisch der DHfK ». UAL DHfK VWA 3708. (1989-1990), p. 6.

150. *Internationaler Reiseplan des StKS 1983.* In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 3322 », *op. cit.*

151. Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4114 », *op. cit.*

152. *« Es werden Bemühungen um Aufweichung der Einheit der sozialistischen Länder und Einbeziehung ihrer Potenzen in den kapitalistischen Ring unternommen »*, cité d'après : *« Bemerkungen für die Verantwortlichen der DDR bei den Beratungen der Kalenderkonferenz ».* In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

signature d'un protocole de collaboration entre la DTSB et la DSB ouest-allemande en 1974, tenté de réduire au strict minimum les relations entre les deux parties. La direction est-allemande, souhaitant éviter les interactions avec la population et éventuellement la divulgation de certaines informations, elle n'autorisa que quelques rencontres par an entre sportifs de haut-niveau, dans un souci de montrer sa puissance, alors que la DSB souhaitait utiliser ces contacts pour rapprocher les deux populations[153].

Malgré l'absence de relations officielles entre les établissements ouest-allemands et la DHfK, une collaboration plus informelle entre les scientifiques des deux pays a tout de même eu lieu, soit par voie épistolaire, soit par le truchement des organisations internationales. Au sein de manifestations organisées par la Fédération Européenne de Psychologie des Sports et des Activités Corporelles (FEPSAC) ou le Conseil International pour l'Éducation Physique et la Science du Sport (CIEPSS), les personnels de la DHfK ont pu croiser et discuter avec leurs homologues des universités et centres de recherche de l'Ouest, eux aussi membres de ces instances. Des amitiés personnelles, mais également des dynamiques de travail communes, ont pu ainsi se créer par ce biais, malgré la surveillance effectuée par les instances centrales. On peut citer parmi les prises de contact ayant débouché sur un résultat concret[154] le travail de Günther Wonneberger en 1984 dans la direction d'un ouvrage publié à l'Ouest sur l'histoire du sport ouvrier[155], ou bien encore la volonté en 1988 de l'université de Kiel de publier l'exposé de Brigitte Schellenberger, professeure en psychologie du sport, tenu dans un symposium[156].

Outre les échanges entre personnes, ce sont également les savoirs et les connaissances qui ont circulé entre les deux blocs. Chaque année, la DHfK recevait en effet plusieurs dizaines de lettres venant de la RFA (51 par exemple pour la seule année 1977[157]) demandant des échanges de littérature scientifique avec Leipzig, y compris provenant de la DSHS de Cologne[158]. Ainsi, même si certaines demandes étaient rejetées, que les publications est-allemandes autorisées à l'exportation étaient soumises à une censure stricte et que les publications ouest-allemandes au sein de la DHfK n'étaient accessibles qu'aux personnels autorisés, ces échanges ont permis la présence des travaux de recherche et la diffusion d'idées des deux côtés du Mur. On peut donc voir que malgré l'absence de relations officielles avec les établissements de la RFA, notamment en raison du blocage effectué par le StKS, qui souhaitait limiter au strict minimum les contacts, la frontière entre les deux États allemands était loin d'être absolument étanche. De nombreux

153. Pour la question des rapports sportifs inter-allemands à l'échelle du sport pour tous, et non à celle des fédérations et des gouvernements, on se référera principalement à : Balbier, « Instrument oder Freiraum ? », *op. cit.* ; Braun, « Klassenkampf im Fluchtlicht », *op. cit.*

154. Les informations contenues dans les archives ne nous permettent cependant pas de retrouver les références bibliographiques exactes de ces contributions.

155. *Brief von Heidi Bierstedt an Dr. Herrmann* (13.1.1984). In : Sekretariat Prof. Kirchgässner, « UAL DHfK VWA 3831 », *op. cit.*

156. *Briefaustausch zwischen dem Pr. Dr. Schellenberger et Pr. Dr. Jansen* (8.2.1988). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3729/1 », *op. cit.*

157. *Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1977* (12.1.1978), p. 9. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3565 », *op. cit.*

158. *Brief von Dr. Bachmann an die DSHS Köln* (2.3.1983). In : FKS. « Schriftverkehr Ausland ». UAL DHfK VWA FKS 793/1. (1976-1990).

contacts ont été maintenus, permettant au niveau de la base des personnels une certaine circulation des idées et des travaux.

5.3.3 La place des organisations internationales

Les organisations internationales et les autres sociétés savantes ont été un pont entre les deux États allemands et un palliatif à l'absence de relations directes. Ce positionnement nous pousse ainsi à nous interroger sur le rôle de ces organisations internationales dans les relations extérieures de la DHfK. Dans un article paru en 2011, Sandrine Kott propose, à travers une étude sur l'Organisation Internationale du Travail (OIT), de dépasser l'image traditionnelle de ces lieux comme de simples endroits de l'affrontement idéologique entre les deux blocs, empêchant leur bon fonctionnement, pour davantage les regarder comme des points de contact entre les deux entités et comme de véritables lieux d'échange[159].

5.3.3.1 La place des personnels de la DHfK dans les organisations mondiales des sciences du sport

La DHfK et ses enseignants ont été membres de nombreuses organisations internationales et sociétés savantes spécialisées dans les sciences du sport. Elles étaient chargées de diffuser, promouvoir et coordonner les résultats des recherches dans ce domaine d'activité. Ainsi, l'école de Leipzig a été depuis 1962 membre en son nom propre du Conseil International pour l'Éducation Physique et la Science du Sport (CIEPSS), organisme lié à l'UNESCO ainsi qu'à Association Internationale des Écoles Supérieures d'Éducation Physique (AIESEP) depuis 1970. En fonction des orientations de chacun, les membres du personnel de l'école ont également été actifs dans des organisations plus spécialisées, chargées d'un sous-domaine particulier, comme la Fédération Européenne de Psychologie des Sports et des Activités Corporelles (FEPSAC), la Société internationale de psychologie du sport – *International Society for Sport Psychology* (ISSP), la Fédération Internationale de Médecine du Sport (FIMS), ou encore la Société internationale de biomécanique[160].

Ces adhésions ne sont en outre pas restées que théoriques, et elles ont donné lieu à de véritables échanges, puisque les archives de la DHfK font état de nombreux déplacements des enseignants pour assister et participer aux différentes réunions de gestion de ces organisations, comme les assemblées générales, mais également des manifestations « à contenu », où sont discutées les dernières avancées scientifiques : colloques, journées d'étude ou symposiums. La participation à ces différents échanges représente – et de loin – la plus grande part des contacts avec les pays capitalistes (*cf.* Fig. 5.6, p. 228),

159. Pour l'ouvrage original de Sandrine Kott : Sandrine Kott. « Par-delà la guerre froide. Les organisations internationales et les circulations Est-Ouest (1947-1973) ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 109 (2011), p. 142-154. Des démarches similaires sont également visibles dans l'histoire du sport, en particulier chez Philippe Vonnard, Nicola Sbetti et Grégory Quin, éd. *Beyond Boycotts : Sport during the Cold War in Europe*. Berlin : De Gruyter, 2018.

160. Kalb, « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 82-83.

avec près de la moitié du volume total d'échanges. Il faut ajouter à ces 694 j.p. ayant eu lieu chez les « ennemis de classe », 809 j.-p. ayant eu lieu dans les pays socialistes et 35 dans les pays en développement, soit un total de 1 493 j.-p. dédiés aux travaux dans ces organisations. Cela représente un peu plus de 3 % du total du volume des relations internationales de l'école, mais en tout 193 manifestations différentes.

Les membres du personnel de l'école ne se sont pas non plus contentés d'un rôle d'observateur. Ils ont au contraire contribué activement au développement de ces organisations et y ont occupé une place importante, notamment en se faisant élire à des postes à responsabilité. Ainsi, Günther Wonneberger a-t-il été président du comité des historiens du sport au sein du CIEPSS pendant dix ans, de 1972 à 1982[161], tandis que Paul Kunath a occupé la présidence de la FEPSAC de 1983 à 1991. D'autres membres ont eu des rôles influents, comme par exemple Kurt Tittel, membre du comité directeur de la FIMS[162], Ralf Florl, élu à l'AIESEP, Gerd Marhold, à la Société internationale de biomécanique, ou de Heidi Kunath, au CIEPSS en 1988[163]. Enfin, à travers la DTSB, certaines figures de l'école ont occupé des responsabilités au sein des différentes fédérations internationales, comme Hans-Georg Herrmann au sein de celle de handball, Gerhard Herberger pour l'aviron, Jochen Lenzpour le canoë-kayak, ou encore Edgar Weidner pour l'haltérophilie.

Ainsi, les organisations internationales sont l'interface principale entre chercheurs des pays capitalistes et socialistes, ces derniers ne se contentant pas simplement d'un rôle d'observateur, mais ont tenté d'y jouer un rôle notable. C'est d'ailleurs une des demandes officielles de la part des instances centrales de Berlin-Est : faire progresser l'influence de la RDA et défendre ses positions stratégiques dans le contexte de la guerre froide.

5.3.3.2 La confrontation idéologique entre les deux blocs

Pour les responsables du StKS et du SED, il fallait que les contacts au sein de ces institutions soient encouragés, car ils représentaient une occasion intéressante d'un point de vue stratégique et politique. En effet, ces participations devaient de suivre deux buts principaux : à la fois permettre aux scientifiques de la RDA de connaître les dernières avancées scientifiques dans leurs domaines, notamment celles des pays capitalistes, afin de maintenir leurs connaissances à jour, et surtout ne pas développer de retard face aux rivaux de l'autre bloc, mais également tenter de gagner en influence au sein de ces organisations et ainsi d'y faire progresser les positions des pays socialistes. Pour reprendre les mots de Günther Stiehler, alors recteur de l'école :

> Le collaboration de représentants de la DHfK dans les organisations sportives internationales, la participation à des congrès et autres manifestations scientifiques internationales doivet renforcer la position de la RDA à tra-

161. *ICSOH-Newsletter* (1982). In : Büro des 1. Prorektors. « CIEPSS ». UAL DHfK VWA 3736/1. (1984-1987).

162. *Ordnung zur Behandlung und Bearbeitung der ein- und ausgehenden Auslandspost*, p. 9. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

163. Kalb, « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 83.

> vers l'exposition de conceptions scientifiques marxistes-léninistes, afin de réduire l'influence de l'idéologie bourgeoise dans les sciences du sport et de représenter les sciences du sport de RDA, qui reposent sur les principes du marxisme-léninisme [164].

Il était crucial que les participants à ces congrès internationaux ne dévoilent pas les derniers résultats de la recherche est-allemande, ce qui aurait pu mettre à mal l'avance des sportifs nationaux. Ainsi était-il lors de ces congrès strictement interdit de présenter des communications ou d'engager des discussions sur des thématiques en lien avec le sport de haut-niveau. Les participants devaient soumettre à la direction le thème de leurs exposés à l'avance, qui ne validait que ceux portant sur le sport en général[165]. Il leur était ainsi impossible de parler de leurs thématiques réelles de recherche et d'échanger sur ces dernières, réduisant l'intérêt purement scientifique de ces échanges.

En outre, ces échanges étaient évalués en fonction de ces critères de gains politiques et d'influence, la direction des relations internationales se réjouissant lorsque que l'influence et le rôle des pays socialistes augmentaient au sein de certaines organisations, comme ce fut le cas pour la FEPSAC[166], et regrettant au contraire le manque d'activité des membres de la communauté des États socialistes, comme au sein de l'ISSP à la fin des années 1970[167]. Si les partenariats étaient jugés trop peu intéressants et productifs pour l'école et le pays, les relations avec l'organisation pouvaient être rompues et l'adhésion pouvait être suspendue. Ainsi, les contacts avec la Fédération Internationale d'Éducation Physique (FIÉP) ont-ils été interrompus en 1977. De même, la DHfK n'a pas jugé utile de renouveler son adhésion au Comité international pour la recherche sur la forme physique – *International Commitee on Physical Fitness Research* (ICPFR) en 1980[168], adhésions toutes deux considérés comme trop peu productives. Enfin, cette nécessité de défendre les positionnements de politique sportive et extérieure de la RDA lors des différentes manifestations a provoqué conflits et tensions, en raison de divergences d'opinions avec des chercheurs du bloc occidental, notamment venant d'Allemagne de l'Ouest.

À plusieurs reprises, les archives de l'école évoquent des incidents lors des réunions, face à ce que les chercheurs est-allemands considéraient comme des provocations politiques ou bien des remises en question de la souveraineté ou de l'indépendance de leur pays et du bloc socialiste. On peut par exemple citer une altercation entre les historiens du sport ouest-allemands Arnd Krüger et Hajo Bernett d'une part et les délégations des

164. *« Die Mitarbeit von DHfK-Vertretern in den internationalen Wissenschaftsorganisationen, die Teilnahme an Kongressen und anderen internationalen Wissenschaftsveranstaltungen soll die Postition der DDR durch Darlegung der marxistisch-leninistischen Wissenschaftauffassung stärken, um den Einfluß der bürgerlichen Ideologie in der Sportwissenschaft zurückzudrängen und die auf der Grundlage des Marxismus-Leninismus beruhende sozialistische Sportwissenschaft der DDR zu repräsentieren »* ; cité d'après : *Leitungsinstruktion für die internationale Arbeit der DHfK auf der Grundlage der « Ordnung für die internationale Arbeit im Bereich des StKS »* (1.3.1972), p. 2, cité d'après : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

165. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 151.

166. *Bericht über die Teilnahme am 4. Kongress der FEPSAC vom September 1975.* In : Büro des 1. Prorektors. « ISSP - FEPSAC ». UAL DHfK VWA 3736/2. (1971-1979).

167. *Bericht über die Beratung der Mitglieder des Präsidiums des ISSP* (28 avril 1979). In : *ibid.*

168. Büro des 1. Prorektors. « FIEP, ICHPER ». UAL DHfK VWA 3736/4. (1971-1976).

pays de l'Est, RDA en tête, menée par Günther Wonneberger lors d'une réunion du Comité pour l'histoire du sport du CIEPSS ayant eu lieu au Japon en 1978. Les historiens de la République Fédérale se montrèrent en effet plus que critiques envers le système est-allemand, lui reprochant d'être sous la tutelle de l'État, ayant sciemment écarté les traditions issues du sport ouvrier, tout en reprenant les pratiques en place sous le fascisme. Ces affirmations donnèrent lieu à de très vifs débats avec leurs homologues de la DHfK[169]. Des incidents de ce type sont à signaler lors d'autres manifestations, lorsque notamment les chercheurs ouest-allemands utilisaient le terme *Allemagne* (*Deutschland*) pour ne décrire que la République Fédérale[170], ou lorsqu'ils essayaient d'imposer leur terminologie dans les différents travaux[171]. De manière plus générale, c'est l'ensemble des contributions des scientifiques de Leipzig qui sont empreintes de références politiques, comme le montre notamment la publication d'une tribune collective en 1983 des enseignants s'inquiétant de l'aggravation de la situation mondiale ainsi que du risque d'une « troisième guerre mondiale et de la destruction de la vie sur Terre » et enjoignant leurs collègues à les rejoindre dans le « combat pour la paix et la sécurité[172] ».

On peut donc noter que, en tant que lieu de contact privilégié avec l'Occident capitaliste, les institutions internationales du sport possèdent une dimension symbolique importante et dans ces lieux de transmission de savoirs et de connaissances se poursuivent les équilibres de la guerre froide ainsi que les stratégies d'affrontement. Face à ce cadre idéologique rigide, les participants à ces échanges ont dû adopter une position défensive en se pliant aux consignes données, limitant les sujets de débats et respectant l'orthodoxie demandée, du moins en façade.

5.3.3.3 Un lieu d'échanges et de collaboration

Ces institutions internationales ne sont cependant pas seulement un lieu d'affrontement entre les représentants de deux blocs ennemis et de deux visions du monde antagonistes, ils ont également été un lieu d' échanges scientifiques et personnels, et les problèmes et tensions idéologiques n'ont pas mené au blocage de ces institutions.

Selon des mécanismes similaires à ceux que nous avons étudiés pour le cas spécifique de la République Fédérale, ces institutions ont permis, malgré la gangue de propagande qui les entouraient et les limitations dans le contenu qui les entravaient, une certaine circulation des idées et des connaissances. L'activité des chercheurs issus des deux blocs a en effet débouché sur une nécessaire collaboration et sur l'établissement de relations de travail qui ont eu des résultats concrets et tangibles. Ce travail a notamment donné lieu à de nombreuses publications communes, que ce soit les matériaux de communication

169. *Bericht über die Reise nach Japan* (5 octobre 1978). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3736/1 », *op. cit.*

170. *Bericht über die Teilnahme am 4. Kongress der FEPSAC vom September 1975.* In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3736/2 », *op. cit.*

171. La RFA tenait à utiliser le terme de *Leibeserziehung* dans les publications de la FEPSAC, alors que les Allemands de l'Ouest insistaient pour que soit utilisée la notion de *Körperkultur*, d'après : *Bericht über die Teilnahme am Weltkongress für angewandte Psychologie* (23 août 1978). In : *ibid.*

172. *Aufruf des Wissenschaftlichen Rates der DHfK an die Sportwissenschaftler in aller Welt* (20.10.1983). In : Sekretariat Prof. Kirchgässner, « UAL DHfK VWA 3831 », *op. cit.*

interne à ces organismes (plaquettes ou comptes-rendus de réunions) à des ouvrages scientifiques, ainsi qu'à l'organisation de plusieurs manifestations « à contenu » par an, dont certaines se sont déroulées sur le sol de la RDA (même si elles n'avaient pas lieu dans les locaux mêmes de la DHfK). On pourra, entre autres, citer l'organisation d'un séminaire international sur l'histoire des sciences du sport à Berlin-Est en 1979[173], celle du Congrès mondial de psychologie du sport à Leipzig l'année suivante[174], ou bien encore un symposium international en pédagogie du sport à Potsdam en 1983[175].

La réalisation de ces travaux a nécessité discussions, collaboration, mais également un certain art du compromis pour pouvoir dépasser les antagonismes idéologiques et politiques. Par exemple, lors de la rédaction de la nouvelle version d'un manuel de psychologie en 1978, le professeur Kunath a par exemple stipulé dans son rapport que « les propositions de la RDA ont été dans l'ensemble prises en considération. Là où elles différaient de la norme ouest-allemande, un compromis a été trouvé[176] ». Ces contacts ont donc permis un rapprochement entre les deux blocs.

Outre ces échanges d'idées dans le cadre officiel de ces institutions, on note également une circulation des personnes, et une multiplication des contacts informels entre les individus, qui ont joué le rôle de passeurs entre les deux camps. Ainsi, on retrouve dans les archives des copies de nombreux échanges épistolaires entre les professeurs de l'école et des collègues situés dans des pays capitalistes qui ne faisaient pas partie des cibles principales de la politique extérieure de l'Allemagne de l'Est (Canada, Japon, Grande-Bretagne, Suisse entre autres). Ces collègues avaient été rencontrés lors des différents colloques et manifestations organisées par les organisations internationales des sciences du sport, avaient été intéressés par les présentations des scientifiques est-allemands, souhaitaient garder un contact personnel avec ces chercheurs ou bien étaient intéressés à échanger informations, bibliographies ou nouvelles publications, à titre personnel ou bien au compte de leurs universités[177]. Un exemple intéressant à citer est celui du Pr. Klaus Bös, chercheur en biomécanique à l'Université de Francfort-sur-le-Main, et de sa rencontre avec le Dr. Paul Kunath dans les locaux de la DHfK en 1987. Les deux hommes se sont rencontrés à un congrès international, et s'en est suivi un échange épistolaire sur les travaux de chacun. Cela a finalement débouché sur une visite du campus de Leipzig. Après un échange informel sur les évolutions du sport dans les deux Allemagnes, auquel a participé Brigitte Schellenberger, venue déposer des documents pour Kunath, le chercheur ouest-allemand a offert à ses hôtes est-allemands une copie de son nouveau livre, que Kunath a déposé par la suite à la bibliothèque de l'école, comme le voulait le

173. *Protokoll der Sitzung des Büros des Internationalen Komitees für Geschichte des Sports und der Körpererziehung* (3 octobre 1978). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3736/1 », *op. cit.*

174. *Bericht über die Beratung der Mitglieder des Präsidiums des ISSP* (28 avril 1979). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3736/2 », *op. cit.*

175. *Internationaler Reiseplan des StKS 1983*. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 3322 », *op. cit.*

176. *« Die Vorschläge der DDR wurden dabei im wesentlichen beachtet. Wo sie von der westdeutschen Diktion abwichen, wurde ein Kompromiß eingegangen »*, cité d'après : *« Bericht über die Teilnahme am Weltkongress für angewandte Psychologie »* (23 août 1978). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3736/2 », *op. cit.*

177. Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3729/1 », *op. cit.*

règlement[178]. Si ce passage peut paraître anecdotique, il est cependant révélateur de phénomènes plus grands, et en particulier de la persistance de la circulation des informations et des personnes entre les deux blocs. Si le gouvernement du SED a tenté de limiter au maximum et d'encadrer strictement les contacts avec les représentants de l'Ouest – Paul Kunath a dû remplir diverses demandes d'autorisation pour la visite du Pr. Bös, faire un rapport après sa visite et signaler l'intervention impromptue du Pr. Schellenberger, entrée en contact avec un Allemand de l'Ouest[179] – et s'il a également voulu empêcher la diffusion au sein de la société de RDA des idées venues de l'Ouest – le livre donné ici a très certainement été classé comme littérature sensible et n'a été disponible qu'en accès très restreint, comme l'ensemble de la littérature scientifique des pays capitalistes[180] –, ces contacts ont malgré tout perduré et ont relié deux mondes que le SED voulait rendre aussi hermétiques que possible, faisant des institutions internationales des sciences du sport une interface et un lieu de communication entre l'Ouest et l'Est.

Les relations avec les pays capitalistes ont été la partie la moins importante quantitativement des échanges mis en place par la DiB, avec simplement 3,59 % du volume total. Cependant, ils relevaient d'une dimension symbolique importante en tant que lieu de rencontre entre deux mondes opposés et antagonistes. Derrière les discours officiels du gouvernement est-allemand quant à la « coexistence pacifique » entre les deux systèmes de pensée, ce dernier a toutefois tout fait pour éviter que les idées de l'Occident ne se répandent au sein de la société est-allemande. Ceci passe notamment par la limitation au strict nécessaire des contacts directs avec l'étranger non-socialiste et l'encadrement très strict des quelques rencontres ayant eu lieu. Toutefois, la fermeture entre les deux blocs n'a en aucun cas été hermétique, et un flux d'idées et de contacts personnels s'est maintenu dans les interstices que n'a pas pu contrôler le SED, faisant notamment des organisations internationales, dans notre cas en charge des sciences du sport, une interface entre les deux mondes et un lieu d'échanges véritables entre les chercheurs.

178. *Information über den Besuch von Pr. Dr. Klaus Bös, Frankfurt/M. (BRD)* (11.6.1987). In : *ibid.*
179. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 8.
180. Hartmann, *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*, *op. cit.*, p. 151.

Bilan du chapitre

Pour la RDA, le sport a été un des moyens majeurs de diffusion de son *soft power*, de son image de marque. Il a donc été utilisé de manière massive pour que le régime puisse se mettre en valeur et en scène. Dans les années 1970 et 1980, après l'adhésion de la RDA aux grandes instances internationales diplomatiques, ONU en tête, qu'avait précédée l'acceptation du pays dans les FI et le CIO, la principale mission du sport a été de montrer une image de puissance et d'affirmer la présence internationale du pays. La question des relations internationales dans le domaine des sciences du sport s'inscrit dans cette même mouvance, répond aux mêmes enjeux, et gagne en importance au début des années 1970.

Au sein de la DHfK, cela se traduit par la création de structures dédiées, notamment la Direction des relations internationales (DiB) et par l'augmentation des moyens consacrés à cette tâche. Ces relations se placent toutefois dans un cadre idéologique et une surveillance stricte de la part des instances est-berlinoises de tutelle de la DHfK et par la direction de l'école elle-même. Elles se doivent d'accompagner et d'épauler la politique extérieure du pays, et s'articulent donc autour de trois axes :

- renforcer et mettre en avant l'amitié et la collaboration avec les pays socialistes ;
- créer des ambassadeurs dans les pays en développement importantes pour la stratégie diplomatique est-allemande :
- affirmer la puissance de la RDA au monde, et en particulier en direction de l'étranger capitaliste.

Dans l'ensemble, les règles mises en place sont respectées, notamment parce que les possibilités d'infraction et de déviation sont faibles en raison de la surveillance étroite des instances centrales. On s'efforce de mettre en avant l'amitié et l'égalité entre les membres du bloc de l'Est, on s'évertue à ne pas mettre en danger les secrets de fabrication des athlètes en contrôlant les thématiques de travail, en particulier avec l'ennemi de classe, et on tend à défendre les positions politiques du pays lorsque l'on traite avec ce dernier. La réalité des relations internationales semble donc dans les grandes lignes correspondre aux attentes du régime. Enseignants et personnels de l'école semblent donc se comporter en parfaits « représentants de la RDA[181] », comme il leur a été demandé.

Cependant, si on regarde l'impact de ces relations sur la perception internationale de la RDA, ainsi que la réalisation d'objectifs plus précis, force est de constater que le bilan est nettement plus contrasté. Au sein du bloc de l'Est, l'amitié mise en avant par le régime n'est finalement qu'une apparence et le quotidien des échanges est empreint des équilibres et surtout des tensions entre les « frères socialistes » : la Roumanie est mise à l'index par la RDA, l'URSS est au contraire privilégiée, les différences idéologiques avec la Hongrie se font sentir. De même, cette amitié forcée à des fins propagandistes tournent souvent à vide et sans contenu : les échanges scientifiques étant souvent vus comme peu intéressants

181. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 2.

pour les chercheurs est-allemands. Avec les pays capitalistes, les contraintes énormes placées sur ces échanges ont largement perturbé leur bon fonctionnement quotidien et leur efficacité, tandis que malgré cette surveillance, un contrôle absolu des individus était tout simplement impossible. Ainsi, les organisations internationales sont-elles restées un lieu d'échanges et de contacts entre les deux blocs, au grand dam du régime, qui souhaitait les utiliser pour se promouvoir mais sans se découvrir.

Derrière les gargarismes de la propagande sur la puissance du pays, on note donc des contacts avec l'étranger écrasés dans leur mise en place et leur fonctionnement quotidien par les questions politiques et idéologiques, et qui n'ont pas pu déployer pleinement tout leur potentiel. Cependant, ces relations ont permis aux individus de se glisser dans quelques interstices et ont maintenu un contact entre deux mondes certes divisés, mais pas hermétiquement séparés.

Chapitre 6

L'envoi de professeurs invités et l'acceuil d'étudiants étrangers : la tentative de gagner en ambassadeurs dans les pays en développement

La question des rapports avec le tiers monde[1] joue un rôle important dans la vie de la DHfK, plus important que la moyenne des établissements d'enseignement supérieur du pays. En effet, l'école avait mis en place un vaste système d'accueil d'étudiants étrangers, quasiment exclusivement destiné aux entraîneurs issus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. En tout ce sont près de 2 500 étrangers qui ont été diplômés à Leipzig sur un peu plus de 16 000 étudiants[2], soit une proportion de 14 % de non-Allemands, un pourcentage beaucoup plus élevé que dans les autres universités du pays. La moyenne à l'échelle de la RDA s'élevait à 3 %[3]. À ces étudiants s'ajoutaient 6 471 j.-p. de manifestations prises en charge par le DiB réalisées avec les pays en développement, soit près de 14 % des relations internationales de l'école. Le but officiel de cette attention envers les pays issus de la décolonisation était de soutenir le développement des systèmes sportifs de ces jeunes États[4], mais elle devait également servir à gagner des ambassadeurs aux idées de la RDA dans des pays-clés pour sa politique étrangère. Pour reprendre les mots Fritz Jahn en 1971, il s'agissait de transformer les anciens étudiants étrangers de la DHfK en

1. Le terme de *tiers monde* a été forgé dans les années 1950 par le démographe français Alfred Sauvy, sur le modèle de l'expression *tiers état*, pour désigner l'ensemble des « pays sous-développés » situés hors des alliances politiques et économiques des deux blocs (OTAN et OCDÉ d'un côté, Pacte de Varsovie et CAÉM de l'autre), mais subissant les influences deux deux grands.
Ce terme n'apparaît cependant pas dans les documents officiels de la RDA, qui préfère les termes de *pays en développement* (*Entwicklungsländer*) ou de *jeunes États nationaux* (*jungen Nationalstaaten*).
Conscient des différences sémantiques entre ces termes, nous les utiliserons cependant, ainsi que ceux de *pays du Sud* et de *pays issus de la décolonisation* de manière indifférenciée pour des raisons stylistiques.

2. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 19.

3. Rayk Einax. « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas ». In : *Die Hochschule* 1 (2008), p. 162-183, p. 171.

4. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 1.

« amis de la RDA, [engagés] en faveur de l'approfondissement de l'amitié de leurs peuples avec notre république et les États socialistes[5] ». Beaucoup d'énergie et de moyens ont été utilisés dans la conception, la mise en place et l'encadrement de ces mesures et les retours des participants issus des pays en développement étaient généralement positifs, mais les gains réels tirés par la RDA en termes politiques ont été, eux, beaucoup plus ténus.

6.1 La RDA et les pays du Sud

La place importante qu'ont pris les pays en voie de développement au sein de l'activité de l'école de Leipzig ne peut être étudiée seule. Elle doit être remise dans le contexte général des relations établies par Berlin-Est avec ces États, car elle se conçoit comme une partie intégrante de ces dernières.

6.1.1 Cadre général

Les pays du tiers monde ont été pendant toute la guerre froide le lieu privilégié des interactions entre les deux superpuissances, de leurs tentatives d'influence sur les populations et gouvernements locaux, et par là-même d'innombrables affrontements par procuration[6], phénomène particulièrement visible dans les années 1970 et 1980. Ces deux décennies marquent en effet une recrudescence, après une certaine accalmie durant les années 1960 et la Détente, des conflits mondiaux sur lesquels plane l'ombre des deux grands. En Asie, la chute de Saïgon et la réunification des deux Vietnam en 1975 ou bien la Révolution islamique iranienne de 1979 modifient profondément l'équilibre des forces sur le continent. En Afrique, la dissolution de l'empire colonial portugais en 1975 conduit à des guerres civiles meurtrières entre courants d'obédiences pro-soviétiques et pro-américaines. En Amérique Latine, jusque-là restée quasi intégralement l'arrière-cour américaine, les conflits se multiplient avec l'arrivée au pouvoir en 1970 de Salvador Allende au Chili et sa chute trois ans plus tard ou la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979. Le Sud est alors au premier plan de l'échiquier diplomatique international, en tant que lieu d'affrontement à distance entre les deux superpuissances[7].

Si l'influence des deux États allemands sur l'évolution globale de ces conflits a été relativement faible, comparée à celle d'autres acteurs – États-Unis, URSS, mais également France ou Grande-Bretagne –, il ne faut en aucun cas négliger l'importance que

5. *« Als ehemalige DHfK-Studenten sollen unsere Absolventen […] als Freunde der DDR für die Vertiefund der Freundschaft ihrer Völker zu unserer Republik und den sozialistischen Staaten mit der Sowjetunion an der Spitze wirken »* ; cité d'après : *Jahresanalyse 1971 über Ergebnisse und Probleme der internationalen Arbeit der DHfK einschließlich des Ausländerstudiums.* In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

6. Pour une analyse complète de l'influence des deux grands sur les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, on se réfèrera au très complet ouvrage d'Odd Arme Westad, *La guerre froide globale* (2007). On pourra juste regretter que l'auteur ne se concentre que sur l'histoire diplomatique et militaire, et ne traite pas de la diplomatie culturelle.
On se réfèrera également aux deux chapitres (chap. 12 et 15) d'Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes (1914-1991)*, 1994.

7. Westad, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, p. 16.

ces régions avaient pour les stratégies de politique internationale menées par Bonn et Berlin-Est. Pour reprendre les mots de Julien Thorel :

> Si la place du tiers monde dans les politiques extérieures des deux États allemands fondés en 1949 a longtemps été considérée comme marginale, […] il serait erroné d'en sous-estimer l'importance politique ou économique[8].

Pour les deux capitales allemandes, ces pays relèvent d'une importance stratégique majeure, même si leurs politiques ont été contraintes par les logiques de bloc et par les équilibres globaux de la guerre froide.

6.1.1.1 Les cibles de l'action est-allemande : entre « solidarité internationale » ...

Les pays non-européens ont, dès la fondation de la RDA, joué un rôle majeur dans la politique étrangère du pays, en ce qu'ils constituaient un élément clé pour lutter contre la doctrine Hallstein et l'isolement diplomatique imposé par Bonn[9]. Une énergie considérable a en effet été employée par Berlin-Est afin d'obtenir de la part des régimes qu'elle jugeait proches de ses positions, une reconnaissance diplomatique pleine et entière, ainsi que l'ouverture d'une ambassade, preuve ultime de la légitimité du pays. Cela a cependant souvent été en vain. L'exemple le plus révélateur de ce phénomène est probablement celui de l'Égypte du président Nasser, qui invita Walter Ulbricht en 1965 au Caire pour une quasi-visite d'État, mais qui ne franchit jamais la ligne rouge de l'ouverture d'une ambassade avant la levée officielle de la doctrine Hallstein en 1969[10]. Des trajectoires similaires sont à signaler avec l'Inde de Nehru, l'Indonésie de Sukarno ou le Ghana de Nkrumah.

Le rapprochement entre les deux États allemands et la normalisation de leurs relations consécutive à l'*Ostpolitik* vont voir naître une nouvelle phase dans les rapports de l'Allemagne de l'Est avec les pays non-européens. C'est en effet la fin de la course à la reconnaissance : entre 1969 et 1974, la RDA a pu sortir de son isolement et atteindre un niveau de représentation internationale semblable à celui de la RFA. Berlin-Est a noué durant ces cinq années des relations diplomatiques avec la quasi-totalité des pays du monde et adhéré à la majorité des instances internationales en premier lieu à

8. Thorel, « Les stratégies tiers-mondistes des deux Allemagnes. », *op. cit.*, p. 43.

9. La question des relations entre la RDA et les pays du Sud n'a été traitée que très partiellement par la recherche et aucune monographie globale sur la question n'a été – à notre connaissance – réalisée.
On se réfèrera cependant, pour les relations au niveau gouvernemental aux chapitres dédiés dans Hermann Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen* (2007), déjà largement cité, ainsi qu'à l'ouvrage de Gareth Winrow, *The Foreign Policy of the GDR in Africa* (1990), qui malgré son âge brosse un tableau complet des liens diplomatiques sur le continent africain.
Pour un tableau de la multitude de domaines concernés par la politique culturelle de la RDA envers les pays du Sud, l'ouvrage dirigé par Quinn Slobodian, *Comrades of Color* (2015) est particulièrement enrichissant. Dans une perspective comparatiste avec la RFA, on consultera Yong-Sun Hong, *Cold War Germany* (2015). Enfin, pour un aperçu de la coopération sur le plan militaire : Klaus Storkmann, *Geheime Solidarität* (2012).

10. Yong-Sun Hong. *Cold War Germany, the Third World and the Global Humanitarian Regime*. Cambridge : Cambridge University Press, 2015, p. 240, 246.

l'ONU[11]. Fin 1973, le SED célèbre l'ouverture de sa centième amdassade[12]. Les années 1970 ouvrent donc une nouvelle ère concernant la place de Berlin-Est sur l'échiquier mondial. La RDA est désormais beaucoup mieux intégrée sur la scène internationale et se retrouve libérée de certaines contraintes qui l'avaient pénalisée jusqu'alors[13]. Outre la normalisation des relations inter-allemandes, la signature des accords d'Helsinki en 1975, qui consacrent l'intangibilité des frontières en Europe, renforce également le *statu quo* sur le Vieux Continent[14]. La RDA voit donc ses marges de manœuvre en termes de politique étrangère s'élargir de manière notable. La rivalité avec Bonn hors de l'Europe, qui faisait rage jusqu'alors, est beaucoup moins visible. Les deux États ne sont plus obligés d'entrer en concurrence frontale pour empêcher les pays-tiers de se tourner vers le rival. L'Allemagne de l'Ouest a ainsi progressivement réduit les moyens humains et financiers dédiés à cette partie du monde. La place occupée par les pays en développement est restée très faible dans les chiffres de l'économie ouest-allemande et ces derniers n'ont joué désormais qu'un rôle annexe dans la politique étrangère menée par Bonn dans les années 1970 et 1980[15]. Quelques tensions ont subsisté cependant avec Berlin-Est, notamment concernant la question du statut de la ville de Berlin lors de la rédaction des traités d'échanges et d'amitié entre les pays-tiers et les deux États allemands[16].

Sur le plan théorique et idéologique, la politique de l'Allemagne de l'Est envers les pays en développement s'orientait autour deux axes principaux : l'« internationalisme socialiste » (*sozialistischer Internationalismus*) et la « solidarité anti-impéraliste » (*antiimperialistische Solidarität*). Le gouvernement de la RDA considérait de son devoir de soutenir l'ensemble des efforts des « jeunes États nationaux » dans leur combat pour l'indépendance, puis dans leur développement économique et leur lutte contre les pratiques néo-colonialistes. Il lui fallait également être particulièrement présente envers les pays qui souhaitaient se diriger vers un mode de société socialiste et les aider dans la mise en œuvre des principes du marxisme-léninisme. Pour ceux qui tendaient vers un mode d'organisation capitaliste, il convenait d'entretenir des relations amicales avec eux, notamment sur le plan économique, sur le modèle de la « coexistence pacifique » (*friedliche Koexistenz*)[17].

Dans les faits, ces positions se sont matérialisées par un soutien accru de Berlin-Est envers les pays qui se sont engagés sur la voie du marxisme-léninisme, notamment les tenants des socialismes arabe et africain. Au Moyen-Orient, la RDA a été notamment un des partenaires majeurs des régimes baathistes en Syrie et en Irak[18], saluant notamment le « juste combat du peuple irakien et des autres peuples arabes pour la paix, le progrès

11. Muth et Siebs, « Deutsche Zeitgeschichte von 1945 bis 2000 », *op. cit.*, p. 554.
12. « Die diplomatischen Beziehungen der DDR ». In : *Neue Zeit* 30.6 (8. 1. 1977), p. 5.
13. Wenkel, « En quête permanente d'une reconnaissance internationale. », *op. cit.*, p. 53.
14. Scholtyseck, *Die Außenpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 32.
15. Thorel, « Les stratégies tiers-mondistes des deux Allemagnes. », *op. cit.*, p. 48.
16. Winrow, *The Foreign Policy of the GDR in Africa*, *op. cit.*, p. 106.
17. Siebs, *Die Außenpolitik der DDR 1976-1989*, *op. cit.*, p. 45-46.
18. Massimiliano Trentin. « La République démocratique allemande et la Syrie du parti Baas. Histoire d'un partenariat ». In : *Les cahiers IRICE* 10 (2013), p. 55-67, p. 66.

social, contre le colonialisme et le néo-colonialisme[19] ». De même, le MfAA a clairement appuyé des régimes africains qui ont mis en place des réformes socialisantes ou qui se réclamaient des principes du socialisme, comme la République populaire du Bénin de Mathieu Kérékou[20] ou la République populaire du Congo, de Marien Ngouabi puis de Denis Sassou-Nguesso[21].

Parallèlement au soutien à ces régimes marxisants, la RDA a mis en place une stratégie d'aide envers les gouvernements révolutionnaires qui parvenaient au pouvoir. L'exemple prototypique de cette politique est probablement à voir dans l'évolution des relations avec l'Éthiopie. En effet, le MfAA entretenait des relations cordiales mais peu développées avec le régime de l'Empereur Hailé Sélassié I^{er}. Un rapprochement très marqué fut cependant visible avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement militaire du Derg qui renversa l'empereur en 1974. D'obédience marxiste, le nouveau régime s'orienta vers l'URSS et devint une des cibles privilégiées de la politique étrangère de Berlin-Est, mais uniquement après 1977 et la prise de contrôle en interne par Mengistu Haile Mariam[22]. Livraisons d'armes, formation des nouveaux cadres du régime, développement des relations économiques, négociation avec les mouvements séparatistes internes à l'Éthiopie firent partie des relations privilégiées entre Berlin-Est et Addis-Abeba[23] Des cas similaires de rapprochements avec des pays, dont le régime a soudainement basculé dans le camp socialistes, parsème l'histoire de la RDA, comme au Nicaragua lors de la révolution sandiniste de 1979[24] ou bien avec le gouvernement révolutionnaire populaire de la Grenade, conduit par Maurice Bishop de 1979 à 1983[25].

Enfin, cette stratégie de « solidarité internationale » s'est également traduite par des aides massives envers les mouvements de libération nationale, combattant pour l'indépendance de leur pays – sur des bases socialistes – ou pour le renversement de gouvernements jugés iniques. Cela fut notamment le cas lors de la décomposition de l'empire colonial portugais, où l'Allemagne de l'Est fut un des principaux soutiens du Front de libération du Mozambique – *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO), du Mouvement populaire de libération de l'Angola – *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA) ou du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert – *Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde* (PAIGC), lors des guerres d'indépendance ou après que ces partis eurent accédé aux responsabilités à la

19. *« Volk und Regierung der DDR empfinden für den gerechten Kampf des irakischen Volkes und der anderen arabischen Völker für Frieden und sozialen Fortschritt, gegen Kolonialismus und Neokolonialismus Hochachtung und Sympathie »* ; citation du ministre des Affaires Étrangères de la RDA, Otto Winzer, à l'occasion de la visite de son homologue irakien Abdul Karim Al-Sheikhli ; cité d'après : « Hoher Gast aus dem Irak ». In : *Neue Zeit* 25.73 (27. 3. 1969), p. 1.

20. « Außenminister Dahomeys und der DDR beendeten Gespräche ». In : *Neues Deutschland* 30.83 (8. 4. 1975), p. 2.

21. « Walter Ulbricht an den Präsidenten der Volksrepublik Kongo ». In : *Neues Deutschland* 25.2 (2. 1. 1975), p. 1.

22. Klaus Storkmann. *Geheime Solidarität : Militärbeziehungen und Militärhilfen der DDR in die « Dritte Welt »*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2012, p. 308.

23. Winrow, *The Foreign Policy of the GDR in Africa*, *op. cit.*, p. 99.

24. Siebs, *Die Außenpolitik der DDR 1976-1989*, *op. cit.*, p. 202.

25. « Engere Zusammenarbeit der DDR und Grenadas erörtert ». In : *Neues Deutschland* 35.178 (30. 7. 1980), p. 1.

suite de la Révolution des Œillets au Portugal[26]. De même, si Bonn tenait à entretenir des relations cordiales – principalement pour des raisons économiques – avec le régime ségrégationniste en place en Afrique du Sud, la RDA s'était montrée comme une des aides principales du Congrès national africain – *African National Congress* (ANC) et de son homologue namibien de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain – *South West Africa People's Organization* (SWAPO).

La politique de la RDA envers les pays en développement est donc justifiée en premier lieu par des raisons idéologiques, passant par un soutien envers les pays alignés ou en passe de s'aligner idéologiquement. Cette « solidarité internationale » est d'ailleurs clairement affichée par les instances dirigeantes du pays. Ainsi, en 1978, le Conseil des Ministres de la RDA publia une liste des pays à « orientation socialiste » (*sozialistische Orientierung*), qui avaient déjà progressé dans l'adaptation de leurs modèles sociétaux et économiques envers les préceptes du marxisme-léninisme. Ces pays devaient donc devenir les partenaires privilégiés de la politique de la RDA hors d'Europe, afin de « contribuer au renforcement et au développement de l'alliance anti-impérialistes entre le socialisme mondial et le mouvement de de libération nationale[27] » (cf. liste de ces pays, Fig 6.1, p. 268).

6.1.1.2 ... et pragmatisme économique et stratégique

Derrière ces justifications idéologiques, la politique de la RDA envers les pays en développement est également fortement sous-tendue par des arguments d'ordre stratégique, concernant le positionnement de l'Allemagne de l'Est au sein des équilibres de la guerre froide, ainsi que – et ce dans une proportion toujours plus importante – d'ordre économique, face aux difficultés budgétaires grandissantes.

Il faut, en effet, ne pas sous-estimer l'importance que jouent les équilibres majeurs de la guerre froide sur la politique étrangère de Berlin-Est, et notamment la dépendance du pays face à Moscou. Le changement de direction au sein du SED de 1971, a en effet pour toile de fond l'insatisfaction de Brejnev face aux tentatives jugées cavalières d'Ulbricht dans sa conduite du rapprochement inter-allemand. Il lui fut reproché de vouloir trop s'émanciper du « grand frère » et protecteur. Dès son arrivée au pouvoir, favorisée par l'URSS, Honecker a, lui, voulu faire de la RDA, l'« élève modèle » des démocraties populaires (*Musterknabe*[28]). La politique de la RDA s'est donc inscrite dans les cadres généraux dictés par Moscou et s'est efforcée de devenir le bras droit de ce dernier. Toutefois, Honecker a tenté tout de même de faire, dans ce cadre, prévaloir les intérêts de son pays et ainsi de se rendre indispensable au sein des équilibres internes

26. Winrow, *The Foreign Policy of the GDR in Africa*, *op. cit.*, p. 79.

27. *« Die DDR leistet […] einen Beitrag zur Stärkung und Ausweitung des antiimperialisitischen Bündnisses zwischen Weltsozialismus und nationaler Befreiungsbewegung »* ; cité d'après : Ministerrat der DDR. « Beschluß über die konzeptionelle Orientierung für die Arbeit des Ministeriums für Auswärtige Angelegenheiten im Jahre 1978 ». BArch DC 20-I/3/1465. 1978, p. 31.

28. Fred Oldenburg. « Die Autonomie des Musterknaben. Zum politischen Verhältnis DDR-UdSSR ». In : *Der Sowjetblock zwischen Vormachtkontrolle und Autonomie*. Sous la dir. de Richard Löwenthal et Boris Meissner. Cologne : Markus Verlag, 1984, p. 153-197.

Liste des pays à « orientation socialiste », selon les *konzeptionnelle Orientierungen* du MfAA (1978).

- Algérie
- Angola
- Birmanie
- Cap-Vert
- Rép. Pop. Congo
- Éthiopie
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Irak
- Libye
- Madagascar
- Mozambique
- São Tomé-et-Príncipe
- Syrie
- Yémen du Sud
- Afghanistan (ajouté en 1979)
- Nicaragua (ajouté en 1980)

Source : Ministerrat der DDR. « Beschluß über die konzeptionelle Orientierung für die Arbeit des Ministeriums für Auswärtige Angelegenheiten im Jahre 1978 ». BArch DC 20-I/3/1465. 1978, p. 31

Liste des pays « financièrement forts et dont les paiements sont sûrs » selon le MfAA (1981).

- Algérie
- Arabie Saoudite
- Argentine
- Colombie
- Corée du Sud
- Égypte
- Émirats Arabes Unis
- Inde
- Indonésie
- Irak
- Iran
- Kenya
- Koweït
- Libye
- Malaisie
- Mexique
- Nigeria
- Singapour
- Taïwan
- Venezuela
- Zimbabwe

Source : Ministerrat der DDR. « Beschluß über die Konzeption zur Erhöhung des Exports der DDR in finanzstarke, zahlungssichere Entwicklungsländer ». BArch DC 20-I/4/4883. 1981

Liste des pays devant être privilégiés par les instances sportives (1984).

- Afghanistan
- Algérie
- Angola
- Éthiopie
- Koweït
- Inde
- Irak
- Mozambique
- Nicaragua
- Syrie
- Tunisie
- Yémen du Sud

Source : Ministerrat der DDR. « Prinzipien und finanzielle Regelungen für die Gestaltung der Beziehungen der Sportleitungen der DDR zu jungen Nationalstaaten Asiens, Afrikas und Lateinamerikas ». BArch DC 20-I/4/5363. 29. 3. 1984

Fig. 6.1 : Liste des pays en développement devant être privilégiés par le MfAA et le DTSB

au bloc de l'Est[29]. Cette dynamique fut particulièrement visible à travers la situation dans la Corne de l'Afrique, où Addis-Abeba va certes se rapprocher de Berlin-Est, mais avec pour objectif final de renforcer les liens entre l'Éthiopie l'ensemble du bloc de l'Est, l'URSS en tête. Cependant, cela ne signifie pas un parfait parallélisme entre les politiques des deux États européens sur la scène africaine. La RDA a également montré les spécificités de son engagement et de sa stratégie. En effet, si la Somalie de Mohamed Siad Barré[30] rompt en novembre 1977 les liens avec l'URSS, en reniant le traité d'amitié entre les deux États et en expulsant l'ensemble des conseillers soviétiques, cubains et nord-coréens présents sur place, elle a maintenu des relations cordiales avec la RDA, vue comme un médiateur lors du conflit de l'Ogaden, et a conservé jusqu'en 1982 – et l'alignement définitif avec Washington – une brigade de la FDJ sur son sol[31]. De même, si l'Éthiopie entretient de bons rapports avec l'Allemagne de l'Est entre autres pour se rapprocher de Moscou, le SED possède des contacts plus développés à l'intérieur du pays que les Soviétiques. Ainsi, en 1978, Moscou charge Berlin-Est de négocier avec le Front Populaire de Libération de l'Érythrée (FPLÉ), groupe également marxiste, mais réclamant l'indépendance de l'Érythrée et en révolte ouverte envers Mengistu Haile Mariam, car le PCUS n'avait aucun contact direct avec ce mouvement. Le SED avait, lui, déjà fait l'intermédiaire entre Asmara et Addis-Abeba[32]. Des phénomènes similaires sont visibles dans les anciennes colonies portugaises notamment, qui se sont rapprochées du bloc de l'Est dans son ensemble, mais pour qui l'Allemagne de l'Est représentait un partenaire particulier.

Outre ces logiques de stratégie interne au bloc de l'Est qui étaient destinées à ce que la RDA se positionne en bras droit de l'URSS sur la scène internationale, la politique de Berlin-Est envers les pays du Sud fut, à partir de la deuxième moitié des années 1970, de plus en plus conditionnée par des questions d'ordre économique. Depuis le choc pétrolier de 1973, la RDA se voit fragilisée par des difficultés majeures dans les approvisionnements en matières premières (pétrole, minéraux, denrées alimentaires). D'une part, le circuit de distribution interne au CAÉM est en crise et les conditions de livraison des produits et en particulier du pétrole soviétique, deviennent beaucoup plus strictes : augmentation des prix, puis diminution de la quantité livrée par le « grand frère » soviétique[33]. D'autre part, les matières premières introuvables au sein du monde socialiste doivent être importées en devises étrangères, provocant des surcoûts de plusieurs milliards de marks par an. Ce phénomène est d'autant plus dévastateur pour les finances du pays qu'il est couplé à une faiblesse durable des exportations est-allemandes vers l'exté-

29. Westad, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, p. 223.

30. URSS et Somalie sont alliées depuis 1969 et la prise de pouvoir de Siad Barré. Le bloc de l'Est dispose même de deux régimes marxisants dans la région après la chute du dernier negus éthiopien en 1974. Cependant, voulant concrétiser des visions nationalistes, la Somalie envahit en 1977 la région de l'Ogaden, sous contrôle éthiopien mais peuplée majoritairement de Somalis. L'URSS, la RDA et Cuba soutiennent dans ce conflit Addis-Abeba, provoquant la rupture avec Mogadiscio.

31. Winrow, *The Foreign Policy of the GDR in Africa*, *op. cit.*, 100 et 192.

32. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 434.

33. Wolle, *Die heile Welt der Diktatur (1971-1989)*, *op. cit.*, p. 197.

rieur du bloc[34]. Ceci mène à une raréfaction de certains produits, à un effondrement de la balance commerciale et *a fortiori* à un endettement toujours plus grand. L'exemple le plus célèbre de cette tension quant aux difficultés d'approvisionnement en matières premières est probablement l'épisode connu sous le terme de « crise du café » de 1977. Cette denrée, devenue depuis la fin de la guerre un produit de consommation courante et le symbole d'un certain niveau de vie, voit ses cours grimper en flèche sur le marché mondial : les coûts d'importation estimés quadruplent en quelques mois, provoquant une dépense supplémentaire imprévue de 350 millions de *Valutamarks*[35] pour la RDA[36]. Face à l'impossibilité de régler la situation à l'intérieur du CAÉM, avec le Vietnam comme seul producteur majeur, le SED se voit dans l'obligation à la fois de réduire la qualité du produit proposé, et d'engager des négociations difficiles avec des pays non-socialistes (Brésil, Mexique, Colombie, Nicaragua, etc.)[37], creusant un peu plus le déficit du pays, mal considéré comme nécessaire pour éviter un trop grand mécontentement populaire. Cette « crise du café » est à considérer comme le symbole des difficultés d'approvisionnement et des préoccupation du régime en matière de politique économique mondiale dans les années 1980.

Le parti se voit en effet obligé de réorienter ses conceptions politiques afin d'inclure ces nécessités budgétaires. Objectif est donné aux diplomates est-allemands à partir de 1980 de contribuer à trouver des matières premières peu chères et à augmenter les exportations du pays, en vue de maximiser l'arrivée de devises :

> La résolution des questions de politique commerciale internationale et la garantie des importations qui nous sont nécessaires imposent de renforcer, sur la base de l'augmentation des capacités de production de notre économie nationale, notre puissance d'exportation, en particulier dans les domaines de la construction mécanique et de l'industrie manufacturière.[…]
> Les objectifs les plus stricts en matière d'importations sont à viser. Cela nécessite la plus grande parcimonie et la plus grande efficacité dans l'utilisation des matières premières et des combustibles[38].

Cette réorientation de la politique a pour conséquence un changement dans les pays avec lesquels les relations sont à privilégier : le caractère déterminant paraît moins l'avancée des idées socialistes dans les pays en question que ce que peuvent apporter ces pays

34. « DDR : Die Bürger werden aufsässig ». In : *Der Spiegel* (17. 10. 1977), p. 46-65, p. 54.

35. Le *Valutamark* est une unité de mesure statistique utilisée pour calculer les échanges internationaux de la RDA, dérivée du modèle du rouble transférable soviétique. Le *Valutamark* était calculé en fonction de ce rouble transférable.

36. Monika Sigmund. *Genuss als Politikum : Kaffeekonsum in beiden deutschen Staaten*. Berlin : De Gruyter, 2015, p. 249.

37. *Ibid.*, p. 267.

38. *« Die Lösung der Außenhandelsaufgaben und die Sicherung der erforderlichen Importe verlangen, auf der Grundlage der wachsenden Leistungsfähigkeit der Volkswirtschaft, eine weitere Stärkung der Exportkraft, insbesondere in den Bereichen des Maschinenbaus und der verarbeitenden Industrie. […]. An die Importe sind strengste Maßstäbe anzulegen. Das erfordert höchste Sparsamkeit und Effektivität beim Einsatz von Roh- und Brennstoffen »* ; cité d'après : *« Protokoll der Verhandlungen des X. Parteitages der SED »* (11-16 avril 1981). In : *Dokumente zur Außenpolitik der Deutschen Demokratischen Republik (1981)*. Berlin (Est) : Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1985, p. 51-52.

pour l'économie est-allemande. Ainsi, en 1981, est publiée une nouvelle liste des cibles de la politique étrangère de la RDA, qui met désormais l'accent sur les pays « financièrement forts et dont les paiements sont sûrs[39] » (*finanzstark und zahlungssicher*) plutôt que sur l'« orientation socialiste » (cf. liste de ces pays, Fig 6.1, p. 268). En parallèle, ces difficultés économiques contraignirent la RDA à réduire drastiquement son implication dans les pays certes plus proches idéologiquement, mais plus fragiles économiquement (Angola, Éthiopie, Mozambique par exemple) dans la deuxième moitié des années 1980[40].

La politique de la RDA envers les pays en développement dispose donc à partir des années 1970 d'une plus grande liberté d'action suite à la levée de la concurrence directe avec la RFA. Elle repose principalement sur des critères d'ordre politique et idéologique en voulant à la fois contribuer à la « solidarité internationale », au développement des jeunes États nationaux et des idées socialistes, mais également elle vise également à asseoir le rôle du SED comme *junior partner* de l'Union soviétique et donc la place de la RDA au sein du bloc de l'Est. Toutefois, ces orientations théoriques ont été de manière grandissante dans les années 1980 confrontées aux difficultés économiques que rencontrait le pays.

6.1.2 Formes de l'action envers les pays du Sud

Si on s'intéresse aux modalités qu'ont prises les relations entre la République Démocratique Allemande et les pays du tiers monde, on ne peut les réduire qu'aux formes traditionnelles de la diplomatie politique et économique. Outre les visites officielles de membres de gouvernement, la signature de traités de coopération économique ou l'aide au développement apportée aux pays partenaires, la RDA a mis l'accent sur la diplomatie culturelle, notamment en raison des contraintes budgétaires grandissantes qu'elle subissait.

Outre des formes classiques de coopération autour de la diffusion de la langue allemande via les instituts culturels est-allemands[41] ou de la production de biens culturels et de propagande via la DEFA[42], c'est une approche globalisante des relations internationales qu'a adoptée la RDA. Et c'est l'ensemble des contacts entre les pays et leurs habitants qui étaient vus comme un rapprochement et une preuve d'amitié entre les gouvernements. Sur le modèle développé en Union soviétique après la mort de Staline[43], Berlin-Est a mis en place un vaste réseau de contacts avec les pays partenaires, notamment via l'envoi de spécialistes ou l'accueil d'étudiants étrangers sur son sol.

39. Ministerrat der DDR. « Beschluß über die Konzeption zur Erhöhung des Exports der DDR in finanzstarke, zahlungssichere Entwicklungsländer ». BArch DC 20-I/4/4883. 1981.

40. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 537.

41. Josephine Evens. *Die Imagepflege der Kultur- und Informationszentren der DDR im Ausland bis zur internationalen Anerkennung 1972/73*. In : *Deutschland Archiv Online*. 13. 4. 2015. url : http://www.bpb.de/203946 (visité le 18. 4. 2018).

42. Quinn Slobodian. « The Uses of Disorientation : Socialist Cosmopolitanism in an Unfinished DEFA-China Documentary ». In : *Comrades of Color. East Germany in the Cold War World*. Sous la dir. de Quinn Slobodian. New-York : Berghahn, 2015, p. 219-242, p. 221.

43. Hong, *Cold War Germany, the Third World and the Global Humanitarian Regime*, *op. cit.*

6.1.2.1 L'envoi de spécialistes

L'envoi de spécialistes dans les pays partenaires est un moyen d'action privilégié, car même s'il inclut des coûts budgétaires importants, il ne nécessite pas d'engager des devises occidentales, qui faisaient tellement défaut. L'exemple le plus connu de ce phénomène est probablement celui des cadres de la NVA et du MfS, délégués pour former et conseiller troupes, commandement et police auprès des gouvernements africains confrontés à une guerre civile, comme au Mozambique, en Angola ou en Éthiopie[44]. Ces formateurs étaient généralement bien perçus par les militaires locaux, qui louaient le sérieux et la discipline des Allemands de l'Est, en comparaison à la désorganisation des Cubains et à l'autoritarisme des Soviétiques[45].

On peut également citer le cas des « brigades de l'amitié de la FDJ » (*Brigaden der Freundschaft der FDJ*), créées en 1963 et composées de membres de l'organisation de jeunesse. Elles avaient pour but de contribuer au développement des infrastructures des pays dans lesquelles elles étaient envoyées[46]. Construction de villages, de routes, réparation de ponts, d'usine, aide pour les récoltes agricoles[47], tels étaient les buts de celles et ceux qui devaient aider « à dépasser l'arriération coloniale et à renforcer l'indépendance[48] » des pays partenaires, contribuant également à diffuser une image positive de la RDA, comme bâtisseuse et soutien du développement international. Les statistiques dont nous disposons indiquent que, jusqu'en 1984, ce sont près de 4 000 jeunes Allemands de l'Est qui ont été envoyés dans 22 pays différents pour contribuer à la « solidarité internationale » par leurs travaux[49].

Cette collaboration ne peut être réduit aux seules dimensions militaires et d'aide au développement des infrastructures. La RDA a en effet développé un programme de « collaboration scientifique et technique » (*wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit*[50]) dans des domaines très variés : envoi d'architectes au Vietnam pour aider à la reconstruction du pays après la guerre[51], délégation de cadres du parti ou de la FDGB en Afghanistan, au Yémen ou en Éthiopie par exemple pour former les administrations

44. Storkmann, *Geheome Solidarität*, *op. cit.*, p. 383.

45. « "Wir haben euch Waffen und Brot geschickt" ». In : *Der Spiegel* (3. 3. 1980), p. 42-61, p. 45.

46. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 210.

47. « Volkskammerdelegation am Bauplatz der Jugend ». In : *Neues Deutschland* 20.81 (22. 3. 1965), p. 2 ; « Mit einer FDJ-Brigade der Freundschaft in Algerien ». In : *Neues Deutschland* 28.356 (25. 12. 1973), p. 6 ; « FDJ-Brigaden der Freundschaft in Nationalstaaten ». In : *Berliner Zeitung* 29.224 (15. 8. 1973), p. 1.

48. *« In der Tropensonne Afrikas helfen FDJ-Mitglieder in den "Brigaden der Freundschaft" […] bei der Überwindung kolonialer Rückständigkeit und der Festigung [der] nationalen Unabhängigkeit »* ; cité d'après : « Mit würdigen Initiativen zu Ehren des VIII. Parteitages ins zweite Vierteljahrhundert der Freien Deutschen Jugend ». In : *Neues Deutschland* 26.66 (7. 3. 1971), p. 3.

49. Hans-Joachim Spanger et Lothar Brock. *Die beiden deutschen Staaten in der dritten Welt*. Opladen : Westdeutscher Verlag, 1987, p. 199.

50. Ministerrat der DDR. « Entwurf der Ordnung über die Verantwortung und Aufgaben der staatlichen Organe der DDR bei der Aus- und Weiterbildung von Bürgern aus Entwicklungsländern durch die DDR und für die Entsendung von Spezialisten der DDR in Entwicklungsländer ». BArch DC 20-I/4/1203. 1965, S. 152.

51. Christina Schwenkel. « Affective Solidarities and East German Reconstruction of Postwar Vietnam ». In : *Comrades of Color. East Germany in the Cold War World*. Sous la dir. de Quinn Slobodian. New-York : Berghahn, 2015, p. 267-292.

locales[52], d'ingénieurs pour aider l'organisation et à la rationalisation des systèmes industriel et agricole[53], de professeurs et pédagogues chargés d'améliorer les structures éducatives ou encore de médecins pour soigner les populations locales et former leurs homologues sur place[54].

Le but de cette collaboration technique était, comme celle fournie par les Soviétiques, de prendre part « à la construction d'une économie propre [aux jeunes États nationaux], indépendante des forces impérialistes et d'organiser un système éducatif et social de manière démocratique[55]. » Cela permettait donc à la RDA de contribuer au développement économique des pays partenaires et donc au renforcement des liens avec eux, et ce à un coût supportable pour le régime, mais cela lui offrait également la possibilité de se mettre en scène de manière internationale en propageant une image positive, proche des soucis des populations locales.

6.1.2.2 L'accueil d'étudiants étrangers

Comme pendant à cette politique d'envoi de cadres à l'étranger, la RDA a également pratiqué l'accueil sur son territoire de personnels étrangers, toujours dans le but de renforcer ses liens avec les partenaires étrangers et de participer à sa stratégie d'autoreprésentation quant à la politique de « solidarité internationale[56] ». Nous n'évoquerons que très brièvement la question des « travailleurs contractuels » (*Vertragsarbeiter*)[57], main d'œuvre étrangère venue en Allemagne de l'Est sous couvert de formation et d'aide au développement, qui furent près de 90 000 dans les années 1980[58] ; ainsi que les quelques centaines de réfugiés politiques ou « émigrants politiques » (*politische Emigranten*) selon les termes en vigueur, principalement chiliens[59]. Nous nous attarderons au contraire plus longtemps sur la question de l'accueil en RDA des étudiants étrangers – notamment afin de tracer un parallèle dans la section suivante avec les spécificités de cet accueil dans le monde du sport (p. 281) – dans le cadre de formation professionnelles et universitaires.

L'accueil d'étudiants étrangers, appelé *Ausländerstudium* dans le jargon socialiste constituait un vaste programme d'échanges universitaires et était présent dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur du pays. Ainsi, d'après les estimations dis-

52. Spanger et Brock, *Die beiden deutschen Staaten in der dritten Welt*, *op. cit.*, p. 224.

53. Inga Emmerling. *Die DDR und Chile (1960-1989). Außenpolitik, Außenhandel und Solidarität.* Berlin : Ch. Links Verlag, 2013, p. 335.

54. Spanger et Brock, *Die beiden deutschen Staaten in der dritten Welt*, *op. cit.*, 235 et 240.

55. *« In über 50 Ländern der Erde unterstützten sowjetische Spezialisten […] die Bemühungen der progressiven Kräfte, eine eigene, von den imperialistischen Mächten unabhängige Wirtschaft aufzubauen und ein demokratisches Sozial- und Bildungswesen zu organisieren »* ; cité d'après : « 700 Pfeiler wirksamer Solidarität ». In : *Neues Deutschland* 27.56 (25. 2. 1972), p. 6.

56. Kott, *La RDA (1949-1989)*, *op. cit.*, p. 86.

57. Ann-Judith Rabenschlag. *Arbeiten im Bruderland. Arbeitsmigranten in der DDR und ihr Zusammenleben mit der deutschen Bevölkerung.* In : *Deutschland Archiv Online.* 15. 9. 2016. url : www.bpb.de/233678 (visité le 19. 4. 2018).

58. Annegret Schüle. « "Proletarischer Internationalismus" oder "ökonomischer Vorteil für die DDR" ? Mosambikanische, angolanische und vietnamesische Arbeitskräfte im VEB Leipziger Baumwollspinnerei (1980-1989) ». In : *Archiv für Sozialgeschichte* 42 (2002), p. 191-210, p. 192.

59. Emmerling, *Die DDR und Chile*, *op. cit.*, p. 410.

ponibles[60], entre 64 000 et 78 000 ressortissants étrangers, issus de près de 125 pays différents, ont, entre 1951 et 1989, étudié dans une université ou une école supérieure en RDA, ce qui représente 3 % de l'ensemble du nombre de diplômés, et 7 % du nombre total d'étrangers vivant sur le territoire est-allemand – si on excepte les forces d'occupation soviétique[61]. Ces échanges n'étaient toutefois pas réservés aux pays en voie de développement, car d'après les données récoltées par Damian Mac Con Uladh, près de la moitié ces étudiants provenait des pays socialistes, environ 45 % des « jeunes États nationaux » et 5 % de l'« étranger capitaliste »[62]. Si aucune statistique précise globale n'est disponible sur l'origine pays par pays de ces étudiants, Mac Con Uladh constate dans les années 1950 une prédominance, parmi les ressortissants de pays du tiers monde, des pays arabes, remplacés dans les années 1960 par les pays africains[63]. Cette répartition géographique n'est en aucun cas le fruit du hasard, mais bien davantage le reflet des orientations de la politique du gouvernement. En effet, la participation à ces échanges ne relevait pas uniquement de la volonté des candidats – les seules candidatures individuelles qui furent acceptées furent, à partir de 1982, celles de quelques candidats issus de pays capitalistes et payant en devises occidentales leurs séjours. Tout autre dossier était rejeté. L'envoi d'étudiants en RDA ne relevait pas non plus d'éventuels partenariats signés au niveau des établissements[64]. Seule la signature d'un accord de collaboration entre les instances dirigeantes de la RDA et leurs homologues étrangers permettait d'un accès à ces échanges, car l'attribution de places était décidée de manière centralisée et annuelle à Berlin. La répartition du nombre de places en fonction des établissements d'enseignement et des filières était décidée par le MHF, puis la ventilation de ces quotas entre les différents pays partenaires était établie par le MfAA, selon les besoins de ces partenaires et les considérations géo-stratégiques du moment[65].

Dans les faits, les étudiants participants à ces programmes étaient tout d'abord sélectionnés par les instances de leurs pays d'origine, puis – selon les termes en vigueur – « délégués » en RDA. Une fois arrivés sur le territoire est-allemand, la plupart d'entre

60. La question de l'*Ausländerstudium* n'a pas encore fait l'objet d'un traitement complet par les chercheurs et les statistiques disponibles sur la question sont incomplètes. Cependant, il existe quelques chapitres d'ouvrage et articles traitant des grandes lignes de cette politique. On citera notamment le chapitre de Damian Mac Con Uladh, « *Studium bei Freunden* », in : P. Poutrus, *Ankunft - Alltag - Ausreise* (2005), portant sur la mise en place du système dans les années 1950 et 1960. Les contributions de Rayx Einax – « Junge Sendboten der Freundschaft », in : U. Hossfeld (*et. al.*), *Hochschule im Sozialismus* (2007), et « Im Dienste außenpolitischer Interessen », in : *Die Hochschule* (2008) – portant sur le cas précis de la *Friedrich-Schiller-Universität* de Iéna permettent d'avoir un exemple précis de cette pratique, mais brossent également un tableau général, fort appréciable, de la situation.

61. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 175.

62. Damian Mac Con Uladh. « Guests of the Socialist Nation ? Foreign Students and Workers in the GDR, 1949-1990 ». Thèse de doct. Londres : University College London, 2005, p. 226.

63. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 176.

64. Rayk Einax. « "Junge Sendboten der Freundschaft" : Ausländische Studierende an der Friedrich-Schiller-Universität Jena ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe Hossfeld, Thomas Kaiser et Heinz Mestrup. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 930-954, p. 935.

65. Ministerrat der DDR. « Grundsätze über die Verantwortung und Aufgaben der staatlichen Organe der DDR bei der Aus- und Weiterbildung von Bürgern aus Entwicklungsländern in der DDR und für die Entsendung von Spezialisten der DDR in Entwicklungsländer ». BArch DC 20-I/4/1307. 14. 6. 1966, p. 104.

eux étaient dirigés vers Leipzig, où ils passaient plusieurs semaines ou plusieurs mois au sein de l'Institut Herder, un institut créé en 1956 au sein de la KMU et spécialisé dans l'apprentissage de l'allemand comme langue étrangère[66]. Une fois leur niveau d'allemand jugé suffisant, ils étaient envoyés dans l'établissement où ils avaient été affectés et y suivaient, pour la très grande majorité d'entre eux, les mêmes cursus que leurs homologues est-allemands[67]. Les étudiants étrangers devaient ainsi participer à l'ensemble des enseignements dispensés par l'université et obtenaient en cas de réussite aux examens le même diplôme que leurs camarades locaux. Cette pratique fut appelée dans le jargon de la RDA *Direktstudium*. La durée de ces programmes était donc de plusieurs années, généralement quatre ans dans le cas d'un parcours complet effectué en Allemagne de l'Est[68]. Les participants étaient hébergés la plupart du temps dans des internats qui leur étaient réservés[69]. En outre, ils recevaient une bourse afin de subvenir à leurs besoins et bénéficiaient également d'une pension complète en ce qui concerne les repas.

Toutefois, si le cadre d'études était le même pour l'ensemble des étudiants, quelles que soient leurs origines, la logique politique qui précédait la tenue de ces échanges, ainsi que les moyens financiers nécessaires à leur réalisation, différaient grandement selon les catégories de pays concernés. Pour les échanges avec les pays socialistes, le but était de contribuer à la collaboration multilatérale entre pays-frères et les délégations devaient être réalisées de manière réciproque et à coûts nuls. En effet, les dépenses engendrées par l'accueil des étudiants étrangers en RDA (bourse, hébergement, restauration et frais liés à l'enseignement) étaient compensés par l'envoi d'étudiants est-allemands dans les pays du pacte, et ce pour un montant équivalent[70]. Concernant les pays de l'étranger capitaliste – et de plus en plus dans les années 1980 pour les pays d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie[71] –, l'attribution de ces places se faisait sur des bases commerciales. Les institutions délégant les étudiants devaient financer leurs séjours en RDA et régler les coûts engendrés en devises occidentales. Ceci permettait certes de correspondre à la logique de « coexistence pacifique » avec l'Ouest, tout en tentant de réduire le déficit commercial du pays. Aucun étudiant est-allemand ne pouvait partir vers un de ces pays pour éviter toute tentative de fuite hors de la République[72]. Pour les pays du Sud enfin, ici aussi les échanges ne se faisaient que dans un seul sens, puisque aucun étudiant allemand n'a été délégué dans une université étrangère. Ces contacts étaient placés sous le signe de la « solidarité internationale » et devaient démontrer la générosité de la RDA.

66. « Studenten aus aller Welt ». In : *Berliner Zeitung* 20.258 (18. 9. 1964), p. 5.

67. Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 170.

68. Einax, « Junge Sendboten der Freundschaft », *op. cit.*, p. 935.

69. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 183.

70. Einax, « Junge Sendboten der Freundschaft », *op. cit.*, p. 935.

71. En 1981, le Conseil des Ministres de la RDA publie notamment une liste de neuf pays (Algérie, Brésil, Égypte, Koweït, Irak, Iran, Libye, Mexique et Nicaragua), jugés stables financièrement et avec lesquels l'attribution de places doit tendre vers des logiques commerciales. In : Ministerrat der DDR. « Beschluß über den Stand der Ausbildung von Studenten aus Entwicklungsländern durch die DDR und Konzeption für die weitere Arbeit im Zeitraum bis 1985 ». BArch DC 20-I/3/1798. 15. 12. 1981, p. 219.

72. Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 168.

Hormis le voyage, financé par le pays délégataire, l'ensemble des coûts étaient pris en charge par le gouvernement du SED[73].

Le but de cette générosité envers les pays en développement était certes une contribution à la solidarité et au combat de la RDA pour l'égalité entre les nations, ou comme le stipulaient les documents officiels, une action pour « surmonter le retard économique de ces pays et de renforcer la collaboration économique et politique[74] ». Mais derrière ces discours se cache également une volonté de politisation claire, ces échanges devant être considérés comme « une composante importante des relations avec ces États sur le plan du commerce extérieur et de la politique culturelle[75] ». L'accueil d'étudiants étrangers est donc une partie intégrante de la politique étrangère et culturelle de la RDA envers les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, ou pour reprendre les mots de Rayk Einax :

> L'accueil des étudiants étrangers remplit une fonction importante dans la politique étrangère de la RDA et devait donc se soumettre aux calculs politiques ainsi qu'à la pensée opportuniste des preneurs de décisions en matière de politique étrangère et scientifique[76].

À travers ces programmes, il fallait transmettre une image positive de la République Démocratique Allemande, et donc convaincre de la supériorité du système socialiste, notamment face à la République Fédérale. D'une part, les négociations pour l'attribution de places dans les cursus étaient censées renforcer les liens au niveau gouvernemental avec les partenaires. D'autre part, il fallait introduire chez les futures élites des pays partenaires les prémisses d'une consciences socialiste. Dans l'optique des dirigeants est-allemands, ces élites devaient par la suite agir comme ambassadeurs de l'Allemagne de l'Est dans leurs pays d'origine, de points d'appui dans les hiérarchies politiques et dans les tissus économiques locaux, afin que Berlin-Est bénéficie de conditions avantageuses dans les négociations à venir. À noter que la très grande majorité des participants à ces programmes n'avait pas vocation à rester dans le pays après la fin de leur cursus, mais bien de retourner dans leurs pays afin de contribuer à leur construction[77].

Cette volonté de former les étudiants issus d'États où les structures d'enseignement sont faibles n'est toutefois pas limitée à la RDA, l'URSS ayant également mis en place un programme similaire, notamment à travers l'Université Patrice-Lumumba, fondée en

73. Ministerrat der DDR, « BArch DC 20-I/4/1203 », *op. cit.*, p. 146-150.

74. *« Mit diesen Maßnahmen ist durch die DDR Hilfe bei der Überwindung der ökonomischen Rückständigkeit dieser Länder sowie die Festigung der ökonomischen und politischen Zusammenarbeit zu gewährleisten »* ; cité d'après : Ministerrat der DDR, « BArch DC 20-I/3/1798 », *op. cit.*, p. 217.

75. *« In Übereinstimmung mit den außenpolitischen Zielen der DDR ist die Ausbildung ausländischer Bürger in der DDR […] ein wichtiger Bestandteil der außenwirtschaftlichen und kulturpolitischen Beziehungen mit diesen Staaten »* ; cité d'après : Ministerrat der DDR, « BArch DC 20-I/4/1307 », *op. cit.*, p. 103.

76. *« Das Ausländerstudium erfüllte eine wichtige Funktion in der Außenpolitik der DDR und hatte sich daher dem politischen Kalkül und einem entsprechenden Opportunitätsdenken der außenpolitischen und wissenschaftlichen Entscheidungsträger unterzuordnen »*, cité d'après : Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 167.

77. *Ibid.*, p. 169.

1960 et destinée à offrir aux ressortissants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine[78]. La politique du SED envers les pays en développement est donc protéiforme et ne peut se résumer aux échanges diplomatiques et politiques au niveau gouvernemental. L'objectif de renforcer les liens avec les partenaires du Sud passe par une coopération à de nombreux niveaux, impliquant des dimensions politique, militaire, mais également culturelle et éducative.

6.1.3 La diplomatie sportive de la RDA envers les pays du Sud

La politique sportive de la RDA envers ces pays en développement est à considérer comme une des facettes de cette politique étrangère protéiforme[79]. Elle se doit d'être analysée à travers les mêmes critères que les domaines cités précédemment et relève de la même logique idéologique. Pour les dirigeants du sport, il s'agit de mettre en avant d'une « solidarité internationale », de lutter contre le (néo-)colonialisme, de faire progresser les idées socialistes dans le monde, de contribuer à un développement économique mutuel. Lothar Kalb, directeur de l'Institut pour les étudiants étrangers – *Institut für Ausländerstudium* (IfA) de la DHfK, présentait son action, dans une lettre publiée dans la revue *DHfK-international* comme suit :

> Le soutien solidaire et désintéressé envers les jeunes États nationaux dans le dépassement universel de l'héritage colonial correspond à l'essence même de la société socialiste et est formulé comme un principe unanimement valable dans la constitution de la RDA. La collaboration sportive de la RDA avec ces pays est conditionné par des principes humanistes de paix, d'amitié, d'attention mutuelle et d'égalité de droits[80].

Les interactions sportives sont donc soumises aux grands axes de la politique étrangère décrits précédemment, et sont à comprendre comme un prolongement de ces derniers.

Le sport constitue en outre un domaine d'action particulièrement opportun pour les deux parties. Pour les États du tiers monde, il constitue un des rares secteurs où ils peuvent dans une certaine mesure concurrencer les pays occidentaux et les anciennes puissances coloniales, là où la faiblesse de leurs structures économiques et politiques leur interdit de jouer un rôle majeur sur la « grande » scène diplomatique[81]. L'exemple prototypique de cette pratique est probablement celui du cricket, « le plus anglais des sports

78. Rossen Djagalov et Christine Evans. « Moskau 1960 : Wie man sich eine sowjetische Freundschaft mit der Dritten Welt vorstellte ». In : *Die Sowjetunion und die Dritte Welt. UdSSR, Staatssozialismus und Antikolonialismus im Kalten Krieg (1945-1991)*. Munich : De Gruyter, 2010, p. 83-105, p. 83.

79. La question des relations sportives entre l'Allemagne de l'Est et les pays en développement, ainsi que son rôle dans la diplomatie générale de la RDA n'a pas été traitée, à notre connaissance, par la recherche. Seul un chapitre de l'ouvrage de Norbert Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen*, s'intéresse à la question. Cependant, celui-ci ayant été écrit en 1984, il ne disposait que de peu de sources d'archives.

80. *« Die solidarische uneigennützige Unterstützung der jungen Nationalstaaten bei der allseitigen Überwindung des kolonialen Erbes entspricht dem Wesensgehalt der sozialistischen Gesellschaft und ist in der Verfassung der DDR als allgemeingültiger Grundsatz formuliert. Die sportliche Zusammenarbeit der DDR mit diesen Ländern wird von den humanistischen Prinzipien des Friedens, der Freundschaft und der gegenseitigen Achtung und Gleichberechtigung bestimmt »* ; cité d'après : Lothar Kalb. « Ein Student fragt ». In : *DHfK-international* 6.2 (1975), p. 6

81. Youcef Fatès. *Sport et Tiers-Monde*. Paris : PUF, 1994, p. 16.

anglais[82] », que se sont progressivement approprié les anciennes colonies caribéennes et surtout le sous-continent indien. À tel point que ce sport est devenu une partie intégrante de l'identité indienne et que l'Inde est devenue la nation dominante, reléguant l'ancienne puissance coloniale loin derrière[83]. Quelques autres exemples, comme le Kenya ou l'Éthiopie en athlétisme sont à noter, mais il convient de signaler que les résultats des pays en voir de développement restent nettement en-deçà de ceux des pays du Nord, principalement en raison du manque d'infrastructures. L'opportunité principale qui s'offrait aux pays du Sud se trouvait cependant dans l'organisation para-diplomatique du sport international. Profitant de la médiatisation grandissante des grandes compétitions, les pays du Sud ont utilisé ces événements pour donner une caisse de résonance à leurs messages politiques, comme notamment le mouvement de lutte contre le régime ségrégationniste d'Afrique du Sud, visible entre autres à travers le boycott par vingt-deux nations africaines des Jeux Olympiques de Montréal en 1976[84]. Pour la RDA, le sport constitue, comme nous l'avons vu, un moyen privilégié de « soft power » et de diffusion d'une image de puissance.

À partir des années 1960, les nations nouvellement indépendantes investissent dans les infrastructures – stades, gymnases, académies pour sportifs et entraîneurs, sport en milieu scolaire – afin de rattraper leur retard sur les pays occidentaux, tout en se détournant des disciplines traditionnelles et locales pour se concentrer quasi exclusivement sur les disciplines olympiques[85]. La RDA a profité de cette demande en mettant en avant son expertise dans les sciences du sport et de l'entraînement, ses infrastructures sportives performantes et ses positions d'ennemie du colonialisme pour se présenter comme un allié de ces pays du Sud et faire de l'aide au développement sportif une part importante des relations avec eux. Cette stratégie a également pour but de contrer l'aide apportée par la République Fédérale dans le même secteur d'activité : versement d'aides pour la construction d'infrastructures et pour la formation de personnel, envoi d'experts pour des missions de conseils ou dons de fonds privés. De 1962 à 1989, c'est près d'un milliard de marks qui ont été dépensés par Bonn dans le domaine de l'aide au développement sportif[86].

Les relations entre la RDA et les pays du Sud passaient par un soutien des positions et des demandes venues des instances sportives de ces États au sein des différentes fédérations et du CIO : demandes d'adhésion, de réformes des modes de fonctionnement, position contre le colonialisme[87]. Cependant, ce sont avant tout les relations bilatérales qui ont été privilégiées par la RDA. Dans ce domaine, l'organisation de stages ou de ren-

82. Richard Cashman. « The Subcontinent ». In : *The Imperial Game : Cricket, Culture and Society*. Sous la dir. de Brian Stoddart et Keith Sandiford. Manchester : Manchester University Press, 1998, p. 116-134, p. 117.

83. Sur la question, on pourra notamment consulter : Gerard Holden. « World Cricket as a Postcolonial International Society : IR Meets the History of Sport ». In : *Global Society* 22.3 (2008), p. 337-368.

84. Éric Monnin et Catherine Monnin. « Le boycott politique des Jeux olympiques de Montréal ». In : *Relations Internationales* 134 (2008), p. 93-113.

85. Fatès, *Sport et Tiers-Monde*, *op. cit.*, p. 36.

86. *Ibid.*, p. 159.

87. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 596.

contres sportives entre des représentants de l'Allemagne de l'Est et des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine, sur le modèle de ce qui existait au sein de la communauté des États socialistes, a été plutôt délaissée. Tout d'abord, cela se justifiait par des raisons économiques : les voyages réguliers entre la RDA et des destinations extra-européennes de grands nombres d'athlètes étant jugés comme trop coûteux pour le régime, surtout dans le cadre de l'augmentation des prix du pétrole. Mais ce sont également des considérations d'ordre politique et stratégique qui ont été prises en compte. Dans de nombreuses disciplines, la différence de niveau entre les athlètes est-allemands, faisant souvent partie de l'élite mondiale, et leurs homologues étrangers, à la pratique parfois encore balbutiante, était trop importante. Les rencontres risquaient de se solder par des résultats humiliants pour les pays du Sud, ce n'apporterait que peu de nouvelles connaissances aux Allemands de l'Est et pourrait être considéré comme un signe d'arrogance de la part des Allemands de l'Est. Ainsi, hormis quelques matchs disputés contre des équipes du meilleur niveau mondial – tournée de l'équipe est-allemande de hockey sur gazon contre l'Inde ou contre l'équipe de volley-ball nord-coréenne – ce type événement était une exception[88].

Dans le domaine sportif, la RDA a donc préféré concentrer son action, non pas sur des compétitions ou des rencontres sportives, mais sur des mesures d'aide au développement, qui se découpent en deux volets principaux. D'une part, elles consistaient en l'accueil, sur le territoire de l'Allemagne de l'Est, de personnels étrangers en vue de leur formation. Il pouvait s'agir d'athlètes ou d'équipes étrangères, invitées pour profiter d'installations indisponibles dans leurs pays d'origine afin de préparer des compétitions internationales à venir, notamment avant les Jeux Olympiques[89]. Ces hôtes étrangers pouvaient également être des étudiants, des fonctionnaires des différents ministères de la jeunesse et du sport, ou bien encore des entraîneurs des pays partenaires, invités en RDA à parfaire leurs formations dans les différents établissements est-allemands : instituts pour les sciences du sport des différentes universités pour les futurs professeurs d'éducation physique, cursus au sein de la DHfK ou de l'école centrale de la DTSB à Bad Blankenburg, en Thuringe actuelle[90] ou stages auprès des ministères[91]. L'autre part de cette politique consistait, à l'inverse, à envoyer à l'étranger des « experts » pour des missions de conseils ou de formation, afin d'améliorer les structures locales. Les profils de ces experts sont variés, allant des enseignants d'éducation physique en mission dans des collèges et lycées[92] aux fonctionnaires de la DTSB ou du SED chargés de conseiller leurs homologues sur place dans l'organisation des ministères ou des structures de détection, en passant par des

88. *Ibid.*, p. 594.

89. « Zusammenarbeit mit afrikanischen Ländern vertiefert ». In : *Neues Deutschland* 33.284 (1. 12. 1978), p. 5.

90. Deutscher Turn- und Sportbund. « Konzeption zur Neugestaltung der Aus- und Weiterbildung an der Zentralschule des DTSB in Bad Blankenburg ». Barch DY 12/588. 14. 11. 1973.

91. Holzweissig, *Diplomatie im Trainingsanzug*, *op. cit.*, p. 104-109.

92. Franz Horst. « Ich unterrichte am Lyzeum in Conakry ». In : *Körpererziehung* 10.5 (5/1961), p. 239.

entraîneurs et des chercheurs du sport, venus aider leurs partenaires à la mise en place des programmes d'études dans les académies sportives récemment fondées[93].

Si aucune statistique complète concernant les volumes d'échanges avec les pays du Sud n'est disponible ni dans les archives, ni dans la littérature sur le sujet, cette activité a joué un rôle important dans les instances sportives de la RDA. Pour la seule DHfK, ce sont en effet près de 2 500 étudiants étrangers qui ont été accueillis à Leipzig[94] et près de 50 professeurs différents qui ont été envoyés dans les pays partenaires[95]. Concernant les pays récipiendaires de cette aide, on note également un fort parallélisme entre ceux qui ont signé un accord de coopération avec la DTSB ou le StKS et ceux qui sont ciblés par la RDA pour la politique étrangère dans son ensemble. En 1984, le Conseil des Ministres de la RDA publie une liste de douze pays devant constituer le cœur de la diplomatie sportive, qui recoupe de manière nette celle conçue par le MfAA trois ans plus tôt[96]. Au total, la même année, Norbert Lehmann, se reposant sur les sources auxquelles il avait à l'accès à l'époque, recense des traités de collaboration sportives avec trente-deux pays africains, asiatiques ou latino-américains, là également très similaires aux grandes orientations de la politique générale de la RDA[97].

Derrière les discours des dirigeants du SED sur la « solidarité internationale » dont devait faire preuve la RDA en tant que pays socialiste, luttant contre l'impérialisme occidental et capitaliste, la politique de l'Allemagne de l'Est envers les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine relève d'un pragmatisme stratégique et économique. D'une part, cette démarche permet à Berlin-Est d'affirmer sa place de deuxième puissance au sein du bloc, en se positionnant dans les pas du « grand frère » soviétique et en agissant comme son bras droit. D'autre part, et de manière de plus en plus marquée, Berlin-Est tente d'utiliser ces relations pour renflouer une économie dont les difficultés ne font que croître. Les actions envers ces pays sont protéiformes et dépassent les simples relations entre gouvernements ou l'aide au développement traditionnelle. C'est l'ensemble des contacts culturels qui sont soumis aux orientations de politique étrangère générale dictée par le gouvernement et le parti.

Les relations sportives entre les différentes institutions d'Allemagne de l'Est et des « jeunes États nationaux » s'inscrivent parfaitement dans cette stratégie. En outre, en tant que vitrine du régime sur l'international, il relève d'une dimension symbolique et

93. Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 586.

94. Lothar Kalb. « Die Aus- und Weiterbildung ausländischer Sportfachexperten an der DHfK ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 162-178, p. 175.

95. Kalb, « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 84.

96. Ministerrat der DDR. « Prinzipien und finanzielle Regelungen für die Gestaltung der Beziehungen der Sportleitungen der DDR zu jungen Nationalstaaten Asiens, Afrikas und Lateinamerikas ». BArch DC 20-I/4/5363. 29. 3. 1984, p. 47.

97. Ces pays sont : l'Afghanistan, l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, la République Populaire du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, la Jamaïque, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Guyana, l'Inde, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Mali, le Maroc, le Mexique, le Mozambique, le Nicaragua, le Nigéria, l'Ouganda, le Soudan, la Syrie, la Tanzanie, le Togo, la Tunisie, le Yémen du Nord, le Yémen du Sud et la Zambie . In : Lehmann, *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR*, *op. cit.*, p. 586.

est synonyme de puissance et d'efficacité de la RDA, dans un domaine où les pays en développement font face à des faiblesses structurelles majeures, mais où ils s'investissent de plus en plus. Le sport est donc un domaine clé des relations avec les pays du tiers monde et reprend les formes et les modes de coopération du reste de la politique culturelle de l'Allemagne de l'Est.

6.2 Les programmes de la DHfK envers les pays en développement

Dans la stratégie de politique sportive, la DHfK a pris un rôle central, en raison de sa mission de former les futures élites sportives du pays. Les activités destinées aux pays en développement, regroupées autour de l'accueil d'étudiants étrangers et l'envoi d'experts dans les pays partenaires, ont donc joué une place centrale dans le quotidien de l'école. En effet, ce sont près de 14 % de l'ensemble des diplômés qui venaient d'un autre pays que la RDA, avec la particularité que la DHfK a reçu quasi exclusivement des représentants des « jeunes États nationaux ». De même, ce sont 104 missions de conseil qui ont été effectuées par des enseignants de Leipzig.

6.2.1 Cadres et buts des programmes de la DHfK

Les programmes mis en place par l'école se doivent donc de s'inscrire dans les lignes générales de la diplomatie culturelle dictée par le SED envers les pays en développement. Le but des relations avec ces pays est donc de renforcer les positions de la RDA à l'étranger, et d'influencer en faveur de la RDA sur les décisions prises par les organisations, dont ils seront membres, que ce soit les institutions sportives de leurs pays d'origine ou bien les instances internationales. Pour atteindre ce but, le cadrage mis en place par le gouvernement de Berlin-Est fut des plus stricts et les libertés laissées aux personnels de l'école furent très limitées.

6.2.1.1 Centralisation et réorientation des contacts au début des années 1970

La DHfK a quasiment dès sa fondation créé des liens hors d'Europe, puisque les premiers étudiants étrangers, deux Nord-Coréens sont arrivés à Leipzig en 1955[98], tandis que la première délégation de professeurs à l'étranger s'est déroulée en 1957 avec l'envoi en Égypte de Günter Buchmann en tant qu'entraîneur de gymnastique[99]. Cependant, c'est avec la réforme de la fin des années 1960 que ces contacts ont pris une place plus conséquente dans le quotidien de l'école, ce qui est notamment visible par le nombre de personnes accueillies à Leipzig. Ainsi, si dans les vingt premières années d'existence de

98. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 58.
99. Kalb, « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK », *op. cit.*, p. 84.

la DHfK environ 850 étudiants étrangers ont séjournés sur le campus[100], ils ont été près de 1 600 lors de ses vingt dernières[101].

Cette valorisation des relations avec les pays en développement, tout comme l'ensemble des contacts internationaux de l'école, ne se remarque pas seulement à travers le nombre de participants aux échanges, mais également via l'organigramme même de l'institution, puisqu'en 1972 est créé un Institut pour les étudiants étrangers – *Institut für Ausländerstudium* (IfA), directement subordonné au recteur de l'école et chargé de coordonner l'ensemble des programmes destinés aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine[102]. Cet institut fut placé, de sa création à la dissolution de l'école, sous la tutelle d'un seul directeur, Lothar Kalb. Son parcours est assez typique des membres du personnel de l'école et montre un attachement net à l'institution. Après des études de germanistique à la KMU de Leipzig, il intègre à vingt-quatre ans le corps enseignant de la DHfK, en tant que professeur d'allemand et d'histoire au sein de l'ABF en 1960, puis il devient en 1964 responsable des étudiants étrangers[103]. Il a donc passé l'ensemble de sa vie professionnelle au sein de l'institution et n'a jamais montré dans ses rapports et son comportement une quelconque remise en question de l'ordre politique établi. Concernant l'envoi des enseignants à l'étranger, c'est la DiB qui a pris en charge la centralisation de ces demandes.

La mise en avant de ce secteur à l'intérieur de la DHfK s'est accompagnée d'une réorientation de son activité, afin de mieux correspondre au profil redéfini de l'école et d'augmenter l'efficacité des programmes, jusque-là parfois jugée insuffisante ou difficile à évaluer. Quelques critiques ont notamment été visibles dans les années 1960 face à un manque de rigueur dans le contenu de l'éducation politique et idéologique que recevaient les jeunes hôtes étrangers[104]. C'est toutefois l'absence de mécanismes permettant de maintenir un lien entre l'école et les anciens participants qui a grandement compliqué la possibilité de savoir si les programmes étaient réellement utiles, à la fois pour les élèves, mais également pour la politique sportive de la RDA[105]. Dans les nouvelles orientations prises par la direction, il a notamment été décidé de renforcer le lien avec les étudiants, en mettant l'accent sur les contacts avec eux après leur retour dans leur pays d'origine (*Nachkontakte* dans le jargon de la RDA). L'initiative la plus marquante dans ce domaine a été la création en 1969 d'une revue trimestrielle, spécialement destinée aux *alumni* non-allemands de la DHfK, la revue *DHfK-international*, dont le but officiellement avoué était de renforcer le lien avec la RDA et l'école dans le cadre de

100. *« Jahresanalyse 1971 über die Ergebnisse und Probleme der internationalen Arbeit der DHfK »* (20.1.1972), in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

101. Kalb, « Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 », *op. cit.*, p. 171.

102. Herrmann, « 30 Jahre Deutsche Hochschule für Körperkultur », *op. cit.*, p. 731.

103. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 17.

104. *« Analyse über die Effektivität des Ausländerstudiums an der DHfK »* (11.11.1971) p. 10 . In : Institut für Ausländerstudium. « Unterlagen ITK ». UAL DHfK VWA 0346. (1971-1974).

105. *« Weiterhin ist festzustellen, daß die Effektivität des Ausländerstudiums besonders bezüglich der Wirksamkeit der Absolventen schwer bilanzierbar ist »* ; cité d'après : Direktorat für internationale Beziehungen. « Analyse über die Effektivität des Ausländerstudiums an der DHfK ». UAL DHfK VWA 1254. 3. 11. 1971, p. 7.

l'amitié entre les peuples[106]. Ce journal contenait notamment les principales actualités de la DHfK et du mouvement sportif est-allemand, des articles concernant la politique intérieure et étrangère de l'Allemagne de l'Est, des témoignages d'anciens étudiants ainsi qu'une rubrique du courrier des lecteurs. À partir du milieu des années 1970, environ 1 500 exemplaires de chaque numéro étaient imprimés et expédiés à travers le monde entier[107]. Il a également été décidé d'augmenter de manière significative le budget dédié à ce poste d'activité, ainsi que de renforcer le contrôle de l'IfA afin de garantir une plus grande rigueur dans l'éducation politique et idéologique des étudiants[108].

6.2.1.2 Buts poursuivis par l'école

Au sein de l'école de Leipzig, l'accueil d'étudiants étrangers concernait quasi exclusivement les ressortissants de pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine. Parmi les 1 533 personnes ayant participé au programme appelé ITK, seulement onze d'entre elles ne correspondaient pas à cette définition et venaient de pays capitalistes[109]. Aucun étudiant venant d'un pays socialiste n'est à signaler[110]. Cela constitue une originalité de la DHfK par rapport aux autres établissements de la RDA, car comme nous l'avons vu précédemment, la moitié des étudiants présents en Allemagne de l'Est venait d'un « pays-frère »[111]. En outre, parmi les autres points qui semblent spécifiques à cette école, nous pouvons noter la séparation faite entre les étudiants allemands et leurs homologues étrangers. En effet, au sein de la majorité des établissements de RDA, les invités étrangers suivaient, après un stage de perfectionnement linguistique, les mêmes cours et cursus que leurs camarades locaux[112]. Or, pour la DHfK, cela n'est valable que pour 83 étrangers sur les plus de 2 400 qui ont été diplômés[113]. La quasi totalité de ces derniers étaient regroupés dans des cursus qui leur étaient réservés et non-disponibles à leurs camarades est-allemands. En outre, ces échanges étaient unidirectionnels : la DHfK recevait uniquement des étudiants étrangers.. Aucun étudiant allemand ne semble avoir pu, d'après les matériaux d'archives, partir se former à l'étranger – socialiste ou non – hormis pendant les stages de quelques semaines que nous avons évoqués dans le chapitre précédent.

106. *« Die Verbundenheit unserer Absvolenten mit der DDR und der DHfK soll gefestigt und die Kontakte der Absolventen untereinander sollen im Sinne der Völkerfreundschaft und des Erfahrungsaustausches gefördert werdern »* ; cité d'après : *« Konzeption für ein Informationsblatt für ausländische Absolventen der Deutschen Hochschule für Körperkultur »*, p. 2. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Herausgabe eines Informationsblattes für ausländische Studenten ». BArch DR 5/1248. (1967-1969).

107. *« Statistische Übersicht der Nachkontakte zwischen 1975 und 1978 »*. In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

108. *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform »* (1971). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

109. Il s'agissait de quatre Finlandais, quatre Portugais, un Maltais, un Mexicain et un Jamaïcain.

110. Les statistiques détaillées de ces programmes, ainsi que des précisions méthodologiques sont à retrouver dans les annexes du présent manuscrit (p. 413). Une analyse plus détaillée des pays partenaires sera effectuée dans la section 6.2.3.1 (p. 293).

111. Mac Con Uladh, « Guests of the Socialist Nation ? », *op. cit.*, p. 226.

112. Einax, « Junge Sendboten der Freundschaft », *op. cit.*, p. 170.

113. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 62.

Ces spécificités sont certes reconnues dans les documents officiels de la DHfK qui soulignent notamment que l'*Ausländerstudium* se définit comme « la formation et la qualification d'enseignants de sport pour les pays en développement[114] », écartant donc *de facto* l'ensemble des autres pays de ces programmes. Cependant, aucune raison officielle n'est donnée pour justifier ces différences notables par rapport aux programmes des autres universités est-allemandes. On peut toutefois supposer que ces restrictions, notamment à partir des années 1970, sont liées au contenu des formations proposées, jugées peu convenables pour les autres types de pays partenaires. En effet, contrairement au reste de l'école, les programmes destinés aux étudiants étrangers ne se sont pas tournés vers les thématiques du sport de haut-niveau et ont continué de se concentrer sur des thématiques de sport pour tous, considérées comme plus profitables pour les pays partenaires, mais également pour éviter toute fuite d'informations jugées sensibles. Une des priorités de la direction de l'école lors du tournant des années 1970 était notamment de « sécuriser de manière impérative les résultats des recherches dans le domaine du sport de haut-niveau et leur utilisation dans la pratique[115] » face aux hôtes étrangers. Pour les pays socialistes, ces restrictions dans le profil des études proposées à Leipzig, ainsi que l'impossibilité de mettre en œuvre le principe de réciprocité dans la répartition des coûts, mode de fonctionnement traditionnel entre les « pays-frères » pour l'échange d'étudiants[116], permettent d'expliquer leur absence de ces programmes. Pour les pays capitalistes, on peut supposer que la peur d'éventuelles fuites d'informations sur les secrets de fabrication des champions est-allemands ait motivé leur quasi absence de la DHfK. Dans les deux cas, les échanges d'étudiants dans le domaine du sport semblent s'être davantage réalisés à travers les départements de sciences du sport des universités « classiques » du pays, car ils ne traitaient [117].

L'*Ausländerstudium* au sein de la DHfK est donc pensé quasi uniquement à destination des pays en développement et le but principal affiché de cette activité est, selon le discours de propagande en vigueur, de « contribuer activement au renforcement politique de notre république socialiste et du sport de la RDA[118] ». La signature et la renégociation régulière d'accords cadres permettant ces échanges, entre le StKS, la DTSB et les instances gouvernementales des pays ciblés par la politique étrangère est-allemande permettent en effet un renforcement des contacts bilatéraux au niveau gouvernemental. En outre, la DHfK prenait en charge une grande partie des coûts inhérents au séjour : hor-

114. *« Ausilbung und Qualifizierung von Sportlehrkadern für die Entwicklungsländer »*, cité d'après : *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform »*, p. 1 (1971). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

115. *« Die entscheidende Fragestellung hierbei bezieht sich auf die unbedingte Absicherung von internen leistungssportlichen Forschungsergebenissen und deren Umsetzung in die Praxis »* ; cité d'après : *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform »*, p. 1 (1971). In : *ibid.*

116. Einax, « Junge Sendboten der Freundschaft », *op. cit.*, p. 935.

117. *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform »*, p. 1 (1971). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

118. *« Die DHfK ist sich bewußt, daß sie dadurch einen wirksamen Beitrag für die politische Stärkung unserer sozialistischen Republik und des DDR-Sports zu leisten hat »* ; cité d'après : Hochschulparteileitung. « Entwurf "Inhalt, Struktur und Leitung des Ausländerstudiums" ». UAL DHfK VWA 1255. (1972), p. 1.

mis la formation à proprement dit, l'hébergement, la pension complète des participants et les soins médicaux étaient à la charge de l'école, qui fournissait aussi gratuitement matériel et habillement destinés à la pratique du sport[119]. En offrant une éducation quasi gratuite aux futures élites des pays partenaires, et ce dans une des académies des sciences du sport les plus réputées d'Europe, la RDA espérait améliorer son image de pays en pointe dans la lutte contre l'impérialiste et la solidarité internationale et ainsi pouvoir négocier plus facilement avec ces pays.

Au-delà des contacts au niveau étatique, cette tentative de contribuer à la politique étrangère du pays passait également par le niveau individuel, en tentant de convaincre les participants à ces échanges à la cause de la RDA. Ainsi, dans un document cadrant les échanges dans le cadre de la réforme de l'école, il fut notamment stipulé :

> L'ami étranger doit être transformé en un véritable et actif ami de la RDA et de la communauté des États socialistes, et en particulier de l'Union Soviétique. Il doit en outre être capable, en tant que pédagogue et éducateur spécialisé dans le sport d'agir pour la réalisation de l'idée olympique, pour l'amitié et la solidarité de toutes les forces anti-impérialistes du monde[120].

Les étudiants étrangers de la DHfK sont donc à considérer comme des ambassadeurs en puissance de la RDA, futurs témoins de la supériorité du système sociétal est-allemand et qu'il fallait doter d'une « conscience socialiste ». L'« éducation politique et idéologique » (*politisch-ideologische Erziehung* dans les documents officiels) relevait donc d'une importance majeure et était au centre des préoccupations dans la conception des différents parcours et de leurs contenus. Cela passait notamment par des cours à visée indubitablement politique, afin de donner aux étudiants les bases d'une réflexion socialiste, ou bien des activités extra-scolaires obligatoires visant à montrer le « véritable visage » de la RDA[121].

Un objectif similaire était fixé aux enseignants et cadres de la DHfK dépêchés à l'étranger, qui derrière les discours sur la nécessité de « renforcer l'économie nationale des pays en développement[122] », se devaient de contribuer aux mêmes objectifs de politique idéologique. Par leur « activité de propagande destinée à l'étranger », il leur fallait en effet « renforcer activement les relations amicales avec les pays partenaires[123] ». Les personnels

119. *« Information über die Durchführung von internationalen Kursen für ausländische Trainer an der DHfK »* (1974), p. 5. In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0346 », *op. cit.*

120. *« Der ausländische Freund soll zu einem echten, aktiven Freund der DDR und der sozialistischen Staatengemeinschaft, insbes. der Sowjetunion gewonnen werden. Er muß weiterhin befähigt werden, als Sportpädagoge und -erzieher für die Verwirklichung der olympischen Idee, für die Freundschaft und Geschlossenheit aller antiimperialistischen Kräfte der Welt zu wirken »* ; cité d'après : Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1255 », *op. cit.*, p. 1.

121. *Ibid.*, p. 6.

122. *« Die wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit der Deutschen Demokratischen Republik mit den Entwicklungsländern […] trägt zur Stärkung der nationalen Wirtschaft der Entwicklungsländer bei ; »* cité d'après : Ministerrat der DDR, « BArch DC 20-I/4/1307 », *op. cit.*, p. 117.

123. *« Unsere Berater-, Lehr- und Trainerkader haben durch die Qualität ihrer Arbeit sowie durch auslandsprogandistische Aktivitäten und effektive Nachkontaktarbeit überzeugend das hohe Niveau unserer sozialistischen Körperkultur demonstriert und aktiv zur Festigung der freundschaftlichen Beziehungen zu den Partnerländern beigetragen »* ; cité d'après : *« Bericht über die internationale Arbeit im Jahr 1985 »* (11.12.1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3735/1 », *op. cit.*

ainsi envoyés contribuaient donc à la fois à la mise en scène d'une RDA proche des préoccupations des pays du tiers-monde en les aidant à se développer, mais également à renforcer les liens entre gouvernements par la mise en place de traités et à tenter de gagner les fonctionnaires locaux à la cause du socialisme. En effet, n'étaient envoyés que les personnels les plus loyaux, qui pourraient au mieux défendre les positions de l'Allemagne de l'Est lors de discussions politiques et qui seraient de véritables représentants du pays hors des frontières[124].

Le but, pour le gouvernement du SED, étaient donc non seulement de mettre en place une toile dense d'obligations et de contacts entre gouvernements et instances étatiques, mais également – et surtout – de créer un réseau d'ambassadeurs de la RDA dans les pays partenaires composés d'une part des anciens étudiants étrangers passés par Leipzig, et d'autre part des fonctionnaires, entraîneurs ou sportifs qui ont vu dans leurs pays des experts dépêchés par le SED, venus aider au développement. Ces ambassadeurs, actifs dans les hiérarchies sportives de leurs différentes nations, étaient ensuite censés mettre en œuvre les préceptes anti-impérialistes qu'ils avaient jusqu'alors observés et devaient donc influencer de manière positive les décisions prises par les institutions pour lesquelles ils travaillaient, que ce soit à l'échelle locale ou internationale. Ainsi, les positions du camp socialiste et donc de la RDA en matière de politique sportive et étrangère se verraient soutenues par cette avant-garde progressiste disséminée à travers le monde[125]. Ce réseau était d'autant plus stratégique que les pays en développement s'intégraient de plus en plus dans les instances internationales du sport.

Toutefois, si ce sont des logiques principalement idéologiques et politiques qui sous-tendent ces programmes et notamment la répartition des places entre les différents États, les années 1980 voient poindre de manière de plus en plus nette des considérations économiques. Le StKS décida en effet d'ouvrir, sur des bases commerciales, quelques places par an à des ressortissants de pays qui ne montraient pas nécessairement d'accointances avec les idées socialistes, mais qui possédaient des capacités financières supérieures aux partenaires traditionnels. Pour bénéficier de ces places, les pays délégataires devaient cependant payer l'ensemble des coûts attenants au séjour. Les responsables du sport est-allemand espéraient ainsi fournir quelques devises occidentales et combler le déficit de la balance commerciale est-allemande[126].

124. *« Inventurbericht zum Stand der Tätigkeit zum Schutz von Staatsgeheimnissen »* (1977), p. 17. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4376 », *op. cit.*

125. *« Die langfristige Entwicklung der Beziehungen zu den Entwicklungsländern wird […] besonderer Berücksichtigung der weiteren Erhöhug des Einflusses des Sports der DDR in den nationalen und internationalen Gremien des Sports ; »* cité d'après : Ministerrat der DDR, « BArch DC 20-I/4/5363 », *op. cit.*, p. 49.

126. *« Beschluss über die Gründung einer Sportagentur der DDR »* (1.6.1989), p. 6. In : Bereich Kommerzielle Koordinierung. « Zusammenarbeit mit der DHfK ». BArch DL 226/1236. (1987-1989).

6.2.2 Les types d'échanges

Dans les pages suivantes, nous établirons une typologie plus précise des échanges entre la DHfK et les pays en développement et nous soulignerons les buts précis recherchés par chaque type de contact.

6.2.2.1 L'envoi de personnels

La « délégation de spécialistes » (*Entsendung von Spezialisten*) telle qu'elle est appelée dans le jargon de la RDA consistait en l'envoi, pour une durée assez longue, d'un ou plusieurs membres des personnels enseignants ou administratifs de l'école auprès d'une institution partenaire. Généralement, ces missions duraient plusieurs semaines : la durée minimum étant de deux semaines[127], celle maximum d'un an[128], mais dans la plupart des cas, il s'agissait d'un séjour entre un et trois mois. On peut distinguer trois grands types d'organismes qui recevaient ces spécialistes :

- des académies spécialisées dans le sport, d'un profil similaire à la DHfK, comme l'Insitut National du Sport de Patiala en Inde (*National Institute of Sports*) ou l'Institut pour la culture physique de Damas, en Syrie : les professeurs allemands étaient alors dépêchés afin de contribuer à la construction ou l'amélioration d'un cursus d'enseignement en sciences du sport[129], ou bien pour y dispenser des enseignements en tant que professeurs invités[130] ;

- des ministères de la jeunesse et des sports. Ici les experts servaient à conseiller les dirigeants locaux, notamment en vue de la création d'académies sportives ou de la réorientation des politiques. La RDA a notamment été particulièrement active lors de la fondation de l'Institut de Damas en 1983-84[131] et a également servi de modèle pour la fondation de l'Institut des Sciences et de la Technologie du Sport d'Alger[132] ;

- auprès d'équipes nationales afin de les entraîner en vue d'une compétition importantes. Ainsi, on peut citer l'envoi d'un spécialiste du handball en Inde en 1985 afin d'aider l'équipe nationale à se qualifier pour les Jeux asiatiques de 1986 et les Jeux Olympiques de 1988[133]. Ces tentatives de qualification se soldèrent cependant par des échecs.

127. Direktorat für internationale Beziehungen, « UAL DHfK VWA 1244 », *op. cit.*

128. Büro des 1. Prorektors. « Internationaler Reiseplan 1984 mit Vorlagen ». UAL DHfK VWA 3419/1. 1984.

129. Par exemple : *« Arbeitsaufenthalt einer Expertengruppe in Algier zur Unterstützung der Vorbereitung einer Hochschulausbildung »* (30.6.1978). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 3012 », *op. cit.*

130. Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3419/1 », *op. cit.*

131. Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 3322 », *op. cit.* ; Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3419/1 », *op. cit.*

132. *« Arbeitsaufenthalt einer Expertengruppe in Algier zur Unterstützung der Vorbereitung einer Hochschulausbildung von Trainern am neu zu gründenden ISTS »* (30.6.1978). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 3012 », *op. cit.*

133. *« Bericht über die internationale Arbeit im Jahre 1985 »* (11.12.1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3735/1 », *op. cit.*

Ainsi, ce sont 104 séjours dans 14 pays différents qui ont été recensés et qui représentent en tout 5 843 jours de présence sur place[134]. Bien que la plupart des enseignants de la DHfK soient spécialisés dans la recherche sur le sport de haut-niveau, on peut noter que les missions concernent davantage la construction de programmes ou d'académies visant le sport pour tous. Même lors de la délégation d'entraîneurs, ils s'occupaient généralement d'équipes ou d'athlètes de faible niveau international, qui ne risquaient pas de mettre en danger le leadership est-allemand sur les disciplines en question.

Le choix des spécialistes au sein de l'école était fait annuellement et était du ressort du directeur des relations internationales, choix ensuite validés par le recteur. En outre, seuls les personnels inscrits sur les listes des « personnels susceptibles de voyager » (*Reisekader*) étaient susceptibles d'être sélectionnés pour participer à ces échanges. Toutefois, si la DiB décidait au sein de la DHfK de l'identité des personnes concernées, la décision de réaliser telle ou telle mesure était prise à l'extérieure de l'école, via le StKS et la DTSB[135]. Ils répartissaient ensuite ces quotas parmi les différentes organisations qui leur étaient subordonnées – pour le StKS par exemple entre la DHfK, le FKS ou le SMD – et leur ordonnaient dans un second temps de désigner les personnes qui allaient se rendre chez les partenaires.

6.2.2.2 Les programmes d'accueil d'étudiants étrangers

Les règles de fonctionnement général de cet accueil sont assez similaires à ceux de l'envoi d'experts est-allemands avec une gestion au quotidien laissée aux personnels de la DHfK, et en particulier, Lothar Kalb, le directeur de l'IfA, mais une tutelle très marquée des autorités de Berlin-Est en ce qui concerne les grandes orientations. En effet, c'était aux enseignants de Leipzig que revenait le soin de concevoir et préparer les différentes formations : maquettes des différents programmes, contenus des enseignements, gestion administrative et encadrement des étudiants au quotidien[136] De même, ce sont bien des enseignants de la DHfK qui intervenaient dans les cursus réservés aux étudiants est-allemands et qui les évaluaient[137]. Cependant, l'école était tenue de respecter dans la conception de ces programmes les lignes directrices imposées par le StKS, qui, d'après les documents cadrant l'*Ausländerstudium*, était en charge du contrôle de la qualité des cours, de l'attribution des diplômes et des certificats de réussite, ainsi que du contrôle des moyens financiers[138].

134. La liste complète de ces échanges est à retrouver dans les annexes de ce manuscrit (p. 409).

135. *« Plan der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen für das Jahr 1986 »*. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3682 », *op. cit.*

136. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1255 », *op. cit.*, p. 1.

137. *« Kriterien für die Beurteilung der ITK-Teilnehmer durch die Lehrkräfte der Sektionen ; »* (13.9.1971). In : Institut für Ausländerstudium. « Prüfungsordnung, Zensurlisten, Intern.-Ordnung, Brandschutz, Seminarbetreuer. ITK ». UAL DHfK VWA 2092. (1969-1976).

138. *« Das StKS ist für die inhaltliche und organisatorische Gestaltung und Sicherung der volkswirtschafltichen und Haushaltsplanung des Ausländerstudiums verantwortlich »* ; cité d'après : *« Ordnung für die Regelung der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen »* (15.3.1986), p. 29. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

En outre, le StKS et la DTSB[139] étaient responsables de la gestion générale de ces parcours et de l'attribution des places entre les différents pays partenaires. Cette répartition se faisait également sur la base des accords de coopération sportive signés au niveau gouvernemental[140]. La répartition des places se faisait donc sur des critères avant tout politiques et diplomatiques. Les membres de la DHfK n'avaient qu'un droit de regard très réduit sur l'identité des étudiants qui venaient dans leur établissement. Si l'école leipzigeoise avait édicté des prérequis à respecter pour l'admission dans un des cursus, la désignation des participants étaient du ressort des institutions délégatrices dans les pays partenaires, qui ne respectaient pas toujours ces consignes[141].

Le *Direktstudium* Le principe du *Direktstudium* ne concerne à la DHfK qu'une infime minorité des ressortissants étrangers venus à Leipzig, alors que cette forme d'études était la plus courante dans les autres établissements[142]. Avec cette forme d'étude, les participants délégués en Allemagne séjournaient tout d'abord au sein de l'Institut Herder pour plusieurs mois[143], puis intégraient le même cursus que leurs homologues est-allemands, qui durait quatre ans. Ils suivaient les mêmes cours et étaient soumis aux mêmes examens et ils obtenaient en cas de réussite les mêmes diplômes[144]. Au total, entre 1955 et 1975, 83 étudiants, issus de 23 pays sont devenus « entraîneurs certifiés » (*Diplomsportlehrer*).

En 1971, dans le cadre de la refonte du profil pédagogique et scientifique de l'école, décision a été prise de ne plus accepter de nouveaux étudiants en *Direktstudium*, faisant de la promotion sortant de la DHfK en 1975 la dernière comportant ce genre de profils[145]. Selon les responsables de l'école, cette décision fut prise, car « la nouvelle structure de la formation ne comportait qu'une faible utilité pratique pour les besoins nationaux des différents pays partenaires[146]. » Selon les justifications officielles, les pays du tiers-monde n'avaient en effet que peu d'intérêt à disposer d'entraîneurs spécialisés dans le haut-niveau, ce qui rendait inutile pour eux de continuer le *Direktstudium* dans les nouveaux cursus. Or, on note dans les documents internes à l'école, une autre justi-

139. Il s'agit là d'une exception dans le système universitaire est-allemand, puisque dans les établissements traditionnels, ce sont le MHF et le MfAA étaient responsables de la répartition des places en fonction des pays. In : Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 168.

140. *« Der DTSB der DDR und das StKS nehmen Länderaufschlüsselungen der geplanten Studienplätze, die Vergabe und Realisierung von Studienplatzangeboten an ihre ausländischen Vertragspartner und damit verbundene vertragrechtliche Regelungen wahr »* ; cité d'après : *« Ordnung für die Regelung der internationalen Arbeit des Staatssekretariats für Körperkultur und Sport und seiner unterstellten Einrichtungen »* (15.3.1986), p. 29. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

141. *« Information über die Internationalen Trainerkurse 1976 bis 1980 im Ausländerstudium an der Deutschen Hochschule für Körperkultur »* (1.6.1975). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2859 », *op. cit.*

142. Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 170.

143. « Als Dr in die Heimat ». In : *Neues Deutschland* 20.49 (27. 2. 1965), p. 12.

144. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 60.

145. *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform »* (1971), p. 7 . In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

146. *« Da diese neue Ausbildungsstruktur für die nationalen Anforderungen der jeweiligen Partnerländer nur eine geringe Praxiswirksamkeit beinhaltete […], wurde das vierjährige Direktstudium für ausländische Sportkader 1975 eingestellt »* ; cité d'après : Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 61-62.

fication : la volonté d'isoler le plus possible les étudiants étrangers des thématiques du haut-niveau. Il ne s'agit donc pas en premier lieux de mieux correspondre aux besoins des partenaires, mais bien plutôt à protéger les secrets de la RDA et éviter de renforcer des amis qui pourraient à moyens termes se transformer en potentiels rivaux. Le cas du *Direktstudium* apparaissait dans cette optique comme particulièrement problématique et une sécurisation de ce parcours est vite apparue comme impossible[147].

Ainsi, dans les années 1970, la quasi totalité des étudiants étrangers sont répartis dans trois programmes principaux qui leur sont réservés, sans avoir la possibilité de se rendre dans les mêmes séminaires que leurs camarades :

L'*Internationaler Trainerkursus* (ITK) Le programme de « stages internationaux pour entraîneurs étrangers » (ITK) est – de loin – le plus important en termes de participants, puisqu'au cours de ses 27 années d'existence sous l'égide de la DHfK, 1 533 entraîneurs, issus de 69 pays, y ont participé, représentant plus de 60 % de l'*Ausländerstudium* total. La première édition a eu lieu en 1964 et ce programme prenait la forme d'un stage organisé annuellement et d'une durée de huit mois. Chaque année, ce sont des cohortes d'environ 55 étudiants que formait l'ITK. Ce programme, conçu comme « une formation de base » (*Grundlagenausbildung*[148]), était également considéré par la direction de l'école comme « la forme la plus significative et la plus efficace politiquement de l'*Ausländerstudium*[149] ». L'ITK permettait de former un grand nombre d'entraîneurs – et donc de futurs ambassadeurs de la RDA – avec une présence sur place minimum et des prérequis pour suivre le parcours assez accessibles. La présence en Allemagne de l'Est était courte avec les huit mois de cours, mais surtout, il n'était pas nécessaire pour les suivre de maîtriser la langue allemande, ce qui évitait de longs séjours de préparation linguistique. Les cours étaient certes donnés par les enseignants de l'école, mais ceux-ci étaient traduits simultanément par des interprètes de l'allemand vers des « langues-relais » (*Mittlersprachen*[150]) : au départ simplement disponible en anglais et en français, les cours ont été également proposés en arabe à partir de l'édition 1975[151] – pour faire face à la chute du niveau des étudiants en français et en anglais après les indépendances

147. *« In Weiterführung der 3. Hochschulreform besonders hinsichtlich der Leitungssportorientierung an der DHfK ergeben sich durch die Integration der ausländischen Studenten in die Seminargruppen Komplikationen bezüglich der Abgrenzung der Leistungssportinterna im Rahmen der Wahlfachausbildung, des Einsatzes in den Praktika und bei der Vergabe von Themen für Diplomarbeiten »* ; cité d'après : Direktorat für internationale Beziehungen, « UAL DHfK VWA 1254 », *op. cit.*, p. 3.

148. *« Führungslinie für die Gestaltung der Ausländerstudiums an der DHfK in den Jahren 1981-1985 »* (1979). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

149. *« Auch im Perspektiveplanzeitraum bleibt der ITK die politisch wirksamste und bedeutendste Form des Ausländerstudiums »* ; cité d'après : *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform »* (1971), p. 5, in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

150. Chaque année, l'IfA publiait la série de combinaisons de disciplines et de langues qui serait proposée. Par exemple : parcours en français pour spécialisation en football, parcours en arabe pour spécialisation en volley-ball, etc.

151. *« Information über die Durchführung von internationalen Kursen für ausländische Trainer an der DHfK »* (1974). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0346 », *op. cit.*

– et en portugais à partir de l'édition 1979[152] – afin de convenir aux anciennes colonies portugaises, qui étaient des partenaires privilégiées dans la politique extérieure de la RDA. Un projet d'ouvrir des cours en espagnol ont été envisagés à la toute fin des années 1980, afin de cibler les pays latino-américains où les mouvements révolutionnaires prenaient de l'importance[153], mais ce projet n'a vu le jour qu'après la reprise en main du programme par la République Fédérale en 1991[154]. Ces langues véhiculaires étaient – sauf pour l'arabe – celles des anciens colonisateurs et avaient été choisies pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès au contenu des savoirs. On notera également à travers cette évolution linguistique le déplacement des cibles de la politique étrangère du pays.

Ces cours avaient pour but de transmettre les bases théoriques en sciences du sport et de former des entraîneurs spécialisés dans une des douze disciplines proposées[155]. La moitié des 800 heures d'enseignement étant consacrée à l'apprentissage et à la pratique des techniques d'entraînement dans cette discipline de spécialisation[156]. Il s'agissait ici de fournir les fondamentaux du métier d'entraîneur, afin que les étudiants soient opérationnels sur le terrain le plus rapidement possible. Cette volonté de former un vaste groupe de personnels, formant l'armature de base des différents systèmes sportifs internationaux est également visible à travers le profil de recrutement des étudiants, puisque les conditions requises pour participer au programme étaient assez modestes. Il leur était en effet seulement demandé de maîtriser une des langues-relais, d'avoir complété leur éducation secondaire, d'être en bonne santé physique et d'avoir une assez bonne expérience dans le domaine du sport (quelques années d'activité en tant que sportif et un an dans le domaine de l'entraînement). Aucun diplôme de l'enseignement supérieur ou de certification de pratique sportive n'était exigé[157].

Les parcours de deuxième cycle Il s'agit ici d'une des formations de l'école qui a le plus changé de formes et de noms au cours de son existence. Créé en 1958, il portait jusqu'en 1974 le nom de « magistère » (*Magister*). Suite à la refonte du profil de l'école, il porte à partir de 1974 le nom de Cursus de deuxième cycle avec diplôme de spécialisation – *Postgradulaes Studium mit Fachabschluss* (PSF), un parcours de dix mois et comprenant un total de 970 heures d'enseignement[158]. Ce diplôme est toutefois jugé

152. *« Abschlussbericht des 16. Internationalen Trainerkursus »* (4.1.1980). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2859 », *op. cit.*

153. *« Vorlage für die Dienstbesprechung des Staatssekretärs »* (17.1.1989), p. 14. In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*

154. *Internationale Trainerkurse seit 1991.* Page Internet de l'Université de Leipzig. URL : http://itk.spowi.uni-leipzig.de/fileadmin/itk/Download/Flyer/Kursueberblick_Januar_2019_fuer_Netz_01.pdf (visité le 19. 6. 2019), p. 3.

155. Ces disciplines étaient l'athlétisme, le basket-ball, la boxe, le cyclisme, le football, la gymnastique, l'haltérophilie, le handball, le judo, la lutte, le natation et le volley-ball. D'après : Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 260. Chaque année, entre trois et six disciplines étaient ouvertes au sein du programme et ce dans des proportions variables.

156. Le contenu précis de ce cursus est disponible dans les annexes de ce manuscrit, p. 406.

157. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1255 », *op. cit.*, p. 2.

158. Le programme d'étude complet est reproduit en annexe, p. 407, cité d'après : *« Studienplan für das postgraduale Studium mit Fachabschluss für ausländische Sportkader an der DHfK ; »* (3.4.1978). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

par beaucoup de partenaires comme trop court et peu facile à reconnaître dans leurs systèmes universitaires nationaux, et une nouvelle mouture est introduite en 1984, qui durera jusqu'à la dissolution de l'école. Ce parcours sera nommé Parcours d'études avancées avec diplôme d'entraîneur certifié – *Hochschulzusatzstudium mit Studienabschluss Diplomsportlehrer* (HZS) ; sa durée sera portée à deux ans, et comporte 1 780 heures d'enseignement[159]. Ce programme, dans ses différentes incarnations, s'est toujours déroulé en langue allemande et nécessitait donc obligatoirement un passage à l'Institut Herder en guise de préparation[160] .

Le but visé par ce parcours de deuxième cycle était de former les futurs cadres des systèmes sportifs des différents pays partenaires : entraîneurs chefs d'équipes nationales, membre de haut-rang des fédérations sportives ou des ministères, membre du personnel d'administration des académies sportives, etc.[161] Ainsi, pour la DHfK, le participant à ce cycle d'études :

> […] doit être capable de résoudre des tâches de gestion centrale dans les conditions de son pays selon les principes de la science de la gestion, d'appliquer efficacement les moyens et méthodes de gestion et d'organisation des processus dans le sous-domaine de la culture physique et du sport correspondant à son domaine de spécialisation[162]

L'objectif de ces programmes de second cycle était de davantage viser des personnels plus avancés dans leurs études et susceptibles d'occuper des fonctions plus prestigieuses, ce qui est également visible par les conditions de recrutement, plus strictes que pour l'ITK, puisqu'il fallait pouvoir justifier d'un diplôme universitaire de premier cycle (équivalent d'une licence actuelle) ainsi que d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans le pays délégataire afin de pouvoir prétendre à une place au sein de la DHfK[163]. Si la dispersion des archives sur ces parcours ne nous a pas permis d'effectuer des statistiques directes sur le nombre de participants et de leur provenance, Lothar Kalb estime dans son ouvrage à 420 le nombre de diplômés via ce système, qui serait issus de 35 pays différents[164].

Le doctorat Les études doctorales, appelées *Aspirantur* en Allemagne de l'Est étaient également concernées par l'ouverture à l'étranger. Il s'agissait ici d'un programme d'une

159. Le programme d'étude complet est reproduit en annexe, p. 408, cité d'après : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

160. *« Führungslinie für die Gestaltung der Ausländerstudiums an der DHfK in den Jahren 1981-1985 »* (1979), in :Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

161. *« Studienplan für das HZS an der DHFK »* (1984), p. 18. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

162. *« Er soll befähigt sein, unter den Bedingungen seines Landes zentrale Führungsaufgaben nach leitungswissenschftlichen Prinzipien zu lösen, Mittel und Methoden der Prozessleitung und Organisation auf dem seinem Sachgebiet entsprechenden Teilgebiet von Körperkultur und Sport wirksam anzuwenden »* ; cité d'après : *« Studienplan für das postgraduale Studium mit Fachabschluss für ausländische Sportkader an der DHfK »* ; (3.4.1978). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

163. *« Ausbildungskonzeption für das Magisterstudium ausländischer Sportlehrer in der DDR »*, p. 3. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

164. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 102.

durée de trois ans, ici aussi précédé d'un séjour de perfectionnement linguistique au sein de l'Institut Herder. Il y avait pas dans ce cas de cours à suivre pour obtenir le diplôme, mais les étudiants devaient rédiger une thèse, en langue allemande, dont le sujet était à valider au préalable par le Conseil scientifique de l'école[165]. Le programme a débuté quasiment dès que la DHfK a obtenu de la part du secrétariat d'État pour l'éducation supérieure et technique le droit de décerner le titre de docteur en 1955. Le premier doctorant accueilli, Behari Lal Gupta, originaire d'Inde a débuté son travail en 1956 pour être diplômé en 1959. Avant son passage à Leipzig, il était déjà secrétaire général de la fédération indienne de hockey sur gazon ainsi que membre du comité exécutif de la Fédération International de Hockey (FIH)[166]. Au total, ce sont 79 doctorants, issus de 17 pays, qui ont complété avec succès leur doctorat[167] (*cf.* liste complète des participants au programme dans la figure 6.2, p. 294).

Le public visé par ce programme était les futures élites des systèmes sportifs des pays partenaires, comme le montre le profil de Behari Lal Gupta. Plus particulièrement, avec ces doctorants étrangers, l'école de Leipzig souhaitait disposer de points d'appui dans les académies du sport des pays partenaires et voulait former des personnes qui deviendraient « des personnels d'enseignement et de direction, hautement qualifiés, actifs dans le domaine de l'éducation supérieure[168]. »

Avec ces différents programmes d'accueil, la DHfK a mis en place un dispositif exhaustif et qui touche l'ensemble de la hiérarchie du système sportif : des entraîneurs de base avec l'ITK jusqu'à l'élite des fédérations internationales avec les études doctorales. Ainsi, la RDA pouvait former des personnels qui seront employés à tous les échelons des fédérations nationales et internationales, et donc disposer d'ambassadeurs dans les différents niveaux de prise de décision.

6.2.3 La politisation du quotidien des échanges

Afin de réaliser l'objectif attribué à l'*Ausländerstudium* d'être une « contribution efficace au renforcement politique » de la RDA et de soutenir la politique étrangère du pays, un grand soin a été apporté dans la préparation du quotidien de ces échanges, et en premier lieu dans le choix des pays partenaires.

6.2.3.1 Le choix des partenaires

La DTSB et le StKS ont mis en place une politique de recrutement quasiment en tous points parallèle aux grands axes de la politique étrangère du MfAA. En observant

165. *« Konzeption über die Gestaltung der staatlichen Beziehungen mit den antiimperialistischen Staaten Asiens und Afrikas »* (18.8.1969), p. 11. In : Institut für Ausländerstudium. « Internationale Beziehungen, antiimperialistische Staaten ». UAL DHfK VWA 0365. (1969-1970).

166. « Behari Lal Gupta studiert in Leipzig ». In : *Neues Deutschland* 14.12 (12. 1. 1959), p. 3 ; « Über Hockey – aber nicht in Indien geschrieben ». In : *Neues Deutschland* 14.320 (20. 11. 1959), p. 8.

167. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 264-267.

168. *« [Der Aspirant] sollte als hochqualifizierter Lehr- und Leitungskader im hochschulpädagogischen Bereich bzw. in höheren Leitungsebenen von Körperkultur und Sport in verantwortungsvollen Funktionen zum Einsatz kommen »* ; cité d'après : Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1255 », *op. cit.*, p. 5.

Pays	**Nb. doctorants**	Années
Algérie	**7**	1981-1990
Rép. pop. Congo	**2**	1986-1988
Cuba	**12**	1975-1988
Égypte	**19**	1964-1977
Finlande	**1**	1978
Grèce	**1**	1970
Inde	**8**	1959-1990
Irak	**10**	1964-1986
Islande	**1**	1968
Koweït	**1**	1968
Mali	**1**	1968
Mozambique	**1**	1988
Soudan	**1**	1971
Sri Lanka	**1**	1973
Syrie	**8**	1967-1988
Vietnam	**4**	1971-1990
Yémen du Nord	**1**	1989
	79 étudiants	**17 pays**

Source : Lothar Kalb. *Sendboten Olympias : die Geschichte des Ausländerstudiums an der DHfK Leipzig*. Leipzig : Leipziger Universität-Verlag, 2008, p. 264-267.

Fig. 6.2 : Nombre de doctorants étrangers à la DHfK (1955-1990)

notamment la répartition géographique des participants à l'ITK, le programme le plus important en termes de fréquentation, on voit que les trois grandes zones où la politique de la RDA se concentrait – Afrique subsaharienne, monde arabe et Asie du Sud – sont également celles ayant le plus délégué de participants (*cf.* carte de la répartition des participants à l'ITK : Fig. 6.3, p. 298 et liste des principaux pays délégataires : Fig. 6.4, p. 299). Si on observe ces participations au niveau des pays, on note également une forte corrélation entre les partenaires privilégiés du MfAA et ceux de la DHfK. Ainsi, parmi les soixante-neuf nations ayant pris part au programme, les dix-sept qui figuraient sur la liste des « pays à orientation socialiste » du ministère des Affaires Étrangères de 1978, ont envoyé à elles seules 732 étudiants, ce qui représente 47,8 % du nombre global sur les vingt-six années du programme. De même, les onze pays désignés en 1984 par le DTSB et le StKS comme le cœur de cible de leurs activités en ont envoyé 609, soit 39,7% du nombre global de participants (*cf.* listes du MfAA et du DTSB/StKS, p. 268).

En regardant les listes des partenaires de l'école, on observe que les principaux alliés politiques de la RDA sont également les pays les plus engagés auprès de la DHfK, en particulier l'Irak, la Syrie et l'Inde. Non seulement, ces trois pays ont délégué beaucoup d'étudiants au sein du programme ITK, mais ils ont également eu un accès important aux programmes les plus prestigieux, comme celui des études doctorales – dix doctorants formés originaires d'Irak, huit d'Inde et huit également de Syrie. Les personnels de la DHfK ont également tissé des liens personnels forts avec les instituts de ces trois pays, car nombre d'entre eux ont été envoyés pour des missions de conseils : on compte ainsi onze missions vers l'Irak, dix-huit vers l'Inde et trente-quatre vers la Syrie pour une durée cumulée de 3 337 jours, soit plus de la moitié du temps passé à l'étranger par l'ensemble des enseignants de la DHfK. Les relations avec l'institut indien furent même qualifiées d'« extraordinairement positives » par les enseignants de Leipzig lors de leurs déplacements sur place[169].

Les relations avec Leipzig ne sont cependant pas fixes et évoluent au gré des principaux mouvements de la politique étrangère de la RDA. Ainsi, si un pays a gagné en importance dans la hiérarchie diplomatique de l'Allemagne de l'Est, il a vu ses relations se densifier avec l'école de Leipzig. On peut notamment citer l'exemple des anciennes colonies portugaises, qui dès leur indépendance en 1975, se muent en des centres majeurs de la politique est-allemande en Afrique[170]. Ces pays – Angola et Mozambique principalement, Guinée-Bissau dans une moindre mesure – deviennent en quelques années des partenaires cruciaux, délégant chaque année parmi les plus gros contingents. Sur ce même principe, on soulignera également l'apparition soudaine de nouveaux pays dans ces échanges lors d'un changement de régime favorable aux intérêts est-allemands :

169. *« Wie bereits im Bericht vom Prof. Marhold und Prof. Wittekopf festgestellt, ist das Verhältnis zu den sozialistischen Ländern und vor allem zur DDR außerordentlich positiv ausgeprägt »* ; cité d'après : *« Abschlussbericht über eine Expertentätigkeit in der Republik Indien im Fachgebiet Sportsoziologie »* (14.5.1987). In : Büro des 1. Prorektors. « Unterlagen über den Einsatz von Fachlehrkräften in Entwicklungsländern ». UAL DHfK VWA 3680. (1986-1987).

170. Wentker, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, p. 384.

l'Éthiopie, après la chute du dernier négus[171], devient à partir de 1978 un partenaire régulier de la DHfK et se hisse parmi les quinze plus importants délégataires de l'ensemble du programme ITK ; l'Afghanistan, absente de tout programme jusqu'en 1982, envoie à partir de cette date régulièrement des participants pour l'ITK après la prise de pouvoir de la rébellion pro-communiste[172] ; le Nicaragua fait également ses débuts dans le programme après un changement de régime, dépêchant ses premiers ressortissants en 1981, soit deux ans après la prise de pouvoir des sandinistes menés par Daniel Ortega[173].

Cette évolution des relations sportives en fonction de l'état des relations diplomatiques avec les différents pays partenaires ne se fait pas seulement de manière positive. Tout refroidissement des contacts à l'échelle diplomatique peut entraîner la paralysie des échanges de la DHfK avec ses homologues étrangers. On citera notamment le cas de l'Égypte, qui durant les années 1960 a été le partenaire extra-européen le plus important de l'école. Des relations très denses se sont nouées entre Leipzig et les instituts pour la culture physique du Caire et d'Alexandrie : envoi en Égypte de nombreux professeurs pour soutenir le développement des cursus locaux, échanges scientifiques et amicaux entre les représentants des deux établissements et voyage en Égypte de plusieurs membres de l'école dans le cadre d'une délégation du StKS. Tout cela faisait dire aux officiels de l'école que le sport égyptien « portait déjà de manière marquée l'accent du sport est-allemand » et que l'Allemagne de l'Est était vue comme « pionnière dans le domaine du sport »[174]. En outre, l'Égypte était – de loin – le premier bénéficiaire de l'*Ausländerstudium* avec, entre 1964 et 1976, 172 étudiants participant à l'ITK, délégation qui représentait à elle seule 20 % de l'ensemble des 853 diplômés du programme sur cette période. Dix-neuf doctorants ont également été formés à Leipzig. Toutefois, ces relations sportives extrêmement denses et privilégiées sont brutalement interrompues par le gouvernement égyptien en 1976[175], suite à la décision du président Anouar el-Sadate de complètement réorienter la politique de son pays en faveur du camp occidental, fermant aussi entre autres les centres culturels est-allemands en 1977[176]. Les contacts entre Le Caire et Alexandrie ont été complètement stoppés et aucune manifestation n'a eu lieu entre 1976 et 1985, date à laquelle le premier participant égyptien à l'ITK depuis dix ans s'est inscrit à Leipzig. Cependant, les relations entre les deux institutions n'ont jamais retrouvé leur niveau d'antan et se sont faits principalement dans les années 1980 sur des

171. Westad, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, p. 260.

172. *Ibid.*, p. 365.

173. *Ibid.*, p. 356.

174. *« Der VAR-Sport trägt bereit einen ausprägten Akzent des DDR-Sports […] Die DDR werde als Pionnierland im Sport eingeschätzt »* ; cité d'après : *« Bericht über die Reise des Staatlichen Komitees für Körperkultur und Sport vom 13 bis 20. 1970 in die VAR »*, p. 4 et 5. In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0365 », *op. cit.*

175. *« Konzeption für die Beratung und den Abschluß eines Protokolls zwischen dem StKS der DDR und dem Obersten Rat für Jugend und Sport der Arabischen Republik Ägypten »* (24.8.1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2837 », *op. cit.*

176. Amélie Regnauld. « Les limites du "remodelage socialiste" : les Égyptiens formés en RDA (1969-1989) ». In : *Revue européenne des migrations internationales* 32.2 (2016), p. 57-76, p. 66.

bases commerciales plutôt qu'amicales et scientifiques[177]. Un phénomène similaire est visible avec l'Indonésie, qui avait envoyé entre 1964 et 1967 quinze étudiants au sein de l'ITK, mais qui a rompu tout contact lors de l'arrivée au pouvoir du très violemment anti-communiste Soeharto.

Les relations sportives sont donc entièrement contingentées par le cadre de la guerre froide et sont donc assez fragiles sur la durée : si on note l'apparition de nouveaux partenariats au gré des changements de gouvernements dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, on remarquera également que ces relations peuvent être vite oblitérées par les considérations d'ordre politique. Ces contacts sportifs doivent être considérés non pas en fonction de l'intérêt qu'ils possédaient pour l'école de Leipzig ou pour les pays partenaires, mais comme le reflet de l'état des relations diplomatiques entre la RDA et les pays en question.

6.2.3.2 La politisation des contenus

Si le choix des pays avec lesquels ces échanges se déroulent résulte clairement d'une démarche politique, le contenu même des programmes et cursus proposés par la DHfK a lui aussi été soigneusement préparé.L'objectif affiché par le régime était en effet de transformer les participants en véritables amis de la RDA et de leur insuffler une consciences socialiste.

Tout d'abord, les étudiants étrangers n'étaient pas soumis aux mêmes obligations en termes d'éducation politique que leurs camarades est-allemands. En effet, les futurs entraîneurs allemands devaient suivre comme partie intégrante de leurs cursus – et comme toutes les personnes inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en Allemagne de l'Est[178] – des cours de « fondamentaux du marxisme-léninisme » à hauteur de plusieurs heures par semaine[179]. De même, l'adhésion à la FDJ et le suivi des activités politiques qu'elle proposait faisaient partie des passages quasi obligés de la vie estudiantine à la DHfK et en RDA de manière générale[180]. Ces obligations ne s'appliquaient pas pour les étudiants étrangers, que ce soit à Leipzig ou dans les universités traditionnelles[181]. La DHfK notamment en raison du fait qu'elle avait créé des parcours réservés aux étudiants étrangers, a mis en places d'autres modalités afin de convaincre ses hôtes de la supériorité du système socialiste. Si dans les maquettes des différents cursus proposés il n'y a pas d'enseignement qui s'affiche de manière aussi clairement comme politisé, le contenu de certains modules obligatoires,pensés pour contribuer à l'éducation politique. C'est principalement le cas du module « Fondamentaux de l'évolution

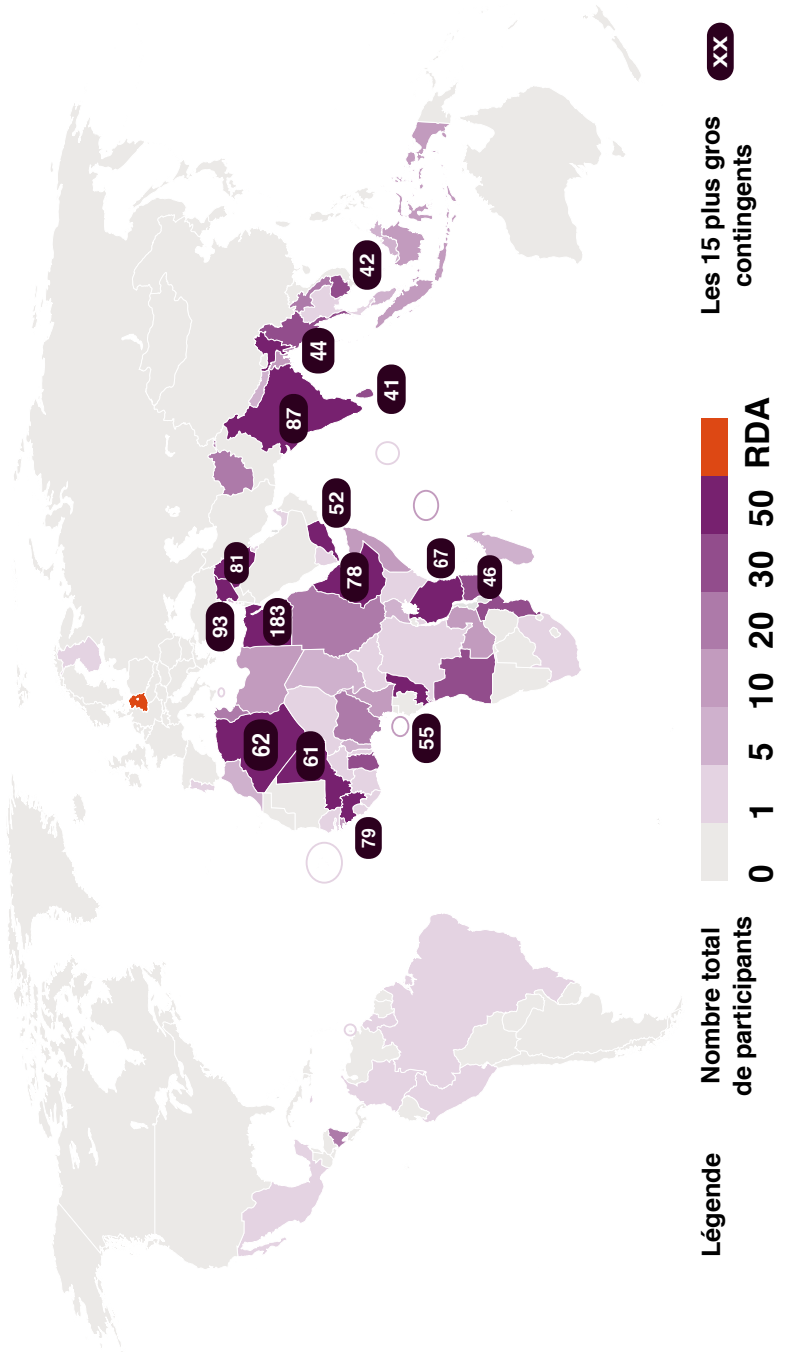
177. *« Konzeption für die Beratung und den Abschluß eines Protokolls zwischen dem StKS der DDR und dem Obersten Rat für Jugend und Sport der Arabischen Republik Ägypten »* (24.8.1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2837 », *op. cit.*

178. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 191.

179. *« Grundlagen des Marxismus-Leninismus »*, cité d'après : *« Studienplan für die Grundstudieneinrichtung Sportwissenschaft »* (sept. 1974), p. 4 et 20. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

180. *« Analyse der politisch-ideologischen Situation unter den FDJ-Studenten für den Zeitraum März 1985 bis März 1986 »* (8.4.1986). In : FDJ, « UAL DHfK VWA 4020 », *op. cit.*

181. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 192.



Sources : Listes des participants à l'ITK (*cf.* méthodologie p. 413)

FIG. 6.3 : Carte des pays ayant participé au programme ITK

Rang	Pays	**Total étudiants**	Nb. part.
1	Égypte	**183**	16
2	Syrie	**93**	18
3	Inde	**87**	21
4	Irak	**81**	11
5	Guinée	**79**	23
6	Éthiopie	**78**	14
7	Tanzanie	**67**	22
8	Algérie	**62**	9
9	Mali	**61**	22
10	Rép. Pop. Congo	**55**	18
11	Rép. dém. pop. du Yémen	**52**	18
12	Mozambique	**46**	12
13	Birmanie	**44**	11
14	Cambodge	**42**	13
15	Sri Lanka	**41**	17

Sources : Listes des participants à l'ITK (*cf.* méthodologie p. 413)

Fig. 6.4 : Tableau des 15 plus grands contingeants de l'ITK

de la société de notre temps » (*Grundfragen der gesellschaftlichen Entwicklung in unserer Zeit*), présents dans tous les programmes. Celui-ci est présenté dans les brochures d'information destinées aux pays partenaires comme une réflexion sur « des questions philosophiques fondamentales de nos temps des questions fondamentales de l'économie politique de nos temps [et] des formes motrices principales du développement social de nos temps[182] ». Cependant, il s'agissait en réalité ici de présenter et défendre la position officielle de la RDA concernant les principaux problèmes politiques et économiques de l'époque ou de discuter sur les « mouvements révolutionnaires » en cours[183]. Ces cours – présents également dans d'autres universités est-allemandes pour les ressortissants de pays non-socialistes – sont ainsi désignés par Damian Mac Con Uladh comme « une version édulcorée et sur mesure des enseignements traditionnels du marxisme-léninisme[184]. » Le même constat de politisation s'impose pour des modules comme « Théorie et histoire de la culture physique » (*Theorie und Geschichte der Körperkultur*) ou « Structure et organisation de la culture physique » (*Leitung und Organisation der Körperkultur*), qui se devaient notamment d'insister sur le « déterminisme lié à l'appartenance de classe » de l'évolution du sport, et traiter de l'histoire ainsi que des grandes lignes d'organisation du système sportif est-allemand et socialiste depuis la création de l'URSS[185]. En tout, on peut estimer, sur ces critères, que 10 % du contenu des programmes d'enseignement relevaient d'un caractère purement idéologique. À noter toutefois que ces cours n'étaient

182. *« Studienplan für das HZS an der DHFK »* (1984), p. 21. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

183. Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0347 », *op. cit.*, p. 4.

184. *« Eine verwässerte und auf sie zugeschnittene Version des üblichen Marxismus-Leninismus-Lehrplans »*. In : Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 192

185. Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0347 », *op. cit.*, p. 4.

pas présentés de cette manière dans les documents destinés aux futurs participants et aux instances délégatrices et des mots comme « marxisme-léninisme », « éducation politique et idéologique » ou bien encore « conscience de classe » n'apparaissaient jamais dans les documents destinés à l'étranger[186]. Ainsi, si les programmes d'échange étaient conçus comme de véritables objets politiques pour le régime, ils étaient présentés comme de simples parcours éducatifs aux partenaires étrangers, ou pour reprendre les mots de Daniel Eckert-Lindhammer, en charge du programme ITK à l'Université de Leipzig[187] depuis 2011[188] :

> Les deux États allemands se sont affrontés pour savoir qui allait gagner le plus de partenaires internationaux. […] Ici furent transmis des savoir-faire en sciences du sport, pour fidéliser des pays partenaires et renforcer les relations diplomatiques. De l'extérieur, les stages pour entraîneurs de Leipzig étaient apolitiques, mais en réalité, le sport était dans ce cas très politisé [189].

La conception politico-idéologique des programmes ne s'arrêtait toutefois pas au seuil des salles de cours, car une vaste plate-forme de manifestations extra-scolaires a été fondée afin de montrer aux étrangers de passage ce que les dirigeants du SED considéraient comme la force du pays. La participation y était ici aussi obligatoire, car elles étaient considérées comme « une partie à part entière du processus de formation et d'éducation[190] ». Les étudiants étaient tenus de participer à une série de visites guidées de lieux symboliques de la RDA, permettant de mettre en avant les valeurs du système économique et sociétal du pays, ainsi que son histoire[191].Outre ces excursions, des discussions politiques étaient régulièrement organisées entre les étudiants et les personnels de la DHfK, les antennes locales de la FDJ ains que du SED. Des forums étaient régulièrement organisés avec d'anciens athlètes et médaillés olympiques des disciplines que pratiquaient les étudiants, des représentants du StKS, souvent le secrétaire d'État lui-même, le recteur de la DHfK et diverses personnalités du monde du sport et de la politique afin de traiter des principales thématiques en cours dans l'actualité sportive internationale et de montrer aux étudiants la justesse des positions socialistes[192]. Enfin, les fêtes nationales des pays représentés au sein du corps étudiant donnaient lieu à des

186. *« Studienplan für das HZS an der DHFK »* (1984), p. 21. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

187. L'ITK a été repris en main après la chute du Mur par le ministère réunifié des Affaires Étrangères et se poursuit encore aujourd'hui

188. *Page Internet du Internationaler Trainerkurs, sur le site de l'Université de Leipzig.* URL : http://itk.spowi.uni-leipzig.de/geschichte/ (visité le 26. 6. 2019).

189. *« Die beiden deutschen Staaten kämpften darum, wer mehr internationale Partner gewinnt. […] Hier wurde sportwissenschaftliches Know-how vermittelt, um Partnerländer zu binden und internationale Beziehungen zu festigen. Nach außen waren die Trainerkurse in Leipzig unpolitisch, tatsächlich war der Sport in dem Fall aber hochpolitisch »* ; cité d'après : Peter Wozny. « Trainer "Made in Sachsen" ». In : *Deutsche Welle online* (20. 7. 2015). URL : https://p.dw.com/p/1FEam (visité le 26. 6. 2019).

190. *« Exkursionen mit Teilnehmern des Internationalen Trainerkursus sind ein fester Bestandteil des Erziehungs- und Ausbildungsprozesses »*, cité d'après : *« Exkursionsplan für den ITK 1980 »* (1979). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2859 », *op. cit.*

191. *« Liste der Exkursionen für den ITK 1980 »* (1979). In : *ibid.*

192. *« Abschlussbericht des IX. Internationalen Trainerkurses der DHfK »* (10.2.1973), p. 4. In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0346 », *op. cit.*

discussions sur leur évolution politique et sur les positions de l'Allemagne de l'Est les concernant[193].

Les programmes d'études pour étudiants étrangers ont donc été entièrement conçus pour diffuser auprès des participants une image positive de l'Allemagne de l'Est et d'instiguer en eux les bases d'une conscience socialiste, qu'ils pourront mettre à profit de retour dans leurs pays d'origine. En effet, les participants à ces programmes sont bien considérés par le gouvernement est-allemand comme des hôtes temporaires, dont la vocation n'est pas de rester sur le territoire de la RDA, mais bien de retourner dans leurs pays d'origine pour y contribuer au développement économique. Le SED considère en effet le *brain drain*, le débauchage de la main d'œuvre qualifiée des pays en développement vers les pays occidentaux, comme une manifestation du néocolonialisme capitaliste et rejetait en bloc cette pratique[194]. Cette position est d'ailleurs visible dans les documents cadrant l'*Ausländerstudium*, puisqu'il est clairement stipulé que les étudiants ne sont pas formés pour la RDA, mais bien pour leurs pays d'origine, pour qu'ils « s'engagent pour la paix et le progrès dans leur patrie[195]. » Dans la plupart des établissements est-allemands, les étudiants étrangers se devaient de quitter la RDA s'ils n'avaient pas de possibilité de continuer leurs études ou d'opportunité d'emploi en Allemagne de l'Est[196]. Au sein de la DHfK, cette pratique était encore plus stricte : comme il n'existait pas de possibilité d'enchaîner plusieurs parcours de formation au sein de l'école et comme, en raison du secret qui régnait autour des questions du sport de haut-niveau, une embauche dans un club ou une fédération était impossible, le retour dans le pays d'origine était une étape obligée, qui était même prévue et planifiée par la direction de l'école dès l'arrivée à Leipzig[197].

Les programmes de la DHfK envers les pays du tiers-monde s'articulent donc selon deux axes majeurs : envoi de spécialistes pour des missions de conseil à l'étranger et accueil sur le campus d'étudiants venant (par)faire leur formation. L'école de Leipzig a consacré beaucoup d'énergie et de soin dans la préparation et la conception de ces mesures, de sorte qu'elle peut être considérée comme la vitrine de l'Allemagne de l'Est sur l'étranger en matière de sciences du sport. Cependant, ces activités ne sont pas à comprendre comme une simple volonté d'ouverture et de répondre à une « solidarité internationale », mais bien comme un fait politique en soi, organisé dans une optique de séduction. Il fallait diffuser une image politique du pays et convaincre les participants de la force et du bien-fondé du socialisme. Ces contacts avec l'étranger sont d'une part

193. *Ibid.*, p. 5.

194. Jude Howell. « The End of an Era : the Rise and Fall of GDR Aid ». In : *The Journal of Modern African Studies* 32.2 (1994), p. 305-328, p. 327.

195. *« Jahresanalyse 1971 über Ergebnisse und Probleme der internationalen Arbeit der DHfK einschließlich des Ausländerstudiums »* (20.1.1972). In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

196. Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 169.

197. *« Rückreise der ITK-Teilnehmer »* (13.11.1974). In : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0346 », *op. cit.*

entièrement contingentés et dépendants des évolutions de la politique étrangère dictés par le SED.D'autre part, ils reprennent les grandes lignes de l'*Ausländerstudium* général en Allemagne de l'Est, tout en les adaptant aux spécificités du monde du sport.

6.3 Les contradictions des programmes

Si la direction de l'école et l'IfA ont apporté un grand soin dans la réalisation et la conception de ces programmes, les résultats en termes de gains politiques concrets pour la RDA ont été beaucoup plus minces. Les archives étant beaucoup plus complètes sur la question de la réception de l'*Ausländerstudium* que sur celle de l'envoi de spécialistes, nous nous concentrons dans les prochaines pages sur cette thématique. Les participants ont certes apprécié leurs séjours à Leipzig sur un plan pédagogique et humain, mais les tentatives d'influence politique ont, semble-il, largement échoué, notamment en raison des grandes contradictions intrinsèques à ces échanges.

6.3.1 Les contraintes au quotidien pour les personnels et les étudiants

La vie quotidienne des différents acteurs de ces programmes – étudiants, mais également personnels enseignants – fut en effet fortement troublée par les contraintes exercées par la tutelle stricte des organisations dirigeantes, et par la primauté du fait politique sur les considérations d'ordre pédagogique et humain.

6.3.1.1 Les difficultés générales de l'*Ausländerstudium*

Tout d'abord, on peut noter que la DHfK n'a pas échappé pas aux problèmes rencontrés par l'*Ausländerstudium* de manière générale en Allemagne de l'Est, au premier rang desquelles les difficultés pour les étudiants à s'adapter à la société de RDA. On passera rapidement sur des considérations quelque peu triviales sur les incompréhensions liées à l'arrivée dans un pays avec une culture, un climat, une nourriture, des mœurs ou encore des pratiques religieuses différents pour explorer plus profondément la rigidité de l'encadrement dans la matrice socialiste. Étant donné qu'il fallait montrer aux étudiants un visage toujours positif de la société est-allemande, les dirigeants des établissements d'enseignement supérieur tendaient à vouloir les surprotéger et les tenir coûte que coûte éloignés des influences jugées négatives, dans une attitude souvent paternaliste et moralisatrice[198]. La paternalisme des autorités est un caractéristique majeure des régimes autoritaires, qui est ici d'autant plus renforcée en raison du caractère symbolique des échanges. Les directeurs ont ainsi tenté de privilégier les contacts avec des étudiants jugés fiables, en organisant des échanges en tandem avec de jeunes membres du SED et de contrôler leur temps libre autour d'activités considérées comme saines et constructives. Ces pratiques avaient visiblement également cours au sein de la DHfK, où l'IfA tenait à un strict respect des bonnes mœurs et de la discipline parmi ses hôtes étrangers. Le règlement intérieur de l'internat où ils étaient tenus de séjourner, était par exemple

198. Mac Con Uladh, « Guests of the Socialist Nation ? », *op. cit.*, p. 102.

inflexible, puisque les visites n'y étaient tolérées que jusqu'à 22 heures sous réserve de signer la main courante, et il était en toutes circonstances interdit d'héberger des personnes extérieures à l'internat pour la nuit[199]. De plus, tout manquement à la discipline d'étude – absence non justifiée, retards, manque de sérieux dans l'apprentissage – ou tout comportement jugé peu convenable était accompagné d'une convocation auprès de la direction de l'IfA, dont les compte rendus prennent un ton particulièrement sentencieux. À un étudiant syrien, menacé d'expulsion du cursus ITK pour son manque de sérieux dans le suivi des cours, il lui reprocha notamment que « son mauvais exemple avait des conséquences négatives sur les bonnes capacités de travail du groupe entier[200] ».

Outre ce chaperonnage parfois vu comme étouffant, les étudiants étrangers ont également dû s'habituer à la vie dans une société menée par un régime totalitarisant, où le contrôle de la liberté d'expression était souvent plus strict que dans leur pays d'origine ou tout du moins s'effectuait selon des modalités différentes. On peut notamment citer pour illustrer ce propos un incident survenu dans l'internat de la rue du 18 octobre en 1970, où une affiche écrite en arabe a été placardée aux murs, sans demande d'autorisation préalable. Cette affiche, visiblement au contenu politique et s'opposant à la politique américaine vis-à-vis de l'Égypte provoqua la colère du responsable de l'*Ausländerstudium*, qui fit retirer l'affiche immédiatement et fit prévenir le MfS pour être sûr que des copies ne soient pas placardées ailleurs. Cette réaction fut jugée disproportionnée par nombre des étudiants arabophones de la DHfK qui signalèrent leurs désapprobations face à cette censure, qui plus est d'un contenu *a priori* compatible avec les idées de la RDA[201]. Il est cependant à noter que cette peur des débordements politiques soit surtout du fait des responsables locaux, le MfS se montrant généralement plus souple que les directeurs d'écoles dans les légers incidents provoqués par les étudiants étrangers[202].

À la lourdeur de l'encadrement s'ajoutent également les problèmes de xénophobie auxquels ont fait face nombre d'étudiants étrangers. En effet, derrière les discours officiels sur la « solidarité internationale » et la lutte pour l'« internationalisme prolétaire » qui promettait une RDA libre, où toutes et tous seraient égaux, la réalité était tout autre dans une société où les préjugés et comportements racistes étaient loin d'avoir disparu[203] : remarques à caractère raciste, insultes publiques, voire vols ou agressions – principalement dirigés envers les étudiants d'Afrique sub-saharienne – n'étaient pas des phénomènes inconnus en RDA. Et c'est d'ailleurs ce décalage entre les discours officiels et

199. *« Hausordnung für das Internat* "Straße des 18. Oktobers Nr. 17" *»* (1976), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

200. *« Mit diesen Disziplinarverstößen wirkt sich sein schlechtes Beispiel sehr negativ auf die gute Lernarbeit in der gesamten Gruppe aus »* ; cité d'après : *« Exmatrikulationsvorschlag für Herrn XXX »* (7.8.1970), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2921/3 », *op. cit.*, p. 135.

201. *« Aktennotiz über die durchgeführte Zimmerbegehung im Internat »* (7.8.1970), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

202. Mac Con Uladh, « Guests of the Socialist Nation ? », *op. cit.*, p. 56.

203. Patrice Poutrus. « Die DDR als "Hort der internationalen Solidarität". Ausländer in der DDR ». In : *Friedensstaat, Leseland, Sportnation ?: DDR-Legenden auf dem Prüfstand*. Sous la dir. de Thomas Grossbölting. Berlin : Ch. Links Verlag, 2009, p. 134-154, p. 134.

la réalité du terrain qui a particulièrement choqué les étudiants concernés[204], notamment face à la réticence des autorités à traiter ces cas particulièrement gênants pour l'image du pays[205]. Plusieurs affaires de ce genre – et notamment des cas de vols[206] – sont visibles dans les archives de la DHfK, qui semble donc avoir également été concernée par ce phénomène.

Une autre thématique qui souligne le décalage entre l'image promue par les structures dirigeantes de la RDA et la réalité des conditions d'accueil est celle du financement des programmes et des conditions de vie des étudiants étrangers. Le SED se targuait de couvrir l'ensemble des coûts qu'engendrait le séjour en Allemagne de l'Est, en offrant le gîte, le couvert et des bourses, mais ces compensations financières étaient généralement insuffisantes et les conditions de vie des participants aux différents programmes d'échanges étaient en moyenne plus difficiles que celles de leurs homologues est-allemands[207]. Concernant l'hébergement et la restauration, ceux-ci étaient mis à disposition quasi gratuitement : dans les années 1980, les étudiants de la DHfK devaient simplement payer dix marks pour la place en internat et deux marks supplémentaires pour le petit-déjeuner et le déjeuner[208]. Toutefois, la qualité du service proposé était considérée, dans la grande majorité des établissements du pays, comme lacunaire[209]. Pour la DHfK, la situation de l'internat de la rue du 18 octobre, réservé aux seuls étudiants étrangers et lieu de résidence obligatoire pour eux[210], fut jugée en 1970 comme particulièrement critique : ampoules électriques non remplacées, réfrigérateurs en panne, installations sanitaires défectueuses[211], voire présence de rats dans la cour[212]. La qualité de la nourriture – sans compter le respect des besoins individuels de chacun, notamment liés à des impératifs religieux – fut également pointée du doigt. Cette situation catastrophique fut d'ailleurs reconnue par la direction de l'école elle-même, puisque Fritz Jahn, le directeur du DiB, souligna dans le rapport de clôture du programme ITK 1971 que :

> La qualité de l'hébergement ainsi que l'occupation de l'internat ne conviennent pas à l'importance de l'ITK en matière de politique étrangère. […] La restauration fournie aux étudiants étrangers ne correspond pas au niveau interna-

204. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 208-209.

205. *Ibid.*, p. 214.

206. *« Aktennotiz am 30.7.1984 »*, in : Institut für Ausländerstudium. « Internationaler Trainerkurs, Allgemeines, Personalakten ». UAL DHfK VWA 3428/1. (1984), *« Fall von Herrn XXX »*, in : Institut für Ausländerstudium. « Internationaler Trainerkurs, Allgemeines, Personalakten ». UAL DHfK VWA 3429/1. (1985) ou bien encore *« Vorkommnis »* (nov. 1988). In : Institut für Ausländerstudium. « ITK, B1+2, Allgemeines, Personalakten ». UAL DHfK VWA 3744/2. (1988).

207. Einax, « Junge Sendboten der Freundschaft », *op. cit.*, p. 944.

208. *« Aktennotiz, Dr. Kalb »* (1981), in : Institut für Ausländerstudium. « ITK-Länderakten A-Z und Allgemeines ». UAL DHfK VWA 2921/1. (1967-1981), p. 421.

209. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 184-186.

210. Dans la plupart des établissements d'Allemagne de l'Est, les étudiants étaient hébergés dans des internats similaires, mais le manque de place ou les conditions d'hébergement inadéquates les poussaient parfois à se loger chez l'habitant, tout du moins dans les années 1960. *cf.* Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 185..
Une possibilité d'hébergement hors de l'internat n'apparaît pas dans les archives de la DHfK.

211. *« Maßnahmen zur Beseitigung der dringendesten Schwerpunkte im Ausländerinternat »* (1970), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

212. *« Aktennotiz über die durchgeführte Zimmerbegehung im Internat »* (7.8.1970), in : *ibid.*

> tional. Une nourriture pauvre en vitamines et des repas qui ne varient pas soulèvent continuellement des discussions et des contrariétés[213].

Si des travaux ont été effectués dans cet internat à partir de 1971[214], ce n'est qu'avec sa reconstruction complète en 1977 que le niveau des prestations offertes a pu être jugé suffisant[215]. Une situation similaire est également visible avec les bourses, souvent jugées par les étudiants dans les années 1970 comme inadéquates pour subvenir à leurs besoins. Deux participants à l'ITK en 1976 allèrent même jusqu'à se faire employer sur un chantier de construction à Leipzig pour pouvoir compléter leurs revenus[216].

Cette différence entre les conditions de vie promises par le régime et la réalité de la situation en RDA fut d'autant plus dure à vivre pour les étudiants étrangers au vu de leur statut social dans leurs pays d'origine. Il s'agissait majoritairement à partir des années 1970 de représentants des élites économiques, de personnes avec un haut-niveau de formation et qui occupaient déjà des fonctions importantes dans leurs pays d'origine[217]. Un hébergement dans des petites chambres, souvent communes pour deux, trois, quatre, voire cinq étudiants dans un internat au confort souvent limité[218] était pour eux une régression importante, une source claire de mécontentement et une contradiction avec l'image que la RDA tentait de diffuser[219].

On note donc ici une différence criante entre, d'une part les besoins individuels et les attentes des étudiants étrangers. En outre, les étudiants furent confrontés à la rigidité du système socialiste et de ses composants, y compris humains, ainsi qu'à la prédominance des objectifs idéologiques dans leur vie quotidienne. Ceci fait dire que ces étudiants, dans l'ensemble de la RDA, n'étaient, pour le régime du SED pas considérés comme des individus à part entière, mais bien plutôt comme de simples représentants de leurs patries, comme des objets politiques. Damian Mac Con Uladh les qualifie à ce propos de « capital pour la diplomatie et la politique économique[220] » du régime. Rayk Einax confirme cette vision en soulignant qu'ils étaient « soumis aux calculs politiques et à l'opportunisme des décideurs diplomatiques et scientifiques[221] ». Cette désindividuali-

213. *« Die Qualität der Unterbringung sowie die zahlenmäßige Belegung des Internats entsprachen nicht der außenpolitischen Bedeutung des Internationalen Trainerkurses. […] Die Verpflegung der ausländischen Studierenden entsprach nicht dem internationalen Niveau. Vitaminarme Kost und nicht abwechslungsreiche Mahlzeiten riefen ständig Diskussionen und Missstimmungen hervor »* ; cité d'après : *« Abschlußbericht des 8. Internationalen Trainerkurses der DHfK »* (28.12.1971), p. 10-11, in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

214. *« Aktennotiz – Internatsbegehung »* (2.2.1971), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

215. *« Bericht über den 14. Internationalen Trainerkurs »* (1978), in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

216. *« Abschlußbericht des 13. Internationalen Trainerkurses »* (12.1.1977), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2859 », *op. cit.*

217. Direktorat für internationale Beziehungen, « UAL DHfK VWA 1254 », *op. cit.*, p. 6.

218. *« Belegungsplan für das Ausländer-Internat »* (24.4.1969), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

219. *« Kurzeinschätzung der algerischen Studierenden als Beratungsgrundlage mit der algerischen Leitungsdelegation »* (1976), in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

220. *« Diplomatisches und handelspolitisches Kapital »*, in : Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 218.

221. *« Das Ausländerstudium erfüllte eine wichtige Funktion in der Außenpolitik der DDR und hatte sich daher dem politischen Kalkül und einem entsprechenden Opportunitätsdenken der außenpolitischen*

sation et ces contradictions entre les promesses faites par le régime dans sa volonté de promotion internationale et les conditions réelles d'études ont été encore plus fortes à la DHfK, du fait que l'école s'occupait des questions de sport de haut-niveau, un dossier particulièrement sensible pour le régime.

6.3.1.2 Les contradictions internes au monde du sport

La principale antinomie propre à l'*Ausländerstudium* de l'école de Leipzig est celle qui oppose son ouverte à l'international, et le culte du secret qui entoure l'ensemble des questions du sport de haut-niveau.

La direction de la DHfK s'est donc efforcée de créer une séparation la plus imperméable possible entre les étudiants étrangers et le reste des domaines d'action de l'école, même si cela a perturbé le fonctionnement normal des contacts avec l'étranger[222]. Ainsi, dans un document cadre daté de 1971, la direction de la section locale du parti souligne :

> Dans les années passées, il y a eu une série de prises de positions en faveur de la démarcation de l'*Ausländerstudium* vis-à-vis des questions du sport de haut-niveau, mais il n'a pas encore été possible de transformer ces questions en un système pleinement fonctionnel[223].

Comme nous l'avons précédemment indiqué, cette sécurisation des thématiques concernant le haut-niveau s'est traduite par la suppression du *Direktstudium*, jugé impossible à concilier avec les nouveaux impératifs, et donc par la concentration des étrangers dans des cursus qui leur étaient réservés (ITK, PSF-HZS, ou études doctorales). À l'intérieur de ces cursus également, l'étude des thématiques concernant le haut-niveau était exclue et les programmes étaient tournés vers l'étude du sport pour tous. Un exemple significatif pour cette limitation du domaine d'étude est notamment celui du choix des sujets pour les travaux scientifiques que les étudiants devaient rédiger – mémoires pour les étudiants du PSF puis du HZS ou bien thèses pour les doctorants. Ainsi, aucun travail scientifique réalisé par un étudiant étranger ne pouvait porter sur l'évolution du système sportif en RDA ou sur des thématiques de sport d'élite. Les seuls thèmes autorisés étaient ceux traitant de l'évolution du sport pour tous dans le pays d'origine de l'étudiant en question. Pour les thèses, le Conseil scientifique de la DHfK devait valider le choix du sujet avant sa réalisation[224], tandis que pour les travaux de deuxième cycle, l'accord du directeur de l'IfA était nécessaire[225]. Pour illustrer ce point, voici les titres de quelques travaux de second cycle soutenus à la DHfK : « De l'organisation de l'entraînement des

und wissenschaftlichen Entscheidungsträger unterzuordnen » ; cité d'après : Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 167.

222. Hochschulparteileitung. « Einschätzung der Ergebnisse in der sozialistischen Erziehung und Ausbildung der Studenten ». UAL DHfK VWA 1251. (1970-1972), p. 1.

223. *« In den vergangenen Jahren gab es eine Reihe von Festlegungen zur Abgrenzung des Ausländerstudiums zu Leitungssportinterna, ohne daß es bisher gelungen ist, diese Fragen in ein voll funktionierendes System zu bringen »* ; cité d'après : *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform und anderer zentraler Beschlüsse »* (1971), p. 4, in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

224. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 106.

225. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 10.

jeunes footballers (à l'exemple de la fédération malienne de football) », « Conception d'un programme pour l'entraînement de jeunes athlètes (1er à 3e année d'entraînement) pour la République Populaire du Mozambique » ou bien encore « Optimisation de la régulation de l'activité dans les sports de combat au Nicaragua »[226].

Cette peur absolue de voir des informations sensibles échapper vers les pays partenaires n'est cependant pas visible à travers les seules limites posées aux contenus des cours, puisque c'est l'ensemble de l'activité des étudiants étrangers qui a été étudiée afin de limiter au maximum d'éventuels contacts avec les thématiques du sport de pointe. Ainsi, consigne fut donnée dans la préparation des emplois du temps de ne pas programmer dans les mêmes gymnases des modules des cursus ITK ou PSF/HZS en même temps que des séances d'entraînements d'athlètes de haut-niveau allemands. Les contacts personnels entre les étudiants étrangers et les entraîneurs et athlètes des clubs partenaires (SC DHFK, SC Leipzig) ou des KJS de Leipzig furent limités au maximum et on introduisit de nouvelles procédures de classement des ouvrages au sein de la bibliothèque pour éviter que ceux concernant le sport de haut-niveau ne soient accessibles aux participants des programmes pour étrangers,[227]. De même, les contacts non-réglementés avec les étudiants allemands étaient généralement mal perçus par la direction. Pour les hôtes étrangers, on note donc une nette contradiction entre d'un côté la volonté de la DHfK et des instances sportives de promouvoir l'ouverture vers l'étranger, et de l'autre les contraintes extrêmement fortes qu'engendrait le culte du secret autour du sport de haut-niveau.

Les contradictions du système ne s'imposaient pas seulement aux étudiants, mais également aux personnels enseignants de Leipzig, qui n'avaient aucun contrôle sur les inscriptions et le profil des participants. Si ce problème est commun à toutes les universités est-allemandes[228], le profil spécifique de la DHfK rendait le problème encore plus marqué. Le taux d'échec des étudiants à la DHfK n'était en effet pas négligeable, car en regardant les relevés de notes, on peut estimer qu'environ 7 % des participants au programme ITK sont repartis de Leipzig sans diplôme et ce malgré de nombreuses possibilités de sessions de rattrapage ou d'heures de soutien[229]. Cela porte une charge symbolique importante dans le cadre d'un programme censé soutenir les relations entre deux pays. Outre des problèmes de discipline ou de travail chez quelques personnes, la principale raison de ces échecs était l'envoi par les pays délégataires de personnes dont le profil ne correspondait absolument pas aux exigences des programmes : il ne fut pas rare que les enseignants de l'école soient confrontés à des étudiants dont les connaissances dans

226. *« Zur Gestaltung des Nachwuchstrainings im Fußballsports (dargestellt am Beispiel des Fußballverbandes in Mali) »*, *« Erarbeitung eines Programms für das Nachwuchstraining (1-3. Trainingsjahr im Sportschwimmen für die VR Moçambique »* ou bien encore *« Optimierung der Handlungsregulation in den Zweikampfsportarten in Nikaragua »*, in : Institut für Ausländerstudium. « Postgraduales Direktstudium ». UAL DHfK VWA 3818/3. (1987-1989).

227. *« Studie zur Weiterführung des Ausländerstudiums in Auswirkung der 3. Hochschulreform und anderer zentraler Beschlüsse »* (1971), p. 5, in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

228. Einax, « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas », *op. cit.*, p. 168.

229. *« Wiederholungsprüfungen 1971 »*, in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

les langues-relais, dans lesquelles étaient dispensés les cours de l'ITK, étaient au mieux basiques, au pire inexistantes[230], qui n'avait que peu – voire pas du tout – de maîtrise des disciplines sportives dans lesquelles ils étaient censés avoir plusieurs années de pratique[231] ou dont l'état de santé était incompatible avec la pratique assez intensive d'un sport. On peut citer l'exemple d'un ressortissant seychellois, arrivé à Leipzig alors qu'il était aveugle à 50 %[232] ou la même année d'un ressortissant camerounais, âgé de 50 ans et dont l'état général ne lui permettait pas de prendre part aux séances physiques[233]. Ces participants étaient principalement choisis sur des critères politiques ou d'intérêt, soit pour remplir des quotas qui auraient été sinon perdus, soit parce qu'ils étaient des proches des dirigeants des fédérations locales. Les critères pédagogiques n'étaient alors que secondaires. Face à ce phénomène, les enseignants de la DHfK, qui n'appréciaient que peu ce manque de rigueur dans le processus de sélection, venant souvent des mêmes pays – Éthiopie et Afghanistan principalement – n'avaient que peu de recours, et ne pouvaient que protester auprès du StKS afin de rappeler aux pays délégataires les règles de participations[234].

Ainsi, derrière le soin apporté à la préparation idéologique et politique de ces échanges, on voit que les contacts avec les pays en développement font face aux contradictions générales des rapports de la RDA avec ces pays. En premier, ils souffraient du décalage majeur entre l'image que déployait ce pays à l'international et la réalité à la fois de la société socialiste et des moyens mis en place par le régime pour leur réalisation. Ces problèmes vus dans l'ensemble des universités est-allemandes sont renforcés à la DHfK puisque personnels et étudiants font face aux contradictions propres au monde du sport en Allemagne de l'Est, entre volonté de publicisation et culte du secret. De la sorte, les étudiants étrangers sont en premier lieu perçus par le régime comme un « capital politique » plus que comme des individus à part entière, ce qui risque de remettre en question l'objectif principal de ces programmes, qui est de convaincre les participants de la supériorité du système socialiste et de la RDA.

6.3.2 La réception des programmes

Face à ces contraintes au quotidien et à ces contradictions visibles, la question de la réception des programmes par les différents acteurs et de leur ressenti nous paraît centrale. D'après les matériaux d'archives, il semblerait qu'un sentiment de satisfaction générale quant au séjour à Leipzig se dégage des déclarations des étudiants étrangers, mais principalement sur un plan pédagogique et personnel, au contraire de la pénétration

230. Par exemple : *« Einschätzung der Ergebnisse in der Erziehung und Ausbildung ausländischer Sportkader »* (1983), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

231. *« Beurteilung von Herrn XXX »*, in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3429/1 », *op. cit.*

232. *« Durch Stunden des ITK und HZS wurden bei mit folgende Internatsprobleme vorgetragen ; »*, (1985), in : *ibid.*

233. *« Beurteilung von Herrn XXX »*, (1985) in : Institut für Ausländerstudium. « Internationaler Trainerkurs, Allgemeines, Personalakten ». UAL DHfK VWA 3429/2. (1985).

234. *« Beurteilung von Herrn XXX »*, (1984), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3428/1 », *op. cit.*

de l'éducation idéologique et politique, pourtant cœur de cible de ces programmes, à laquelle les étudiants ont été beaucoup plus imperméables.

6.3.2.1 Des échos positifs sur le plan personnel

Tout d'abord, il convient de préciser que ni la DHfK ni les instances centrales est-allemandes n'ont mené – à notre connaissance – de statistiques ou d'enquêtes globales sur la perception et l'efficacité de l'*Ausländerstudium*. Cependant, des traces concernant la manière dont ces activités ont été perçues sont disponibles à travers les matériaux d'archives et les différents témoignages publiés dans la presse.

Un des marqueurs intéressants pour évaluer cette satisfaction des étudiants quant à leur formation nous semble être la volonté de ces derniers de maintenir un contact avec l'établissement après leur retour au pays. Comme nous l'avons évoqué, cette pratique n'a été encouragée qu'au tournant des années 1960 et 1970 avec notamment la création de la revue trimestrielle *DHfK-international* en 1969[235]. Ainsi, pour créer ce réseau d'anciens et maintenir en vie le lien entre Leipzig et les ambassadeurs, l'IfA a mis en place une grande enquête en 1973 afin de contacter l'ensemble des *alumni* étrangers pour savoir s'ils seraient intéressés à recevoir – gratuitement – la revue *DHfK-international* et continuer d'échanger avec l'école. Sur les 900 personnes contactées, 736 ont répondu favorablement à cette demande et 230 entretenaient déjà des contacts épistolaires avec l'école ou bien un des membres du personnel enseignant[236]. Cette connexion entre les anciens étudiants et Leipzig ne s'est visiblement pas interrompue dans les décennies qui suivent, comme le montre le tirage de plus en plus important de la revue, qui a atteint à la fin des années 1970 les 1 500 exemplaires pour chaque numéro[237]. On notera également que, après avoir suivi un premier cursus à la DHfK, puis être rentrés pour quelques années dans leurs pays d'origine, quelques participants sont revenus poursuivre un second parcours à Leipzig, à l'exemple de Mohamed Kamal Taha, qui après avoir passé quatre ans entre 1958 et 1962 dans le *Direktstudium*, est revenu à la DHfK rédiger sa thèse de doctorat[238].

En outre, différentes sources de témoignages directs d'étudiants étrangers viennent corroborer cette impression de satisfaction générale. Tout d'abord, on peut noter, dans les archives, plusieurs actes contenant des échanges épistolaires entre le DiB ou l'IfA et les anciens étudiants. Ceux-ci demandent à leur ancienne université des conseils bibliographiques pour leurs nouveaux travaux scientifiques, s'interrogent sur la possibilité de revenir séjourner à Leizpig[239], ou bien encore proposent de mettre en place des collabora-

235. *« Konzeption für ein Informationsblatt für ausländische Absolventen der DHfK »*, in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/1248 », *op. cit.*

236. *« Liste der ausländischen Studenten an der DHfK »* (1.6.1973), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0346 », *op. cit.*

237. *« Statistische Übersicht zwischen 1975 und 1978 »*, in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

238. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 110.

239. *« Briefwechsel mit Mohammed Mahmoud Abdel-Salam (ÄGY) »* (1983) in : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3729/1 », *op. cit.*, p. 104-110.

tions avec l'institution pour laquelle ils travaillent désormais[240]. On soulignera également les nombreux témoignages d'*alumni*, publiés dans la revue *DHfK-international*, qui faisait également régulièrement écho dans ses colonnes des témoignages d'amitiés reçus pour souhaiter aux enseignants une bonne année[241] ou bien pour l'anniversaire de la fondation de l'école[242]. Il ne faut toutefois pas oublier dans l'analyse de cette revue qu'il s'agit avant tout d'un matériel de propagande, qui diffusait une vision dithyrambique de l'établissement.

Enfin, parmi tous les étudiants étrangers, certains ont obtenu après leur passage à Leipzig des responsabilités importantes dans les instances internationales du sport. On citera par exemple Sam Ramsamy, participant à l'ITK, spécialité natation en 1973[243] qui fut le premier président du CNO sud-africain après la fin de l'apartheid et qui est depuis 1995 membre personnel du CIO[244], ou bien Hassan Moustafa, venu d'Égypte et depuis 2000 président de l'IHF[245]. Ces derniers se sont régulièrement rendus à des rencontres réunissant les anciens participants et se sont exprimés positivement dans la presse sur leur séjour à Leipzig[246]. Ils ont également accepté d'écrire la préface du livre de Lothar Kalb, où Hassan Moustafa décrit Leipzig comme « sa patrie en ce qui concerne les sciences du sport[247] ».

Ainsi, si aucun bilan global concernant la satisfaction des étudiants n'est disponible, les éléments dont nous pouvons disposer nous montrent que le séjour dans son ensemble, a été apprécié, tout du moins sur le plan pédagogique et humain. L'expérience universitaire, la compétence des enseignants, ainsi que la qualité et l'utilité des cours dispensés sont des sentiments partagés par la majorité. Ceci peut également expliquer que l'ITK ait été une des rares composantes du sport est-allemand à avoir survécu à la réunification. En effet, malgré la dissolution complète de la DHfK en décembre 1990, le programme ITK a été maintenu et existe encore en 2019. Il fut repris et financé dès 1991 par le Ministère des Affaires Étrangères de l'Allemagne réunifiée, qui, après examen, a attesté de sa pertinence pédagogique et humaine[248]. On peut également avancer que ce programme était également un plus indéniable dans l'image internationale que voulait dispenser la RFA.

240. *« Briefaustausch mit dem Volleyball-Club Cous Tlmcen Kiffane (Algerien) »* (1985), in : *ibid.*, p. 82-87.

241. « Aus der Postmappe ». In : *DHfK-international* 3.1 (1972), p. 6.

242. « Absolventenecho ». In : *DHfK-international* 17.2 (1985), p. 12-13.

243. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 222.

244. *Page Internet de Sam Ramsamy, sur le site du CIO.* URL : https://www.olympic.org/fr/monsieur-sam-ramsamy (visité le 26. 6. 2019).

245. *Moustafa, Hassan.* In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : http://www.munzinger.de/document/01000008093 (visité le 26. 6. 2019).

246. « Leipziger Erinnerungsstücke für IHF-Präsident Moustafa ». In : *Leipziger Volkszeitung online* (21. 12. 2015). URL : http://www.lvz.de/Sportbuzzer/Sport-Regional/Leipziger-Erinnerungsstuecke-fuer-IHF-Praesident-Moustafa (visité le 26. 6. 2019) ; « ITK-Alumnitreffen im Deutschen Haus ». In : *Leipziger Volkszeitung* (13. 8. 2016), p. 30.

247. Seine *« sportwissenschaftliche Heimat »*, in : Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 10.

248. Jürgen Krug et Daniel Eckert-Lindhammer. « 50 Jahre Internationaler Trainerkurs (ITK) – eine Erfolgsgeschichte mit viel Zukunft ». In : *Leipziger Sportwissenschaftliche Beiträge* 55 (2014), p. 83-87, p. 85.

6.3.2.2 Une force de frappe politique limitée

Concernant le cœur de l'objectif de ces programmes : instiller les préceptes du socialisme dans l'esprit des participants, les résultats ont été beaucoup plus timorés. Les rapports officiels soulignaient de manière régulière « le grand intérêt des amis étrangers pour l'évolution de notre démocratie socialiste et de la synergie de toutes les forces sociétales[249] » ou bien encore que la majorité des participants « se sentent reliés de manière amicale à notre république[250] ». De même, la revue *DHfK-international* présente également des témoignages d'étudiants tout à fait convaincus par l'organisation sociétale et politique du pays. Y est particulièrement souligné que la politique de la RDA « garantie la liberté de tous ceux qui travaillent pour [le] pays et le bien commun » et que « même si on habite loin de [ce] pays, on ne peut oublier la RDA[251] ».

Derrière ces discours, on remarque cependant dans ces mêmes rapports une critique récurrente, qui est l'impossibilité de faire changer les conceptions politiques jugées erronées des étudiants. En effet, certains sont arrivés à Leipzig avec leurs propres conceptions du socialisme, influencées par les lectures locales, et souvent peu compatibles avec celle du SED est-allemand, qui les considéraient comme des « conceptions pseudo-scientifiques[252] ». Certains étudiants avaient été influencés par le maoïsme, qui était vu par les dirigeants du Pacte de Varsovie comme un dévoiement du marxisme-léninisme depuis la rupture sino-soviétique de 1959 ; d'autres, inspirés par les leaders du monde arabe, voyait la religion comme un pouvoir unificateur et libérateur, des positions en totale contradiction avec la politique religieuse du SED[253]. Autant de visions que les membres de l'école ne sont pas parvenus à modifier. D'autres étudiants n'avaient que peu, voire pas du tout, de connaissances préalables sur ce qu'était une société socialiste et la plupart ne s'était jamais rendu dans un tel pays avant[254]. On s'aperçoit que la majorité des étudiants de l'*Ausländerstudium* optait pour une attitude généralement passive et une attention assez limitée lors des discussions et des enseignements de nature politique[255]. Parfois, c'est un comportement franchement hostile qui est à signaler. On note en effet plusieurs incidents et tensions entre la direction du service et les étudiants concernant certaines décisions politiques prises par la RDA, que les étudiants ne pou-

249. *« [Man spürte in den Diskussionen] das große Interesse der ausländischen Freunde für die Entwicklung unserer sozialistischen Demokratie und das Zusammenwirken aller gesellschaftlichen Kräfte »* ; cité d'après : *« Abschlussbericht des 8. Internationalen Trainerkurses »* (28.12.1971), in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

250. *« Der überwiegende Teil sich mit unserer Republik freundschaftlich verbunden fühlt »*, cité d'après : *« Abschlussbericht des 15. Internationalen Trainerkurses »* (15.1.1979), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2859 », *op. cit.*

251. *« Die Politik in Ihrem Lande […] ist eine Politik, die allen die Freiheit garantiert, die für Ihr Land und das Wohl Ihrer Mitmenschen arbeiten. […] Auch wenn man fern von Ihrem Land lebt, kann man die DDR une ihre Bürger nicht vergessen ; »* in : « Aus der Postmappe ». In : *DHfK-international* 11.2 (1979), p. 7.

252. *« pseudo-wissenschaftliche Auffassungen »*, cité d'après : *« Effektivität des Ausländerstudiums »*, in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 0346 », *op. cit.*

253. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1251 », *op. cit.*, p. 9.

254. *« Bericht des XIV. Internationalen Trainerkurses »* (1977), in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4427 », *op. cit.*

255. *« Stand der Erziehung und Ausbildung in zweiten Zyklus des Hochschulzusatzstudium 1976/77 »*, in : *ibid.* ; ou bien Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1251 », *op. cit.*, p. 11.

vaient considérer comme justifiées, comme notamment lors du Printemps de Prague[256]. Les restrictions de déplacements vers Berlin-Ouest et la RFA[257] tout comme l'impression de surveillance et la place que prenaient les institutions d'État dans la vie quotidienne des étudiants sont à recenser parmi les reproches les plus récurrents[258]

Cette indifférence assez généralisée face aux thématiques politiques peut s'expliquer notamment par le profil des étudiants choisis par les pays délégataires. Tout comme dans les autres universités est-allemandes, les participants n'étaient pas tous à leur départ des socialistes convaincus, loin s'en faut[259]. Pour eux, l'important résidait dans la possibilité d'obtenir une expérience de formation dans un pays étranger, mais pas forcément dans un pays socialiste et les questions politiques et idéologiques ne jouaient pour eux qu'un rôle tout à fait mineur. La RDA n'était d'ailleurs pas forcément leur premier choix de destination pour effectuer ce voyage, face aux pays d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne et RFA en tête). Ainsi, en 1984, il fut estimé qu'environ un tiers des étudiants présents à la DHfK ne voulaient à l'origine pas aller en RDA[260], mais dans un pays capitaliste, ce qui explique en grande partie les difficultés de convaincre ces étudiants des bienfaits du socialisme.

On note donc une efficacité assez limitée des mesures prises dans le cadre de l'éducation politique et idéologique des étudiants étrangers présents sur le territoire est-allemand. Si ceux-ci ont semblé globalement satisfaits de leurs séjours à Leipzig sur le plan personnel, ils ont considéré cette expérience avant tout comme une opportunité académique et sportive, et peu comme une aventure politique. Si certains d'entre eux étaient déjà des socialistes convaincus lors de leur arrivée et ont répondu positivement aux différentes manifestations, la DHfK a visiblement échoué à instiller cette conscience socialiste chez celles et ceux qui avaient des conceptions politiques préalables différentes de celle du SED. En outre, pour un pourcentage non négligeable de diplômés de l'école, censés œuvrer pour le renforcement du système sportif dans leur pays d'origine, la formation a été un tremplin pour continuer leur formation ou leur carrière et s'installer souvent définitivement dans d'autres pays, principalement en Europe de l'Ouest et surtout en RFA[261], rendant ainsi caducs les efforts de la RDA pour former des ambassadeurs. Il faut également souligner qu'un petit nombre d'étudiants ont purement et simplement abandonné leurs études en cours de diplôme afin de trouver refuge en Allemagne de l'Ouest[262].

256. *« Bericht über die Situation im Ausländerstudium im Studienjahr 1967/68 »* (4.10.68), p. 2, in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Kommission für das Ausländerstudium an der DHfK ». BArch DR 5/1213. (1967-1969).

257. *« Abschlussbericht des 8. Internationalen Trainerkurses »* (28.12.1971), in : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 0103 », *op. cit.*

258. *« Aktennotiz über eine Ausprache mit dem syrischen Direktstudenten XXX »* (7.8.1969), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 2092 », *op. cit.*

259. Mac Con Uladh, « Studium bei Freunden ? », *op. cit.*, p. 126.

260. *« Information aus der 4. Beratung des Komitees für Angelegenheiten ausländischer Studierender in der DDR beim MFH »* (4.4.1984), in : Institut für Ausländerstudium, « UAL DHfK VWA 3567 », *op. cit.*

261. Direktorat für internationale Beziehungen, « UAL DHfK VWA 1254 », *op. cit.*, p. 8.

262. *« Leitungsinformation »* (22.9.1986), in : Sekretariat Prof. Kirchgässner, « UAL DHfK VWA 3831 », *op. cit.*

Les instances du monde du sport ont donc apporté un grand soin dans la conception et la préparation des différents programmes destinés aux pays en voie de développement prévus au sein de la DHfK. Or, ces programmes se sont vus confrontés à des incohérences fortes, d'une part générales à l'ensemble de l'*Ausländerstudium* est-allemand, et d'autre d'autre part spécifiques au monde du sport. Les contraintes sur les différents acteurs au quotidien furent donc des plus fortes et ont eu d'importantes conséquences sur le déroulé des cursus. Toutefois, le principal problème rencontré par la DHfK pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement a été le refus des principaux concernés, les étudiants, de voir leur cursus être politisé. Le contenu politique n'a eu qu'un effet marginal sur eux et n'a pu modifier les conceptions idéologiques déjà existantes. En cela, on peut dire que ces mesures envers les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine n'ont eu qu'un succès mitigé : si elles ont réussi à affermir les relations au niveau gouvernemental entre la RDA et ses partenaires, et si elles ont contribué à diffuser une image positive des sciences du sport est-allemandes sur la scène internationale, elles n'ont pas atteint l'objectif central qui leur était assigné, la construction d'un réseau d'ambassadeurs socialistes dans les hiérarchies sportives des pays concernés.

Bilan du chapitre

Les relations avec les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine représentent une part importante de l'activité de la DHfK avec près de 2 500 étudiants non-allemands diplômés au sein de plusieurs parcours spécifiquement pensés pour eux et plus de cent missions de conseil à l'étranger, effectuées par des enseignants de RDA. Cette activité a d'ailleurs été considérablement renforcée avec la refonte du profil de l'école, qui avait pour but d'être la vitrine à l'étranger des sciences du sport est-allemandes.

Cette ouverture n'est cependant pas à analyser de manière individuelle. Il faut la remettre dans le contexte de la politique globale de la RDA envers les pays du tiers-monde : une politique qui s'intensifie à partir des années 1970, où le SED veut se positionner en tant que bras droit de l'URSS sur la scène internationale, et qui prend des formes multiples, ne s'arrêtant en aucun cas aux échanges diplomatiques et économiques. La diplomatie culturelle et éducative y joue un rôle majeur : envoi de spécialistes et réception d'étudiants en RDA sont également à voir comme des ramifications de cette politique multiforme. À cela s'ajoute l'importance grandissante du sport dans ces pays, qui devient un enjeu de pouvoir entre les pays nouvellement indépendants et les anciennes puissances coloniales, expliquant le rôle majeur de la DHfK.

L'ensemble des contacts de l'école sont donc à observer avant tout comme un fait politique. L'évolution de ces relations est entièrement soumise aux grandes lignes et aux mouvements de la grande diplomatie, comme le montre par exemple le classement et les évolutions dans les principaux partenaires de la DHfK. En outre, accueil d'étudiants étrangers et envoi de spécialistes ont pour but principaux de diffuser la vision socialiste du sport valable en RDA et de créer un réseau d'ambassadeurs de l'Allemagne de l'Est, infiltrés dans les différentes institutions du monde du sport.

Toutefois, face aux contradictions importantes, dues à la politique globale de la RDA, mais également aux spécificités du monde du sport, les résultats en termes de gains politiques pour le régime ont été mitigés. Si ces échanges ont été vus par ceux qui les ont vécus comme positifs d'un point de vue personnel, éducatif et sportif et ont contribué à diffuser l'image d'une RDA forte sportivement, les tentatives d'influence plus marquées sur le plan des idées politiques ont, elles, largement échoué à faire changer les conceptions idéologiques des participants. La RDA a donc pu améliorer son image sportive, mais n'a réussi que très partiellement faire dépasser ces gains de la sphère sportive.

Quatrième partie

L'implosion finale du système : le sport dans la crise et dans le processus de l'unification

Chapitre 7

Le sport et la DHfK dans la crise de la fin des années 1980

Le sport de haut-niveau a été un domaine d'action privilégié pour le gouvernement est-allemand, tant dans sa volonté de réunir ses citoyens derrière lui que dans sa stratégie de représentation internationale. Le sport a donc subi une politisation de bout en bout, dans la mesure où l'ensemble de ses composantes ont été contrôlées par le régime.

Or, cette politique va être mise à mal par la crise économique puis systémique qui a secoué et fini par emporter la RDA à la fin des années 1980, non pas tant par les privations budgétaires ou un changement de ligne qu'aurait adopté le parti, mais en raison du fossé de plus en plus grand qui s'opère entre ce secteur de l'action étatique, considéré comme particulièrement avantagé, et le reste de la société est-allemande. L'ensemble du système sportif de la RDA, entretenu durant près de quatre décennies, s'est en effet effondré en quelques années et n'a pas survécu à la Révolution Pacifique.

Les deux prochains chapitres tenteront de montrer quels éléments ont conduit à cet effondrement et comment cela a affecté à l'échelle locale la DHfK.

7.1 Le sport en RDA et les problèmes économiques de la fin des années 1980

Le sport dans la deuxième moitié des années 1980 forme en RDA une « île » au sein d'une société en crise[1]. Secteur stratégique pour le régime, il n'est que peu affecté par les privations économiques et continue de bénéficier d'importants subsides de la part du gouvernement. Toutefois, il doit tout de même s'adapter aux conditions économiques en constante dégradation, notamment en délaissant les considérations idéologiques au profit d'une approche plus pragmatique.

1. Concernant la crise des années 1980 en RDA, on pourra consulter pour les aspects économiques les travaux d'André Steiner « Zwischen Konsumversprechen und Innovationszwang » (1999) ou *Von Plan zu Plan* (2007). À propos des conséquences des problèmes d'approvisionnement, on se référera entre autres aux derniers chapitres de l'ouvrage d'Annette Kaminsky *Wohlstand, Schönheit, Glück* (2001).

En outre, les procédures bureaucratiques strictes se sont progressivement enrayées et ont paralysé l'action des organismes du sport, réduisant son efficacité, tandis que l'orthodoxe hiérarchie du mouvement sportif s'est montrée incapable et peu disposée à réagir aux bouleversements en cours dans la société est-allemande.

7.1.1 Le financement du sport est-allemand dans les années 1980

À partir du milieu des années 1980, la dichotomie déjà visible entre le sport pour tous et le sport de haut-niveau s'est fait de plus en plus cruellement ressentir. Tandis que le premier s'enfonce dans la misère et la pénurie, faute de financements, au point qu'il devient de plus en plus compliqué en RDA de pratiquer une activité physique régulière, le second continue de bénéficier des largesses du régime, même si des concessions mineures sont à consentir. Ce phénomène a éloigné les citoyens de leurs athlètes, vus comme faisant partie de la *nomenklatura* du pays. Ce fossé grandissant va donc à l'encontre du but majeur fixé par le régime au sport : celui d'unifier les citoyens autour de ses champions.

7.1.1.1 La paupérisation du sport pour tous

Le sport pour tous a en effet été durement frappé par l'effondrement du système productif est-allemand à la fin des années 1980. L'exercice d'une activité sportive dans la vie quotidienne était très répandu dans la société de RDA. La DTSB peut réellement justifier son statut d'organisation de masse, car en 1988, l'ensemble des sections disciplinaires de la fédération compte ainsi près de 3,8 millions de membres[2]. De même, pour la seule année 1983, plus de quatre millions de citoyens de RDA avaient reçu un des badges récompensant une performance sportive (*Sportleistungsabzeichen*)[3], et ce dans un pays d'un peu plus de 16,5 millions d'habitants. Toutefois, les conditions dans lesquelles se passent ces pratiques sportives rendent la réalisation du dicton de 1959 de Walter Ulbricht « pour tout le monde, partout, du sport une fois par semaine » (*jedermann, an jedem Ort, jede Woche einmal Sport*[4]) de plus en plus difficile.

Les sportifs amateurs sont en effet confrontés à partir de 1979-1980, aux pénuries qui vont progressivement paralyser l'ensemble de la société est-allemande. Il devient presque impossible de trouver le matériel – même basique – nécessaire à la pratique du sport : chaussures et vêtement, bicyclettes et ballons ne sont plus produits en nombre suffisant et viennent à manquer dans les commerces du pays, jusqu'à devenir quasi introuvables, sauf à avoir recours aux *Westpakete*[5]. Ces problèmes d'approvisionnement deviennent

2. Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, éd. *Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik 1990*. Berlin (Est) : Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1990, p. 330.

3. Jonathan Grix. « The Decline of Mass Sport Provision in the German Democratic Republic ». In : *The International Journal of the History of Sport* 25.4 (2008), p. 406-420, p. 408.

4. « Für jedermann, an jedem Ort, jede Woche einmal Sport ». In : *Neues Deutschland* 14.152 (5. 6. 1959), p. 5.

5. Braun, « Jedermann an jedem Ort – einmal in der Woche Sport. Triumph und Trugbild des DDR-Sports », *op. cit.*, p. 183.

une des thématiques récurrentes des lettres des citoyens envoyées aux instances centrales (*Eingaben*[6]) et en particulier à Manfred Ewald, qui, conscient et s'excusant du problème, ne peut apporter de solutions concrètes[7]. La situation est critique pour la plupart des disciplines mais tout particulièrement pour les sports de catégorie II, qui ne bénéficient que de peu de soutien gouvernemental, mais dont certaines, comme la planche à voile ou le body-building, deviennent très populaires durant les années 1980[8]. Ainsi, en 1983, le secrétaire général de la fédération de basket-ball lance l'alarme : « la situation est devenue insoutenable. Les joueurs doivent échanger leurs chaussures à chaque changement pour que les suivants puissent jouer[9] ».

Cette situation ne concerne pas seulement le matériel sportif, mais également l'accès aux équipements qui, faute d'entretien et par manque de pièces de rechange, tombent en panne, ne peuvent être réparés et deviennent inutilisables pendant de longs mois. C'est particulièrement le cas pour les piscines publiques : dans un audit interne à la DTSB établi en 1986, ce sont plus de la moitié des établissements du pays qui ne peuvent être utilisés que de manière partielle en raison de problèmes techniques[10]. Après la réunification, l'inventaire réalisé par les instances du sport réunifié montre que seuls 10 à 20 % des équipements sportifs des nouveaux *Länder* sont en état d'être utilisés à pleine capacité[11].

Enfin, si malgré tout, équipements et matériels sont disponibles, priorité est donnée dans leur utilisation aux clubs de haut-niveau ou aux KJS ; les créneaux ouverts aux clubs d'entreprise ou au grand public étant réduits souvent au minimum. Ainsi, à Dresde en 1981, trois piscines étaient encore ouvertes au public, pour un total de quarante-quatre heures hebdomadaires de séances publiques ; quatre ans plus tard, la seule piscine encore en fonctionnement ne proposait plus que vingt-quatre heures par semaine, et ce pour une ville de plus d'un demi-million d'habitants[12].

6. Les *Eingaben* (littéralement « adresses » ou « pétitions » en français) sont des lettres, rédigées par un citoyen ou un groupe de citoyen, concernant un ou des problèmes rencontrés dans leur vie quotidienne et adressées à un membre du gouvernement ou de l'administration, afin de demander son aide dans sa résolution. Ces pratiques étaient d'ailleurs encouragées par le régime, afin de mettre le doigt sur les difficultés existant au sein du pays et étaient même protégées par une loi. *cf.* « Gesetz über die Bearbeitung der Eingaben der Bürger. Vom 19. Juni 1985 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 26 (19. 6. 1975), p. 461-462. Ces *Eingaben* sont considérées comme des sources précieuses pour les historiens afin de dépeindre l'état de l'opinion publique du pays. On consultera sur le rôle de ces lettres dans le système de la RDA : Peter Becker et Alf Lüdtke : *Akten. Eingaben. Schaufenster* (1997) ou bien encore la thèse de doctorat de Felix Mühlberg *Informelle Konfliktbewältigung* (1999).

7. Grix, « The Decline of Mass Sport Provision in the German Democratic Republic », *op. cit.*, p. 410.

8. Braun, « Jedermann an jedem Ort – einmal in der Woche Sport. Triumph und Trugbild des DDR-Sports », *op. cit.*, p. 181.

9. *« Der Zustand ist unerträglich geworden. Die Spieler tauschen schon bei Auswechselungen ihre Schuhe, damit der nächste Spieler spielen kann »* ; cité d'après : *« Eingabe von H. N »* (10.1.1983), in : Deutscher Turn- und Sportbund. « Eingaben. Band 6 ». BArch DY 12/3357. (1982-1983).

10. Grix, « The Decline of Mass Sport Provision in the German Democratic Republic », *op. cit.*, p. 410.

11. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 337.

12. *« Eingaben am ZK der SED »* (3.5.1985). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Eingaben von Betriebssportgemeinschaften (BSG), Sportverbänden und -vereinen, DTSB- und SED-Organisationen und Kommunen ». BArch DY 30/4979. (1981-1986).

Le sport amateur en RDA a donc été fortement frappé par les pénuries d'un système économique à bout de souffle et tout comme les Trabant maintenues en vie par des réparations de fortune et comme les citoyens devant s'armer de patience et de courage face aux pénuries de produits courants, le sportif de tous les jours ne pouvait compter que sur sa patience et son ingéniosité pour assouvir ses passions.

7.1.1.2 Le sport de haut-niveau, un domaine préservé

Toutefois, ces sacrifices et privations ne concernent pas, ou tout du moins que très partiellement le monde du haut-niveau qui forme un domaine privilégié dans la société est-allemande.

Le sport de haut-niveau a en effet continué de bénéficier d'un budget confortable. Ainsi, d'après les informations rendues publiques par le gouvernement de la RDA lui-même, les sommes consacrées aux instances sportives du pays ont été en quasi continuelle augmentation dans les années 1980, passant de 672 millions de marks en 1980 (*DDR-Mark*), à 1,09 milliard en 1987. On constate simplement une très légère baisse l'année suivante à 1,06 milliard[13]. Or, Hans-Joachim Teichler estime que sur ces sommes et sur les moyens en personnel des organisations, entre 70 et 80 % étaient consacrés aux athlètes d'élite et à leur suivi, alors qu'ils ne représentaient qu'environ 2 % des 3,8 millions de la DTSB[14]. Entraînement, détection et développement des talents, ainsi que voyages à l'étranger des athlètes étaient garantis dans le budget de l'État. En outre, ces derniers bénéficiaient de la priorité dans l'accès aux matériels nécessaires à la pratique du sport ainsi qu'aux créneaux des différentes structures du pays et ils recevaient cadeaux et privilèges de la part du régime. Les infrastructures utilisées par l'élite des athlètes du pays étaient également en bien meilleur état que celle du grand public et étaient beaucoup mieux entretenues. Les travaux d'entretien ou de restauration étaient très fréquents et étaient chiffrés chaque année à plusieurs dizaines de millions de marks[15].

À ce train de vie quotidien globalement inchangé et satisfaisant, s'ajoutaient également des dépenses somptuaires, qui sont en décalage colossal avec la situation générale de l'économie. Le cas le plus frappant a notamment été la construction entre 1980 et 1986 de la piste de luge et de bobsleigh d'Altenberg, en Saxe actuelle, un équipement construit à l'initiative de Mielke et de la *SV Dynamo*. Cette dernière fut d'ailleurs la gérante du lieu jusqu'à sa dissolution et l'usage de la piste ne fut réservé qu'aux sportifs de haut-niveau[16]. On notera également les péripéties de la construction, ayant conduit les dirigeants du régime à faire démolir, puis rebâtir une grande partie des virages, après des retours négatifs des athlètes ayant testé la piste, en raison de mauvais calculs d'angles[17].

13. Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik 1990*, *op. cit.*, p. 261-262.

14. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 87.

15. *« Objektliste Sportbauten für den Leistungssport, die Sportwissenschaft und die Sportmedizin »* (1989). In : Bereich Kommerzielle Koordinierung, « Barch DL 226/1236 », *op. cit.*

16. Uwe Karte. « Geheime Sprengung ». In : *Sächsische Zeitung* (5. 10. 2015). url : https://www.saechsische.de/plus/geheime-sprengung-3215077.html (visité le 29. 8. 2019).

17. *Ibid.*

Les coûts ne furent jamais dévoilés dans la presse de l'époque, mais alors que les sportifs du pays manquaient de chaussures et de ballons, ce sont officiellement 130 millions de marks qui ont été investis dans cette piste. Des journalistes après la chute du Mur allèrent jusqu'à parler d'un coût total de 200 millions de marks[18].

Cette posture était cependant défendue par les autorités de régulation du sport en Allemagne de l'Est qui soutenaient et approuvaient les budgets importants accordés au haut-niveau et refusaient que de trop grands changements ne soient apportés aux structures et aux modes de fonctionnement existants. Ainsi, en 1987, le gouvernement du SED avait pour projet de fonder une agence commerciale pour le sport, chargée de gérer et d'augmenter les revenus internationaux générés par le sport (droits de diffusions médiatiques, primes des athlètes, vente de différents services), afin de limiter les coûts et d'apporter dans le budget de l'État quelques devises occidentales. Toutefois, la DTSB a de suite tenté de limiter la portée de cette agence et de souligner les spécificités du sport :

> La bonne position du sport en RDA devrait donc être utilisée afin de compenser l'augmentation des investissements dans le sport de haut-niveau à travers des entrées de devises bien précises. […] L'entrée de devises issues du commerce du sport ne peut cependant pas couvrir les besoins totaux en devises de la DTSB[19].

Si la DTSB accepte la fondation de cette agence, elle insiste pour le sport ne soit pas soumis à des restrictions budgétaires importantes ou ne soit l'objet d'une logique de rentabilité. En outre, d'importants conflits ont eu lieu pour son contrôle entre d'une part Manfred Ewald, président de la DTSB, et Alexander Schalck-Golodkowski[20], en charge de la Coordination commerciale – *Kommerzielle Koordinierung* (KoKo)[21]. Alors que ce dernier voulait que cette agence permette un maximum le renflouement des caisses de l'État, Ewald souhaitait, lui, pouvoir continuer de financer son organisation à l'aide de cette nouvelle manne.

18. « Die Wintersaison in Altenberg fällt aus ». In : *Neue Zeit* 47.206 (4. 9. 1991), p. 15.

19. *« Die gute Position des DDR-Sports sollte deshalb genutzt werden, um den erhöhten Aufwand im Leistungssport durch gezielte Valutaeinnahmen zu kompensieren. […] Die Valutaeinnahmen aus dem Kommerz des Sports können jedoch nicht den Gesamtdevisenbedarf des DTSB abdecken »* ; cité d'après : *« Entscheidungsvorschlag zur Bildung einer Sportagentur beim DTSB der DDR »* (1.6.1987), in : Bereich Kommerzielle Koordinierung, « Barch DL 226/1236 », *op. cit.*

20. *« Brief von Alexander Schalck-Golodkowski an Egon Krenz über Bildung der Sportagentur »* ; (2.6.1987). In : *ibid.*

21. La « Coordination commerciale » – *Kommerzielle Koordienierung*, souvent appelée KoKo, fut créée en 1966 et dirigée durant toute son existence par Alexander Schalck-Golodkowski. Son rôle, tenu secret, était de faire parvenir dans les caisses de l'État des devises occidentales afin de maintenir l'économie à flot. Elle contribua très fortement à la négociation du *Milliardenkredit* de 1983, qui sauva temporairement la RDA de la faillite. Son activité provoqua cependant d'importantes controverses du temps de la RDA, mais également après la réunification, lors de la révélation de pratiques plus qu'ambiguës : vente d'armes, importations de déchets industriels depuis la RFA, ou exportation commerciale de sang et plasma humains. *cf.* Matthias Judt. *Der Bereich Kommerzielle Koordinierung. Das DDR-Wirtschaftsimperium des Alexander Schalk-Golodkowski – Mythos und Realität.* Berlin : Ch. Links Verlag, 2013.

Le sport de haut-niveau forme donc un ensemble à part à la fin des années 1980, loin des privations et des pénuries auxquelles font face les citoyens et les sportifs de tous les jours et constitue donc un espace toujours privilégié dans l'accès aux ressources.

7.1.1.3 La perte de la dimension idéologique

Toutefois, même si le cadre général du financement du sport de haut-niveau n'a que peu changé et si ce domaine d'action est toujours considéré par le gouvernement comme prioritaire politiquement, certaines adaptations au contexte économique en dégradation ont été nécessaires, conduisant à un relâchement de l'offensive idéologique au profit de considérations plus pragmatiques.

Les années 1980 marquent le glissement définitif de l'olympisme vers le sport professionnel. Alors qu'Avery Brundage, président du CIO de 1952 à 1972 s'était fait le chantre de l'amateurisme, ses successeurs, Lord Killanin (en poste de 1972 à 1980), et surtout Juan Antonio Samaranch (de 1980 à 2001), ont, eux, définitivement abandonné ces pratiques et ont fait entré les Jeux dans l'ère de l'économie de marché avec la multiplication des opérations de sponsoring et l'augmentation exponentielle des sommes reçues pour les droits de diffusion à la télévision[22]. La quasi totalité des disciplines sportives, même les plus réticentes à l'origine – athlétisme, hockey sur glace, rugby à XV notamment – sont concernées par la professionnalisation du sport de haut-niveau, dans un mouvement qui s'est achevée dans le milieu des années 1990[23].

Officiellement, la RDA se positionne comme étant radicalement opposée à cette évolution. Cette « commercialisation du sport » selon ses termes, dénature l'esprit et les valeurs de l'olympisme et souligne les dérives du modèle capitaliste. Seul l'amateurisme permettait de révéler les vrais bienfaits du sport, d'après la vision de Berlin-Est[24]. On peut toutefois également penser que cette position n'était pas dénuée d'intérêts stratégiques, car l'arrivée de sportifs professionnels risquait de menacer la suprématie des amateurs d'État du bloc de l'Est dans des disciplines qu'ils dominaient jusque-là[25]. Le soutien de ces sportifs par des mécènes privés, des primes de résultats ou par des contrats fédéraux leur permettaient en effet de pouvoir se consacrer à temps plein à la pratique sportive et de s'entraîner dans des proportions similaires à celles des amateurs d'État du socialiste. La RDA a plaidé pour un maintien de l'amateurisme et a condamné vivement la politique des pays occidentaux en faveur du professionnalisme. Ainsi, en 1983, Manfred Ewald commente-t-il une session du CIO avec ces termes :

> Un très grand danger pour le mouvement olympique international et le sport mondial provient de toutes les forces qui essaient de professionnaliser le sport

22. GILLON, « Une lecture géopolitique du système olympique », *op. cit.*, p. 431-432.

23. Jean-Bernard Marie MOLES. « La professionnalisation du rugby français. Pouvoir économique et lien social ». In : *Corps & Culture* 3 (1998). URL : https://journals.openedition.org/corpsetculture/470 (visité le 25. 9. 2019).

24. Peter BOEGER. *Kampf gegen "Professionalisierung und Kommerzialisierung" im Sport. Wie die DDR dennoch zu einem adidas-Land wurde. Teil II.* In : *Deutschland Archiv Online*. 10. 8. 2015. URL : http://www.bpb.de/210501 (visité le 2. 9. 2019).

25. LESKE, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 227.

> et de le livrer aux abus de la commercialisation. […]
> Pour ces forces, il est question du pouvoir au sein du sport mondial, de l'exploitation des sportifs et de leurs profits. Et enfin, il est question pour eux du combat contre le socialisme[26].

Si les cibles principales de ces attaques en dénaturation des valeurs du sport étaient en premier lieu les pays occidentaux, les fédérations internationales et le CIO, les pays du pacte de Varsovie n'étaient pas exempts des remontrances de la part de Berlin-Est face à leur manque de rigueur idéologique, en particulier la Pologne et la Hongrie, jugées bien trop laxistes face aux avancées du professionnalisme[27].

Si la RDA s'est publiquement engagée contre ces dérives et a tenu à conserver le même cadre pour son système sportif autour de l'amateurisme[28], elle a dû toutefois consentir à certaines concessions afin d'assurer des entrées de capitaux plus que nécessaires pour le budget du pays. Cela est passé, comme nous l'avons évoqué dans la section précédente, par la création d'une agence commerciale pour le sport, chargée de négocier et gérer les revenus issus des contrats de sponsoring, des droits à l'image des athlètes et autres acteurs des compétitions sportives, de certains produits dérivés (mascottes, produits textiles, etc.), des primes reçues par les athlètes ou bien encore de la vente de places dans les différents programmes de formation de la DTSB et du StKS[29]. Toutefois, si la décision de la fondation de cette agence a été prise en 1987, il faudra attendre octobre 1989 pour qu'elle soit mise en fonctionnement. Sa création fut donc beaucoup trop tardive pour qu'elle n'ait d'effets sensibles sur le quotidien des athlètes[30]. Une des manifestations les plus visibles de ces tentatives de rentabiliser le sport de haut-niveau en s'ouvrant aux capitaux occidentaux a probablement été la signature en 1982 d'un contrat de sponsoring avec Adidas, qui devenait l'équipementier officiel des athlètes de la RDA. La marque s'était engagée à fournir pour 300 000 deutsche marks annuels de vêtements et autres équipements sportifs aux athlètes d'Allemagne de l'Est et à verser 600 000 deutsche marks à la DTSB pour le droit à l'image. Ce contrat fut plusieurs fois prolongé, la dernière fois en 1989[31]. Cette position tranche radicalement avec l'intransigeance affichée par le régime quelques années plus tôt sur la question de l'utilisation commerciale de l'image des « diplomates en survêtement » par les groupes industriels de l'Ouest. En 1972, la DTSB menaça par exemple de poursuites judiciaires, la société *Sprengel*, une marque de chocolat qui distribuait dans ses tablettes des images auto-collantes des athlètes ouest-

26. *« Eine sehr große Gefahr für die internationale olympische Bewegung und den Weltsport geht von jenen Kräften aus, die versuchen, den Sport zu professionalisieren und ihn dem kommerziellen Mißbrauch auszuliefern. […] Diesen Kräften geht es um die Macht im Weltsport, um die Ausbeutung der Sportler und um den Profit. Und schließlich geht es ihnen um den Kampf gegen den Sozialismus »* ; cité d'après : Manfred Ewald. « Der Sport braucht den Frieden ». In : *Theorie und Praxis der Körperkultur* 22.3 (3/1983), p. 163-166, p. 164.

27. *« Bericht von der Abteilung Sport der SED an Egon Krenz über die Kommerzialisierung des Sports in der UdSSR und anderen sozialistischen Ländern »* (6.3.87), p. 9, in : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/4966 », *op. cit.*

28. *Ibid.*, p. 17.

29. *« Entscheidungsvorschlag zur Bildung einer Sportagentur beim DTSB der DDR »* (1.6.1987), p. 5-6, in : Bereich Kommerzielle Koordinierung, « Barch DL 226/1236 », *op. cit.*

30. *« Beschluss zur Gründung einer Sportagentur der DDR »* (1.6.1989), in : *ibid.*

31. Boeger, *Kampf gegen "Professionalisierung und Kommerzialisierung" im Sport II*, *op. cit.*

et est-allemands. La RDA s'offusqua à l'époque de la commercialisation de l'image de ses sportifs et du détournement de l'idéal olympique[32].

De même, la prise en compte obligatoire de cette dimension économique pour établir les lignes de conduite des instances sportives a également conduit à la réorientation de certaines priorités concernant les types de partenaires internationaux, notamment dans les pays en développement. Les partenaires les plus proches idéologiquement mais économiquement faibles, comme l'Angola ou le Mozambique, sont délaissés dans l'accès aux places dans les cursus de formation pour entraîneurs ou pour l'envoi de formateurs dans leurs pays, au profit de pays plus solides économiquement, mais parfois beaucoup plus éloignés idéologiquement, comme l'Égypte[33]. En outre, face aux pressions toujours plus grandes de la part des sportifs du pays et face à l'adaptation des autres pays du bloc de l'Est à la commercialisation du sport, la fédération de football est-allemande (DFV) fut contrainte d'accorder à partir du 1er août 1989 aux joueurs d'*Oberliga* le statut de joueurs professionnels, en leur assurant contrats de travail, salaires et primes pour leur activité de footballers, une brèche nette dans les pratiques du pays[34]. Jusqu'à présent, les sportifs du pays étaient officiellement amateurs : ils avaient un employeur qui simplement les déléguaient auprès d'un club sportif.

Ainsi, la place des considérations idéologiques dans la politique sportive de la RDA s'est retrouvée fortement diminuée à la fin des années 1980, notamment en raison des difficultés économiques qui ont forcé le gouvernement à quelques entorses à ses principes. Toutefois, il convient de noter que, malgré tout, la RDA s'est montrée dans ce domaine beaucoup plus conservatrice que la plupart des autres pays du pacte de Varsovie. Certains, comme la Hongrie, avaient déjà introduit des éléments de professionnalisme dans leurs systèmes sportifs[35], ou avaient accepté de transférer légalement certains de leurs joueurs vers des clubs de l'Ouest, souvent sous conditions d'âge ou contre la retenue d'une partie du salaire ou des indemnités de transferts[36]. Quelques cas célèbres ont particulièrement marqué l'attention internationale, comme Zbigniew Boniek qui, dès 1982, fut transféré du *Widzew Łódź* vers la Juventus Turin pour la somme de 1,8 million de dollars[37], ou bien encore le joueur star Lajos Détári, passé en 1987 du *Honvéd Budapest*, club de l'armée hongroise, à l'*Eintracht Frankfurt* pour une somme de 3,5 millions de

32. *« Brief von Hellmann »* (27.4.1972), in : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/96541 », *op. cit.*

33. *« Konzeption für die Beratung und den Abschluß eines Protokolls zwischen dem StKS der DDR und dem Obersten Rat für Jugend und Sport der Arabischen Republik Ägypten auf dem Gebiet von Körperkultur und Sport in den Jahren 1990 und 1991 »* (24.8.1989), in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2837 », *op. cit.*

34. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 235.

35. *Ibid.*, p. 231.

36. Dans les décennies précédentes, les clubs occidentaux comptaient déjà des représentants des pays du bloc de l'Est, mais il s'agissait principalement de dissidents ayant fait illégalement défection, comme Lutz Eigendorf. Il leur fallait donc attendre la fin d'une période de suspension obligatoire, voire d'obtenir la nationalité de leur nouveau pays pour pouvoir rejouer sous de nouvelles couleurs.

37. Piotr Koźmiński. *Poland's pride and joy : Zbigniew Boniek at 60.* In : *Site Internet de l'UEFA.* 3. 3. 2016. url : https://www.uefa.com/memberassociations/news/newsid=2338566.html (visité le 3. 9. 2019).

deutsche marks, faisant de lui le transfert le plus cher de l'époque pour la *Bundesliga*[38]. Ce phénomène s'accéléra entre 1987 et 1989, et au moment de la chute du Mur de Berlin, on estime déjà à plusieurs centaines le nombre de joueurs issus des pays de l'Est et ce tous sports confondus, qui évoluent légalement dans un championnat occidental[39]. Même l'URSS ouvre ses frontières et permet à ses athlètes de devenir professionnels à l'étranger, y compris pour des membres de son imbattable équipe de hockey sur glace, qui a fait la grandeur du pays pendant les années 1980. Ainsi, septembre 1989 voit l'arrivée dans la prestigieuse et lucrative Ligue Nationale de Hockey (LNH) nord-américaine de huit joueurs soviétiques, dont Viatcheslav Fetisov, Vladimir Kroutov, Igor Larionov et Sergueï Makarov, tous les quatre membres du CSKA Moscou, le club de l'Armée Rouge, multiples champions olympiques et du monde[40]. Pour la RDA, cependant, il faudra attendre la chute du régime communiste pour voir en janvier 1990 le premier transfert légal entre l'*Oberliga* et la *Bundesliga* en la personne de Andreas Thom, passant du *BFC Dynamo* au *Bayer Leverkusen*[41].

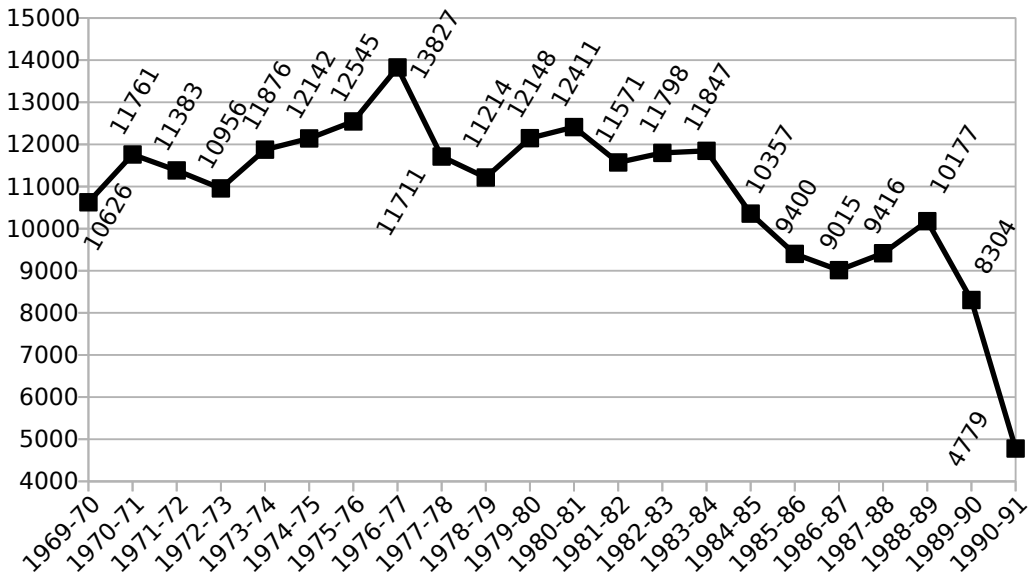
7.1.2 La crise de confiance auprès de la population

Face à cette contradiction au sein du mouvement sportif avec un gouvernement mettant en avant le sport et son importance dans la société socialiste, mais qui ne donne les moyens de le pratiquer qu'à une petite élite triée sur le volet, les citoyens se sont progressivement désolidarisés, voire ont affiché leur hostilité envers le monde du sport.

7.1.2.1 La désaffection des citoyens envers le sport

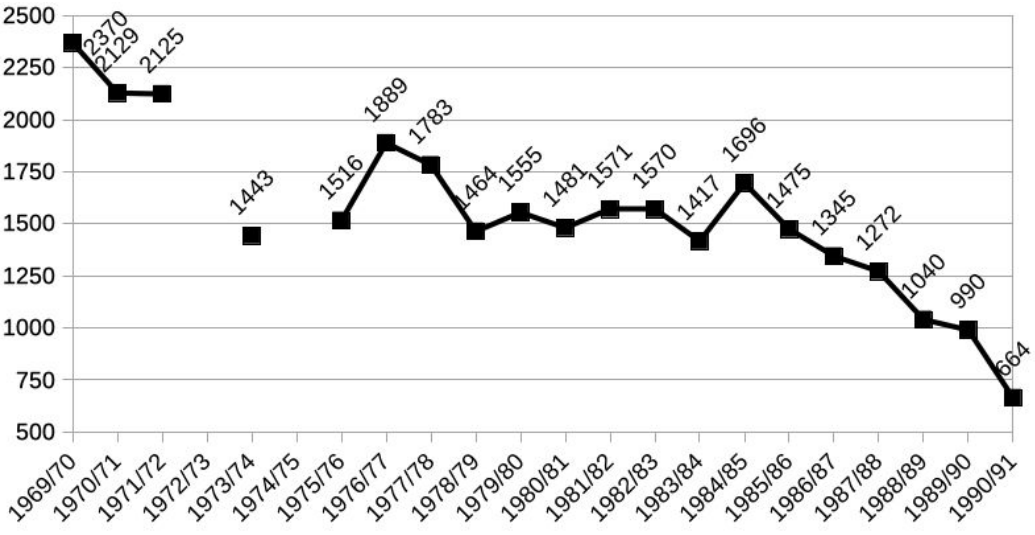
Alors que jusqu'au début des années 1980, les indicateurs semblaient montrer un assez fort soutien de la population envers le système sportif et ses champions, ce lien s'est nettement distendu dans la deuxième moitié de la décennie. Ce désamour s'est notamment traduit par un suivi beaucoup moins régulier des compétitions sportives. Ainsi, la retransmission des Jeux Olympiques et des championnats du monde et d'Europe des différentes disciplines réalisent les meilleures audiences de la télévision est-allemande dans les années 1970, mais ces chiffres sont en nette baisse dans la décennie suivante[42]. Dans son étude, Thomas Fetzer avance comme raison de cette chute la baisse de la qualité des émissions sportives, notamment après la réforme du service des sports de la télévision est-allemande en 1982 et la lassitude des téléspectateurs face aux victoires en série des athlètes de la RDA. Les médailles ont perdu de leur attrait et de leur nouveauté[43]. Toutefois, c'est bien un détachement de la population envers un sport politisé à l'extrême et envers des sportifs s'affichant – volontairement ou non – avec les représentants d'un système politique de plus en plus impopulaire, qui est mis en avant

38. « Wir müssen weg von der Inzucht ». In : *Der Spiegel* 41.32 (3. 8. 1987), p. 132.
39. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 232.
40. « Krachen im Porsche ». In : *Der Spiegel* 43.52 (25. 12. 1989), p. 120-121.
41. « BFC auf Rang drei bei Hallenturnier in Bremen ». In : *Neues Deutschland* 45.1 (2. 1. 1990), p. 7.
42. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 300.
43. Steinmetz et Viehoff, *Deutsches Fernsehen Ost*, *op. cit.*, p. 455.



Sources : *Site Internet de* The Rec.Sport.Soccer Statistics Fondation. URL : http://www.rsssf.com (visité le 30. 8. 2019).

FIG. 7.1 : Moyenne de spectateurs par match de l'*Oberliga* de football



Sources : *Site Internet de* The Rec.Sport.Soccer Statistics Fondation. URL : http://www.rsssf.com (visité le 30. 8. 2019).
Pas de données pour 1972/73 et 1974/75.

FIG. 7.2 : Moyenne de spectateurs par match de la *DDR-Liga* de football

pour expliquer que nombre d'Allemands de l'Est ont arrêté de suivre ces compétitions ou préfèrent désormais les chaînes de l'Ouest[44]. Les citoyens peuvent désormais également suivre les clubs et les sportifs de la RFA, tout en bénéficiant de commentaires moins chargés idéologiquement.

Le même phénomène est visible dans les stades du pays qui se vident de leurs spectateurs. Ainsi, malgré des tarifs constants et assez faibles – entre deux et six marks pour un billet d'entrée selon la catégorie[45] – l'*Oberliga* de football a perdu en moins de dix ans près d'un tiers de ses spectateurs, passant d'un maximum de 13 827 spectateurs par match en moyenne pour la saison 1980-81 à simplement 9 015 pour l'exercice 1986-87 (*cf.* Fig. 7.1, p. 325). Parmi les raisons de cette désertion : la qualité de jeu inférieur à la *Bundesliga* visible sur les chaînes de la RFA, mais aussi l'amertume face à la manipulation des effectifs et des résultats au profit du *BFC Dynamo* d'Erich Mielke, ainsi que la lassitude face à la domination perpétuelle des joueurs au maillot lie-de-vin. Ceci permettrait également d'expliquer le léger regain de 1988-89, premier championnat gagné par un autre club – en l'occurrence le *SG Dynamo Dresde* – depuis dix ans. La *DDR-Liga*, la deuxième division de football, (Fig. 7.2, p. 325) est également touchée par ce phénomène et perd 40 % de spectateurs entre 1984 et 1988.

Cette perte de soutien ne concerne pas seulement le très haut-niveau, mais bien l'ensemble du système de développement des athlètes. La deuxième moitié des années 1980 marque une recrudescence notable des plaintes et réserves émises à l'encontre des KJS, principalement issues des familles des jeunes athlètes. Au cœur des critiques se trouvait la brutalité avec laquelle étaient traitées les jeunes pousses du système sportif. Les entraînements y étaient exigeants sur le plan moral et physique à tel point qu'ils pouvaient laisser des séquelles sur le développement des enfants, tandis qu'une sélection impitoyable rejetait sans aucun accompagnement ceux qui n'étaient plus considérés comme suffisamment performants[46]. En outre, les parents remettaient également en cause les pratiques d'encadrement médical et les soupçons de la part des parents quant à l'utilisation de produits dopants se faisaient grandissants. Ainsi un nombre grandissant de places restait-il vacant dans les disciplines les plus concernées par ces pratiques[47].

7.1.2.2 Un mécontentement ouvert toujours plus important

Cette perte de soutien de la population s'est également accompagnée d'une hausse des manifestations de franche hostilité envers le monde sportif et ce qui fut perçu comme ses dérives. Ces incidents révèlent cependant un malaise grandissant envers la politisation du sport et les sommes importantes qui y sont investies. Ce phénomène est particulièrement visible dans le milieu du supportérisme. Les supporters, notamment de football, ont été considérés comme des menaces potentielles pour le régime : formant des foules

44. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 300-302.
45. *« Eintrittspreise für Sportveranstaltungen »* (1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2839 », *op. cit.*
46. Fetzer, « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems », *op. cit.*, p. 319.
47. *Ibid.*, p. 322.

importantes et difficiles à canaliser, les groupes de fans pouvaient être à l'origine de débordements[48]. C'est pourquoi ils ont été surveillés de très près par le MfS. Les archives de la Stasi et les compte-rendus des différentes organisations en charge des manifestations sportives soulignent ainsi l'augmentation dans les années 1980 des comportements « négatifs et décadents » ainsi que des messages anti-systèmes chez les supporters[49].

La cible préférée de ces message de défiance : le club du *BFC Dynamo*, haï par les supporters de tous les autres clubs du pays, en raison de la proximité avec la Stasi et du favoritisme dont il bénéficiait. Les supporters des autres équipes, profitant de l'effet de foule pour ne pas être reconnus, proféraient alors quolibets et moqueries, fortement teintées d'arrière-plan politique envers les Berlinois. Un chant particulièrement populaire chez les supporters en déplacement dans la capitale était par exemple, lors des coups francs, un très ambigu : *« Die Mauer muss weg ! »* (« À bas le mur ! »), notamment car le terrain habituel du BFC, le *Friedrich-Ludwig-Jahn-Sportpark* se situait juste à côté de la frontière avec Berlin-Ouest[50]. D'autres slogans, plus politiques et contestataires ont également essaimé dans les stades d'Allemagne de l'Est dans les années 1980. Si ces manifestations se sont retrouvées dans de nombreuses enceintes à travers le pays, c'est chez le deuxième club de Berlin, le *1. FC Union Berlin* qu'elles ont été les plus fréquentes et intenses[51]. Club civil de la capitale, évoluant avec peu de moyens et faisant régulièrement l'« ascenseur » entre l'*Oberliga* et la *DDR-Liga*, l'*Union Berlin* avait gagné la réputation d'un club d'opposants, attirant la jeunesse contestataire de l'ensemble du pays. Pour reprendre un dicton lancé par le magasine satirique *Eulenspiegel* : « tous les fans de l'Union ne sont pas des ennemis de l'État, mais tous les ennemis de l'État sont des fans de l'Union[52] ». Les derbys berlinois étaient ainsi considérés comme particulièrement à risques par les autorités, étaient surveillés de manière rapprochée par la Stasi et joués depuis 1976 sur terrain neutre[53]. Toutefois, les incidents et les provocations envers le BFC ne se sont pas arrêtés pour autant. Des chants particulièrement incisifs envers le gouvernement comme « BFC, champions des truqueurs, c'est ce qu'a ordonné le SED »

48. Braun et Teichler, « Fußballfans im Visier der Staatsmacht », *op. cit.*, p. 562.

49. Du fait de cette surveillance rapprochée, les archives du MfS et de la DTSB contiennent de nombreux documents sur le comportement des supporters. Cette thématique a été traitée de manière assez complète par la recherche – notamment concernant le football – mais principalement sous la forme de chapitres d'ouvrages ou d'articles. À notre connaissance, il n'existe pas de monographie sur le thème des supporters en RDA. On se référera cependant au chapitre 9 de Hanns Leske, *Erich Mielke, die Stasi und das runde Leder* (2004), à Jutta Braun, *« Fußballfans im Visier der Staatsmacht »*, in : *Sport in der DDR* (2003), ou bien encore à la partie II, « Fans », de l'ouvrage d'Alan McDougall, *The Peoople's Game* (2014).

50. Dariusz Wojtaszyn. *Der Fußballfan in der DDR – zwischen staatlicher Regulierung und gesellschaftlichem Widerstand*. In : *Deutschland Archiv Online*. 28. 5. 2018. URL : www.bpb.de/268956 (visité le 30. 8. 2019).

51. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 450.

52. *« Nicht jeder Union-Fan ist ein Staatsfeind, aber jeder Staatsfeind ist ein Union-Fan »*, cité d'après : Dariusz Wojtaszyn. *Fußball verbindet ? Hertha BSC (West-Berlin) und der 1. FC Union (Ost-Berlin) vor und nach 1990*. In : *Deutschland Archiv Online*. 27. 1. 2015. URL : http://www.bpb.de/199829 (visité le 30. 8. 2019).

53. Le *BFC Dynamo* jouait traditionnellement ses matchs de 1971 au *Friedrich-Ludwig-Jahn-Sportpark*, à Prenzlauer Berg. Le *1 FC Union* évoluait – et évolue toujours aujourd'hui – dans le *Stadion an der Alten Försterei*, dans le quartier excentré de Köpenick. Depuis 1976, les derbys se déroulaient dans le *Stadion der Weltjugend*, dans le quartier de Mitte.

(*Schiebermeister BFC, das befahl die SED*) a ainsi souvent résonné dans le *Stadion An der alten Försterei*, mais aussi dans les stades de Dresde et Rostock[54]. « Mieux vaut être un perdant qu'un cochon stupide de la Stasi[55] » faisait également partie du répertoire des supporters de l'Union, clairement hostiles au pouvoir en place.

On note également tout au long des années 1980 une multiplication des dérives violentes dans les stades de RDA, qui contribuent aussi à la baisse du nombre de spectateurs de l'*Oberliga*. Pour la seule saison 1986-87, ce sont ainsi 960 « troubles à l'ordre public » qui sont recensés en marge des rencontres du championnat, un chiffre qui augmente à 1 090 la saison suivante[56]. Nombre de ces débordements avaient un caractère clairement politique et visaient forces de sécurité, policiers ou organes politiques du pays, comme en 1986-87, lorsqu'un groupe d'une vingtaine de supporters du *1. FC Union* crachèrent, menacèrent et allèrent jusqu'à uriner sur un groupe de *Vopos* passant par là[57]. Si des motifs politiques sont à retrouver dans une partie non-négligeable de ces débordements, il ne faut toutefois pas plaquer cette explication sur l'ensemble des faits de violence en marge du sport. Ils doivent être remis dans le contexte plus large de la progression du hooliganisme[58], mouvement en pleine expansion en Europe dans les années 1980 et très bien implanté en RDA[59].

Ces manifestations d'hostilité ne se cantonnent toutefois pas au monde du football, et les incidents concernant les sportifs du pays sont de plus en plus nombreux, face à des citoyens ne pouvant que difficilement supporter les privilèges des athlètes de haut-niveau. Katarina Witt fut par exemple huée lors d'un concert de rock en 1988 organisé par la FDJ, notamment suite à une remarque malheureuse à propos de ses voyages au Canada[60]. Après son deuxième titre olympique à Calgary, la patineuse fut autorisée à arrêter sa carrière sportive et à prendre part – tout en étant rémunérée en devises

54. Patrick Krull. « Doll auf Zeitreise mit Sentimentalitäten ». In : *Welt am Sonntag* (14. 11. 2004). url : https://www.welt.de/print-wams/article118031/Doll-auf-Zeitreise-mit-Sentimentalitaeten.html (visité le 30. 8. 2019), « Häme im Rucksack ». In : *Der Spiegel* 42.36 (5. 9. 1988), p. 188-190 et Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 444.

55. *« Lieber ein Verlierer sein als ein dummes Stasi-Schwein »* ; cité d'après : Christoph Dieckmann. « Unsterblicher Opfermythos ». In : *Die Zeit online* (15. 5. 2017). url : https://www.zeit.de/2017/20/union-berlin-fankult-mythos-ddr (visité le 30. 8. 2019).

56. Mike Dennis. « Soccer Hooliganism in the German Democratic Republic ». In : *German Football. History, Culture, Society*. Sous la dir. d'Alan Tomlinson et Christopher Young. Londres : Routledge, 2006, p. 52-72, p. 52.

57. Christian Lorke. *Ungehindert abreagieren. Hooliganismus in der späten DDR im Spannungsfeld von Anstandsnormen, Sozialdisziplinierung und gesellschaftlichen Randlagen*. In : *Deutschland Archiv Online*. 3. 5. 2012. url : https://www.bpb.de/135223/ (visité le 30. 8. 2019).

58. Le hooliganisme désigne un phénomène assez hétéroclite socialement et sociologiquement, né en Angleterre dans les années 1960, et qui s'est étendu en Europe continentale dans les années 1980. Les hooligans s'organisent en groupes, souvent très bien structurés, et « s'engagent dans une compétition de violence, principalement contre des groupes de clubs opposés ». Stricto sensu, le phénomène est à distinguer du supportérisme ou phénomène ultra. Le hooliganisme se caractérise notamment par la place centrale et la planification des actes de violences. La citation ci-dessus est tirée de Rámon Spaaij : *« Football hooliganism as a transnational phenomenon »* (2007), p. 412. On se réfèrera également pour une définition plus précise du mouvement à Eric Dunning : *« Toward a sociological understanding of football hooliganism as a world phenomenon »* (2000).

59. Lorke, *Ungehindert abreagieren*, *op. cit.*

60. « Über 120.000 begeisterte Zuhörer erlebten mitreißendes Rockkonzert ». In : *Neues Deutschland* 43.144 (20. 6. 1988), p. 1 et Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 36.

occidentales – à des galas à l'étranger de la tournée *Holiday on Ice*. Elle s'est notamment produite à Zurich[61]. Face à une population enfermée dans son propre pays et faisant face aux pénuries, le récit d'une athlète et de ses voyages à l'étranger a provoqué une vague spontanée de contestations et de mécontentement.

Le système sportif et ses héros ont donc perdu dans les années 1980 une grande partie de leur aura et de leur capital de sympathie auprès de la population, qui manifeste de plus en plus son mécontentement soit par son désintérêt, soit directement, envers ce qu'elle considère comme une caste de privilégiés et une dénaturation du sport.

Le sport en Allemagne de l'Est se trouve au cours des années 1980 dans une crise de plus en plus grave. D'une part, cette crise est financière, même si cet aspect ne touche que le sport pour tous. Le manque d'entretien des infrastructures, les ruptures dans le service public, les pénuries toujours plus marquées présentes dans la société touchent également les sportifs et rendent la pratique du sport quasi impossible pour la grande majorité des citoyens du pays. Le sport de haut-niveau constitue cependant un îlot protégé et continue de bénéficier d'un budget important et en hausse. Les pénuries ne concernent pas l'élite des sportifs du pays, même si quelques ajustements – minimes – dans la politique sportive du pays sont à consentir.

L'autre aspect de cette crise, qui découle en partie du premier, est la perte de confiance de la population envers le monde du sport. Las de la politisation, des trucages de résultats et de ce qu'ils considèrent comme des privilèges indus, les citoyens vont se détacher progressivement – et parfois violemment – des instances sportives et de ses athlètes.

7.2 La DHfK dans la crise des années 1980

La politique concernant la DHfK dans la seconde moitié des années 1980 s'inscrit parfaitement dans cette dynamique du sport de haut-niveau et on ne note dans cette période que de très légers changements dans le positionnement idéologique et dans le mode de fonctionnement de l'institution. Toutefois, si aucune modification notoire de la politique de l'école n'est à remarquer durant ces années, la DHfK a également été touchée par les difficultés de la société qui l'entoure et par le grippage progressif de la bureaucratie du pays, qui a fortement affecté l'efficacité des travaux de l'établissement.

7.2.1 Le maintien des grandes lignes directrices

Tout comme la plupart des institutions en charge du sport de haut-niveau en RDA, la DHfK poursuit ses activités en suivant sensiblement les mêmes lignes directrices que précédemment et aucune réforme majeure dans le rôle ou le fonctionnement de l'école n'est à signaler. La deuxième moitié des années 1980 voit simplement de très légères inflexions

61. « Revue-Debüt für Katarina Witt bei "Holiday on Ice" ». In : *Neues Deutschland* 43.261 (4. 11. 1988), p. 4.

dans le profil pédagogique et scientifique de l'école avec l'introduction de quelques mesures favorisant le sport pour tous. On note ainsi une résurgence de ces thématiques dans les discours des principaux responsables de l'école. Ainsi, dans un document interne rédigé en janvier 1989, le recteur de l'école précise par exemple que :

> Le sport de masse va gagner [au sein de l'école] en rayonnement et contribuer à renforcer le bien-être et la santé des citoyens et à rendre leur vie plus active[62].

Cette volonté de remettre le sport pour tous en avant dans la présentation de l'école s'est également manifestée dans les années précédentes par l'introduction de quelques spécialités remettant ce domaine d'activité au sein de l'action de l'école. En 1986, des enseignements de spécialisation en « sport de masse » (*Massensport*) sont ajoutés comme option au diplôme d'entraîneur certifié, notamment afin de fournir aux BSG les entraîneurs nécessaires[63]. Deux ans plus tard, en 1988, une nouvelle forme d'études est proposée au sein des antennes locales de la DHfK, le *Fachschulfernstudium*, parcours uniquement réalisable à distance et ouvert aux personnes n'ayant pas obtenu l'*Abitur*[64]. Soixante places étaient ouvertes par an sur l'ensemble des antennes locales et visaient principalement à :

> qualifier professionnellement des personnes afin qu'elles soient actives sur le plan pédagogique, méthodologique, de l'encadrement, de l'organisation et de la propagande, dans le sport de masse concernant les enfants, les adolescents, et les adultes, mais également dans le développement des jeunes talents[65].

Une fois diplômés, ces étudiants étaient censés être affectés dans une entreprise, un combinat ou d'autres entités en charge du sport pour tous[66]. En outre, au sein du cursus principal, ce sont dix places d'études par an qui ont été débloquées à partir de 1987 pour les disciplines de catégorie II, comme le basket-ball, le tennis ou le rugby, qui ne faisaient pas partie des disciplines favorisées financièrement par le régime. Une fois leur formation générale terminée, les étudiants en question pouvaient effectuer leurs stages auprès d'un club proposant ces disciplines afin de se spécialiser dans ce domaine et

62. *« Der Massensport wird an Ausstrahlung weiter zunehmen und dazu beitragen, daß Wohlbefinden und Gesundheit der Menschen gestärkt werden und ihr Leben aktiver gestaltet wird »* ; cité d'après : *« Entwicklungskonzeption der DHfK bis zum Jahre 2000 »* (17.1.1989). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2839 », *op. cit.*

63. *« Grundfragen der weiteren Entwicklung der Aus- und Weiterbildung an der DHfK »* (20.4.1987). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

64. *« Konzeption zur Einrichtung eines Fachschulstudiums ab 1.9.1988 an der DHfK »* (19.6.87). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Fachausbildung an der DHfK ». BArch DR 5/3219. (1978-1990).

65. *« Das Ziel des Fachschulfernstudiums besteht in der beruflichen Qualifizierung von Kadern für die Ausübung einer pädagogisch-methodischen, anleitenden, organisatorischen und propagandistischen Tätigkeit im Massensport der Kinder, Jugendlichen und Erwachsenen sowie im Nachwuchsleistungssport »* ; cité d'après : *« Studienplan für die Grundeinrichtung Sportwissenschaft zur Ausbildung im Fachschulfernstudium an der DHfK »* (1988). In : *ibid.*

66. *« Konzeption zur Einrichtung eines Fachschulstudiums ab 1.9.1988 an der DHfK »* (19.6.87). In : *ibid.*

ensuite être affectés auprès de ces structures[67]. Toutefois, ces nouvelles possibilités de formation pour tous ne concernent qu'un nombre assez faible d'étudiants de l'école. Le cœur de son activité reste concentré sur les questions du sport de haut-niveau.

Hormis ce léger rééquilibrage des activités pédagogiques de l'école en faveur du sport pour tous, les années 1980 s'inscrivent dans la même lignée que la décennie précédente et aucun bouleversement majeur ne vient modifier le fonctionnement quotidien de l'établissement. Comme la plupart des autres institutions du milieu, la DHfK continue de fonctionner selon les mêmes lignes directrices, malgré les changements sociétaux et économiques ambiants :

- les conditions matérielles ne semblent pas altérées et l'école continue de fonctionner avec un budget et des moyens humains stables, voire en hausse[68] ;
- les mesures de ségrégation concernant les informations sensibles et autres « secrets d'État » sont maintenues, voire renforcées dans les années 1980[69] ;
- la ligne présentée lors des enseignements et des autres contenus à dimension politique n'a que très marginalement évolué ;
- la fidélité politique des étudiants et des personnels ne semblent pas avoir été altérée. Si la confiance globale de la population envers le monde du sport s'est effritée progressivement, on ne note pas d'augmentation notoire du nombre d'incidents ou de remises en question ouverte du système de la part des personnels ou des étudiants de l'école, et ce jusqu'aux premiers mois de 1989.

7.2.2 L'adaptation au contexte économique

Malgré tout, quelques adaptations ont été nécessaires afin de répondre aux nouveaux objectifs économiques fixés par le régime ainsi qu'aux conséquences qu'ils avaient entraînés.

7.2.2.1 Les mesures d'austérité

Si les grandes lignes de la politique sportive n'ont pas changé au sein de la DHfK, les demandes d'économie venant du StKS ont été de plus en plus pressantes, notamment dans la réalisation des plans de déplacements internationaux. Des consignes de modération concernant l'utilisation des fonds réservés aux déplacements apparaissent dès le milieu des années 1970[70] et les autorités de Berlin-Est insistent à partir de 1985 pour que chaque année les relations internationales se fassent sous les principes de « la plus stricte

67. *« Zur Ausbildung der Studenten Abt. Sport II an der DHfK »* (22.4.87), in :Prorektor für Bildung, « UAL DHfK VWA 3806/3 », *op. cit.*

68. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 342-343.

69. *« Inventarbericht zum Stand der Durchsetzung der "Anordnung zum Schutz von Staatsgeheimnissen" an der DHfK über den Berichtszeitraum von 1987/88 »*. In : Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 4376 », *op. cit.*

70. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 4.

des parcimonies et si possible la réalisation de bénéfices en devises occidentales[71] ». Il fut demandé de réduire le nombre de personnes partant à l'étranger ou la durée de leurs séjours, de combiner les déplacements – colloques scientifiques adossés à une réunion d'une organisation internationale – ou bien encore d'insister pour que les parties invitantes prennent en charge la plus grande partie possible des coûts de déplacement ou d'hébergement[72].

Ces demandes d'économie ont eu quelques répercussions sur les programmes de déplacement des membres de l'école, notamment via la censure effectuée par le StKS des projets de voyages jugés trop coûteux ou trop peu intéressants par rapport aux montants demandés. C'est particulièrement le cas des demandes pour les observations de compétitions situées hors du monde socialiste, à plusieurs reprises bloquées pour des raisons budgétaires, provoquant l'incompréhension de la DHfK face à des décisions parfois peu claires[73]. En outre, ces considérations budgétaires ont également eu des conséquences directes sur les relations de l'école avec les organisations internationales en charge des sciences du sport, où seules celles prenant en charge les frais de déplacement étaient considérées par l'école de Leipzig. Ainsi, si on note un raffermissement du lien avec la Fédération Internationale de Médecine du Sport (FIMS) pendant la fin des années 1980, la DHfK a quasiment cessé de participer aux réunions de l'Association Internationale des Écoles Supérieures d'Éducation Physique (AIESEP), jugées trop onéreuses[74].

Cette prise en compte des consignes venant des autorités de tutelle de l'école a coûté en temps et en énergie aux membres de l'école, qui devaient désormais argumenter avec les partenaires, chercher de nouvelles sources de financement et attendre l'aval du StKS. Cela n'a toutefois pas foncièrement changé les volumes d'échange avec l'étranger. Ainsi, le nombre de manifestations scientifiques avec l'« étranger non-socialiste » n'a pas subi de baisse notable à partir de 1985 (*cf.* Fig. 5.2, p. 222) et le budget consacré à ces déplacements restés à la charge de l'école s'est maintenu autour de 3 500 *Valutamarks* annuels, et ce même à la fin de l'existence de la RDA. Le StKS avait en effet signalé par ces mesures d'économie devaient se faire « sans limiter les devoirs de la DHfK[75] ». Ainsi, le quotidien des personnels de l'école s'est notoirement compliqué du fait de ces nouvelles consignes en termes budgétaires, mais le fonctionnement général de l'établissement sur le plan pédagogique et scientifique n'a été que peu modifié.

71. *« Der "Internationale Plan" ist deshalb in einem Vorwort unter Kennzeichnung der wesentlichen politischen und fachlichen Ziel- und Aufgabenstellung bei strikter Beachtung […] des Prinzips der strengsten Sparsamkeit und einer möglichen Valutaerwirtschaftung zu begründen »* ; cité d'après : Büro des 1. Prorektors. « Reiseplan 1985 mit dazugehörigen Unterlagen ». UAL DHfK VWA 3419/2. 1985.

72. *« Ordnung für die Regelung der internationalen Arbeit des StKS und seiner unterstellten Einrichtungen »* (15.3.1986), p. 5. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

73. On notera par exemple la demande d'observation des championnats du monde junior de volley-ball à Alger en 1981 (*cf. « Entwurf des Internationalen Reiseplans 1981 »*. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3006/1 », *op. cit.*) ou bien le refus de plusieurs déplacements en Allemagne de l'Ouest, au Mozambique, en Corée du Nord ou bien même en Hongrie en 1983 (*cf. « Brief des Rektors an SKKS »*, in Büro des Rektors, « UAL DHfK VWA 3322 », *op. cit.*).

74. *« Brief von Dr Hermann an Dr Cagigal »* (29.1.1982), in : Büro des 1. Prorektors. « Internationale Gesellschaft der Sporthochschulen und AIESEP ». UAL DHfK VWA 3736/3. (1976-1985).

75. *« Planung 1984 »*. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3419/1 », *op. cit.*

7.2.2.2 De nouvelles cibles concernant les pays en développement

La principale conséquence de ces contraintes budgétaires concernant le quotidien de la DHfK a été une modification nette des partenaires non-européens avec lesquels l'école a traité. En effet, les consignes du StKS concernant la rentabilisation des relations internationales du sport incitaient les institutions qui lui étaient subordonnées à dégager des bénéfices en termes de devises par les moyens suivants :

- exportation de compétences immatérielles ;
- recettes provenant des paiements de partenaires étrangers couvrant une partie ou la totalité des coûts de la formation de cadres en RDA et de l'envoi d'experts de la RDA à l'étranger ;
- recettes provenant de l'impression et de la vente de brochures, littérature scientifique et de périodiques ;
- frais de participations aux événements internationaux ayant lieu en RDA[76].

La DHfK a encouragé à plusieurs reprises des chercheurs étrangers, notamment occidentaux, et des institutions internationales à se tourner vers les services d'exportations de la RDA afin qu'ils puissent acquérir les documents qu'ils souhaitaient[77], mais les troisième et quatrième points de la liste ci-dessus ne représentent que des gains marginaux pour le budget national. Ce sont donc via les premier[78] et deuxième points de cette liste que s'est concentré le gros des efforts, c'est-à-dire par la commercialisation d'une partie des places au sein des programmes pour étudiants étrangers et par l'envoi de conseillers de la RDA dans les pays étrangers.

Cette solution permettait en effet d'utiliser la bonne réputation internationale de l'école afin d'attirer de nouveaux partenaires, qui n'avaient pu bénéficier jusque-là des offres de formation. Cela avait également l'avantage de dégager rapidement des sommes relativement importantes, de l'ordre de plusieurs milliers de dollars par mesure. Ainsi,

76. *« Export immaterieller Leistungen, anteilige oder kostendeckende Einnahmen aus Zahlungen ausländischer Partner für die Ausbildung von Kadern in der DDR und den Einsatz von DDR-Experten im Ausland, Einnahmen aus dem Druck und Verkauf von Broschüren, Fachliteratur, Periodika und Teilnahmegebühren bei internationalen Veranstaltungen in der DDR »* ; cité d'après : *« Ordnung für die Regelung der internationalen Arbeit des StKS und seiner unterstellten Einrichtungen »* (15.3.1986) p. 6. In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3732/3 », *op. cit.*

77. Par exemple : *« Briefaustausch zwischen Carole Rutherford und Dr Jahn »* (25.11.1983) ou bien *« Briefaustausch zwischen dem IAAF und Dr Jahn »* (1985). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3729/1 », *op. cit.*

78. Le terme de « compétences immatérielles » (*immaterielle Leistungen*) est un terme officiellement utilisé par la RDA dans les années 1980, mais également peu clairement défini. Il désigne l'ensemble des compétences et services du pays pouvant faire l'objet d'une commercialisation : achat de brevets, de places d'études, de droits d'utilisation, etc. Pour le domaine de compétence du StKS, le Conseil des ministres définit en 1983 ces compétences comme suit : « formation d'entraîneurs pour des disciplines spécifiques, documentation pour des disciplines spécifiques, documentation pour l'éducation physique en général, programmes de formation des entraîneurs et des athlètes, projets pour la construction de centres de formations et de pratiques sportives, formation de fonctionnaires, d'entraîneurs et de professeurs de sport dans les institutions de la RDA ». *cf.* Ministerrat der DDR. « Beschluß zur Steigerung des Exports immaterieller Leistungen ». BArch DC 20-I/3/1923. 7. 4. 1983, p. 68.

en 1988, l'Égypte déboursa près de 7 200 dollars américains pour que deux de ses ressortissants participent à l'ITK[79]. Ainsi, en observant la liste des États participant à l'ITK dans les annexes du présent manuscrit (p. 413), on voit poindre dans la deuxième moitié des années 1980 des pays n'ayant jamais participé préalablement au programme[80] et dont le positionnement politique est très éloigné des idéaux du socialisme, comme pour le Brésil en 1989 et 1990, les Émirats Arabes Unis en 1987, le Koweït en 1988 et 1989, ou la Thaïlande en 1990.

Toutefois, cette commercialisation des places d'études et de l'envoi de spécialistes affaiblit nettement le rôle premier de ces échanges qui est de gagner dans ces pays des ambassadeurs du socialisme et de renforcer les liens entre les pays partenaires et la RDA. En effet, la séparation faite par le Conseil des ministres[81] des différents pays en plusieurs catégories en fonction de leur degré de solvabilité et de solidité financière a conduit à ce que la DHfK doive négocier pour que des partenaires comme l'Égypte, l'Irak ou la Syrie prennent en charge les coûts de formation, ce qui était jusque-là fait par la RDA[82]. En outre, si les instances de la RDA continuaient à garantir des places gratuites au nom de la « solidarité internationale »aux pays de catégorie IV – pays faibles économiquement, mais proches idéologiquement – comme le Ghana, la Guinée ou la Tanzanie[83], celles-ci ainsi que les propositions d'envoi de formateurs qui leur étaient réservées diminuèrent en nombre. Ceci mime l'évolution globale de la politique étrangère de l'Allemagne de l'Est envers les pays du Tiers-Monde, où les partenaires classiques, mais trop faibles économiquement furent de plus en plus délaissés au fil des années 1980 pour des raisons économiques[84].

La seconde moitié des années 1980 est donc marquée au sein de l'école par une nette baisse du combat idéologique et politique via les relations internationales pour des questions plus pragmatiques. Cependant, ces nouvelles orientations ont elles-mêmes eu des résultats assez mitigés, puisqu'elles n'ont pu rapporter que des sommes assez modestes. En 1986, l'ensemble des activités commerciales du StKS et de ses institutions subordonnées ne permit de dégager que 100 000 *Valutamarks*, et seulement 75 000 l'année suivante, très loin des coûts engendrés par les différents programmes envers les pays en développement[85].

Ainsi, le quotidien de l'école n'a pas été modifié outre-mesure par les changements de politique budgétaire instaurés avec la crise économique en vigueur en RDA et la DHfK n'a ni subi de coupes budgétaires, ni de réformes profondes de son organisation. Toutefois, les quelques adaptations nécessaires à ces conditions économiques ont conduit

79. *« Konzeption für die Beratung und den Abschluß eines Protokolls zwischen dem StKS der DDR und dem Obersten Rat für Jugend und Sport der Arabischen Republik Ägypten »* (24.8.89). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2837 », *op. cit.*

80. Dans les archives consultées, aucune distinction directe n'est faite entre les étudiants participants sur une base commerciale, et ceux participants sur la base d'accords politiques

81. Ministerrat der DDR, « BArch DC 20-I/4/5363 », *op. cit.*, p. 51.

82. Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3731/1 », *op. cit.*, p. 8.

83. *Ibid.*, p. 9.

84. Thorel, « Les stratégies tiers-mondistes des deux Allemagnes. », *op. cit.*, p. 55.

85. *« Planung der NSW–Valutamittel 1986 und 1987 »* (9.6.1987). In : Bereich Kommerzielle Koordinierung, « Barch DL 226/1236 », *op. cit.*

à une multiplication des tâches administratives, ainsi qu'à un affaiblissement de la portée politique de son action.

7.2.3 La paralysie du système administratif est-allemand

La crise des années 1980 n'est pas simplement économique, mais plus globalement systémique : c'est l'ensemble du principe du centralisme démocratique qui se délite progressivement ; un principe qui est particulièrement bien ancré en RDA, mieux que dans la plupart des autres démocraties populaires du bloc. Ralph Jessen souligne que « le centre du pouvoir le plus important [c'est-à-dire la direction centrale du parti] était capable de s'occuper jusqu'aux affaires les plus insignifiantes[86] ». Cette citation peut paraître un peu monolithique et semble négliger le rôle des échelles locales dans le système est-allemand, elle permet de comprendre la lourdeur du système administratif qui s'effondre au cours de la seconde moitié des années 1980[87]. L'appareil productif et politique est incapable de s'adapter aux changements sociaux globaux, tandis que pannes et dysfonctionnements majeurs se multiplient. Dans le monde du sport, de manière générale, nous l'avons vu, cela se traduit par une impossibilité de subvenir aux besoins des citoyens, mais ces perturbations mènent également à une chute de l'efficacité en raison de la paralysie progressive des instances de décisions.

7.2.3.1 La multiplication des incidents administratifs

Depuis la 3e réforme des universités, le contrôle des instances centrales sur le quotidien de la DHfK est parfaitement implanté. Selon le principe du centralisme démocratique, les différents responsables de l'école doivent rendre des comptes au recteur, qui lui est placé sous l'autorité directe du secrétaire d'État, lui-même placé sous la tutelle de Honecker. Avec la dégradation de la situation, les demandes faites par Berlin-Est aux instances locales se multiplient, ajoutant à chaque fois de nouvelles injonctions pour le recteur et ses subordonnés. Au sein de la DHfK, les demandes de prudence économique renforcent la censure et les échanges nécessaires avec le StKS concernant les finances de l'école. La remise en question de l'ordre socialiste dans les pays voisins qui se sont manifestées par les manifestations en Pologne ou les réformes économiques en Hongrie sous Károly Grószprovoque des inquiétudes de la part des dirigeants du parti. Ces derniers ont demandé en conséquence un plus grand suivi des possibles dissensions politiques. À partir de 1988, le recteur se doit de transmettre au secrétaire d'État un compte rendu

86. *« Das höchste Machtzentrum [vermochte] auch noch die kleinsten Nichtigkeiten an sich zu ziehen »* ; cité d'après : Ralph Jessen. « Diktatorische Herrschaft als kommunikative Praxis. Überlegungen zum Zusammenhang von "Bürokratie" und Sprachnormierung in der DDR-Geschichte ». In : *Akten, Eingaben, Schaufenster : die DDR und ihre Texte ; Erkundungen zu Herrschaft und Alltag*. Sous la dir. d'Alf Lüdtke et Peter Becker. Berlin : Akademie Verlag, 1997, p. 57-77, p. 72.

87. Jay Rowell. « L'*Eigensinn* bureaucratique en RDA. Distanciation au rôle et autonomie des pratiques administratives ». In : *Sociétés contemporaines* 99-100 (2015), p. 127-146, p. 143.

mensuel et détaillé sur l'état de la situation politique au sein de son établissement[88], une obligation qui fut également valable pour les autres institutions soumises au StKS[89].

La fin des années 1980 voit donc une hypertrophie des règlementations et directives administratives parfois contradictoires entre elles venant du StKS. Ce dernier demandait à ce qu'elles soient appliquées sans délai[90]. Les aller-retours entre les instances centrales et l'école se multiplient et consomment un temps toujours plus important. La réalisation des décisions politiques devient une des principales activités de l'école, au détriment de la qualité de ses autres fonctions. Ainsi, en décembre 1989, le recteur de l'école déclara-t-il que :

> C'est ainsi que nous exécutions avec un zèle mal placé et que nous fixions des objectifs qui ont eu eu pour résultat que l'évaluation de l'accomplissement des objectifs se faisait plus de manière quantitative que qualitative[91].

Or, cette période est également marquée par la paralysie progressive du système administratif et bureaucratique de la RDA. Les fonctionnaires chargés de le faire fonctionner se révèlent débordés et incapables de répondre aux attentes qui pèsent sur eux, engendrant une hausse considérable des délais de réponse, des retards et des erreurs. Le contrôle réel du parti sur les instances se délite progressivement à tel point que l'« État-parti » est souvent qualifié de « coquille vide », sans prise réelle sur le quotidien au moment du déclenchement de la Révolution pacifique[92]. Ce phénomène est particulièrement visible dans l'ouvrage de Landolf Scherzer, publié en 1988, traitant des difficultés de Hans-Dieter Fritschler, secrétaire du SED en charge de l'arrondissement rural (*Kreis*) de Bad Salzungen. Jusque-là mettant en œuvre de manière zélée le centralisme démocratique, il était devenu incapable de répondre aux consignes de ses supérieurs face à l'ampleur de la tâche et des consignes qui lui étaient imposées[93]. Ce dernier devait par exemple résoudre les problèmes de l'ensemble de la vie quotidienne, sur des sujets aussi variés que les trottoirs, les appartements pour les joueurs du championnat de football, les canalisations, l'approvisionnement en légume, les nids-de-poule, les dépotoirs ou l'éclairage public hors-service[94].

Le sport, malgré son statut privilégié, n'est pas exempt de ce phénomène et est également touché par la multiplication des problèmes de communication entre les différents

88. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »*, (28.11.1989), p. 7. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

89. Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

90. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »*, (28.11.1989), p. 7. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

91. *« So übten wir in falscher Disziplin und stellten Forderung mit dem Ergebnis, daß […] die Einschätzung der Erfüllung der Pläne mehr von quantitativen als von qualitativen Aspekten ausging ; »* in : *Ibid.*, p. 8

92. Jean Mortier. « L'évolution du SED dans les années quatre-vingt ». In : *La mise en œuvre de l'unification allemande (1989-1990)*. Sous la dir. d'Anne Saint Sauveur-Henn et Gérard Schneilin. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 1998, p. 99-113, p. 101.

93. Landolf Scherzer. *Der Erste : Protokoll einer Begegnung*. Rudolstadt : Greifen, 1988.

94. *« Bürgersteige, Wohnungen für Liga-Fußballer, Wasserleitungen, Gemüseversorgung, Schlaglöcher, Mülldeponien, defekte Straßenlaternen ; »* in : « Sisyphus in Bad Salzungen ». In : *Der Spiegel* 43.44 (30. 10. 1989), p. 168-169.

niveaux de contrôle et par les difficultés grandissantes de cette navette incessante. Au sein de la DHfK, les allers-retours entre la direction et le StKS sont de plus en plus nombreux afin de s'assurer de la légalité des actions en cours, même les plus banales. Les lettres envoyées par Leipzig restent de plus en plus sans réponse et les autorisations nécessaires tardent à arriver, principalement à partir de 1987. Les délais de traitement des dossiers s'allongent et le moindre échange prend désormais des mois de délai. Ce phénomène est visible dans l'ensemble de l'école, mais est plus particulièrement marqué dans les relations avec l'étranger non-socialiste. Lorsque la direction des relations internationales reçoit une demande issue d'un pays capitaliste, la proposition de réponse envisagée nécessite l'aval du recteur, qui lui même doit attendre le feu vert du StKS pour s'assurer qu'aucune donnée confidentielle n'est révélée. Avec l'augmentation des délais de traitement, il n'est pas rare que la réponse ne soit envoyée que plusieurs mois après la réception de la lettre, remettant grandement en cause l'efficacité de l'école[95]. Le cas le plus extrême retrouvé dans les archives est une correspondance avec l'Université Laurentienne, au Canada, dont la lettre n'a pu recevoir une réponse qu'après plus d'un an de délai. Gisela Fiedler, la directrice de la bibliothèque de l'école, à qui était destinée cette missive ne pouvait que constater qu'« il y [avait] eu de graves problèmes de personnel l'année dernière, de sorte que, malheureusement, beaucoup de lettres n'[avaient] pu trouver de réponses[96] ». Ces délais s'observent également dans de nombreux autres domaines de l'école comme le traitement des dossiers des étudiants ou les affectations professionnelles.

7.2.3.2 L'impossible adaptation aux besoins

Outre ces pannes et problèmes à répétition, le dérèglement du principe du centralisme démocratique a aussi révélé l'incapacité du système à s'adapter aux besoins réels, nécessaires à son propre fonctionnement. Les besoins personnels des individus membres de ce système n'ont jamais été une des priorités du régime socialiste, et caricaturant légèrement, on pourrait même avancer que ce dernier considérait que c'était davantage aux individus d'embrasser et de s'adapter à l'idéal de la société socialiste plutôt que l'inverse. Les années 1980 ont également révélé l'incapacité du parti à produire les conditions nécessaires à son propre maintien, en raison d'une trop grande rigidité dans les modalités de planification de la production. Ceci n'est pas simplement valable pour l'appareil de production de biens matériels, mais également dans la formation de personnels en nombre adapté.

À la DHfK, ce phénomène est visible notamment lorsque l'on considère le détail de la politique de formation. De prime abord, on pourrait croire à une certaine efficacité du système, puisque l'école parvient à remplir les objectifs en termes de nombre d'entraîneurs diplômés, objectifs fournis par la DTSB, ce qui constitue en soi un phénomène qu'il

95. Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3729/1 », *op. cit.*

96. *« There were great problems with personnel last year so that unfortunately many letters could not be responded »* ; cité d'après : *« Briefaustausch zwischen der DHfK und der Université Laurentienne »* (1987-1989). In : *ibid.*, p. 130-135.

convient de souligner face au manque chronique et croissant de main d'œuvre qui frappait la RDA, principalement pour des raisons démographiques[97]. En 1987, la direction de l'école se félicitait d'avoir pu fournir 1 621 entraîneurs diplômés sur les cinq dernières années, ce qui correspond à 106 % des chiffres fixés par la DTSB[98]. Malgré les abandons d'étude, les échecs aux examens ou les rétrogradations politiques, l'école arrive donc à produire quasi exactement le nombre idéal de personnels qui lui incombait, sans trop créer de postes « inutiles ».

Toutefois, les chiffres plus détaillés des résultats de la formation soulignent, eux, davantage de difficultés quant à la réalisation d'objectifs aussi précis que ce qu'ordonnait le gouvernement. Afin de déterminer le nombre d'entraîneurs que la DHfK devait diplômer, les différentes organisations susceptibles de les employer (DTSB, StKS, MfV, etc.) devaient faire part de leurs besoins, et au sein même de la DTSB, les fédérations des différentes disciplines transmettaient leurs exigences à la direction centrale. Le processus pour déterminer la ventilation des places était donc long et fastidieux : désignation des besoins disciplinaires, centralisation à Berlin, transmissions au StKS, puis à la DHfK, qui devait ensuite gérer l'orientation des étudiants ; tout ceci sur des plans pluri-annuels. Il était donc des plus complexes avec cette multiplication des étapes – d'autant plus dans un système proche de l'ankylose – de faire correspondre les besoins des différents acteurs avec le nombre réel d'entraîneurs formés. C'est ainsi que, malgré le respect des quotas généraux fixés par les autorités centrales, le nombre d'étudiants spécialisés dans les différentes disciplines ne correspondait que de très loin aux besoins réels des fédérations. Certains sports se sont ainsi retrouvés avec une trop plein d'entraîneurs, à qui il fallait tout de même trouver un poste, comme le handball (quotas de formation remplis à 145 %), le football (quotas remplis à 134 %) ou le ski (quotas remplis à 132 %). À l'inverse, nombre de disciplines se trouvaient finalement sous-dotées et peinaient à engager du personnel, comme la lutte ou le judo (la DHfK n'arrivait à former que 60 % des personnels censés être diplômés dans ces matières), le plongeon (59 %) ou bien encore la boxe (54 %)[99].

L'extrême rigidité du système et la multiplication des contrôles et étapes intermédiaires ont donc empêché une formation effective et utile pour le système sportif de RDA. En outre, les possibilités d'adaptation et de complément étaient extrêmement réduites, puisque seule la DHfK proposait dans le pays ce type de formation.

L'école a, au fil des années 1980, elle aussi bénéficié du statut de protection qu'offrait le sport de haut-niveau et n'a été que peu concernée par les coupes budgétaires et les privations qu'ont subies les autres domaines de la société : le rôle et l'orientation de l'école n'ont pas changé, le budget a été protégé et aucune vague ouverte de mécontentement n'est venue perturber le fonctionnement de l'institution.

97. Rabenschlag, *Arbeiten im Bruderland. Op. cit.*

98. *« Grundfragen der weiteren Entwicklung der Aus- und Weiterbildung an der DHfK »* (20.4.1987), p. 4. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3225 », *op. cit.*

99. *« Vorlage für das Sekretariat des Bundesvorstandes des DTSB der DDR »* (26.11.1985), p. 3. In : *ibid.*

Cependant, l'école a dû s'adapter dans une certaine mesure aux nouvelles conditions économiques, en limitant le périmètre de son action internationale, ce qui a eu pour conséquence un affaiblissement notoire de la dimension idéologique et politique de ces échanges.

En outre, la DHfK étant pleinement intégrée dans le système politique et administratif de la RDA, elle a vu son fonctionnement être grandement perturbé par la crise générale en cours dans le pays : la paralysie de l'appareil d'État a également eu des conséquences lourdes sur ce domaine protégé qu'était le sport de haut-niveau. Multiplication des procédures administratives et des erreurs de communication entre les services, allongement des délais de traitement des problèmes et du temps dédié à remplir les formalités administratives ont également grévé l'école de précieuses ressources et ont nui à son effectivité.

Ces problèmes récurrents, ainsi que le ressenti d'une politisation et d'une pression permanentes, ont fait naître des insatisfactions sourdes dans les différents niveaux de l'école, qui a fini par exploser lors de la crise finale de 1989.

7.3 La DHfK dans la crise finale de 1989

L'année 1989 marque le long processus de dissolution de l'autorité du SED sur la société est-allemande, face à des citoyens qui s'affranchissent progressivement de la peur de l'appareil répressif et du MfS, et reprennent ainsi le contrôle de la parole publique. De l'interdiction du magazine soviétique *Sputnik*[100] en novembre 1988[101], accusé de « distordre l'histoire de l'Union Soviétique[102] », jusqu'à la quelque peu pathétique conférence de Günther Schabowski du 9 novembre 1989 qui mènera quelques heures plus tard à la chute du Mur, le SED s'est peu à peu isolé au sein même du bloc de l'Est et a perdu tout contrôle sur la société : scandale de la grossière manipulation des élections communales de mai 1989 reprise du « vote avec les pieds » par la fuite des citoyens via la Hongrie ayant ouvert sa frontière, humiliation des dirigeants du parti lors de la venue de

100. La revue mensuelle *Sputnik* était conçue comme un *digest* de la presse soviétique. Elle contenait des articles variés sur la politique, la culture, les sciences, mais aussi la cuisine ou l'art de vivre. Étant destinée à l'exportation, elle était publiée en plusieurs langues et disposait donc d'une édition en allemand. Politiquement, elle suivait à la fin des années 1980 la ligne réformiste gorbatchévienne. Le numéro d'octobre 1988 publie dans ce sens un article très critique sur la période stalinienne, allant jusqu'à comparer l'ancien dirigeant soviétique à Hitler. Considérant cette position comme du révisionnisme historique, le SED interdit à la poste est-allemande de distribuer la revue, pourtant fortement appréciée de ses lecteurs pour son côté éclectique. Les mois suivants virent des milliers de citoyens protester par écrit auprès des autorités de la RDA – via les *Eingaben* – contre cette censure, montrant le peu de volonté du SED d'entreprendre la moindre réforme. *cf.* : KOWALCZUK, *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*, *op. cit.*, p. 75-76.

101. « Mitteilung des Ministeriums für Post- und Fernmeldewesen ». In : *Neues Deutschland* 44.274 (19. 11. 1988), p. 2.

102. *« Die Verzerrung der Geschichte der Sowjetunion und der KPdSU auch der Geschichte anderer Länder und ihrer revolutionären Parteien ist sozusagen Linie beim* Sputnik *»* ; cité d'après : « Gegen die Entstellung der historischen Wahrheit ». In : *Neues Deutschland* 43.279 (25. 11. 1988), p. 2.

Gorbatchev le 7 octobre, et enfin effondrement de la confiance envers le régime exprimé lors des « manifestations du lundi »[103].

Face à ce mécontentement toujours plus massif et avec une Stasi de moins en moins crainte par la population, le gouvernement s'est montré incapable de réagir et le tardif remplacement de Honecker par Egon Krenz le 18 octobre s'est révélé inutile pour éteindre un feu déjà bien trop vigoureux. Comme le disait la romancière Monika Maron, concernant les tentatives de réformes du SED, « tout a été trop peu, trop tard[104] ».

Dans cette révolution pacifique, la ville de Leipzig fait figure de capitale : lieu où se sont déroulées les premières contestations autour de l'église Saint-Nicolas, d'où ont débuté les « manifestations du lundi » et où la participation à ces manifestations a été la plus forte, notamment le 9 octobre avec 70 000 personnes dans les rues[105].

L'attitude de la DHfK dans cette crise finale de la RDA révèle les tensions qui sous-tendent la société est-allemande de l'époque, entre une direction timorée, arque-boutée sur ses principes et incapable d'évolution, et des étudiants et personnels qui font entendre leur voix et leur désir de changement de plus en plus fortement.

7.3.1 Sport, universités et contestation

L'attitude du monde du sport et des universités lors de la crise de 1989 et de l'effondrement de la RDA permet de remettre en contexte les phénomènes ayant eu lieu au sein de la DHfK et met en lumière que le divorce entre la base des citoyens et les instances dirigeantes ne concernent pas seulement les hautes sphères de l'État, mais se retrouvent dans de nombreux sous-domaines de la société est-allemande.

7.3.1.1 La fin de l'ère Ewald : changement de personnalité, continuité des pratiques

Dans l'organisation du sport, la période est marquée par le remplacement, le 5 novembre 1988, de Manfred Ewald à la tête de la DTSB, ou plus exactement par sa mise à l'écart. Il se retire officiellement pour raisons de santé, le *Neues Deutschland* déclarant que c'est lui qui « au début de la séance a demandé à ce qu'il soit libéré de ses fonctions de président de la DTSB de la RDA sur conseil de ses médecins[106] ». Il fut remplacé à ce poste par Klaus Eichler, premier vice-président de l'organisation depuis 1986[107]. Ewald est cependant maintenu dans ses fonctions de président du CNO est-allemand

103. Nous nous reposerons pour une analyse des phénomènes de l'année 1989 et de la révolution pacifique sur les ouvrage de Ilko-Sascha Kowalczuk *Endspiel* (2009), ainsi que sur celui de Michael Richter *Die friedliche Revolution* (2010). Parmi les œuvres faisant référence, on pourra également citer Peter Wensierski, *Die unheimliche Leichtigkeit der Revolution* (2017) ou bien encore Karsten Timmer *Vom Aufbruch zum Umbruch* (2000).

104. Volker Hage. « Alles zu wenig, alles zu spät. Steht die Kulturpolitik der DDR vor einer Wende ? » In : *Die Zeit* 43.26 (17. 6. 1988).

105. Michael Richter. *Die friedliche Revolution : Aufbruch zur Demokratie in Sachsen 1989-1990*. 2e éd. T. 2. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2010, p. 380.

106. *« Zu Beginn der Tagung bat Manfred Ewald, ihm auf ärtzliches Anraten von der Funktion des Präsidenten des DTSB der DDR zu entbinden ; »* in : « DTSB-Bundesvorstand über Sportstafette DDR 40 ». In : *Neues Deutschland* 43.263 (7. 11. 1988), p. 1.

107. « Dank an Manfed Ewald ». In : *Berliner Zeitung* 44.263 (7. 11. 1988), p. 7.

et le restera jusqu'en janvier 1990[108], un titre cependant principalement honorifique et sans réel pouvoir décisionnel dans l'organigramme des organisations sportives du pays. Il s'agit là d'une véritable césure dans le fonctionnement du sport en RDA, puisque Manfred Ewald était à la tête de la DTSB depuis 1961 et c'est lui qui a grandement façonné l'organisation de ce milieu, lançant le bond vers le haut-niveau et ayant concentré dans ses mains un pouvoir très important, Le titre de sa biographie, publiée en 1994 « Le sport, c'était moi » (*Ich war der Sport*[109]) révèle à la fois cette place centrale dans le système et une certaine propension à mettre cette importance en avant.

Toutefois, cette mise à l'écart d'Ewald relève davantage de questions de manœuvres internes au SED et de conflits interpersonnels que d'une volonté réelle d'infléchir la politique sportive en cours[110]. Par son attitude, sa volonté de présider personnellement aux destinées du sport dans le pays et de toujours aspirer à augmenter son pouvoir et ses prérogatives, le président de la DTSB s'était en effet attiré les inimitiés de nombreuses personnes influentes au sein du parti, au premier rang desquelles Erich Mielke. Les deux hommes s'étaient en effet assez fréquemment et violemment opposés sur les résultats des athlètes est-allemands, ainsi que sur la gestion et la tutelle de la *SV Dynamo*[111]. Mielke, a pu jouer sur ces inimitiés mais également sur les problèmes d'Ewald avec l'alcool. Ce dernier étant notamment apparu en état manifeste d'ébriété en face de toute l'équipe olympique lors du vol les ramenant de Calgary en 1988[112] et Mielke est finalement parvenu à se débarrasser de cette figure devenue gênante.

Bien que passant souvent pour un réformateur et mettant légèrement plus l'accent dans son action sur le sport pour tous que son prédécesseur[113], Klaus Eichler n'incarne en réalité aucunement un changement net de politique par rapport aux décennies précédentes. Il continue d'appliquer la même ligne en vigueur depuis les années 1970 : priorité au le haut-niveau, maintien du système de dopage, politisation et contrôle du sport par le parti. La DTSB est ainsi qualifiée de « gardienne de l'ancien système[114] » par Martin Einsiedler dans son ouvrage sur le sport pendant la réunification. Cette stabilité de la politique sportive est également assurée par les autres figures dirigeantes du mouvement, qui, elles, ne changeront qu'après la chute du Mur : Günter Erbach reste à la tête du StKS jusqu'à la suppression de ce dernier en décembre 1989, Rudolf Hellmann se maintiendra jusqu'au 3 décembre, date de l'auto-dissolution du comité central du SED, et Mielke restera aux commandes de la *SV Dynamo* jusqu'à sa chute en tant que ministre pour la Sécurité d'État le 7 novembre 1989[115]. Outre cette inflexibilité quant à la politique sportive suivie, ces responsables se caractérisent également par leur manque de

108. « NOK-Mitgliederversammlung ». In : *Neues Deutschland* 45.6 (8. 1. 1990), p. 8.

109. Ewald et Andert, *Ich war der Sport*, *op. cit.*

110. Giselher Spitzer. « Anfang und Ende der Lex Ewald 1955-1989 ». In : Grit Hartmann. *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Sous la dir. de Grit Hartmann. Leipzig : Forum-Verlag, 1997, p. 260-281, p. 277.

111. *Ibid.*, p. 274-275.

112. « Manfred Ewald ist tot ». In : *Der Tagesspiegel* (23. 10. 2002). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/manfred-ewald-ist-tot/357266.html (visité le 14. 9. 2019).

113. Einsiedler, *Die deutsche Sporteinheit*, *op. cit.*, p. 12.

114. *« Wächter des alten Systems »*. In : *ibid.*, p. 92.

115. Müller-Enbergs, Wielgohs et Hoffmann, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.*

considération, voire simplement de connaissances – tout du moins dans leur présence publique – sur la situation générale du pays. Plusieurs de leurs discours et prises de parole tendent en effet à complètement minimiser l'ampleur des bouleversements en cours. Le 30 octobre, par exemple, Eichler intervient lors d'une discussion avec des étudiants de la DHfK, alors que le gouvernement était déjà en train de perdre le contrôle de la situation politique du pays, et préfère disserter sur les chances d'une candidature de Leipzig comme ville-hôte des Jeux Olympiques d'Été de 2004 plutôt que des manifestations grandissantes qui secouent la ville[116]. Cette candidature de la ville, qui apparaît au lecteur contemporain comme absurde en raison du contexte économique et politique de l'époque a cependant été très sérieusement envisagée par le *Politburo* et les différentes responsables politiques, à partir de juin 1989[117].

Face à cette administration incapable de voir les changements en cours dans leur pays, nombre de sportifs ont, eux, exprimé clairement leur défiance envers le régime en place. Les cas de fuites vers l'Ouest ont fait scandale dans les derniers mois de 1988 et en 1989, comme celui du sauteur à ski Hans-Georg Aschenbach, que nous avons déjà évoqué et qui a fait des révélations fracassantes à la presse ouest-allemande sur les pratiques de dopage qu'il a dû endurer[118]. On citera également le cas du footballer Jürgen Sparwasser. Le 10 janvier 1988, il décide de ne pas rentrer de Sarrebruck après un match amical de l'équipe de vétérans du *1. FC Magdeburg* et rejoint sa femme, qui se trouvait aux mêmes dates aussi en RFA pour rendre visite à des proches. Il s'agit là une faille notoire dans le système de surveillance du MfS, qui ne laissait normalement pas partir plusieurs membres de la même famille en même temps[119]. Ce cas n'a été traité dans la presse officielle que par quelques entrefilets[120], mais a été particulièrement gênant pour le régime en raison du statut d'icône du seul buteur de la victoire de la RDA lors de la Coupe du Monde 1974[121]. Plusieurs sportifs ont également profité de l'ouverture de la frontière austro-hongroise pour pouvoir fuir le régime, comme Ines Geipel, anciennement pressentie pour faire partie de l'équipe olympique d'athlétisme en 1984, mais qui avait vu sa carrière interrompue en raison de ses contacts avec un marcheur mexicain dont elle était tombée amoureuse. Après de nombreuses tracasseries avec le MfS en raison de ses positions politiques et de son soutien envers les étudiants de la place Tian'anmen, elle se décide à partir pour Budapest en août 1989[122].

Cependant, il s'agit là principalement de personnes dont la carrière est derrière eux ou ayant déjà manifesté leur opposition au régime auparavant, parfois au prix de leurs statuts de sportifs. Au sein des sportifs actifs, on ne trouve en revanche qu'assez peu de traces d'une participation active au mouvement de contestations et le monde du sport

116. Einsiedler, *Die deutsche Sporteinheit*, *op. cit.*, p. 90.
117. « Antrag an das IOC zum gegebenen Zeitpunkt ». In : *Neues Deutschland* 44.144 (21. 6. 1989), p. 1.
118. Braun et Wiese, « Tracksuit Traitors », *op. cit.*, p. 1529.
119. *Ibid.*, p. 1530.
120. « Verrat an seiner Mannschaft ». In : *Neues Deutschland* 43.9 (12. 1. 1988), p. 7.
121. Leske, *Erich Milke, die Stasi und das runde Leder*, *op. cit.*, p. 380.
122. Thomas Wieder. « La course pour passer à l'Ouest d'Ines Geipel ». In : *Le Monde* (20. 8. 2019), p. 16-17.

de haut-niveau est loin d'être à considérer comme un des moteurs de la révolution de 1989, notamment de peur de perdre les privilèges dont ils pouvaient bénéficier.

7.3.1.2 Le monde des universités dans la crise de 1989

La jeunesse dans la fin des années 1980 n'est plus pour les dirigeants du SED la source du futur progrès, mais plutôt un facteur d'instabilité et de contestation qui se manifeste par la création d'une culture propre, fortement influencée par l'Occident capitaliste, la fondation de groupes plus ou moins sous-terrain remettant en cause la vision officielle de la société et les difficultés à convaincre cette jeunesse des bienfaits du socialisme. Les plus jeunes générations joueront un rôle décisif dans les manifestations de l'automne 1989[123].

Toutefois, au sein de cette jeunesse, les étudiants formaient un sous-groupe particulier, sélectionnés entre autres pour leur respect des règles de discipline et leur adhésion – tout du moins supposée – aux idéaux du régime. Or, d'après les études consacrées à la révolution pacifique de 1989, il semblerait que de nombreuses actions de contestations soient venues de groupes d'étudiants. Ce fut notamment le cas dans le sillage du massacre de la place Tian'anmen du 4 juin 1989, au cours duquel l'armée chinoise réprima dans le sang les manifestations étudiantes. Alors que le gouvernement du SED apporta officiellement son soutien à son homologue chinois et salua les actions de l'Armée populaire de libération comme « l'écrasement d'une émeute contre-révolutionnaire » qui visait à « abattre l'ordre socialiste[124] », les étudiants de plusieurs universités exprimèrent, eux, publiquement leur soutien envers les positions des étudiants chinois : à Ilmenau et Magdebourg, ils organisèrent des pétitions de soutien, tandis qu'à Iéna, Leipzig et à l'Université Humboldt de Berlin, des manifestations publiques s'égrainèrent pendant tout le mois de juin[125]. De plus, lors de la phase finale de la contestation, les étudiants ont été très nombreux et actifs :

- participation massive aux manifestations, car d'après les chiffres de la Stasi, plus de la moitié des étudiants en médecine de la KMU ont par exemple défilé le 9 octobre[126] ;
- multiplication des incidents contestataires : le 7 octobre, des membres de l'école d'ingénieurs de Mittweida décrochent le drapeau rouge et le replacent dans les toilettes, tandis qu'à Karl-Marx-Stadt, une réunion de la FDJ doit être interrompue face aux critiques des participants[127], pour ne donner que quelques exemples ;

123. Ilko-Sascha Kowalczuk. « 1989 – La société et l'État – opposition et révolution ». In : *Résitance, dissidence et opposition en RDA 1949 - 1990*. Sous la dir. de Hélène Camarade et Sibylle Goepper. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 287-310, p. 295.

124. *« Die Anführer hatten den Sturz der sozialistischen Ordnung beabsichtigt ; »* in : « Volksbefreiungsarmee Chinas schlug konterrevolutionären Aufruhr nieder ». In : *Neues Deutschland* 44.130 (5. 6. 1989), p. 1.

125. Kowalczuk, *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*, *op. cit.*, p. 342.

126. Richter, *Die friedliche Revolution*, *op. cit.*, p. 579.

127. *Ibid.*, p. 580.

- attrait particulier pour les nouvelles formes de parole et d'expression, la jeunesse et les étudiants formant un des publics privilégiés du *Neues Forum*[128] par exemple[129].

Toutefois, comme l'indique Michael Richter dans son étude sur la révolution pacifique en Saxe, le milieu étudiant est loin d'être homogène et son implication dans le mouvement dépend de nombreux facteurs, notamment des disciplines étudiées. En effet, « les étudiants des matières techniques se montrent plus critiques envers le système que les étudiants des matières à tendance idéologique[130] ». Ce manque de participation des étudiants en histoire, sciences politiques ou bien encore économie peut s'expliquer par une degré plus important d'adhésion idéologique au régime, en parti dû à une sélection plus drastique des participants selon des critères politiques. On pourra également avancer la présence dans ces cursus de très nombreux membres du parti, responsables d'études, collaborateurs officieux et autres personnes chargées de surveiller les étudiants[131]. Ces derniers savaient en outre que toute incartade et signe de défiance envers le parti signifierait la fin de leurs études et de leurs espoirs de carrière.

De son côté, les directions des universités sont, elles, restées fidèles à la ligne politique et ont été incapables de s'adapter aux changements sociétaux en cours. Dans ce domaine également, les changements de personnels ne se feront qu'après le 9 novembre : Hans-Joachim Böhme restant à la tête du MHF et la plupart des recteurs des grandes universités n'ont pas non plus évolué[132]. Les discours et prises de positions restent alignés sur celles du parti et les recteurs se montrent très critiques envers les troubles en cours dans le pays. En septembre 1989, Dieter Hass, recteur de la *Humboldt-Universität* de Berlin déclarait encore que :

> la collaboration étroite entre les enseignants de l'école et la FDJ rend[ait] possible de former des diplômés disposant d'une conscience de classe claire et de conceptions stables sur le plan philosophique, politique et moral[133].

C'est donc dans ce cadre que s'inscrivent les événements au sein de la DHfK de 1989 : entre d'une part une partie du corps étudiant et professoral aspirant à plus de liberté ainsi qu'à une réforme du système, et d'autre part une direction arque-boutée sur ses principes.

128. Le *Neues Forum* a été un des mouvements citoyens les plus importants en RDA à l'automne 1989 avec près de 100 000 membres actifs à la fin de l'année. Il perd cependant rapidement en importance à partir du début de l'année 1990, ne s'engageant pas pour une réunification rapide.

129. Jonathan Grix. *The Role of the Masses in the Collapse of the GDR*. Houdmills : Macmillan press, 2001, p. 103.

130. *« Studenten technischer Richtungen zeigten sich systemkritischer als Studenten ideologisch ausgerichteter Studiengänge ; »* in : Richter, *Die friedliche Revolution*, *op. cit.*, p. 579.

131. Kowalczuk, *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*, *op. cit.*, p. 58.

132. Müller-Enbergs, Wielgohs et Hoffmann, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.*

133. *« Das enge Zusammenwirken von Hochschullehrern und FDJ ermögliche es […], Absolventen heranzubilden, die über einen klaren Klassenstandpunkt und stabile weltanschauliche, politische und moralische Einstellung und Haltungen verfügen »*, cité d'après : « Konzil der Humboldt-Universität tagte ». In : *Neues Deutschland* 44.224 (22. 9. 1989), p. 2.

7.3.2 1989 à la DHfK : une base en mouvement

La DHfK avait la réputation d'être une « université rouge », fidèle au régime et où les cas de contestation, de la part des étudiants et des enseignants, étaient relativement rares, soit en raison de la conviction d'un nombre important d'entre eux aux idéaux du socialisme, soit par peur des représailles en cas de critiques ouvertes. Les éléments jugés gênants étaient eux aussi exfiltrés de l'école. Toutefois, cette obligation constante de respect et d'orthodoxie a conduit à une accumulation de tensions et de mécontentements. Ainsi, comme le disait le recteur de l'école Gerhard Lehmann, quelques jours après la chute du Mur, le 28 novembre, la DHfK n'est pas une île et dans l'école se lisaient « la déception, la défiance, la colère, la peur et la résignation » en raison du manque d'écoute des autorités[134]. Même dans une école réputée obéissante et docile, le relâchement du cadre répressif de l'automne 1989 et l'ouverture de la parole ont entraîné une déflagration et une détérioration rapides de la situation, à tel point que la stabilité de l'école a été rapidement prise de cours et qu'il a été difficile pendant ces derniers mois de 1989 de maintenir les enseignements à cause des manifestations et des contestations[135].

7.3.2.1 Une contestation de plus en plus ouverte

Jusqu'au début de l'année 1989, le quotidien de l'école s'était déroulé de manière assez paisible avec peu de problèmes. L'organisation interne s'est très rapidement dégradée lors de l'été et de l'automne, avec une augmentation très rapide des actes de contestation et de mécontentement. Les rapports de mars 1989 soulignaient ainsi que la DHfK se trouvait encore dans une « situation stable, marquée par une quête de performances et des discussions concrètes[136] » sur le plan idéologique. Les préparatifs pour les élections communales de mai allaient bon train, tandis que les cours et autres manifestations culturelles et politiques se déroulaient sans problème. Seules quelques questions posées par les membres de l'école sur la situation en Hongrie différaient des positions officielles du parti[137].

Toutefois, cette situation s'est rapidement tendue et des actes de méfiance envers le régime et la direction de l'école se sont multipliés dans les mois suivants. Ainsi, lors des élections municipales et selon un document officiel de la DHfK, « des votes négatifs[138]

134. *« Die DHfK ist keine Insel. […] Insofern, spiegeln sich Enttäuschung und Mißtrauen, Zorn und Ängste und Resignation wider »* ; cité d'après : *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989), p. 3. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

135. *« Diskussionsbeitrag zum außerordentlichen Konzil »* (6.12.1989). In : *ibid.*

136. *« An der DHfK [besteht] eine stabile, durch Leistungsstreben und sachliche Diskussionen geprägte Situation »* ; cité d'après : *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat März 1989 »* (4.4.1989) p. 1. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

137. *Ibid.*, p. 2.

138. Lors des élections en RDA, une seule liste de candidats, la « liste unifiée du front national » (*Einheitsliste der Nationalen Front*) était proposée aux électeurs. Ces derniers pouvaient s'y opposer en rayant l'ensemble des noms qu'elle contenait, ce qui était considéré comme un « vote négatif » (*Gegenstimme*), une pratique qui risquait cependant d'attirer sur les électeurs récalcitrants les foudres des services de sécurité. Toute autre action était considérée comme un « vote positif ». Les élections communales de 1989, avec un résultat de 98,85 % de votes positifs ont été le pire résultat de l'histoire de la RDA.

ont été enregistrés à la DHfK, et ce pour la première fois[139] », dans une très faible mesure toutefois avec 11 voix négatives sur 856 votants. Cette attitude a toutefois été considérée par la direction de l'école comme un « rejet de la politique de notre État[140] ». Des actions plus ouvertement contestataires sont également à signaler durant cette période. En juin, la direction de l'antenne locale du parti signalait des « provocations politiques » : graffitis insultants, destruction de portraits d'Erich Honecker, arrachage d'affiches[141]. Norbert Rogalski fait également part dans son autobiographie d'attaques verbales et d'insultes de la part des contestataires envers des membres du parti, de la direction, des organisations de masse ou de professeurs, qui étaient restés fidèles au régime[142].

En outre, un nombre non-négligeable de membres de l'école ont souhaité rompre définitivement avec le système et le parti, malgré les risques que cela pouvait faire peser sur leurs carrières et leur quotidien. Ainsi, dans une lettre en date du 2 octobre et destinée à Egon Krenz, alors membre du Politburo, Rudolf Hellmann souligne une augmentation massive du nombre de personnes souhaitant mettre un terme à leur adhésion au SED, quatorze sur les semaines précédentes[143], une procédure qui n'était pas prévue dans les statuts du parti et qui était vue par les responsables du régime comme un grave signe de rébellion et de défiance. De même, en juin, ce sont dix étudiants qui avaient déposé une demande d'émigration[144] auprès des services centraux[145], et en octobre, quatre enseignants membres du parti les ont rejoints[146]. Les citoyens est-allemands qui déposaient une telle requête voyaient généralement leur vie être largement compliquée par les services de sécurité, qui assimilaient cette procédure à une trahison et imposaient souvent des mesures de rétorsion – mesures coercitives au travail, perte d'emploi, expulsion d'un appartement, ou pour les étudiants, interruption immédiate du cursus en cours – à ceux qui osaient demander à quitter le pays[147]. Enfin, alors que les archives ne faisaient pas état de tels cas dans les années précédentes, plusieurs fuites d'étudiants et de personnels vers l'Ouest ont été à signaler dans les premiers mois de 1989, avec au moins deux en-

139. *« Erstmalig wurden damit an der DHfK bei Wahlen Gegenstimmen abgegeben »* ; cité d'après : *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat Mai 1989 »* (5.6.1989), p. 2, in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

140. *« [Diese Gegenstimmen] wurden durch uns als Ablehnung der Politik unseres Staates gewertet »* ; cité d'après : *Ibid.*

141. *« Standpunkte zu aktuellen politisch-ideologischen Fragen »* (19.6.1989), p. 9. In : Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 4270 », *op. cit.*

142. *« Staatliche Leiter, Hochschullehrer, wissenschaftliche Mitarbeiter und Funktionäre der SED und gesellschaftlicher Organisationen wurden verbal angegriffen, weil sie die Politik und Sportpolitik der DDR mitgetragen und unterstützt hätten »*, cité d'après : Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (198-1991).*

143. *« Brief von Hellmann an Krenz »* (2.10.1989). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands. « Information an das Büro Egon Krenz ». BArch DY 30/4969. (1988-1989).

144. Jusqu'en 1989, il n'existait pas de moyen légal pour les citoyens de la RDA de quitter définitivement le pays. Déposer une demande d'émigration était en soi un acte illégal. Le 30 novembre 1988, une nouvelle loi est publiée autorisant à partir du 1er janvier 1989 les citoyens à déposer ces demandes. *cf.* « Verordnung über Reisen von Bürgern der Deutschen Demokratischen Republik nach dem Ausland. Vom 30 November 1988 ». In : *Gesetzblatt der DDR. Teil I.* 25 (13. 12. 1988), p. 271-274.

145. *« Leiterinformation der DHfK für den Monat Juni 1989 »* (4.7.1989) p. 6. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

146. *« Brief von Hellmann an Krenz »* (2.10.1989). In : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, « BArch DY 30/4969 », *op. cit.*

147. Kowalczuk, *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*, *op. cit.*, p. 188.

seignants ayant quitté le pays en mai 1989[148], auxquels se sont ajoutés trois étudiants et un enseignant ayant fui via la Hongrie pendant le mois de septembre[149]. On notera également que le quotidien de l'école a également été perturbé par les actions des personnels techniques et administratifs, puisque pendant l'été, sept cuisiniers se sont également réfugiés en RFA[150].

On assiste donc à une remise en cause de l'ordre établi et à une défiance grandissante de la part de la base de l'école face au régime et à la direction, alors que jusqu'à présent, cet établissement s'était caractérisé par un strict respect de l'orthodoxie.

7.3.2.2 Des critiques de plus en plus acerbes

Cette attitude de rupture complète par rapport aux valeurs et aux structures de la RDA est l'objet à la DHfK d'une minorité, mais les critiques et des interrogations se sont faits entendre d'un public de plus en plus large et ont été de plus en plus acerbes.

Au printemps, les responsables de l'encadrement politique de l'école soulignent encore que les étudiants contribuent toujours dans leur grande majorité à un « travail politique et idéologique déterminé[151] ». Toutefois, ils relèvent également de plus en plus d'interrogations et de questions jugées gênantes sur la politique sportive et sa réaction face aux évolutions en cours dans les autres pays membres du pacte de Varsovie. Les étudiants font aussi un nombre croissant de remarques sur des sujets tels que l'autorisation de partis « bourgeois » en Pologne ou en Hongrie, sur le retour d'une émigration massive – et illégale – de citoyens est-allemands vers l'Ouest, ou bien encore sur le soutien des dirigeants du SED à la République Populaire de Chine lors des manifestations de juin. En matière sportive, les révélations d'anciens athlètes passés à l'Ouest concernant la politique de dopage ou les dernières directives incluant la commercialisation du sport ont eux aussi été des thématiques qui ont suscité beaucoup de questions et de perplexité dans les rangs des étudiants[152]. Ces questions ont en outre parfois mis en défaut l'encadrement de l'école, incapable de trouver des éléments de réponse satisfaisants tout en respectant la ligne du parti.

Avec l'été, ces interrogations se sont cependant transformées en de virulentes critiques et remises en cause non seulement de la politique menée par le parti, mais aussi – et principalement – de la légitimité même du régime. En septembre, les différents rapports sur la situation politique et idéologique de l'école soulignaient en effet que les étudiants considéraient que le gouvernement est-allemand était le principal responsable

148. *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat Mai 1989 »* (4.6.1989) p. 5. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

149. *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat September 1989 »*, p. 5-6. In : *ibid.*

150. *Ibid.*, p. 7.

151. *« Der Monat April war an der DHfK von vielfätigen Aktivitäten und einer zielstrebigen politisch-ideologischen Arbeit geprägt »* ; cité d'après : *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat April 1989 »* (5.5.1989) p. 1. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

152. *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat April 1989 »* (5.5.1989), *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat Mai 1989 »* (5.6.1989) et *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat Juni 1989 »* (5.7.1989). In : *ibid.*

de la situation en cours. Ces derniers lui reprochaient de ne pas être capable de juguler « les problèmes du quotidien, les difficultés d'approvisionnement, le manque de liberté de déplacement, la bureaucratie, la corruption et la spéculation[153] ». Ils se montrent en outre particulièrement offensifs envers les médias de masse de RDA – presse, radio et télévision – qu'ils jugent partiaux dans la couverture des événements, alimentant encore plus la colère des citoyens[154]. Alors que la télévision ouest-allemande, disponible et regardée par une large majorité des Allemands de l'Est, abreuve les citoyens de reportages et d'images, la *Fernsehen der DDR* et les journaux d'État se taisent ou continuent de ne relayer que les messages du gouvernement, incapables de voir la gravité de la situation[155]. *Neues Deutschland* souligna par exemple que les réfugiés de l'ambassade de Prague[156] :

> ont tous, par leur comportement, foulé au pied les valeurs de la morale et se sont eux-mêmes exclus de notre société. C'est pourquoi on ne devrait pas verser de larmes pour eux[157].

Ces critiques ne viennent pas d'une petite minorité contestataire, mais de pans entiers de la population étudiante que la direction ne parvient plus à contenir. L'ensemble des discussions politiques tournent autour de ces questions, soulignent de manière permanente les contradictions de la direction, demandent la légalisation du *Neues Forum*, qui disposait de nombreux soutiens au sein de l'école, et réclament une modernisation de son fonctionnement et de ses règles[158]. Il s'agit donc là de la remise en question profonde du régime en place dans ce qui était jusqu'à présent un des bastions du conformiste et de l'obéissance en matière de sciences du sport.

7.3.3 Une direction paralysée

Alors que la grande majorité du corps étudiant ainsi qu'une partie des enseignants s'impliquait selon différentes modalités dans le processus de contestation et se détachait progressivement des consignes qu'ils avaient jusque là respectées, la direction, elle, semblait peu encline aux changements et dépassée par les événements.

153. *« Dabei werden besonders die Probleme des Alltags, Versorgungsschwierigkeiten, mangelnde Reisemöglichkeiten, Bürokratismus, Korruption und Spekulantentum genannt »* ; cité d'après : *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat September 1989 »* (4.10.1989) p. 2. In : *ibid.*

154. *Ibid.*, p. 4.

155. Jacques Semelin. *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin.* Paris : nouveau monde éditions, 2009, p. 278-280.

156. Après que le gouvernement de RDA a suspendu l'exemption de visa pour les voyages en Hongrie afin d'éviter une vague massive d'émigration via la frontière désormais ouverte, plusieurs milliers de citoyens est-allemands ont envahi l'ambassade de la RFA à Prague, et dans une moindre mesure celle de Varsovie. Ces réfugiés, après d'intenses négociations, furent exfiltrés début octobre à bord de trains spéciaux vers la RFA. Plus de 5 000 quittèrent ainsi la RDA. *cf.* Kowalczuk, *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*, *op. cit.*, p. 357.

157. *« Sie alle haben durch ihr Verhalten die moralischen Werte mit Füßen getreten und sich selbst aus unserer Gesellschaft ausgegrenzt. Man sollte ihnen deshalb keine Träne nachweinen »* ; cité d'après : « Sich selbst aus unserer Gesellschaft ausgegrenzt ». In : *Neues Deutschland* 44.232 (2. 10. 1989), p. 2.

158. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (198-1991).*

7.3.3.1 Maintenir un semblant de normalité

La direction de la DHfK s'inscrit parfaitement dans les cadres décrits précédemment, celle d'une organisation sourde aux réformes et n'évoluant que peu durant l'année 1989. Cela est notamment visible à travers la figure du recteur de l'école Gerhard Lehmann, véritable apparatchik du monde universitaire, ayant fait toute sa carrière au sein de l'école. Débutant son parcours en 1963 en tant qu'assistant, il gravit les échelons de l'enseignement en passant doctorat puis habilitation. Nommé en 1977 directeur du groupe de recherches sur les sports collectifs de l'école, il occupe plusieurs fonctions de direction dans les années 1980, avant d'accéder au poste de recteur en 1987. Membre du SED, il sera également actif au sein de la DTSB, en devenant notamment président de la fédération de judo (*Deutscher Judo-Verband der DDR*) en 1988[159]. Or, c'est bien Lehmann qui restera à la tête de l'école jusqu'en mai 1990[160], assisté de personnels qui eux non plus n'ont que peu changé durant la période.

Là aussi, très peu de modifications dans la politique de l'école sont à signaler, tant dans le fonctionnement interne que dans la ligne suivie. Les quelques propositions internes de réformes sont principalement cosmétiques et n'ont pas été validées par les instances dirigeantes, comme lorsque plusieurs professeurs de la section III ont proposé le 7 novembre de mieux distinguer les activités des organisations politiques de celles des missions pédagogiques et scientifiques, ainsi que de permettre aux enseignants non membres du SED d'accéder à des fonctions de direction. Toutefois, cette demande tardive de réforme ne se justifie pas par une volonté de démocratisation, mais au contraire comme une tentative de maintenir le parti au sein de la vie de l'école[161]. De même, le recteur reste dans les clous imposés par le régime et continue, même en 1989 d'utiliser le même langage policé qu'auparavant, en faisant par exemple toujours référence à l'école comme une « composante organisationnelle de la société socialiste[162] », décrivant les personnes ayant fui la RDA comme des « traîtres »[163] ou bien le traitement de la situation par les médias ouest-allemands comme des « provocations ciblées » contre les citoyens de RDA[164].

L'attitude de la direction de la DHfK correspond ainsi à une miniature de celle du pays, où les dirigeants restent campés sur leurs positions, alors que la base des citoyens manifeste son mécontentement de plus en plus bruyamment. L'exemple le plus frappant de cette rupture est également dans le cas de la DHfK la cérémonie entourant la fête

159. Andreas Herbst, Winfried Ranke et Jürgen Winkler. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Funktionäre*. T. 3. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994, p. 202.

160. « Kurz ». In : *Neues Deutschland* 45.120 (25. 5. 1990), p. 6.

161. *« Es muß nur gelingen, auch an unserer Hochschule, die Partei zu Motor der Erneuerung zu machen »* ; cité d'après : *« Brief der Leitung der Sektion III am Rektor »* (7.11.1989). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

162. *« Ein organisatorischer Bestandteil der sozialistischen Gesellschaft »* ; cité d'après : *« Entwicklungskonzeption der DHfK bis zum Jahre 2000 »* (17.1.989) p. 2, in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2839 », *op. cit.*

163. *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat Juni 1989 »* (4.7.1989) p. 3. In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/2815 », *op. cit.*

164. *« Leiterinformation der DHfK an den Staatssekretär für den Monat Mai 1989 »* (4.6.1989) p. 4. In : *ibid.*

nationale du 7 octobre. Alors que la contestation bat son plein, 500 membres de l'école et invités se réunissent dans la grande salle – l'idée d'une annulation de l'événement n'ayant jamais été évoquée de l'aveu même de Norbert Rogalski – afin d'écouter le discours du premier vice-recteur portant sur entre autres « les réalisations de la RDA dans de nombreux domaines » ou « le chemin victorieux de la culture physique et de la DHfK[165] ». À la fin de la cérémonie, les invités se levèrent et écoutèrent respectueusement l'hymne national[166], comme ils l'avaient fait tous les ans jusqu'à présent.

7.3.3.2 Le sentiment d'être sur un bateau qui coule ?

Toutefois, le maintien du cérémoniel et des valeurs en place en RDA n'est pas à entièrement considérer comme un soutien jusqu'au-boutiste envers le régime, mais avant tout comme une inquiétude profonde face aux changements rapides de la société et de l'école, jusqu'alors des plus calmes. Il révèle une incapacité à penser hors des cadres qui avaient jusque là toujours été respectés.

Ainsi, deux semaines après la chute du Mur, symbole d'un point de non-retour dans l'évolution du pays, le recteur Lehmann, qui n'avait jusqu'à présent montré aucune sympathie pour les manifestants, publie un long texte de trente-trois pages extrêmement critique envers le gouvernement Honecker, pointant du doigt l'état général du pays : « une économie inefficace, une écologie en lambeaux, une éducation et une science paternalisées, ainsi qu'un appareil dirigeant au style dirigiste[167] ». Il alla jusqu'à souhaiter « que la justice mène ses investigations sans considération spécifique pour les personnes concernées, mette à jour les événements et condamne les responsables sans ménagement[168] », à propos des révélations d'enrichissement personnel parus récemment au sujet des membres du SED. Si on ne peut tout à fait exclure qu'il s'agisse ici d'une tentative désespérée de la part du recteur de sauver son poste en se retournant contre ceux qu'il avait jusque là fidèlement servis, d'autres témoignages – *a posteriori* cependant – viennent confirmer cette impression d'une direction qui, si elle restait convaincue du modèle socialiste, ne suivait les consignes du régime dans les derniers mois de 1989 que par habitude ou par peur d'éventuelles conséquences.

Ainsi, Norbert Rogalski fait-il état de ce que l'on pourrait qualifier d'une atmosphère de fin du monde régnant au sein de l'école durant cette période. Le personnel se plie par automatismes aux règles et coutumes habituelles, sans trop d'illusions, ni de confiance envers les dirigeants en place. Les propos de Rogalski laissent transparaître une certaine

165. *« Die Leistungen der DDR auf vielen Gebieten in angemessener Weise hervorhebend, den erfolgreichen Weg von Körperkultur und Sport und der DHfK würdigend, […] ist vom Redner das Richtige am Vorabend des 40. Jahrestages der DDR formuliert worden »* ; cité d'après : Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991).*

166. *Ibid.*

167. *« [Ein Staat mit] einer uneffektiven Wirtschaft, einer defekten Ökologie, einer bevormundeten Bildung und Wissenschaft und einem Verwaltungsapparat mit einem dirigistischen Führungsstill »*, cité d'après : *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit an der DHfK »* (28.11.1989) p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

168. *« Hier kann und muß man nur fordern, daß die Staatsanwaltschaft ohne Ansehen der Person ermittelt, die Ergebnisse öffentlich darlegt und schonungslos verurteilt »* ; in : *Ibid.*

nostalgie du système socialiste lorsqu'il semble regretter que les réformes économiques et politiques entreprises par le gouvernement Krenz censées « calmer les citoyens » n'aient eu que peu de résonance chez eux. Cependant, il décrit l'ambiance au sein de l'école avant le 9 novembre comme un « mélange d'optimisme, de pessimisme et de sarcasme[169] » où les gens se réfugient dans l'humour noir ou l'alcool, continuent d'effecteur leurs tâches de manière mécanique, sans trop réfléchir et surtout sans parler des sujets les plus sérieux et fâcheux.

L'absence de réaction et de changements internes à l'école pourrait donc davantage à s'assimiler à une peur de l'inconnu et à une incapacité à réagir plutôt qu'à un acharnement idéologique.

169. *« Unter einer solchen Stimmung, einer Mischung von Optimismus, Pessimismus und Sarkasmus bereitete die Hochschulleitung die übliche Festveranstaltung der DHfK- wie seit ihrer Existenz - zum 40. Jahrestag der DDR vor, die am 6. 10. 1989 im Großen Hörsaal stattfand »*, cité d'après : Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991).*

Bilan du chapitre

À partir de la seconde moitié des années 1980, la politique du sport comme vecteur d'unité et de combat idéologique est mise à mal. La dichotomie entre sport pour tous et sport d'élite s'amplifie grandement et produit des effets notoires : d'un côté le sport pour tous s'enfonce dans une précarité toujours plus grande, tandis que le sport d'élite conserve une place privilégiée, notamment sur le plan budgétaire et devient une « île » de relative abondance face à une société de plus en plus en proie aux privations. Ce maintien du sport d'élite comme un domaine d'action prioritaire s'accompagne également d'une absence quasi totale de changements au sein de ce système, tant sur le plan des personnes que de celui de la ligne politique menée. Le sport reste donc un domaine dirigé par le SED. Ce fossé grandissant entre les conditions d'exercice des différentes pratiques sportives a conduit à une rupture entre les citoyens de l'Allemagne de l'Est et l'élite de l'organisation, où l'admiration et l'identification avec ces héros du socialisme s'est transformée en une indifférence grandissante, voire une franche hostilité.

Le maintien d'une ligne politique quasi inchangée concernant le sport du haut-niveau est également à retrouver à l'échelle des différentes institutions en charge du sport, où l'organisation, le fonctionnement, les personnels en charge et les objectifs visés ne varient presque pas jusqu'à la toute fin du régime du SED. Ce phénomène est visible au sein de la DHfK, qui garde comme mission principale la formation d'entraîneurs destinés au haut-niveau du pays et l'accueil des étudiants étrangers. Seuls quelques ajustements concernant les cibles de cette politique sont à noter pour des questions budgétaires, notamment via la quête de nouveaux partenaires, plus solides financièrement.

La DHfK ainsi que les autres organismes de ce domaine se sont toutefois vus confrontés aux difficultés de l'hypertrophie du sport et à sa politisation permanente au sein de l'appareil étatique est-allemand, lui-même en crise. La multiplication des exigences imposées à l'école, la lourdeur et la complexité des procédures administratives ainsi qu'un État et une bureaucratie de plus en plus ankylosés ont mené à une paralysie progressive et à une perte d'efficacité de l'action de l'école et de ses membres.

Enfin, si la rupture entre sportifs et citoyens était consommée dans les années 1980, l'année 1989 marque une rupture à l'intérieur de l'établissement et du sport de haut-niveau : malgré le statut protégé de celui-ci, il reste pleinement intégré à la société de l'Allemagne de l'Est et se retrouve touché également par les contestations de l'ordre établi. Une grande partie de la base des étudiants et des enseignants de la DHfK se sont ainsi montrés de plus en plus critiques envers une direction du monde sportif et politique incapable de répondre à leur attente. Alors que l'établissement avait la réputation d'être un bastion de l'orthodoxie, il n'est pas, lui non-plus, épargné par le mouvement de contestation qui frappe l'ensemble de la RDA à l'été et à l'automne 1989.

Chapitre 8

La DHfK dans le processus d'unification : des tentatives de réformes à la dissolution

1989 avait provoqué une division profonde dans l'école entre d'une part la direction, partisane jusqu'aux derniers instants du *statu quo* et du maintien de la politique jusque-là pratiquée, et de l'autre la base des étudiants et de certains enseignants, beaucoup plus engagés en faveur du changement. La chute du Mur, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, marque une césure définitive dans l'histoire de la RDA et force le gouvernement est-allemand à lâcher les rênes du pouvoir[1]. Le 17 novembre, le nouveau président du Conseil des Ministres, Hans Modrow, souligne d'ailleurs qu'il est de son devoir d'« encourager et de rendre irréversible la rénovation du socialisme dans notre pays[2] ».

Au sein de la DHfK, tout comme dans le reste du monde du sport et de la société est-allemande, ce bouleversement politique a entraîné une vague de réformes profondes et rapides visant à « désocialiser » l'organisation et à la mettre sur la voie de la démocratisation. Toutefois, l'école de Leipzig, comme bon nombre d'établissements en charge du sport, n'a pas survécu à la période de la réunification. Malgré une réputation mondiale, sa dissolution fut décidée par le gouvernement du nouveau *Land* de Saxe le 10 décembre 1990, avec effet au 1er janvier 1991. Le cabinet chrétien-démocrate du ministre-président Kurt Biedenkopf a jugé l'héritage politique de l'école trop encombrant[3].

Ce chapitre se concentrera sur les raisons qui ont fait que la DHfK a été emportée par la crise générale du sport dans ce qui constitue désormais les « nouveaux *Länder* ». Nous examinerons également pourquoi les tentatives de réformes ont été jugées comme

1. Dans ce chapitre, nous nous reposerons principalement sur le travail d'Ed Stuhler, *Die letzten Monate der DDR* (20010). Pour un récit détaillé du processus de réunification des deux Allemagnes, il conviendra également de se référer à Wolfgang Jäger, *Die Überwindung der deutschen Teilung* (1998) . Pour une étude plus récente : Andreas Rödder, *Deutschland einig Vaterland* (2009).

2. *« Wir werden staatlich-rechtliche Garantien schaffen, um die Erneuerung des Sozialismus in unserem Lande zu fördern und unumkehrbar zu machen »* : extrait du discours de politique générale de Hans Modrow, cité d'après : « Die Regierung wird eine Regierung des Volkes und der Arbeit sein ». In : *Neues Deutschland* 44.272 (18. 11. 1989), p. 3-5, p. 4.

3. « Die Streichung ». In : *Neue Zeit* 46.287 (10. 12. 1990), p. 15.

insuffisantes pour que l'école puisse se maintenir dans l'environnement de l'Allemagne réunifiée.

8.1 Les tentatives de « désocialisation » de la DHfK

Quasi immédiatement après la chute du Mur, la parole au sein de l'école s'est libérée et désormais, l'ensemble des forces de l'établissement, y compris la direction, tend vers le changement et vers un bilan du passé. L'année 1990 est caractérisée par les tentatives de démocratisation de la vie de l'école, ainsi que par la redéfinition de sa place dans une société désormais post-socialiste et progressivement en route vers l'unification[4].

8.1.1 La démocratisation de la vie de l'école

Le principe du centralisme démocratique a été de suite abandonné et de nombreuses initiatives ont vu le jour afin de trouver un fonctionnement interne plus démocratique. Toutefois, il n'y a eu durant cette période que peu de changements de personnels au sein de l'école.

8.1.1.1 L'instauration de la « Table Ronde » et des mécanismes de discussion

Le gouvernement mené par Hans Modrow à partir du 13 novembre reste certes un gouvernement socialiste désirant maintenir l'intégrité de la RDA en tant qu'État et toujours dominé très largement par le SED[5], mais il impulse d'importantes réformes dans le fonctionnement du pays, et desserre notamment l'étau du centralisme démocratique. Il entend laisser plus de libertés aux acteurs locaux et alléger les démarches administratives qui paralysaient jusqu'alors le fonctionnement de l'administration allemande. Dans sa déclaration de politique intérieure en date du 17 novembre, il souligne notamment :

> Il est indispensable que le travail du Conseil des Ministres se concentre sur les questions essentielles et que les responsabilités des organisations locales des pouvoirs publics se manifestent de manière nette en ce qui concerne l'évolution des territoires[6].

Modrow précise également plus tard dans son discours que cette politique d'allégement administratif et d'autonomisation des entités locales concerne également l'éducation et

4. Les mois de novembre et décembre 1989 marquent la dissolution rapide de l'appareil étatique et sécuritaire mis en place par le SED. Cependant, ce sont principalement les premières – et seules – élections libres à la Chambre du Peuple (*Volkskammer*) de RDA, en mars 1990, et la victoire de l'« Alliance pour l'Allemagne » qui marquent définitivement le virage vers l'unification. *cf.* Ed Stuhler. *Die letzten Monate der DDR. Die Regierung de Maizière und ihr Weg zur deutschen Einheit*. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 2010, p. 31-33.

5. David Childs. *The Fall of the GDR. Germany's Road to Unity*. 2e éd. New York : Routledge, 2016, p. 103.

6. *« Notwendig ist, die Arbeit des Ministerrats auf Grundfragen zu konzentrieren und die Verantwortung der örtlichen Staatsorgane für die Entwicklung in den Territorien deutlich auszuprägen »* ; cité d'après : « Die Regierung wird eine Regierung des Volkes und der Arbeit sein », *op. cit.*, p. 4.

les universités, soulignant qu'il est nécessaire de « réduire de manière radicale la réglementation dans le domaine de l'éducation[7] ».

Pour la DHfK, cela signifie une plus grande indépendance par rapport aux instances centrales situées à Berlin-Est, et principalement vis-à-vis de l'Office pour la jeunesse et le sport (*Amt für Jugend und Sport beim Ministerrat der DDR*), nouvelle émanation du StKS. La nouvelle entité est désormais placée sous la direction de Wilfried Poßner[8], Günter Erbach, ancien secrétaire d'État, reste cependant jusqu'aux élections de mars 1990 premier vice-président[9]. L'école de Leipzig a profité de ce nouvel espace de liberté pour s'émanciper du contrôle des instances centrales et tenter de réformer son mode de fonctionnement. Le travail de ces mois se concentre ainsi sur le leitmotiv du « renouvellement démocratique du travail à la DHfK[10] ». La direction de l'école a, cette-fois, participé activement à ce mouvement. La chute du Mur l'a semble-t-il décidé à s'engager en faveur du mouvement de démocratisation. Gerhard Lehmann, jusqu'ici frileux à demander réformes et changements, n'attend pas les consignes du nouveau gouvernement. Le 13 novembre, lors d'un rapport au secrétaire Erbach, il prend position pour le renouvellement du fonctionnement de l'école en soulignant que « la rénovation démocratique de la DHfK est un processus qu'il faut appliquer de manière honnête et conséquente[11] ».

Dès le 28 novembre, via le document évoqué au chapitre précédent (p. 350) une conception plus globale de cette vision démocratique de l'école est esquissée. Dans ce texte extrêmement critique qui fustige les rigidités excessives du processus de décision en RDA, Lehmann pose les bases d'une révision complète de l'organisation de l'école sur le principe de l'« augmentation de la responsabilité propre à la DHfK et à tous les niveaux de directions au sein de l'école, en combinaison avec une plus grande décentralisation du processus de prise de décisions[12] ». Il propose ainsi une réduction de ses propres pouvoirs dans les domaines de la politique pédagogique et scientifique au profit d'un processus plus collégial et décentralisé. Plus généralement, il plaide pour une libéralisation des mœurs politiques de l'école :

- plus grande transparence dans les évaluations et dans le processus d'orientation professionnelle des étudiants[13] ;

7. *« Reglementierung im Bildungswesen radikal abbauen »* ; cite d'après : *Ibid.*

8. « Beschlüsse und Impulse des Ministerrats ». In : *Neues Deutschland* 44.283 (1. 12. 1989), p. 2.

9. Müller-Enbergs, Wielgohs et Hoffmann, *Wer war wer in der DDR ?*, *op. cit.*

10. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

11. *« Die demokratische Erneuerung der DHfK ist ein ehrlich und konsequent durchzusetzender Prozeß »* ; cité d'après : *« Protokoll der Dienstbesprechung des Rektors »* (13.11.1989). In : Büro des 1. Prorektors. « Arbeitsberatungen, Dienstbesprechungen des Rektors ». UAL DHfK VWA 3710. (1987-1990).

12. *« Erhöhung der Eigenverantwortung der DHfK und aller Leitungsbereiche innerhalb der Hochschule in der Einheit mit einer stärkeren Dezentralisierung der Entscheidungsbefugnisse »* ; cité d'après : *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989) p. 29.. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

13. *Ibid.*, p. 10.

- suppression des prérogatives de l'antenne locale du SED et de la FDJ dans la vie quotidienne de l'école[14] ;
- suppression du contrôle sur la vie quotidienne des étudiants, avec notamment la levée de l'interdiction de regarder la télévision ou d'écouter la radio ouest-allemande, ou de l'obligation de signaler les contacts avec l'Allemagne de l'Ouest[15] ;
- annonce d'une refonte des structures et statuts de l'école, afin de correspondre à cette nouvelle politique[16].

À cette nouvelle ligne politique s'ajoute une amnistie pour l'ensemble des étudiants concernés par une procédure disciplinaire en raison de leur implication dans le mouvement de la révolution pacifique[17].

Ce relatif empressement de la direction à mettre en adéquation l'organisation interne de l'école avec le souhait d'une grande partie de la population étudiante pourrait paraître logique au vu de la situation du pays, mais la volte-face rapide et l'abandon de l'orthodoxie à la DHfK semblent plutôt constituer une exception dans un paysage universitaire est-allemand très conservateur et resté pendant longtemps attaché au SED. Il faut par exemple attendre le 7 décembre pour que les premières mesures d'assouplissement de l'encadrement politique soient prises à l'université de Iéna[18] et la KMU Leipzig a, elle aussi, tout fait pour retarder ces changements. Sa direction n'a consenti d'ailleurs à se défaire du patronage de Karl-Marx qu'en février 1991, plus de quatre mois après la réunification[19].

La démocratisation de la vie interne à la DHfK ne s'est pas arrêtée à ces déclarations de principes, mais s'est poursuivie tout au long des premiers mois de 1990, comme une miniature du système politique est-allemand. Le recteur et la direction ont progressivement cédé certaines de leurs prérogatives au profit de nouvelles instances plus collégiales et représentatives. Un mouvement qui s'est toutefois déroulé sous la pression et l'œil vigilant de l'opinion publique de l'école en particulier des étudiants, qui réclamaient vivement ces changements[20]. C'est ainsi qu'en janvier 1990 a été créé un « Conseil des étudiants de la DHfK », désormais intégré au processus de décisions, afin de représenter les intérêts de cette population de manière moins partisane que ce que pouvait faire

14. *Ibid.*, p. 29.
15. *Ibid.*, p. 34
16. *Ibid.*
17. *« Amnestiebeschluss »* (27.11.1989). In : « Prorektor für Gesellschaftswissenschaften : Außerordentliches Konzil 1989 ». UAL DHfK VWA 3720. (1989-1990).
18. Michael Ploenus. « Die Wende an der Friedrich-Schiller-Universität Jena 1988 bis 1991 ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990).* Sous la dir. d'Uwe Hossfeld, Thomas Kaiser et Heinz Mestrup. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 445-473, p. 448.
19. Uwe Schlicht. « Die Universität trug leider nichts zur Wende bei ». In : *Der Tagesspiegel* (29. 9. 2010). url : https://www.tagesspiegel.de/wissen/ddr-hochschulen-nach-1989-die-universitaet-trug-leider-nichts-zur-wende-bei/1945276.html (visité le 27. 9. 2019).
20. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

la FDJ[21]. De même, le 1er février, se réunit pour la première fois la « Table ronde » de la DHfK, nouvelle instance composée de représentants de l'ensemble des usagers – étudiants, enseignants, personnels techniques et direction – et chargée de surveiller la transition et les réformes en cours. Pour reprendre le texte de sa mission officielle, elle devait s'assurer « du contrôle démocratique, de la co-gestion et d'une influence sur les décisions[22] », inspiré par le modèle de la « Table ronde centrale » (*Zentraler Runder Tisch*), qui veillait à l'application des réformes et surveillait les décisions prises par le gouvernement Modrow à Berlin-Est[23]. Contrairement aux autres conseils existant depuis 1975, comme le Conseil scientifique (*Wissenschaftlicher Rat*), le Conseil social (*Gesellschaftlicher Rat*) ou le Concile (*Konzil*), qui étaient de simples chambres d'enregistrement et d'acclamation des décisions du parti, ces nouvelles institutions avaient un véritable pouvoir décisionnel au sein de l'école et étaient devenues le lieu d'impulsion des réformes. On notera également la formation de groupes d'intérêts indépendants, comme le « groupe d'initiative "jeunes chercheurs" » (*Initiativgruppe* Wissenschaftlicher Nachwuchs), afin de faire entendre leurs voix au sein de ces nouvelles instances[24].

Ce mouvement de réformes culmine avec l'élection d'un nouveau recteur, Helmut Kirchgässner, le 22 mai 1990, par un Conseil scientifique élargi, comprenant les 62 membres de l'ancien Conseil scientifique en place depuis avant la chute du Mur, ainsi que 60 autres membres élus parmi les autres corps de la population de l'école (enseignants non membres du Conseil scientifique, personnels techniques et étudiants), une élection à laquelle Gerhard Lehmann ne s'est pas présenté. Ce scrutin se distingue par plusieurs nouveauté. C'est en effet le premier à se dérouler à bulletins secrets, le premier à voir s'opposer plusieurs candidats – Harald Polster, Heidi Kunath et donc Helmut Kirchgässner[25] – et le premier à voir un recteur non-membre du SED être élu. Alors que Kunath et Polster avaient tous les deux été membres du SED et désormais du PDS[26], Helmut Kirchgässner n'avait, lui, jamais pris de carte au parti[27].

En quelques mois, les structures de cette école, auparavant connues pour leur orthodoxie et leur fidélité au régime, changent du tout au tout et tournent le dos de manière radicale à la tradition du centralisme démocratique, bien plus vite que la plupart des autres établissements universitaires du pays. Ceci s'explique notamment par un divorce profond entre la base de l'école et les structures étatiques – mais cela se retrouve éga-

21. *« Der Studentenrat der DHfK hat auf allen Ebenen der Hochschule das Recht auf Mitbestimmung bei Entscheidungen, die studentische Interessen betreffen »* ; cité d'après : *« Rahmenvertrag über studentische Interessenvertretung an der DHfK »* (janvier 1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

22. *« Übereinstimmende Auffassungen gab es darüber, diesen Runden Tisch einzurichten mit dem Ziel demokratischer Kontrolle, Mitbestimmung und Einflußnahme auf Entscheidungen »* ; cité d'après : *« Erste Beratung des Runden Tisches »* (1.2.1990). In : *ibid.*

23. Childs, *The Fall of the GDR*, *op. cit.*, p. 105.

24. *« Brief über die Gründung der Initiativgruppe* Wissenschaftlicher Nachwuchs *an der DHfK »* (15.1.1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

25. *« Bericht der Kommission zur Wahl des Rektors an der DHfK »* (23.5.1990). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3221 », *op. cit.*

26. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

27. *« Angaben zur Person – Helmut Kirchgässner »* (14.5.1990). In : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3221 », *op. cit.*

lement dans la plupart des structures du pays – et par une lassitude de la direction elle-même face aux difficultés permanentes qu'avait provoquées l'hypertrophie de la bureaucratisation et de la politisation du sport.

8.1.1.2 Effacer les marques de l'éducation socialiste

Ce processus de transition démocratique ne se manifeste pas seulement l'organisation interne de l'école. C'est l'ensemble du fonctionnement de l'établissement, son profil et son enseignement qui sont profondément remaniés afin de supprimer les marques de l'encadrement politique et idéologique, et à termes d'expurger toute trace de la politisation du sport.

Ainsi, dès le 28 novembre, la direction de l'école annonce une très forte réduction du nombre d'heures de cours consacrés aux théories du marxisme-léninisme. Dès le semestre suivant, leur contenu sera en outre entièrement repensé afin d'être moins dogmatique. De plus, l'obligation de choisir le russe comme première langue vivante est suspendue[28]. Ces premières réformes ont été par la suite complétées par une volonté de réformer de fond en combles les programmes et les diplômes délivrés par l'école, sur la base de ces nouveaux principes. Le premier semestre de l'année 1990 fut ainsi consacré à une réflexion visant à renouveler les méthodes d'enseignement en vigueur, et à mettre un terme aux pratiques paternalistes et autoritaires en cours avant la « Wende ». De même, le contenu des cours en eux-mêmes fut révisé, pour supprimer les modules à visée entièrement idéologique. Si une première version expurgée des cours et des diplômées devait être mise en place dès la rentrée de septembre 1990, les responsables de ce travail de redéfinition prévoyait des maquettes entièrement rénovées pour septembre 1991[29].

Cette « redéfinition de la politique scientifique[30] » et pédagogique de l'école s'est également traduite par un abandon très rapide de nombreuses caractéristiques, qui avaient fait son quotidien et son identité depuis la refonte des années 1970. Ainsi, le culte du secret et la compartimentation du savoir, si consciencieusement respectés jusque-là, sont immédiatement suspendus. Dès novembre, l'ensemble des membres de l'école peut accéder à tout le catalogue de la bibliothèque, y compris la littérature issue de l'« étranger non-socialiste ». De même, le recteur suspend les règles concernant la publication d'articles et de travaux scientifiques, permettant à tous les scientifiques de l'école d'écrire dans les revues de leur choix, sans contrainte préalable de thématiques[31], alors qu'il faudra attendre le 29 décembre 1989 pour que le nouveau Conseil des ministres abroge les directives concernant la classification comme confidentiels des résultats de la recherche[32].

28. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989) p. 14-15. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

29. *« Arbeitsprogramm für den Zeitraum vom 1.1 bis 31.8.1990 »* (janv.1990) p. 1. In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*

30. *Ibid.*, p. 9.

31. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989) p. 23. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

32. Ministerrat der DDR. « Beschluß zur Aufhebung von Regelungen zum Geheimnisschutz ». BArch DC 20-I/3/2891. 29. 12. 1989.

De même, a été rapidement abolie la politique des quotas de répartitions des étudiants entre les différentes disciplines[33].

Enfin, c'est la définition même du rôle de l'établissement dans la formation des entraîneurs qui est remise en cause, puisque l'école critique de manière véhémente la décision qui a été prise dans les années 1970 de limiter son champ d'action au sport de haut-niveau. Ceci a été vu comme une :

> limitation du domaine du travail scientifique, et comme une mise en avant trop importante du travail politique et éducatif, par rapport aux considérations disciplinaires et scientifiques envers les étudiants[34].

La concentration sur le haut-niveau étant devenue une source de frustration majeure pour les enseignants en raison de son caractère hautement bureaucratique, la DHfK plaide désormais pour un rééquilibrage de son profil en faveur du sport pour tous, mais aussi du sport scolaire, à l'image de ce qu'elle pouvait produire dans les années 1950 et 1960[35]. Considérant avoir été « soumise » au StKS et à la DTSB pendant toutes ces années, ainsi qu'aux objectifs purement comptables en termes de médailles et de records que les dirigeants du SED fixaient la DHfK post-1989 veut rompre avec ce passé[36]. Elle ne souhaite plus être considérée comme une simple « forge à cadres », fournissant aux fédérations des entraîneurs dociles et prêts à encadrer les futurs athlètes de haut-niveau, sportivement mais aussi et surtout idéologiquement, ce qui pourtant était au cœur de son identité. Elle désire au contraire être désormais vue comme une université « normale », comme les autres établissements de formation du pays. C'est pourquoi, dès décembre 1989, la direction de l'école demande à rompre les liens de subordination existant avec les instances du sport et notamment l'Office pour la jeunesse et le sport afin de se placer sous le patronage du nouveau « Ministère de l'éducation[37] » (*Ministerium der Bildung*) de Hans-Heinz Emons[38], comme le reste des universités du pays.

La DHfK a donc voulu rapidement rompre les liens avec son récent passé socialiste en effaçant les marques les plus clairement politiques de son profil et de son identité. Le discours devenu officiel de l'école était qu'elle avait été une victime de la politisation du sport, mais qu'elle souhaitait désormais tourner cette page. Cette attitude est assez singulière dans le domaine de l'éducation en RDA, qui est pendant de longs moins

33. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989) p. 15. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

34. *« Die nach 1971 vorgenommene Umorientierung der Hochschule auf Aufgabenstellung des Leistungssports führte […] zu einer deutlichen Eingrenzung der wissenschaftlichen Arbeitsgebiete und auch Überbetonung der politisch-erzieherischen gegenüber der fachwissenschaftlichen Arbeit mit den Studenten »* ; cité d'après : *Ibid.*, p. 8a.

35. *« Standpunkt zur Stellung der DHfK in der Gesellschaft und zum Grundprofil der DHfK »* (11.12.1989) p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

36. *« Erhöhung des Ranges der wissenschaftlichen Arbeit und Forschung sowie wissenschaftliche Leistungen »* (déc. 1989). In : *ibid.*

37. Ce ministère créé par le cabinet Modrow était issu de la fusion du Ministère de l'éducation populaire (*Ministerium für Volksbildung*), longtemps dirigé par Margot Honecker et du Ministère pour l'éducation supérieure et technique (*Ministerium für Hoch- und Fachschulwesen*). *cf.* Herbst, Ranke et Winkler, *So funktionierte die DDR II*, *op. cit.*, p. 665.

38. *« Standpunkt zur Stellung der DHfK in der Gesellschaft und zum Grundprofil der DHfK »* (11.12.1989) p. 1. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

resté accroché aux valeurs du socialisme, mais elle s'inscrit toutefois clairement dans un mouvement visible à l'œuvre dans le monde du sport, qui s'est rapidement détourné des excès idéologique qui l'avaient jusqu'à présent entouré. En effet, juste après la chute du Mur, de nombreux acteurs sportifs décidèrent de « désocialiser » leur image en effaçant les traces de l'empreinte du SED. De nombreux clubs supprimèrent les marqueurs désormais anachroniques ou trop politisés. Furent ainsi fréquemment enlevés les liens avec les grandes entreprises d'État ou les combinats, comme pour le *BSG Wismut Aue*, devenu en 1990 *FC Wismut Aue* ; ou le *Hallescher FC Chemie* qui est renommé simplement *Hallescher FC*[39]. De même, le *BFC Dynamo* redéfinit complètement son identité en février 1990. Il se rebaptise en *FC Berlin* change de logo, abandonnant le « D » majuscule de la *SV Dynamo* au profit de la porte de Brandebourg, symbole de la ville réunifiée, et modifie également les couleurs de son maillot, délaissant le traditionnel lit-de-vin, pour du rouge et du blanc[40]. Le but de cette manœuvre était d'échapper aux lourdes connotations portées par le mot *Dynamo*. Ce phénomène de redénomination s'est poursuivi jusqu'au milieu des années 1990. Les dirigeants voulaient par ce mouvement rompre avec un passé trop chargé et faire oublier le favoritisme dont certains avaient pu bénéficier[41], pour pouvoir continuer d'exister même après la fin de la RDA[42]. Ces raisons permettent également d'expliquer la politique de la DHfK post-1989.

8.1.1.3 Les changements de personnels

La grande majorité des personnels enseignants et dirigeants de la DHfK se prononce après le 9 novembre en faveur des réformes du système et accepte une certaine part de responsabilité dans la situation de l'école. Les oppositions jusqu'au-boutiste sont rares et les figures les plus orthodoxes semblent somme toute assez résignées face à l'évolution en cours dans le pays[43]. Toutefois, les personnes en charge de l'école à l'automne 1989 restent des socialistes convaincus, ayant fait leur carrière au sein de la RDA et en grande partie ayant été sélectionnés pour leur fidélité au régime, même s'ils sont persuadés de la nécessité des réformes en cours. Plusieurs voix plus conservatrices se sont fait entendre afin de limiter la portée de ces réformes, notamment dans les premières semaines. La section II de l'école a particulièrement critiqué le manque grandissant de discipline dans l'établissement et la prise de pouvoir des étudiants, soulignant qu'on ne pouvait « tolérer des situations d'anarchie sous couvert de démocratisation de la vie au sein de la DHfK[44] ». Ces dirigeants restent pour beaucoup figés dans cette pensée désormais peu adaptée aux nouvelles conditions politiques et sont assez réticents aux changements.

39. Lohmann et Lehnert, « L'Allemagne de l'Est reléguée », *op. cit.*, p. 175.

40. « Seit gestern nun FC Berlin als Nachfolger des BFC ». In : *Berliner Zeitung* 46.43 (20. 2. 1990), p. 9 ; « FC Berlin wirbt um Vertrauen ». In : *Neues Deutschland* 45.44 (21. 2. 1990), p. 6.

41. Lohmann et Lehnert, « L'Allemagne de l'Est reléguée », *op. cit.*, p. 176.

42. « Spielen künftig Eisbären für Berlin ? » In : *Berliner Zeitung* 48.62 (13. 3. 1992), p. 22.

43. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991)*.

44. *« Bei aller Demokratisierung des Lebens an der DHfK können wir doch keine anarchistischen Zustände zulassen ! »* ; cité d'après : *« Diskussionsbeitrag zum außerordentlichen Konzil »* (6.12.1989). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

Les premiers mois de l'année 1990 ont également été marqués par une vague de renouvellement du personnel au sein de l'école. Ce mouvement dans les affectations de la direction s'est fait sous la pression en particulier des étudiants, qui souhaitaient voir une réforme en profondeur de l'école et ainsi ne plus avoir aux responsabilités les personnes les plus proches du désormais ancien régime. Les personnes dont la collaboration avec le MfS est apparue au grand jour sont également devenues *persona non grata*[45].

Ces personnalités se sont également retrouvées sous le feu des critiques de l'opinion publique, et, à partir d'avril 1990, du nouveau gouvernement élu démocratiquement de Lothar de Maizière[46]. Ce dernier se lance en effet dans une campagne d'exfiltration des membres du corps enseignant jugés trop proches de l'ancien pouvoir socialiste. Il licencie par exemple l'ensemble des 6 700 directeurs d'école du pays, qui peuvent tout de même envoyer leurs candidatures pour occuper les postes rendus ainsi vacants. De même, ce sont 550 enseignants spécialisés dans le marxisme-léninisme qui perdent leur emploi, devenus superflus[47].

Le sport est également touché par cette vague de remontrances et de procès en politisation. On lui reproche la dureté des entraînements, le dopage mettant en danger les athlètes, ainsi que sa place et son budget démesurés. La DHfK doit elle-même passer sous les fourches caudines des critiques de la presse, qui met en avant le fonctionnement de l'établissement et son rôle dans ce système désormais honni. *Neue Zeit*[48] publie par exemple un témoignage acerbe d'un assistant scientifique de l'école, qui décrit un établissement ayant contribué à l'« ordre quasi militaire du sport de haut-niveau en RDA ». D'après lui, l'établissement était entièrement dominé par les membres du SED, a jusqu'au bout considéré les manifestants pro-démocratie comme des « hooligans, des radicaux de droite et des asociaux », et n'a que très récemment consenti à des réformes. Il conclut en disant que « toutes les fonctions décisives sont encore dans les mains de ce parti détesté[49] ». Le lendemain, le journal publie un autre long article sur l'école, racontant comment Manfred Merkel, ancien champion du monde de canoë s'étant reconverti dans la recherche a été licencié sans préavis de son poste à la DHfK pour des raisons politiques, sans qu'un motif clair ne lui ait été donné[50]. Les pratiques en cours dans le monde du sport et de l'école, jusque-là cachées de tous, sont progressivement révélées

45. *« Protokoll der Sitzung des "Runden Tisch" an der DHfK »* (26.2.1990), in : *ibid.*

46. Le 18 mars 1990, se tiennent des élections législatives multipartites en RDA, qui sont remportées par l'*Alliance pour l'Allemagne*, menée par la CDU est-allemande, qui avait depuis décembre 1989, rompu les liens avec le SED. Lothar de Maizière devient alors le premier chef de gouvernement démocratiquement élu et ne faisant pas partie du SED.

47. Childs, *The Fall of the GDR*, *op. cit.*, p. 138.

48. Ancien organe de presse officiel de la CDU satellisée, *Neue Zeit* suit pendant la dictature du SED la ligne officielle du parti. Il prend cependant de plus en plus son indépendance au cours de la Révolution Pacifique et rompt tout lien avec le discours de propagande en février 1990. Il devient alors un journal à tendance chrétienne-démocrate et conservatrice. *cf.* Horst-Dieter Schichtel. *Der Weg aus der Meinungsdiktatur : die Neue Zeit – eine Zeitung in der Wende*. Francfort-sur-le-Main : IMK, 1998.

49. *« Damit sind noch immer alle entscheidenden Funktionen voll in den Händen dieser verhaßten Partei »*. In : « Wendehals-Gymnastik der Roten Hochschule », *op. cit.*

50. « ... bis der Modell-Athlet zusammenbrach ! » In : *Neue Zeit* 46.43 (20. 2. 1990), p. 6.

aux yeux de l'opinion publique[51], forçant la direction de l'école aux réformes et à écarter les personnes considérées les plus proches du régime déchu.

Pour reprendre les mots de Norbert Rogalski sur l'atmosphère régnant au sein de l'école durant cette période, même si lui-même a été concerné par les mesures de désocialisation et a dû démissionner de son poste de vice-recteur[52] :

> En raison de l'atmosphère politique générale de l'époque, nous assistions à une répartition inégale des rôles, où ceux qui posaient les questions [les étudiants et les réformateurs], inspirés par le mot d'ordre « Nous sommes le peuple », avaient presque pris l'avantage. Les dirigeants, eux, se devaient à plusieurs reprises d'être sur la défensive[53].

Le recteur reste certes en place jusqu'à l'élection de Helmut Kirchgässner en juin 1990, en acceptant un partage du pouvoir avec les nouvelles institutions mises en place, mais un grand nombre des autres responsables de l'établissement ont été écartés ou se sont retirés volontairement des postes prestigieux qu'ils occupaient. Ces remplacements – volontaires ou non – se sont ainsi égrainés tout au long du premier semestre de l'année 1990. Pour citer quelques noms qui ont été évoqués dans ce présent manuscrit, Rogalski, vice-recteur à l'éducation et à la formation (*Prorektor für Erziehung und Ausbildung*) et ancien secrétaire local du parti, ainsi que Karl-Heinz Bauersfeld, vice-recteur pour le développement scientifique (*Prorektor für Wissenschaftsentwicklung*) démissionnèrent de leur fonction en février 1990[54]. Si on en croit les propos de Norbert Rogalski, ce sont tous les directeurs des deux premiers niveaux de direction – vice-recteurs, directeurs de section, d'instituts et de domaines de recherche – qui ont été relevés de leurs fonctions[55].

Ainsi, en quelques mois, cet ancien temple de l'orthodoxie sportive se retourne contre ses anciennes valeurs et abandonne ce qui avait fait son identité pendant les vingt dernières années, beaucoup plus rapidement que nombre d'autres établissements d'enseignement supérieur du pays. Les ressentiments et colères issus de la plus grande politisation et de la pression permanente de la part du SED, ainsi que les révélations toujours plus importantes du quotidien de l'école ont ainsi conduit à un renouvellement profond et rapide des hommes et des pratiques.

51. Norbert Rogalski fait état dans son autobiographie de plusieurs articles très virulents publiés dans le *Leipziger Volkszeitung* contre la politique menée à la DHfK durant ces années, mais nous n'avons pu les consulter faute de numérisation du journal concerné.

52. *« Protokoll der Dienstberatung beim Rektor »* (8.1.1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

53. *« Unter der allgemeinen politischen Atmosphäre dieser Zeit war es eine ungleiche Rollenverteilung, indem die Fragesteller, inspiriert von der Losung* "Wir sind das Volk"*, meist im Vorteil gewesen sind, die Leiter dagegen oftmals in der Defensive sein mussten ».* In : Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung* (1989-1991).

54. *« Protokoll der Dienstberatung beim Rektor »* (8.1.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3710 », *op. cit.*

55. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung* (1989-1991).

8.1.2 Les tentatives de bilan

Le tournant entre les années 1989 et 1990 a également été l'occasion pour les membres de l'école de jeter un regard critique sur leur travail et de tenter de faire un bilan de l'époque qui était en train de se terminer. Les personnels de l'école ont certes reconnu les excès du sport en Allemagne de l'Est, mais ils ont également tenu à défendre leur activité durant la période de domination du SED.

8.1.2.1 Une nette auto-critique

Le processus de « démocratisation » du fonctionnement interne de la DHfK est accompagné d'une relecture de son histoire, et d'une reconnaissance assez généralisée des problèmes rencontrés par le sport en RDA. Comme déjà évoqué, les responsables reconnaissent et regrettent très rapidement après la chute du Mur l'hypertrophie du sport de haut-niveau dans le système est-allemand et dans le profil de la DHfK depuis les années 1970. Ils qualifient cette orientation qui leur a été imposée de « limitation du profil de formation » et de recherche de l'école, ayant brimé la liberté scientifique de ses membres, et contraint ces derniers à s'engager dans des domaines qui ne leur convenaient pas nécessairement[56]. Surtout, cette limite ne correspondait pas aux réels besoins de la société est-allemande et de ses citoyens, mais davantage aux desiderata du gouvernement de Berlin-Est et des responsables du parti et de la DTSB. C'est pourquoi le thème d'un rééquilibrage du profil de l'école dans tous les domaines du sport fait partie des priorités dans les discussions dans les premières semaines après la chute du Mur[57].

De même, la direction et les nouvelles instances de discussion soulignent le manque d'indépendance par rapport aux instances centrales de Berlin-Est, la politisation de l'ensemble des décisions prises ainsi que les problèmes qui en ont découlé. Des problèmes qui ont finalement conduit à « une rupture dans la stratégie pédagogique et scientifique » et une perte de qualité notoire du travail[58]. Parmi les points qui ont été jugés particulièrement négativement par cette lecture critique du passé, on peut citer :

- l'impossibilité pour l'école de mener des relations internationales de manière autonome, celles-ci devant correspondre aux principales orientations du régime, avant d'être utiles sur le plan scientifique et pédagogique. Fut notamment pointé du doigt le déséquilibre entre les relations avec les pays du pacte de Varsovie et les pays de l'étranger non-socialiste[59] ;

- l'obéissance extrême exigée pour l'ensemble des membres, y compris des étudiants, qui devaient se comporter comme dans une « académie militaire », tandis que les

56. *« 1. Diskussionsmaterial zur Basisstrukturierung der DHfK »* (Nov. 1989). In : « UAL DHfK VWA 3828 », *op. cit.*

57. *« Standpunkt zur Stellung der DHfK in der Gesellschaft une zum Grundprofil der DHfK »* (11.12.1989) p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

58. *Ibid.*, p. 1.

59. *« Erhöhung der internationalen Ausstrahlung der DHfK »* (nov. 1989) p. 1. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3708 », *op. cit.*

enseignants devaient « transposer sans contradiction les postulats de la direction du sport[60] » ;

- la bureaucratisation à l'extrême des procédures du quotidien, entraînant une perte notoire d'efficacité du travail. Le quotidien des personnels de l'école se résumait à être les « interprètes » des textes de lois et des décisions des organes centraux, plutôt que d'être force de proposition pour les réformes et les lois[61] ;

- les procédures de mise au secret et de compartimentation dans l'accès aux informations, qui empêchait un réel travail scientifique et de production de connaissances nouvelles. Gerhard Lehmann souligna entre autres que cela rendait impossible un réel contrôle de la qualité du travail de la production scientifique, ce dont avaient profité certains enseignants[62].

Toutefois, dans ces situations, même si l'école reconnaissait ses manquements passés et ses limitations en raison du caractère hautement politique de son action, recteur et nouveaux partenaires s'accordaient à dire qu'il s'agissait avant tout des conséquences du système en général et que la DHfK en tant qu'institution n'avait pas la capacité de se défaire d'une telle emprise. En effet, d'après Gerhard Lehmann :

> les décisions arrivaient à l'école le plus souvent en provenance du Politburo ou du secrétariat d'État, sans que leurs contenus ou leurs calendriers n'aient été suffisamment discutés au préalable avec notre institution[63].

Le ton employé pour décrire les relations avec les institutions de tutelle est en effet constamment négatif avec des termes comme « paternalisation de la direction de l'école[64] » par la DTSB et le StKS ou « déformation de l'ensemble du système de la culture physique » en RDA en raison de « la prétention à l'exclusivité » de la DTSB et de ses orientations uniquement politiques[65].

Les dirigeants de la DHfK ne rejettent toutefois pas toute la faute sur Berlin-Est et acceptent une partie des critiques qui leur ont été faites, et ce très rapidement après le 9 novembre. Dès le 27 novembre, le recteur déclare qu'« il se sent en partie responsable, car

60. *« Jahrelang wurde von der Hochschule erwartet, daß sie das Studium wie eine Militärakademie organisiert, die Postulate der Sportleitung widerspruchlos auf die Erziehung und Ausbildung überträgt »*, cité d'après : *« Erneuerung und Demokratisierung des akademischen Lebens »* (nov. 1989). In : REKTORAT, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

61. *« Erhöhung des Ranges der wissenschaftlichen Arbeit und Forschung sowie wissenschaftliche Leistungen »* (nov. 1989) p. 2. In : *ibid.*

62. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989), p. 20. In : *ibid.*

63. *« Die Beschlüsse kamen zumeist als Politbüro- oder Sekretariatsbeschlüsse auf die Hochschule zu, ohne vorher die Inhalte und Termine ausreichend mit unserer Einrichtung abzustimmen »* ; cité d'après : *ibid.*, p. 5. In : *ibid.*

64. *« Als Hemmnisse erwiesen sich die Reglementierung und Bevormunudng der Hochschulleitung durch den DTSB der DDR und das Staatssekretariat »*, cité d'après : *« Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK »*, p. 1. In : *ibid.*

65. *« Das kann jedoch nicht darüber hinwegtäuschen, daß einseitig politisch begründete Orientierungen und der* "Alleinvertretungsanspruch" *des DTSB für den Sport der DDR bald zu Deformierung des Gesamtsystems der Körperkultur führten »*, cité d'après : *« Demokratie braucht Schwung, Beweglichkeit und Ausdauer »* (27.1.1990). In : « UAL DHfK VWA 3720 », *op. cit.*

[il n'a] pas attiré l'attention suffisamment tôt sur les problèmes qui s'accumulaient[66] » et que la direction et lui « [avaient] eu [eux]-mêmes la possibilité de décentraliser plus tôt ces structures administratives[67] ». Il souligne également la responsabilité de l'école dans le manque de prise de distance par rapport aux ordres donnés par les instances centrales, et l'obéissance zélée à la politique ainsi transmise. De même, dans l'organisation interne de l'école, le caractère très vertical des relations entre étudiants et professeurs est pointé du doigt de manière très nette et doit être considéré comme une responsabilité personnelle des membres de l'école[68]. Le lien entre certains personnels et le MfS sont également dénoncés, et la Table Ronde s'est montrée particulièrement vigilante dans ses investigations sur ce point[69].

Ce discours est cependant loin de plaire à l'ensemble des personnalités ayant été aux responsabilités avant 1989, qui préfèrent, eux, rejeter en bloc la faute sur les seuls StKS et DTSB[70]. Les plus fidèles aux idées socialistes, comme Rogalski, se refusent en grande partie à cette auto-critique, et bien que soulignant que des réformes et des efforts étaient nécessaires, qualifient cette remise en question et les rapports de la presse au sujet de la DHfK comme une campagne visant à jeter le discrédit sur le sport de la RDA et ses résultats[71]. On notera également que l'implication de l'école dans les pratiques de dopage, en cours de révélation n'est jamais évoquée dans les discours sur la démocratisation et le bilan de l'école en 1990.

8.1.2.2 Le soutien envers le bilan de l'école

Ces critiques envers le système du sport est-allemand et en partie sur les activités de l'école ne sont toutefois pas à considérer comme une remise en cause fondamentale de son travail durant toutes ces années, qui est perçu comme étant globalement positif. Pour reprendre les mots de Wilfried Poßner, directeur de l'Office pour la Jeunesse et le Sport, il convient de « passer par de nouveaux chemins, mais de garder ce qui a été atteint[72] ».

L'école tient à défendre son bilan global. Si elle admet avoir d'importants efforts à faire en termes de réformes et si elle n'a pas été un modèle absolu d'efficacité du temps du socialisme, elle a tout de même contribué, selon ses responsables, à l'avancée des sciences du sport. Pour reprendre Gerhard Lehmann :

66. *« Ich fühle mich mitverantwortlich, weil ich nicht rechtzeitig auf angestaute Probleme hingewiesen habe »*, cité d'après :*« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989), p. 5. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

67. *« Es muß gesagt werden, daß wir selbst die Möglichkeit gehabt hätten, diese administrativen Strukturen schon früher zu entflechten »*, in : *ibid.*, p. 8a.

68. *Ibid.*, p. 15-16.

69. *« Protokoll der Sitzung des "Runden Tisches" an der DHfK »* (26.2.1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

70. *« Einige Gedanken zur Stellung der DHfK im gesellschaftlichen Gesamtorganismus »* (11.12.1989). In : *ibid.*

71. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung* (1989-1991).

72. « Neue Wege gehen, aber Erreichtes bewahren ». In : *Neues Deutschland* 45.4 (5. 1. 1990), p. 7.

> même s'il est aujourd'hui amèrement nécessaire de nous considérer de manière très critique, il ne faut pas cacher les bonnes réalisations que nous avons entreprises. Nous devons nous demander ce qui s'est avéré juste et ce qui ne l'a pas été[73].

Enseignants et dirigeants soulignent notamment la réputation d'ordre mondial de l'école, acquise grâce à la qualité des entraîneurs qu'elle a formés et grâce à son réseau dense de contacts internationaux avec de nombreux partenaires étrangers[74]. La DHfK tient également à mettre en avant son rôle dans la formation des élites étrangères. Même si elle a soumis à des pressions politiques, elle a contribué à donner des cours de qualité à des milliers de jeunes entraîneurs étrangers[75]

On pourrait ainsi résumer la position défendue par la DHfK quant à son bilan par la position du recteur en avril 1990, quand il a préparé les festivités destinées au 40e anniversaire de la fondation de l'école, censé se dérouler en octobre de la même année :

> Le résultat d'une action de quarante ans a été que la DHfK a trouvé une reconnaissance nationale et internationale en tant que lieu de formation […], ainsi que lieu de recherche dans les sciences du sport.
>
> Malgré toutes les déformations liées au régime politique […], de nombreuses contributions de nos membres appartiennent au solide socle des connaissances en matière de sciences du sport au niveau international[76].

Au sein de la DHfK, les voix pour les réformes et la critique ont pris le dessus et tournent le dos au passé socialiste de l'école, mais elles restent attachées à sa mission initiale de former professeurs et entraîneurs. Les nouvelles instances de l'école plaident donc pour que l'institution perdure et devienne « un centre national pour la formation académique de pédagogues dans le domaine du sport et de scientifiques, ainsi que pour la recherche en sciences du sport[77] » dans l'Allemagne réunifiée.

73. *« Auch wenn es heute bitter notwendig ist, sehr kritisch heranzugehen, so brauchen wir aber auch unser Licht nicht völlig unter der Scheffel zu stellen. Wir müssen fragen, was hat sich bewährt und was nicht »*, cité d'après : *« Erneuerung und Demokratisierung des akademischen Lebens »* (nov. 1989). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

74. *« Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK »* (nov. 1989) p. 1. In : *ibid.*

75. *Ibid.*, p. 5.

76. *« Im Ergebnis vierzigjährigen Wirkens hat die Deutsche Hochschule für Körperkultur als Stätte der Aus- und Weiterbildung […] sowie der sportwissenschaftlichen Forschung nationale und internationale Anerkennung gefunden.*
Trotz aller regimebedingten Deformationen […] gehören heute nicht wenige Leistungen ihrer Mitglieder zum festen Bestand des Erkenntnisgebäudes der internationalen Sportwissenschaft », cité d'après : *« Konzeption zur Vorbereitung und Durchführung des vierzigjährigen Bestehens der DHfK am 22. Oktober 1990 »* (7.4.1990). In : « UAL DHfK VWA 3828 », *op. cit.*

77. *« Die DHfK ist […] ein nationales Zentrum der akademischen Bildung von Sportpädagogen und Sportwissenschaftlern, der sportwissenschaftlichen Forschung »* ; cité d'après : *« Standpunkt zur Stellung der DHfK in der Gesellschaft und zum Grundprofil der DHfK »* (11.12.1989) p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

8.1.3 La définition d'un nouveau projet

La DHfK considère donc son bilan de manière globalement positive malgré cette politisation excessive et souhaite donc poursuivre dans sa mission principale autour de la formation et de la recherche dans les sciences du sport. Elle esquisse donc des projets d'avenir afin de continuer ces quarante ans d'histoire et désire s'inscrire sur le long terme, sur une base toutefois nouvelle, débarrassée du fardeau de l'idéologisation à outrance.

8.1.3.1 De nouveaux axes de formation et de recherche

Les nouveaux dirigeants de l'école de Leipzig ont rapidement dénoncé ce qui faisait précédemment l'identité de l'école au sein du sport en RDA et la définition du profil post-socialiste dans le domaine de la recherche et de l'enseignement s'est faite principalement en négatif par rapport à ces anciennes caractéristiques. Le nouveau premier vice-recteur, Jörg Stöbe déclare à l'occasion du début du nouveau semestre en octobre 1990 – le premier selon des conceptions purgées de la rhétorique socialiste – que « ces temps [de la politisation de l'école] sont définitivement terminés. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère[78] ».

Pour cette raison, l'autonomie par rapport aux instances de tutelle fait partie des priorités dans la révision des buts de l'école. En effet, la DHfK souhaite désormais être traitée comme n'importe quel autre établissement d'enseignement. Elle exprime le souhait d'être placée dans le domaine de compétences du ministère de l'éducation et de la recherche, et non plus dans celui en charge du sport[79]. De même, dans les premiers mois de cette année, le recteur insiste pour prendre ses distances par rapport à la DTSB, car il considère que la fédération ne traite pas correctement les diplômés en leur offrant souvent des postes ne correspondant pas à leurs qualifications, entre autres des postes administratifs pour des personnes ayant reçu une formation d'entraîneurs[80].

Concernant le profil de la future offre de formations, la DHfK veut également s'affranchir des contraintes du passé et élargir la palette des diplômes qu'elle peut offrir. Au lieu de spécialiser ses enseignements à la presque seule destination d'entraîneurs spécialisés dans une discipline sportive et se destinant à être actifs dans les clubs de haut-niveau, la nouvelle direction tend plutôt à se concentrer sur le sport pour tous. En février 1990, lorsque la DHfK travaillait sur le contenu qu'elle offrirait à l'avenir, le sénat et le recteur proposent de conserver la spécialisation des étudiants vers le métier d'entraîneurs ou de professeurs de sport destinés à une discipline précise, mais veulent également ouvrir le profil en proposant trois nouveaux parcours : entraîneurs ou professeurs de sport pour le sport pour tous (*Diplomsportlehrer, Sportlehrer für den Breitensport*), professeurs de sport en milieu scolaire (*Sportlehrer für den Schulsport*), comme lors de la fondation de

78. *« Die Zeiten sind endgültig vorbei. […] Wir sind in eine neue Ära eingetreten »*, cité d'après : « Jahrzehnte im Dienst von Staat und Partei : Sporthochschule », *op. cit.*

79. *« Frage der Unterstellung der DHfK »* (janv. 1990). In : Amt für Jugend und Sport. « Dienstberatung beim Leiter des Amts für Jugend und Sport ». BArch DR 5/2840. 1/1990.

80. *« Protokoll der Arbeitsberatung mit dem Rektor »* (4.12.1989). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3710 », *op. cit.*

la DHfK en 1950, ainsi qu'un domaine qui n'était que peu considéré du temps du socialisme, celui d'entraîneurs pour le sport de réhabilitation ou de santé[81] (*Rehabilitations- und Gesundheitssport*)[82]. Un phénomène similaire est visible concernant le profil de la recherche. Lui aussi doit être entièrement réorienté vers le sport pour tous, tandis que l'ensemble de la recherche scientifique concernant le sport de haut-niveau est confié aux équipes du FKS[83]. Ceci marque une rupture nette dans l'histoire de la DHfK, car ce domaine faisait partie du cœur même de son activité de recherche.

Ces ébauches de nouveaux parcours et axes de recherche n'ont toutefois pas pu être davantage développés en raison de l'incertitude flottant autour du devenir même de l'école. Ces grandes lignes directrices devant présider aux futures destinées de l'école ont certes été élaborées très rapidement après le chute du Mur, mais aucun résultat plus concret, comme de nouveaux programmes d'études ou bien de nouvelles maquettes n'a pu voir le jour, car l'ensemble des institutions du sport est-allemand était dans une phase de refondation intense (*cf.* Fig. 8.1, p. 369).

Cette incertitude quant aux partenaires avec lesquels la DHfK pouvait discuter a rendu très difficile la prise de décisions concrètes concernant l'avenir de l'école. À plusieurs reprises, Leipzig a notamment souligné l'absence de cadres et de stratégie claires pour l'avenir du sport en Allemagne de l'Est, l'empêchant de pourvoir disposer de tous les éléments pour prendre des engagements sur le long terme[84]. Ce flottement dans le processus de réformes est particulièrement visible dans les discussions de travail portant sur les futurs liens avec le FKS. Dès décembre 1989, les deux structures parlent d'une future collaboration. Dans les mois suivants, les pourparlers concernant les modalités de cette collaboration se poursuivent et s'affinent, afin que le FKS s'occupe exclusivement du sport de haut-niveau, laissant le sport de masse à la DHfK[85]. Or, la réalisation de ces discussions ne peut se concrétiser, car les instances centrales n'ont pas encore décidé du sort des deux instances, notamment pour savoir :

- si elles doivent perdurer comme deux établissements séparés ;
- s'il conviendrait de les fusionner en un pôle de recherche dans les sciences du sport et s'il faudrait que FKS et DHfK se retrouvent dans des bâtiments séparés ;
- ou s'ils continuent de partager les mêmes locaux.

Une décision sur la question n'est prise qu'en août 1990, qui acte le maintien de deux établissements distincts, devant être également séparés spatialement mais collaborant sur de

81. Cette désignation fait référence au sport de rééducation après un accident ou un traumatisme, mais aussi au handisport. Le handisport était en effet extrêmement peu développé en RDA – comme en URSS – et le pays n'a participé qu'une seule fois aux Jeux Paralympiques, en 1984.

82. *« Vorlage für die Arbeitsberatung mit dem Rektor »* (19.2.1990). In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*

83. *« Diskussionsangebot. Standpunkte zur Perspektive einer Forschungseinrichtung für Körperkultur und Sport »* (19.12.1989), p. 3. In : FKS, « UAL DHfK VWA FKS 770a », *op. cit.*

84. *« Zur demokratischen Erneuerung der Arbeit der DHfK »* (28.11.1989) p. 4. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

85. *« Diskussionsstandpunkt zur künftigen Stellung und Aufgabe des Forschungsinstitutes für Körperkultur und Sport »* (6.3.1990), FKS, « UAL DHfK VWA FKS 770a », *op. cit.*

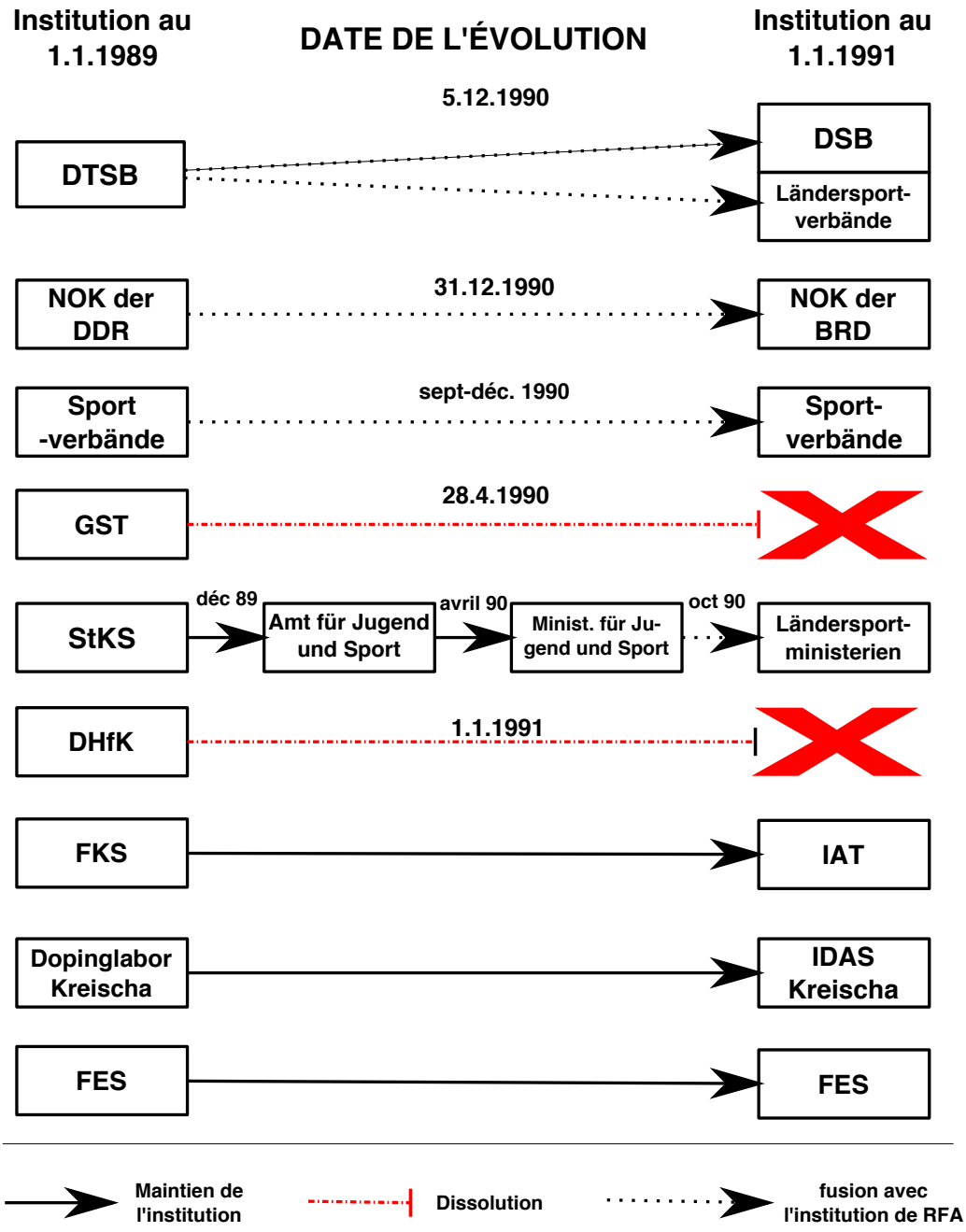


FIG. 8.1 : Évolution des structures du sport en RDA, puis dans les nouveaux *Länder* dans le processus de réunification

nombreux sujets[86]. Ceci a retardé d'autant la mise en place effective d'une collaboration entre les deux entités.

8.1.3.2 Le maintien de la dimension internationale

La dimension internationale de l'école a été reconnue et soulignée par les responsables de l'école après la chute du Mur, mais ici aussi une refonte de la politique dans ce domaine a été jugée nécessaire ; une politique centrée autour du maître-mot de l'autonomisation de la DHfK :

> La remaniement complet des relations internationales en matière de sciences du sport au sein de la DHfK, faite en toute autonomie et souveraineté dans toutes ses décisions, sans interférence ni paternalisme, est devenue une requête de notre temps[87].

Il s'agit donc désormais, non plus de servir la politique étrangère d'un État, quitte à entretenir des partenariats parfois peu utiles et renoncer à d'autres qui l'auraient été, mais de se recentrer sur les besoins réels et les perspectives de développement uniquement de l'école, sur un plan scientifique et pédagogique.

Cette révolution passe tout d'abord par un changement drastique des pratiques en cours concernant l'accueil d'étudiants étrangers. Les organes en charge de la rénovation de l'école reconnaissent tout d'abord les manquements de celle-ci envers ce public, lèvent immédiatement les contraintes les plus importantes qui pèsent sur ces échanges, notamment concernant la surveillance des étudiants dans les internats et les pratiques de ségrégation envers eux quant à l'accès aux contenus des cours destinés aux étudiants est-allemands[88] et plus généralement de leur isolation envers le reste de la population du pays[89]. De plus, est également reconnue la qualité insuffisante des prestations offertes à ces étudiants, notamment concernant les conditions de vie et d'hébergement, perçues comme un frein à l'attractivité de l'école. Les responsables s'engagent donc à engager travaux et rénovation afin de permettre aux futurs hôtes étrangers de vivre dans des conditions similaires à celles de leurs homologues allemands[90]. En outre, la direction de l'école annonce la prochaine suppression de l'interdiction qui était faite aux étudiants étrangers de participer aux modules et aux parcours réservés aux Allemands et envisage donc de remettre en place le *Direktstudium*, supprimé en 1975. Il n'est en effet désormais plus nécessaire de maintenir secret le contenu de ces cours. Les différents programmes réservés aux invités, comme l'ITK ou le PSF seraient, eux, maintenus. D'autres formes plus courtes, comme des stages de quatre à six semaines sont également envisagées[91].

86. *« Protokoll Klausur der Hochschulleitung »* (30.8.1990). In : Büro des 1. Prorektors. « Protokolle, Stellungnahmen von Senat und Ministerien 1989/90 ». UAL DHfK VWA 3998. (1989-1990).

87. *« Die völlige Neugestaltung der internationalen sportwissenschaftlichen Beziehungen der DHfK bei voller Selbstständigkeit und Souveränität in allen Entscheidung, ohne Eimischung und Bevormundung, ist zum Gebot der Zeit geworden »* ; cité d'après : *« Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK »* (nov. 1989), p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

88. *« Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK »* (nov. 1989), p. 5. In : *ibid.*

89. *« Ergebnisprotokoll des* "Runden Tisches" *»* (2.3.1990). In : *ibid.*

90. *« ASLB »* (15.11.1989). In : *ibid.*

91. *« Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK »* (nov. 1989), p. 6. In : *ibid.*

Ce sont toutefois les pays à qui seraient destinés ces places d'étude qui subiraient le plus de changements. Les nouveaux responsables des relations internationales souhaitent en effet que disparaisse, ou tout du moins que soit très nettement réduite, la part d'étudiants venus via des « contingents de solidarité » (*Solidaritätskontingenten*[92]), c'est-à-dire issus de pays partenaires traditionnellement privilégiés et dont les coûts de formation étaient pris en charge par la RDA. Désormais, ces échanges doivent se faire principalement sur une base commerciale, les participants étant à l'avenir censés payer leurs places. De plus, la DHfK compte nouer de nouveaux partenariats, avec des pays jusqu'à présent assez peu considérés, comme notamment les pays du Golfe, ou même les pays développés de l'Ouest de l'Europe[93].

Tourner le dos aux pratiques anciennes et ouvrir le champ des possibles sont également les principes dominants concernant le renouveau des relations scientifiques. Là aussi, les anciennes contraintes sont levées : la participation à des projets avec l'étranger n'est plus réservée à une petite minorité de cadres, triée pour leur obéissance, mais est ouverte à tous. Les limitations de sujet pouvant servir de base à ces échanges sont également suspendues[94]. L'école vise surtout désormais à rééquilibrer ses relations entre pays socialistes et pays non-socialistes, en se concentrant désormais sur la qualité intrinsèque des mesures à réaliser, et non plus sur des politiques de quotas, parfois vides de contenu mais basées sur des critères idéologiques[95].

Concernant sa politique internationale, la DHfK souhaite maintenir les principales lignes directrices qui avaient fait sa réputation pendant les quarante années de son existence, tout en se débarrassant rapidement des contraintes de ces périodes, afin de repartir sur des bases jugées saines.

8.1.3.3 Le projet d'une DHfK dans l'Allemagne unifiée

La DHfK ne tourne pas seulement rapidement le dos aux pratiques qu'elle a suivies et à l'idéologie qui sous-tendait son existence jusqu'à présent, mais au pays même qui lui a donné le jour. Très vite en effet, l'école de Leipzig s'est tournée vers l'Allemagne de l'Ouest et notamment vers la *Deutsche Sporthochschule* (DSHS) de Cologne, institution honnie du temps de la domination du SED pour l'aider dans sa reconversion.

La DHfK va en effet se rapprocher de son homologue de l'Ouest afin de mieux comprendre son fonctionnement interne, ce qui permettrait à Leipzig de mieux réussir sa transition vers un modèle post-socialiste. Plusieurs visites de membres de la DHfK à Cologne, et réciproquement, sont à signaler afin d'échanger sur des possibles modalités d'un futur travail commun et sur les conseils que pourraient apporter la DSHS[96]. La première

92. *Ibid.*
93. *Ibid.*
94. *« Arbeitsprogramm für den Zeitraum vom 1.1 bis 31.8.1990 »* (janv. 1990). In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*
95. *« Zur Erhöhung der internationalen Wirksamkeit der DHfK »* (nov. 1989), p. 2. In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*
96. *« Hauptergebnisse des Arbeitsaufenthaltes in Köln vom 8. bis 10.2.1990 »* (15.2.1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3708 », *op. cit.*

de ces visites a eu lieu dès la fin 1989 lorsque Christine Stang-Voß, rectrice de la DSHS se rendit que le campus de Leipzig sur invitation de Gerhard Lehmann[97]. Ainsi, en février 1990, est signé un accord de principe entre les deux établissements prévoyant des consultations régulières sur le plan pédagogique et scientifique, et notamment la possibilité d'échanger des professeurs invités ou que les étudiants d'une université puissent passer un semestre ou une année dans l'autre[98]. De même, une collaboration est instaurée au niveau des étudiants, entre les représentants du nouveau « Conseil des étudiants » de Leipzig et la Commission générale des étudiants – *Allgemeiner Studierendenausschuss* (AStA) de la DSHS afin de travailler sur les modalités de participation des étudiants à la vie quotidienne de l'université[99].

Avec l'avancée du processus de réunification des deux États allemands, cette collaboration s'est d'ailleurs intensifiée, la rectrice de Cologne apportant d'ailleurs officiellement son soutien aux efforts de Leipzig. Elle déclara notamment lors d'une interview à la *Berliner Zeitung* qu'« il [était] possible que deux institutions similaires puissent coexister en Allemagne[100] ». Quelques jours après la décision du gouvernement de Saxe de dissoudre la DHfK, Christine Stang-Voß annonça regretter cette décision, l'école de Leipzig étant devenue « leur école partenaire[101] », les deux institutions ayant collaboré pour éviter que le futur nouveau profil de la DHfK ne concurrence de trop les domaines de prédilection de l'école de Cologne.

La DHfK a d'ailleurs tenté durant ces mois entre mars et décembre 1990 de s'insérer progressivement dans le modèle des universités ouest-allemandes afin de pouvoir se projeter dans sa mission et dans un nouveau cadre normatif, une fois la frontière entre Est et Ouest définitivement supprimée. Elle s'est tout d'abord rapprochée en mars de l'Office allemand d'échanges universitaires – *Deutscher Akademischer Austauschdienst* (DAAD), afin de pouvoir bénéficier des services de cette institution d'échanges universitaires[102]. Une fois la confirmation de la réunification obtenue, l'école s'est également mise en contact avec la Conférence des recteurs d'université, afin de pouvoir adhérer à cette organisation, ce qui aurait garanti la reconnaissance de ses diplômes. Le projet était notamment de demander à la DSHS de se porter garante de cette candidature[103]. De même, quelques tentatives ont été effectuées afin de mettre en conformité l'organisation interne de l'école avec les pratiques en cours en République Fédérale, comme notamment lors de la dissolution de l'Institut pour les étudiants étrangers (IfA), remplacé par un Of-

97. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

98. *« Kurz- und mittelfristige Aufgaben betr. sportwissenschaftlichen Beziehungen »* (mars 1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3708 », *op. cit.*

99. *« Studentenagentur »* (31.1.1990). In : Rektorat, « UAL DHfK VWA 3707 », *op. cit.*

100. *« Es können durchaus zwei ähnliche Einrichtungen in Deutschland nebeneinander bestehen »* ; cité d'après : « DHfK-Rektor betroffen und enttäuscht ». In : *Berliner Zeitung* 46.290 (12. 12. 1990), p. 25.

101. « Massive Proteste nutzten nichts ». In : *Neue Zeit* 46.289 (12. 12. 1990), p. 16.

102. *« Protokoll der Arbeitsberatung mit dem Rektor »* (5.3.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3710 », *op. cit.*

103. *« Protokoll der Arbeitsberatung mit dem Rektor »* (16.7.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3998 », *op. cit.*

fice académique pour l'étranger (*Akademisches Auslandsamt*), structure correspondant au modèle ouest-allemand[104].

La chute du Mur de Berlin a eu pour conséquence une libération de la parole au sein de la direction de l'école, qui a tout de suite rejoint enseignants et étudiants dans leurs demandes de réformes et de changements. L'école a donc très rapidement effectué son auto-critique et jugé très sévèrement le système dans lequel elle évoluait jusqu'alors. Dès novembre 1989, la politisation à l'extrême du sport en RDA, l'omnipotence du sport de haut-niveau ainsi que le caractère unilatéral et autoritaire des décisions étaient mis à l'index. Très vite, la DHfK a tourné le dos à l'idéologie, provoquant une réforme profonde de son mode de fonctionnement interne.

Toutefois, ces différentes esquisses de nouvelles structures n'ont pu être développées et n'ont pu obtenir de résultats concrets en raison de la dissolution de l'école annoncée en décembre 1990. Si cette décision de mettre un terme à l'existence de la DHfK a été très rapide, l'année 1990 a également été celle d'une quasi mise au pilori du sport en Allemagne de l'Est, forçant l'ensemble des acteurs à s'adapter et à se reformer pour éviter la disparition pure et simple.

8.2 Réduction des moyens et dissolution

Les tentatives de refonte intégrale de l'école de Leipzig ne sont pas un épisode isolé dans le monde du sport d'une RDA chancelante. L'ensemble de ce domaine a été vivement critiqué et a subi une profonde remise en question.

8.2.1 La crise du sport est-allemand

Pour le sport de haut-niveau, la rupture avec la population est consommée depuis quelques années quand le Mur tombe. Privé du soutien du régime et de ceux – Mielke, Ewald et Hellmann – qui l'avaient maintenu dans un cocon pendant toutes ces années, il doit désormais subir les difficultés économiques que le reste du pays vivait.

8.2.1.1 Le devenir du sport à l'heure d'une indifférence généralisée

La population, lasse des trucages et de la politisation, avait déjà détourné son attention des sportifs, avait quitté stades et événements sportifs, ou les avait utilisés comme porte-voix de messages contestataires. Malgré ce désamour préexistant à la chute du Mur, l'évolution du sport de haut-niveau après le 9 novembre 1989 ne s'est pas faite dans un climat de revanche, mais plutôt dans une certaine indifférence de la part des citoyens, qui se concentrent sur d'autres thématiques, dont l'actualité est plus brûlante.

Ce phénomène est notamment visible dans le traitement réservé par l'opinion publique à de nouvelles révélations concernant les pratiques de dopage en Allemagne de

104. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 238.

l'Est. De nombreuses révélations d'anciens athlètes passés à l'Ouest ont essaimé durant l'existence de la RDA, comme ceux de Renate Neufeld en 1977 ou Hans-Georg Aschenbach en 1988. Cela a habitué la population est-allemande à ces soupçons et ces thématiques. Or, d'importantes révélations sont faites en novembre 1989, où pour la première fois, le gouvernement est-allemand autorise des visites du laboratoires de Kreischa et concède que des athlètes est-allemands ont été contrôlés positifs à des tests anti-dopage[105]. La chute du Mur fait cependant disparaître rapidement ces thématiques de la presse et du débat public[106]. De même, en mars 1990, Michael Regner, ancien entraîneur de natation de l'*ASK Potsdam*, club de l'armée, décrit avec moult détails son quotidien du temps du SED et les pratiques en vigueur avec les substances interdites. Ces révélations provoquent une vague d'enquêtes de la part des journalistes ouest-allemands. Dans la presse de l'Ouest, la thématique du dopage et ces révélations font grand bruit, comme dans le *Spiegel* qui publie durant quatre semaines consécutives une série de reportages sur le sujet[107]. Le reste de la presse de l'Ouest n'est pas en reste et publie également durant cette période articles et analyses sur la question du dopage en Allemagne de l'Est[108]. Ces daits ne sont au contraire traités que par quelques entrefilets dans la presse de l'Est[109] et ne déclenchent que peu de réactions au sein de la population, concentrée sur les résultats des élections à la *Volkskammer*[110].

Ces différentes révélations faites par d'anciens athlètes et entraîneurs avaient rendu visibles aux yeux de tous que l'usage de substances dopantes était des plus courantes en RDA. Toutefois, il s'agit là de témoignages individuels, portant sur certaines pratiques bien spécifiques. Il faudra attendre 1991 pour disposer d'un panorama plus complet et plus précis, avec l'étude de Brigitte Berendonk[111], qui met en avant le caractère systémique, réfléchi et centralisé du dopage, un constat ensuite renforcé par Werner Franke en 1994 avec son témoignage pour le *Bundestag*[112]. Le dopage ne fait donc pas partie des critiques centrales faites au monde du sport lors de la réunification, comparé notamment à la politisation ou aux questions budgétaires, qui, elles, font davantage débat[113].

L'évolution du sport après novembre 1989 se passe donc dans une indifférence quasi générale auprès de la population, comme le montrent également les chiffres d'affluence de l'*Oberliga*, qui après avoir repassé la barre des 10 000 spectateurs de moyenne pour 1988/89, plongent à 8 304 spectateurs la saison suivante et s'effondrent même à 4 779 en

105. « Doping-Statistik wurde öffentlich gemacht ». In : *Berliner Zeitung* 45.264 (9. 11. 1989), p. 12 ; « Geheimnis-Doktoren öffneten Pforten ». In : *Neue Zeit* 45.267 (13. 11. 1989), p. 6.

106. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 566.

107. « Pillen wie das tägliche Brot ». In : *Der Spiegel* 44.11 (12. 3. 1990), p. 214-216 ; « Gib mal den Mädels ». In : *Der Spiegel* 44.11 (12. 3. 1990), p. 218-234 ; « Ratten strampelten für Olympia ». In : *Der Spiegel* 44.12 (19. 3. 1990), p. 243-252 ; « Das Zeug hat mich wild gemacht ». In : *Der Spiegel* 44.13 (26. 3. 1990), p. 236-248.

108. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 567.

109. « Schwimmtrainer : In Ost und West wird gedopt ». In : *Berliner Zeitung* 46.60 (12. 3. 1990), p. 6.

110. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 567.

111. Berendonk, *Doping. Von der Forschung zum Betrug*, *op. cit.*

112. Franke, « Funktion und Instrumentalisierung des Sports in der DDR », *op. cit.*

113. Teichler et Reinartz, *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren*, *op. cit.*, p. 557-558.

1990/91, alors que le championnat décidera qui pourra jouer en *Bundesliga*. La deuxième division se déroule elle aussi dans l'indifférence quasi générale, puisqu'elle attire moins de mille spectateurs en moyenne en 1989/90 et moins de 700 la saison suivante (*cf.* Fig. 7.1, p. 325). On note ainsi le désintérêt marqué des Allemands de l'Est pour leurs sportifs[114].

8.2.1.2 La fin de l'âge d'or du haut-niveau

La période de la réunification ne s'est pas faite pour le domaine du sport dans un esprit de vengeance envers les anciens « diplomates en survêtement ». Toutefois, la chute du SED signifiait tout de même que le haut-niveau ne bénéficiait plus des protecteurs qui l'avaient jusque-là tenu à l'écart des difficultés financières en cours dans le reste du pays. Le sport de haut-niveau cesse ainsi fin 1989 d'être un domaine prioritaire de la politique en Allemagne de l'Est et se voit contraint de réduire drastiquement son train de vie financier en raison d'une baisse notoire des subsides publics.

C'est principalement le déséquilibre budgétaire entre le sport de haut-niveau, ne servant qu'une minorité d'athlètes par rapport à l'état catastrophique du reste des institutions sportives qui est pointé du doigt. En effet, dès l'arrivée au pouvoir du gouvernement Modrow, les responsables des instances sportifs annoncent un rééquilibrage des sommes entre l'élite des sportifs et la base des pratiquants. Klaus Eichler, président de la DTSB souligne notamment que « le sport de masse a pris du retard[115] ». Il annonce entre autres la fin de la distinction entre disciplines favorisées et non-favorisées[116], ainsi que l'introduction de limites dans les budgets des différentes fédérations, mettant un terme à la politique du « ça coûtera ce que ça coûtera » qui dominait jusqu'à présent[117]. Cette politique est ensuite reprise et amplifiée après les élections de mars. Dès son discours de politique générale, Lothar de Maizière en date du 19 avril déclare :

> Nous voulons nous débarrasser du soutien réservé au seul sport de haut-niveau pour nous diriger vers un financement renforcé du sport pour tous et du handisport[118].

Le sport grève en effet lourdement les finances de la RDA. En 1988, le budget de l'ensemble des institutions sportives du pays – DTSB et ses clubs, StKS et ses institutions subordonnées – a enregistré une balance négative de 937 millions de marks[119]. La réduction de ce déficit devient une caractéristique de la politique sportive du gouvernement Modrow, qui souhaite augmenter les recettes en relevant les prix des places pour

114. Lohmann et Lehnert, « L'Allemagne de l'Est reléguée », *op. cit.*, p. 170.

115. « Massensport ist zurückgeblieben ». In : *Berliner Zeitung* 45.280 (28. 11. 1989), p. 6.

116. « Ein erneuerter DTSB steckt seine Ziele ab ». In : *Neues Deutschland* 44.283 (1. 12. 1989), p. 7.

117. *« Zum Thema Leistungssport würde betont, daß jede Generation ihre Vorbilder benötigt, jedoch die These "Koste es, was es wolle" nicht mehr zeitgemäß sei »* ; cité d'après : « Die Sportorganisation offenbarte ihre Finanzen ». In : *Neues Deutschland* 44.282 (30. 11. 1989), p. 7.

118. *« Wir wollen weg von der einseitigen Förderung des Leistungssports und hin zu einer verstärkten Förderung des Breiten- und Behindertensports »*, cité d'après : Ministerrat der DDR. « Regierungserklärung des Ministerpräsidenten Lothar de Maizière, abgegeben am 19. April 1990 vor der Volkskammer der Deutschen Demokratischen Republik ». BArch DC 20-I/3/2944. 23. 4. 1990, p. 31.

119. Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik 1990*, *op. cit.*, p. 300-301.

les rencontres sportives, en instaurant des droits d'utilisation des équipements sportifs, tout en réduisant les subventions accordées aux clubs[120]. Cette campagne de réduction des coûts a grandement fragilisé l'équilibre financier de nombreuses structures qui se sont plaintes du creusement de leurs dettes et l'impossibilité à remplir leurs fonctions[121]. La chasse aux dépenses s'est encore plus renforcée avec l'arrivée de Cordula Schubert à la tête du Ministère de la jeunesse et des sports. La ministre entretient en effet des relations plus que compliquées avec le monde du sport, car elle considère que la DTSB ne fait pas suffisamment d'efforts dans son processus de démocratisation et de réformes internes, et ce même après l'élection d'un nouveau président, Martin Kilian en mars, en remplacement de Klaus Eichler[122]. Les relations entre les deux entités furent si mauvaises que Schubert refusa de reconnaître la DTSB comme organisme d'intérêt public et menaça de verser directement aux fédérations les subventions de l'État, sans passer par l'institution de tutelle. En conséquence Kilian demanda publiquement la démission de la ministre[123].

En juin 1990, Schubert annonça ainsi que la DTSB ne disposerait que de 120 millions de marks pour le second semestre de l'année, une somme extrêmement faible, jugée insuffisante pour maintenir le même niveau d'activité et qui devait conduire à se séparer de plusieurs milliers d'employés[124]. Ces coupes budgétaires drastiques conduisirent la DTSB à se séparer d'une grande partie de son personnel, puisque sur les 9 000 personnes qu'elle employait au début de l'année, 3 000 furent licenciées en septembre et 3 700 autres le furent en novembre, soit plus de deux-tiers des effectifs[125]. Particulièrement touchées furent les antennes locales de l'organisation, notamment au niveau des directions des districts et des arrondissements[126]. Plus généralement, c'est l'ensemble des institutions du sport qui fut concerné par de très importantes ponctions dans leurs budgets. En outre, la DTSB perd la gestion de ses biens – écoles, KJS, équipements des clubs de haut-niveau, etc. – d'une valeur de 700 millions de marks, désormais placés sous le contrôle direct du ministère à Berlin ou des municipalités[127].

À cette perte financière importante, s'ajoute également une fuite massive des talents. Les meilleurs sportifs et entraîneurs des championnats du pays sont autorisés à être transférés légalement vers les clubs des différentes *Bundesligen* – ou d'autres championnats occidentaux – à partir de janvier 1990 et ont été attirés par des contrats autrement plus

120. « Sportmittel effektiver nutzen ». In : *Neue Zeit* 46.4 (5. 1. 1990), p. 5 ; « Ein Abbau muß verhindert werden ». In : *Neue Zeit* 46.30 (5. 2. 1990), p. 8.

121. « Dem Sport fehlt bereits über 40 Millionen Mark ». In : *Berliner Zeitung* 46.27 (1. 2. 1990), p. 11 ; « Rettet den Sport für alle ». In : *Berliner Zeitung* 46.28 (2. 2. 1990), p. 6.

122. « Ein ewiger Sportler ». In : *Neues Deutschland* 45.54 (5. 3. 1990), p. 2.

123. « DTSB fordert Rücktritt von Sportministerin Schubert ». In : *Neues Deutschland* 45.111 (14. 5. 1990), p. 8.

124. *« Brief von Martin Kilian an Cordula Schubert »* (20.6.1990). In : Deutscher Turn- und Sportbund. « Schriftwechsel mit Volkskammer, Ministerrat, Ministerien und Organisationen ». BArch DY 12/4081. 1990.

125. « Bald so dünn wie Suppenkasper ». In : *Neue Zeit* 46.184 (9. 8. 1990), p. 10.

126. « Ein scharfer Schnitt für den Sport an der Basis in Berlin ». In : *Berliner Zeitung* 46.144 (23. 6. 1990), p. 7.

127. « DTSB-Vermögen nun in Treuhänderschaft ». In : *Berliner Zeitung* 46.143 (22. 6. 1990), p. 13 ; « Geld für den Sport ist gesichert ». In : *Neues Deutschland* 45.144 (23. 6. 1990), p. 8.

lucratifs que ceux des ligues est-allemandes en plein marasme. En septembre 1990, ce sont déjà trente-six joueurs de l'*Oberliga* de football qui ont fait le chemin vers la *Bundesliga*, vidant le championnat est-allemand de ses talents les plus précieux[128]. Cette fuite des meilleurs joueurs du championnat a également contribué à vider les stades de leurs spectateurs.

8.2.1.3 La disparition des structures

Comme pour le reste des domaines d'activités de la RDA, la période de la désocialisation du pays, puis de la réunification correspond à une réorganisation profonde et massive de l'organigramme des institutions et de leur rôle. La plupart des institutions centrales du sport, qui étaient établies à Berlin, voient avec la réunification la fin de leur mission et sont, fin 1990, absorbées par les instances ouest-allemandes. Ces dernières sont désormais compétentes pour les seize *Länder* et ont étendu leur mode de fonctionnement aux cinq nouveaux *Länder* nouvellement recréés. Les personnels restés après les cures d'austérité de l'année s'étant écoulée se répartissent entre ces deux nouveaux niveaux de compétences. En novembre, les deux CNOs décident que celui de la RDA se fonde dans celui de la RFA au 31 décembre[129]. La DTSB est dissoute au sein de la DSB le 5 décembre[130] qui s'appuie désormais sur les cinq fédérations régionales fondées en septembre[131]. Ce modèle sera d'ailleurs repris par la plupart des fédérations disciplinaires (athlétisme, handball, etc.), à l'exception du football qui conserve un échelon correspondant aux frontières de la désormais ex-RDA avec la Ligue de football de l'Allemagne du Nord-Est – *Nordostdeutscher Fußballverband* (NOFV)[132].

Toutefois, certaines institutions sont purement et simplement dissoutes et disparaissent des organigrammes du sport réunifié, comme ce sera le cas pour la DHfK. Les personnels employés et les membres de ces institutions se retrouvent alors licenciés ou dispersés dans les différentes institutions restantes. Ce fut notamment le cas de la GST, liée à l'armée et dissoute en avril 1990[133], ou bien encore du SMD en charge du suivi médical des athlètes de haut-niveau, qui cesse également ses activités le 31 décembre 1990[134]. Seules quelques institutions en charge du sport, figurant dans le Traité d'unification entre les deux Allemagnes[135], ont été maintenues en tant qu'institutions indépendantes : le FKS qui fut cependant renommé Institut pour les sciences appliquées de l'entraînement (*Institut für Angewandte Trainingswissenschaft* – IAT), le laboratoire de Kreischa

128. Lohmann et Lehnert, « L'Allemagne de l'Est reléguée », *op. cit.*, p. 170.
129. « Ein Briefwunsch wurde nach 39 Jahren erfüllt ». In : *Berliner Zeitung* 46.271 (19. 11. 1990), p. 9.
130. « Der DTSB hat sich gestern aufgelöst ». In : *Berliner Zeitung* 46.285 (6. 12. 1990), p. 17.
131. « Jetzt fünf neue Landesverbände ». In : *Berliner Zeitung* 46.229 (1. 10. 1990), p. 10.
132. « Zurückgekehrt in die Geburtsstadt ». In : *Neue Zeit* 46.271 (20. 11. 1990), p. 16.
133. Herbst, Ranke et Winkler, *So funktionierte die DDR II*, *op. cit.*, p. 348.
134. « Sportmediziner mit Angebot ». In : *Berliner Zeitung* 46.295 (18. 12. 1990), p. 23.
135. « Vertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik über die Herstellung der Einheit Deutschlands (Einigungsvertrag) ». In : *Bundesgesetzblatt. Teil II* 35 (28. 9. 1990), p. 889-904.

et le Poste de recherche et de développement pour les agrès sportifs (*Forschungs- und Entwicklungsstelle für Sportgeräte* – FES).

L'année 1990 marque une période de renouvellement profond du paysage sportif en Allemagne de l'Est dans son ensemble. L'indifférence du grand public face au devenir du sport et la fin de la protection du haut-niveau par le pouvoir politique entraînent une réduction drastique des moyens accordés à ce domaine d'activité, une redéfinition globale des objectifs fixés, ainsi qu'une refonte de l'organigramme des institutions. Pour les personnels, cela correspond à une grande période d'incertitude, où le fonctionnement de leurs employeurs, le lieux d'activité et le devenir même de ces institutions demeurent pendant longtemps inconnus et ne se sont dessinés que très lentement.

8.2.2 L'incertitude à la DHfK

Il faut analyser les tentatives de réformes du fonctionnement et des missions de l'école de Leipzig dans le cadre général du sport est-allemand, où les personnels sont confrontés à des coupes budgétaires importantes et où la survie même de leurs institutions est un sujet de discussions permanentes.

8.2.2.1 La réduction des moyens

La DHfK a elle aussi été sévèrement touchée par le réalignement budgétaire du sport de haut-niveau. En avril 1990, le nouveau gouvernement annonce que le deuxième semestre de l'année doit être effectué avec une dotation de 20 % inférieure au budget prévisionnel[136]. Le recteur prévoit en outre que cette baisse est probablement un minimum, et qu'il convient également de se préparer à d'autres coupes futures et plus importantes[137]. Cette crainte se réalise d'ailleurs avec l'annonce, en juin 1990, que l'école passera au 1er janvier 1991 sous la tutelle du Land de Saxe ; une annonce qui s'accompagne de nouvelles suppressions de dotations, non encore chiffrées cependant[138].

C'est principalement le nombre de personnes employées par la DHfK qui est pointé du doigt et qui fait l'objet de mesures de réduction extrêmement violentes. Le gouvernement estime en effet que les étudiants de l'école sont largement sur-encadrés. À l'orée de 1990 il y avait presque autant d'étudiants inscrits au sein de l'établissement que de personnes y travaillant (scientifiques, enseignants, entraîneurs ou personnels d'encadrement). À titre de comparaison, à la DSHS de Cologne, ce ratio était d'un encadrant pour douze étudiants[139]. La DHfK a dû mettre en place un plan de réduction massif des postes afin de se plier aux nouvelles conditions économiques et aux nouvelles lignes directrices de financement décidées par le gouvernement. En janvier 1989, l'école prévoyait que

136. *« Protokoll der Arbeitsbesprechung mit dem Rektor »* (9.4.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3710 », *op. cit.*

137. *« Vorschlag zum Herangehen an die Rentabilitätskonzeption der DHfK »* (10.5.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3998 », *op. cit.*

138. *« Protokoll der Dienstberatung mit dem Rektor »* (23.7.1990). In : *ibid.*

139. « Jahrzehnte im Dienst von Staat und Partei : Sporthochschule », *op. cit.*

133 employés allaient être éligibles à la retraite d'ici l'an 2000[140], qui se sont retrouvés par la suite parmi les premiers concernés par les mesures d'économie[141]. Une vague de licenciements purs et simples a toutefois été mise en place[142]. Lors d'un premier bilan en octobre 1990, ce sont déjà 200 personnes qui avaient perdu leur emploi depuis le début de l'année, avec un projet visant à faire augmenter ce chiffre à 350 d'ici le 31 décembre[143]. Il est à noter que ce n'étaient pas ici les personnes qui étaient considérées comme les plus politisées ou qui avaient des liens étroits avec le régime déchu qui furent visées en priorité par ces départs. La plupart des anciennes figures de l'école restèrent en effet actives – bien que dépossédées de leurs responsabilités – et ce jusqu'à la dissolution de l'établissement, comme ce fut le cas pour Norbert Rogalski[144], Lothar Kalb[145] ou Gerhard Lehmann[146].

En outre, le périmètre d'action de la DHfK a été sérieusement entamé par ces coupes budgétaires, avec notamment une réduction de près de 40 % des fonds alloués aux relations internationales et aux déplacements à l'étranger, obligeant de nombreuses manifestations à être annulées ou raccourcies[147]. C'est toutefois le plan de formation à distance, destinée principalement aux sportifs de haut-niveau, qui a été le plus sévèrement touché. En août 1990, est notamment élaboré un plan visant à restructurer ces modalités d'enseignement. La direction envisage alors la fin du maillage de points d'appui locaux dont disposait l'école avec la fermeture des sept points de consultation et de trois antennes locales. Seules resteraient actives six antennes dans les cinq nouveaux *Länder*[148], avec une présence sur place réduite à trois enseignants. La plupart des autres personnels actifs dans ces antennes serait mise à la retraite ou licenciée, tandis que les bâtiments ainsi libérés seraient vendus[149].

8.2.2.2 La peur de la dissolution

Outre ces constantes demandes de parcimonie, l'atmosphère régnant au sein de l'école est nettement marquée par le flou qui plane sur l'avenir même de l'institution, où l'incertitude devient le maître-mot de la politique en cours. Ces doutes sont tout d'abord matériels : avec les réductions de budget et de personnels, les membres de l'école ne

140. *« Vorlage für die Dienstbesprechung des Staatssekretärs »* (17.1.1989) p. 39. In : « UAL DHfK VWA 4033 », *op. cit.*

141. *« Protokoll der Arbeitsbesprechung mit dem Rektor »* (26.3.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3710 », *op. cit.*

142. *« Protokoll der Dienstberatung mit dem Rektor »* (23.7.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3998 », *op. cit.*

143. « Jahrzehnte im Dienst von Staat und Partei : Sporthochschule », *op. cit.*

144. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

145. Kalb, *Sendboten Olympias*, *op. cit.*, p. 18.

146. Herbst, Ranke et Winkler, *So funktionierte die DDR III*, *op. cit.*, p. 202.

147. *« Vorlage für die Arbeitsbesprechung mit dem Rektor »* (7.5.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3998 », *op. cit.*

148. Resteraient ouvertes les antennes de Berlin, Cottbus, Dresde, Erfurt, Magdebourg et Schwerin.

149. *« Konzeption zur Rationalisierung der Arbeit im Geschäftsbereich Fernstudium »* (27.8.1990). In : Direktorat für Fernstudium. « Neuordnung des Fernstudiums ». UAL DHfK VWA 4475. (1990-1993).

savent pas les structures et les personnels qui pourront être à termes conservés. Le spectre du chômage, perspective nouvelle en RDA, frappe également l'école comme le reste de la population en proie également à des vagues massives de licenciements[150]. Le manque de stabilité et de perspectives institutionnelles à moyens termes est également source d'inquiétude, la décision de transférer la tutelle de la DHfK au Land de Saxe n'est prise que tardivement[151]. L'absence de politique claire dans le contexte d'une Allemagne désormais engagée vers la réunification venait s'ajouter à ce sentiment, le gouvernement de Saxe refusant pendant longtemps de se prononcer sur le maintien de l'école[152].

Le gouvernement de Berlin-Est se voulait rassurant, lorsque Cordula Schubert souligna en juillet que « l'expérience et le savoir-faire de la DHfK qui a dispensé une remarque formation pour les entraîneurs […] devaient être maintenus[153] ». Mais le gouvernement de Berlin-Est est une entité vouée à disparaître le 3 octobre, donnant peu de poids à ces déclarations rassurantes. Les rumeurs et bruits d'une future dissolution de l'école se répandirent rapidement. Presse, opinion publique, personnels politiques, voire certaines voix internes contribuèrent à ces rumeurs, étayées par des raisons économiques[154]. Les reproches envers le manque d'ardeur dans la désocialisation et à établir un bilan honnête du passé[155] ou la création d'un doublon inutile avec la DSHS de Cologne sont également des motifs d'inquiétude[156].

Le développement de ces bruits nous permet de mieux comprendre l'atmosphère régnant au sein de l'école, mais également de remettre en contexte la fièvre réformatrice qui y régnait en 1990 : en adoptant une attitude critique envers le passé et en adaptant l'école aux codes en vigueur en RFA, sans attendre d'éventuelles consignes, l'école de Leipzig espérait ainsi pouvoir mettre toutes les chances de son côté et se maintenir au sein d'une Allemagne réunifiée sur des bases de l'économie de marché.

8.2.3 La dissolution de la DHfK

Malgré ces tentatives de réformes et de devancer les attentes des autorités centrales concernant la démocratisation du fonctionnement interne et des mesures d'économie nécessaires, la DHfK a cessé d'exister au 1er janvier 1991. La réputation de l'école et la

150. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

151. *« Protokoll der Dienstberatung mit dem Rektor »* (23.7.1990). In : Büro des 1. Prorektors, « UAL DHfK VWA 3998 », *op. cit.*

152. « Ruf im Ausland besser als zu Hause ». In : *Neues Deutschland* 45.220 (20. 9. 1990), p. 12.

153. *« Cordula Schubert betonte, die Erfahrungen und das Know-How der Deutschen Hochschule für Körperkultur (DHfK), die eine hervorragende Ausbildung von Trainern gemacht hat […] müßten erhalten bleiben »* ; cité d'après : « Künftig Vereinsförderung ». In : *Neue Zeit* 46.159 (11. 7. 1990), p. 6.

154. « Fahrplan Richtung Sporteinheit ». In : *Berliner Zeitung* 46.149 (29. 6. 1990), p. 14.

155. « Wendehals-Gymnastik der Roten Hochschule », *op. cit.* ; « Die Streichung », *op. cit.*

156. Bien que la DSHS se soit officiellement positionnée en faveur du maintien de la DHfK et d'une collaboration entre les deux entités ; d'aucuns au sein de l'école de Leipzig ont considéré la dissolution de l'école comme le résultat des manœuvres de Cologne et de la RFA pour se débarrasser d'un potentiel concurrent. *cf.* Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*. Cependant, aucun document consulté, ni aucune déclaration des personnes concernées ne permet de confirmer ces dires.

pression fiscale ont eu raison des protestations généralisées et des promesses de changement.

8.2.3.1 La décision

Le 11 décembre 1990, le gouvernement chrétien-démocrate de Saxe du ministre-président Kurt Biedenkopf et de son ministre des sciences et des arts Hans-Joachim Meyer, rend public sa décision : la DHfK devra être « liquidée » (*abgewickelt* selon le terme officiellement utilisé)[157]. L'école cessera d'exister comme une entité indépendante au 1er janvier 1991 et ses compétences seront transmises à un futur institut pour les sciences du sport, placé sous la tutelle de l'Université de Leipzig. Il faudra cependant attendre le 8 décembre 1993 pour voir la création de ce nouvel institut, fondé sur le modèle ouest-allemand[158]. Cette décision est intervenue dans un contexte où le nouveau Land de Saxe avait entrepris une révision générale des dépenses liées à la fois au sport, mais aussi aux vingt-trois établissements d'enseignement supérieur hérités de la RDA et qui se trouvaient sur son territoire, et dont il avait désormais la charge[159].

Pour justifier cette décision, le gouvernement a cité principalement des raisons politiques, Hans-Joachim Meyer annonçant notamment que seraient dissoutes les institutions

> l'offre de formation ne respectait pas les exigences posées par une société libérale, un état de droit démocratique et une économie sociale de marché dans son enseignement et sa recherche[160].

Dans les débats au sein du Parlement ayant suivi cette décision, gouvernement et membres du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-démocrate – *Christlich-demokratische Union* (CDU) reprennent les arguments d'un sport est-allemand qui aurait été uniquement tourné vers le haut-niveau[161], et aurait ignoré les besoins du plus grand nombre. Ils soulignent « une grave instrumentalisation politique du sport dans les précédentes décennies », rendant impossible le maintien de l'école[162]. La question financière est également beaucoup mise en avant par les responsables du gouvernement : en cause

157. « Biedenkopf ist gegen Fortbestehen der DHfK ». In : *Berliner Zeitung* 46.289 (11. 12. 1990), p. 20.

158. « Gründung der Sportwissenschaftlichen Fakultät ». In : *Journal der Universität Leipzig* 1 (1994), p. 7-8, p. 7.

159. Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen. « Plenarprotokoll ». 1. Wahlperiode, 4. Sitzung. 22. 11. 1990, p. 143.

160. *« Der sächsische Wissenschaftsminister Prof. Hans Joachim Meyer gibt bekannt, dass die Schließung solcher Institute, Sektionen und Wissenschaftsbereiche vorgesehen ist, deren Lehrangebot nicht den Anforderungen entspricht, die eine freiheitliche Gesellschaft, ein demokratischer Rechtsstaat und eine soziale Marktwirtschaft an Lehre und Forschung stellen »*, cité d'après : Stadt Leipzig. *Chronik 1990.* Site Internet de la ville de Leipzig. url : https://static.leipzig.de/fileadmin/mediendatenbank/leipzig-de/Stadt/02.1_Dez1_Allgemeine_Verwaltung/10.9_Stadtarchiv/Chroniken/Chronik_1990.pdf (visité le 10. 10. 2019), p. 47.

161. Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen. « Plenarprotokoll ». 1. Wahlperiode, 11. Sitzung. 21. 2. 1991, p. 546.

162. Intervention de Hans-Joachim Meyer devant le parlement de Saxe : *« Wir gingen davon aus, daß eine gründliche, auch strukturelle Erneuerung dieser Hochschule unerläßlich ist wegen der schlimmen politischen Instrumentalisierung des Sports in den vergangenen Jahrzehnten »* ; cité d'après : Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen. « Plenarprotokoll ». 1. Wahlperiode, 7. Sitzung. 14. 12. 1990, p. 267.

principalement la taille démesurée de l'établissement par rapport aux finances du Land de Saxe. La DHfK a été, d'après eux, conçue pour répondre aux besoins de l'ancienne RDA toute entière. Or, la Saxe seule et ses cinq millions d'habitants ne peuvent entretenir un tel équipement. L'État fédéral et les autres nouveaux *Länder* n'ayant pas souhaité soutenir financièrement la DHfK, le gouvernement local n'a eu d'autre choix que de ne pas la maintenir[163] et de dissoudre une école « non-rentable[164] ».

Les tentatives de réformes proposées par l'école n'ont donc pas convaincu les dirigeants du Land. Le jour de la décision de dissolution, la direction de l'école a en effet présenté les résultats des réflexions entreprises autour de la refonte du profil de l'école. Ce projet prévoyait un personnel réduit à environ 120 enseignants et une offre de formation mettant beaucoup plus l'accent sur le sport pour tous, le handisport et la réhabilitation par le sport[165]. Cela n'a pas suffi à pousser les membres du gouvernement à changer d'avis.

Cependant, la DHfK n'a pas été la seule institution à subir cette « liquidation » en décembre 1990. Pour le seul Land de Saxe, ont également été concernés l'Institut de littérature « J. R. Becher » de Leipzig, l'université spécialisée dans l'agriculture de Meißen (*LPG-Hochschule Meißen*), ainsi que quarante-huit composantes des différentes écoles et universités du Land, soit parce qu'elle était jugée comme dépassées, comme pour les instituts pour le marxisme-léninisme ou pour l'histoire de la RDA, ou bien comme trop marquées politiquement. Figurent sur cette liste notamment les instituts de droit et de journalisme de la KMU, ou ceux pour les sciences de l'éducation de la TU Chemnitz[166]. La décision de dissoudre la DHfK – et ces autres institutions – se base sur l'article 13 du Traité sur l'unification des deux Allemagnes qui acte le transfert de compétences du gouvernement est-allemand aux *Länder* concernant les institutions des domaines « de la culture, de l'éducation des sciences ainsi que des sports ». Le Traité les autorise à maintenir ou dissoudre ces institutions[167].

Pour les dirigeants de l'Allemagne réunifiée, la DHfK se caractérise avant tout comme un héritage des dérives du sport socialiste, allant à l'encontre des véritables besoins de la population tout en nécessitant d'importants moyens financiers, que le Land ne pouvait plus couvrir. C'est également l'empreinte du SED qui reste particulièrement vivace sur l'image de l'école, vue principalement comme un lieu de formation politique et non sportive. Ce dévoiement idéologique du but premier de la DHfK justifie pour le cabinet Biedenkopf la dissolution rapide de l'établissement.

163. Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen. « Plenarprotokoll ». 1. Wahlperiode, 9. Sitzung. 24. 1. 1991, p. 373.

164. « Biedenkopf ist gegen Fortbestehen der DHfK », *op. cit.*

165. « Zu lange hat man gezögert, Farbe zu bekennen ». In : *Neue Zeit* 46.292 (15. 12. 1990), p. 7.

166. « Sächsisches Hochschulerneuerungsgesetz vom 25. Juli 1991 ». In : *Sächsisches Gesetz- und Verordnungsblatt* 19 (31. 7. 1991), p. 261-290, p. 289-290.

167. « Einigungsvertrag », *op. cit.*, p. 893-894.

8.2.3.2 Les réactions à la décision du Land de Saxe

Cette décision n'a cependant pas été sans créer de polémiques. Tout d'abord, ce fut le peu de délai entre la prise de décision et la dissolution effective des institutions, qui fut critiqué. Avec à peine plus de deux semaines, les personnels concernés n'avaient donc qu'un temps de réaction extrêmement court avant l'entrée en vigueur de la décision. Les étudiants et les enseignants ne savaient que peu de choses concernant leur devenir après la date fatidique du 1er janvier 1991 et n'avaient que très peu de temps pour manifester leur mécontentement et espérer changer le cours des choses[168]. De plus, la liste des établissements concernée par la dissolution n'a pas fait l'objet de discussion au sein du Parlement de Saxe, les députés ayant été mis devant le fait accompli[169]. Ce n'est qu'avec la proclamation de la loi sur le renouveau de l'enseignement supérieur en Saxe, publiée en juin 1991, donc après la fin réelle des institutions concernées, que la décision a été traduite en loi[170].

Outre ces critiques sur le procédé mis en place par le gouvernement de Saxe, la dissolution même de l'école a été largement critiquée comme infondée et relevant davantage d'une vengeance politique que d'une estimation honnête des besoins du Land. Dès le lendemain de cette annonce, ce sont près de 600 personnes, étudiants et enseignants de l'école qui se sont rendues devant le siège du gouvernement à Dresde pour manifester leur soutien envers leur école[171]. De même, le Conseil des étudiants de l'école, soutenu par la direction, a intenté des recours contre cette mesure, sans succès cependant[172]. Au sein de la classe politique, la dissolution n'a pas non plus fait l'unanimité, les députés du groupe PDS/Die Linke la critiquant avec véhémence, que ce soit au niveau du Land, qu'au sein du *Bundestag*[173]. Ces derniers mettent, eux, en avant le bilan de l'école, notamment concernant sa mission de formation d'étudiants étrangers, ainsi que sa réputation internationale[174]. En outre, ils reprochent aux membres de la CDU de trop se concentrer sur l'histoire de l'école et sur ses liens avec le politique, plutôt que sur les projets esquissés depuis le début de l'année 1990 et de vouloir effacer un marqueur fort de l'identité de la ville et des sciences du sport[175].

Ces manifestations de soutien ne sont cependant par simplement l'expression d'enseignants se battant pour leur poste ou d'hommes politiques cédant une certaine forme d'*Ostalgie*[176] voire de réhabilitation d'un régime dictatorial. Les manifestations de sou-

168. « DHfK-Rektor betroffen und enttäuscht », *op. cit.*

169. Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen. « Plenarprotokoll ». 1. Wahlperiode, 6. Sitzung. 13. 12. 1990, p. 214.

170. « Sächsisches Hochschulerneuerungsgesetz vom 25. Juli 1991 », *op. cit.*

171. « Massive Proteste nutzten nichts », *op. cit.* ; « Proteste ». In : *Neue Zeit* 46.290 (13. 12. 1990), p. 16.

172. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

173. Intervention du Dr. Dietmar Keller (PDS/Die Linke). In : Deutscher Bundestag. « Plenarprotokoll ». 12. Wahlperiode, 18. Sitzung. 21. 3. 1991, p. 1072.

174. Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen, « Plenarprotokoll », *op. cit.*, p. 546.

175. Sächsischer Landtag des Freistaates Sachsen, « Plenarprotokoll », *op. cit.*, p. 378.

176. Nous reprendrons ici par ce terme la définition de Jean Mortier, qui décrit le phénomène souvent décrit par *Ostalgie* comme une manifestation de mécontentement et de frustration de la part de citoyens dont on a supprimé les repères identitaires et qui se sentent considérés comme des Allemands de seconde

tien envers les personnels de l'école qui tentent de souligner les aspects positifs de la formation en sciences du sport à Leipzig durant cette période ne se sont pas limités aux personnes à l'intérieur du système. Plusieurs responsables d'institutions actives dans ce domaine ont publiquement demandé à Dresde de revenir sur sa décision, comme la rectrice de la DSHS, qui voyait davantage Leipzig en un partenaire que comme un rival[177], Wildor Hollmann, président de la Fédération Internationale de Médecine du Sport (FIMS) parlant de « dommages politiques importants ». Des responsables de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture – *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* (UNESCO) ont également émis des critiques envers le processus de dissolution[178].

On assiste donc à une confrontation entre deux visions de l'histoire de la DHfK et plus généralement de l'héritage de la RDA. D'une part, les dirigeants des nouvelles structures veulent tirer un trait sur les dérives autoritaires et idéologiques de l'appareil d'État mené par le SED. De l'autre, les personnes ayant vécu au sein de ce système ou qui ont eu des contacts avec ce dernier, insistent davantage sur leur ressenti et sur les expériences concrètes de la vie en Allemagne de l'Est.

8.2.3.3 La fermeture de l'école

Ces protestations et critiques n'ont eu toutefois que peu d'influence, la décision de dissoudre la DHfK a bien été maintenue et l'école a cessé d'exister au 1er janvier 1991. Cette date a également signifié pour beaucoup l'ouverture d'une période de chômage, comme pour Norbert Rogalski[179], tandis que d'autres figures de l'école ont dû trouver un poste dans un autre établissement, comme Gerhard Lehmann, parti à Vienne. La fin de la DHfK signifiait en effet pour beaucoup un licenciement pur et simple.

Toutefois, cette fin n'était pas synonyme d'une dissolution totale des sciences du sport à Leipzig. Le paragraphe 145 de la loi de juin 1991 sur la refonte des universités en Saxe prévoyait en effet que « la poursuite des études commencées [serait] assurée[180] » pour les étudiants qui s'étaient inscrits dans une institution n'ayant pas été reprise après la réunification. Cours et recherche se sont poursuivis afin que les étudiants puissent bénéficier de leur diplôme, selon les maquettes en vigueur en 1989/90, mais sans que de nouvelles inscriptions ne soient possibles. Les dernières traces de la présence de la DHfK se sont dissoutes en juillet 1994, avec la fermeture des dernières antennes locales de l'école, destinées aux étudiants à distance, obligeant ces derniers à terminer leur formation à cette date ou à ne pas pouvoir recevoir leurs diplômes[181].

zone. *cf.* Jean Mortier. « Ostalgie et constructions identitaires ». In : *Allemagne d'aujourd'hui* 190 (2009), p. 73-90.

177. « DHfK-Rektor betroffen und enttäuscht », *op. cit.*

178. « Studenten kämpfen um ihre Sporthochschule ». In : *Berliner Zeitung* 46.291 (13. 12. 1990), p. 25.

179. Rogalski, *Qualifiziert und ausgemustert*, *op. cit.*, Chapitre : *« Wendezeit, Warteschleife, Abwicklung (1989-1991) »*.

180. *« Die Fortsetzung begonnener Studien wird gewährleistet »* ; cité d'après : « Sächsisches Hochschulerneuerungsgesetz vom 25. Juli 1991 », *op. cit.*

181. *« Universität Leipzig : Fakultät Sportwissenschaft »* (5.10.93). In : Direktorat für Fernstudium, « Neuordnung des Fernstudiums », *op. cit.*

En outre, à partir de janvier 1991 a commencé la période de préparation du nouvel institut pour les sciences du sport rattaché à l'Université de Leipzig, qui a ouvert le 8 décembre 1993. Durant cet intermède de deux ans, furent ainsi conçus les statuts de l'institut, les maquettes des diplômes selon les modèles de l'Allemagne désormais réunifiée et furent déterminés les personnels qui en feraient partie[182]. C'est d'ailleurs le dernier recteur de la DHfK, Helmut Kirchgässner qui a supervisé ce processus et a occupé le premier poste de doyen de la faculté qu'il occupera jusqu'en 1996, puis de nouveau de 1999 à 2002[183]. Ce nouvel institut reprenait quelques éléments de l'ancienne école, comme le programme ITK, maintenu sous sa forme originelle, mais désormais financé par le Ministère des Affaires Étrangères[184] et occupe toujours les mêmes bâtiments, sur la *Jahn-Allee* en plein cœur du *Sportforum*[185].

Cette nouvelle composante n'a toutefois que peu de chose à voir avec la DHfK. La plupart des figures ayant marqué l'existence de l'école du temps de la RDA ont été contraintes de s'en aller ou n'ont pas été retenues pour faire partie de la nouvelle équipe pédagogique. L'Université de Leipzig souhaitait en effet démarrer sur de nouvelles bases, loin des controverses sur l'implication politique des enseignants[186]. En outre, sa taille et son poids n'avaient plus rien à voir avec ce qu'était la DHfK. Du temps de la RDA, elle était l'institution centrale chargée avec plus de 1 000 employés de porter les couleurs des sciences du sport de l'Allemagne de l'Est dans le pays et à l'étranger. La faculté nouvellement créée est devenue au contraire la plus petite de l'Université de Leipzig, avec simplement 90 enseignants[187]. Comme le dit le journal de l'Université de Leipzig, elle est maintenant à considérer comme simplement une des soixante-huit institutions en charge des sciences du sport dans la République Fédérale et ses désormais 16 *Länder*[188].

L'ensemble des efforts de réformes ayant eu lieu à Leipzig en 1989 et 1990 sont à remettre dans le contexte du changement radical et de la remise en question permanente qu'a subi le monde du sport dans le processus de réunification. La chute du Mur de Berlin signifie pour le sport de haut-niveau la fin de la protection et de l'opulence. La DHfK a été prise comme le reste des instances en charge du sport dans ces profondes modifications, tout d'abord en voyant son budget et ses périmètres d'action se réduire drastiquement au fil de l'année 1990, puis en payant les séquelles laissées par la politisation du sport en RDA et par la protection dont elle bénéficiait grâce au SED. Ne pouvant convaincre les responsables politiques nouvellement arrivés au pouvoir de la nécessité de son action et de la viabilité de ses projets de réformes, elle n'a pu survivre à la fin de la RDA et de son système sportif.

182. « Erneuerung gelang ». In : *Neue Zeit* 49.286 (8. 12. 1993), p. 15.
183. « Altdekan Professor Helmut Kirchgässner feierte am 08.10.2013 seinen 75. Geburtstag ». In : *Leipziger Sportwissenschaftliche Beiträge* 54.2 (2013), p. 193-194.
184. « Erneuerung gelang », *op. cit.*
185. Thomas Nabert, Nannette Jackowskia et Wolf-Dietrich Rost. *Sportforum Leipzig – Geschichte und Zukunft*. Leipzig : Pro Leipzig, 2004, p. 136.
186. « Gründung der Sportwissenschaftlichen Fakultät », *op. cit.*, p. 7.
187. « Erneuerung gelang », *op. cit.*
188. « Gründung der Sportwissenschaftlichen Fakultät », *op. cit.*, p. 8.

Les arguments du gouvernement saxon concernant les dépenses somptuaires dans le monde du sport et sa politisation peuvent paraître justifiés dans le contexte de la réunification, des difficultés budgétaires et d'une volonté de rupture avec les dérives de la dictature du SED. Toutefois, la rapidité de la dissolution, le manque de discussion avec les personnels concernés et de considération pour les projets esquissés, ainsi que la radicalité de la décision prise ont eu tôt fait de nourrir un sentiment d'injustice et de déclassement chez les personnes touchées ou ayant évolué autour de la DHfK. Ce reproche en liquidation des marqueurs de l'identité venus de RDA se retrouve d'ailleurs dans de nombreux autres domaines de la société.

Bilan du chapitre

La chute du Mur de Berlin a entraîné une libération quasi instantanée de la parole au sein de la DHfK. Jusqu'alors, la direction s'était toujours rangée derrière un strict respect de l'orthodoxie socialiste et s'était gardée de tout reproche envers le SED ou les instances du sport. Il n'a fallu que quelques jours pour qu'un premier bilan critique de l'existence de l'école ne soit effectué. Les deux derniers mois de l'année 1989 sont donc marqués par une prise immédiate de distance avec le système du sport est-allemand et de ses excès. Politisation extrême de la vie quotidienne, dépendance de l'école envers les instances centrales, paternalisme de ces derniers et limitations excessives des activités pour des raisons de confidentialité ont été très rapidement pointés du doigt par le recteur. Ce dernier reconnaît également une part de responsabilité dans le maintien de ce système, en ayant trop tardé à voir ses limites. Ces reproches ne signifient cependant pas une remise en question globale de l'action de l'école, qui au contraire met en avant ses résultats en termes de pédagogie et sa bonne réputation mondiale comme signes de la qualité de son travail malgré l'adversité.

Ce bilan a donné lieu par la suite à une tentative rapide, mais profonde de réforme de la DHfK, avec pour maître-mots la désocialisation, la diversification et la démocratisation de l'école : un nouveau mode de fonctionnement interne est mis au point intégrant l'ensemble des membres, étudiants compris ; l'ensemble des postes à responsabilité sont renouvelés en quelques mois ; de nouveaux projets pédagogiques plus variés sont esquissés, tandis que les marqueurs de l'identité socialiste de l'école sont rapidement abandonnés. Soumise à davantage de contraintes que les autres établissements d'enseignement supérieur du temps de la RDA, la DHfK tente beaucoup plus rapidement que les autres universités d'Allemagne de l'Est de se défaire de son image d'« université rouge ».

Toutefois, ces nouvelles lignes directrices ne sont pas que le résultat d'un processus de réflexion interne à l'école, mais découlent également du contexte global du sport en 1989 et 1990 et relèvent d'une stratégie de survie dans un environnement en pleine mutation. Outre les profondes modifications et incertitudes dues au processus de réunification, qu'ont subies l'ensemble des institutions de RDA, le monde du sport – notamment de haut-niveau – a fait face à une chute drastique de ses budgets, passant d'un domaine d'action prioritaire et protégé à un secteur désormais nettement secondaire.

Malgré un bilan pédagogique généralement jugé comme positif, des tentatives notoires de s'adapter au cadre de l'Allemagne réunifiée et l'acceptation des limites de son action, l'héritage de la politisation et de l'hypertrophie de l'école et plus généralement du sport est-allemand a été trop lourd. La DHfK, jugée désormais dispensable et trop connotée, a donc été dissoute par le nouveau gouvernement de Saxe au 1er janvier 1991 et remplacée ultérieurement par un institut, lié à l'Université de Leipzig, d'une taille et d'un rôle beaucoup plus modeste.

Chapitre 9

Conclusion générale

9.1 Rapide résumé

Le sport en République Démocratique Allemande est à comprendre comme un fait entièrement politique, pleinement intégré aux structures de la société socialiste, et devant donc être dirigé par l'avant-garde de celle-ci, le parti. Pour le SED, les athlètes sont donc considérés comme des « diplomates en survêtement », devant servir de prolongement à la politique menée par le pays et contribuer à son rayonnement tant interne qu'international. Cette vision, héritée de celle développée en Union Soviétique durant l'entre-deux-guerres, a été implantée en RDA dès la fin des années 1940. À partir du début des années 1970, cette stratégie est utilisée afin de renforcer l'image de force du pays en tant que deuxième puissance au sein du bloc de l'Est et de contribuer à développer une identité purement est-allemande. Pour cela, l'accent est entièrement mis sur le sport de haut-niveau afin d'optimiser la production en série de champions et de records. La *Deutsche Hochschule für Körperkultur* de Leipzig est une reproduction à l'échelle locale de ce système. Elle fut ainsi directement créée par le parti afin de s'assurer de son obéissance ; l'ensemble des membres de la direction était d'ailleurs membres du SED et souvent socialistes convaincus, tandis que le fonctionnement interne était également basé autour du principe du centralisme démocratique, dans l'optique de mieux contrôler la prise de décision. Elle est donc conçue comme devant transposer sur le terrain les ordres et la politique venus des instances de tutelle situées à Berlin. Depuis la réorientation de 1970, elle est contrainte de devenir une véritable « forge à cadres » produisant en série des entraîneurs, devant être actifs dans les clubs auprès des jeunes athlètes et devant également propager la vision du socialisme dictée par le parti.

Cette importance du sport dans la stratégie d'auto-représentation nationale et internationale de la RDA nécessite que le régime s'assure de l'orthodoxie des différents acteurs et que ces derniers respectent bien les objectifs et les lignes de conduite qui leur ont été attribués. La conséquence de cette utilisation symbolique de la performance sportive et de sa soumission au politique est la mise sous contraintes extrêmes de l'ensemble des acteurs du domaine. Ces derniers – étudiants et personnels – étaient en effet

scrupuleusement sélectionnés sur des critères politiques ; se devaient être en tous points exemplaires, la moindre incartade pouvant signifier une fin de carrière prématurée ; devaient respecter les règles extrêmement complexes et pointilleuses de préservation des informations secrètes ; et étaient placés sous le contrôle étroit des organes de sécurité et du MfS. En raison de ce cloisonnement et de la surveillance des instances sportives du pays, le domaine d'activité de l'école et de ses enseignants a été réduit à un domaine extrêmement précis : la formation d'entraîneurs et la recherche dans le développement de jeunes talents. Les autres domaines d'activité – notamment la recherche sur le très haut-niveau et le dopage – ont été au préalable exfiltrés vers des institutions encore plus sécurisées. Le processus de contrôle et la dureté des sanctions, ainsi que l'habitude prise par des personnes rompues aux pratiques et demandes du pouvoir ont conduit à ce que ces règles soient en apparence respectées de manière scrupuleuse, à tous les niveaux de l'école, direction comme étudiants, donnant à la DHfK sa réputation d'« école rouge ». Toutefois, derrière cette extérieure orthodoxie, on note que l'école présente un caractère moins monolithique que de prime abord. Cette exigence d'obéissance était davantage vue comme un passage obligé, voire une source de frustration et de ressentiment, plutôt que comme une conviction profonde.

Les contraintes dans la conduite de la vie quotidienne ont été particulièrement visibles dans le domaine des relations internationales et de l'accueil des étudiants étrangers de la DHfK, car les relations via le sport devaient en effet être le miroir de la politique étrangère poursuivie par le régime. L'école n'avait donc pas le contrôle de ses relations internationales et devaient suivre les recommandations des instances centrales, notamment du StKS, lui-même sous la tutelle du SED. Trois axes principaux se dégagent alors :

- la préférence et la mise en avant d'une solidarité entre les pays socialistes ; le but étant également de mettre en scène la proximité entre la RDA et l'Union Soviétique :
- la formation d'ambassadeurs du socialisme et l'amélioration des relations avec des pays en développement ciblés via l'accueil de nombreux étudiants étrangers venus parfaire leur éducation ;
- la limitation des contacts avec l'étranger occidental.

Les discours de propagande mettent certes en avant la réussite de ces échanges et l'école jouit d'une réputation internationale de qualité. Toutefois, les résultats concrets tirés de cette politique internationale sont plutôt minces et l'idéologie a primé sur l'efficacité. Sur le plan de la recherche, les contacts ont été maintenus de force avec certains partenaires pour des raisons politiques en dépit des considérations scientifiques, tandis que d'autres pistes d'échanges ont été bannies pour les mêmes raisons. Peu de nouvelles connaissances exploitables et utiles pour les enseignants de l'école ont pu donc naître de ces relations. De même, la politisation du contenu de la formation et les contradictions entre accueil de public et secret régnant autour du sport n'ont pas permis de gagner beaucoup d'étudiants étrangers à la cause du socialisme.

Les difficultés et contraintes décrites ci-dessous ont culminé dans la seconde moitié des années 1980. Le sport de haut-niveau est certes resté jusqu'à la chute du régime un domaine d'action privilégié de l'action gouvernement et n'a que peu subi les restrictions budgétaires en cours dans le reste du pays. Ceci n'a pas empêché la multiplication des démarches administratives et du contrôle des autorités sur le quotidien de l'école, tant sur l'utilisation des fonds alloués à la DHfK que sur l'obéissance de ses membres, compliquant la vie et le travail de ces derniers. Les privilèges dont jouissait le monde du sport a conduit à une rupture entre avec la base des citoyens du pays, tandis que la pression permanente et les contraintes ont provoqué des tensions importantes au sein de l'école. Ces tensions ont éclaté au grand jour avec les manifestations de 1989 en ce qui concerne les étudiants et une partie du corps enseignant, qui demandaient réformes et desserrement du carcan idéologique. La direction, elle, est restée fidèle à la ligne orthodoxe et n'a exprimé ses premières critiques qu'après la chute définitive de l'ordre établi le 9 novembre. Si les instances dirigeantes – progressivement renouvelées et ouvertes aux personnes jusque-là exclues – ont rapidement fait leur autocritique, tourné le dos aux pratiques en vigueur et ont proposé de refonder la DHfK sur des bases nouvelles et désocialisées, les contraintes budgétaires et l'héritage politique ont été jugés trop importants par le gouvernement de Saxe, qui a préféré procédé à la dissolution de l'établissement.

9.2 Synthèse des résultats de l'étude

Pour reprendre les principales questions posées dans l'introduction de ce travail, nous pouvons souligner que le sport – et notamment le sport de haut-niveau – est un domaine d'action privilégié du gouvernement est-allemand, notamment en raison de ses pouvoirs identitaires forts, autour desquels une communauté peut se retrouver. Il constitue donc en cela un objet parfait pour réaliser l'objectif de l'établissement d'une « nouvelle société avec un homme nouveau[1] », que constitue selon Jürgen Kocka la quintessence du projet sociétal du gouvernement est-allemand. De ce fait, le SED a massivement investi en moyens financiers, en hommes, ainsi qu'en moyens rhétoriques et politiques pour former une chaîne d'individus : entraîneurs, encadrants et sportifs, qui serait capable de transmettre et diffuser cette vision d'une société politisée, égalitaire et homogène, d'un État socialiste couronné de succès et libéré des références à l'Allemagne de l'Ouest. Ces objectifs globaux de la politique sportive du pays se retrouvent par la suite dans l'ensemble des échelons de l'organigramme sportif, et donc également au sein de la DHfK.

Toutefois, il convient pour une étude complète des problématiques dans le cas de la RDA s'intéresser au juste milieu entre « le projet politique de transformation sociale et la réalité dont il accouche[2] », comme le disait Sandrine Kott. Sur ce plan, les lignes principales du projet de création de nouveaux modes d'organisation sociétaux ont été converties en pratique : la société dans son ensemble est restée relativement obéissante

1. Kocka, « Eine durchherrschte Gesellschaft », *op. cit.*, p. 547.
2. Kott, *La RDA (1949-1989)*, *op. cit.*, p. 8.

face au pouvoir en place ; dans le domaine du sport, les médailles ont été obtenues, les records battus. De même à la DHfK, les entraîneurs ont été formés, les partenariats avec des homologues étrangers ont été signés, les étudiants issus des pays en voie de développement ont été accueillis et l'école a bénéficié d'une bonne réputation générale. De même, calme, respect de la discipline et des idéaux politiques ont été préservés au sein de l'école. Cependant, en regardant de plus près ces dispositions, on note que nombre de détails dans le projet des gouvernants socialistes n'ont pu être réalisés : l'efficacité du travail quotidien a été grandement perturbé par l'immixtion permanente d'objectifs politiques et par la primauté de l'idéologie, tandis que le contrôle permanent et les nombreuses possibilités de sanction ont provoqué colère et frustration. Ainsi, on peut avancer via l'exemple du monde du sport et de l'école de Leipzig que les grandes structures du projet de « nouvelle société » espérée par le gouvernement ont bien été réalisées et mises en place, même s'il a été impossible d'atteindre les objectifs maximalistes souhaités par le SED.

Concernant le véritable cœur de la transformation que désiraient les dirigeants du SED, c'est-à-dire la transformation profonde des tissus sociaux, et la création de l'« homme nouveau », il convient de souligner davantage l'échec de cette politique. L'obéissance et le respect des règles politiques et idéologiques s'est principalement fait, hormis dans le cercle sélectionné de manière particulièrement stricte de la direction, par la contrainte et la surveillance directement, ou par une stratégie d'auto-adaptation et d'auto-protection de la part des différents acteurs afin d'échapper à cette contrainte : quelques cas de dissidence et un vaste désintérêt pour les questions d'ordre théorique étant à remarquer dans l'ensemble des activités de l'école et des sportifs en général. En outre , dès que l'étau de cette répression s'est légèrement desserré et qu'une contestation a été rendue possible, une partie non négligeable de la société est-allemande et du sport s'est engouffrée dans cette brèche entrouverte, provoquant la dissolution en quelques mois de l'édifice qui avait été jusque-là construit. De même, dans le sport comme dans le reste de la société, les références à la RFA, que le gouvernement souhaitait à tout prix effacer, perdurent dans l'identité collective.

La réputation de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur* comme étant une « école rouge » paraît donc tout à fait justifiée, dans le sens où en tant qu'institution, elle a respectée à la lettre les directives du parti sans jamais les remettre en cause et à contribuer grandement à l'édification des structures de cette société nouvelle et de ce sport politisé. Cependant, les différents mécanismes d'adaptation, d'auto-protection, et de contestations, même de faibles intensité d'une part non négligeable de la population estudiantine et de certains enseignants, ainsi que la rapidité de la critique une fois les menaces de sanction disparues, nous obligent à légèrement nuancer ce propos. L'école a bien été un lieu de l'orthodoxie et de l'obéissance, mais elle ne doit pas être considérée comme un monolithe d'acceptation du socialisme et un repère de personnes convaincues par ces idéaux, la plupart de la base des membres de la DHfK faisant principalement avec les différentes contraintes politiques.

9.3 Possibilités d'élargissement

À travers ce travail, nous avons tenté d'établir l'histoire d'une institution qui avait jusqu'à présent plutôt été délaissée par la recherche contemporaine. Pour ce faire, nous avons travaillé avec les fonds des archives de l'Université de Leipzig, qui n'avaient été que peu considérés et peu utilisés jusque-là. D'autres sources, via les Archives Fédérales, la presse et les revues spécialisées, nous ont permis de compléter cette étude.

Toutefois, au fil du manuscrit, il est apparu que la consultation d'autres ressources archivistiques aurait pu compléter certains points de contenu et enrichir la réflexion. C'est principalement le cas des fonds du BStU, abritant les documents issus des organismes de surveillance, et notamment du MfS. Une étude de ces documents, principalement ceux portant sur l'activité des IM actifs au sein de l'école, aurait permis – à la manière des études de Spitzer sur le sujet – de mieux comprendre les liens entre le programme d'espionnage et l'école de Leipzig. En outre, une consultation des quelques documents présents dans le centre de Coblence des Archives Fédérales[3], qui sont cependant encore concernés par les délais de protection de trente ans, pourrait également permettre une image un peu plus précise du processus de dissolution de la DHfK, notamment des réactions ouest-allemandes face à ce débat. Enfin, concernant la méthodologie, l'apport des techniques de l'histoire orale, notamment en retrouvant la trace de certains étudiants et enseignants autres que ceux ayant publié leurs mémoires ou des articles apologétiques sur le passé, pourrait conforter ou nuancer les informations contenues dans les matériaux d'archives et de presse étudiés ici.

En outre, les méthodologies et thématiques développées dans ce manuscrit seraient également transposables à des sujets d'études connexes, qui font encore défaut dans le panorama de la recherche actuelle. Ce travail a en effet souligné l'importance de l'étude d'un objet local et de son histoire au quotidien afin de ne pas simplement se concentrer sur les grandes décisions politiques, mais également sur la perception de cette politique par les différents acteurs, ainsi que sur les mécanismes d'identification ayant cours dans ces institutions. Cette perspective a été – comme nous l'avons vu dans l'introduction – utilisée dans quelques travaux concernant la RDA, en particulier pour les KJS[4], mais elle n'a que très peu été dans une perspective de comparaison entre les politiques sportives des deux Allemagnes, qui ont principalement été d'un point de vue structurel et étatique[5]. De même, cet axe n'a été que très peu employé concernant le sport en Allemagne de l'Ouest, de manière générale beaucoup moins étudié que celui de l'Est. Les outils développés ici pourraient ainsi être par exemple mis à profit pour une étude comparatiste entre la DHfK et la *Deutsche Sporthochschule* de Cologne, institution relativement similaire, afin de mettre en lumière les similarités et différences entre les deux systèmes sportifs, mais également la manière dont cette politique sportive est assimilée par les sportifs

3. Bundesministerium des Innern. « Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) Leipzig. Band I ». BArch B 106/189625. (1990-1991) ; Bundesministerium des Innern. « Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) Leipzig. Band II ». BArch B 106/189626. (1991-1992).

4. Wiese, *Kaderschmieden des Sportwunderlandes*, *op. cit.*

5. Balbier, *Kalter Krieg auf der Aschenbahn*, *op. cit.*

et les entraîneurs des deux côtés du Rideau de Fer. En outre, ce travail sur l'histoire de l'école de Cologne serait d'une grande utilité, car elle n'a – à notre connaissance – pas fait l'objet de travaux scientifiques, à l'exception de quelques ouvrages sur son fondateur, Carl Diem[6]. Toutefois, cette étude se confronterait au manque de références sur le système sportif ouest-allemand en général.

Une autre perspective d'élargissement serait également sur le plan chronologique, tout en conservant l'objet d'étude que représente la DHfK. Ce manuscrit se concentre sur la période des années 1970 et 1980, celle de l'orientation sur le haut-niveau, car elle a été la moins traitée dans l'histoire du sport, mais un travail sur les deux premières décennies serait également un bon complément aux travaux déjà existants, en particulier dans le contexte de la création de l'école, visant à mettre en place un établissement sous le contrôle du parti et du nouveau pouvoir en place : mécanismes de mise sous tutelle, création de nouveaux programmes et mise à l'écart des personnels ne correspondant pas à cette vision. Enfin, l'objet DHfK pourrait également servir pour une étude du sport dans les nouveaux *Länder* a été un vecteur d'identification fort, une base pour le phénomène souvent improprement appelé *Ostalgie*, défini par Jean Mortier comme le refus de voir le quotidien et les repères de quarante ans de vie être mis au rebut[7]. C'est d'ailleurs une thématique que nous avons déjà commencé à travailler, en particulier lors d'une communication au 18^{e} Carrefour d'Histoire du sport, qui s'est tenu à Bordeaux en octobre 2018[8]. La DHfK a certes été dissoute le 1er janvier 1991, mais sa mémoire n'a pas entièrement disparu du paysage de Leipzig. Il subsiste en effet plusieurs traces de sa présence, comme le club du *SC DHfK Leipzig*[9], anciennement lié à l'école, et dont l'équipe première de la section handball évolue en première division, ou bien le carnaval des étudiants en sport, toujours nommé *DHfK Fasching*[10]. De même, plusieurs demandes de refondation de la DHfK ont été déposées auprès du Land de Saxe dans les années ayant suivi sa dissolution. L'héritage de la DHfK après la réunification permettrait donc une étude du sentiment d'appartenance à une Allemagne de l'Est ainsi que du maintien d'une tradition issue de la RDA via le sport.

6. Wolfgang Buss. *Am Anfang war nicht Carl Diem - die Gründungsphase der Sporthochschule Köln 1945 - 1947 /*. Duderstadt : Mecke Verlag, 1986 ; Frank Becker. *Den Sport gestalten. Carl Diems Leben (1882-1962)*. 4 t. Universitätsverlag Rhein-Ruhr, 2009-2013.

7. Mortier, « Ostalgie et constructions identitaires », *op. cit.*

8. Le titre de la communication était « Le sport professionnel dans les nouveaux Länder depuis 1990 (football, handball, hockey sur glace) : conserver l'héritage est-allemand ou effacer le passé ? ». Un article a été soumis dans le cadre de la publication des actes, mais le processus d'acceptation est toujours en cours.

9. *Site Internet du SC DHfK Leipzig Handball*. url : https://www.scdhfk-handball.de (visité le 19. 10. 2019).

10. *Site Internet du carnaval des étudiants en sciences du sport de Leipzig*, *op. cit.*

Annexes, documents et bibliographie

Annexe A

Documents

A.1 Statuts de la DHfK

A.1.1 Statuts de 1954

Source: Büro des 1. Prorektors. «Statut der DHfK, diverse Auffassungen, Entwürfe.» UAL DHfK VWA 3635/1. (1951-1989).

Statut der Deutschen Hochschule für Körperkultur

Die Deutsche Hochschule für Körperkultur ist die zentrale Lehr- und Forschungsstätte auf dem Gebiet der Körperkultur in der Deutschen Demokratischen Republik. Die Deutsche Hochschule für Körperkultur bildet und erzieht pädagogisch und wissenschaftlich geschulte Kader, welche bereit und fähig sind, die Erkenntnisse des Marxismus-Leninismus anzuwenden, die fortschrittliche Fachwissenschaft in Theorie und Praxis zu meistern, den Kampf um den Frieden und die Einheit Deutschlands zu führen, und sich für den Aufbau der Deutschen Demokratischen Republik mit aller Kraft einzusetzen – getreu der Losung:

«Bereit zur Arbeit und zur Verteidigung des Friedens»

I. ABSCHNITT

Aufgaben

§1

Die Deutsche Hochschule für Körperkultur hat folgende Aufgaben:

1. die Durchführung der Lehr- und Studienarbeit aufgrund der Studienpläne, um hochwertige wissenschaftliche Fachkräfte auf dem Gebiet der Praxis und der Theorie der Körperkultur auszubilden. Dabei werden die Erfahrung der Sowjetwissenschaft in hohem Maße angewendet;
2. die Erziehung aller Angehörigen der Hochschule zum demokratischen Staatsbewußtsein, zur Freundschaft mit allen friedliebenden Völkern und zum echten Patriotismus;
3. die ständige Weiterbildung des Lehrkörpers, die Verbesserung der Arbeits- und Unterrichtsmethoden und die Ausbildung eines hochwertigen wissenschaftlichen Nachwuchses.
4. die Schaffung qualifizierter Lehrbücher und Lehrmittel die den neuesten Stand der fachwissenschaftlichen Erkenntnisse widerspiegeln und die bei der ideologischen Erziehung sowie fachlichen Ausbildung der studierenden Jugend mithelfen;
5. die Durchführung von Forschungsaufgaben auf dem Gebiet der Körperkultur und des Sportes, die zur Erfüllung der Aufgaben beim Aufbau des Sozialismus in der Deutschen Demokratischen Republik insbesondere zur Hebung des wissenschaftlichen und kulturellen Niveaus der Werktätigen beitragen;

6. die Festigung des Bündnisses der Arbeiterklasse und der werktätigen Bauernschaft mit der schaffenden Intelligenz durch Popularisierung der wissenschaftlichen, theoretischen und praktischen Ergebnisse auf dem Gebiet der Körperkultur und des Sportes im besonderen durch die Verallgemeinerung der besten Erfahrungen unserer Trainer und Spitzensportler;
7. die Förderung des Arbeiter- und Bauern-Studiums um die besten schöpferischen Kräfte unseres Werktätigen Volkes der Deutschen Hochschule für Körperkultur zuzuführen. Hierzu dient vor allem der weitere Ausbau der Arbeiter- und Bauernfakultät.

II. ABSCHNITT
Angehörige der Hochschule
§2

Angehörige der Deutschen Hochschule für Körperkultur sind:

1. die Mitglieder des Lehrkörpers;
2. die wissenschaftlichen Oberassistenten und Assistenten;
3. die wissenschaftlichen Aspiranten;
4. die immatrikulierten Studierenden;
5. die Arbeiter und Angestellten in der Verwaltung oder in den sonstigen Einrichtungen der Hochschule;
6. die an Ehrensenatoren ernannten Personen des wissenschaftlichen oder öffentlichen Lebens.

§3

1) Zu Lehrkörper der Hochschule gehören:

1. die Professoren mit Lehrstuhl;
2. die Professoren mit vollen Lehrauftrag;
3. die Professoren mit Lehrauftrag;
4. die Dozenten;
5. die Lehrkräfte die mit der Wahrnehmung einer Professur oder dezent Tour beauftragt sind;
6. die Lehrbeauftragten;
7. die Lektoren;
8. die Direktoren und Dozenten der ABF;
9. die Oberassistenten, Assistenten und Aspiranten, sofern sie mit der selbstständigen Durchführung von Vorlesungen, Seminaren, Übungen, usw. beauftragt sind (Oberassistenten Assistenten oder Aspiranten mit Lehrauftrag).

2) Die Ernennung der Professoren, Dozenten, und derjenigen Hochschulangehörigen, die mit der Wahrnehmung einer Professur oder Dozentur beauftragt sind, sowie des Direktors der ABF erfolgt durch den Staatssekretär für Hochschulwesen. Die Einstellung, Emeritierung und Entlassung dieser Personen wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen.
3) Die Übernahme einer nebenberuflichen Tätigkeit durch die hauptamtlichen Mitglieder des Lehrkörpers, die mit der Wahrnehmung ihres Amtes nicht unmittelbar zusammenhängen, bedarf der Genehmigung des Rektors.

Die wissenschaftlichen Aspiranten
§4

Die wissenschaftlichen Oberassistenten und Assistenten sind Angehörige der Hochschule, die die verantwortlichen Lehrkräfte bei der Lehre, Forschung und bei der Verwaltung der Institute bzw. sonstiger Hochschuleinrichtungen unterstützen. Sie haben die Pflicht, sich ständig wissenschaftlich weiter zu bilden wobei sie von den Institutsleitern anzuleiten und zu kontrolliert sind. Für die Einstellung der Klassen sowie die sonstigen Arbeitsbedingungen gelten geht es die gesetzlichen Bestimmungen.

Die Aspiranten
§5

1) Im Interesse der Ausbildung eines hochwertigen wissenschaftlichen Nachwuchses wendet die Hochschule den Aspiranten Ihre besondere Aufmerksamkeit zu.
2) Die wissenschaftliche Aspirantur regelt sich nach den gesetzlichen Bestimmungen.

Die Arbeiter und Angestellten
§6

1) Die Arbeiter und Angestellten der Deutschen Hochschule für Körperkultur sind in der Verwaltung und in den sonstigen Einrichtungen tätig. Ihnen obliegt die gesamte äußere, organisatorische und administrative Arbeit der Hochschule. Sie werden vom Verwaltungsdirektor angeleitet und kontrolliert.
2) Ihre Aufgabe besteht darin, die Voraussetzungen für die ständige Verbesserung der Arbeitsmöglichkeiten und Arbeitsbedingungen für den Lehrkörper und die Studierenden zu schaffen.

Die Studierenden
§7

1) Das Recht zum Studium an der Deutschen Hochschule für Körperkultur haben alle Bürger der Deutschen Demokratischen Republik entsprechend den Richtlinien für die Zulassung zum Studium an den Universitäten und Hochschulen.
2) Ausländische Staatsangehörigen und solche Bewerber, den nicht Bürger der Deutschen Demokratischen Republik sind, benötigen vor Beginn Ihres Studiums an der Deutschen Hochschule für Körperkultur die Zustimmung des Staatssekretärs für Hochschulwesen. Die Zulassung der Studierenden erfolgt im Rahmen der Zulassungskontingente nach dengelnden Bestimmungen durch den Rektor.
3) Für die Aufnahmeprüfung an der Deutschen Hochschule für Körperkultur gelten besondere Richtlinien des Staatssekretariats für Hochschulwesen und des Staatlichen Komitees für Körperkultur und Sport.

§7

1) Die Immatrikulation vollzieht der Rektor in feierlicher Form. Durch die Immatrikulation werden die Studierenden in den Kreis der Hochschulangehörigen aufgenommen.
2) Die Exmatrikulation erfolgt nach ordnungsgemäßer Bedingungen des Studiums, auf Antrag des Studierenden oder nach durchgeführten Disziplinarverfahren.

§8

1) Entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen erhalten die studierende Stipendien und Gebührenerlass.
2) Die Studierenden sind verpflichtet, für die von der Hochschule gewährte volle Verpflegung und Unterkunft einen dafür festgesetzten Betrag an der Hochschule zu entrichten.

[...]

III. ABSCHNITT
Struktur und Organe
§16

1) Die Deutsche Hochschule für Körperkultur umfasst folgende Fakultäten, auch Hauptabteilungen und selbstständige Institute:

1. die Fakultät für allgemeine Grundlagen der Körpererziehung,
2. die Fakultät für sportliche Ausbildung,
3. die Arbeiter- und Bauernfakultät,
4. die Hauptabteilung für Gesellschafts- und Sprachwissenschaften,
5. die Hauptabteilung für Sportmedizin,
6. die Hauptabteilung für Lehrgangswesen,
7. die Hauptabteilung für Fernstudium,
8. das Institut für Übersetzungen,
9. die Lehrmittelabteilung,
10. die Hochschulbibliothek.

2) Die Eröffnung neuer Fakultäten, Hauptabteilungen, Institute und sonstige Einrichtungen sowie die Zusammenlegung, Aufteilung oder Schließung bereits bestehender Fakultäten, Hauptabteilungen, Institute und sonstige Einrichtungen erfolgt nach Zustimmung des Staatssekretariats für Hochschulwesen durch das staatliche Komitee Völkerball Kultur und Sport.

§17

Die Organe der Deutschen Hochschule für Körperkultur sind:

1. der Rektor,
2. die Prorektoren,
3. der Senat,
4. der Verwaltungsdirektor,
5. die Fakultätsleiter und der Rat der Fakultät,
6. der Direktor der Arbeiter- und Bauernfakultät,
7. die Hauptabteilungsleiter

A.1.2 Statuts de 1974

Source: *ebd.*

Statut der Deutschen Hochschule für Körperkultur

Gemäß § 33 der Verordnung über die Aufgaben der Universitäten, wissenschaftlichen Hochschulen und wissenschaftlichen Einrichtungen mit Hochschulcharakter vom 25. Februar 1970 (GB II, Nr. 26, S. 189) gibt sich die Deutsche Hochschule für Körperkultur folgendes Statut.

I. Rechtsstellung und Aufgaben

§1

1) Die Deutsche Hochschule für Körperkultur (nachstehend DHfK genannt) ist eine sozialistische staatliche Bildungseinrichtung und Forschungsstätte. Sie erfüllt die Aufgaben auf der Grundlage der Beschlüsse der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands, der Gesetze und Beschlüsse der Volkskammer und anderer Rechtsvorschriften sowie den Anweisungen des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport.
2) Die DHfK ist juristische Person und Haushaltsorganisation. Sie untersteht dem Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. Sie wird vom Rektor nach dem Prinzip der Einzelleitung und der kollektiven Beratung geleitet.

3) Die DHfK hat ihren Sitz in Leipzig. Sie hat Außenstellen für das Fernstudium sowie Ausbildungszentren in anderen Orten der DDR.
4) Die DHfK führt ein Dienstsiegel.
5) Die DHfK besitzt ein Emblem. Das Emblem zeigt einen Speerwerfer auf rotem Untergrund, der von Lorbeer umgeben ist. Darunter befindet sich ein aufgeschlagenes Buch mit den Buchstaben DHfK.

§2

1) Die DHfK ist Aus- und Weiterbildungsstätte von Diplomsportlehrern für alle Bereiche von Körperkultur und Sport in der Deutschen Demokratischen Republik.
2) Die man: nimmt diese Funktion wahr durch:

- die sozialistische Erziehung und Ausbildung von Diplomsportlehrern für den Deutschen Turn- und Sportbund der DDR und für andere Bedarfsträger,
- die Erziehung und Ausbildung wissenschaftlicher Nachwuchskader in Forschungsstudium und Aspirantur für die Sportwissenschaft, ihre Disziplinen sowie für den Einsatz in anderen Funktionen auf dem Gebiet von Körperkultur und Sport,
- die sportwissenschaftliche Aus— und Weiterbildung von Fachärzten für Sportmedizin,
- die Weiterbildung von Lehr— und Leitungskadern aus allen Bereichen von Körperkultur und Sport sowie von sportwissenschaftlichen Einrichtungen,
- die Aus— und Weiterbildung ausländischer Bürger, besonders aus den Entwicklungsländern.

§3

1) Die DHfK erfüllt als Forschungsstätte Aufgaben in der sportwissenschaftlichen Forschung und zur Entwicklung der Sportwissenschaft.
2) Die DHfK nimmt diese Funktion wahr durch:

- auftragsgebundene Forschung für den Deutschen Turn- und Sportbund der DDR und seine Sportverbände,
- Bearbeitung grundlegender gesellschaftswissenschaftlicher Probleme der sozialistischen Körperkultur in der DDR,
- Schaffung wissenschaftlicher Grundlagen für den Freizeit- und Erholungssport in der DDR.

II. Die Grundstruktur der DHfK

§4

Die DHfK ist nach Sektionen, Instituten und Direktoraten gegliedert. Darüber hinaus arbeitet die Zentralbibliothek für Körperkultur und Sport der DDR an der DHfK. Die Einzelheiten der Struktur der DHfK regelt der Staatssekretär für Körperkultur und Sport auf Vorschlag des Rektors in Abstimmung mit dem Minister für Hoch— und Fachschulwesen. (Gegenwärtig bestätigte Struktur siehe Anlage)

§5

1) Die Wahrung gesamtgesellschaftlicher Interessen und die Mitwirkung der Hochschulangehörigen an der Leitung der Hochschule wird durch kollektive Beratungsorgane gewährleistet.
2) Kollektive Beratungsorgane sind:

- das Konzil
- der Gesellschaftliche Rat
- der Wissenschaftliche Rat mit seinen Fakultäten.

3) Die Arbeitsweise dieser Beratungsorgane wird durch besondere Ordnungen geregelt.

III. Die Angehörigen der DHfK

§6

Angehörige der DHfK sind:

- hauptamtliche Hochschullehrer
- wissenschaftliche Mitarbeiter
- die wissenschaftlich—technischen Mitarbeiter
- die Arbeiter und Angestellten
- der wissenschaftliche Nachwuchs (Forschungsstudenten und planmäßige Aspiranten)
- die Studierenden.

§7

1) Aufgaben, Stellung und Arbeitsweise des Rektors, der Prorektoren, der Direktoren der Sektionen und Institute, der Leiter der Wissenschaftsbereiche und anderer wissenschaftlicher Einrichtungen, der Direktoren der Funktionsorgane und aller anderen Mitarbeiter werden in einer Arbeitsordnung geregelt werden durch die Studienordnung geregelt.
2) Aufgaben, Stellung und Arbeitsweise der Studierenden werden durch die Studienordnung geregelt.

IV. Akademische Grade und Veröffentlichungen

§8

1) Die DHfK verleiht auf der Grundlage der Rechtsvorschriften akademische Grade.
2) Folgende akademische Grade werden durch die DHfK verliehen:

- Diplomsportlehrer
- doctor paedagogicae (Dr. paed.)
- doctor scientiae paedagogioae (Dr. sc. paed.)

1) Der Rektor der DHfK gibt die *Wissenschaftliche Zeitschrift der Deutschen Hochschule für Körperkultur* heraus.
(2) Die Herausgabe der *Wissenschaftlichen Zeitschrift* erfolgt nach der hierfür vom Lektor festgelegten Ordnung.

V Vertretung im Rechtsverkehr

§10

1) Die DHfK wird im Rechtsverkehr durch den Rektor vertreten. Bei seiner Verhinderung erfolgt die Vertretung durch den 1. Prorektor.
2) Der Rektor kann andere Personen bevollmächtigen, die DHfK im Rechtsverkehr zu vertreten.

VI. Schlußbestimmungen

§11

(1) Das Statut tritt am 22. Oktober 1975 in Kraft.
(2) Gleichzeitig tritt das Statut vom 5. 4. 1954 außer Kraft.
(3) Veränderungen des Statuts bedürfen der Zustimmung des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport und des Ministers für Hoch- und Fachschulwesen.

Leipzig: den 15.10.1975
Der Rektor. Prof. Dr. paed. Stiehler
Der Staatssekretär für Körperkultur und Sport. Güther Erbach
Das Statut der DHfK wird bestätigt:
Minister für Hoch- und Fachschulwesen. Hans-Joachim Böhme

Anlage. Struktur der DHfK
1) Sektionen:

- Sektion Leitungs- und Erziehungswissenschaft;
- Sektion Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings und Sportmedizin;
- Sektion Theorie und Methodik des Trainings in den Sportarten I;
- Sektion Theorie und Methodik des Trainings in den Sportarten II.

2) Institute:

- Institut Marxismus-Leninismus;
- Institut für Ausländerstudium;
- Institut Freizeit- und Erholungsport;

3) Andere wissenschaftliche Einrichtungen:

- Zentralbibliothek für Körperkultur und Sport.

4) Direktorate:

- Direktorat für Studienangelegenheiten;
- Direktorat für Weiterbildung und Fernstudium;
- Direktorat für Kader und Qualifizierung;
- Direktorat für Planung und Ökonomie.

A.1.3 Statuts de 1988

Source: *ebd.*

Statut der Deutschen Hochschule für Körperkultur

Die Deutsche Hochschule für Körperkultur gehört zu den höchsten Bildungsstätten des Volkes im einheitlichen sozialistischen Bildungssystem und ist eine wichtige Forschungsstätte, die mit allen Bereichen der sozialistischen Gesellschaft eng verbunden ist. Den fortschrittlichsten Traditionen des wissenschaftlichen und kulturellen Erbes verpflichtet, leistet sie einen hohen schöpferischen Beitrag zur weiteren Gestaltung der entwickelten sozialistischen Gesellschaft in der Deutschen Demokratischen Republik.

Aufgrund des Abs. 33 der Verordnung vom 25. Februar 1970 über die Aufgaben der Universitäten , wissenschaftlichen Hochschulen und wissenschaftlichen Einrichtungen mit Hochschulcharakter wird folgendes Statut erlassen:

§1

1) Die Deutsche Hochschule für Körperkultur (nachfolgend DHfK) ist juristische Person und Haushaltsorganisationen. Sie untersteht dem Staatssekretariat für Körperkultur und Sport beim Ministerrat der DDR.
2) Der Sitz der DHfK ist Leipzig.
3) Die DHfK führt ein Dienstsiegel und eine Traditionsemblem.

§2

1) Die DHfK erfüllt ihre Aufgaben in Verwirklichung der Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik, der Beschlüsse der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands und des Ministerrates der Deutschen Demokratischen Republik, der Rechtsvorschriften, der Weisungen des Staatssekretärs für Körperkultur und Sport und der staatlichen Pläne.
2) Die Schule hat die Aufgabe:

- die weitere Gestaltung der entwickelten sozialistischen Gesellschaft den erforderlichen Bildungsvorlauf durch die Ausbildung und Erziehung hochqualifizierter Kader, denen die marxistisch-leninistische Weltanschauung bei aktiver Auseinandersetzung mit reaktionärer Politik und der Ideologie des Imperialismus umfassend vermittelt wird, zu schaffen,
- die schöpferischen Talente und Begabungen frühzeitig zu fördern und einen den fachlichen und politischen Anforderungen gerecht werdenden wissenschaftlichen Nachwuchs zu entwickeln,
- Kader aus der sozialistischen Praxis durch Vermittlung der neuesten Erkenntnisse der Wissenschaft weiterzubilden,
- in der Erkundungs-, Grundlagen- und angewandten Forschung insbesondere durch eine auf der Basis von engen Beziehungen zu dem DTSB der DDR, seinen Sportverbänden, der GST und den bewaffneten Organisationen beruhende organische Verbindung von Wissenschaft und Produktion den erforderlichen Wissenschaftsvorlauf zu schaffen und hohe Ergebnisse für die bestmögliche Verwertung zu erreichen, sowie in der gesellschaftswissenschaftlichen Forschung ständig zur Entwicklung der gesellschaftlichen Grundpositionen des Sozialismus beizutragen,
- mit ihrem wissenschaftlichen Potenzial zur Realisierung der Gesundheitspolitik beizutragen sowie die sportmedizinische Betreuung der Leistungssportler weiter zu verbessern,
- als geistig-kulturelles Zentrum zur Befriedigung der wachsenden politischen, wissenschaftlichen und kulturellen Bildungsbedürfnisse der Werktätigen beizutragen,
- die internationalen Wissenschaftsbeziehungen, insbesondere zur Sowjetunion und den anderen sozialistischen Bruderländern zu entwickeln und zu vervollkommnen,
- die Unterstützung und Zusammenarbeit mit national befreiten Staaten zu fördern sowie die wissenschaftliche Kooperation mit kapitalistischen Industrieländern auf der Basis der friedlichen Koexistenz und des gegenseitigen Vorteils im Interesse des Friedens zu verwirklichen.

§3

Angehörige der Schule sind:

- die hauptamtlichen Hochschullehrer,
- die wissenschaftlichen Mitarbeiter,
- die Arbeiter und Angestellten,
- die Studenten,
- die planmäßigen Aspiranten und Forschungsstudenten.

§4

Zur Schule gehören folgende Sektionen und zentrale wissenschaftliche und technische Einrichtungen:

1. Sektionen:
    - Leitungs- und Erziehungswissenschaften,
    - Sektion Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings,
    - Sektion Theorie und Methodik des Trainings in den Sportarten I,

- Sektion Theorie und Methodik des Trainings in den Sportarten II.

2. Institute
   - Institut Marxismus-Leninismus,
   - Institut für Sportmedizin,
   - Institut für Ausländerstudium,
   - Institut für Weiterbildung,
   - Institut für Massensport.
3. Zentralbibliothek für Körperkultur und Sport der DDR
4. Zentralstelle für Wissenschaftstechnik

§5

1) Die DHfK wird vom Rektor nach dem Prinzip der Einzelleitung bei kollektiver Beratung der Grundfragen und umfassender Mitwirkung der Hochschulangehörigen, ihrer Kollektive und gesellschaftlichen Organisationen geleitet. Der Rektor ist Vorsitzender des wissenschaftlichen Rates.
2) Der erste Prorektor ist der ständige Vertreter des Rektors. 3) Stellvertreter des Rektors sind weiter:

- der Prorektor Für Gesellschaftswissenschaften,
- der Prorektor für Erziehung und Ausbildung,
- der Prorektor für Wissenschaftsentwicklung.

§6

1) Die gesellschaftlichen und wissenschaftlichen Gremien der DHfK sind:

- das Konzil;
- der Gesellschaftliche Rat;
- der Wissenschaftliche Rat.

2) Der wissenschaftliche Rat ist in folgende Fakultäten gegliedert:

- Fakultät für Gesellschaftswissenschaft;
- Fakultät für Naturwissenschaften und Sportmedizin;
- Fakultät für Trainingsmethodik.

§7

1) Zur Erfüllung von Aufgaben der Leitung der DHfK sind folgende Fachdirektoren tätig:

- Der Verwaltungsdirektor mit dem:
  - Direktor für Ökonomie,
  - Direktor für Technik,
  - Direktor für Wirtschafts- und Sozialeinrichtungen
  - Leiter für Haushaltswirtschaft
- der Direktor für Studienangelegenheiten
- der Direktor für Fernstudium
- der Direktor für Kader und Qualifizierung
- der Direktor für internationale Beziehungen.

2) Der Rektor legt gemäß den Anweisungen des Ministers für Hoch- und Fachschulwesen über die Aufgaben und Arbeitsweise der Direktoren deren Unterstellung fest.

§8

Die Sektionen und die zentralen wissenschaftlichen und technischen Einrichtungen der DHfK werden der einzelnen Leitung und der kollektiven Beratung geleitet.

§9

1) Durch die Schule werden folgende akademischen Grade verliehen:

- Diplomsportlehrer,
- doctor paedagogicae,
- doctor scientiae paedagogicae.

2) Die DHfK hat das Recht, auf der Grundlage der geltenden Rechtsvorschriften den akademischen Grad Doctor honoris causa zu verleihen.

§10

Als verdiente Persönlichkeiten des gesellschaftlichen Lebens, die einen bedeutenden Beitrag zur Entwicklung von Körperkultur und Sport sowie der Sportwissenschaft geleistet haben, kann der Wissenschaftliche Rat die Würde eines Ehrensenators verleihen.

§11

Die DHfK verleiht den Preis der DHfK

§12

Die DHfK gibt die *Wissenschaftliche Zeitschrift* der DHfK heraus

§13

1) Der Rektor vertritt die DHfK im Rechtsverkehr. Der 1. Prorektor vertritt der DHfK bei Abwesenheit des Rektors und im Rahmen seiner Aufgaben, Rechte und Pflichten. Bei ihrer gleichzeitigen Abwesenheit erfolgt die Vertretung der DHfK durch einen vom Rektor dazu bestimmten Prorektor.
2) Der Rektor kann andere Personen mit der Vertretung der DHfK im Rechtsverkehr bevollmächtigen.

§14

Das Statut tritt am 1. Januar 1989 in Kraft. Gleichzeitig tritt das Statut der DHfK vom 22. Oktober 1975 außer Kraft. Änderungen des Statuts bedürfen der Zustimmung des Ministers für Hoch- und Fachschulwesen.

Leipzig, den 17.11.1988
Prof. Dr. sc. G. Lehmann
Rektor.

A.2 Programmes d'étude des différents cursus de la DHfK

Cette section reproduira les maquettes des différents programmes d'enseignement de l'école : matières enseignées, volumes horaires, etc.

A.2.1 Programme d'étude du diplôme de *Diplomsportlehrer*

Source : *« Studienplan Sportwissenschaft »* (1981), in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport. « Studienplan ». BArch DR 5/3222. (1973-1984).

		1e année	2e année	3e année	4e année
Nombre de semaines de cours		**31**	**28**	**31**	**13**
Grundlagen des Marxismus-Leninismus	Principes du marxisme-léninisme	78 h	84 h	124 h	26 h
Theorie und Geschichte der Körperkultur	Théorie et histoire de la culture physique	48 h	—	—	26 h
Sportpolitik	Politique du sport	45 h	—	—	—
Leitung der sozialistischen Körperkultur	Direction de la culture physique socialiste	—	—	62 h	13 h
Sportpädagogik	Pédagogie du sport	62 h	28 h	—	—
Sportpsychologie	Psychologie du sport	60 h	56 h	—	—
Grundlage der Mathematik	Principes des mathématiques	62 h	—	—	13 h
Grundlagen der Naturwissenschaft	Principes des sciences naturelles	141 h	42 h	—	—
Biomechanik	Biomécanique	—	42 h	—	—
Sportmedizin	Médecine du sport	—	—	93 h	—
Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings	Théorie et méthode générale de l'entraînement	—	98 h	48 h	13 h
Theorie und Methodik des Trainings der Sportarten	Théorie et méthode de l'entraînement des disciplines sportives	278 h (H) 311 h (F)	252 h (H) 224 h (F)	139 h (H) 30 h (F)	—
Spezialisierung (Sportarten)	Discipline sportive de spécialisation	186 h	168 h	248 h	156 h
Russisch	Russe	62 h	42 h	—	—
2. Fremdsprache	2e langue étrangère	—	28 h	47 h	—
Sprecherziehung	Éloquence	15 h	—	—	—
Praktika	Stages	—	56 h	186 h	—

Pour « théorie et méthode de l'entraînement des disciplines sportives », les groupes étaient divisés entre hommes et femmes, qui ne pratiquaient pas les mêmes disciplines aux mêmes semestres. Les disciplines proposées étaient : athlétisme, natation, gymnastique, volley-ball, handball, basket-ball, jeux (*kleine Spiele*), football et sports de combat (les deux dernières disciplines étaient réservées aux hommes).

S'ajoutent à ces enseignements, deux semaines de camp d'entraînement à la pratique du ski à Schneckenstein lors des **deuxième** et **quatrième** semestres, ainsi qu'un autre

de deux semaines à Blossin pour les sports aquatiques (aviron, canoë-kayak) lors du **troisième** semestre.

Lors du **quatrième** semestre, les étudiants étaient tenus de suivre un camp de préparation à l'éducation militaire pour les hommes, et de protection civile pour les femmes d'une durée de cinq semaines.

Aucun cours n'était donné pendant le **septième** semestre, réservé à un stage en responsabilité de quinze semaines et à la rédaction du mémoire de fin d'études.

A.2.2 Programme d'étude de l'ITK.

Source : Institut für Ausländerstudium. « Studienplan internationaler Trainerkursus ». UAL DHfK VWA 0347. (1974), p. 11

Einführung in den ITK und Arbeitsmethoden	Accueil et méthodologie de travail	10 h
Naturwissenschaftliche und sportmedizinische Grundlagen (Einführung in die Physiologie, Sporthygiene, Sportmassage, Erste Hilfe)	Fondamentaux de la médecine du sport et des sciences naturelles (introduction à la physiologie, à l'hygiène du sport, au massage et aux premiers secours)	100 h
Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings	Théorie et méthode générale de l'entraînement	100 h
Theorie und Geschichte der Körperkultur	Théorie et histoire de la culture physique	30 h
Leitung und Organisation der Körperkultur	Structure et organisation de la culture physique	20 h
Grundfragen der gesellschaftlichen Entwicklung in unserer Zeit	Fondamentaux de l'évolution de la société de notre temps	50 h
Sportpädagogik und Sportpsychologie	Pédagogie et psychologie du sport	40 h
Deutsche Sprache	Langue allemande	50 h
Spezialfach (einschl. Lehrversuche, Hospitationen und Wettkampfbeobachtungen)	Spécialité disciplinaire (y compris stages d'enseignement, d'observation et observation de compétitions)	400 h
Volume horaire total		800 h

A.2.3 Programme d'étude du PSF

Source : *Studienplan für das postgraduale Studium mit Fachabschluss für ausländische Sportkader an der DHfK ;* (3.4.1978), in : Büro des Rektors. « Ausländerstudium ». UAL DHfK VWA 4427. (1966-1987).

Grundfragen der gesellschaftlichen Entwicklung unserer Zeit	Fondamentaux de l'évolution de la société de notre temps	50 h
Theorie und Geschichte der Körperkultur	Théorie et histoire de la culture physique	30 h
Leitung und Organisation der Körperkultur	Structure et organisation de la culture physique	40 h
Sportpädagogik / Sportpsychologie	Pédagogie et psychologie du sport	60 h
Sportmedizin	Médecine du sport	100 h
Biomechanik	Biomécanique	30 h
Statistik	Statistique	20 h
Einführung in den Bau von Sportanlagen und Sportgeräten	Introduction à la construction d'agrès et d'espaces sportifs	20 h
Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings	Théorie et méthode générale de l'entraînement	120 h
Deutsche Sprache	Langue allemande	100 h
Spezialisierung	**Enseignement de spécialité**	**400 h**
Spezialisierung Trainerkader : Sportspiele, Leichtathletik, Schwimmen, Turnen, Ringen Boxen	Spécialité entraînement : sports collectifs, athlétisme, natation, gymnastique, lutte et boxe	—
Spezialisierung Lehrkader : Sportpädagogik, Sportpsychologie, ATMT, Biomechanik	Spécialité enseignement : pédagogie et psychologie du sport, théorie et méthode de l'entraînement, biomécanique	—
Spezialisierung Leitungkader :Leitung der sozialistischen Körperkultur	Spécialité direction : structure et organisation de la culture physique socialiste	—
	Volume horaire total	970 h

A.2.4 Programme d'étude du HZS

Source : Studienplan für das Hochschulzusatzstudium ausländischer Sportkader mit Studienabschluss Diplomsportlehrer an der DHfK, in : Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, « BArch DR 5/3222 », *op. cit.*

Sportpädagogik / Sportpsychologie	Pédagogie et psychologie du sport	110 h
Grundfragen der gesellschaftlichen Entwicklung unserer Zeit	Fondamentaux de l'évolution de la société de notre temps	80 h
Theorie und Geschichte der Körperkultur	Théorie et histoire de la culture physique	60 h
Leitung und Organisation der Körperkultur	Structure et organisation de la culture physique	50 h
Naturwissenschaftliche und biologische Grundlagen	Fondamentaux en biologie et en sciences naturelles	80 h
Sportmedizin	Médecine du sport	60 h
Statistik	Statistiques	40 h
Biomechanik	Biomécanique	30 h
Allgemeine Theorie und Methodik des Trainings	Théorie et méthode générale de l'entraînement	120 h
Theorie une Methodik ausgewählter Sportarten	Théorie et méthode des disciplines sportives choisies	200 h
Diplomarbeit	Mémoire	240 h
Praktika	Stages	40 h
Deutsche Sprache	Langue allemande	200 h
Einführung in wissenschaftliche Arbeitsmethoden	Introduction à la méthodologie du travail scientifique	30 h
Einführung in die Arbeit mit audiovisuellen Unterrichtsmitteln	Introduction au travail avec des matériaux de cours audio-visuels	20 h
Einführung in den Bau von Sportanlagen und Sportgeräten	Introduction à la construction d'agrès et d'espaces sportifs	20 h
Volume horaire total		1 780 h

Annexe B

Statistiques et précis méthodologiques

B.1 Statistiques des relations internationales

Statistiques des échanges internationaux de la DHfK, hors accueil d'étudiants étrangers (1970-1989).

Méthodologie : Ces statistiques ont été réalisées à partir des documents intitulés « programmes de déplacements internationaux du StKS » (*Internationale Reisepläne des StKS*. Ces programmes de déplacements sont publiés au début de chaque année par le Secrétariat d'État et regroupent l'ensemble des manifestations internationales, pédagogiques et scientifiques, organisées par ou impliquant des membres du StKS et des institutions qui lui sont affiliées (DHfK, FKS, etc.). Par manifestation internationale s'entend le déplacement d'enseignants, personnels de direction ou étudiants à l'étranger, ou la réception de personnels étrangers au sein des institutions du StKS, à l'exception des programmes d'accueil d'étudiants étrangers, qui pour la DHfK, relevaient de l'IfA et des simples visites pour une journée de personnes étrangères (journalistes, professeurs étrangers, membres des FI ou du CIO, etc.). Les statistiques ci-dessous ne concernent que les manifestations concernant les membres de la DHfK.

Dans la mesure du possible, les versions corrigées des programmes de déplacements ont été utilisés. En fin d'année, la DHfK corrige les prévisions en fonction des manifestations réellement effectuées, modifiées, supprimées ou ajoutées.

L'unité utilisée dans ces documents pour quantifier les échanges, et qui est reprise dans les statistiques de ce manuscrit, est le jour - personne (j.-p., *Personentag*). Si un échange implique 5 personnes pour une durée de 10 jours, il équivaudra à 50 j.-p.

Catégorisation des pays : Les statistiques reprennent la distinction des pays partenaires selon les trois catégories citées dans les documents officiels : pays socialistes, pays en développement et pays capitalistes[1]. L'appartenance de tel ou tel pays à l'une ou l'autre des catégories n'étant pas toujours claire dans les programmes de déplacement[2], nous utiliserons ici les définitions suivantes :

1. Hochschulparteileitung, « UAL DHfK VWA 1253 », *op. cit.*, p. 1.

2. Sur un plan purement formel, les programmes de déplacement étaient généralement divisés en trois tableaux, l'un reprenant les mesures vers les pays socialistes (*Reiseplan des StKS für sozialistische Länder*), un autre vers les « les États » de l'OTAN, y compris la RFA et Berlin-Ouest, les autres États capitalistes, les jeunes États nations (désignation officielle de la RDA pour les pays en développement), la Yougoslavie, Cuba et le Vietnam. (*Reiseplan des StKS für NATO-Staaten einschließlich BRD/Westberlin, sonstige kapitalistische Staaten, junge Nationalstaaten, Jugoslawien, Kuba, Vietnam*) et le dernier reprenant les mesures ayant lieu en RDA.

- Pour les pays **socialistes** : les pays membres ou associés du CAÉM en 1989[3] ;
- Pour les pays **capitalistes** : les pays membres de l'OCDÉ en 1989[4] ;
- Pour les **pays en développement** : les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Océanie ne faisant pas partie des deux catégories ci-dessus.

Typologies des échanges : Pour analyser les échanges internationales de la DHfK, ceux-ci ont été divisés par l'auteur en cinq catégories :

Catégorie 1 Manifestation scientifique et/ou pédagogique en collaboration avec une – ou plusieurs – institution(s) similaire(s) à la DHfK située(s) à l'étranger (Institut central de Moscou, AWF de Varsovie, INSEP, etc.) et concernant enseignants, chercheurs ou membres du personnel de direction ;

Catégorie 2 Manifestation scientifique et/ou pédagogique en collaboration avec une – ou plusieurs – institution(s) similaire(s) à la DHfK située(s) à l'étranger (Institut central de Moscou, AWF de Varsovie, INSEP, etc.) et concernant les étudiants des institutions en question ;

Catégorie 3 Manifestation scientifique et/ou pédagogique réalisée dans le cadre d'organisations internationales (FI, CIO, CIEPSS, FEPSAC, etc.) ;

Catégorie 4 Envoi ou réception de professeurs invités ou d'experts pour des missions d'enseignements ou d'expertise.

Catégorie 5 Observation simple d'événements sportifs (matchs, fêtes, festivals, etc.)

Liste des actes d'archives utilisés : UAL DHfK VWA 0103 ; 1041 ; 1244 ; 2170 ; 2177 ; 2183 ; 2257 ; 2667 ; 2690/1 ; 2690/2 ; 3006/1 ; 3006/2 ; 3322 ; 3419/1 ; 3419/2 ; 3682 ; 3731/1.

Volume des échanges scientifiques et pédagogiques de la DHfK (hors *Ausländerstudium*) en jours-personnes selon les types de pays. (1970-1989)

	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	**Total**
Pays socialistes	10 709	25 828	694	465	942	**38 638**
dont URSS	*4 850*	*11 620*	*325*	*0*	*84*	***16 879***
dont Pologne	*1 872*	*4 733*	*23*	*0*	*93*	***6 721***
dont ČSSR	*1 708*	*2 934*	*129*	*0*	*95*	***4 866***
dont Hongrie	*637*	*2 062*	*62*	*0*	*126*	***2 887***
dont Bulgarie	*964*	*4 479*	*48*	*0*	*270*	***5 761***
dont Roumanie	*60*	*0*	*31*	*0*	*146*	***237***
Pays capitalistes	428	0	809	36	392	**1 665**
Pays en développement	555	0	35	5 843	38	**6 471**

3. Albanie, Bulgarie, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie Tchécoslovaquie, URSS, Vietnam et Yougoslavie

4. Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, RFA, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie

Nombre de manifestations scientifiques et pédagogiques de la DHfK (hors *Ausländerstudium*) selon les types de pays. (1970-1989)

	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	**Total**
Pays socialistes	529	146	70	13	113	**871**
dont URSS	*169*	*31*	*325*	*0*	*10*	***218***
dont Pologne	*106*	*38*	*7*	*0*	*12*	***163***
dont ČSSR	*88*	*26*	*17*	*0*	*11*	***142***
dont Hongrie	*48*	*15*	*8*	*0*	*14*	***85***
dont Bulgarie	*31*	*17*	*4*	*0*	*26*	***78***
dont Roumanie	*4*	*0*	*1*	*0*	*16*	***21***
Pays capitalistes	34	0	119	2	52	**208**
Pays en développement	12	0	4	71	2	**88**

Évolution des échanges scientifiques et pédagogiques de la DHfK par an (hors *Ausländerstudium*) en jours-personnes selon les types de pays. (1970-1989)

	Pays socialistes	Pays capitalistes	Pays en développement
1970	771	76	138
1971	854	83	30
1972	1594	112	114
1973	2657	159	394
1974	3097	25	68
1975	2938	156	112
1976	2059	65	76
1977	2359	136	455
1978	2125	64	20
1979	2518	97	224
1980	2150	25	35
1981	1711	160	216
1982	1742	49	360
1983	1606	72	600
1984	1571	65	1389
1985	1774	82	420
1986	1659	32	26
1987	1631	78	810
1988	1911	81	506
1989	1911	48	478

Nombre des manifestations scientifiques et pédagogiques de la DHfK par an (hors *Ausländerstudium*) selon les types de pays (1970-1989)

	Pays socialistes	Pays capitalistes	Pays en développement
1970	45	5	5
1971	37	10	1
1972	41	12	3
1973	53	19	5
1974	49	4	2
1975	49	22	3
1976	41	5	3
1977	39	12	2
1978	34	8	1
1979	48	13	4
1980	46	6	1
1981	42	19	3
1982	40	9	7
1983	42	8	7
1984	37	8	10
1985	48	9	7
1986	36	4	1
1987	46	13	10
1988	48	13	8
1989	50	9	5

Envoi de professeurs à l'étranger pour des missions de conseil (1970-1990)

Pays	Nb. manif.	Nb. pers	Nb. jours	Années
Afghanistan	1	1	30	1988
Algérie	2	4	455	1977
R. P. Congo	1	2	60	1979
Corée du Nord	1	1	15	1989
Égypte	9	12	849	1970 ; 72-73 ; 83-84
Éthiopie	1	1	84	1983
Inde	13	18	1216	1973 ; 81-82 ; 84 ; 87-89
Irak	9	11	324	1976 ; 82 ; 84-85 ; 87
Koweït	1	1	30	1983
Libye	3	3	210	1981-82
Mali	1	1	30	1979
Soudan	1	2	30	1971
Syrie	17	34	1797	1972-74 ; 82-85 ; 87-88
Tanzanie	10	11	671	1979-81 ;83-85 ; 87-89
Non déterminé	1	2	42	1975
Total	71	104	5843	

Nb. manif > Nombre de manifestations ; Nb. pers > Nombre de personnes concernée ; Nb. jours > Volume des échanges en jours-personnes ; Années > Années où ont eu lieu les échanges.

B.2 Statistiques de l'*Ausländerstudium*

B.2.1 Statistique du *Direktstudium*

Statistiques complètes des étudiants étrangers inscrits dans le *Direktstudium*
Sources : *Liste der ausländischen Studenten an der DHfK* (1.6.1973) et *Zahlenschlüssel und ländermäßige Aufteilung des ITK, der Magister und Aspiranten und der Direktstudenten 1973*, (1973), in : Institut für Ausländerstudium. « Unterlagen ITK ». UAL DHfK VWA 0346. (1971-1974).

- Bulgarie : 1
- Cambodge : 3
- Chili : 1
- Cuba : 7
- Espagne : 1
- Ghana : 3
- Grèce : 5
- Guinée : 4
- Koweït : 2
- Islande : 1
- Mali : 6
- Maroc : 2
- Nigeria : 1
- Pays-Bas : 1
- Pologne : 2
- Soudan : 2
- Sri Lanka : 1
- Syrie : 28
- Tanzanie : 1
- Togo : 1
- Tunisie : 8
- Vietnam : 1
- Yougoslavie : 1
- **Total : 83 étudiants issus de 23 pays.**

B.2.2 Statistiques du programme ITK

Statistiques complètes des participants au programme « *Internationaler Trainerkurs* (1964-1990) »
Méthodologie : Ces statistiques ont été réalisées à partir des procès-verbaux de résultats (*Zensurenlisten*) des vingt-sept éditions du programme entre 1964 et 1990. Est considérée comme participante toute personne ayant pris part à au moins une partie des activités pédagogiques proposées, qu'elle est achevée ou non sa formation, et qu'elle ait eu ou non des résultats suffisants pour valider le stage.
Légende :

Pays Nom du pays délégataire ;

Total étudiants Nombre total d'étudiants envoyés par le pays de 1964 à 1990 ;

Nb. part Nombre d'éditions du programme ITK auxquelles ont participé des étudiants du pays ;

Années Liste des éditions lors desquelles des étudiants du pays ont participé.

Liste des actes d'archives utilisés : UAL DHfK VWA 0103 ; 2092 ; 2859 ; 2918 ; 2921/1 ; 2921/2 ; 2921/3 ; 3427/1 ; 3428/1 ; 3429/1 ; 3354/1 ; 3602/1 ; 3691/1 ; 3744 ; 3819/3 ; 3899/3 et 4427.

Pays	**Total étudiants**	Nb. part.	Années (Part. par année)
Afghanistan	**22**	7	1982-87 et 1989

Le tableau se poursuit sur la page suivante

Suite de la page précédente

Pays	**Total étudiants**	Nb. part.	Années
Afrique du Sud	**2**	2	1973 et 1975
Algérie	**62**	9	1967-69 ; 1971-75 et 1986
Angola	**38**	9	1980-84 ; 1986-87 et 1989-90
Bangladesh	**16**	7	1972-76 et 1988-89
Bénin	**6**	5	1972 ; 1979 ; 1981-82 et 1987
Birmanie	**44**	11	1966-1971 ; 1973-76 et 1978
Brésil	**2**	2	1989-90
Burkina Faso	**3**	3	1973 et 1975-76
Burundi	**1**	1	1979
Cambodge	**42**	13	1964-67 ; 1970-71 ; 1984-90
Cameroun	**13**	5	1974 ; 1981 ; 1985-86 et 1988
Cap-Vert	**1**	1	1989
Centrafrique	**2**	2	1971 et 1989
Colombie	**1**	1	1980
Côte d'Ivoire	**5**	5	1973-1976 et 1985
Égypte	**183**	16	1966-76 ; 1985-86 et 1988-90
Émirats Arabes Unis	**3**	1	1987
Éthiopie	**78**	14	1974 ; 1978-90
Finlande	**4**	2	1973 et 1975
Gambie	**1**	1	1979
Ghana	**32**	14	1964-65 ; 1971 ; 1974 ; 1977-79 ; 1983-87 et 1989-90
Guinée	**79**	23	1964-1975 ; 1977 ; 1979-84 ; 1986 et 1988-90
Guinée-Bissau	**19**	11	1977-1980 et 1982-1988
Guyana	**3**	2	1979 et 1981
Inde	**87**	21	1964-1967 ; 1969-1975 ; 1978 et 1981-1989
Indonésie	**15**	4	1964-67
Irak	**81**	11	1967 ; 1969-76 et 1985-86
Jamaïque	**2**	2	1980 et 1983
Kenya	**2**	2	1972 et 1978
Koweït	**4**	3	1972 et 1988-89
Laos	**24**	11	1980-90
Liban	**8**	7	1969-73 ; 1975 et 1986
Libéria	**1**	1	1978
Libye	**17**	5	1971 ; 1973 ; 1975 ; 1979 et 1981
Madagascar	**7**	7	1974 et 1984-89
Malaisie	**8**	5	1983-84 et 1988-90
Maldives	**2**	2	1973 et 1975
Mali	**61**	22	1964-72 ; 1974 ; 1976 ; 1978 ; 1980-83 et 1985-90
Malte	**1**	1	1978
Maroc	**8**	7	1969 ; 1973 ; 1975 ; 1980 ; 1982-83 et 1989
Mexique	**1**	1	1986

Le tableau se poursuit sur la page suivante

Suite de la page précédente

Pays	**Total étudiants**	Nb. part.	Années
Mozambique	**46**	12	1977 ; 1979-1987 et 1989-90
Népal	**7**	5	1985-86 et 1988-90
Nicaragua	**22**	8	1981-85 et 1987-89
Niger	**3**	3	1972 ; 1977 et 1988
Nigéria	**23**	7	1971-75 ; 1978 et 1989
Ouganda	**6**	5	1973 ; 1975 ; 1981-82 et 1988
Pérou	**2**	1	1977
Portugal	**4**	3	1976-78
Rép. Pop. Congo	**55**	18	1967 ; 1971-1983 ; 1985-86 et 1989-90
São Tomé-et-Principe	**16**	12	1977 ; 1979-84 et 1986-90
Sénégal	**2**	2	1971 et 1981
Seychelles	**6**	6	1980 ; 1984-85 et 1987-1989
Sierra Leone	**4**	4	1972-73 ; 1975 et 1978
Somalie	**15**	7	1972-77 et 1982
Soudan	**26**	10	1965 ; 1969-71 ; 1974 ; 1979 et 1987-90
Sri Lanka	**41**	17	1964 ; 1966-69 ; 1971-77 ; 1985 et 1987-90
Syrie	**93**	18	1964-1968 ; 1970 ; 1974 ; 1978-84 et 1987-90
Tanzanie	**67**	22	1967-79 ; 1981-83 et 1985-90
Tchad	**6**	5	1973 ; 1975-77 et 1985
Thaïlande	**2**	1	1990
Togo	**1**	1	1974
Trinité-et-Tobago	**1**	1	1978
Tunisie	**24**	11	1965 ; 1967 ; 1977-78 ; 1983 et 1985-90
Rép. arabe du Yémen (Yémen du Nord)	**1**	1	1987
Rép. dém. pop. du Yémen (Yémen du Sud)	**52**	18	1970-75 ; 1978-85 et 1987-90
Zaïre[5]	**4**	3	1974 ; 1981 et 1990
Zambie	**13**	8	1971 ; 1981-85 et 1987-88

5. Nom porté entre 1971 et 1997 par la République Démocratique du Congo

B.2.3 Statistiques du doctorat pour étudiants étrangers

Liste des pays ayant délégué des doctorants pour réalisation de leur thèse à la DHfK

Source : Lothar Kalb. *Sendboten Olympias : die Geschichte des Ausländerstudiums an der DHfK Leipzig*. Leipzig : Leipziger Universität-Verlag, 2008, p. 264-267.

Pays	**Nb. doctorants**	Années
Algérie	**7**	1981-1990
Rép. pop. Congo	**2**	1986-1988
Cuba	**12**	1975-1988
Égypte	**19**	1964-1977
Finlande	**1**	1978
Grèce	**1**	1970
Inde	**8**	1959-1990
Irak	**10**	1964-1986
Islande	**1**	1968
Koweït	**1**	1968
Mali	**1**	1968
Mozambique	**1**	1988
Soudan	**1**	1971
Sri Lanka	**1**	1973
Syrie	**8**	1967-1988
Vietnam	**4**	1971-1990
Yémen du Nord	**1**	1989
	79 étudiants	**17 pays**

Annexe C

Sources

Matériaux d'archives

***Universitätsarchiv Leipzig*, fonds *« Archive aufgelöster Hochschulen »* :**

Actes cités dans le manuscrit :

- Fonds de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur* :
  - UAL DHfK VWA 0103 ; 0346 ; 0347 ; 0354 ; 0365 ; 1041 ; 1244 ; 1251 ; 1253 ; 1254 ; 1255 ; 2092 ; 2111 ; 2170 ; 2177 ; 2183 ; 2230 ; 2232 ; 2257 ; 2667 ; 2690/1 ; 2690/2 ; 2844 ; 2859 ; 2921/1 ; 2921/2 ; 2921/3 ; 2918 ; 2924 ; 2961 ; 2985/1 ; 3006/1 ; 3006/2 ; 3012 ; 3279 ; 3322 ; 3354/1 ; 3419/1 ; 3419/2 ; 3427/1 ; 3428/1 ; 3429/1 ; 3429/2 ; 3565 ; 3567 ; 3602/1 : 3635/1 ; 3680 ; 3682 ; 3691/1 ; 3707 ; 3708 ; 3710 ; 3718 ; 3720 ; 3729/1 ; 3730/1 ; 3731/1 ; 3732/2 ; 3732/3 ; 3735/1 ; 3736/1 ; 3736/2 ; 3736/3 ; 3736/4 ; 3744/1 ; 3744/2 ; 3806/3 ; 3818/3 3819/3 ; 3828 ; 3831 ; 3899/3 ; 3998 ; 4020 ; 4033 ; 4114 ; 4376 ; 4427 ; 4458 ; 4270 ; 4351 ; 4376 ; 4475 ; 4503.
  - UAL DHfK VWA R 41/01.
- Fonds du *Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport* :
  - UAL VWA FKS 615/5 ; 615/6 ; 615/8 ; 615/9 ; 778/1 ; 778/4 ; 793/1 ; 793/4 ; 793/5.
- Fonds de la *Forschungsstelle der DHfK* :
  - UAL VWA FST 350 ; 365.

Archives fédérales allemandes, site de Berlin-Lichterfelde (*Bundesarchiv*) :

Actes cités dans le manuscrit :

- Fonds du Conseil des Ministres (DC 20-I) :
  - BArch DC 20-I/3/1465 ; DC 20-I/3/1798 ; DC 20-I/3/1923 ; DC 20-I/3/2891 ; DC 20-I/3/2944.
  - BArch DC 20-I/4/1203 ; DC 20-I/4/1307 ; DC 20-I/4/4883 ; DC 20-I/4/5363.
- Fonds du *Bereich Kommerzielle Koordinierung* – KoKo (DL 226) :

  - DL 226/1236.

- Fonds du *Ministerium für Volksbildung* (DR 2) :
  - BArch DR 2/10945.
- Fonds du *Ministerium für Hoch- und Fachschulwesen* (DR 3) :
  - BArch DR 3/24206.
- Fonds du *Staatssekretariat für Körperkultur und Sport* (DR 5) :
  - BArch DR 5/983 ; DR 5/1007 ; DR 5/1141 ; DR 5/1213 ; DR 5/1248 ; DR 5/1585 ; DR 5/1678 ; DR 5/1679 ; DR 5/1882 ; DR 2815 ; DR 5/2836 ; DR 5/2837 ; DR 5/2838 ; DR 5/2839 ; DR 5/2840 ; DR 5/3219 ; DR 5/3221 ; DR 5/3222 ; DR 5/3233 ; DR 5/3225.
- Fonds du *Büro zur Förderung des Sports in den Betrieben* (DR 509) :
  - DR 509/3872.
- Fonds de la *Deutscher Turn- und Sportbund* (DY 12) :
  - BArch DY 12/588, DY 12/809 ; DY 12/3708 ; DY 12/3723 ; DY 12/3357 ; DY 12/4081.
- Fonds du *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (DY 30) :
  - BArch DY 30/4966 ; DY 30/4969 ; DY 30/4979 ; DY 30/77781 ; DY 30/96499 ; DY 30/96532 ; DY 30/96541 ; DY 30/96542.

Revues et travaux scientifiques de la RDA

Étude *in extenso* de revues

- *DHfK-international* (1969-1989) ;
- *Theorie und Praxis der Körperkultur, Organ des Wissenschaftlichen Rates beim Ministerrat der DDR* (1952-1990) ;
- *Wissenschaftliche Zeitschrift der* Deutschen Hochschule für Körperkultur (1970-1990)

Autre revue

- *Körpererziehung. Fachzeitschrift für Sportlehrer, Trainer und Übungsleiter im Kinder- und Jugendsport* (oct. 1961 et déc. 1969)

Travaux scientifiques

Kottas, Elke. « Die Entwicklung der Deutschen Hochschule für Körperkultur Leipzig in ihren Grundzügen (1950-1980) ». Thèse de doct. Leipzig : Deutsche Hochschule für Körperkultur, 1982.

Titres de presse

Presse est-allemande

- *Berliner Zeitung* (1957-1992) ;
- *Neue Zeit* (1958-1993) ;
- *Neues Deutschland* (1946-2016).

Presse ouest-allemande

- *Der Spiegel* (1964-2018) ;
- *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (1973-2014) ;
- *Die Zeit* (1988-2018).

Articles de presse – autres journaux

Adam, Yvon. « Un témoignage sur l'éducation physique et sportive en RDA ». In : *Le Monde* (25. 11. 1971).

« Am besten war ich, wenn ich dem Rücken zur Wand stand ». In : *Die Zeit online* (19. 3. 2015). URL : https://www.zeit.de/zeit-magazin/2015/12/katarina-witt-eiskunstlauf (visité le 28. 7. 2019).

Armbrecht, Anne. « Wie Kinder im DDR-Sport gedrillt wurden ». In : *Der Tagesspiegel* (30. 10. 2018). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/gewalt-sadismus-hungerkuren-wie-kinder-im-ddr-sport-gedrillt-wurden/23244288.html (visité le 28. 7. 2019).

Bachner, Frank. « Ausgerechnet Chef-Doper Manfred Höppner war der wichtigste Informant der Kriminalpolizei ». In : *Der Tagesspiegel* (28. 4. 2000). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/ausgerechnet-chef-doper-manfred-hoeppner-war-der-wichtigste-informant-der-kriminalpolizei/138404.html (visité le 17. 8. 2019).

« Der Erinnerungsakrobat ». In : *FOCUS Magazin* (22. 4. 2000). URL : https://www.focus.de/sport/mehrsport/doping-der-erinnerungsakrobat_aid_182741.html (visité le 15. 3. 2018).

« Der Rekordturner aus Leipzig ist tot ». In : *Der Tagesspiegel* (17. 12. 2012). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/klaus-koeste-der-rekordturner-aus-leipzig-ist-tot/7528550.html (visité le 28. 7. 2019).

Dieckmann, Christoph. « Unsterblicher Opfermythos ». In : *Die Zeit online* (15. 5. 2017). URL : https://www.zeit.de/2017/20/union-berlin-fankult-mythos-ddr (visité le 30. 8. 2019).

« Doping-Prozess : DDR-Sportchef Ewald zu 22 Monaten Haft verurteilt ». In : *Der Tagesspiegel* (18. 7. 2000). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/doping-prozess-ddr-sportchef-ewald-zu-22-monaten-haft-verurteilt/154174.html (visité le 15. 3. 2018).

Eisenhammer, John. « The End of a Golden Era for Athletes in the East ». In : *The Independant* (2. 5. 1991), p. 13.

Fritsch, Oliver. « Vergiftet von der DDR ». In : *Die Zeit online* (16. 3. 2018). URL : http://www.zeit.de/sport/2018-02/doping-ddr-sport-dopingopfer-kinder-folgen-hilfe (visité le 1. 8. 2019).

Hage, Volker. « Alles zu wenig, alles zu spät. Steht die Kulturpolitik der DDR vor einer Wende ? » In : *Die Zeit* 43.26 (17. 6. 1988).

HERNANDEZ, Anthony. « Mondiaux d'athlétisme : l'ombre des athlètes hyperandrogènes plane sur la finale du 800 m ». In : *Le Monde* (30. 9. 2019). URL : https://www.lemonde.fr/sport/article/2019/09/30/mondiaux-d-athletisme-l-ombre-des-athletes-hyperandrogeniques-plane-sur-la-finale-du-800-m_6013685_3242.html (visité le 10. 10. 2019).

HILLER, Stephanie. « Das schönste Gesicht des Sozialismus ». In : *Deutsche Welle online* (6. 1. 2009). URL : https://p.dw.com/p/Fwpo (visité le 10. 7. 2019).

« ITK-Alumnitreffen im Deutschen Haus ». In : *Leipziger Volkszeitung* (13. 8. 2016), p. 30.

KARTE, Uwe. « Geheime Sprengung ». In : *Sächsische Zeitung* (5. 10. 2015). URL : https://www.saechsische.de/plus/geheime-sprengung-3215077.html (visité le 29. 8. 2019).

KRULL, Patrick. « Doll auf Zeitreise mit Sentimentalitäten ». In : *Welt am Sonntag* (14. 11. 2004). URL : https://www.welt.de/print-wams/article118031/Doll-auf-Zeitreise-mit-Sentimentalitaeten.html (visité le 30. 8. 2019).

« La justice suisse empêche l'athlète hyperandrogène Caster Semenya de concourir ». In : *L'Express* (31. 7. 2019). URL : https://www.lexpress.fr/actualite/sport/athletisme/la-justice-suisse-empeche-l-athlete-hyperandrogene-caster-semenya-de-concourir_2092357.html (visité le 10. 10. 2019).

« Leipziger Erinnerungsstücke für IHF-Präsident Moustafa ». In : *Leipziger Volkszeitung online* (21. 12. 2015). URL : http://www.lvz.de/Sportbuzzer/Sport-Regional/Leipziger-Erinnerungsstuecke-fuer-IHF-Praesident-Moustafa (visité le 26. 6. 2019).

LESKE, Hanns. « Foul von höcshter Stelle ». In : *Der Tagesspiegel* (22. 3. 2006). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/foul-von-hoechster-stelle/695462.html (visité le 5. 9. 2019).

« Manfred Ewald ist tot ». In : *Der Tagesspiegel* (23. 10. 2002). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/manfred-ewald-ist-tot/357266.html (visité le 14. 9. 2019).

POWERS, John. « Their Secret is no Secret. East Germans Mix Practical Means, Science to Produce Winning Formula ». In : *The Boston Globe* (25. 7. 1988), p. 35.

PURSCHKE, Thomas. « Ärger um Täve-Schur-Nominierung ». In : *Deutschlandfunk* (16. 4. 2017). URL : https://www.deutschlandfunk.de/hall-of-fame-aerger-um-taeve-schur-nominierung.1346.de.html?dram:article_id=383923 (visité le 20. 8. 2019).

— « Die Olympiabewerbung München 2018 und die dunklen Schatten der Vergangenheit ». In : *Deutschlandfunk* (30. 1. 2011). URL : https://www.deutschlandfunk.de/die-olympiabewerbung-muenchen-2018-und-die-dunklen-schatten.1346.de.html?dram:article_id=196192 (visité le 28. 7. 2019).

« Saint-Kitts-et-Nevis, une poignée de secondes et la gloire ». In : *Le Figaro* (28. 8. 2003), p. 1.

SCHLICHT, Uwe. « Die Universität trug leider nichts zur Wende bei ». In : *Der Tagesspiegel* (29. 9. 2010). URL : https://www.tagesspiegel.de/wissen/ddr-hochschulen-nach-1989-die-universitaet-trug-leider-nichts-zur-wende-bei/1945276.html (visité le 27. 9. 2019).

SPITZER, Giselher. « Manfred Ewald habe den richtigen hitlerischen Führungstyp verkörpert ». In : *Die Welt* (13. 7. 2000). URL : https://www.welt.de/print-welt/article522852/Manfred-Ewald-habe-den-richtigen-hitlerischen-Fuehrungstyp-verkoerpert.html (visité le 26. 9. 2017).

TEUFFEL, Friedhard. « Das war Sadismus der Trainer ». In : *Der Tagesspiegel* (3. 5. 2017). URL : https://www.tagesspiegel.de/sport/opfer-des-ddr-sports-das-war-sadismus-der-trainer/19751628.html (visité le 28. 7. 2019).

WIEDER, Thomas. « La course pour passer à l'Ouest d'Ines Geipel ». In : *Le Monde* (20. 8. 2019), p. 16-17.

Wozny, Peter. « Trainer “Made in Sachsen” ». In : *Deutsche Welle online* (20. 7. 2015). url : https://p.dw.com/p/1FEam (visité le 26. 6. 2019).

Textes de loi et débats parlementaires

- *Bundesgesetzblatt* (1990) ;
- *Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik* (1950-1988) ;
- *Plenarprotokoll des Deutschen Bundestages* (1991) ;
- *Plenarprotokoll des Sächsischen Landtages des Freistaates Sachsen* (1990-1991) ;
- *Sächsisches Gesetz- und Verordnungsblatt* (1991).

Recueils de sources publiés

Bernett, Hajo, éd. *Körperkultur und Sport in der DDR. Dokumentation eines geschlossenen Systems*. Schorndorf : Hofmann Verlag, 1994.

Dokumente zur Außenpolitik der Deutschen Demokratischen Republik (1981). Berlin (Est) : Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1985.

Grosser, Dieter, Stephan Bierling et Beate Neuss, éd. *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung Band 11 Bundesrepublik und DDR, 1969-1990*. Stuttgart : Reclam, 1996.

Reinartz, Klaus et Giselher Spitzer. « Verborgener Strukturwandel durch Medaillenfixierung. Vom Versuch der Hegemonie in der gesamtdeutschen Mannschaft zur Hegemonie im Weltsport ». In : *Schlüsseldokumente zum DDR-Sport : ein sporthistorischer Überblick in Originalquellen*. Sous la dir. de Giselher Spitzer, Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 1998, p. 131-204.

Spitzer, Giselher, Hans-Joachim Teichler et Klaus Reinartz, éd. *Schlüsseldokumente zum DDR-Sport : ein sporthistorischer Überblick in Originalquellen*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 1998.

Teichler, Hans-Joachim, éd. *Die Sportbeschlüsse des Politbüros. Eine Studie zum Verhältnis von SED und Sport mit einem Gesamtverzeichnis und einer Dokumentation ausgewählter Beschlüsse*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2002.

Annexe D

Sitographie

"Die Deutsche Hochschule für Körperkultur", sur le site Internet de la MDR. URL : https://www.mdr.de/zeitreise/stoebern/damals/artikel101700.html#anchor5 (visité le 19. 8. 2019).

Andreas Schelzig : DDR-Dopingssystem. Portail Zeitzeugen. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/A1fyxTm1fic (visité le 5. 8. 2019).

Bauwens, Peco. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : http://www.munzinger.de/document/01000051088 (visité le 29. 9. 2016).

« Die DDR turnt in Leipzig ». In : *60xDeutschland* (13. August 1959). URL : http://www.60xdeutschland.de/die-ddr-turnt-in-leipzig/ (visité le 15. 3. 2018).

Ewald, Manfred. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : http://www.munzinger.de/document/00000013607 (visité le 29. 9. 2016).

Feuille d'information. Rôles et responsabiltiés durant les Jeux Olympiques. Comité International Olympique. 7/2016. URL : https://stillmed.olympic.org/media/Document%20Library/OlympicOrg/Factsheets-Reference-Documents/Games/Roles-and-Responsibilities/Feuille-d-information-Roles-et-responsabilites-durant-les-JO-Juillet-2016.pdf (visité le 5. 10. 2016).

Geipel, Ines. *Staatsplan « Sieg ». Die Stasi im Leistungssport.* 6. 1. 2017. URL : https://www.bpb.de/geschichte/deutsche-geschichte/stasi/219625/sport (visité le 28. 7. 2019).

Internationale Trainerkurse seit 1991. Page Internet de l'Université de Leipzig. URL : http://itk.spowi.uni-leipzig.de/fileadmin/itk/Download/Flyer/Kursueberblick_Januar_2019_fuer_Netz_01.pdf (visité le 19. 6. 2019).

Invenio, portail de recherche en ligne des Archives Fédérales. URL : https://invenio.bundesarchiv.de/basys2-invenio/login.xhtml (visité le 13. 10. 2019).

Karin Enke : Privilegien als DDR-Sportler. Portail Zeitzeugen. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/VVEHQjN0OMY (visité le 9. 7. 2019).

Katarina Witt : Gerne Aushängeschild der DDR. Portail Zeitzeugen. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/personen/zeitzeuge/katarina_witt/videos/dKJMzxG8O0s (visité le 8. 7. 2019).

Kerbel, Barbara. *Von der Krippe bis zur Hochschule – das Bildungssystem der DDR.* 1. 7. 2016. URL : https://www.bpb.de/gesellschaft/bildung/zukunft-bildung/230383/von-der-krippe-bis-zur-hochschule-das-bildungssystem-der-ddr (visité le 17. 7. 2019).

Kornelia Ender : Von gelben Springpillen und Bestzeiten. Portail Zeitzeugen. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/9KHg4ZstIxg (visité le 5. 8. 2019).

KOŹMIŃSKI, Piotr. *Poland's pride and joy : Zbigniew Boniek at 60.* In : *Site Internet de l'UEFA*. 3. 3. 2016. URL : https://www.uefa.com/memberassociations/news/newsid=2338566.html (visité le 3. 9. 2019).

LAGRUE, Pierre. *Berlin (Jeux Olympiques de) [1936] - Les nazis et l'olympisme.* In : *Encyclopædia Universalis*. URL : http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/berlin-jeux-olympiques-de-1936-les-nazis-et-l-olympisme (visité le 29. 9. 2016).

Les Jeux Olympiques. Principes fondamentaux, statuts et règles, informations générales. Comité International Olympique. Lausanne, 1962. URL : https://www.olympic.org/fr/centre-etudes-olympiques/nos-collections/publications-officielles/chartes-olympiques (visité le 30. 9. 2016).

Lötzsch, Wolfgang. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : http://www.munzinger.de/document/01000006644 (visité le 29. 9. 2016).

Makrolog, Recht für Deutschland. URL : https://www1.recht.makrolog.de/irfd/search?view=biblio (visité le 30. 10. 2019).

Moustafa, Hassan. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : http://www.munzinger.de/document/01000008093 (visité le 26. 6. 2019).

Müller, Jutta. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : https://www.munzinger.de/search/go/document.jsp?id=%2001000001088 (visité le 13. 7. 2019).

Page Internet de DDR im Blick der Stasi. URL : http://www.ddr-im-blick.de/ (visité le 17. 8. 2019).

Page Internet de Sam Ramsamy, sur le site du CIO. URL : https://www.olympic.org/fr/monsieur-sam-ramsamy (visité le 26. 6. 2019).

Page Internet du Internationaler Trainerkurs, sur le site de l'Université de Leipzig. URL : http://itk.spowi.uni-leipzig.de/geschichte/ (visité le 26. 6. 2019).

Portail ZEFYS de la Staatsbibliothek zu Berlin. URL : http://zefys.staatsbibliothek-berlin.de/index.php?id=start (visité le 25. 3. 2018).

Revue Theorie und Praxis des Leistungssports*, numérisée sur le site Internet de l'*Institut für angewandte Trainingswissenschaft. URL : https://www.iat.uni-leipzig.de/datenbanken/iks/tupl/ (visité le 6. 8. 2019).

Schur, Gustav-Adolf. In : *Munzinger Online/Sport - Internationales Sportarchiv.* URL : https://www.munzinger.de/search/go/document.jsp?id=01000052439 (visité le 29. 9. 2016).

Site Internet de la Mitteldeutscher Rundfunk. URL : https://www.mdr.de/zeitreise/stoebern/damals/artikel59124.html (visité le 9. 7. 2019).

Site Internet de The Rec.Sport.Soccer Statistics Fondation. URL : http://www.rsssf.com (visité le 30. 8. 2019).

Site Internet des Bundesarchive*. Bild 183-66400-0142.* URL : https://www.bild.bundesarchiv.de/archives/barchpic/search/_1564501310/?search[view]=detail (visité le 30. 7. 2019).

Site Internet du carnaval des étudiants en sciences du sport de Leipzig. URL : http://www.dhfk-fasching.de/hauptmenue_dhfk.html (visité le 16. 8. 2019).

Site Internet du journal Der Spiegel *et de ses archives en ligne.* URL : https://www.spiegel.de/spiegel/ (visité le 13. 10. 2019).

Site Internet du portail Zeitzeugen. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de (visité le 9. 7. 2019).

Site Internet du SC DHfK Leipzig Handball. URL : https://www.scdhfk-handball.de (visité le 19. 10. 2019).

Sport im DDR-Fernsehen. 28. 8. 2017. URL : https://www.bpb.de/gesellschaft/medien-und-sport/deutsche-fernsehgeschichte-in-ost-und-west/245678/sport-im-ddr-fernsehen (visité le 7. 7. 2019).

STADT LEIPZIG. *Chronik 1990*. Site Internet de la ville de Leipzig. URL : https://static.leipzig.de/fileadmin/mediendatenbank/leipzig-de/Stadt/02.1_Dez1_Allgemeine_Verwaltung/10.9_Stadtarchiv/Chroniken/Chronik_1990.pdf (visité le 10. 10. 2019).

ZEITZEUGEN-PORTAL. *Karin Enke : die DDR und ihre Sportler. Portail Zeitzeugen*. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/themen/sport-rivalen-im-ring/videos/ztFkI59Httk (visité le 8. 7. 2019).

— *Karin Enke : Kontrolle ist besser. Portail Zeitzeugen*. URL : https://www.zeitzeugen-portal.de/personen/zeitzeuge/karin_enke/videos/PPT2KasUDOg (visité le 9. 7. 2019).

Annexe E

Bibliographie

« Altdekan Professor Helmut Kirchgässner feierte am 08.10.2013 seinen 75. Geburtstag ». In : *Leipziger Sportwissenschaftliche Beiträge* 54.2 (2013), p. 193-194.

Amos, Heike. *Die SED-Deutschlandpolitik 1961 bis 1989 : Ziele, Aktivitäten und Konflikte*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2015.

Anderson, Benedict. *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres : Verso, 1983.

Apelt, Andreas, Martin Gutzeit et Gerd Poppe, éd. *Die deutsche Frage in der SBZ und der DDR : Deutschlandpolitische Vorstellungen von Bevölkerung und Opposition (1945-1990)*. Berlin : Metropol, 2010.

Arnaud, Pierre. « Le sport des ouvriers avant le sport ouvrier (1830-1908) : le cas français ». In : *Les origines du sport ouvrier en Europe*. Sous la dir. de Pierre Arnaud et Alfred Wahl. Metz : Presses universitaires de Metz, 1994, p. 45-86.

Arnaud, Pierre et James Riordan. *Sport and International Politics. The Impact of Fascism and Communism On Sport*. New-York : Routledge, 1998.

Arnaud, Pierre et Alfred Wahl, éd. *Sports et relations internationales. Actes du colloque de Metz-Verdun (23-24-25 septembre 1993)*. Metz : Presses universitaires de Metz, 1994.

Attali, Michaël, éd. *Sports et médias : du* XIX^{e} *siècle à nos jours*. Biarritz : Atlantica, 2010.

Attali, Michaël et Évelyne Combeau-Mari, éd. *Le sport dans la presse communiste*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013.

Attali, Michaël et Jean Saint-Martin. *Dictionnaire culturel du sport*. Paris : Armand Colin, 2010.

Augustin, Jean-Pierre et Pascal Gillon. *L'Olympisme. Bilan et enjeux géopolitiques*. Paris : Armand Colin, 2004.

Bahro, Berno. *Wende und Vereinigung im deutschen Radsport 1989/90 – Der Sport als Sonderfall der deutschen Einheit*. In : *Deutschland Archiv Online*. 16. 12. 2014. URL : http://www.bpb.de/197919 (visité le 10. 7. 2019).

Baillet, Florence. « Une opposition "infrapolitique" ? – L'exemple de la revue *Theater der Zeit* ». In : *Résistance, dissidence et opposition en RDA (1949-1990)*. Sous la dir. de Hélène Camarade et Sibylle Goepper. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 187-198.

Balbier, Uta Andrea. « Instrument oder Freiraum ? - Innerdeutscher Sportverkehr 1952-1965 ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 21-60.

Balbier, Uta Andrea. *Kalter Krieg auf der Aschenbahn. Der deutsch-deutsche Sport, 1950-1972 eine politische Geschichte*. Paderborn : F. Schöningh, 2007.

— « Utopie politique dans l'espace olympique. L'histoire de l'équipe olympique panallemande de 1956 à 1969 ». In : *Allemagne 1961-1974 de la construction du Mur à l'Ostpolitik*. Sous la dir. de Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 321-337.

Barshun, Michael et Jutta Braun. « Invincible pour de bon ? 20 ans d'unité allemande dans le football ». In : *Allemagne d'aujourd'hui* 193 (9/2010), p. 159-165.

Bauerkämper, Arnd. *Die Sozialgeschichte der DDR*. T. 76. Enzyklopädie deutscher Geschichte. Munich : Oldenburg Verlag, 2005.

Bauersfeld, Karl-Heinz. *Grundlagen der Leichtathletik : das Standardwerk für Ausbildung und Praxis*. 6e éd. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2016.

Beaufils, Julien. « Le sport comme moyen de renforcer les liens entre frères communistes en Europe ? L'exemple de la *Deutsche Hochschule für Körperkultur* (1970-1990) ». In : *Culture(s) en mage. Circulation, réception, médiation dans l'espace culturel transnational*. Sous la dir. de Svetla Moussakova. Porto : Ediçoès Afrontamento, 2018, p. 187-205.

Beauvois, Daniel. *Histoire de la Pologne*. Paris : Hatier, 1995.

Beck, Peter. *Scoring for Britain : International Football and International Politics (1900-1939)*. Londres : Frank Cass, 1999.

Becker, Frank. *Den Sport gestalten. Carl Diems Leben (1882-1962)*. 4 t. Universitätsverlag Rhein-Ruhr, 2009-2013.

Becker, Peter et Alf Lüdtke. *Akten. Eingaben. Schaufenster. Die DDR und ihre Texte : Erkundungen zu Herrschaft und Alltag*. Berlin : De Gruyter, 1997.

Behringer, Wolfgang. *Kulturgeschichte des Sports. Vom antiken Olympia bis zur Gegenwart*. Munich : C.H. Beck Verlag, 2012.

Bensoussan, Georges et al., éd. *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau*. Paris : Armand Colin, 2012.

Berendonk, Brigitte. *Doping. Von der Forschung zum Betrug*. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1992.

Berindei, Mihnea. « Ceauşescu et la position singulière de la Roumanie en 1968 ». In : *Le Printemps tchécoslovaque 1968*. Sous la dir. de François Fejtő et Jacques Rupnik. Bruxelles : Complexes, 1999, p. 191-209.

Bessel, Richard et Ralph Jessen, éd. *Die Grenzen der Diktatur : Staat und Gesellschaft in der DDR*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 1996.

Birck, Eike. « Die gesamtdeutschen Olympiamannschaften – eine Paradoxie der Sportgeschichte ? » Thèse de doct. Bielefeld : Université de Bielefeld, 2013. url : http://d-nb.info/1045878545/34 (visité le 5. 10. 2016).

Blaizeau, Jean-Michel. *Les jeux défigurés : Berlin 1936*. Paris : Rivages des Cantons, 2012.

Bleek, Wilhelm et Lothar Mertens. *DDR-Dissertationen : Promotionspraxis und Geheimhaltung von Doktorarbeiten im SED-Staat*. Berlin : Springer-Verlag, 1994.

Bock, Siegfried, Ingrid Muth et Hermann Schwiesau, éd. *DDR-Außenpolitik im Rückspiegel : Alternative deutsche Außenpolitik ?* Münster : LIT Verlag, 2006.

Boeger, Peter. *Kampf gegen "Professionalisierung und Kommerzialisierung" im Sport. Wie die DDR dennoch zu einem adidas-Land wurde. Teil II*. In : *Deutschland Archiv Online*. 10. 8. 2015. url : http://www.bpb.de/210501 (visité le 2. 9. 2019).

Bogdan, Henry. *Histoire des pays de l'Est*. 2e éd. Paris : Perrin, 2008.

Böhm, Eberhard. « Die Ausbildung von Diplomsportlehrern mit der Spezialisierungsrichtung Militärische Körperertüchtigung ». In : *Deutsche Hochschule für Körper-*

kultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 143-150.

Boia, Lucian. *La Roumanie. Un pays à la frontière de l'Europe*. Paris : Les Belles Lettres, 2003.

Bolz, Daphné. *Les arènes totalitaires : fascisme, nazisme et propagande sportive*. Paris : Éditions du CNRS, 2007.

Boniface, Pascal, éd. *Géopolitique du football*. Bruxelles : Complexe, 1998.

— *Géopolitique du sport*. Paris : Armand Colin, 2014.

Bönker, Kristian, Julia Obertreis et Sven Gramp, éd. *Television Beyond and Across the Iron Curtain*. Cambridge : Cambridge Scholars, 2016.

Borowsky, Peter. *Zeiten des Wandels*. T. 258. Information zur politischen Bildung. Bonn : bpb, 2002. url : http://www.bpb.de/izpb/10117/die-ddr-zwischen-moskau-und-bonn?p=all (visité le 26. 10. 2019).

Bourg, Jean-François. *Le dopage*. Paris : La Découverte, 2019.

Braun, Jutta. « Die Stasi sagte : "Der Kopf muss weg !" » In : *Horch und Guck* 2 (2010), p. 38-43.

— « Jedermann an jedem Ort – einmal in der Woche Sport. Triumph und Trugbild des DDR-Sports ». In : *Friedensstaat, Leseland, Sportnation ?: DDR-Legenden auf dem Prüfstand*. Sous la dir. de Thomas Grossbölting. Berlin : Ch. Links Verlag, 2009, p. 177-195.

— « Klassenkampf im Fluchtlicht – Innerdeutscher Sportverkehr 1974-1990 ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 61-133.

— « Sportler zwischen Ost und West ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 29-30/2008 (7/2008), p. 38-45.

— « "Very Nice, the Enemies Are Gone" : Coming Terms with GDR Sports since 1989/90 ». In : *Historische Sozialforschung* 32.1 (2007), p. 172-185.

Braun, Jutta et Hans-Joachim Teichler. « Fußballfans im Visier der Staatsmacht ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim Teichler. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 561-586.

— éd. *Sportstadt Berlin im Kalten Krieg : Prestigekämpfe und Systemwettstreit*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2006.

Braun, Jutta et René Wiese. « DDR-Fußball und gesamtdeutsche Identität im Kalten Krieg ». In : *Historische Sozialforschung* 30.4 (2005), p. 191-210.

— « Tracksuit Traitors : East German Top Athletes on the Run ». In : *The International Journal of the History of Sport* 31.12 (2014), p. 1519-1534.

— « Zweiklassengesellschaft DDR-Sport ». In : *Horch und Guck* 51 (2005), p. 14-20. url : http://www.horch-und-guck.info/hug/archiv/2004-2007/heft-51/05105/ (visité le 11. 2. 2017).

Breuilly, John. *Nationalism and the State*. Manchester : Manchester University Press, 1982.

Brohm, Jean-Marie. *La tyrannie sportive : théorie critique d'un opium du peuple*. Paris : Beauchesne, 2006.

Broszat, Martin. « Zur Sozialgeschichte des deutschen Widerstands ». In : *Vierteljahrhefte für Zeitgeschichte* 34.3 (1986), p. 293-309.

Burdsey, Daniel et Robert Chappell. « And If You Know Your History. An Examination of the Formation of Football Clubs in Scotland and their Role in the Construction of Social Identity ». In : *The Sports Historian* 21.1 (2001), p. 94-106.

Buss, Wolfgang. *Am Anfang war nicht Carl Diem - die Gründungsphase der Sporthochschule Köln 1945 - 1947 /*. Duderstadt : Mecke Verlag, 1986.

Buss, Wolfgang. « “Internationaler Sportverkehr” - Über die babylonische Gefangenschaft des Sports in der internationalen Sportpolitik der DDR der 50er und frühen 60er Jahre ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 308-348.

Buss, Wolfgang et Christian Becker, éd. *Aktionsfelder des DDR-Sports in der Frühzeit : 1945 - 1965*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2001.

— éd. *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001.

Cahn, Jean-Paul et Ulrich Pfeil, éd. *Allemagne 1961-1974 de la construction du Mur à l'Ostpolitik*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009.

Camarade, Hélène et Sibylle Goepper, éd. *Résistance, dissidence et opposition en RDA (1949-1990)*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2016.

Cashman, Richard. « The Subcontinent ». In : *The Imperial Game : Cricket, Culture and Society*. Sous la dir. de Brian Stoddart et Keith Sandiford. Manchester : Manchester University Press, 1998, p. 116-134.

Chamerois, Nicolas. « ”All games, all nations” La mondialisation des Jeux olympiques d'été ». In : *Les Jeux olympiques et leurs territoires*. Sous la dir. de Jean-Marc Holz. Presses universitaires de Perpignan, 2011, p. 13-42.

Chapoutot, Johann. *Le nazisme et l'Antiquité*. Paris : PUF, 2012.

Childs, David. *The Fall of the GDR. Germany's Road to Unity*. 2e éd. New York : Routledge, 2016.

Christian, Michel. « Aux frontières de la dictature : l'implantation du SED dans les entreprises est-allemandes pendant les années soixante ». In : *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 49-2 (2002), p. 145-175.

Cimaz, Genevieve. « Le centre culturel de la RDA à Paris ». In : *La RDA et l'Occident (1949-1990)*. Sous la dir. d'Ulrich Pfeil. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2000, p. 465-476.

Clastres, Patrick. « Inventer une élite : Pierre de Coubertin et la “Chevalerie sportive” ». In : *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* 22 (2005), p. 51-71.

Côme, Thierry et Michel Raspaud. « La diplomatie sportive, enjeu stratégique pour le Qatar ». In : *Hermès, La Revue* 81 (2018), p. 169-175.

Das Gupta, Amit. « Ulbricht am Nil : Die deutsch-deutsche Rivalität in der Dritten Welt ». In : *Das doppelte Deutschland : 40 Jahre Systemkonkurrenz*. Sous la dir. d'Udo Wengst et Hermann Wentker. Berlin : Ch. Links Verlag, 2008, p. 111-134.

De Waele, Jean-Michel et Alexandre Husting, éd. *Football et identités*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

De Waele, Jean-Michel et Frédéric Louault, éd. *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.

Defrance, Corine. « Les jumelages franco-allemands. Aspects d'une coopération transnationale ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 99 (2008), p. 189-201.

Dennis, Mike. « Securing the Sports Miracle : The Stasi and East German Elite Sport ». In : *The International Journal of the History of Sport* 29.18 (12/2012), p. 2251-2574.

— « Soccer Hooliganism in the German Democratic Republic ». In : *German Football. History, Culture, Society*. Sous la dir. d'Alan Tomlinson et Christopher Young. Londres : Routledge, 2006, p. 52-72.

— *The Stasi : Myth and Reality*. Harlow : Pearson Longman, 2003.

Dennis, Mike et Jonathan Grix. *Sport Under Communism. Behind the East German Miracle*. New-York : Palgrave Macmilan, 2012.

DER BUNDESBEAUFTRAGTE FÜR DIE UNTERLAGEN DES STAATSSICHERHEITSDIENSTES DER EHEMALIGEN DEUTSCHEN DEMOKRATISCHEN REPUBLIK, éd. *MfS und Leistungssport. Ein Recherchebericht*. Berlin, 1994.

« Der Erinnerungsakrobat ». In : *FOCUS Magazin* (22. 4. 2000). URL : https://www.focus.de/sport/mehrsport/doping-der-erinnerungsakrobat_aid_182741.html (visité le 15. 3. 2018).

DESPROGES, Pierre. *Les Étrangers sont nuls*. Paris : Points, 1998.

« Diskussion zur Rolle des Sports in der DDR ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de DEUTSCHER BUNDESTAG. T. III/1. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 692-767. URL : https://enquete-online.de/recherche/detail/?show=wp12b3_1_0639 (visité le 1. 8. 2019).

DICHTER, Heather. « "A Game of Political Ice Hockey" : NATO Restrictions on East German Sport Travel in the Aftermath of the Berlin Wall ». In : *Diplomatic Games. Sport, Statecraft, and International Relations since 1945*. Sous la dir. d'Heather DICHTER et Andrew JOHNS. Lexington : University Press of Kentucky, 2014, p. 19-52.

DICHTER, Heather et Andrew JOHNS, éd. *Diplomatic Games. Sport, Statecraft, and International Relations since 1945*. Lexington : University Press of Kentucky, 2014.

DIECKMANN, Christoph. « Sparwassers Tor ». In : *Erinnerungsorte der DDR*. Sous la dir. de Martin SABROW. Munich : C.H. Beck Verlag, 2009, p. 351-362.

DIETRICH, Gerd. *Kulturgeschichte der DDR. Band I : Kultur in der Übergangsgesellschaft (1945-1957)*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2018.

— *Kulturgeschichte der DDR. Band II : Kultur in der Bildungsgesellschaft (1958-1976)*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2018.

— *Kulturgeschichte der DDR. Band III : Kultur in der Konsumgesellschaft (1977-1990)*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2018.

DIMEO, Paul. *A History of Drug Use in Sport (1876 - 1976) : Beyond Good and Evil*. Londres : Routledge, 2007.

— « Good versus Evil ? Drugs, Sport and the Cold War ». In : *East Plays West : Sport and the Cold War*. Sous la dir. de Stephen WAGG et David ANDREWS. Londres : Routledge, 2012, p. 149-162.

DJAGALOV, Rossen et Christine EVANS. « Moskau 1960 : Wie man sich eine sowjetische Freundschaft mit der Dritten Welt vorstellte ». In : *Die Sowjetunion und die Dritte Welt. UdSSR, Staatssozialismus und Antikolonialismus im Kalten Krieg (1945-1991)*. Munich : De Gruyter, 2010, p. 83-105.

DROIT, Emmanuel. *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009.

DUFRAISSE, Sylvain. *Les héros du sport : Une histoire des champions soviétiques (années 1930 - années 1980)*. Ceyzérieu : Champ Vallon, 2019.

DUNNING, Eric. « La dynamique du sport moderne : la recherche de la performance et la valeur sociale du sport ». In : *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*. Sous la dir. de Norbert ELIAS et Eric DUNNING. Paris : Fayard, 1994, p. 281-304.

— « Toward a sociological understanding of football hooliganism as a world phenomenon ». In : *European Journal on Criminal Policy and Research* 8 (2000), p. 141-162.

DUROSELLE, Jean-Baptiste et André KASPI. *Histoire des relations internationales. De 1945 à nos jours*. 15e éd. Paris : Armand Colin, 2009.

EGGERS, Erik et al., éd. *Siegen um jeden Preis. Doping in Deutschland : Geschichte, Recht, Ethik 1972-1990*. Göttingen : Werkstatt Verlag, 2013.

EINAX, Rayk. « Im Dienste außenpolitischer Interessen. Ausländische Studierende in der DDR am Beispiel Jenas ». In : *Die Hochschule* 1 (2008), p. 162-183.

EINAX, Rayk. « "Junge Sendboten der Freundschaft" : Ausländische Studierende an der Friedrich-Schiller-Universität Jena ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe HOSSFELD, Thomas KAISER et Heinz MESTRUP. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 930-954.

— « Praktizierte Integration. DDR-Außenpolitik und die Freundschaftsverträge der Friedrich-Schiller-Universität Jena – Ein Überblick ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe HOSSFELD, Thomas KAISER et Heinz MESTRUP. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 585-596.

EINSIEDLER, Martin. *Die deutsche Sporteinheit : eine Untersuchung der sportpolitischen Transformations- und Vereinigungsprozesse in den Jahren 1989/90*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2011.

EMMERLING, Inga. *Die DDR und Chile (1960-1989). Außenpolitik, Außenhandel und Solidarität*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2013.

ENGERMAN, David C. « Ideology and the Origins of the Cold War, 1917-1962 ». In : *The Cambridge History of the Cold War. Volume I : Origins*. Sous la dir. de Melvyn LEFFLER et Odd Arne WESTAD. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 20-43.

ERBACH, Günter. *Die DHfK – ein Gütezeichnen der DDR-Sports und der Sportwissenschaft*. Sonderdruck der Arbeitsgruppe Sport der Gesellschaft zur Rechlinien und Humanitären Unterstützung e.V. Berlin, 12/2010. URL : http://www.grh-ev.org/alte-Webseite/assets/applets/Sonderdruck-Dezember-2010.pdf (visité le 5. 4. 2018).

EVENS, Josephine. *Die Imagepflege der Kultur- und Informationszentren der DDR im Ausland bis zur internationalen Anerkennung 1972/73*. In : *Deutschland Archiv Online*. 13. 4. 2015. URL : http://www.bpb.de/203946 (visité le 18. 4. 2018).

EWALD, Manfred et Reinhold ANDERT. *Ich war der Sport. Wahrheiten und Legenden aus dem Wunderland der Sieger*. Berlin : Elefanten Press, 1994.

FATÈS, Youcef. *Sport et Tiers-Monde*. Paris : PUF, 1994.

FEJTŐ, François. *Histoire des démocraties populaires : 1. L'ère de Staline (194(-1953)*. 3e éd. Paris : Seuil, 1992.

— *Histoire des démocraties populaires : 2. Après Staline (1953-1979)*. 3e éd. Paris : Seuil, 2000.

FEJTŐ, François et Ewa KULESZA-MIETKOWSKI. *La fin des démocraties populaires : les chemins du post-communisme*. Paris : Seuil, 1992.

FEJTŐ, François et Jacques RUPNIK, éd. *Le Printemps tchécoslovaque 1968*. Bruxelles : Complexes, 1999.

FELDVOSS, René. *Dynamo gegen den Rest der Republik – Das DDR-Eishockey im Wiedervereinigungsprozess*. In : *Deutschland Archiv Online*. 20. 9. 2017. URL : http://www.bpb.de/255842 (visité le 8. 8. 2019).

FETZER, Thomas. « Die gesellschaftliche Akzeptanz des Leistungssportsystems ». In : *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Sous la dir. d'Hans-Joachim TEICHLER. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003, p. 273-358.

FIEDLER, Gisela. « Die Entwicklung der Hochschulbibliothek ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 88-96.

FLEURY, Antoine et Lubor JÍLEK, éd. *Une Europe malgré tout, 1945-1990*. Bruxelles. Peter Lang, 2008.

FRANK, Robert. « Culture et relations internationales : les diplomaties culturelles ». In : *Pour l'histoire des relations internationales*. Sous la dir. de Robert FRANK. Paris : PUF, 2012. Chap. 16, p. 371-386.

FRANKE, Werner. « Funktion und Instrumentalisierung des Sports in der DDR : Pharmakologische Manipulation (Doping) und die Rolle der Wissenschaft ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de DEUTSCHER BUNDESTAG. T. III/2. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 904-1143. URL : https://enquete-online.de/pdf?pdf=wp12b3_2_150-389 (visité le 1. 8. 2019).

FRANKE, Werner et Brigitte BERENDONK. « Hormonal doping and androgenization of Athletes : a Secret Program of the German Democratic Republic Governement ». In : *Clinical Chemistry* 43.7 (1997), p. 1262-1279.

FRIEDRICH, Jasper. *Politische Instrumentalisierung von Sport in den Massenmedien : eine strukturationstheoretische Analyse der Sportberichterstattung im DDR-Fernsehen*. Cologne : Halem, 2010.

FROISSART, Thierry. « Le sport dans la presse syndicale CGT (1906-1937) ». In : *Le sport dans la presse communiste*. Sous la dir. de Michaël ATTALI et Évelyne COMBEAU-MARI. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 35-52.

FÜHR, Christoph et Carl-Ludwig FURCK, éd. *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte*. T. VI/2. Munich : C.H. Beck Verlag, 1998.

FULBROOK, Mary. *Anatomy of a Dictatorship. Inside the GDR 1949-1989*. Oxford : Oxford University Press, 1995.

FÜLÖP, Mihály. « Y a-t-il une politique étrangère de la Hongrie entre 1945 et 1990 ? » In : *Cahiers du CEFRES* 25 (2010). URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01163156/document (visité le 20. 4. 2017).

GEIGER, Hansjörg. « Sport und Staatssicherheit : Überwachung, Verfolgung und Außenstellung ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de DEUTSCHER BUNDESTAG. T. III/1. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 662-675. URL : https://enquete-online.de/recherche/detail/?show=wp12b3_1_0639 (visité le 1. 8. 2019).

GEYER, Martin H. « Der Kampf um nationale Repräsentation. Deutsch-deutsche Sportbeziehungen und die Hallstein-Doktrin ». In : *Vierteljahrhefte für Zeitgeschichte* 44.1 (1/1996), p. 55-86.

GIESEKE, Jens. *The History of the Stasi. East Germany's Secret Police, 1945-1990*. New York : Berghahn, 2014.

GILLON, Pascal. « Une lecture géopolitique du système olympique ». In : *Annales de géographie* 680 (2011), p. 425-468.

GOTTSCHALK, Klaus. « Der Beitrag der DHfK zur Ausbildung von Fachärzten für Sportmedizin ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 193-204.

GOUNOT, André. « Between Revolutionary Demands and Diplomatic Necessity : the Uneasy Relationship between Soviet Sport and Worker and Bourgeois Sport in Europe from 1920 to 1937 ». In : *Sport and International Politics. The Impact of Fascism and Communism On Sport*. Sous la dir. de Pierre ARNAUD et James RIORDAN. New-York : Routledge, 1998.

— *Die Rote Sportinternationale (1921-1937) : kommunistische Massenpolitik im europäischen Arbeitersport*. Münster : LIT Verlag, 2002.

— « Le sport travailliste européen et la *fizkul'tura* soviétique : critiques et appropriations du modèle "bourgeois" de la compétition (1893-1939) ». In : *Cahiers d'histoire, revue*

d'histoire critique 120 (2013), p. 33-48. URL : https://chrhc.revues.org/2954 (visité le 1. 8. 2017).

GOUNOT, André. *Les mouvements sportifs ouvriers en Europe (1893-1939)*. Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 2016.

— « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme ». In : *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique* 88 (2002). URL : https://chrhc.revues.org/1582#tocto1n4 (visité le 23. 8. 2017).

— « Sport or Policital Organization ? Structures and Characteristics of the Red Sport International (1921-1937) ». In : *Journal of Sport History* 28.1 (2001), p. 23-39.

GRATIUS, Susanne. *Kuba unter Castro – Das Dilemma der dreifachen Blockade : Die kontraproduktive Politik der Demokratieförderung seitens der USA und der EU*. Wiesbaden : Springer-Verlag, 2003.

GRIDAN, Irina. « Bucarest – Moscou : le ferment nationaliste des dissensions bilatérales (1964) ». In : *Relations Internationales* 148 (12/2011), p. 95-110.

— « Du communisme au national-communisme. Réaction à la soviétisation dans la Roumanie des années 1960 ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 109 (3/2011), p. 113-127.

GRIESSER, Anja. « Der Einfluss des Leistungssportbeschlusses von 1969 auf das Sportartenspektrum im DDR-Fernsehen ». Mém. de mast. Leipzig : Université de Leipzig, 2002.

GRIX, Jonathan. « The Decline of Mass Sport Provision in the German Democratic Republic ». In : *The International Journal of the History of Sport* 25.4 (2008), p. 406-420.

— *The Role of the Masses in the Collapse of the GDR*. Houdmills : Macmillan press, 2001.

GROSSBÖLTING, Thomas, éd. *Friedensstaat, Leseland, Sportnation ?: DDR-Legenden auf dem Prüfstand*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2009.

« Gründung der Sportwissenschaftlichen Fakultät ». In : *Journal der Universität Leipzig* 1 (1994), p. 7-8.

GUANHUA, Wang. « Friendship First : China's Sports Diplomacy during the Cold War ». In : *The Journal of American-East Asian Relations* 12.3/4 (2003), p. 133-153.

HAMPE, Dieter. « Die Ausbildung von Schulsportlehrern ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) 1950-1990*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 125-131.

HARTMANN, Grit. In : *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Leipzig : Forum-Verlag, 1997. Chap. Trainerschule DHfK und Forschung am FKS, p. 132-154.

— *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Leipzig : Forum-Verlag, 1997.

HASTINGS, Adrian. *The Construction of Nationhood : Ethnicity, Religion, and Nationalism*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997.

HEIDER, Paul. *Die Gesellschaft für Sport und Technik. Vom Wehrsport zur « Schule des Soldaten von morgen »*. Berlin : FIDES, 2002.

HENTILÄ, Seppo. « Maintaining Neutrality between the Two German States : Finland and Divided Germany until 1973 ». In : *Contemporary European History* 15.4 (2006), p. 473-493.

HERBST, Andreas, Winfried RANKE et Jürgen WINKLER. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Funktionäre*. T. 3. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994.

— *So funktionierte die DDR. Lexikon der Organisationen und Institutionen (A-L)*. T. 1. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994.

HERBST, Andreas, Winfried RANKE et Jürgen WINKLER. *So funktionierte die DDR. Lexikon der Organisationen und Institutionen (L-Z)*. T. 2. Reinbek bei Hamburg : rororo Verlag, 1994.

HERBSTRITT, Georg. *Entzweite Freunde : Rumänien, die Securitate und die DDR-Staatssicherheit*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2016.

HINSCHING, Jochen. *Alltagssport in der DDR*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 1998.

HOBERMAN, John M. *Sport and Political Ideology*. Austin : University of Texas Press, 1984.

HOBSBAWM, Eric. *Nations et nationalisme depuis 1780*. Paris : Gallimard, 1992.

— *The Age of Extremes (1914-1991)*. Londres : Abacus, 1994.

HOCHMUT, Gerhard et Gert MARHOLD. « Biomechanik sportlicher Bewegung ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 283-293.

HOCHSCHERF, Tobias, Christoph LAUCHT et Andrew PLOWMAN, éd. *Divided, but Not Disconnected. German Experiences of the Cold War*. New-York : Berghahn, 2010.

HOLDEN, Gerard. « World Cricket as a Postcolonial International Society : IR Meets the History of Sport ». In : *Global Society* 22.3 (2008), p. 337-368.

HOLZWEISSIG, Gunter. *Diplomatie im Trainingsanzug, Sport als politisches Instrument der DDR in den innerdeutschen und internationalen Beziehungen*. Munich : Oldenburg Verlag, 1981.

HOLZWEISSIG, Gunther. *Die schärfste Waffe der Partei. Eine Mediengeschichte der DDR*. Cologne : Böhlau Verlag, 2002.

— « Sport - Gesellschaftliche Rolle und politische Funktion ». In : *Horch und Guck* 51 (2005), p. 1-9. URL : http://www.horch-und-guck.info/hug/archiv/2004-2007/heft-51/05102/ (visité le 31. 7. 2017).

HONG, Yong-Sun. *Cold War Germany, the Third World and the Global Humanitarian Regime*. Cambridge : Cambridge University Press, 2015.

HOSSFELD, Uwe, Thomas KAISER et Heinz MESTRUP, éd. *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Cologne : Böhlau Verlag, 2007.

HOULIHAN, Barrie et Jinming ZHENG. « Small states : sport and politics at the margin ». In : *International Journal of Sport Policy and Politics* (2014).

HOWARTH, Marianne. « Die Westpolitik der DDR zwischen internationaler Aufwertung und ideologischer Offensive (1966-1989) ». In : *Die DDR und der Westen : transnationale Beziehungen 1949-1989*. Sous la dir. d'Ulrich PFEIL. Berlin : Ch. Links Verlag, 2001, p. 81-98.

HOWELL, Jude. « The End of an Era : the Rise and Fall of GDR Aid ». In : *The Journal of Modern African Studies* 32.2 (1994), p. 305-328.

HUHN, Klaus Ullrich. *Die DDR bei Olympia*. Berlin : Spotless-Verlag, 2001.

HUNT, Thomas M. et al. « The Health Risks of Doping during the Cold War : A Comparative Analysis of the Two Sides of the Iron Curtain ». In : *The International Journal of the History of Sport* 31.17 (2014), p. 2230-2244.

HURTEBIZE, Claude. « La formation des cadres pour le sport et pour l'éducation physique : étude comparée entre la France et la République Démocratique Allemande ». Mémoire de fin d'études. Paris : Institut national du sport, de l'expertise et de la performance, 1981.

« ITK-Alumnitreffen im Deutschen Haus ». In : *Leipziger Volkszeitung* (13. 8. 2016), p. 30.

JÄGER, Wolfgang. *Die Überwindung der Teilung : der innerdeutsche Prozess der Vereinigung 1989/90*. Munich : DVA, 1998.

JESSEN, Ralph. « Die Gesellschaft im Staatssozialismus. Probleme einer Sozialgeschichte der DDR ». In : *Geschichte und Gesellschaft* 21.1 (1995), p. 96-110.

— « Diktatorische Herrschaft als kommunikative Praxis. Überlegungen zum Zusammenhang von "Bürokratie" und Sprachnormierung in der DDR-Geschichte ». In : *Akten, Eingaben, Schaufenster : die DDR und ihre Texte ; Erkundungen zu Herrschaft und Alltag*. Sous la dir. d'Alf LÜDTKE et Peter BECKER. Berlin : Akademie Verlag, 1997, p. 57-77.

JOKISIPILÄ, Markku. « Maple Leaf, Hammer, and Sickle : International Ice Hockey During the Cold War ». In : *Sport History Review* 37 (2006), p. 36-53.

JUDT, Matthias. *Der Bereich Kommerzielle Koordinierung. Das DDR-Wirtschaftsimperium des Alexander Schalk-Golodkowski – Mythos und Realität*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2013.

JUDT, Tony. *Die Geschichte Europas von 1945 bis zur Gegenwart*. Munich : Hanser, 2006.

KALB, Lothar. « Die Aus- und Weiterbildung ausländischer Sportfachexperten an der DHfK ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 162-178.

— « Die internationalen Wissenschaftsbeziehungen der DHfK ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 76-85.

— *Sendboten Olympias : die Geschichte des Ausländerstudiums an der DHfK Leipzig*. Leipzig : Leipziger Universität-Verlag, 2008.

KAMINSKY, Annette. *Wohlstand, Schönheit, Glück : kleine Konsumgeseschichte der DDR*. Munich : Beck Verlag, 2001.

KEMP-WELCH, Anthony. « Eastern Europe : Stalinism to Solidarity ». In : *The Cambridge History of the Cold War. Volume II : Crises and Détente*. Sous la dir. de Melvyn LEFFLER et Odd Arne WESTAD. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 219-237.

KEYS, Barbara J. *Globalisizing Sport. National Rivalry and International Community in the 1930's*. Cambridge : Harvard University Press, 2006.

— « Soviet Sport and Transnational Mass Culture in the 1930's ». In : *Journal of Contemporary History* 38.3 (7/2003), p. 413-434.

KIRCHGÄSSNER, Helmut. « „Wir sind bereit mitzugestalten" ». In : *Journal der Universität Leipzig* 5 (2003), p. 14-15.

KLESSMANN, Christoph. « Spaltung und Verflechtung – Ein Konzept zur integrierten Nachkriegsgeschichte 1945 bis 1990 ». In : *Teilung und Integration. Die doppelte deutsche Nachkriegsgeschichte als wissenschaftliches und didaktisches Problem*. Sous la dir. de Christoph KLESSMANN. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, p. 20-36.

KOCKA, Jürgen. « Eine durchherrschte Gesellschaft ». In : *Sozialgeschichte der DDR*. Sous la dir. d'Hartmut KAELBLE, Jürgen KOCKA et Hartmut ZWAHR. Stuttgart : Klett, 1994, p. 547-553.

KOTT, Sandrine. *Histoire de la société allemande au XX^e siècle. La RDA (1949-1989)*. Paris : La Découverte, 2011.

KOTT, Sandrine. « Par-delà la guerre froide. Les organisations internationales et les circulations Est-Ouest (1947-1973) ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 109 (2011), p. 142-154.

KOWALCZUK, Ilko-Sascha. « 1989 – La société et l'État – opposition et révolution ». In : *Résitance, dissidence et opposition en RDA 1949 - 1990*. Sous la dir. de Hélène CAMARADE et Sibylle GOEPPER. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 287-310.

— *Endspiel : die Revolution von 1989 in der DDR*. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 2009.

— *Geist im Dienste der Macht : Hochschulpolitik in der SBZ/DDR (1945 bis 1961)*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2003.

KREBS, Hans-Dieter. « Die politische Instrumentalisierung des Sports in der DDR ». In : *Materialien der Enquete-Kommission Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*. Sous la dir. de Deutscher BUNDESTAG. T. III/2. Baden-Baden : Nomos Verlag, 1995, p. 1314-1369. URL : https://enquete-online.de/pdf?pdf=wp12b3_2_560-615 (visité le 10. 7. 2019).

KRIEGER, Jörg. « Das Gedächtnis der Deutschen Sporthochschule Köln ». In : *Impulse. Das Wissenschaftsmagazin der Deutschen Sporthochschule Köln* 1 (2012), p. 42-50.

KRIVEC, Simon. *Die Anwendung von anabolen-androgenen Steroiden im Leistungssport der Bundesrepublik Deutschland in den Jahren 1960 bis 1988 unter besonderer Berücksichtigung der Leichtathletik*. Berlin : Logos Verlag, 2017.

KRUG, Jürgen et Daniel ECKERT-LINDHAMMER. « 50 Jahre Internationaler Trainerkurs (ITK) – eine Erfolgsgeschichte mit viel Zukunft ». In : *Leipziger Sportwissenschaftliche Beiträge* 55 (2014), p. 83-87.

KRÜGER, Arnd. « Hochleistungssport - Der Hochleistungssport in der frühen DDR ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang BUSS et Christian BECKER. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 535-553.

KRÜGER, Arnd et Paul KUNATH. « Die Entwicklung der Sportwissenschaft in der DDR ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang BUSS et Christian BECKER. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 351-365.

KRUGER, Michael. *150 Jahre SPD – 150 Jahre Arbeiterturn- und Sportbewegung*. In : *Deutschland Archiv Online*. 16. 12. 2013. URL : http://www.bpb.de/175085 (visité le 1. 8. 2017).

KRÜGER, Michael, Christian BECKER et Stefan NIELSEN. *German Sports, Doping, and Politics : A History of Performance Enhancement*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2015.

KÜHNST, Peter. *Der mißbrauchte Sport : die Instrumentalisierung des Sports in der SBZ und DDR (1945-1957)*. Cologne : Verlag Wissenschaft und Politik, 1982.

LAITKO, Hubert. « Umstrukturierung statt Neugründung : die dritte Hochschulreform der DDR ». In : *Berichte zur Wissenschaftsgeschichte* 21 (1998), p. 143-158.

LAMBRECHT, Wolfgang. « Neuparzellierung einer gesamten Hochschullandschaft. Die III. Hochschulreform in der DDR (1965-1971) ». In : *Die Hochschule* 2 (2007), p. 171-189.

LANZ, Juliane. *Zwischen Politik, Protokoll und Pragmatismus : die deutsche Olympiageschichte von 1952 bis 1972*. Berlin : Wissenschaftlicher Verlag Berlin, 2011.

LASORSA, Steve. « Entre sport et passion. La rivalité Canadien-Nordiques, un reflet du nationalisme québécois des années 1980 ». Mém. de mast. Québec : Université Laval

de Québec, 2011. URL : www.theses.ulaval.ca/2011/28071/28071.pdf (visité le 21. 3. 2018).

Latzel, Klaus, éd. *Hormone und Hochleistung : Doping in Ost und West*. Cologne : Böhlau Verlag, 2008.

— *Staatsdoping : der VEB Jenapharm im Sportsystem der DDR*. Cologne : Böhlau Verlag, 2009.

Leder, Dietrich et Hans-Ulrich Wagner. *Sport und Medien : eine deutsch-deutsche Geschichte*. Cologne : Studienkreis Rundfunk und Geschichte, 2011.

Leffler, Melvyn et Odd Arne Westad, éd. *The Cambridge History of the Cold War. Volume I : Origins*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

— éd. *The Cambridge History of the Cold War. Volume II : Crises and Détente*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

— éd. *The Cambridge History of the Cold War. Volume III : Endings*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

Lehmann, Gerhard et al., éd. *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007.

Lehmann, Norbert. *Internationale Sportbeziehungen und Sportpolitik der DDR : Entwicklung und politische Funktionen unter besonderer Berücksichtigung der deutsch-deutschen Sportbeziehungen*. Münster : LIT Verlag, 1984.

« Leipziger Erinnerungsstücke für IHF-Präsident Moustafa ». In : *Leipziger Volkszeitung online* (21. 12. 2015). URL : http://www.lvz.de/Sportbuzzer/Sport-Regional/Leipziger-Erinnerungsstuecke-fuer-IHF-Praesident-Moustafa (visité le 26. 6. 2019).

Lepetit, Mathieu. « Un regard sur l'historiographie allemande : les mondes de l'Alltagsgeschichte ». In : *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 45.2 (1998), p. 466-486.

Leske, Hanns. *Erich Mielke, die Stasi und das runde Leder : der Einfluss der SED und des Ministeriums für Staatssicherheit auf den Fussballsport in der DDR*. Göttingen : Die Werkstatt, 2004.

— *Fußball in der DDR : Kicken im Auftrag der SED*. Erfurt : Landeszentrale für politische Bildung Thüringen, 2012.

Lévesque, Jacques. « Essai sur la spécificité des relations entre l'URSS et l'Europe de l'Est de 1945 à 1989 ». In : *Relations Internationales* 148 (12/2011), p. 7-16.

Lindenberger, Thomas. « Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur. Das Alltagsleben der DDR und sein Platz in der Erinnerungskultur des vereinten Deutschlands ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 40 (26. 5. 2002). URL : http://www.bpb.de/apuz/25409/herrschaft-und-eigen-sinn-in-der-diktatur (visité le 25. 10. 2019).

Lohmann, Moritz et Joris Lehnert. « L'Allemagne de l'Est reléguée. De la DDR-Oberliga à l'anonymat : le football est-allemand à la recherche de son identité ». In : *Allemagne d'aujourd'hui* 193 (9/2010), p. 166-182.

Lohmann, Moritz et Philipp Lohmann. « La médiatisation des relations sportives entre la RDA et l'URSS, une analyse du *Deutsches Sportecho* (1947-1990) ». In : *Le sport dans la presse communiste*. Sous la dir. de Michaël Attali et Évelyne Combeau-Mari. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 203-213.

Lorenz, Siegfried et Erhard Schumann. « Verantwortung und Aufgaben der Sektionen ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 54-66.

Lorke, Christian. *Ungehindert abreagieren. Hooliganismus in der späten DDR im Spannungsfeld von Anstandsnormen, Sozialdisziplinierung und gesellschaftlichen Randlagen*. In : *Deutschland Archiv Online*. 3. 5. 2012. URL : https://www.bpb.de/135223/ (visité le 30. 8. 2019).

LÜDTKE, Alf. *Eigen-Sinn : Fabrikalltag, Arbeitererfahrung und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus*. 2e éd. Münster : Westfälisches Dampfboot, 2015.
— « "Helden der Arbeit" – Mühen beim Arbeiten. Zur mißmutigen Loyalität vom Industriearbeitern in der DDR ». In : *Sozialgeschichte der DDR*. Sous la dir. d'Harmut KNAELBLE et Jürgen KOCKA. Stuttgart : Klett-Cotta, 1994, p. 188-213.
— « La domination au quotidien. Sens de soi et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 1933 ». In : *Politix* 4.13 (1991), p. 68-78.
— « La République démocratique allemande comme histoire. Réflexions historiographiques ». In : *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 53.1 (1998), p. 3-39.
— « Ouvriers, Eigensinn et politique dans l'Allemagne du XXe siècle ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 113 (6/1996), p. 91-101.
MAC CON ULADH, Damian. « Guests of the Socialist Nation ? Foreign Students and Workers in the GDR, 1949-1990 ». Thèse de doct. Londres : University College London, 2005.
— « Studium bei Freunden ? Ausländische Studierende in der DDR bis 1970 ». In : *Ankunft - Alltag - Ausreise. Migration und interkulturelle Begegnung in der DDR-Gesellschaft*. Sous la dir. de Christian MÜLLER et Patrice POUTRUS. Cologne : Böhlau Verlag, 2005.
MAGUIRE, Joseph. *Global Sport : Identites, Societes, Civilizations*. Cambridge : Polity press, 1999.
MALYCHA, Andreas. *Geschichte der DDR*. T. 312. Information zur politischen Bildung. Bonn : bpb, 2011.
MALYCHA, Andreas et Peter Jochen WINTERS. *Geschichte der SED. Von der Gründung bis zur Linkspartei*. Bonn : bpb, 2009.
MANHIMÄKI, Jussi. « Détente in Europe, 1962-1975 ». In : *The Cambridge History of the Cold War. Volume II : Crises and Détente*. Sous la dir. de Melvyn LEFFLER et Odd Arne WESTAD. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 198-218.
MARANGÉ, Céline. « Une réinterprétation des origines de la dispute sino-soviétique d'après des témoignages de diplomates russes ». In : *Relations Internationales* 148 (12/2011), p. 17-32.
MARÈS, Antoine, éd. *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*. Paris : Institut d'études slaves, 2007.
MCDOUGALL, Alan. *The People's Game. Football, State and Society in East Germany*. Cambridge : Cambridge University Press, 2014.
MERKEL, Günther. *Nur wer seine Vergangenheit kennt, hat eine Zukunft : 55 Jahre SC DHfK (1954-2009)*. Leipzig : SC DHfK Leipzig e.V., 2009.
MERTIN, Evelyn. « Presenting Heroes : Athletes as Role Models for the New Soviet Person ». In : *The International Journal of the History of Sport* 26.4 (2009), p. 469-483.
— *Sowjetisch-deutsche Sportbeziehungen im Kalten Krieg*. Sankt-Augustin : Academia Verlag, 2009.
— « Steadfast Friendship and Brotherly Help : The Distinctive Soviet - Est German Sport Relationship within the Socialist Bloc ». In : *Diplomatic Games. Sport, Statecraft, and International Relations since 1945*. Sous la dir. d'Heather DICHTER et Andrew JOHNS. Lexington : University Press of Kentucky, 2014, p. 53-84.
MESTRUP, Heinz. « Zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität in der Ära Honecker – Zwischen Beharrung, Improvisation und Innovation ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe HOSSFELD, Thomas KAISER et Heinz MESTRUP. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 377-427.

MEUSCHEL, Sigrid. « Überlegungen zu einer Herrschaft- und Gesellschaftsgeschichte der DDR ». In : *Geschichte und Gesellschaft* 19.1 (1993), p. 5-14.

MEYEN, Michael. « Die ARD in der DDR ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 20/2010 (17. 5. 2010), p. 28-34.

MEYER, Justus Johannes. « Politische Spiele – Die deutsch-deutschen Auseinandersetzungen auf dem Weg zu den XX. Olympischen Sommerspielen 1972 und bei den Spielen in München ». Thèse de doct. Hambourg : Université de Hambourg, 2010.

MIETHE, Ingrid. *Bildung und soziale Ungleichheit in der DDR. Möglichkeiten und Grenzen einer gegenprivilegierenden Bildungspolitik*. Opladen : Verlag Barbara Budrich, 2007.

MIETHE, Ingrid et Martina SCHIEBEL. *Biografie, Bildung und Institution : die Arbeiter-und-Bauern-Fakultäten in der DDR*. Francfort-sur-le-Main : Campus Verlag, 2008.

MOLES, Jean-Bernard Marie. « La professionnalisation du rugby français. Pouvoir économique et lien social ». In : *Corps & Culture* 3 (1998). URL : https://journals.openedition.org/corpsetculture/470 (visité le 25. 9. 2019).

MOLZBERGER, Angsar. « Die historischen Sammlungen der Deutschen Sporthochschule Köln ». In : *Impulse. Das Wissenschaftsmagazin der Deutschen Sporthochschule Köln* 2 (2015), p. 6-13.

MONNIN, Éric et Catherine MONNIN. « Le boycott politique des Jeux olympiques de Montréal ». In : *Relations Internationales* 134 (2008), p. 93-113.

MORTIER, Jean. « L'évolution du SED dans les années quatre-vingt ». In : *La mise en œuvre de l'unification allemande (1989-1990)*. Sous la dir. d'Anne SAINT SAUVEUR-HENN et Gérard SCHNEILIN. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 1998, p. 99-113.

— « Ostalgie et constructions identitaires ». In : *Allemagne d'aujourd'hui* 190 (2009), p. 73-90.

MÜHLBERG, Felix. « Informelle Konfliktbewältigung. Zur Geschichte der Eingabe in der DDR ». Thèse de doct. Technische Universität Chemnitz, 1999. URL : http://monarch.qucosa.de/api/qucosa%3A17641/attachment/ATT-0/ (visité le 29. 10. 2019).

MÜLLER-ENBERGS, Helmut, Jan WIELGOHS et Dieter HOFFMANN, éd. *Wer war wer in der DDR ? Ein Lexikon ostdeutscher Biographien*. 5e éd. Berlin : Ch. Links Verlag, 2010. URL : https://www.bundesstiftung-aufarbeitung.de/wer-war-wer-in-der-ddr-%2363%3B-1424.html (visité le 26. 9. 2017).

MURRAY, Bill. « Celtic et Rangers, les Irlandais de Glasgow ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 103 (1994), p. 41-51.

MUTH, Ingrid. *Die DDR-Außenpolitik 1949 - 1972. Inhalte, Strukturen, Mechanismen*. 2e éd. Berlin : Ch. Links Verlag, 2001.

MUTH, Ingrid et Benno-Eide SIEBS. « Außenpolitik ». In : *Deutsche Zeitgeschichte von 1945 bis 2000 : Gesellschaft - Staat - Politik*. Sous la dir. de Clemens BURRICHTER, Dietlef NAKATH et Gerd-Rüdiger STEPHAN. Berlin : K. Dietz Verlag, 2006, p. 541-565.

NABERT, Thomas, Nannette JACKOWSKIA et Wolf-Dietrich ROST. *Sportforum Leipzig – Geschichte und Zukunft*. Leipzig : Pro Leipzig, 2004.

« Nachruf für Professor Dr. med. habil et Dr. paed. Siegfried Israel ». In : *Leipziger Sportwissenschaftliche Beiträge* 57.1 (2016), p. 223-224.

NYE, Joseph. *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*. New-York : Basic Books, 1990.

NYYSSÖNEN, Heino. « Salami Reconstructed : "Goulash Communism" and Political Culture in Hungary ». In : *Cahiers du Monde russe* 47.1/2 (2006), p. 153-172.

Oeser, Alexandra. « Penser les rapports de domination avec Alf Lüdtke ». In : *Sociétés contemporaines* 99-100 (2015), p. 5-16.

Oldenburg, Fred. « Die Autonomie des Musterknaben. Zum politischen Verhältnis DDR-UdSSR ». In : *Der Sowjetblock zwischen Vormachtkontrolle und Autonomie*. Sous la dir. de Richard Löwenthal et Boris Meissner. Cologne : Markus Verlag, 1984, p. 153-197.

Orlow, Dieter. « The GDR's Failed Search for a National Identity, 1945-1989 ». In : *German Studies Review* 29.3 (10/2006), p. 537-558.

Pabst, Ulrich. *Sport - Medium der Politik ? Der Neuaufbau des Sports in Deutschland nach dem Zweiten Weltkrieg und die innerdeutschen Sportbeziehungen bis 1961*. Munich : Bartels und Wernitz, 1980.

Pánek, Jaroslav et Oldřich Tůma, éd. *A History of the Czech Lands*. Prague : Karlonium Press, 2011.

Peacock, Margaret. « The perils of building Cold War consensus at the 1957 Moscow World Festival of Youth and Students ». In : *Cold War History* 12.3 (8/2012), p. 515-535.

Peiffer, Lorenz. *Sport im Nationalsozialismus : zum aktuellen Stand der sporthistorischen Forschung ; eine kommentierte Bibliographie*. 3e éd. Göttingen : Die Werkstatt, 2015.

Pfeil, Ulrich. *Die « anderen » deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich (1949-1990)*. Cologne : Böhlau Verlag, 2004.

— éd. *Die DDR und der Westen : transnationale Beziehungen 1949-1989*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2001.

— éd. *Football et identité en France et en Allemagne*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2010.

— « Sport et jeunesse en RDA. Quelques éléments de réflexion ». In : *Pour une histoire du sport et de la jeunesse*. Sous la dir. de Jean-François Tournadre. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2002, p. 111-127.

Pfister, Gertrud. « 200 Jahre Turnbewegung – von der Hasenheide bis heute ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 16-19 (2011), p. 27-32.

— « Activités physiques, santé et construction des différences de genre en Allemagne ». In : *Clio. Histoire, femmes et sociétés* 23 (2006). url : https://journals.openedition.org/clio/1855#xd_co_f=ZWY2ZjkyM2YtYTkzYy00ZWFlLThhMjYtMmYzMmM1OGU3MmZk~ (visité le 12. 10. 2019).

— *Frauen und Sport in der DDR*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2002.

Pithart, Petr. « La dualité du Printemps tchécoslovaque : société civile et communistes réformateurs ». In : *Le Printemps tchécoslovaque 1968*. Sous la dir. de François Fejtő et Jacques Rupnik. Bruxelles : Complexes, 1999, p. 77-86.

Ploenus, Michael. « Die Wende an der Friedrich-Schiller-Universität Jena 1988 bis 1991 ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe Hossfeld, Thomas Kaiser et Heinz Mestrup. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 445-473.

Poutrus, Patrice. « Die DDR als "Hort der internationalen Solidarität". Ausländer in der DDR ». In : *Friedensstaat, Leseland, Sportnation ?: DDR-Legenden auf dem Prüfstand*. Sous la dir. de Thomas Grossbölting. Berlin : Ch. Links Verlag, 2009, p. 134-154.

— « "Teure Genossen". Die "politischen Emigranten" als "Fremde" im Alltag der DDR-Gesellschaft ». In : *Ankunft - Alltag - Ausreise. Migration und interkulturelle Begegnung in der DDR-Gesellschaft*. Sous la dir. de Christian Müller et Patrice Poutrus. Cologne : Böhlau Verlag, 2005, p. 221-264.

« Professor em. Dr. med. habil. Manfred Paerisch zum 80. Geburtstag ». In : *Ärtzeblatt Sachsen* 10 (2001), p. 482.

Prybyla, Jan. « The GDR in COMECON : Does the GDR Economy demonstrate that orthodox central planing is viable and has a future ? » In : *Comparative Strategy* 7.1 (1988), p. 39-49.

Rabenschlag, Ann-Judith. *Arbeiten im Bruderland. Arbeitsmigranten in der DDR und ihr Zusammenleben mit der deutschen Bevölkerung*. In : *Deutschland Archiv Online*. 15. 9. 2016. url : www.bpb.de/233678 (visité le 19. 4. 2018).

Regnauld, Amélie. « Les limites du "remodelage socialiste" : les Égyptiens formés en RDA (1969-1989) ». In : *Revue européenne des migrations internationales* 32.2 (2016), p. 57-76.

Reichelt, Frank. *Das System des Leistungssports in der DDR. Struktur und Aufbau*. Marbourg : Tectum Verlag, 2006.

Reichelt, Frank et Andreas Korte. « Kinder- und Jugendsportschulen (KJS) der DDR in den 50er und 60er Jahren ». In : *Aktionsfelder des DDR-Sports in der Frühzeit : 1945 - 1965*. Sous la dir. de Wolfgang Buss et Christian Becker. Cologne : Sportverlag Strauß, 2001, p. 235-292.

Reinhart, Kai. *"Wir wollten einfach unser Ding machen : DDR-Sportler zwischen Fremdbestimmubng und Selbstverwirklichung*. Francfort-sur-le-Main : Campus Verlag, 2010.

Richter, Michael. *Die friedliche Revolution : Aufbruch zur Demokratie in Sachsen 1989-1990*. 2e éd. T. 2. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2010.

Riordan, James. « Soviet Sport and Soviet Foreign Policy ». In : *Soviet Studies* 26.3 (7/1974), p. 322-343.

— *Sport in Soviet Society. Development of Sport and Physical Education in Russia and the USSR*. Cambridge : Cambridge University Press, 1977.

— *Sport, Politics, and Communism*. Manchester : Manchester University Press, 1991.

— « The Sports Policy of the Soviet Union, 1917-1941 ». In : *Sport and International Politics. The Impact of Fascism and Communism On Sport*. Sous la dir. de Pierre Arnaud et James Riordan. New-York : Routledge, 1998, p. 67-78.

Ritter, Andreas. « Wandlungen in der Steuerung des DDR-Hochleistungssports in den 1960er und 1970er Jahren ». Thèse de doct. Potsdam : Université de Potsdam, 2002.

Robin, Guillaume. « Le sport ouvrier : outil au service de la lutte des classes ? » In : *Pour une histoire du sport et de la jeunesse*. Sous la dir. de Jean-François Tournadre. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2002, p. 45-64.

— *Les sportifs ouvriers allemands face au nazisme 1919-1933*. Paris : l'Harmattan, 2010.

Rödder, Andreas. *Deutschland einig Vaterland. Die Geschichte der Wiedervereinigung*. Munich : Beck Verlag, 2009.

Roesler, Jörg. *Konservative, Reformer und das « Neue Ökonomische System ». Die Auseinandersetzungen innerhalb der SED-Führung um die Lenkung der DDR-Wirtschaft Anfang der 1960er Jahre*. In : *Deutschland Archiv Online*. 15. 5. 2013. url : http://www.bpb.de/160233 (visité le 25. 4. 2017).

Rogalski, Norbert. « Die Ausbildung von Schulsportlehrern ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 125-131.

— « Die Ausbildung von Trainern ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard Lehmann et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 105-116.

ROGALSKI, Norbert. *Qualifiziert und ausgemustert : Wie ich die DHfK erlebte*. Berlin : epubli, 2012.

ROWELL, Jay. « L'*Eigensinn* bureaucratique en RDA. Distanciation au rôle et autonomie des pratiques administratives ». In : *Sociétés contemporaines* 99-100 (2015), p. 127-146.

SAINT SAUVEUR-HENN, Anne et Gérard SCHNEILIN, éd. *La mise en œuvre de l'unification allemande (1989-1990)*. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 1998.

SAUVY, Alfred. « Trois mondes, une planète ». In : *L'Observateur* 118 (14. 8. 1952), p. 14.

SCHELLENBERGER, Brigitte. « Die Ausbildung von Diplomsportlehrern für den Volkssport, Freizeit- und Erholungssport, Massensport ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) 1950-1990*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 151-161.

SCHERZER, Landolf. *Der Erste : Protokoll einer Begegnung*. Rudolstadt : Greifen, 1988.

SCHICHTEL, Horst-Dieter. *Der Weg aus der Meinungsdiktatur : die Neue Zeit – eine Zeitung in der Wende*. Francfort-sur-le-Main : IMK, 1998.

SCHOLTYSECK, Joachim. *Die Außenpolitik der DDR*. T. 69. Enzyklopädie deutscher Geschichte. Munich : Oldenbourg, 2003.

SCHRÖDER, Benjamin et Jochen STAADT. *Unter Hammer und Zirkel. Repression, Opposition und Widerstand an den Hochschulen der SBZ/DDR*. Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 2011.

SCHÜLE, Annegret. « "Proletarischer Internationalismus" oder "ökonomischer Vorteil für die DDR" ? Mosambikanische, angolanische und vietnamesische Arbeitskräfte im VEB Leipziger Baumwollspinnerei (1980-1989) ». In : *Archiv für Sozialgeschichte* 42 (2002), p. 191-210.

SCHULZ, Tobias. *Sozialistische Wissenschaft : die Berliner Humboldt-Universität (1960-1975)*. Cologne : Böhlau Verlag, 2010.

SCHUMANN, Karsten, éd. *DHfK Leipzig 1950-1990 : Chronologie einer weltbekannten Sporthochschule und das abrupte Ende ihrer Geschichte*. Cologne : Deutscher Sportverlag, 2003.

SCHWENKEL, Christina. « Affective Solidarities and East German Reconstruction of Postwar Vietnam ». In : *Comrades of Color. East Germany in the Cold War World*. Sous la dir. de Quinn SLOBODIAN. New-York : Berghahn, 2015, p. 267-292.

SEMELIN, Jacques. *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*. Paris : nouveau monde éditions, 2009.

SIEBS, Benno-Eide. *Die Außenpolitik der DDR 1976-1989 : Strategien und Grenzen*. Paderborn : Schöningh, 1999.

SIGMUND, Monika. *Genuss als Politikum : Kaffeekonsum in beiden deutschen Staaten*. Berlin : De Gruyter, 2015.

SINGLER, Andreas et Gerhard TREUTLEIN. *Doping im Spitzensport : sportwissenschaftliche Analysen zur nationalen und internationalen Leistungsentwicklung*. 3e éd. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2006.

SLOBODIAN, Quinn, éd. *Comrades of Color. East Germany in the Cold War World*. New-York : Berghahn, 2015.

— « The Uses of Disorientation : Socialist Cosmopolitanism in an Unfinished DEFA-China Documentary ». In : *Comrades of Color. East Germany in the Cold War World*. Sous la dir. de Quinn SLOBODIAN. New-York : Berghahn, 2015, p. 219-242.

SMITH, Adrian et Dilwyn PORTER, éd. *Sport and National Identity in the Post-War World*. New-York : Routledge, 2004.

SOARES, John. « Cold War, Hot Ice : International Ice Hockey, 1947-1980 ». In : *Journal of Sport History* 34.2 (2007), p. 207-230.

SONNTAG, Albrecht. *Les identités du football européen*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2008.

SOULET, Jean-François. *Histoire comparée des États communistes de 1945 à nos jours*. Paris : Armand Colin, 1996.

— *Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde guerre mondiale à nos jours*. 2e éd. Paris : Armand Colin, 2011.

SOUTOU, Georges-Henri. *La Guerre froide (1943-1990)*. Paris : Fayard, 2011.

SPAAIJ, Rámon. « Football Hooliganism as a Transnational Phenomenon : Past and Present Analysis : A Critique – More Specificity and Less Generality ». In : *The International Journal of the History of Sport* 24.4 (2007), p. 411-431.

SPANGER, Hans-Joachim et Lothar BROCK. *Die beiden deutschen Staaten in der dritten Welt*. Opladen : Westdeutscher Verlag, 1987.

SPITZER, Giselher. « Anfang und Ende der Lex Ewald 1955-1989 ». In : HARTMANN, Grit. *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Sous la dir. de Grit HARTMANN. Leipzig : Forum-Verlag, 1997, p. 260-281.

— *Doping in der DDR : ein historischer Überblick zu einer konspirativen Praxis : Genese, Verantwortung, Gefahren*. 4e éd. Cologne : Sportverlag Strauß, 2012.

— « Entstehung und Funktionsweise des DDR-Zwangsdopings : Doping in einem geschlossenen System und die Grenzen der biologischen Leistungsfähigkeit ». In : *Hormone und Hochleistung : Doping in Ost und West*. Sous la dir. de Klaus LATZEL. Cologne : Böhlau Verlag, 2008, p. 67-88.

— « IM Schattenreich. Inoffizielle Mitarbeiter im Spor : Fallstudie Leipzig ». In : HARTMANN, Grit. *Goldkinder : die DDR im Spiegel ihres Spitzensports*. Sous la dir. de Grit HARTMANN. Leipzig : Forum-Verlag, 1997, p. 188-204.

— *Sicherungsvorgang Sport : das Ministerium für Staatssicherheit und der DDR-Spitzensport*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2005.

SPITZER, Giselher, Gerhard TREUTLEIN et Charles PIGEASSOU. « Approche historique du dopage en République Démocratique Allemande : description et analyse d'un système de contraintes étatiques ». In : *Staps* 70 (2005), p. 49-58.

STAATLICHE ZENTRALVERWALTUNG FÜR STATISTIK, éd. *Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Repubilk 1990*. Berlin (Est) : Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1990.

STEINER, André. *Von Plan zu Plan. Eine Wirtschaftsgeschichte der DDR*. 2e éd. Munich : DVA, 2007.

— « Zwischen Konsumversprechen und Innovationszwang. Zum wirtschaftlichen Niedergang der DDR ». In : *Weg in den Untergang. Der innere Zerfall der DDR*. Sous la dir. de Konrad JARAUSCH et Martin SABROW. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 1999, p. 153-192.

STEINMETZ, Rüdiger et Reinhold VIEHOFF, éd. *Deutsches Fernsehen Ost. Ein Programmgeschichte des DDR-Fernsehens*. Berlin : Verlag für Berlin-Brandenburg, 2008.

STIEHLER, Hans-Jörg et al. « Sports Coverage on GDR Television ». In : *Historical Journal of Film, Radio and Television* 24.3 (2004), p. 411-425.

STÖBE, Karin et Christian BECKER. « DHfK Leipzig – Ein Quellen- und Literaturbericht ». In : *Aktionsfelder des DDR-Sports in der Frühzeit : 1945 - 1965*. Sous la dir. de Wolfgang BUSS et Christian BECKER. Cologne : Sportverlag Strauß, 2001, p. 165-180.

STORKMANN, Klaus. *Geheime Solidarität : Militärbeziehungen und Militärhilfen der DDR in die « Dritte Welt »*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2012.

STÖVER, Bernd. *Der Kalte Krieg (1947-1991) : Geschichte eines radikalen Zeitalters*. Munich : C.H. Beck Verlag, 2007.

STRAUSS, Léon. « Le sport travailliste français pendant d'Entre-deux-guerres ». In : *Les origines du sport ouvrier en Europe*. Sous la dir. de Pierre ARNAUD et Alfred WAHL. Metz : Presses universitaires de Metz, 1994, p. 193-218.

STUHLER, Ed. *Die letzten Monate der DDR. Die Regierung de Maizière und ihr Weg zur deutschen Einheit*. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 2010.

STUMPP, Sébastien et Denis JALLAT, éd. *Identités sportives et revendications régionales (XIX^e – XX^e siècles)*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2013.

STUTZ, Rüdiger, Thomas KAISER et Uwe HOSSFELD. « Von der *Universitas litterarum* zum *Kombinat der Wissenschaft* – Jena als Experimentierfeld der sogenannten Dritten Hochschulreform ». In : *Hochschule im Sozialismus. Studien zur Geschichte der Friedrich-Schiller-Universität Jena (1945-1990)*. Sous la dir. d'Uwe HOSSFELD, Thomas KAISER et Heinz MESTRUP. T. 1. Cologne : Böhlau Verlag, 2007, p. 288-319.

TEICHLER, Hans-Joachim. « Fußball in der DDR ». In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 19/06 (5/2006), p. 26-33.

— éd. *Illustrierte Geschichte des Arbeitersports*. Berlin (Ouest) : J. H. W. Dietz Nachf., 1987.

— éd. *Sport in der DDR, Eigensinn, Konflikte, Trends*. Cologne : Sportverlag Strauß, 2003.

TEICHLER, Hans-Joachim et Klaus REINARTZ. In : *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren und im Prozess der Wende*. Schorndorf : Verlag Karl Hofmann, 1999. Chap. Die flankierende Rolle des Staates – Das Staatssekretariat für Körperkultur und Sport, p. 307-356.

— *Das Leistungssportsystem der DDR in den 80er Jahren und im Prozess der Wende*. Schorndorf : Verlag Karl Hofmann, 1999.

TENORTH, Heinz-Elmar, éd. *Geschichte der Universität Unter den Linden. Sozialistisches Experiment und Erneuerung in der Demokratie – die Humboldt-Universität zu Berlin (1945-2010)*. T. 3. Berlin : Akademie Verlag, 2012.

TERRET, Thierry. « Le genre dans l'histoire du sport ». In : *Clio. Histoire, femmes et sociétés* 23 (2006). URL : https://journals.openedition.org/clio/1906 (visité le 12. 10. 2019).

THOREL, Julien. « Les stratégies tiers-mondistes des deux Allemagnes. » In : *Allemagne 1974-1990, De l'*Ostpolitik *à l'unification*. Sous la dir. de Jean-Paul CAHN et Ulrich PFEIL. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 43-56.

TIMMER, Karsten. *Vom Aufbruch zum Umbruch. Die Bürgerbewegung in der DDR 1989*. Göttingen : Vandehoeck & Ruprecht, 2000.

TITTEL, Kurt. « Sportmedizin und Naturwissenschaften an der DHfK ». In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 309-337.

TOMLINSON, Alan et Christopher YOUNG. *National Identity and Global Sports Events : Culture, Politics, and Spectacle in the Olympics and the Football World Cup*. Albany : State University of New York Press, 2006.

TOURNADRE, Jean-François, éd. *Pour une histoire du sport et de la jeunesse*. Asnières-sur-Seine : Presses de l'Institut d'Asnières, 2002.

TRENTIN, Massimiliano. « La République démocratique allemande et la Syrie du parti Baas. Histoire d'un partenariat ». In : *Les cahiers IRICE* 10 (2013), p. 55-67.

VAÏSSE, Maurice. *Les relations internationales depuis 1945*. 13^e éd. Paris : Armand Colin, 2013.

VERSCHUUREN, Pim. « Les multiples visages du *sport power* ». In : *Revue internationale et stratégique* 89 (2013), p. 131-136.

VONNARD, Philippe, Nicola SBETTI et Grégory QUIN, éd. *Beyond Boycotts : Sport during the Cold War in Europe*. Berlin : De Gruyter, 2018.

« Vor 50 Jahren wurde das legendäre FKS etabliert. Gespräch mit Hans Schuster ». In : *Beiträge zur Sportgeschichte* 22 (2006), p. 31-44.

WAGNER, Rico. *Der vergessene Sportverband der DDR : die Gesellschaft für Sport und Technik in sporthistorischer Perspektive*. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2006.

WARNICKE, Lutz, Nadine BAETHKE et Juliane WAGNITZ. *Der Breitensport im DDR-Fernsehen : seine prinzipielle Berücksichtigung in der Sportberichterstattung und die Leipziger Turn- und Sportfeste als Fernsehhöhepunkte der Breitensportbewegung*. Leipzig : Leipziger Universität-Verlag, 2010.

WEHLER, Hans-Ulrich. *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Bundesrepublik und DDR (1949-1990)*. Munich : C.H. Beck Verlag, 2008.

WENKEL, Christian. « En quête permanente d'une reconnaissance internationale. La politique étrangère de la RDA et ses marges de manœuvre ». In : *Relations Internationales* 148 (2011), p. 47-58.

WENSIERSKI, Peter. *Die unheimliche Leichtigkeit der Revolution. Wie eine Gruppe junger Leipziger die Rebellion in der DDR wagte*. Munich : DVA, 2017.

WENTKER, Hermann. *Außenpolitik in engen Grenzen : die DDR im internationalen System, 1949-1989*. Munich : Oldenburg Verlag, 2007.

WESTAD, Odd Arne. *La guerre froide globale : le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS, 1945-1991*. Paris : Payot, 2007.

WIESE, Klaus. « Staatsgeheimnis Sport. Die Abschottung des Leistungssportsystems der DDR ». In : *Historische Sozialforschung* 32.1 (2007), p. 154-171.

WIESE, René. *Kaderschmieden des Sportwunderlandes. Die Kinder und Jugendsportschulen der DDR*. Göttingen : Arete, 2012.

WIKLER, Heinrich-August. *Der lange Weg nach Westen II. Deutsche Geschichte vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung*. Munich : C.H. Beck Verlag, 2000.

WILKENS, Andreas. « Willy Brandt, l'*Ostpolitik* et les deux États allemands ». In : *Allemagne 1961-1974 de la construction du Mur à l'Ostpolitik*. Sous la dir. de Jean-Paul CAHN et Ulrich PFEIL. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 57-80.

WILKINSON JOHNSON, Molly. « The Friedensfahrt : International Sports and East German Socialism in the 1950s ». In : *The International History Review* 29.1 (2007), p. 57-82.

— *Training Socialist Citizens. Sports and the State in East Germany*. Leiden : Brill, 2008.

WILLMANN, Frank. *Die DDR in den 1970er und 1980er Jahren : Suche nach einer eigenen Außenpolitik im Schatten Moskaus*. In : 18. 6. 2014. URL : http://www.bpb.de/gesellschaft/medien-und-sport/bundesliga/166321/fussball-land-ddr?p=all (visité le 9. 8. 2019).

WILSON JR, Harold. « The Golden Opportunity : Romania's Political Manipulation of the 1984 Los Angeles Olympic Games ». In : *Olympika : The International Journal of Olympic Studies* 3 (1994), p. 83-97.

WINROW, Gareth. *The Foreign Policy of the GDR in Africa*. 2e éd. Cambridge : Cambridge University Press, 2009.

WOJTASZYN, Dariusz. *Der Fußballfan in der DDR – zwischen staatlicher Regulierung und gesellschaftlichem Widerstand*. In : *Deutschland Archiv Online*. 28. 5. 2018. URL : www.bpb.de/268956 (visité le 30. 8. 2019).

— *Fußball verbindet ? Hertha BSC (West-Berlin) und der 1. FC Union (Ost-Berlin) vor und nach 1990*. In : *Deutschland Archiv Online*. 27. 1. 2015. URL : http://www.bpb.de/199829 (visité le 30. 8. 2019).

WOLLE, Stefan. *Aufbruch nach Utopia. Alltag und Herrschaft in der DDR (1961-1971)*. 2e éd. Berlin : Ch. Links Verlag, 2011.

— *Der große Plan. Alltag und Herrschaft in der DDR (1949-1961)*. Berlin : Ch. Links Verlag, 2013.

— *Die heile Welt der Diktatur. Alltag und Herrschaft in der DDR 1971-1989*. Berlin : Ch. Links Verlag, 1999.

WONNEBERGER, Günther. « Deutsche Hochschule für Körperkultur (DHfK) 1950-1990) – Überblick. » In : *Deutsche Hochschule für Körperkultur Leipzig 1950 - 1990 : Entwicklung, Funktion, Arbeitsweise*. Sous la dir. de Gerhard LEHMANN et al. Aix-la-Chapelle : Meyer & Meyer Verlag, 2007, p. 14-29.

— « Studie zur Struktur und Leitung der Sportbewegung in der SBZ/DDR (1945-1961) ». In : *Der Sport in der SBZ und frühen DDR : Genese - Strukturen - Bedingungen*. Sous la dir. de Wolfgang BUSS et Christian BECKER. Schorndorf : Hofmann Verlag, 2001, p. 167-247.

WOOD, Mihaela Andra. « Superpower : Romania Women's Gymnastics During the Cold War ». Thèse de doct. Urbana : University of Illinois, 2010.

ZINK, Falko. « Der Sport und seine Institutionen im Spannungsfeld von Staat und Politik : eine zeitgeschichtliche Untersuchung zur Anpassungsfähigkeit der Institutionen des Sports ». Thèse de doct. Sarrebruck : Université de la Sarre, 2009.

Table des figures

1.1 Représentation schématique de l'évolution des principales instances du sport en ZOS / RDA (1945-1989) . . . 49
1.2 Chronologie des principales évolutions des instances en charge du sport en ZOS / RDA (1945-1989) . . . 50
1.3 Représentation schématique des liens entre les organismes du sport en RDA (1957-1989) . . . 53
1.4 Liste des dirigeants des principales organisations sportives de RDA . . . 57
1.5 Organigramme interne de la DHfK selon les statuts de 1954 . . . 63
1.6 Liste des recteurs de la DHfK (1950-1990) . . . 70

2.1 Tableau des médailles des deux États allemands aux Jeux Olympiques d'Été (1952-1988) . . . 97
2.2 Tableau des médailles des deux États allemands aux Jeux Olympiques d'Hiver (1952-1988) . . . 98
2.3 Évolution du nombre de médailles des athlètes est-allemands aux championnats d'Europe et du monde (1953-1978) . . . 99
2.4 Organigramme interne de la DHfK selon les statuts de 1975 . . . 106

3.1 Organismes employant les diplômés de la DHfK (1974-1984) . . . 149

5.1 Répartition des échanges internationaux de la DHfK (hors *Ausländerstudium*) par catégorie de pays en pourcentages (1970-1989) . . . 221
5.2 Répartition des échanges internationaux de la DHfK (hors *Ausländerstudium*) par catégorie de pays en jours – personnes (1970-1989) . . . 222
5.3 Typologie des échanges internationaux de la DHfK . . . 224
5.4 Catégorisation des relations internationales de la DHfK avec les pays socialistes (1970-1989) . . . 225
5.5 Catégorisation des relations internationales de la DHfK avec les pays en développement (1970-1989) . . . 225
5.6 Catégorisation des relations internationales de la DHfK avec les pays capitalistes (1970-1989) . . . 228
5.7 Liste des principales écoles partenaires de la DHfK . . . 230
5.8 Répartition du volume des relations de la DHfK avec les pays socialistes (en j.-p.) . . . 234

6.1 Liste des pays en développement devant être privilégiés par le MfAA et le DTSB . . . 268
6.2 Nombre de doctorants étrangers à la DHfK (1955-1990) . . . 294

6.3 Carte des pays ayant participé au programme ITK 298
6.4 Tableau des 15 plus grands contingeants de l'ITK 299

7.1 Moyenne de spectateurs par match de l'*Oberliga* de football 325
7.2 Moyenne de spectateurs par match de la *DDR-Liga* de football 325

8.1 Évolution des structures du sport en RDA, puis dans les nouveaux *Länder* dans le processus de réunfication 369

Index des personnes

Adenauer, Konrad, 45, 123
Allende, Salvador, 263
Anderson, Benedict, 8
Andropov, Iouri, 238
Aschenbach, Hans-Georg, 176, 204, 205, 342, 374

Bahr, Egon, 83
Baillet-Latour (de), Henri, 31
Balbier, Uta Andrea, 12
Balzer, Karin, 177
Balzer, Karl-Heinz, 177
Barth, Berndt, 5
Bauersfeld, Karl-Heinz, 200, 362
Bauwens, Peco, 91
Beck, Peter, 9
Becker, Christian, 13–15
Berendonk, Brigitte, 196, 198, 201, 374
Bernett, Hajo, 256
Bessel, Richard, 17
Biedenkopf, Kurt, 353, 381, 382
Birck, Eike, 94
Bishop, Maurice, 266
Bismarck (von), Otto, 29
Bleek, Wilhelm, 186
Bock, Siegfried, 244
Böhme, Hans-Joachim, 113, 189, 344
Boniek, Zbigniew, 323
Borde, Waldemar, 43, 45, 57
Bös, Klaus, 258, 259
Brandt, Willy, 72, 80–83, 87, 92
Braun, Jutta, 14
Brejnev, Léonid, 75, 76, 79–82, 119, 210, 211, 238, 267
Breuilly, John, 8
Brietzke, Siegfried, 68
Brohm, Jean-Marie, 6
Broszat, Martin, 155
Brownlow Cecil, David George, 94
Brundage, Avery, 5, 92, 112, 321
Buchmann, Günter, 281
Buss, Wolfgang, 13, 14

Cahn, Jean-Paul, 12
Castro, Fidel, 87, 243
Ceaușescu, Nicolae, 73, 77–79, 212, 237, 245
Churchill, Winston, 215
Collins, Kim, 10
Comăneci, Nadia, 245
Coubertin (de), Pierre, 30, 31, 91

Daume, Willi, 44, 45
Dennis, Mike, 5, 12, 178
Desproges, Pierre, 1
Détári, Lajos, 323
Diem, Carl, 45, 58, 91, 252, 393
Dimitrov, Georgi, 36
Dolfuss, Engelbert, 36
Dubček, Alexander, 74, 75, 78, 79
Dunning, Eric, 6, 122

Eckert-Lindhammer, Daniel, 300
Edel, Kurt, 43, 57, 92
Eichel, Wolfgang, 236
Eichler, Gerhard, 43
Eichler, Klaus, 57, 340–342, 375, 376
Eigendorf, Gabriele, 177
Eigendorf, Lutz, 177, 181
Einax, Rayk, 276, 305
Einsiedler, Martin, 341
Elias, Norbert, 6
Emons, Hans-Heinz, 359
Empacher, Walter, 44

Ender, Kornelia, 2, 125, 172, 179
Enke, Karin, 128
Erbach, Günter, 43, 57, 64, 70, 341, 355
Ewald, Manfred, 2, 44, 51, 55, 57, 91, 95, 101, 112, 119, 124, 128, 133, 169, 172, 174, 180, 189, 196, 318, 320, 321, 340, 341, 373

Fejtő, François, 77
Fetisov, Viatcheslav, 324
Fetzer, Thomas, 129, 157, 324
Fiedler, Gisela, 337
Florl, Ralf, 255
Förster, Siegfried, 153
Franke, Werner, 196, 374
Fritschler, Hans-Dieter, 336
Fuchs, Ruth, 163
Fulbrook, Mary, 154

Geipel, Ines, 342
Gheorghiu-Dej, Gheorghe, 77, 245
Gienger, Eberhardt, 176
Gierek, Edward, 76
Giessmann, Ernst-Joachim, 107
Gillon, Pascal, 10
Gomułka, Władysław, 74, 76, 79
Gorbatchev, Mikhaïl, 76, 213, 245, 340
Götz, Falko, 177
Gridan, Irina, 79
Grix, Jonathan, 5, 12
Grósz, Károly, 335
Gummel, Margitta, 135, 198, 200
GutsMuths, Johann Christoph, 42

Haïlé Sélassié I^{er}, (Tafari Makonnen, dit Haïlé Sélassié), 266
Halt (Ritter von), Karl, 45, 91
Hampe, Dieter, 138
Harčenko, Ivan, 38
Hartmann, Grit, 13, 14, 188, 199
Hass, Dieter, 344
Hastings, Adrian, 8
Heine, Adolf, 95
Heinze, Günther, 57
Hellmann, Rudolf, 57, 159, 180, 341, 346, 373
Henker, Eckart, 138
Herberger, Gerhard, 255
Herrmann, Hans-Georg, 42, 70, 116, 152, 153, 236, 255
Hitler, Adolf, 36
Hobsbawm, Eric, 8, 9
Hollmann, Wildor, 384
Holzweissig, Gunther, 12, 14, 126
Honecker, Erich, 41, 72, 76, 80–82, 88, 104, 119, 128, 174, 189, 211–213, 237, 238, 267, 335, 340, 346, 350
Honecker, Margot, 174
Höppner, Manfred, 2, 169, 178, 194, 196
Horn, Ernst, 57, 58
Hoxha, Enver, 77
Hurtebize, Claude, 190
Husák, Gustáv, 75, 76

Israel, Siegfried, 201

Jahn, Friedrich Ludwig, 6, 28, 29, 42
Jahn, Fritz, 113, 216, 218, 232, 235, 236, 240, 241, 244, 262, 304
Jahn, Roland, 157
Jallat, Denis, 8
Janz, Karin, 180
Jaruzelski, Wojciech, 76
Jensen, Knut Enemark, 167
Jessen, Ralph, 17, 335
Jivkov, Todor, 74, 76

Kádár, János, 73, 74, 76, 79, 241
Kalb, Lothar, 113, 277, 282, 288, 292, 310, 379
Kamal Taha, Mohamed, 309
Karisch, Günther, 183
Kekkonen, Urho, 251
Kérékou, Mathieu, 266
Khrouchtchev, Nikita, 77, 81, 246
Kiesinger, Kurt Georg, 87
Kilian, Martin, 57, 376
Kim, Won Zol, 114
Kipke, Lothar, 169
Kirchgässner, Helmut, 64, 70, 195, 200, 357, 362, 385
Kirsten, Gerhard, 182
Klessmann, Christoph, 20
Koch, Marita, 100
Kocka, Jürgen, 17, 18, 390
Köhle, Thomas, 135
Köste, Klaus, 135, 163
Kott, Sandrine, 18, 254, 390
Kotte, Peter, 178

Krause, Barbara, 180
Krebs, Hans-Dieter, 133
Krenz, Egon, 128, 340, 346, 351
Kroutov, Vladimir, 324
Krüger, Arnd, 199, 256
Kühnst, Peter, 12
Kunath, Heidi, 255, 357
Kunath, Paul, 199, 255, 258, 259
Kurbjuweit, Lothar, 102

Lal Gupta, Behari, 293
Larionov, Igor, 324
Lathan, Hans-Henning, 201, 202
Lehmann, Gerhard, 70, 345, 349, 350, 355, 357, 364, 365, 372, 379, 384
Lehmann, Norbert, 12, 237, 280, 349
Lehnert, Alfons, 192, 196, 198
Lénine, (Oulianov, Vladimir Illitch, dit Lénine), 36
Lenz, Jochen, 255
Lesky, Andrea, 62
Lippmann, Frank, 177
Lohmann, Joachim, 59, 70
Lötzsch, Wolfgang, 133
Lüdtke, Alf, 14, 18, 154, 155

Mac Con Uladh, Damian, 274, 299, 305
Mader, Alois, 176
Maiziere, Lothar, 361, 375
Makarov, Sergueï, 324
Maler, Alois, 184
Mao Zedong, 77
Marhold, Gerd, 255
Maron, Monika, 340
Medick, Hans, 18
Mengistu Haile Mariam, 266, 269
Merkel, Manfred, 361
Mertens, Lothar, 186
Meuschel, Sigrid, 17
Meyer, Hans-Joachim, 381
Mielke, Erich, 7, 125, 133, 170, 175, 179–182, 197, 319, 326, 341, 373
Mitterrand, François, 213
Modrow, Hans, 353, 354, 357, 375
Morris, Michael, (dit Lord Killanin), 321
Mortier, Jean, 393
Moustafa, Hassan, 310
Müller, Fred, 57
Müller, Jutta, 134, 163
Müller, Matthias, 178

Nagy, Imre, 79
Nasser, Gamal Abdel, 87, 264
Nehru, Jawaharlal, 264
Neufeld, Renate, 176, 374
Neumann, Alfred Bruno, 57
Ngouabi, Marien, 266
Nitschke, Willi, 70
Nixon, Richard, 10
Nkrumah, Kwame, 264
Novotný, Antonín, 74

Orlow, Dietrich, 84
Ortega, Daniel, 296
Otto, Kristin, 2, 68, 100

Paasikivi, Juho Kusti, 251
Pabst, Ulrich, 12
Paerisch, Manfred, 141, 143
Perelman, Marc, 6
Pfeil, Ulrich, 8, 12
Polster, Harald, 357
Possner, Wilfried, 355, 365
Pötzsch, Anett, 135

Rákosi, Mátyás, 74
Ramsamy, Sam, 310
Regner, Michael, 374
Reichert, Rudi, 43, 57
Reinartz, Klaus, 101
Ri, Won Zol, 114
Richter, Michael, 344
Riordan, James, 37
Robin, Guillaume, 12
Rogalski, Norbert, 62, 105, 142, 195, 198, 346, 350, 362, 365, 379, 384
Romanov, Nikolaj, 39
Rydz, Franz, 57

el-Sadate, Anouar, 296
Samaranch, Juan Antonio, 321
Sassou-Nguesso, Denis, 266
Schabowski, Günther, 339
Schalck-Golodkowski, Alexander, 320
Scheel, Walter, 72
Schellenberger, Brigitte, 253, 258, 259

Schelzig, Andreas, 172
Scherzer, Landolf, 336
Scheumann, Hans, 194
Schmidt, Wolfgang, 133, 176
Schöbel, Heinz, 57
Scholtyseck, Joachim, 247
Schreiter, Reinhard, 194
Schrättner, August, 42
Schubert, Cordula, 376, 380
Schult, Jürgen, 176
Schur, Gustav-Adolf « Täve », 68, 131, 135, 163
Schuster, Hans, 70, 111, 178, 192, 194, 197, 198
Schwidtmann, Heinz, 70, 143
Semenya, Caster, 1
Seyfert, Gabriele, 135
Siad Barré, Mohamed, 269
Simon, Hans, 236
Simpson, Tom, 167
Singler, Andreas, 197
Slupianek, Ilona, 2, 169, 180
Sohearto, 297
Sparwasser, Jürgen, 124, 342
Spitzer, Giselher, 13, 14, 44, 101, 167, 168, 192, 193, 196, 197, 392
Staline, Joseph, 35, 36, 39, 40, 71, 74, 215, 271
Stang-Voss, Christine, 372
Stecher, Renate, 100
Stiehler, Günther, 59, 70, 255
Stöbe, Jörg, 367
Stöbe, Karin, 15
Stumpp, Sébastien, 8
Sukarno, (né Sosrodihardjo, Koesno), 264
Tchernenko, Konstantin, 238
Teichler, Hans-Joachim, 13, 48, 319
Thom, Andreas, 324
Thorel, Julien, 264
Thüne, Wolfgang, 176
Tito, (Broz, Josip, dit Tito), 77, 87
Tittel, Kurt, 255
Treutlein, Gerhard, 197

Ulbricht, Walter, 3, 58, 72, 74, 80–82, 84, 87, 90, 105, 119, 123, 127, 244, 264, 267, 317

De Waele, Jean-Michel, 7
Wałęsa, Lech, 76
Weber, Gerd, 178, 179
Weder, Horst, 236
Wehler, Hans-Ulrich, 18
Wehling, Ulrich, 163
Weidner, Edgar, 255
Weiskopf, Joachim, 57
Weissig, Roland, 57
Westad, Odd Arne, 88
Wiedemann, Dieter, 133
Wiese, Klaus, 174
Wiese, René, 192
Wildung, Fritz, 31
Wilkins, Mac, 134
Wilkinson Johnson, Molly, 12
Witt, Katarina, 100, 128, 132, 135, 328
Wöckel, Bärbel, 68
Wolle, Stefan, 65, 85, 107
Wonneberger, Günther, 64, 70, 109, 125, 253, 255, 257

Table des matières

Table des abréviations **v**

Quelques éléments de chronologie **x**

0 Introduction **1**
0.1 Le sport et ses pouvoirs 5
0.2 Le sport en RDA : état de la recherche 11
0.3 Méthodologie et objectifs de l'étude 16
0.4 Sources utilisées 21
0.5 Structure de l'étude 24

Première partie La place de la DHfK dans le système sportif est-allemand **26**

1 La DHfK dans un système inféodé au politique **27**
1.1 Les fondements idéologiques du sport est-allemand 27
1.1.1 « Sport bourgeois » contre « sport ouvrier » 27
1.1.1.1 La fondation du mouvement sportif ouvrier 27
1.1.1.2 Les bases idéologiques du mouvement sportif ouvrier . . . 30
1.1.2 Le modèle du sport soviétique 32
1.1.2.1 Les tentatives de prise de contrôle du mouvement sportif ouvrier 33
1.1.2.2 Les années 1930 comme bouleversement de la perception du sport en URSS 35
1.1.2.3 La nouvelle politique de l'URSS d'après-guerre 38
1.2 La fondation du système sportif est-allemand 40
1.2.1 Un logiciel idéologique venu de Moscou 41
1.2.1.1 Un sport ouvertement politique 41
1.2.1.2 Les références historiques du sport est-allemand. 42
1.2.1.3 La critique du modèle occidental 44
1.2.2 La mise en place d'un système au service du SED 46
1.2.2.1 La prise en main par les Soviétiques du sport dans leur zone d'occupation 46
1.2.2.2 La copie des installations soviétiques 48
1.2.2.3 Après le chaos initial, des structures pérennes 52
1.3 Fondation et rôle de la DHfK 56
1.3.1 La fondation de la DHfK, un acte politique assumé 58

1.3.1.1 Le parti comme porteur du projet . . . 58
1.3.1.2 Une institution calquée sur le modèle soviétique . . . 59
1.3.1.3 Une politisation assumée . . . 60
1.3.2 Statuts et fonctions de la DHfK . . . 62
1.3.2.1 Des liens étroits avec le parti et les organisations de masse 64
1.3.2.2 Missions et statuts . . . 66
1.3.2.3 Un réseau de partenariats . . . 68

2 Le tournant des années 1970 72
2.1 Les conditions politiques en RDA au début des années 1970 . . . 72
2.1.1 Le statut de démocratie populaire : entre reprise en main par Moscou et marges de manœuvre plus grande . . . 73
2.1.1.1 Les conséquences du Printemps de Prague et la doctrine Brejnev. . . . 74
2.1.1.2 Des marges de manœuvre dans le respect de la hiérarchie 76
2.1.2 De nouvelles lignes directrices de la politique est-allemande . . . 80
2.1.2.1 La révolution de palais est-allemande . . . 80
2.1.2.2 La neutralisation de la question allemande . . . 82
2.1.2.3 Renforcer le caractère national de la RDA . . . 83
2.1.2.4 La RDA sur la scène internationale comme *junior partner* de l'URSS . . . 86
2.2 Le tournant vers la performance sportive . . . 89
2.2.1 Les premiers objectifs atteints pour la politique sportive de la RDA 89
2.2.1.1 L'isolation initiale de la RDA . . . 90
2.2.1.2 Une rapide intégration au monde du sport . . . 92
2.2.1.3 Une moisson de médailles toujours plus importante . . . 94
2.2.2 Une réorientation totale du système sportif . . . 96
2.2.2.1 Des performances en hausse spectaculaire . . . 100
2.2.2.2 Le haut-niveau : cible prioritaire du système sportif est-allemand . . . 101
2.3 La transformation de la DHfK en une école de haut-niveau . . . 104
2.3.1 Un changement radical dans les structures de la DHfK . . . 104
2.3.1.1 Les conséquences de la troisième réforme des universités . 105
2.3.1.2 Le nouveau profil de l'école . . . 109
2.3.1.3 Une ouverture sur l'étranger . . . 112
2.3.2 Une concentration des activités sur un périmètre réduit . . . 114
2.3.2.1 Un nombre réduit de diplômes . . . 115
2.3.2.2 Un nombre limité de disciplines . . . 116
2.3.2.3 Des partenariats redéfinis . . . 117

Deuxième partie Le quotidien des enseignants et personnels : sport, idéologie, secret 121

3 Sport, orthodoxie et auto-représentation 122
3.1 Sport et sentiment national en Allemagne de l'Est . . . 122
3.1.1 Le nouveau message du sport est-allemand . . . 123
3.1.1.1 La séparation avec le sport de l'Ouest . . . 123
3.1.1.2 L'intégration dans la communauté des États socialistes . 125
3.1.2 La médiatisation du sport . . . 126

3.1.2.1 Stratégies de la représentation médiatique du sport en RDA . . . 126
3.1.2.2 La réception du sport dans la société est-allemande . . . 129
3.1.3 L'orthodoxie des athlètes . . . 131
3.2 Assurer l'orthodoxie au sein de l'école et des étudiants . . . 134
3.2.1 La formation à la DHfK : quels buts et quels cadres ? . . . 135
3.2.1.1 Objectifs théoriques des formations . . . 135
3.2.1.2 Contenu des diplômes : comment transmettre les bonnes valeurs ? . . . 138
3.2.1.3 Les relais de l'orthodoxie : profil des personnels enseignants 141
3.2.2 Caractéristiques des étudiants de la DHfK . . . 144
3.2.2.1 Profil des étudiants et sélection . . . 145
3.2.2.2 Une pression constante sur les étudiants . . . 147
3.2.2.3 Le devenir professionnel des diplômés . . . 148
3.3 Une obéissance de façade chez les étudiants ? . . . 152
3.3.1 Un bilan plutôt satisfaisant pour les autorités . . . 152
3.3.2 Le maintien des individualités face au régime . . . 154
3.3.2.1 Quelques cas de contestation ouverte . . . 156
3.3.2.2 Les accommodations au quotidien . . . 159
3.3.3 Le rôle des entraîneurs après leur formation . . . 160
3.3.3.1 Des constatations similaires à la situation à Leipzig . . . 161
3.3.3.2 Des résultats à nuancer ? . . . 162

4 La mise au secret du sport de haut-niveau 166
4.1 La mise sous cloche du sport de haut-niveau . . . 166
4.1.1 Le dopage comme tabou absolu . . . 167
4.1.1.1 Les spécificités du dopage est-allemand . . . 167
4.1.1.2 La sécurisation du monde du dopage . . . 170
4.1.2 Le cloisonnement du sport de haut-niveau . . . 173
4.1.2.1 La connaissance comme secret d'État . . . 173
4.1.2.2 Bâtiments et personnels tenus à l'écart des regards . . . 174
4.1.3 Le rôle de la Stasi dans le sport de haut-niveau . . . 175
4.1.3.1 Le traumatisme des fuites vers l'Ouest . . . 175
4.1.3.2 L'espionnage au quotidien . . . 178
4.1.3.3 Le MfS dans les structures sportives de RDA . . . 179
4.2 La question du secret au sein de la DHfK . . . 182
4.2.1 La sécurisation de l'école . . . 182
4.2.1.1 Éviter tout contact avec la RFA . . . 182
4.2.1.2 La préservation des secrets d'État . . . 184
4.2.1.3 Les conséquences sur la recherche au sein de la DHfK . . . 186
4.2.2 Une ouverture de façade . . . 188
4.2.2.1 La « marque » DHfK dans l'espace public . . . 188
4.2.2.2 Un écran pour les autres instances ? . . . 191
4.2.3 La Stasi et la DHfK . . . 192
4.3 Le dopage à la DHfK . . . 195
4.3.1 La DHfK dans la recherche sur les substances dopantes . . . 196
4.3.1.1 Le rôle avant la réforme de 1968 . . . 197
4.3.1.2 La période post-réforme . . . 198
4.3.2 Le rapport entre la DHfK et les institutions du dopage . . . 200
4.3.2.1 Les mouvements de personnels . . . 200
4.3.2.2 Les liens entre la DHfK et les instances en charge du dopage 201

4.3.3 La diffusion des savoirs concernant le dopage 203

Troisième partie Publicité internationale et *soft power* sportif : le réseau de contacts internationaux de la DHfK 208

5 Échanges scientifiques internationaux 209
5.1 Cadre théorico-idéologique et typologie des échanges internationaux . . . 210
5.1.1 La politique étrangère est-allemande sous Honecker 210
5.1.1.1 L'amitié entre les États socialistes 211
5.1.1.2 L'*Abgrenzung* face à l'Ouest 213
5.1.1.3 La politisation des échanges sportifs 214
5.1.2 Le centralisme démocratique dans l'organisation des relations extérieures de la DHfK 215
5.1.2.1 Une tutelle interne : le rôle de la Direction pour les relations internationales 215
5.1.2.2 Une tutelle externe : le Secrétariat d'État à la culture physique et au sport 217
5.1.2.3 Des buts politiques 218
5.1.3 Typologie des échanges 219
5.1.3.1 Une différenciation quantitative 220
5.1.3.2 Une différenciation qualitative 223
5.2 Les relations avec les pays socialistes 229
5.2.1 Une unité de façade 229
5.2.1.1 Une collaboration *a priori* variée et harmonieuse 229
5.2.1.2 Une collaboration mise en avant par la propagande . . . 232
5.2.2 Une hiérarchie marquée 233
5.2.2.1 L'URSS, partenaire privilégiée 233
5.2.2.2 Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et Bulgarie : des partenaires de second plan 239
5.2.2.3 La Roumanie, alliée négligée, et les autres membres du CAÉM 242
5.3 Les relations avec les pays capitalistes 246
5.3.1 Entre coexistence et lutte des systèmes : les buts affichés des échanges avec les pays capitalistes 246
5.3.2 Une collaboration directe limitée : une volonté de protection 247
5.3.2.1 La protection des secrets 248
5.3.2.2 L'exception finlandaise 250
5.3.2.3 Le cas de la République Fédérale 252
5.3.3 La place des organisations internationales 254
5.3.3.1 La place des personnels de la DHfK dans les organisations mondiales des sciences du sport 254
5.3.3.2 La confrontation idéologique entre les deux blocs 255
5.3.3.3 Un lieu d'échanges et de collaboration 257

6 Gagner en ambassadeurs dans les pays en développement 262
6.1 La RDA et les pays du Sud 263
6.1.1 Cadre général 263
6.1.1.1 Les cibles de l'action est-allemande : entre « solidarité internationale » … 264
6.1.1.2 … et pragmatisme économique et stratégique 267

6.1.2 Formes de l'action envers les pays du Sud . . . 271
6.1.2.1 L'envoi de spécialistes . . . 272
6.1.2.2 L'accueil d'étudiants étrangers . . . 273
6.1.3 La diplomatie sportive de la RDA envers les pays du Sud . . . 277
6.2 Les programmes de la DHfK envers les pays en développement . . . 281
6.2.1 Cadres et buts des programmes de la DHfK . . . 281
6.2.1.1 Centralisation et réorientation des contacts au début des années 1970 . . . 281
6.2.1.2 Buts poursuivis par l'école . . . 283
6.2.2 Les types d'échanges . . . 287
6.2.2.1 L'envoi de personnels . . . 287
6.2.2.2 Les programmes d'accueil d'étudiants étrangers . . . 288
Le *Direktstudium* . . . 289
L'*Internationaler Trainerkursus* (ITK) . . . 290
Les parcours de deuxième cycle . . . 291
Le doctorat . . . 292
6.2.3 La politisation du quotidien des échanges . . . 293
6.2.3.1 Le choix des partenaires . . . 293
6.2.3.2 La politisation des contenus . . . 297
6.3 Les contradictions des programmes . . . 302
6.3.1 Les contraintes au quotidien pour les personnels et les étudiants . 302
6.3.1.1 Les difficultés générales de l'*Ausländerstudium* . . . 302
6.3.1.2 Les contradictions internes au monde du sport . . . 306
6.3.2 La réception des programmes . . . 308
6.3.2.1 Des échos positifs sur le plan personnel . . . 309
6.3.2.2 Une force de frappe politique limitée . . . 311

Quatrième partie L'implosion finale du système : le sport dans la crise et dans le processus de l'unification 315

7 Le sport et la DHfK dans la crise 316
7.1 Le sport en RDA et les problèmes économiques de la fin des années 1980 . 316
7.1.1 Le financement du sport est-allemand dans les années 1980 . . . 317
7.1.1.1 La paupérisation du sport pour tous . . . 317
7.1.1.2 Le sport de haut-niveau, un domaine préservé . . . 319
7.1.1.3 La perte de la dimension idéologique . . . 321
7.1.2 La crise de confiance auprès de la population . . . 324
7.1.2.1 La désaffection des citoyens envers le sport . . . 324
7.1.2.2 Un mécontentement ouvert toujours plus important . . . 326
7.2 La DHfK dans la crise des années 1980 . . . 329
7.2.1 Le maintien des grandes lignes directrices . . . 329
7.2.2 L'adaptation au contexte économique . . . 331
7.2.2.1 Les mesures d'austérité . . . 331
7.2.2.2 De nouvelles cibles concernant les pays en développement 333
7.2.3 La paralysie du système administratif est-allemand . . . 335
7.2.3.1 La multiplication des incidents administratifs . . . 335
7.2.3.2 L'impossible adaptation aux besoins . . . 337
7.3 La DHfK dans la crise finale de 1989 . . . 339
7.3.1 Sport, universités et contestation . . . 340
7.3.1.1 La fin de l'ère Ewald . . . 340

7.3.1.2 Le monde des universités dans la crise de 1989 343
7.3.2 1989 à la DHfK : une base en mouvement 345
7.3.2.1 Une contestation de plus en plus ouverte 345
7.3.2.2 Des critiques de plus en plus acerbes 347
7.3.3 Une direction paralysée 348
7.3.3.1 Maintenir un semblant de normalité 349
7.3.3.2 Le sentiment d'être sur un bateau qui coule ? 350

8 La DHfK dans le processus d'unification 353
8.1 Les tentatives de « désocialisation » de la DHfK 354
8.1.1 La démocratisation de la vie de l'école 354
8.1.1.1 L'instauration de la « Table Ronde » et des mécanismes de discussion 354
8.1.1.2 Effacer les marques de l'éducation socialiste 358
8.1.1.3 Les changements de personnels 360
8.1.2 Les tentatives de bilan 363
8.1.2.1 Une nette auto-critique 363
8.1.2.2 Le soutien envers le bilan de l'école 365
8.1.3 La définition d'un nouveau projet 367
8.1.3.1 De nouveaux axes de formation et de recherche 367
8.1.3.2 Le maintien de la dimension internationale 370
8.1.3.3 Le projet d'une DHfK dans l'Allemagne unifiée 371
8.2 Réduction des moyens et dissolution 373
8.2.1 La crise du sport est-allemand 373
8.2.1.1 Le devenir du sport à l'heure d'une indifférence généralisée 373
8.2.1.2 La fin de l'âge d'or du haut-niveau 375
8.2.1.3 La disparition des structures 377
8.2.2 L'incertitude à la DHfK 378
8.2.2.1 La réduction des moyens 378
8.2.2.2 La peur de la dissolution 379
8.2.3 La dissolution de la DHfK 380
8.2.3.1 La décision 381
8.2.3.2 Les réactions à la décision du Land de Saxe 383
8.2.3.3 La fermeture de l'école 384

9 Conclusion générale 388
9.1 Rapide résumé 388
9.2 Synthèse des résultats de l'étude 390
9.3 Possibilités d'élargissement 392

Annexes, documents et bibliographie 393

A Documents 395
A.1 Statuts de la DHfK 395
A.1.1 Statuts de 1954 395
A.1.2 Statuts de 1974 398
A.1.3 Statuts de 1988 401
A.2 Programmes d'étude des différents cursus de la DHfK 405
A.2.1 Programme d'étude du diplôme de *Diplomsportlehrer* 405
A.2.2 Programme d'étude de l'ITK. 406

A.2.3 Programme d'étude du PSF 407
A.2.4 Programme d'étude du HZS 408

B Statistiques et précis méthodologiques 409
B.1 Statistiques des relations internationales 409
B.2 Statistiques de l'*Ausländerstudium* 413
B.2.1 Statistique du *Direktstudium* 413
B.2.2 Statistiques du programme ITK 413
B.2.3 Statistiques du doctorat pour étudiants étrangers 416

C Sources 417

D Sitographie 422

E Bibliographie 425

Table des figures 446

Index des personnes 448

Table des matières 452

Le quotidien d'une « école rouge ».
La politisation protéiforme du sport en République Démocratique Allemande, à l'exemple de la Deutsche Hochschule für Körperkultur *de Leipzig (1969-1990).*

Résumé :

Le sport a été un des rares domaines, où l'Allemagne de l'Est a atteint l'excellence mondiale, avec 519 médailles olympiques, dont 192 en or. Toutefois, pour les dirigeants est-allemands, « le sport n'est pas un objectif en soi, c'est un moyen d'atteindre cet objectif », comme l'a prononcé Erich Honecker en 1948. Certes, la RDA a brillé lors des compétitions internationales, mais au prix d'un contrôle permanent de la part des autorités (moyens humains et financiers importants, dopage systématique, culte du secret, encadrement idéologique strict). Le but pour le SED est ici de transmettre une image de puissance à travers le sport.

Dans ce système, l'École supérieure allemande pour la culture physique de Leipzig (*Deutsche Hochschule für Körperkultur*) a joué un rôle de courroie de transmission entre les dirigeants politiques et les sportifs. Fondée en 1950 et active jusqu'en 1990, elle avait pour but de former la majorité des entraîneurs du pays. Elle constitue en cela un miroir des mécanismes en œuvre dans le sport est-allemand.

À travers des outils développés par l'*Alltagsgeschichte* (histoire du quotidien), ce travail se propose d'étudier non seulement les processus de contrôle et de politisation mis en place par le régime du SED afin de s'assurer de la réalisation des objectifs fixés, mais aussi les conséquences de la prévalence de cette idéologie sur la vie quotidienne et les résultats du travail de l'ensemble des acteurs présents au sein de l'École.

Cette étude portera sur la période allant de 1969, date de la réforme de l'École l'orientant vers le haut-niveau, à 1990, date de sa dissolution par le gouvernement de Saxe, nouvellement refondé.

Mots-clés :

DHfK, Études germaniques, Identité, RDA, Représentation internationale, Sport.

The Everyday Life of a "Red School"
The Multidimensional Politicisation of Sport in the German Democratic Republic through the Example of the Deutsche Hochschule für Körperkultur *in Leipzig (1969-1990)*

Abstract:

Sport has been one of few domains, where East Germany reached global excellency by gaining 592 Olympic medals, including 192 titles. However, according to the East German leaders "sport is not a goal by itself, but a way to reach that goal", as Erich Honecker said in 1948. The GDR was brilliantly successful at international competitions, though its government had to permanently control sports activity through high financial and human means, systematical doping practices, high confidentiality, and a very strict ideological supervision. For the SED, spreading an image of power was the main goal assigned to sport.

In this system, the German College of Physical Culture of Leipzig (*Deutsche Hochschule für Körperkultur*) was considered as a place of transmission between political rulers and athletes. The College has been active between 1950 and 1990 and was required to train the majority of trainers in the country. Therefore, it is a mirror of the whole East German sport system.

With the methods of the *Alltagsgeschichte* (history of everyday life), I will deal in this dissertation with the control and politicisation mechanism, set by the SED regime in order to monitor the realisation of those goals. I will also focus on the consequences of the supremacy of ideology on the every day life and the work of all parties within the College.

This work will consider the period between 1969 and 1990, i. e. between the reform of the College towards competitive sport and its dissolution by the newly recreated government of Saxony.

Keywords:

DHfK, German studies, GDR, Identity, International Representation, Sport.

École Doctorale 514 – ÉDÉAGE — Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3
4, rue des Irlandais — 75005 Paris